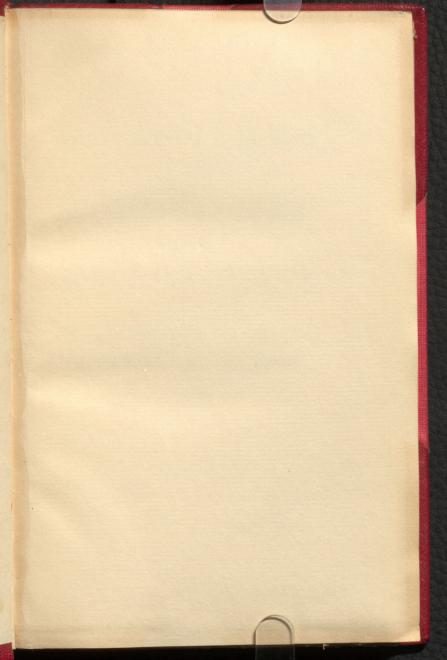
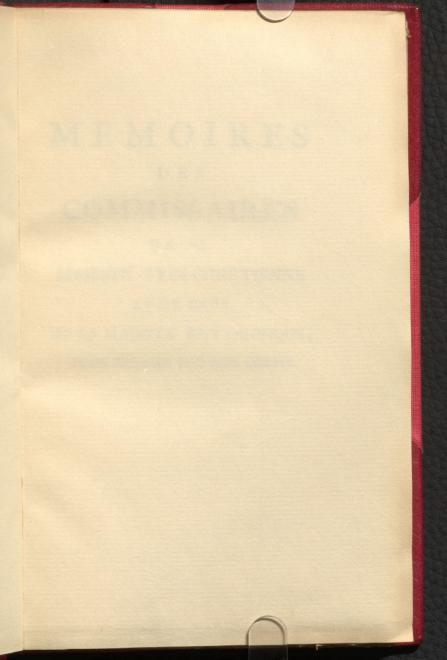
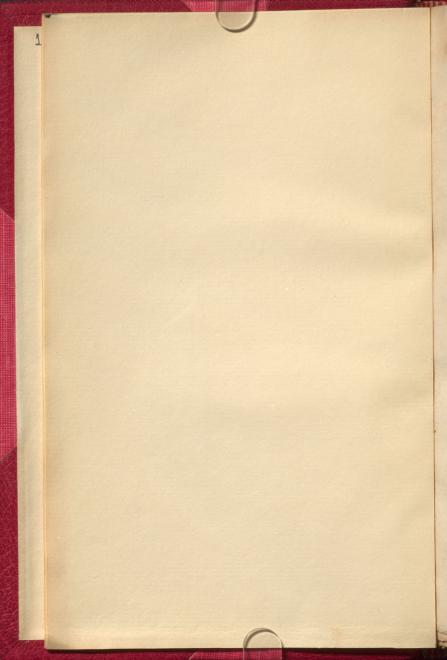


147 Commissioners v.1, pt.2.







# MEMOIRES

DES

### COMMISSAIRES

DESA

MAJESTE' TRE'S-CHRE'TIENNE

ET DE CEUX

DE SA MAJESTE' BRITTANNIQUE,

TOME PREMIER SECONDE PARTIE.

# MEMOLRES

DE

Sur

CI

SIG

# COMMISSAIRES'

DESA

MAJESTE TRES-CHRETURINE

ET DE CEUX

A MAJESTE TRITTANNIQUE,

TOME PREMIER SHOONDE PARTIE.

A bible for concer for the mile

# MEMOIRES

DES

# COMMISSAIRES

DE SA MAJESTE' TRE'S-CHRETIENNE ET DE CEUX DE SA MAJESTE' BRITTANNIQUE,

Sur les possessions & les droits respectifs

DES DEUX

### COURONNES EN AMERIQUE;

Avec les Actes publics & Pièces justificatives.

### TOME PREMIER SECONDE PARTIE.

Contenant la Suite des Mémoires sur l'isle de Sainte-Lucie, avec les Piéces justificatives.



A AMSTERDAM ET A LEIPZIG,

Chez J. S C H R E U D E R & PIERRE MORTIER le jeune.

Bible du Conv. des Capacins De Jarin

11 AB



## MÉMOIRES

SUR L'ISLE

### DE SAINTE-LUCIE.

Table des Pièces contenues dans le tome I. Seconde Partie.

SECOND ME'MOIRE des Commissaires de Sa Maj. très - Chret. sur l'isse de Sainte-Lucie, du 4 Octobre 1754, en réponse au Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Britannique, du 15 novembre 1751.

#### INTRODUCTION.

Pag. I

ARTICLE I. Des voyages du Comte de Cumberland, & du Chevalier Oliph Leagh à l'isle de Sainte Lucie, & de l'état des isles Caraïbes depuis leur découverte jusqu'en 1626. 7

ART. II. Des Lettres accordées au Comte de Carlisse en 1627 par Tome I. Part. II.

Charles I Roi d'Angleterre, & de l'établissement des isles qui s'y trouvent dénommées. Pag. 18 ARTI

ART

ART

AR

ART

ART

AR'

I.78

2,e 3.e

4.0

r. Saint-Christophe.	21
2. La Grenade.	22
3. Saint-Vincent.	23
4. Sainte - Lucie.	25
5. La Barbade.	27
6. La Martinique.	28
7. La Dominique.	29.
8. Marie - Galante.	31
9. La Défirade.	32
10. Les-Saintes.	33
II. La Guadeloupe.	34
12. Antigoa.	34
13. Mont-ferrat.	35
14. Rodunda.	36
15. La Barboude.	36
16. Nieves.	37
17. Saint - Eustache.	38
18. Saint - Barthelemi.	39
19. Saint - Martin.	39
20. L'Anguille.	41
21. Sombrera.	41
22. La Négade.	41
0	7.

RESULTAT de l'examen de l'établissement des isles énoncées dans les Lettres du Comte de Carlisse. 42

ARTI-

DE SAINTE LUCIE. 111
ARTICLE III. De l'état des Antilles, depuis
le premier établissement des
François & des Anglois à
Saint Christophe, jusqu'à la
paix Caraïbe en 1660. Pag-
ART. IV. De l'époque de l'établissement
des François à Sainte-Lucie.
58
ART. V. Comparaison du droit des Fran-
çois sur Sainte-Lucie, avec
celui des différentes nations,
fur plusieurs isles & parties
de l'Amérique. 68 Art. VI. Nécessité & légitimité de l'occu-
pation de Sainte-Lucie par
les François. 79
ART. VII. Examen de la prétendue vente
de Sainte-Lucie aux Anglois,
par Warner. 81
ART. VIII. Des prétendues réclamations, & des tentatives des Anglois
fur Sainte-Lucie, depuis la
prise de possession de cette
isle par les François, en 1650.
84
ART. IX. Examen de l'enquête faite aux
Barbades en 1688, pour ju- ftifier des droits de l'Angle-
terre sur les Antilles. 99
corre jui les zammes 99
1. re Déposition. GEORGE SUMMERS. 106
2.e Déposition. RICHARD BUDDIN. 108
3.º Déposition. HENRI WALFORD. 110
4.º Déposition. AMBROISE ROUSSE III
* 2 5.0 Dé-

erre, es i. nom. 18

nent de lomte d Arti IV MEMOIRES SUR L'ISLE &c. 5.e Déposition. CHRISTOPHE CODRING-113 6. Déposition. CHARLES COLLINS.119

7.e Déposition. HUMPHRY POWEL. 121 8.e & d.re Déposition. DOROTHE'E BEL-122 GROVE.

RE'SULTAT de l'enquête faite en 1688. 123

CONCLUSION du Mémoire.

128

L'IS

Seco Sa

l'ifle

tabli Cara que Si de l' To

Les Pièces justificatives touchant l'Isle de Sainte Lucie suivent à la page 133.





I21 BEL

1688. 123

128

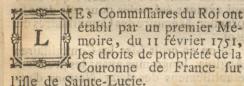
### MÉMOIRES

SUR

### L'ISLE DE SAINTE-LUCIE

Second Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Très - Chrétienne, sur l'Isse de Sainte - Lucie, du 4 Octobre 1754. En réponse au Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Britannique, du 15 Novembre 1751.

#### INTRODUCTION.



Ils ont démontré que les premiers établissemens des François dans les isses Caraïbes étoient au moins aussi anciens que ceux des Anglois.

S'il y a un fait certain dans l'histoire de l'Amérique, c'est que l'isse de Saint-Tom. I. Part. II. A Chris-

2 ME'MOIRES SUR L'ISLE 11d. Mémoi-Christophe a été le berceau des colore des Com-nies des deux Nations dans les isles Ca-

François.

mislaires

raïbes, & que leurs établissemens ont 4 0û. 1754. pris naissance dans le même temps; avec cette seule différence que la date Introduction. de l'acte qui a donné un caractère d'authenticité, & qui a assuré l'état des premiers établissemens François, est antérieure à celle de l'acte de même nature qui a autorisé les premiers établisse-

mens Anglois.

Ces dates sont certaines & reconnues pour telles: les actes existent, les Commissaires Anglois ne les ont pas même attaqués; ils ont répété sans cesse que l'Angleterre avoit de quoi prouver son droit, qu'elle avoit pour elle des faits incontestables, ils n'ont parlé que d'évidence; on espère cependant faire voir qu'ils n'ont rien établi, rien réfuté, rien prouvé, & qu'on ne trouve de faits certains dans leur Mémoire que ceux qui avoient été posés pour tels dans le premier Mémoire des Commissaires du Roi.

Si on en croit Mrs. les Commissaires Anglois, longtemps avant les premiers établissemens des deux Nations dans Saint-Christophe, il en avoit été fait dans l'Isle de Sainte-Lucie par le Comte de Cumberland & par le Chevalier Oliph Leagh.

Pour appuyer cette supposition, ils ont eu recours à des relations qui prou-

vent

YE de

L

for

me

cie

te

di

C

CE

31

å

ju

DE SAINTE-LUCIE.

vent au contraire que jamais le Comte IId. Mémoi-

de Cumberland ni le Chevalier Oliph re des Com-Leagh n'ont fait aucun établissement à François. Sainte-Lucie, & que jamais ils n'ont 4 0 d. 1754. fongé à y en faire. La relation du voyage du Chevalier Oliph Leagh prouve Introductions même que les Caraïbes de Sainte-Lucie avoient été en commerce avec les

François avant ce voyage.

Ca. ont

; a.

'au-

prenté.

atu-

iffe-

nues

om.

ême

que

Con

aits

d'é-

riov

uté,

faits

ceur

ansle

resdi

Maire

emier

s dan

été fa

e Con

evalit

on,I

ii prov

Les Commissaires Anglois ont prétendu pareillement à une continuité de cette prétendue plantation: la principale preuve qu'ils en ont donnée est tirée des lettres patentes accordées au Comte de Carlisse par le Roi d'Angleterre en 1627. Un relevé sommaire de l'établissement & de la situation des différentes isles dont il est parlé dans ces lettres patentes, démontrera fensiblement combien les Commissaires Anglois fe font fait illusion dans les inductions qu'ils en ont voulu tirer.

On fera voir par l'état de guerre où les deux Nations ont été jusqu'en 1660 avec les Sauvages, qu'elles fongeoient moins à s'inquiéter l'une l'autre dans leurs établissemens qu'à se défendre contre ces ennemis communs, & que ce n'est que par les actes intervenus avec les Caraïbes en 1660, que cesétablissemens ont pris une consistance & une solidité qu'ils n'avoient pas eues jufqu'alors.

Les Commissaires du Roi n'ont jamais

ME'MOIRES SUR L'ISLE IId. Mémoi-mais contesté que les Anglois n'aient re des Com- formé un premier établissement à Sainte-Lucie en 1639; mais ils croient a-François. 4 od. 1754. voir démontré, & on ne leur a pas même disputé que cet établissement a été Introductione abandonné en 1640, les Anglois n'ayant pû s'y foûtenir contre les Caraïbes; & c'est sur une occupation paisible & tranquille de cette isle qui étoit restée abandonnée des Anglois depuis dix ans, que les Commissaires du Roi établissent les droits de leur Nation. Les Commissaires de Sa Majesté Britannique ont répété un très-grand nombre de fois que les François s'en étoient emparés deux mois après cette expulfion des Anglois par les Sauvages, & ils n'ont point épargné les foupçons qui pourroient naître d'une occupation si subite. Les Commissaires du Roi prouvent que ce ne fut qu'en 1650 que les François se mirent en possession de l'isle qui avoit été abandonnée des 1640. Suivant Mrs. les Commissaires Anglois, il auroit fallu un acte public & authentique par lequel l'Angleterre eût déclaré qu'elle abandonnoit cette isle; mais sclon cette nouvelle jurisprudence, il n'y auroit aucun exemple d'abandon: on pourroit quitter un pays, n'y rentrer jamais, & s'en prétendre éternellement propriétaire & possesseur. L'abandon d'un pays est un fait qui fe

tr

m

fe caractérife par lui-même: fi un au-11d. Mémoitre l'occupe, & que celui qui l'occu-re des Compoit auparavant garde le filence, fans missaires François. y être contraint, sans pouvoir prétex- 4 od. 1754. ter qu'il ignore qu'un autre s'en soit mis en possession, c'est la preuve la plus Introduction. forte & la plus complète de l'abandon; & telle est celle que l'histoire fournit de l'abandon de Sainte-Lucie par les Anglois. On fortifiera ce principe par plusieurs autres exemples tirés de l'A-

mérique même.

Rin-

tamê.

été

ant

3; å

rane a-

ent

Bri-

om-

ent

ul-

38

Ons

tion

Roi

ogue

on de

e des

es An

reeu

eifle

ruder

le d'a

pays

ndree

fait q

S'il y eut jamais des occasions favorables pour l'Angleterre de réclamer la possession de Sainte-Lucie, c'eût été dans le temps du Traité de Westminster en 1655. & de celui de Breda en 1667. Dans l'une & l'autre époque, les François étoient en pleine & tranquille possession de Sainte-Lucie: les Anglois étoient informés de cette pollession, & rien n'empêchoit de réclamer; ils ont cependant gardé le filence le plus volontaire & avec la plus parfaite connoissance de cause: filentium scientis & libere volentis.

Les autres faits allégués par les Commissaires Anglois pour tenir lieu de titres de réclamation, font des actes de violence, dont fouvent les auteurs ont eu moins pour objet de s'emparer de Sainte-Lucie que d'en priver les Fran-

cois.

Les Commissaires de Sa Majesté Britan-A 3

Ild. Mémoi-tannique citent une espèce d'enquête re des Com- que les Anglois firent faire en 1688 sur missaires François.

l'origine de leurs établissemens dans les 4 Oct. 1754. ifles Caraïbes. De tels actes font par eux-mêmes d'une confidération peu Introduction. décisive: celui-ci fournit tout au plus quelques notions obscures sur les tentatives d'un établissement en 1639; mais cette preuve étoit inutile, puifque les Commissaires du Roi dans leur premier Mémoire du 11 février 1751 avoient raconté ce fait d'une manière tout aussi favorable à l'Angleterre, & que ce n'étoit que sur l'abandon que les Anglois avoient fait de Sainte-Lucie en 1640, qu'on avoit fondé le droit qu'avoient eu les François d'occuper cette isle: possession au surplus qui a été cimentée par les guerres les plus coûteuses & les plus sanglantes contre ces mêmes Sauvages qui avoient obligé les Anglois à l'abandonner.

Tel est le projet de cette réponse: on auroit desiré l'abréger; mais les nuages que le Mémoire de Mrs. les Commissaires Anglois a répandus sur cette matière, mettent dans la nécessité de rappeler toutes les circonstances qui peuvent tendre à rétablir l'exactitude des faits, & à dissiper les obscurités & les incertitudes auxquelles il a pû don-

ner lieu.

Au furplus, il y a dans le Mémoire auquel les Commissaires du Roi ont à

ré-

T

ex

de

ru

ri

ex

Ve

ľ

ruête

38 fu

nsle

it pa

per

plu

ten

1639

puil

slew

1751 nière

e, d

que

Lu-

roit

uper

qui a

plus

ontre

obli

onfe

es nua

Con

r cett

Mité d ces qu

Ctitud

arités

pû do

[émoi

oi on

répondre quelques expressions qui ont IId. Mémoiparu peu conformes aux égards qu'on re des Comse doit réciproquement: & ils ont cru François. ne pouvoir se dispenser de faire à ce 4 od. 1754. lujet les représentations convenables. -Mrs. les Commitsaires Anglois se sont Introduction. excusés sur le peu d'usage qu'ils ont de la langue Françoise; & ils ont paru disposés à ne pas se refuser aux changemens qui ne diminueroient en rien le mérite de leur cause : ces dispositions ont tenu lieu de tous changemens; les Commissaires du Roin'ont pas voulu qu'on pût imaginer qu'ils auroient eu en vûe de diminuer la force des argumens qui étoient liés à ces expressions; ils se bornent à conserver, par ce Mémoire, le souvenir de l'explication qu'ils en ont eue avec les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

ART. I. Des voyages du Comte de Cumberland & du Chevalier Oliph Leagh à l'isle de Sainte-Lucie: Et de l'état des isles Caraïbes depuis leur découverte jusqu'en 1626.

TESSIEURS les Commissaires An-M glois ont infinué dans leur Mémoire (paragr. VII.) que la première cécouverte des isles Caraïbes avoit été faite par leur Nation, & l'ont assuré positivement pour Sainte-Lucie.

Mais A 4

ME'MOIRES SUR L'ISLE

millaires François.

11d Mémoi- Mais lorsque les Commissaires du re des Com-Roi leur en ont demandé la preuve, ils se sont bornés à citer le quatriéme 4 Qu. 1754. volume du recueil de voyages, par Purchass. page 1146.

dé

re

te;

dér

Ca

Co

M

CO

ma

VO

& nul

80

201

On y trouve qu'en 1593 le Comte de Cumberland fit armer trois vaisseaux qui firent voile vers les Antilles, & que de ces trois vaisseaux le premier & le fecond avoient des Pilotes Espagnols \*.

Austiny avoit-il alors cent ans que Christophe Colomb avoit fait en 1493

la découverte des Antilles.

La priorité de plantation est tout aussibien prouvée par la fuite du même paffage; on y lit que les trois vaisseaux se rafraichirent trois jours à Sainte-Lucie

& à la Martinique.

Ce n'est pas le seul exemple de prétentions extraordinaires que fournisse, fur la découverte des isles Caraïbes. le Mémoire de Mrs. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, puisqu'ils adoptent l'extrait qu'ils ont produit des lettres patentes accordées au Comte de Carliffe en 1627, où ce Comte s'attribue d'avoir fait faire la décou-

#### REUVES.

<sup>\*</sup> Le Commandant avoit un Pilote ESPAGNOL qui avoit une parfaite connoissance de ces ports ; le second vaisseau un autre Pilote Espagnol: voilà une priorité de découverte bien prouvée. Voyez ci-après parmi les Pièces justif. No. I. de la se. l'artie des DICUVES.

découverte de ces isles à ses frais & IId Mémoidépens, en sorte que par une singuliè-re des Comre transposition des temps, le Comte missaires François. de Cumberland, postérieur de cent ans 4 Oût. 1754. à Christophe Colomb, enlève à celuici la gloire de la première découver- Article 1. te; & le Comte de Cumberland en est dépouillé à son tour par le Comte de Carlisle qui n'est venu que trente ans après lui.

d

ém

pa

ail.

ntil

x le

ilo.

que

493

ılli.

af-

UX

ucie

pre

iffe, bes,

iffaj.

puil.

t pro-

ées au

où ci

ire l lécov

es; leli

oilam

ci-aps

greie a

Si on lit la relation du voyage du Comte de Cumberland, de laquelle Mrs. les Commissaires Anglois se sont contentés de citer les premières lignes, mais qui sera produite en entier \*, on voit que cet armement n'a eu pour objet que la course contre les Espagnols & le pillage de leurs établissemens: nul projet, nuls préparatifs, nuls moyens pour s'établir dans les Antilles, nul acte du Souverain qui autorise à le faire.

Les inductions que Mrs. les Commiffaires Anglois ont prétendu tirer du voyage du Chevalier Oliph Leagh, ne sont ni mieux fondées, ni plus exactes.

Les Commissaires du Roi ont fait aussi traduire cette relation en entier †,

### REUVES.

\* Pièces justif. No. I. de la 3e. partie des preuves. † Pièces justif. No. 11 de la 3e. parties des preuves. Les preuves justific. dont il est fair mention ici & dans la fuite, suivent dans ce même volume après le Mémoire.

ME'MOIRES SUR L'ISLE IId. Mémoi- & voici ce qui en résulte. Jav 1º. Le titre même porte que l'armere des Comaya missaires ment étoit destiné pour la Guyane, & lag François. 4 08.1754. par conséquent nul projet d'établisseyer ment à Sainte-Lucie. Article I. 20. Le vaisseau dirigea sa route à la non Guyane, & non à Sainte-Lucie. çois 30. Il ne mouilla à Sainte-Lucie que par cas fortuit, & après avoir manqué An re la Guyane. 4º. Il ne fut question de laisser du Sa monde à Sainte-Lucie qu'à cause de l'impossibilité de regagner l'Angle-V terre avec les vivres qui restoient dans fo le vaisseau. 5º. Le premier acte des débarqués, les au nombre de soixante-sept, est un re acte de révolte pour s'emparer de la qu di chaloupe du vaisseau. 6º. Il ne paroît pas que ces foixan-DU te-sept Anglois aient eu en vûe aucun pi établissement, ni qu'ils aient défriché, semé, ni planté. Il est même dit que pendant cinq à fix femaines, c'est-à-dire pendant tout jo leur séjour dans l'isle, ils ne sortirent gu presque pas; il semble qu'ils songeoient feulement à vivre de la traite qu'ils faisoient avec les Sauvages, & de ce qu'ils pouvoient se procurer par po · la chasse ou par la pêche. 70. Les premiers jours ils traitèrent avec les Sauvages par un Anglois qui 1000

arm

ne.

e à

ie qu

anqu

Ter d

use d

Angle

t dan

rués

t un

de l

aucu

cinq

int to

ortire

ls so

a tra

ages,

urer p

glois I

Mrs

favoit l'espagnol (a). Cet interprète IId. Mémoiayant péri dès le commencement de mémoiaires la guerre qu'ils eurent bien-tôt à soût-François. tenir contre les Sauvages, ils emplo-4 Oct. 17540 yèrent en sa place un autre Anglois nommé François Brace qui parloit françois (b).

Il réfulteroit donc de cette pièce Angloise, & produite par l'Angleterre, que les François auroient fréquenté Sainte-Lucie & les isles voisines avant les Anglois, ou au moins avant l'arrivée du détachement d'Oliph Leagh.

80. Peu après le débarquement des foixante-fept Anglois à Sainte-Lucie, les Caraïbes leur déclarèrent la guerre: elle ne fut pas de longue durée, quarante-huit Anglois y périrent, & les dix-neuf qui restoient se sauvèrent la nuit du 25 au 26 septembre dans une pirogue que la commisération de leurs ennemis leur accorda.

Ainfi finit cette prétendue peuplade, après avoir passé dans l'isle trente-cinq jours, dont plus de la moitié fut une guerre continuelle. Comment les Anglois ont-ils pû regarder cette malheureuse aventure comme un titre de propriété auquel on ne pourroit rien opposer?

PREUVES.

(a) Pièces justif. No. II. de la 3e. partie.

(b) Ibid.

12 ME'MOIRES SUR L'ISLE Mrs. les Commissaires de Sa Majesté IId. Mémoire des Com-Britannique ont prétendu qu'il y avoit duit missaires eu une seconde peuplade envoyée à François 4 Octob. 1754 Sainte - Lucie l'année suivante 1606. en 1 Les Commissaires du Roi ont requis Article I. qu'il leur en fût donné des preuves; & ils ont demandé si ces établissemens mor avoient été folides & durables, comvire bien ils avoient subsisté, ou si ce n'avoient été que des tentatives infrucnatu fe f tueuses & passageres. Les répétitions fréquentes qui se trouvent dans le mémoire de Mis. les Commissaires Anglois, sur la continuité des premiers établissemens faits dans cette isle depuis sa première découverte. & fingulièrement depuis les peuplades d'Oliph Leagh jusqu'en 1635, 1638 & 1640, sembloient annoncer les documens les plus certains & les plus évidens. Nulle preuve cependant n'a été donnée de l'envoi de 1606, que l'on se croit fondé jusqu'à présent à regarder comme une fiction. Nulle preuve de la continuité de l'établissement prétendu de 1605, que I'on peut regarder comme un pur roman. Aux demandes faites à Mrs. les Commissaires Anglois, ils se sont contentés de répondre qu'ils entendoient cet établissement fondé sur la première découverte & possession, en conséquence d'être solide & durable. Voi-

leun ·I mo

SL

S

Q

9113

[équ

dan

qu'

de c

1000

pa

COL

rag

cé

MA

Fra

NO

DE SAINTE-LUCIE. 13

Voici cependant à quoi tout se ré- 11d. Mémoiduit. HB : JEC

Les Anglois ont été à Sainte-Lucie missaires en 1605; leur relation prouve que les 4 oct. 1754. François y avoient été antérieurement.

Soixante-fept Anglois qui seroient Article I. morts de faim à bord d'un de leurs na-

vires, y ont été débarqués.

IOVE

ree

1600

equi lves.

men

COM

n'a

Quarante-huit ont été tués par les frue naturels du pays; les dix-neuf de refte se font sauvés pendant la nuit après un

li séjour de trente-cing jours.

le Comment peut-on entendre que ces faits prouvent une première découverte, dam un établissement solide & durable, en conver séquence de cette première possession, & la continuité de cet établissement pen-351 dant trente à trente-cinq ans, tandis nce qu'en voit dans la pièce même, pro-Le duite par l'Angleterre, une postériorité de découverte & un séjour de trente - cinq edo jours qui a fini par une expulsion, & on par un abandon total & fans retour?

Il est vrai que pour donner quelque garde consistance à leur système, Mrs. les del Commissaires Anglois ont avancé (pa-5, rag. elvii) que leur droit a commenpuil cé par une découverte & des plantations, MAINTES ANNE'ES avant que les es Con François EUSSENT AUCUNE CONconti NOISSANCE des Caraïbes, de l'aveu de

loient leurs propres bistoriens.

Pour prouver une affertion dont au moins la dernière partie est si peu vrai14 ME'MOIRES SUR L'ISLE

missaires François.

Article I.

Md. Mémoi- femblable, ils ont cité en général le res des Com- P. du Tertre & le P. Labbat: un pareil paradoxe valoit cependant bien la 4 oft. 1754. peine qu'on rapportat les passages, ou qu'au moins on indiquât les pages.

Les Commissaires du Roi déclarent qu'après avoir lû avec foin ces deux auteurs, ils n'y ont rien trouvé de semblable ni d'approchant, & ils ne peuvent affez témoigner leur furprise qu'on hafarde férieusement une proposition si étrange, qui ne peut induire en erreur que des personnes qui n'auroient aucune connoissance de ce qui s'est passé dans les isles Caraïbes depuis la découverte qu'en a faite Christophe Colomb, c'est-à-dire, maintes années avant les plantations des Anglois, dont aucune ne paroît antérieure à 1627, si on compte toutes les isles, ou à 1639, si on ne parle que de Sainte-Lucie.

En effet, jusqu'aux lettres obtenues d'abord en France par le sieur d'E'nambue le 31 octobre 1626, & postérieurement en Angleterre par le Comte de Carlisse le 2 juin 1627, on ne voit aucune preuve d'établissement durable dans les Antilles par aucune des nations Européennes, qui depuis ont possédé ces isles.

On ne voit pas même de quelle autorité on en auroit pû faire sans l'aveu des Rois de France ou d'Angleterre,

ou des autres Puissances respectives. Ce. tees gloi

011

ou

gno

COTT

mer

les re s

10

ce

foi

ou

ten re

les

to

de

C

ta

à

qu

101

Cependant ces isles étoient fréquen- 11d. Mémois tées par des vaisseaux François, An-re des Comglois & Hollandois qui y venoient, missaires François. ou pour la traite avec les Sauvages, 4 Oct. 17546 ou pour la guerre contre les Espa-

Article la

Il paroît qu'en 1521 les François deu sem commençoient à se montrer fréquemper ment dans ces mers (a), & qu'en 1529 qu'o les corsaires de France & d'Angleter-

fitto re s'y étoient multipliés (b).

aren gnols.

omp

d go

tenue

r d'E

polt

e Con

ont

entd

une d

ouis o

ellea

is l'an

letern

ective

ne La paix qui a souvent régné en Euoien rope entre la France, l'Espagne & l'Anpall gleterre, n'empêchoit pas qu'il ne se écou fît en Angleterre, & même en Franmb, ce, des armemens en course, quelqueles fois même sous commission Françoise ene ou Angloise. On se servoit, pour obtenir ces commissions, du prétexte de représailles; & l'usage où étoient alors les Espagnols de traiter d'interlopes tous les navires qu'ils trouvoient audelà du Tropique, étoit favorable à ce prétexte.

Les Espagnols n'avoient point d'établissement dans les isles Caraïbes, à cause des cruautés des Sauvages qui y étoient répandus, & du peu de cas qu'ils faisoient de ces isles. On n'en

ti-

#### PREUVES.

(a) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, some I, page 407.

(b) Ibid. page 456.

16 ME'MOIRES SUR L'ISLE

11d. Mémoi- tiroit alors que du tabac, dont l'ufare re des Com- étoit peu commun en Europe. missaires Ces isles étoient donc la retraite or-François.

Article L.

4 Oct. 1754. dinaire de tous les traiteurs, interlopes & corsaires de toutes nations.

Il y avoit de temps à autre quelques Européens qui y restoient & qui vivoient avec les Sauvages. Le témoignage le plus positif que l'on en ait rencontré. est celui du P. du Tertre, qui rappor te qu'à l'arrivée du sieur d'Enambuc à Saint-Christophe en 1625, il y trouva des François. On a déjà vû dans la relation du voyage du Chevalier Oliph Leagh, qu'il y avoit à Sainte-Lucie en 1605 des Caraïbes qui entendoient le François.

Si les courses passagères, ou même les débarquemens de quelques hommes qui ont disparu ensuite, pouvoient être pris pour des titres d'établissement, chacune des isles Caraïbes feroit en même temps à toutes les nations Européennes, puisque toutes les ont continuellement fréquentées, soit pour la course, ou pour la traite.

De quelque nation que fussent les Européens épars alors dans les Antilles, on ne peut pas dire qu'ils v constituassent aucune colonie. C'étoient pour la plûpart des gens sans aveu, des deserteurs de corsaires, forbans euxmêmes quand ils pouvoient l'être impunément, vivans avec les Caraïbes.

me

110

pi

n'a

pol

&

par

CO

de

m

m

po

en

le

té

tiz

101

ffin

fai

ne

DO

leu

& vivans comme eux sans aucune for- 11d. Mémois me de gouvernement, & sans recon- re des Comnoître ni la France, ni l'Angleterre, Francois.

ni aucune autre Puissance.

terl

S

elque oien

agel

Intre

ppol mbu

trou dan

ralie

ten-

eu, de s eu trein aibe

Il est manifeste que de telles gens n'avoient pas plus d'envie d'acquerir Article I. pour l'Angleterre que pour la France; & au furplus, ils ne l'ont témoigné par aucun acte qui ait produit quelqu'effet & qui soit venu jusqu'à nous.

Il n'est pas moins évident que les corsaires de France, d'Anglererre & de Hollande, qui fréquentoient ces mers, n'avoient ni la volonté, ni les moyens, ni les pouvoirs nécessaires

pour y établir des colonies.

L'établissement de Saint-Christophe ême en 1627, fait d'un commun accord nom entre les Anglois & les François, est oien donc le premier acte de possession réelle dont on ait connoissance dans cette partie de l'Amérique. Tout ce que les Anglois ont prétendu fur la priorites le té de leurs établissemens, sur leur coninuité jusqu'à cette époque, n'est que roman & illusion; & leur silence obent le stiné sur les demandes qui leur ont été faites de produire des preuves, donne à cette vérité toute la force qu'elle pourroit recevoir de leur aveu & de leur consentement.

Ild. Mémoire des Commissaires François 4 Oct. 1754.

Article II.

ART. II. Des Lettres accordées au Comte de Carlisse en 1627 par Charles Ier. Roi d'Angleterre; Et de l'établissement des isses qui s'y trouvent dénommées. Na

l'An

1688

mati

que

çois

a po

qui I

fair

ges

Je

Ang

Son

& d

trad

trad

roît

ftrui

ifles

une

& u

étab

glois

pas .

S I l'on peut passer au Comte de Carlisse d'avoir fait insérer dans les Lettres qu'il a obtenues de Charles premier, que c'est lui qui a fait faire à ses grands frais & dépens la découverte des isses Caraïbes, & qu'en 1627 elles étoient portées au point d'être une vaste & copieuse colonie d'Anglois; il n'en est pas moins étonnant que cette énonciation fabuleuse ait été adoptée par Mrs. les Commissaires de Sa Majesté Britannique \*, & qu'ils aient voulu appuyer tout le vaste système de leurs prétentions sur un fondement si ruineux.

La notoriété contraire sembloit donc autoriser à répondre par une simple négative; mais pour ne laisser rien à desirer, on parcourra sommairement les époques de la première découverte de ces isses & de leur établissement, en recherchant ce qu'en ont pû dire les historiens Espagnol, François, An-

glois ou autres.

On emploiera fur-tout l'autorité du P. du Tertre, auteur comtemporain des

PREUVES.
\* Voyez leur Mémoire, parag. IX.

DE SAINTE-LUCIE. 10 des premiers établissemens des deux 11d Mémoi-Nations dans les Antilles. Com. s It On citera, non par choix, mais par François. disette, Richard Bloome, auteur de 4 Oct .754. ement l'Amérique Angloise, imprimée en 1688, le feul écrivain Anglois fur ces Article 11. Car matières, dont on ait connoissance s les que l'ouvrage ait été traduit en Franarle çois, le seul qui soit par conséquent faire à portée d'être consulté par tous ceux décou qui liront ces Mémoires. 1627 On n'a pas omis d'un autre côté de e val faire traduite les citations faites par n el Mrs. les Commissaires Anglois, d'au-1Ciateurs de leur nation, dont les ouvra-

es.

MIS,

itan-

Χ.

poru

Jean de Laët sera pareillement un. uye des auteurs que l'on citera dans cette eten discussion, comme un de ceux que les Anglois peuvent le moins recufer. don Son livre imprimé en Latin en 1632, simp & dédié au Roi d'Angleterre, a été rien traduit en François en 1640. C'est la emer traduction dont on fera usage. Il paouve roît que cet auteur étoit assez bien inemen struit des établissemens fait dans les ifles Caraïbes jusqu'à son temps. Il fait s, une énumération complète de ces isles, & une courte description. Il parle des ité établissemens de la Barbade, de Saint-Christophe & de Nièves. Si Sainte-Lucie eût été alors habitée par les Anglois, on ne voit pas pourquoi il n'eût pas fait mention d'une colonie, qui,

ges n'ont pas été traduits.

ME'MOIRES SUR L'ISLE IId. Mémoi-fuivant Mrs. les Commissaires Anglois, re des Com- seroit la plus ancienne de toutes celmissaires les des Antilles; mais loin de-là, il Francois 4 Oct. 1754. fournit des preuves du contraire. Enfin on citera aussi quelquefois le Article II. Sieur de Rochefort, qui, guoique François, ne doit pas être suspect, fur tout lorsque cet auteur Protestant s'accorde avec le P. du Tertre. Les isles comprises dans la concession du Comte de Carlisse, suivant le Mémoire de Mis les Commissaires Anglois, font au nombre de vint-deux. SAVOIR: I. SAINT-CHRISTOPHE. 2. La GRENADE. 3. SAINT-VINCENT. 4. SAINTE-LUCIE. 5. La BARBADE. 6. MITTALANEA, sur les cartes

Hollandoises MATALINO, & en François LA MARTINIQUE. 7. La Dominique.

8. MARIE-GALANTE.

9. DESSUDA, fur les cartes Hollandoises DESEADA, & en François LA DESIRADE.

10. TODOS-SANTOS, appelées par les François LES SAINTES.

II. LA GUADELOUPE.

12. ANTICOA OU ANTIGUES.

13. MONTSERRAT.

14. RODUNDO ou RODUNDA.

15. LA

Ch

for

(a

mi

m

en

d']

lie

Ye.

les.

app

1078

19. LA BARBOUDE.

16. NEVIS, en François Nie'ves.

17. STATIA, en François SAINT-Francois. EUSTACHE.

18. SAINT-BARTHE'LEMY.

10. SAINT-MARTIN.

20. L'ANGUILLE.

21. SOMBRERA.

gloi

es ce

-là,

fois

uoigu

aspec

tella

Conce

vantl

ES.

15.

ENEGADA, en François LA NE'GADE.

I. SAINT - CHRISTOPHE , Possédées d'ares Ai bord par les François & par les Anglois, deux, & depuis la paix d'Utrecht en entier par les Anglois.

Tous les auteurs concourent à accorder la découverte de cette isle à Christophe Colomb, qui lui donna fon nom au mois de Novembre 1493 (a), & il est reconnu par Mrs. les Commissaires Anglois eux-mêmes que les 0, colonies Angloise & Françoise de Saintlour Christophe ont été fondées d'un commun accord & en même temps, l'une en vertu des Lettres accordées à M. rte I d'E'nambuc par le Cardinal de Riche-, & lieu, le 31 octobre 1626, & l'autre en vertu de celles qui furent accordées pelle au Comte de Carlisse, par le Roi Charles premier, le 2 juin 1627, sept mois après. lean

PREUVE

(a) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, 10me I, page 114, édition de 1730, in-40.

Hd. Memoire des Com-

4 Oct. 1784.

Article II.

22 ME'MOIRES SUR L'ISLE.

14d. Mémoi- Jean de Laët & Richard Bloome rodes Com-s'accordent fur l'époque de la naissan-instaires ce des deux colonies avec le sieur de François 4 Oct. 1754. Rochefort & tous les autres auteurs.

Article II.

Il paroît, par le P. du Tertre (a), qu'avant cet établissement il y avoit des François à Saint-Christophe, & qu'ils y vivoient en bonne intelligence avec les Caraïbes. On ne voit pas qu'il y eût aucun Anglois; ainsi dans cette isse, qui est la première dont on connoisse l'établissement avec certitude, les Anglois font tout au plus contemporains des François.

for

çoi

ils

for

m

al

Plo

T

II. LA GRENADE, Possédée aujourd'hui
& de tout temps par les François.

Dans l'Amérique Angloife du fieur Richard Bloome on n'annonce aucune prétention fur la Grenade.

lean de Laët dit qu'elle étoit habi-

tée par les Caraïbes.

Dès l'année 1638 (b) M. de Poinci réfolut de prendre possession de cette isle.... mais la multitude des Sauvages qui l'babitoient .... lui firent changer de fentiment.

Il paroît, par ce passage du P. du Tertre, & par toute la suite du chapitre dont il est tiré, qu'il n'y a jamais eu d'Anglois établis à la Grenade, ce

#### PREUNES.

(a) Du Terre, tome I, page 4.

DE SAINTE-LUCIE. 23

qui est confirmé par le filence de Ri-11d. Mémoichard Bloome, par le témoignage de re des Com-Jean de Laët & par celui de Roche-missaires François. fort. Suivant ce dernier, les Fran- 40a. 1754. cois qui l'habitoient de son temps étoient en possession des Grenadins, où Article II. ils faisoient la pêche, comme ils la font encore aujourd'hui.

Ce fut au mois de juin 1650 (a) que se fit le premier établissement Européen dans cette isle; M. du Parquet y

fit alors bâtir un fort.

loon

aiffa

eur

eurs

e (a)

avo

le,

llige

oitp

si da

onti

certic

18 CO.

erd'bi

a fier

aucur

t ha

Poinci

te ille qui l'bi fentim

du P.

e du d

y a jan

nade,

- Il est dit \* que ce fut du consentement des Sauvages, ce qui ne paroît pas avoir eu lieu pour aucune autre isle, excepté Saint-Christophe, où même on ne le dit pas expressément; mais, ni à la Grenade, ni dans les autres isles, ce consentement ne dura pas, & ce ne fut qu'après une guerre longue & fanglante que les Européens restèrent paisibles possesseurs.

III. SAINT-VINCENT, Toujours possédée par les Caraïbes.

On n'a trouvé nulle part dans le P. du Tertre qu'il y ait jamais eu d'Anglois établis dans Saint-Vincent.

Jean de Laët dit formellement qu'elle étoit babitée par les Sauvages.

R E

(a) Ibid. page 427. \* Du Tertre, tome I, page 428.

Ild. Mémaimiffaires François.

Arriote II.

Le fieur de Rochefort, qui a écrit re des Com- vers 1657, ne dit pas un mot qui puisfe faire croire que les Anglois y for-4 Oct. 1754. massent alors aucunes prétentions. Voici ses paroles: Cette isle est la plus peuplée de toutes celles que Posse DENT les Caraibes.

40

pil

fav

en

fuc

10

21

q

G

do

Bi

&

tr

ľ

Y Va

qu CE

(4

Dans l'Amérique Angloise de Richard Bloome, on avance fans preuve, que les Anglois y ont quelques babitations, mais qu'ils n'y sont pas puissans, y ayant beaucoup de Caraïbes qui la Pos-SE DENT. Ce témoignage ne peut détruire ceux de Laët & du P. du Tertre, qui lui sont directement contraires: le passage même de Richard Bloome prouve que cette isle étoit en la possession des Caraïbes, qui l'ont toûjours Posse De'e depuis, & qui la pos-/èdent encore aujourd'hui,

Au commencement de février 1668 \*, peu de temps après le traité de Breda; le Lord Willougby passa à Saint-Vincent, oh, partie de force ou plustôt par surprise, partie par le crédit du bâtard & métif Warner, il l'y rétablit tout de nouveau Gouverneur de tous les Sauvages sous l'autorité du Roi d'Angleterre; mais sans lui donner aucun Anglois avec lui. Ce prétendu acte d'autorité se fit en pleine paix, après a-VOIL

REUV S. E \* Du Tertre, tome IV, page 337. voir brûlé quelques carbets & quelques 11d, Mémois

pull y for pirogues.

tion

a plu

NTh

e Ri

Saint

u ple

crédi

'y réw

de tou

id'An

un A

e d'a

près à VO

Il paroît que ce Gouverneur Sauva-François. ge n'ofa pas rester à Saint-Vincent. 4 02. 1754. Ce qui fait voir qu'on ne peut tirer en faveur de l'Angleterre aucun avanta-Article II. ge de ces mots du P. du Tertre, il L'y rétablit tout de nouveau; puisque cet pres auteur en détruit lui-même tout l'effet bali en rapportant tout de suite le peu de succès de l'entreprise du Lord Wil-Pos lougby, qui étoit relative à celle qu'il t de avoit faite, aussi en pleine paix, quel-Ter ques années auparavant, en donnant trai au même Warner une commission de hard Gouverneur qui n'avoit pas été plus ten heureuse que celle-ci. On ne doit toll done regarder cette entreprise que 100 comme une infraction du traité de Breda & de la paix Caraïbe de 1660. 668\* & une vaine tentative pour se soumet-

IV. SAINTE-LUCIE. On ne trouve nulle part dans le P. du Tertre qu'il y ait eu des Anglois à Sainte-Lucie a-

vant 1639.

Bro tre les Sauvages.

Au contraire, on peut conclurre que leur premier établissement dans cette isle fut en 1639, de ces paroles; (a) les Anglois s'étoient établis dans cette

#### EUVE

(a) Du Tertre, tom. I, page 4346

re des Com-

Itd. Mémoi- isle DE'S L'ANNE E 1639, & y avoient dere des Com- meuré plus de dix-buit mois. missaires

Jean de Laët dit positivement qu'el-40a. 1754. le étoit habitée par les Sauvages.

1'é te.

CE

Article II.

François

On peut regarder le fieur de Rochefort comme contemporain, avant é. crit vers 1657; ce qui se peut déduire de ce que les Caraïbes n'étoient pas encore chassés de la Martinique lorsqu'il écrivoit : Or il n'est pas plus favorable aux prétentions Angloises, puisqu'il n'en dit pas un mot. ses paroles sur Sainte-Lucie.

,, (a) Elle n'étoit ci-devant fré-

, quentée que par un petit nombre " d'Indiens.... les François de la , Martinique font venus DEPUIS PEU

, leur tenir compagnie.... M. Rosse-, lan a établi la colonie Françoise

, fous les ordres de M. du Parquet , qui l'avoit choisi pour y être son

, Lieutenant; & étant décédé, M. le , Breton Parisien a été mis à sa pla-

Dans tout l'article, on ne voit nulle trace de possession ni de revendica-

tion Angloife.

Ces mots depuis peu ne peuvent convenir qu'à l'époque de 1650: on prouvera dans la fuite de ce Mémoire que c'est la seule qu'on puisse adopter pour 1'é-

## PREUVE (a) Rochefort, tome I, Page 57.

DE SAINTE-LUCIE. 27

l'établissement des François dans Sain-11d Mémoite-Lucie, no manage de la missaire des Commissaires

Richard Bloome ne fait nulle men-missires tion de Sainte - Lucie; ce qui donne 4 oct. 1754. lieu de croire qu'en Angleterre on ne pensoit pas encore à former des pré-Article II. tentions sur cette isle, lorsque cet auteur a publié son ouvrage. On ne peut cependant pas le soupçonner de ne pas assez étendre les droits de sa nation.

ent à

qu'è

ant t

it pi

101

us fi

oifes

Voit

fre

mbr

de la PEL

Rosse

açoil

re fo

, M. l

vendic

ent co

on pro

oire q

pterpl

V. LA BARBADE, Aujourd'bui possédée par les Anglois,

On ne voit pas dans le P. du Tertre l'époque du premier établissement de la Barbade; mais les lettres du Cardinal de Richelieu, en faveur de M. d'Enambuc, dans lesquelles elle est nommée seule avec Saint-Christophe, autorisent à croire qu'elle étoit vacante au temps du départ du sieur d'Enambuc de Saint-Christophe, & réputée telle en France le dernier jour d'octobre 1626, date des lettres.

Jean de Laët confirme cette opinion, en difant que les Anglois y ont

mené une colonie en 1627 de la

Suivant Richard Bloome, le nombre des habitans s'y accrut en 1627, ce qui autorife encore à croire que c'est-là tout au plus l'époque de son premier établissement, car celle qu'il fait remonter quelques années plus haut

François.

und. Mémoi- haut fans la fixer, paroît pleine d'inre des Com- certitude, d'autant qu'on ne voit ni autorifation du Prince pour habiter, 4 08. 1754. ni gouvernement établi que dans les patentes du Comte de Carlisle.

Le fieur de Rochefort s'exprime ainsi dans son histoire des Antilles (a).

fu

tal

ti

To

Les Anglois... y ont mené des l'an 1627 la colonie qui l'habite en-, core à présent'. Mais il dit ailleurs que cette colonie est sortie de Saint-Christophe après l'expédition de Don Fréderic de Toléde (b); circonstance qui reculeroit jusqu'en 1629 la fondation de la Barbade, & qui est d'autant plus vrai-femblable que l'on ne voit pas pourquoi l'Amiral Espagnol auroit plus épargné cette colonie naifsante que celle de Saint-Christophe.

MITTALANEA, autrement la MARTI-NIQUE, Aujourd'bui & de tout temps possédée par les François.

Cette isle avoit peut-être été découverte en 1493 en même temps que la Dominique; mais ce qui est certain, c'est que Christophe Colomb y mouilla le 13 juin 1502, y fit de l'eau & y resta trois jours. On aura peine à trouver une découverte Angloise précé-

## PREUVES.

(a) Rochefort, tome I, page \$4. (b) Ibid, tome II, page 14.

d'in

it t

iter.

s lei

rim

s (a)

de

e en

leur

aint.

Don

tance

nda.

d'au.

Пе

gnol

nais

e.

RTI

templ

econiue la

táin,

oul

& J

rece den dente; & si le Comte de Cumberland, 11d. Mémoisen se rafraîchissant trois jours à la re des Com-Martinique & à Sainte-Lucie en 1593, François. avoit acquis à l'Angleterre un droit 40th 17540 inébranlable sur cette dernière isse, les Espagnols auroient le même droit Arsiele II. sur la Martinique & sur toutes les Antilles.

Jean de Laët dit que cette isle étoit habitée par des Sauvages les plus méchans de tous.

Le fieur de Rochefort ne parle que des François & des guerres qu'ils ont eu à foûtenir contre les Caraïbes.

Le premier établissement à la Martinique est du 6 juillet 1635 par M. d'Enambuc (a); elle étoit alors entièrement habitée par les Caraibes (b).

Ils ne s'opposèrent pas d'abord à sa possession des François; mais ils ne tardèrent pas à leur faire la guerre.

Il ne paroît pas qu'il y ait jamais eu d'Anglois dans cette isle, de laquelle Richard Bloome ne fait aucune mention.

VII. LA DOMINIQUE, Toûjours possédée par les Caraïbes.

On ne trouve point dans le P. du Tertre que jamais les François ni les An-

## PREUVES.

(a) Du Tertre, some 1, page 101. (b) Ibid. page 76.

ME'MOTRES SUR L'ISLE ttd. Mémoi-Anglois aient occupé la Dominique. re des Com. On sait, par les historiens Espagnols, qu'elle avoit été découverte par Chris-Francois. 4 Oa 1754 tophe Colomb le dimanche 3 novem-- bre 1493 (a). Article II. Jean de Laët dit qu'elle étoit habitée de son temps par les Caraïbes qui étoient gouvernés par un Cacique. Le sieur de Rochefort, qui a écrit en 1657, dit qu'elle étoit entièrement habitée par des Sauvages. Il y a un contrat passe avec la compagnie Françoise des isles de l'Amérique, pour l'établissement de cette isle; cet acte est du 14 février 1635.... C'est le même qui autorise l'établissement

que, pour l'établissement de cette isle; cet acte est du 14 février 1635.... C'est le même qui autorise l'établissement de la Martinique & de la Guadeloupe: il se trouve dans le P. du Tertre (b). Richard Bloome s'explique fort confusément: car après avoir dit qu'il y a

VE

CI

An

cet

VOI

pel

ten

va

211

ve

tig

A

u

&

fusément: car après avoir dit qu'il y a des Anglois à la Dominique qui plantent du tabac, il dit qu'elle est pleine de Caraibes qui harssent beaucoup les Anglois; ce qui est incompatible avec cette prétendue plantation qui n'a jamais existé que dans son livre.

On trouve dans le P. du Tertre (c) que le Lord Willoughy avoit donné, le 16 avril 1664, la patente de Gouver-

PREUVES.

(a) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, tome 1, page 114. édit. de Paris, 1730. in-4.

(b) Du Tertre, tome I. page 66.
(c) Itid. some III, page 85.

verneur au métif Warner, qui avoit 11d. Mémois grand crédit dans cette isle; mais son re des Com-Chi crédit n'a pas été jusqu'à y établir les François. Anglois, & le traité de 1660 qui assure 4 0à. 1754. cette ifle aux Sauvages fous la protection de la France, suffit pour faire Article II. voir l'inutilité de cette patente, qui est postérieure de quatre ans, & qui ne peut fournir aucun prétexte à des prétentions, qui n'ont jamais eu d'autre fondement que l'inclination de ce Sauvage pour les Anglois, à qui il appar-

tenoit par fon père.

ique,

ignol

Over

nabitt

qui

le.

a écr

reme

a com

Améri

ce ifle

C'el

men

oupe:

e(b).

rt con

il y

i plan

plein

oup &

ole ave

i n'aj

ertre donn

de Go

Doming

1 15.4

On voit cependant, ainfi qu'on l'a déjà rapporté, qu'en février 1668 (a), aussi-tôt après le traité de Breda, le Lord Willougby essaya en vain d'établir à la Dominique ce prétendu Gouverneur des Sauvages, lequel, suivant les apparences, a fini ses jours à Antigoa. Par conféquent les prétentions Angloises ne pourroient porter que sur une entreprise contraire à la paix & au droit des gens; entreprise sans succès, & qui, de quelque façon qu'on la confidère, ne pourroit produire aucun droit.

VIII. MARIE-GALANTE, Possédée aujourd'bui & de tout temps par les François.

Cette isle, suivant les auteurs Espagnols

PREUVES. (a) Du Tertre, toms IV, page 337.

ME'MOIRES SUR L'ISLE 11d. Mémoi gnols cités par le P. Charlevoix (a), a été découverte par Christophe Co. re des Commissaires lomb vers le 3 novembre 1493. François. Jean de Laët dit qu'elle étoit fré-4 Oct. 1754. quentée par les Sauvages, qui peutêtre même y avoient des habitations: Article II. ce qui exclut tout établissement Anglois. Le sieur de Rochefort dit qu'elle a été peuplée & fortifiée par M. Houel Gouverneur & propriétaire de la Guadeloupe. Elle n'est point comprise dans le livre de Richard Bloome: les Anglois ont cependant voulu s'en emparer (nous ignorons dans quel temps) mais ils furent repoussés par les Sauvages (b). Elle a été établie en 1652 par les François, pillée par les Caraïbes en 1653, & rétablie en octobre de la même année par M. Houel (c). IX. DESSUDA, en françois LA DE-SIRADE, qu'on trouve écrite dans quelques cartes DESEADA. Possédée aujourd'bui & de tout temps par les François. Cette isle, suivant Oviédo historien PREUVES. (a) Charlevoix, histoire de Saint . Domingue, some I. page 114. (b) Du Tertre, tome II, page 350 (c) Ibid. tome I, page 420.

e

DE SAINTE-LUCIE. Espagnol cité par le P. Charlevoix, a 11d. Mémol. été découverte le 2 ou le 3 novembre re des Com-1493, par Christophe Colomb (a). François. On ne trouve rien sur cette ifle, ni 4 04. 1754. dans le P. du Tertre, ni dans Richard -Bloome, ni dans Jean de Laët qui la Article II. nomme Deseada. Elle est habitée par les François, & il ne paroît pas qu'elle l'ait jamais été par les Anglois. Suivant le sieur de Rochefort, elle étoit encore déserte quand il a publié fon livre. X. TODOS - SANTOS, autrement LES SAINTES, Possédées aujourd'bui & de tout temps par

les François.

E

ix (t

he (

oit f

i per ation

ent A

u'elk

Hou

la Gu

ns le

Anglo

npari

) ma Sauva

par li

ibes t e lam

LAD

ite di

temps

histori

S.

Domin

1,

Jean de Laët n'apprend rien sur ces ifles.

Le sieur Richard Bloome n'en parle pas non plus, & il ne paroît pas qu'il y ait jamais eu d'Anglois.

Elles étoient encore désertes, suivant le fieur de Rochefort, lorsqu'il écrivoit, en quoi l'on croit qu'il se trompe.

Le 18 octobre 1648 les François ont pris possession des Saintes; mais ils

# PREUVES

(a) Charlevoix ; histoire de Saint . Domingue ; some I, page 114. Iom. I. Part. II.

34 ME'MOIRES SUR L'ISLE

11d. Mémoi-n'y ont fait d'établissement solide
re des Com qu'en 1652 (a).

11d. Mémoi-n'y ont fait d'établissement solide
re des Com qu'en 1652 (a).

XI. LA GUADELOUPE,

4 Oct. 1754.

Possédée aujourd'bui & de tout temps par
les François.

Cette isle a été découverte par
Christophe Colomb le lundi 4 novembre 1493 (b), Christophe Colomb y
passa encore le 10 avril 1496, & y fit
de l'eau (c).

Suivant Jean de Laët, la Guadeloupe

Suivant Jean de Laët, la Guadeloupe étoit habitée par les Sauvages; les flottes Espagnoles y mouilloient ordinai-

rement pour faire de l'eau.

Richard Bloome ne parle pas de la Guadeloupe, & il ne paroît pas qu'il

v ait jamais eu d'Anglois.

L'arrivée de la colonie Françoise à la Guadeloupe est du 28 juin 1635, suivant le P. du Tertre (d); le sieur de Rochefort dit la même chose.

# XII. ANTIGOA,

Possédée aujourd'bui par les Anglois.

Cette isse a été découverte par Christophe Colomb dans les premiers jours de novembre 1493 (e).

PREUVE S.

(a) Du Tertre, tome I, page 417.

(b) Charlevoix, histoire de Saint - Domingue,

(c) Ibid. p. 139. (d) Du Tertre, tome I p. 77.
(e) Charlevoix, histoire de Saint. Domingue, tome I, page 139.

DE SAINTE-LUCIE. Jean de Laët dit que cette ifle étoit Ild. Memoiinhabitée & destituée d'eau douce, ce missaires qu'il n'auroit pas dit si elle avoit été François. peuplée d'Anglois, 184 ofte mouel 6164 oct. 1754. Il paroît, par le sieur de Rochefort Article II. (a), qu'elle a été habitée par les Anglois vers 1632, & qu'elle a été depuis fouvent ravagée par les Sauvages (b). Richard Bloome ne dit rien du premier établissement des Anglois dans de Carallics, or it ne parole laogitan Il est certain que cet établissement n'a commencé que quelque temps après celui de Saint-Christophe, d'où il a tire fon origine. Instruoi and En 1629 les François fugitifs de Saint-Christophe, après l'expédition de Don Fréderic de Toléde, furent à Antigoa, où il ne paroît pas qu'il y ent alors aucun Anglois (c).

A la fin de janvier 1640 les Anglois étoient établis à Antigoa, & y avoient

un Gouverneur (d).

ips p

te p

oven

omb

& y

loup

es flo

dina

de la

s qu'i

çoise

1635

fieure

nglois

ar Ch

ers jo.

Dominge

me I p.1

Doming

3.

XIII. MONTSERRAT,

Possédée aujourd'hui par les Anglois. Cette isle a été découverte par Christophe Colomb en novembre 1493 (e).

PRE EUVE S.

(a) Rochefort, tome II. p. 14.

(c) Du Tertre, tome 1, p. 34.

(d) Ibid. page. 150. (e) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, seme I, p. 139. C 2

11d. Mémoi- Jean de Laët ne dit rien de particu-

re des Com·lier sur cette isle.

missaires
François.

Richard Bloome convient qu'elle a
François.

Oct. 1754. été découverte par les Espagnols, &
ne dit point quand les Anglois ont

Article II. commencé à s'y établir.

En 1620 les François fugitifs de Saint-Christophe, après l'expédition de Don Fréderic de Toléde, furent à Montserrat; il y avoit alors beaucoup de Caraïbes, & il ne paroît pas qu'il y eût aucun Anglois (a).

eJ

to

Suivant le fieur de Rochefort (b), les Anglois possédent cette isle depuis 1632, & y ont souvent été attaqués par

les Sauvages.

#### XIV. RODUNDO ou RODUNDA.

On ne trouve rien sur cette isle dans le P. du Tertre ni dans Richard Bloo-

Jean de Laët en fait une courte description, & fait entendre qu'elle étoit déserte..... Il en est de même du sieur de Rochefort.

# XV. LA BARBOUDE,

Possédée aujourd'bui par les Anglois.

Richard Bloome ne dit pas en quel temps elle a été premiérement habitée:

#### PREUVES.

(a) Du Tertre, tome I, p. 34.
(b) Rochefort some II, p. 34 & 35.

DE SAINTE-LUCIE. 37
elle ne l'étoit pas du temps qu'a écrit IId. MémoiJean de Laët, qui dit que c'est une ter-re des Commissaires
re basse & stérile.

Le sieur de Rochesort (a) dit que les 4 oct. 1754.

Anglois de Saint-Christophe l'ont habitée en 1632, & que les Sauvages y ont Arricle 11.

souvent fait de grands ravages.

i'elle

ols,

dis o

éditio

uren

aucou

rt (b)

depu

lés pa

NDA.

le dan

rte de

nême (

,

en que habité

Le P. du Tertre ne parle pas de l'époque de l'établissement de cette isle; mais il paroît qu'il y avoit des Anglois en 1635 (b): il y en avoit aussi en 1640, & ils y avoient un Gouverneur; mais il ne reconnoissoit (c) pas l'autorité du Gouverneur de Saint-Christophe, qui paroît avoir été alors regardé comme le Général de toutes les isles Angloises.

XVI. NEVIS, en François Nie'ves,

Possédée aujourd'bui par les Anglois.

Le fieur de Rochefort & Richard Bloome disent que les Anglois s'y habituèrent en 1628, par conséquent ils n'y étoient pas encore établis du temps de la concession du Comte de Carlisse, qui est du 2 juin 1627.

Jean de Laët dit aussi que les Anglois y ont mené une colonie en 1628.

Le P. du Tertre (d) dit qu'en 1628

#### PREUVES

(a) Ibid. tome I, p. 89 5 91. (b) Du Tertre, tome I, p. 78. (c) Idem, tome II, p. 465.

(d) Du Tertre, tome I, p. 22. comparée avec la page 21.

ME'MOIRES SUR L'ISLE 11d. Mémoi: les Anglois de Sc. Christophe envoyé. re des Com-rent une petite colonie à Nièves. miffaires Il paroît, par un autre passage du François. 4 Oct. 1754 même auteur (a), qu'il y avoit des Anglois à Nièves dans le temps de l'ex-Article II pédition de Don Fréderic de Toléde: c'est à la fin de 1629. - Ainsi, cette isle paroît être la seconde ou la troisième que les Anglois aient habitée ova y li up sforaq la siam XVII. STATIA, en François SAINT-EUSTACHE, Possédée aujourd'hui par les Hollandois. On ne trouve rien fur Saint-Euftache dans lean de Laët ni dans Richard Bloome, & il ne paroît pas que les Anglois aient formé aucune préten-

tion fur cette isle; mais on voit dans le P. du Tertre qu'elle a été premièrement établie par les François en 1629, & elle n'a par la fuite appartenu aux Hollandois que par l'abandon des François. de Comte de Siocines al

Le Sieur de Rochefort dit qu'elle a été habitée par les Hollandois en 1632; ce qui est contraire à ce que dit le P. du Tertre (b), que les François l'ont

fortifiée en 1635.

R. E. U.V. E. S. of (a)

(a) Ibid. page 28. 9 el smot , 31273 110 (6) (b) Du Tertie, tome III. page 245. XVIII. SAINT-BARTHELEMY.

IId. Mémoire des Commissaires

Possédée aujourd'bui & de tout temps par François. 310 VIII 4 Oct. 1754. les François.

Richard Bloome ne parle point de Article 11. cette isle, & il ne paroît pas qu'il y ait jamais eu aucun Anglois; Jean de

Laët n'en dit rien non plus.

Suivant le P. du Tertre (a), les François ont été à cette isle en novembre 1629. Il n'y avoit point alors d'Anglois. On ne voit pas dans cet endroit quelle suite a eu cette première

possession.

E

DVO

es.

age

desdi

le l'e

feco

Anglo

SAINT

ndois.

Eusta

char

ue le

réter it dar

remi

cois t

parter

don d

u'elle

n 161

dicle

ois l'o

XVI

AL IN

Mais (b) on trouve que l'ise de Saint Barthelemy a été peuplée de François en 1648, par l'ordre de M. de Poinci, & que le sieur le Gendre en a été le premier Gouverneur. Cette prise de possession est confirmée par le sieur de Rochefort.

# XIX. SAINT-MARTIN.

rollandois Possédée aujourd'bui par les François & les Hollandois.

Richard Bloome ne parle point de cette isle, & par consequent il n'annonce aucune prétention Angloise qui la concerne. PREUVE

P R ENEULVI E S. S. C.

(a) Idem, tome I, page 34. (b) Du Tertre, tome III , page 33.

ME'MOIRES SUR L'ISLE 11d. Mémoi- Jean de Laët ne dit rien non plus

re des Com qui puisse faire croire qu'il y est eu miffaires aucun Anglois avant le temps auquel Francois.

4 Oct. 1754, il écrivoit.

Suivant le P. du Tertre (a), les Article II. François ont été à Saint-Martin au mois de novembre 1629. Il ne paroft pas qu'il y eût alors aucun Anglois; mais on ne voit pas quelle fuite eut

cette première possession des François. Il paroît seulement (b) qu'en 1638 le sieur de Saint-Martin prit possession de l'isle de Saint-Martin en vertu d'une commission du Roi, & que les Hollandois s'y établirent aussi dans le même temps, & y bâtirent un fort.

Peu de temps après, les Espagnols s'en rendirent maîtres, chassèrent les Hollandois & les François avec lefquels ils étoient en guerre ouverte, &

y mirent une forte garnison.

En 1648, les Espagnols abandonnèrent Saint Martin, & incontinent après les François & les Hollandois s'y rétablirent conjointement, comme il paroît par les accords qu'ils fignèrent le 23 mars 1648 (c). Le fieur de Rochefort dit la même chose; avec quelques légères différences.

de

d

0

Pdi

m

ra

I

tr

X

PREUV (a) Ibid. toms I, page 34.

<sup>(</sup>b) Ibid. page 410. (c) Du Textre, tome I, page 408.

LE

one

eut

s augu

ando

#### XX L'ANGUILLE.

Possédée aujourd'bui par les Anglois.

IId. Mémoire des Commiffaires François. 4 00. 1754.

Suivant le P. du Tertre (a), les rtin François ont été à l'Anguille au mois Article II. pan de novembre 1629; mais on ne voit pas ngloi qu'ils y aient fait d'établissement soliite e de. Il ne paroît pas qu'il y eût alors inçoi aucun Anglois.

Jean de Laët n'en parle que comme l'essi d'une isse inhabitée; mais le sieur de ud' Rochefort fait entendre qu'il y a eu Hol des Anglois depuis 1649 ou 1650.

e me Richard Bloome ne donne pas l'époque de l'établissement de sa nation gnols dans cette isle, qui vrai-semblablent le ment n'étoit occupée que par les Cac le raïbes, lors des Lettres du Comte de rte, Carlifle.

Il ne paroît done que ce n'est que par andon l'abandon des François que les Anglois ntinen possédent cette isle.

## XXI. SOMBRERA.

commi Onne trouve rien sur cette isle dans mere Richard Bloome, ni dans le P. du Ter-de Romani dans le Rochefort cque tre, ni dans le sieur de Rochefort.

XXII. ENEGADA en François LA NE GADE.

On ne trouve rien de particulier fur

PREUVES. (a) Ibid. pages 34 & 35.

ME'MOIRES SUR L'ISLE Ild Mémoi-cette isle dans Richard Bloome, ni re des Com- dans le P. du Tertre, ni dans Jean de François. Laët, ni dans le fieur de Rochefort. 4 00. 1754. RESULTAT de l'examen de l'éta-Article II. blissement des Isles énoncées dans les Lettres du Comte de Carlisle. Il paroît, par l'énumération ci-des fus, que des vingt-deux isses dénommées dans les Lettres accordées au Comte de Carlisse par Charles Ier. le 2 juin 1627, fuivant l'extrait qui se trouve dans le Mémoire de Mrs. les Commissiaires Anglois, du 15 novembre 1751 (parag. IX) il y en a trois qui sont si peu considérables qu'on ne les connoît que par les cartes. Ces trois isles sont Rodunda, Sombrera & la Négade. Il y en a sept qui sont occupées par les Anglois, mais dont ils ne possédoient aucune avant l'arrivée de Tho-

mas Warner à Saint-Christophe, & la commission du Comte de Carlisle, qui

B

n'est que de 1627. sir syuont

Ces sept isses font Saint-Christophe, la Barbade, Antigoa, Montferrat, la Barboude, Nevis ou Nièves & l'An-

guille.

Sur ces sept isses, il y en a quatre où les François paroissent avoir été les premiers: ces quatre sont Antigoa, Montferrat, Nevis ou Nieves & l'Anguille. Et une où les François & les An.

DE SAINTE-LUCIE. 43

Anglois sont arrivés en même temps, 11d Mémois qui est Saint-Christophe. re des Com-

De ces vingt-deux isles concédées missaires nommément au Comte de Carlisle, il 4 Oct. 1754. y en a fept & demie qui sont aux François, fans contestation, & dans lef- Article II. quelles il n'y a jamais eu d'Anglois ich établis ni avant ni après la concesden sion du Comte de Carlisle, & sur lesdée quelles il ne paroît pas même que le l'Angleterre, en aucun temps, ait formé aucune prétention. Ces isles sont la Grenade, la Martinique, Marie-Galante, la Desirade, les Saintes, la nove Guadeloupe, Saint Barthelemy, & Saint-Martin, de laquelle les Hollan-

dois possédent la moitié. Il y en a une & demie possédée par les Hollandois, savoir, Statia ou St. Eustache, & la moitié de St. Mar-

tinone garna

TE

ome.

s ea

chefo

de I

dans

Ars.

at

on

3. (

oren

pées

e po

de Tine, d

ise,

ristop

errat,

a qui HOIL Antig

81

is &

Il y en a deux qui sont aux Caraibes sous la protection de la France, favoir, Saint-Vincent & la Dominique.

Et une dont les Anglois disputent à la France la propriété; savoir, Sain-

vent être regardées que comme une

Agr. III. De l'étot des Antilles depuis

que par conféquent ces l'ettre sinules

dromier établésfement des François. & RE'-

Ild. Memoire des Commissaires François. 4 Oct. 1754.

Article II.

# RE'CAPITULATION.

Isles désertes ou peu connues. . . . . 3 Isles Angloises. . . . . . . . . . . . . 7 Isles Françoises. . . . . . . . . . . . . . . . 7 Isles Hollandoifes. . . . . . . . . . . . . 1 Isles appartenantes aux Sauvages Caraïbes, sous la protection de la France. 2 Isle dont les Anglois disputent à la France la propriété.....

.22 chade . la Mo l'hique . Marie-

t

33

33

33

33

33

3

3

3

9

3

33

33

99

33 11

On croit avoir prouvé par cette énumération, que les Lettres accordées au Comte de Carlisse ne peuvent être d'aucun usage pour décider de la propriété de Sainte-Lucie, ni de celle d'aucune autre isle, non plus que toutes les commissions postérieures accordées par l'Angleterre à fes Gouverneurs dans les isles Caraïbes.

dance, la Definado, les Saintes, la

On croit avoir prouvé aussi qu'au temps de la concession du Comte de Carlifle, l'Angleterre n'avoit aucune possession dans les Isles Caraïbes, & que par conséquent ces Lettres ne peuvent être regardées que comme une

permission d'établir.

ART. III. De l'état des Antilles depuis le premier établissement des François &

DE SAINTE-LUCIE. 45 des Anglois à Saint-Christophe, jusqu'à 11d Mémois ON re des Comla paix Caraïbe en 1660. N jugeroit bien mal de l'état des 4 oct. 17546 isses Caraïbes, depuis 1626 jusqu'en 1660, si l'on prétendoit appli-Article III. quer à ces anciens temps les idées que es la l'on en a aujourd'hui. ance. On pourroit prouver, par plusieurs Fran passages, le peu de cas que l'on fai-... foit alors de ces isles; on se conten-- tera d'en rapporter un du P. du Ter-22 tre \*. " Il est vrai que dans ce premier éte é , tat, ces pays n'avoient rien que de orde, rebutant. Les peuples qui les hantêt,, bitoient étoient barbares; les terres lap, », incultes ne produisoient rien qu'ale ce , près un travail inconcevable; & les ue u », vaisseaux n'ayant pas accoûtumé de s acc , les fréquenter, nos premiers Fran-Goun ,, çois périssoient souvent par la main ,, de ces barbares, fuccomboient fous , le faix du travail, ou manquoient omte , des choses qui devoient être appor-, tées du dehors ; mais depuis que les ibes, , Sauvages ont été rangés à la raison, , que les terres ont été défrichées, mel, , & que les vaisseaux ont fait voile ,, de ce côté-là, toutes choses y a-, bondent". C'est PREUVES. les de rançoil \* Du Tertre, to me II, page 420.

LE

missaires François.

Article III.

IId. Mémoi. C'est cet état de guerre presque perre des Com- pétuelle avec les Caraïbes, que l'on ne doit point perdre de vûe si l'on 408. 1754. veut se former une juste idée des premiers établissemens des Européens dans ces isles. Ce n'a point été par choix que chaque nation s'est emparée des unes ou des autres; on les a quelquefois abandonnées avec la même facilité.

99

99

99

55

pr

ve m

g.

ľ

t

g

S

n

1

Í

p

n f

00

La trahifon & la violence des Sauvages de Saint-Christophe, ont fait naître les premières penfées d'établifsement dans les Antilles. C'eft fur cette même trahison, & sur la guerre qu'elle a occasionnée, que les nations Européennes peuvent établir leur droit de conquête & leur propriété sur les isles précédemment occupées par la nation Caraïbe. On ne voit pas qu'avant ces hostilités, les sieurs d'E! nambuc & Warner euffent aucun deffein formé d'établissement. Ils avoient d'abord vécu en bonne intelligence avec les Sauvages; mais le complot formé par ces derniers, pour détruire les deux Nations, les obligea de se réunir par la nécessité d'une juste de fense: elles prévinrent les Caraïbes, & après un grand carnage, elles restèrent en possession de l'isle.

" Ce fut (dit le P. du Tertre \*) a

PREUVE

\* Du Tertre, tome I, page 7. Voyez les pages précédentes sur la conspiration des Sauvages contre les deux Nations.

DE SAINTE-LUCIE. 47 près cette glorieuse victoire, que 11d. Mémoique ,, nos deux Capitaines, d'Enambuc & re des Com-Warner, traiterent du dessein qu'ils missaires françois. ensd , gens d'habiter cette isle"! arch Avent cet événement, il auroit été Article III. ed chimérique à ces deux Capitaines, de loud prétendre s'établir dans les Antilles afacil vec le peu de forces qu'ils avoient ales menées d'Europe pour des objets touton à fait différens. Ils ne s'étoient réfu-'étal giés à Saint - Christophe que pour se l'ef remettre des pertes qu'ils avoient faigue tes en combattant contre les Espanatio gnols, & reprendre ensuite leur navilegation; mais fe trouvant, par leur jeté victoire sur les Caraïbes, maîtres d'uees ne belle isle, où les Sauvages, qu'ils oit avoient détruits, avoient laisse des viurs d' vres plantés, qui pouvoient les y faire sublister quelque temps, & leur avoi donner les moyens d'attendre des fegenc cours d'Europe; ils résolurent de par-com tager leur conquête; partage qu'ils ne dem regarderent cependant que comme un ea de projet, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu de leurs Souverains, d'y mettre le sceau de l'autorité légitime. Ce n'est pas que l'un & l'autre n'eussent précédemment fréquenté ces isles: il est dit, dans les Lettres accordées par le Cardinal de Richelieu aux fieurs d'E'nambuc & du Rossey, qu'ils étoient occupés à cette recherche depuis quinze ans;

ufte

Caraib

les re

tre \*

z les [

uvages

tid. Mémoi-ans; & nous avons vû qu'on trouve au François.

Article III.

re des Com- moins l'équivalent dans les Lettres accordées au Comte de Carlisse par le 40a. 1754. Roi d'Angleterre: mais il est aisé de juger, par mille circonstances, & principalement par toutes les expéditions du Comte de Cumberland, & par le lieu où le fieur d'E'nambuc fut maltraité d'un galion Espagnol, que ces prétendues découvertes d'isses, qui étoient très-connues depuis cent trente ans, n'ont existé que pour servir d'ornement aux patentes accordées par les Rois de France & d'Angleterre, & que tous ces chercheurs d'établissement, dont sont remplis les livres Anglois, ne cherchoient que l'argent des Espagnols.

cole

bar

el

qui

les

te

Le premier échec que les Sauvages recûrent à Saint-Christophe sembla les intimider pour quelque temps; il ne paroît pas même que depuis ils se sojent attaqués à cette isle; ainsi les nouveaux obstacles que les François éprouvèrent dans le progrès de leur établissement, vinrent, & des Anglois

mêmes, & des Espagnols.

En 1628 & en 1629 \* les Anglois, nonobstant le partage fait entre les deux Nations, le 13 mai 1627, tente rent de déposséder les François. Un

PREUVES.

\* Du Tertre, tome I, page 25.

DE SAINTE-LUCIE. 49

Un ennemi plus redoutable, Don IId Mémoi-Fréderic de Tolede, attaqua en 1629 ie des Comavec des forces supérieures, les deux François. colonies naissantes: un des quartiers 4 Oct. 1754-François sut forcé, les Anglois succombèrent après quelque résistance; Article III. Don Fréderic de Toléde en sit em-

barquer une partie sur sa flotte, & le reste promit d'évacuer l'isle.

E

ttres

e par

ces,

expe

and,

buc

ol, q

uis ct

our

aco

& d'A

rche

plis

nt q

auvaș nbla

s; il s ils ainfi

Franç

del

s Angl

Angle

entre

7, tel

)1S.

Les François n'avoient rien promis, mais la pluspart avoient réellement évacué, par la facilité qu'ils avoient eue à s'embarquer sur des navires de leur Nation. L'escadre Espagnole s'éloigna; les Anglois restés dans Saint-Christophe résolurent de ne point tenir la parole donnée à Don Fréderic, & de n'y point recevoir les François qui en étoient fortis : mais indépendamment de ce qu'il en étoit resté quelques-uns, les accords passés entre les deux Nations sur la possession de cette isle ne permettoient pas aux Anglois de les dépouiller; aussi la contestation fut-elle terminée à l'avantage des François.

Pendant cette dispersion passagère, les François avoient pensé à s'établir à Antigoa, mais ils s'en étoient bientôt dégoûtés; ils avoient aussi été à Montserrat, où les Sauvages les avoient bien reçûs; mais il ne paroît pas qu'ils aient pensé férieusement à s'établir dans cette dernière isse.

Tom. I. Part. II. D Les

d'ao

d'un

navil

ils at

cie,

Au

que

quet

qui e

Gua

mal

E

min

entr

quo

cipr

E

pag

tin

(

val

ita Mémoi- Les Caraïbes de la Martinique & re des Com- ceux de la Guadeloupe reçûrent aussi très-bien les premières colonies Fran-Francois. 4 oa. 1754. coifes qui y arrivèrent en 1635.

Mais cette amitié ne fut pas d'une

Article III. longue durée. Le 26 janvier 1636 la guerre commença à la Guadeloupe (a), & elle réduisit cette colonie à une extrême misere. Dans le mois de février 1640 (b) cette guerre duroit encore; le 6 mai 1640, combat à la Guadeloupe suivi d'une tranquillité de fix mois sans qu'il y eut de paix.

Les Caraïbes ne tardèrent pas non plus de faire la guerre aux François de la Martinique (c). La paix y étoit rétablie au mois de juin 1636 (d); mais les hostilités y avoient recommencé en 1639 (e); elles continuè rent jusqu'après le 24 janvier 1640. Peu après, la paix fut rétablie sans devenir solide ni durable.

Les Anglois n'étoient pas moins expofés que les François aux incursions

des Caraïbes.

Au mois de février 1640 (f), ces Sauvages exerceront contr'eux à Antigoa, des actes d'hostilité; & au mois d'août

## PREUVE

(a) Du Tertre, tome I, page 84. (b) Ibid. page 145 & 148.

(c) Wid. page 103. (d) Wid. page 114.

(f) Ibid. page 150.

d'août de la même année, indignés IId. Mémoidune trahison que le Capitaine d'un re des Comparire Anglois leur sit à la Dominique, François. ils attaquèrent les Anglois à Sainte-Lu- 4 Oct. 17542 cie, & les obligèrent d'abandonner

cette isle fans retour.

Au mois de septembre 1640, ou quelque temps auparavant, M. du Parquet Gouverneur de la Martinique, qui étoit en paix avec les Caraïbes, s'offrit (a) de procurer la paix à la Guadeloupe. Elle fut faite au commencement de 1641 (b); elle subsitioit le 23 février (c), mais elle étoit mal assurée.

Elle régnoit pareillement à la Dominique au mois d'octobre 1644 (d), entre les François & les Sauvages, quoiqu'avec beaucoup de défiance ré-

ciproque.

enti

es Fi

5.

oas d

16%

oloni

mon

e du

ibat i

uillite

ix.

pas 1

Franç

y el

36 (4

reco

ontin

olie 1

noins

xaA

aul

d's

age 114

En mai 1646 (e), les Sauvages de Sainte - Lucie maffacrèrent trois équipages de François habitant de la Martinique.

Ce mélange de paix & d'hostilités paroît avoir duré jusqu'en 1653 à la

Guadeloupe & à la Martinique.

Ce fut en 1650, dans un des intervalles pacifiques, que M. du Parquet

## PREUVES.

(a) Du Tertre, page 191. (b) Ibid. page 196. (c) Ibid. page 201. (d) Ibid. page 243.

(e) Ibid. page 321. D 2

Md. Mémoi- commença les établissemens de Sainre des Com- te-Lucie & de la Grenade.

missaires

Huit mois après celui de la Grena-

il y eut guerre dans cette isse avec les drick III. Caraïbes, & il y a apparence qu'elle dura jusqu'à la paix générale de 1660.

Il en est ainsi de Sainte-Lucie, où la paix subsista depuis 1650 (b) jufqu'à la mort du sieur Rousselan en 1654; mais où il y a lieu de croire que la guerre qui se renouvella alors, dura jusqu'en 1660. Cette guerre coûta la vie à trois Gouverneurs.

En 1653 (c), la paix subsiste à la Guadeloupe & à Marie-Galante avec les Sauvages de la Dominique, qui faisoient alors la guerre aux Anglois

d'Antigoa.

(d) Mais dans ce même temps, quelques habitans de la Martinique ayant commis des violences à la Dominique, les Caraïbes s'en vengèrent fur les François de Marie-Galante qu'ils massacrèrent tous.

(e) On en vint donc à une guerre ouverte, principalement à la Dominique, à la Guadeloupe, à Marie-Ga-

lante & aux Saintes.

(a) La

33 1

22

25

91

29

95

23

33

55

33

35

91

#### PREUVES.

(a) Du Tertre, tome I, page 429.
(b) lbid. page 435. (c) lbid. page 418. (d) lbid.
(e) Du Tettre, tome I, page 422.

DE SAINTE-LUCIE. 53 (a) La mort du fils d'un Capitaine 11d. Mémoi-Sauvage, ami des François & établi à re des Comla Dominique, acheva de foulever missaires toute cette isle. 4 Oct. 17540 ,, Au commencement de 1654 (b), , les Sauvages de toutes les isles com- Article III. ", mencerent une nouvelle guerre, qui », ayant duré un temps affez confidé-, rable, a fait nager dans le fang & on dans le carnage presque toutes les , isles que nous possédons". , Le véritable sujet de cette guerre, , ne fut autre que l'établissement des Fran-, çois dans Marie-Galante, SAINTE-3, ALOUZIE & la Grenade". (c) Voici comme s'exprime le fieur de Rochefort sur le même sujet. , On attribue la rupture avec les caraibes, au déplaisir que quelques-, uns d'eux ont conçû de ce que M. , du Parquet a établi contre leur gré , des colonies Françoises aux isles de , la Grenade & Sainte-Alouzie" (d) Cette guerre pensa causer peu

de Sa

Gre

51 (1

avec

qu'e

le 16

cie,

(b) jelan

oire o

ors, t

re col

oit

e av

e, (

Angle

temp

rtinio la D

ngèn

Gala

e gue Don

arie-(

(a)

(1)

mée de Caraïbes qui avoit ravagé toute

après la perte entière de la Martinique, où M. du Parquet, qui en étoit

Gouverneur & propriétaire, fut affiégé dans sa maison par une petite ar-

(a) Bid. page 472. (b) Ibid. page 465. (c) Rochefort, tome I, page 71. (d) Du Tertre, tome I, page 468.

mai

que

fin (

les

ce c

en i

pul

M

tal

me

qu'

ret

pe

re

8

ac

101 pol

pri

IId. Mémoi- te l'isse, & qui l'auroit forcé, sans le re des Com- secours inespéré qui lui arriva par une escadre Hollandoise qui trouva l'isle François. 4 Oct. 1754. toute en feu.

Les François ne s'en tinrent pas à Article III. la défensive, & firent plusieurs expéditions à la Dominique (a), à Saint-Vincent (b), à la Grenade (c), à la Martinique (d), & peut-être ailleurs, où ils eurent presque toûjours l'avantage; ce qui seul disposa les Sauvages à la paix (e).

Cependant, le 6 novembre 1656 (f), les Sauvages de la Dominique attaquèrent la barque du fieur du Par-

quet.

(g) Les hostilités des Sauvages contre les Anglois, continuèrent aussi alors, ainsi que contre les François de

Saint-Barthelemy (b).

Le 29 août 1657 (i), il y eut des hostilités commises à la Martinique par les Caraïbes joints aux Nègres fugitifs; mais le 8 octobre de la même année, ils demandèrent la paix (k). Il paroît qu'elle leur fut accordée (l);

#### PREUVES.

(a) Du Tertre, tome I, page 412. (b) Ibid. page 467. (c) Ibid. page 431. (d) Ibid. page 546. (e) Ibid. page 469. (f) Ibid. page son. (g) Ibid. pages son & sto.

(b) Ibid pages 508 & 512. (i) Ibid page 503. (k) Ibid tome I, page 504.

(1) Idem, tome II, page 24.

DE SAINTE-LUCIE. 55 mais ce n'étoit que pour la Martini-11d. Mémoi-

par que. (a) Elle ne dura pas; car vers la missaires François. fin de la même année 1657 (b), il y 4 0ê, 1754. It pi eut encore des hostilités commises par neu les Sauvages à la Martinique même; Article 111. à sa ce qui occasionna une sédition qui sit chi tant de chagrin à M. du Parquet, qu'il

ailler en mourut le 3 janvier 1658.

l'an La guerre ayant donc recommencé, auva le fuccès qu'elle eut, fut l'entière expulsion des Caraïbes de l'isle de la re 1/ Martinique, où ils ne se sont pas rémini tablis depuis, & où ils s'étoient maindu l'tenus depuis le premier établissement des François en 1635 (c) jus-

es co qu'en 1658.

auffi

43I.

469. 508895

. page

La tranquillité paroît avoir été alors çois rétablie pour toûjours à la Guadeloupe; mais le 4 mars 1660 (d), la guereut re entre les habitans de la Martinique rtino & les Sauvages, duroit encore. Les gres habitans donnèrent pouvoir, par un a me acte de ce jour, de faire la paix, à condition que les Caraïbes renonceroient à rentrer à la Martinique, & ce dee pouvoir concourut à la paix générale.

On ne voit pas que les Anglois aient pris aucune part à la guerre offensive

PREUVES.

(a) Du Tertre , tome I , page 542. (b) Idem. page 521. (c) Ibid. page 546.

(d) Ibid. page 573.

Ild. Mémoi qui contraignit enfin les Sauvages à re des Com-cette paix, quoique dans le même temps les Caraïbes aient aussi exercé Francois. 4 oà. 1754. contr'eux de grandes cruautés.

Par conféquent, si le traité de 1660 Article III. n'affuroit pas l'état de ces Sauvages, les François, par les expéditions militaires qu'ils ont faites antérieurement à ce traité, dans les isles de Saint-Vincent & de la Dominique, en seroient demeurés les feuls légitimes possesfeurs.

Il est certain que dans les premiers temps des établissemens des Antilles par les François & par les Anglois, les deux nations firent quelquefois cause commune, soit contre les Caraïbes, soit même contre les Espagnols.

Mais cette espéce de société étoit fortuite; elle étoit souvent interrompue; elle n'emportoit point d'engagement durable, encore moins de garantie réciproque des isles que chaque na-

tion possédoit.

Ainsi, chacun acquéroit pour soi; & quand même cette convention tacite de n'acquérir que pour foi, n'auroit pas eté de droit naturel, elle auroit été nécessaire alors aux deux nations Européennes.

Personne, sans cela, n'auroit voulu ni pû supporter les dépenses & les risques des premiers établissemens; & il étoit intéressant, pour la sûreté des

uns

uns lide

S

dev

con

té (

van

ner

lev pl

QU

CE

la

pa

pro

tic

be

m

DE SAINTE-LUCIE. uns & des autres, qu'ils devinssent so- 11d. Mémoi-In lides. re des Coin -Sans entrer dans la question si l'on missaires François.

devoit regarder les Sauvages Caraïbes 4 on 1754. del comme des possesseurs légitimes, il est uva certain que tant qu'ils ont eu la volon- Article III. 1008 té & la force de disputer le terrein, urem aucune nation Européenne n'a pû fe vanter d'une propriété que les évésero nemens de la guerre pouvoient lui enpo lever d'un moment à l'autre, d'autant plus légitimement & irrévocablement, que toute propriété Européenne dans ces pays-là, étoit très-récente, étoit principalement appuyée sur le droit de la guerre, & n'avoit d'existence que

E

premi

Anti

Anglo

elquel

es Car

Spagne

été é

ntem

de gar

aquel

ur so

on ta

n'au

lle au

x nati

roit

mens

areté

On doit donc fixer l'époque de la propriété certaine & tranquille des nations Européennes dans les isles Caraïbes, à la paix Caraïbe de 1660.

par ce même droit.

Que l'on conteste, tant que l'on voudra, sur la forme de l'acte qui a établi cette paix, ou qui en a conservé la mémoire, il n'en fera pas moins vrai qu'elle a subsisté & qu'elle subsiste encore, & que les Anglois n'en ont pas moins profité que les François.

Cette paix procurée par les François, a pour base le confentement des Caraïbes, à ce que chacune des deux nations Européennes garderoit ce qu'elle possédoit, en laissant aux Sauvages la Dominique & Saint-Vincent, dont

tirée

1687

paus

Con

de c

& d

qui

mif

lei

fix

la

deu

par

fur

die

mi

m

l'at

rid. Mémoi dont ils jouiroient sous la protection

re des Com- de la France.

on objecte en vain que Sainte-Lu-François.

On objecte en vain que Sainte-Lu-4 Oct. 1754 cie n'est pas nommée dans le traité; la pluspart des autres isles, tant Francoises qu'Angloises, ne le sont pas

coises qu'Angloises, ne le sont pas non plus; mais il étoit de notoriété publique que Sainte-Lucie étoit en la possession des François depuis nombre d'années, & pour que le traité de 1660 ne lui sût pas applicable, il auroit fallu l'excepter nommément.

Cette paix est encore prouvée par des propositions faites au Lord Willougby de la part de M. de Clodoré, où il est dit qu'on observera la convention faite avec les Sauvages de la Do-

minique.

Cette convention étoit donc reconnue des Anglois (\*) à la fin de février 1666, & ce n'est que depuis cette paix que ces isles sont devenues florissantes.

ART. IV. De l'époque de l'établissement des François à Sainte-Lucie.

Les Commissaires du Roi avoient adopté dans leur Mémoire du 11 février 1751, la date de 1643 pour l'époque de l'établissement des François dans l'isse de Sainte-Lucie; ils l'avoient tirée

PREUVES.

tirée du Mémoire remis, le 15 juin 11d. Mémoi1687, à Mrs. de Barillon & de Bonrepaus, Commissaires du Roi, par les François.
Commissaires de Sa Majesté Britanni- 4 Oct. 1754.
The que dont l'autorité sembloit de voir être

de quelque poids auprès de Mrs. les Article IV.

Commissaires Anglois d'aujourd'hui,

de quelque poids auprès de Mrs. les Article IV.

de quelque poids auprès de Mrs. les Article IV.

de quelque poids auprès de Mrs. les Article IV.

qui paroissoit inutile.

l'avoit

S.

Cependant, comme Mrs. les Commissaires Anglois ont prétendu dans leur Mémoire du 15 novembre 1751, uvet fixer cette époque à l'année 1640, qu'ils ont même avancé avec assurance, que la prise de possession des François a été deux mois après l'expulsion des Anglois de la par les Sauvages, & qu'ils ont appuyé sur cette époque des infinuations odes dieuses; on n'a pû se dispenser d'examiner quel pouvoit être le fondement de ce nouveau système, & quelle étoit véritablement la date de l'établissement des François à Sainte-Lucie.

Le fentiment des Commissaires Anglois est uniquement fondé sur un passage du P. Labbat qui dit \* que cette i avoi isse avoit été babitée par les François dès pire d'année 1640, M. du Parquet... en prit group possession vers la sin de cette année...il

Les Commissaires du Roi avoient en géné-

P R E U V E S. \* Tome VI, page 251, in-12, Paris, 1752.

missaires François.

Article IV.

IId. Mémoi-général évité, dans leur premier Mére des Com-moire, de citer le P. Labbat, parce que son ouvrage est moins une histoire 4.0å 1754. qu'une relation de voyage; qu'il est peu exact dans la partie historique; qu'il l'a presque toujours tirée de son confrère le P. du Tertre, dont il a affez souvent copié négligemment les passages, & dont quelquefois il s'est écarté fans aucune preuve; parce qu'enfin son autorité est d'un poids médiocre pour les choses de son temps, & totasement nulle pour celles du temps du P. du Tertre, qui, non seule ment, étoit contemporain des premiers établissemens, mais qui souvent administre les preuves de ce qu'il rapporte, en produisant les actes originaux.

Mais comme Mrs. les Commissaires Anglois paroissent infinuer que les Commissaires du Roi n'ont point cité le P. Labbat, parce que cet Auteur dépose en faveur des Anglois; on ne peut se dispenser de les désabuser de cette opinion.

Les Commissaires du Roi ont bien plustôt craint que l'on ne regardât cet Auteur comme partial en faveur de la France.

Et il suffit de s'arrêter à quelques passages qui concernent l'isse même de Sainte-Lucie, pour en être convaincu.

59 V

59 9

end

39 "

55

95

39 3

99 T

31 1

22

23 1

99 I

99 I

55 F

99 (

99 1

projet de s'y établir". Il est constant, dit-il dans un autre endroit (b), ,, qu'avant l'année 1640, 3, ni les François ni les Anglois n'avoient pas fongé à s'établir à Sainte-Alouzie, les uns & les autres n'éon i ,, tant guères en état de fonger à s'étendre hors des isles qu'ils habis, toient, ayant tous affez de peine à 3, s'y maintenir, & à se soûtenir contre les fréquentes attaques des Ca-,, raïbes qui mettoient tout en usage pour les faire périr ou les chasser " de leur pays. Ils alloient librement , les uns & les autres, c'est-à-dire, , les François & les Anglois, à Sainet l', te-Alouzie, comme à une isle qui ois; , n'avoit point de maître, pour tourner des tortues dans le temps de la " ponte, & pour y faire des canots, , fans que pas un des deux y eût ni " Gouverneur, ni Forteresse, ni Colo-

mier

at, p

ehil 99

Qu' 59

ée de 59

i ont

quel

e mên Onval

veu , nie établie". Ce dernier passage suffiroit seul pour

#### PREUVES.

(a' Labbat, tome V, page 72. (b) Idem, tome VI, page 251.

99 ]

,, e

) il

" y Sa

de p

ges,

qu'o

1643

les

l'on

ave

port,

,, éq

, la

préci

a été

dès-

tran

mier

jusqu

l'éta

fifto

(a)

démontrer le peu d'exactitude du P. de des Com-Labbat qui, après avoir dit que les missaires Anglois n'avoient pointeu de Gouver-François.

4 Oct. 1754. neur à Sainte-Lucie, rapporte (a) sans doute d'après le P. du Tertre (b), qui

Armole IV. les Sauvages tuèrent le Gouverneur An-

glois.
On ajoûtera encore ici deux autres

passages du P. Labbat.

,, Les Caraïbes.... de Saint-Vin-,, cent, dit-il (c), passèrent à Sainte ,, Alouzie, & trouvant quelques An-,, glois occupés à la pêche de la tor ,, tue, ils les massacrèrent comme ils

, l'avoient fait dans les autres en droits, & pour la même raison.

, fans faire le moindre tort aux François

, qui étoient au même lieu "...

,, Le Gouverneur général des isle ,, Angloises, dit encore le P. Labba ,, (d), en parlant de l'invasion de 1664 ,, désavoua le Colonel qui avoit sai ,, cette entreprise, lequel, bien loin

,, de se servir de la prétendue posses, sion avant 1640, ne fondoit le droit, qu'il y prétendoit que sur l'achat

, qu'il avoit fait de cette isle l'année , précédente, des Sauvages, par l'en , tremise de Warner. On voit asset

# P R E U V E S.

(a) Labbat, tome V, page 71.
(b) Du Tertre, tome I, page 434.

(c) Labbat, tome VI, page 252.

(d) 1bid. page 255.

eux de peu exact dans ces différens passages, on va rendre raison des motifs Sain qu'on a eu d'abandonner la date de tà 1643 qu'on avoit adoptée d'après Mrs. elous les Commissaires Anglois de 1687, de ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

ISLE

com

ion de

duen

loit le

Le P. du Tertre (feul Auteur que l'on puisse consulter sur cette matière men avec quelque forte de confiance ) rapporte (a) ,, que les Sauvages de Sain-,, te-Alouzie avoient massacré trois ral de , équipages de François, habitans de

P.1 , la Martinique".

En combinant ce fait avec ce qui précéde, il paroît que cette hostilité a été commise au mois de mai 1646, & , biei dès-lors elle est incompatible avec la tranquillité dont le P. du Tertre rapfir porte (b) que le sieur Rousselan, premier Gouverneur de cette isle, a joui jusqu'en 1654; première preuve que l'établissement de Sainte-Lucie ne subfistoit point encore en 1646.

La

## PREUVES.

(a) Du Tertre tome I, page 321.

(b) Ibid. page 435.

fett

nig

me

. (

fera

bite

L'OUSE

16

&

te

té

11

dev

del

le ti

fe ti

corp

L

024 M

CM

Rozu

que

1em

11d Mémoi- La fituation paisible du sieur Rous re des Com-felan s'accorde peu avec l'état de guerre où l'on a été avec les Caraïbes de missaires François.

4 0a. 1754. puis 1640 jusqu'en 1650.

Il est d'ailleurs à remarquer que le Article IV. sieur du Parquet, prisonnier à Saint Christophe, n'en partit pour revenir à la Martinique que le 6 février 1647 (a), & ce n'est que postérieurement cette époque qu'il forma le projet de l'établissement de Sainte-Lucie.

" M. du Parquet, dit le P. du Ter , tre (b), étant sur le point de reve-, nir en France pour l'acquisition de ,, isles de la Martinique & de la Gre-

, nade, & voyant celle de Sainte , Lucie abandonnée par les Anglois,

, résolut d'en prendre possession au-" paravant de partir".

C'est de ce passage qu'on tire, en premier lieu, la preuve que cette prife de possession est posterieure à la prison de M. du Parquet qui a fini le

6 février 1647 2º. Qu'elle est postérieure à la refolution que prit alors la Compagnie de vendre quelques-unes des isles qui lui appartenoient : résolution qui n'a paru que par la délibération du premier août 1647 (c), & qui n'a vrai-

## PREUVES.

(a) Du Tertre, page 386. (b) Ibid. tome I, page 435. (c) 1bid, page 442.

femblablement été connue à la Marti-11d, Mémoinique qu'à la fin de 1647 ou au com- re des Commencement de 1648. François François

Cet argument se trouve confirmé 4 oct. 1754. par ce passage de l'avant-propos de l'histoire du P. du Tertre (a), je Article IV. ferai la description de toutes les isles ba-

eur

bitées par nos François SUIVANT EUR L'ORDRE DES TEMPS AUX-QUELS ILS EN ONT PRIS POS-auce SESSION; or la Grenade établie en 1650 est placée après Sainte-Alouzie, antida & Sainte-Alouzie après Marie-Galante, dont l'établissement avoit été tende té en 11648. dollar emem al à eneug

Enfin voici un passage qui paroît ne devoir laisser aucun doute sur l'époque de l'établissement de Stel Lucie: c'est le titre du chapitre IX (b), titre qui on the trouve dans la table (c) & dans le e cencorps du livre (d), le voicil ab-io sib

rieur Description de l'isse de Sainte-Alouzie qui lou Sainte-Lucie, babitée par l'ordre de M. du Parquet en MIL SIX CENT ure CINQUANTE, où il établit le fieur

ConRouffelan. I denero al eb 2 stocked des le Ce titre est une preuve bien positive ion que l'abandon des Anglois, sans aucuenuveres: & la façon done il s'expri-noi

#### trois éta-thiu EUVE

S. (a) Du Tertre, tome II, page 2.

(b) some II, page 36. (c) En chiffre.

(d) En toutes lettres. Tom. I. Part. II.

missaires François. 4 Oct. 1754.

Article IV.

IId Mémoi- ne réclamation, avoit duré dix ans, re des Com- lorsque les François prirent possession de Sainte-Lucie.

pol

été

vû.

Luci

A

quel

fe ric

ré d'

Mén

Con

& q

dit

y a9

quet

étoi

de J

fail (

plu

que

N

la b

me

date

du ]

de l du'

ac

bie

On trouve dans le même P. du Tertre (a) qu'au commencement de l'année 1654, les Sauvages de toutes les isles commencèrent une nouvelle guerre, dont le vé. ritable sujet ne fut autre que l'établissement des François dans Marie-Galante, Sainte. Alouzie, & la Grenade; ce qui obli gea M. du Parquet à envoyer des munitions de bouche & de guerre à la Grenade & à Sainte-Alouzie.

Le fieur de Rochefort attribue cette guerre à la même raison, & on voit dans la fuite de ce chapitre du P. du Tertre, que, fans un secours inelperé, cette guerre fauvage auroit peut être fait abandonner même la Martinique par les François, ainsi qu'on la

dit ci-deffus.

On peut remarquer aussi sur ce palfage, que si les établissemens de Sainte-Lucie avoient précédé de huit, dix, ou même douze ans, ceux de Marie Galante & de la Grenade, il n'y a pas d'apparence que le P. du Tertre en fit le commun objet de la jalousie des Sauvages; & la façon dont il s'exprime, porte à croire que ces trois etablissemens étoient à peu près contem-

EUVES. R (a) Du Tertre, tome I, page 469. DE SAINTE-LUCIE. 67

por été tenté sans succès en 1648, & avoit re des Com-Pris consistance en 1652; celui de la missaires Grenade étoit, comme nous l'avons 4 oct. 1754

vu, du 8 juin 1650; celui de Sainte-Lucie ne peut donc guères s'éloigner Article IVa

de cette époque.

A tous ces témoignages, contre lesdante quels on ne présume pas qu'on puilce fe rien objecter, on en ajoûtera un tiyerdré d'une pièce jointe à notre premier guem Mémoire, communiquée à Mrs. les le. Commissaires Anglois, no. XXXVIII, ttribu& qui est du 8 octobre 1663: il y est &adit (parlant de Sainte-Lucie) qu'il redity avoit TREIZE ANS que M. du Parours aquet l'avoit acquise sur les Insidèles qui en auroi étoient seuls les possesseurs, par la force ne la de ses armes, lesquels journellement nous mi qu'faisoient la guerre:

Ce passage est d'autant plus conimacluant, qu'il semble qu'il étoit alors ens de plus favorable aux mineurs du Parquet e lui que leur possession fût réputée plus ans

del cienne.

ili Nous n'infifterons pas davantage fur Centre la brèche irréparable que fait au fystejalou me Anglois la vérification de cette tils date; elle justifieroit pleinement M. es m du Parquet, supposé qu'il eût besoin reson de l'être, après le témoignage du P. du Tertre. Si on avoit fait attention s, à cette époque, on se seroit épargné bien des expressions hasardées & ou-E 2

missaires Francois.

11d. Mémoi-trées, & des infinuations odieuses, rére des Com- pandues en pure perte dans le Mémoire du 15 novembre 1751

V

di

C

t

V

dr di

1

K

Article IV.

4 Oct. 1754. Après avoir justifié M. du Parque & les François, & après avoir féparé leur caufe d'avec celle des Sauvages. l'équité & la protection que la France a promise aux Caraïbes en 1660. semble exiger qu'on réponde pour en aux reproches tant répétés dans le Mémoire de Mrs. les Commissaires Anglois, où on crie continuellement à la trahifon & au maffacre.

Il suffit pour cela de rappeler que l'expédition dont il s'agit ne fut qu'un fait de guerre, & une juste représaille d'une trahison qui avoit été faite aux Sauvages de la Dominique par un vail

feau Anglois \*

ART. V. Comparaifon du droit des Francois sur Sainte-Lucie, avec celui des différentes Nations sur plusieurs isles & parties de l'Amérique.

Na vû par l'article précédent que l'isle de Sainte-Lucie n'avoit et occupée par les François qu'en 1650, dix ans après qu'elle avoit été abandonnée par les Anglois, qui n'avoient pû s'y foûtenir contre les Caraïbes

PREUVES. \* Du Tertre, tome I, page 434. Voici le passage du P. du Terrre\*. 114 Mémois , Cette irruption des Sauvages je- re des Com-, ta une telle frayeur dans l'ame des missaires ,, Anglois, qu'ils ne pensèrent plus à 400.1754. , s'y rétablir à caufe que cette ille é-

,, tant éloignée de celles qu'ils habi. Article V. ,, toient, ils n'en pouvoient être feourus dans une pareille rencontre".

Dix ans qui se sont écoulés sans que les Anglois aient effayé à se rétablir dans cette ifle, font la preuve la plus complète de l'abandon le plus carac-

térisé.

Dela L'Histoire des Antilles est remplie d'exemples qui prouvent que des qu'une isle étoit abandonnée par une nation Européenne, l'on croyoit pouwoir s'en emparer fans égard pour les droits de la nation qui l'avoit précédemment occupée; ces exemples font même communs à plusieurs autres posfessions de l'Amérique.

C'est à ce titre que l'Angleterre posféde la Caroline; & l'observation faite à ce sujet dans le premier Mémoire des Commissaires du Roi sur l'isse de Nam Sainte-Lucie, est restée sans replique de la part des Commissaires de Sa Ma-

jesté Britannique.

été i

S.

On pourroit citer l'exemple de la nouvelle Angleterre, où les François

PREUVES.

\* Du Tertre , tome 1, page 435.

missaires François.

Article V.

IId. Mémoi- ont fait des tentatives avant celles des re des Com. Anglois: pourroit-on regarder l'atten. tion qu'a eu M. le Comte d'Estrades 4.04. 1754. d'en rappeler le fouvenir au gouvernement d'Angleterre, comme une réclamation qui auroit conservé à la

France fon ancien droit?

Les François obligés par les Espagnols de se retirer de Saint-Christophe, ne se sont-ils pas refugiés à Antigoa & à Montserrat avant les Anglois, qui ont passé dans cette dernière isle après avoir été obligés d'abandonner Sainte-Lucie, & avant ceux qui ont formé les premiers établissemens d'Antigoa?

On ne peut rien dire contre le droit acquis aux François fur Sainte-Lucie, par leur possession après l'abandon des Anglois, qu'on ne puisse l'appliquer aux droits des Hollandois sur Saint-

Eustache.

Les François ont les premiers établi St. Eustache dans le mois de septembre 1629; cette date est tirée de ce que M. de Cusac ou Cahusac, Chef d'Escadre, arriva vers la fin d'août 1620 à St. Christophe (a): on ajoûte (b) que M. de Cusac fit bâtir à Saint-Eustache un fort en sa présence, qui est celui que les Hollandois possédent aujourd'.

## EUVES.

(a) Du Tertre, tome I, page 25, ligne 16 & 17. (b) Ibid. page 27.

bui; on y dit aussi qu'il est probable que 11d. Mémoinos François l'ont abandonné à cause qu'il re des Comn'y a aucune rivière ni fontaine d'eau missaires douce (a). 4 Oct. 17540

Il paroîtroit (b) que cet établissement, ou du moins le fort, n'auroit Article V. été fait qu'en 1635 par M. de Cahufac, ce qui peut venir de ce que M. de Cahusac fit le premier établissement en 1629, & bâtit le fort en 1635; ce qui est fort indifférent pour la question présente.

Quoi qu'il en soit, il est dit dans le même endroit qu'il est constant que les Hollandois ne s'étoient emparés de ce fort que parce qu'il sembloit être négligé par les

François.

ISLE

celle

ler l'a

d'En

lu goi

me un

servé!

les I Christa

Antig

glois,

e isle

nner

ont fi

re le nte-La

ando 'appl

fur 8

mien

ois de

t tire

fin d

on a

ras

ce, 91

t auju

S.

gne 16

Tout cela veut dire qu'il étoit abandonné, d'autant que dans le temps dont il s'agit, la France & la Hollande étoient dans une très-étroite union. On n'apas trouvé la date de cet abandon; mais on trouve (c) que le 8 décembre 1639 les Hollandois étoient en possession de Saint-Eustache, & y avoient un Gouverneur qui étoit en bonne intelligence avec le Gouverneur François de Saint-Christophe: on trouve aussi que le 24 juin 1644 il y avoit

## E

(a) Du Tertre, tome I, page 27.

<sup>(</sup>b) Idem. tome III, page 245, (c) Idem. tome I, page 134, ligne 29.

11d. Mémoi avoit un Gouverneur Hollandois à

re des Com Saint-Eustache (a).

Article V. On ne peut pas dire que les Hollanfrançois.

Article V. droit de conquête, n'y ayant point eu de guerre dans ces dix années en tre la France & la Hollande, ni entre la France & l'Angleterre, ni même, à ce que l'on croit, entre l'Angleterre & la Hollande.

ells ne l'ont pas eu non plus par traité avec l'Espagne, ni par conquête sur

le

n

ľ

di

te

fa

H

dr

Ita

qu

fer

pa

and

le

pr

Via Via

pro

dro

les Espagnols.

Ils n'ont donc pû en 1639, & depuis jusqu'au traité de Breda, posséder légitimement cette isse que par le droit que leur a donné leur possession après

l'abandon des François.

Qu'une isse ait été abandonnée faute d'eau ou par l'ennui des incursions d'une nation Sauvage, on ne voit pas que cela change rien au caractère de l'abandon; & si pendant cent ans on peut prétendre exercer un droit de retrait contre ceux qui ont chassé les Sauvages, on ne voit pas pourquoi on n'auroit pas le même droit contre ceux qui ont bâti les cîternes.

Cet exemple est donc entièrement semblable à celui de Sainte-Lucie, & même moins favorable en ce qu'il ne

PREUPES. Pa-

DE SAINTE-LUCIE. 73 paroît pas que les Hollandois aient eu 11d. Mémoide guerre à soûtenir pour se maintenir re des Comdans Saint-Eustache. stache ! Cependant la France a fait si peu de François.

cas d'un pareil droit de retrait, qu'elle a refusé d'en faire usage dans l'oc-Arricle V. casion du monde la plus favorable. Ce fut lors du traité de Breda, par Ang lequel l'isle de Saint-Eustache, ainsi que celle de Tabago resterent à la France, qui les avoit prises sur les Anquels, dans le cours de la même guerre, les avoient enlevées aux &de Hollandois. Dans les négociations qui précédèle rent le traité, jamais il ne fut question ionadu droit que la France auroit pû prétendre sur Saint-Eustache, à cause de méessa possession, antérieure à celles des ncur Hollandois; mais le Roi fit valoir son voidroit de conquête, & résista aux indenstances des Hollandois, alors ses alliés, tanqui prétendoient que ces isles leur fusdroisent rendues, comme leur ayant aphaffepartenu avant la guerre. rquoi Quand la fignature du traité eut preganéanti cette prétention & eut affuré le droit de la France, le Roi, de son erempropre mouvement, remit aux Holucie landois les deux isles, ce qu'il n'auroit ou vrai-semblablement pas fait si la priorisé de possession produisoit des titres de propriété aussi inaltérables que vou-

droient le persuader Mrs. les Commis-

ES

faires Anglois.

IId. Mémoi- Et qu'on ne dise pas que la posses re des Com- sion de Saint-Eustache étoit indifferente au Roi; car il est constant que missaires 4 Oct. 1754. cette isle, qui est une forteresse naturelle, auroit été très - nécessaire pour Article V. la conservation de la partie de Saint-Christophe qui appartenoit à la Fran-

ce. On peut à l'exemple de Saint-Eustache joindre celui de l'isle de Sainte

Croix.

On ne sait pas trop si c'est par le droit de guerre, ou comme premien occupans, que les Anglois & les Hollandois possédoient en 1645 depuis quelques années \* l'isle de Sainte Croix, qui n'est pas comprise dans l'extrait des Lettres du Comte de Carlisle, cité par Mrs. les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

m

I

t

Mais il est certain qu'au mois de juillet 1645 (a) il y eut guerre entre ces deux Nations dans cette isle: les Hollandois furent chassés; les Anglois en étoient feuls possesseurs en

1646 (b).

En 1650 (c) au mois d'août les El pagnols s'emparèrent à leur tour de Sainte-Croix & en chasserent entière. ment les Anglois.

### REUVE

\* Du Tertre, come I, page 272. (a) Ibid. tome I, page 272.

(b) Ibid. page 448. (c) Ibida page 4490

DE SAINTE-LUCIE. SLE lan Peu de temps après les Hollandois IId. Mémotfirent une entreprise inutile pour re-redes Comprendre cette isle sur les Espagnols, missaires effer avec qui ils étoient en guerre ouverte. 4 Oct. 1754. la France étoit aussi alors en guerde re avec l'Espagne, & en conséquence Article V. le Gouverneur François de Saint-Christophe entreprit la conquête de Sainte-Croix, y réussit, & v établit des une Colonie. On ne voit pas que ni les Anglois eft ni les Hollandois aient réclamé contre e pre cette possession qui étoit bien moins favorable que celle de Sainte-Lucie. L'abandon de Sainte-Croix par les Anglois, & la possession des Espaprile gnols, n'ayant peut-être pas duré trois mois, & l'abandon des Hollandois. qui a été de cinq ans, ayant été forcé, & suivi d'une entreprise qu'on auroit pû qualifier de réclamation & d'acfavorable aux voies de fait & aux pré-tentions les moins fondées, avoit été

On trouve un nouvel exemple des principes qui ont eu lieu pour la propriété des ifles de l'Amérique, dans ce qui s'est passé à l'isle de Saint-Martin entre les François & les Hollandois.

Les uns & les autres en avoient été chassés en 1638 par les Espagnols qui y avoient mis une forte garnison. Les Espagnols, lassés apparemment de la

ME'MOIRES SUR L'ISLE 11d. Mémoi- dépense que leur causoit cette isle peu re des Com- utile pour eux, l'abandonnerent en missaires François. 4 02. 1754. dois de Saint-Eustache crut être en

Article V.

1648; auffi-tôt le Gouverneur Hollan. droit de s'emparer de Saint-Martin en entier, fans aucun égard à l'ancien droit de la France, qui effectivement n'auroit rien eu à y prétendre s'il n'avoit pas été notoire que les François avoient concouru avec les Hollandois à la reprise de possession de l'isle après l'abandon des Espagnols, & que les uns & les autres étoient convenus de la partager \*.

On pourroit ajoûter à ces exemples, ceux de toutes les isles Françoises qui se trouvent dans l'énoncé des Lettres du Comte de Carlisse, s'il étoit vrai qu'elles appartinssent alors à l'Angle terre par la priorité de découverte & de plantation; car il est sûr qu'elles ne font venues à la France, ni par conquête sur l'Angleterre, ni par traité.

m

VO

fo

De

Sa

ans

. (

art

Rog

qui jan

les

Enfin le rétablissement même des Anglois dans l'isse de Saint Christo phe, après l'expédition de Don Frederic de Toléde, est une nouvelle preuve du droit de posséder ce que les autres abandonnent. On ne peut pas nier que le droit des Anglois sur Saint-Christophe ne fût éteint par la cap-

PREUVES. \* Du Terrie, some I, page 408.

DE SAINTE-LUCIE.

tulation faite avec Don Fréderic de 11d. Mémois Toléde, & que si ce Général y avoit re des Comthe établi une Colonie Espagnole, cette François. isle ne sût aujourd'hui à sa Nation; 4 04. 1754. mais ne l'ayant pas fait, les Anglois & les François qui n'avoient pas signé Article V. divi la capitulation ont pû, de plein droit, s'y rétablir de nouveau comme dans Im un terrein vacant, & on feroit aujourd'hui très-mal fondé à faire valoir ille contre l'Angleterre l'expédition de on Fréderic de Toléde, quand mêwen me on la décoreroit du titre d'acte d'autorité, & qu'on donneroit celui exem d'invasion à la rentrée paisible des Ancoll glois & des François dans Saint-Chrifesh tophe, où il n'y avoit plus d'Espa-

étoi gnols. On doit remarquer qu'il n'y a pas un des exemples cités qui ne soit moins favorable pour ceux qui ont voulu s'emparer, ou qui de fait se font emparés des isles vacantes, que ne l'est pour les François celui de Sainte-Lucie, qui a été vacante dix on ans avant qu'ils en aient pris posses-

nou fion.

On croit ne pouvoir mieux finir cet article que par ce passage du sieur de Rochefort, auteur contemporain, & qui ne paroît pas avoir prévû qu'il dût jamais y avoir aucune discussion entre les Anglois & les François au sujet de Sainte-Lucie

29 \* M.

ttd. Mémoire des Commissaires 33 François. 35 4 Oct. 1754.

Article V.

, \* M. du Parquet, Gouverneur ", de la Martinique, a aussi acquis.... " la feigneurie des isles de la Martinique, de la Grenade & de Sainte-" Alouzie.... M. Houel a fait la même chose pour les isles de la Gua-3, deloupe, de Marie-Galante, de la , Désirade & des Saintes : ces deux , dernières ne font pas encore peuplées; mais il a demandé par avan-, ce la seigneurie de ces terres, afin , que d'autres ne s'en puissent civilement emparer: car il faut favoir que la Compagnie des isles de l'Améri-, que ... avoit obtenu du Roi toutes les isles habitées & à habiter par , succession de temps, de sorte que ces Messieurs, qui ont traité avec

AR

to

dé

fes

CO

dans leur octroi des isles qu'ils n'ont pas encore habitées, mais qui sont en leur voisinage & à leur bienséance, & incontinent qu'ils auront affez d'hommes en leurs isles ils en feront passer dans celles là, si a n'est que les Anglois ou les Hollandois, s'en emparassent auparavant; CAR

, la Compagnie, ont fait mettre

5, C'EST UNE RE'GLE GE'NE'RALE QU'U-20, NE TERRE QUI EST SANS HABITANS 20, EST AU PREMIER OCCUPANT, & L'OC-

,, troi du Roi ou de la Compagnie

PREUVES.

contre quelqu'un de notre Nation re des Comall, qui pourroit courir fur leurs des- missaires François. les, feins".

el ART. VI. Nécessité & légitimité de l'oc-Article VI. ite, cupation de Sainte-Lucie par les Fran-Ces çois.

CI le fieur du Parquet avoit voulu attendre patiemment que les Anglois revinssent à Sainte-Lucie, il ne
lent l'auroit pû faire sans exposer la Martinique. Sainte-Lucie étoit l'isle de le toutes les Antilles la plus propre à fervir de retraite aux Sauvages pour abite désoler les isles Françoises & Angloifom fes, & peut-être d'entrepôt aux Espagnols pour quelque entreprise plus

ait la -

Il a donc dû, pour sa propre tranquillité, s'assurer de Sainte-Lucie, & les Anglois, qui ne songeoient point à y rentrer puisqu'ils s'étoient réfugiés illes à Montserrat, où ils s'étoient établis, n'ont jamais eu pour eux, ni pû laisser Hi à leur Nation, nul droit de recueillir ont; le fruit des dépenses du sieur du Par-RALL quet & du sang des François employés a conserver cette isle.

,, La Grenade & Sainte-Alouzie, dit le P. du Tertre \*, ont été les

PREUVES,, deux

\* Du Tertre, some I, page 433.

ME'MOIRES SUR L'ISLE. nd. Mémoi-,, deux fang-fues qui ont épuifé le ,, plus clair de son bien; Mis, ses en re des Com miffaires , fans auroient un million de bien en François. 13 4 Od. 1754, France, s'il y avoit envoyé ce qu'il " a dépensé pour la conservation de au Article VI. " ces deux colonies". L'acquisition de Sainte-Lucie par les François n'a donc pas été gratuite La conservation de cette isle a coûté des sommes considérables & beaucour de sang; peut on prétendre aujour d'hui que ce foit pour l'Angleterre qu'ils l'ont acquise & conservée aux dépens de leur vie & de leurs biens? Il réfulte de cette observation que quand même les François ne seroient pas propriétaires de Sainte-Lucie par leur prise de possession paisible après l'abandon des Anglois, ils le feroient devenus par le droit de la guerre, & V Sainte-Lucie leur appartiendroit comľ me une conquete faite sur les Carai la bes. M. du Parquet. dit un acte du 8 oc-CI tobre 1663, qui a été produit par les Commissaires du Roi avec leur premier Mémoire, & qui a déjà été cité dans celui-ci, l'avoit acquise sur les Inu le fidèles, qui en étoient seuls possesseurs, par la force des armes, lesquels journelle. te ment nous faisoient la guerre. Cette conquête a en effet coûté la 13 vie à trois Gouverneurs François, sans compter les troupes qui peuvent y avoir péri.

Les Anglois n'avoient pû dépouiller 11d. Mêmotles Caraïbes de l'isle de Sainte-Lucie re des Comque par le droit de la guerre; les Ca-miffaires raïbes en étoient rentrés en possession 4 oct. 17540 au même droit; les François en ont joui au même titre après en avoir chaf- Article VII. ucie sé les Caraïbes.

ART. VII. Examen de la prétendue vente de Sainte-Lucie à des Anglois par Warner.

QUAND le Traité de 1660 n'auroit pas lié les Caraïbes, & n'auroit pas invalidé d'avance la vente e e du métif Warner, elle l'auroit été par

Luc la possession des François.

Stl

grat

real

Angle

fible Cette prétendue vente auroit été e mulle dans le cas même où les Franque cois auroient été encore en guerre oufrom verte avec les Sauvages; car alors les l'Angleterre, qui étoit en paix avec la France, n'auroit pas pû acheter des caraïbes le droit de s'emparer d'une conquête des François: à plus forte raison le droit des Sauvages étant é-teint par la paix Caraïbe de 1660, les les autres n'avoient pas droit de vendre, & ter.

Mais si d'après ces réflexions générales on a lieu d'être surpris que l'Angleterre ait voulu étayer ses préten-tions sur un pareil titre, on le sera en-

Tom. I. Part. II.

re des Com-pièce même où tout annonce une ma-

François. nœuvre franduleuse.

y foit intervenue; c'est par une erreur y foit intervenue; c'est par une erreur une les Commissaires Anglois de 1687 ont avancé que le Lord Willoughy, Gouverneur de la Barbade, avoit acheté cette isle des originaires, pour Sa Majesté en 1663; il n'a point été partie dans l'acte, ni donné de pouvoirs pour le passer.

&

H

peu

non

riel

de l

trois

terr

chal post

ont

ont

tenta

Si

mas

qu'o

E

Sair

né e

gleti

Qu

mêmo

Caraï

raïbe

nable

Ce

Sauv

chete

Point de preuves fuffisantes que les quatre Sauvages vendeurs aient eu les pouvoirs de la nation Caraïbe pour

vendre.

Le prix de la vente spécifié d'une

manière vague.

Une reticence entière contre la bonne foi la plus commune, que les François étoient en possession de l'isse, y avoient un Gouverneur & une garnison

Enfin, défaveu le plus ferieux & le plus efficace de la part de la nation des Caraïbes, puifqu'ils n'ont cessée faire la guerre aux Anglois de Sainte Lucie jusqu'à leur fortie de l'isle, à qu'il ne paroît pas qu'ils aient exercé dans le même temps aucune hostilité contre les isles vraiment Angloises.

C'est aujourd'hui la première sois que l'Angleterre ait fait voir le jour à ce titre extraordinaire, & en le produisant elle reconnoît la propriété des

DE SAINTE-LUCIE. 83 Caraïbes fur les isles de Saint-Vincent 11d. Mémoi-& de la Dominique. Enfin la Couronne d'Angleterre ne missaires peut faire usage de ce titre qu'en re- 40 à 1754. nonçant à toutes ses prétentions antérieures sur Sainte-Lucie: car si le Duc Article VII. de Cumberland, en s'y rafraîchissant Introis jours en 1593, a acquis à l'Angleterre un droit inébranlable; Si Oliph Leagh, en y dégradant en de 1605 soixante-sept bommes qui en ont été chassés un mois après, a continué cette es possession; Si les Vermudiens, ou autres qui y ont été, ou qui ont projeté d'y aller, ont ôté par ce projet ou par de vaines tentatives, tout droit aux autres nations d'y penser; Si la priorité de découverte de Thoelemas Warner mérite la confidération ellqu'on veut lui donner;

Enfin, si le détachement envoyé de saint-Christophe en 1639, & extermilané en 1640, a rendu la Couronne d'Anaugleterre à jamais souveraine de Sainte-

de Lucie;

Quel droit avoient des particuliers, même Anglois d'acheter cette isle des Caraïbes, & quel droit avoient les Caraïbes de disposer du domaine inaliémable de la Couronne d'Angleterre.

Ce fruit de l'ivrognerie de quatre Sauvages & de la mauvaise foi des acheteurs, n'est donc propre qu'à mon-

IId. Memoi trer le peu de confiance que l'on avoit re des Comdans les isles Caraïbes ainsi qu'en Anmissaires gleterre, à toutes ces prétendues poi40ct. 1754. sessions de Sainte-Lucie, & le besoin
qu'on avoit d'un nouveau titre pour
Article VIII. colorer une irruption dans cette isle
Françoise au milieu de la paix.

ART. VIII. Des prétendues réclamations & des tentatives des Anglois sur Sainte-Lucie depuis la prise de possession de cette isle par les François en 1650.

N ne peut pas mettre au rang des réclamations faites par les Anglois fur l'isle de Sainte-Lucie au préjudice du droit des François, celles que les Commissaires Anglois prétendent avoir été faites depuis 1640 jusqu'en 1650 \*.

Premièrement, parce qu'ayant été requis d'en donner des preuves, ils ont cité la page 438 du premier tome du P. du Tertre, où il n'en est pas question ni de rien d'approchant.

En fecond lieu, parce qu'il implique contradiction de prétendre avoir réclamé contre les François une isle queles François ne possédoient point encore.

Y

I

deux

On trouve encore dans le Parag. LIX, qu'il y eut une réclamation....

PREUVES.

DE SAINTE-LUCIE. deux ans après l'expulsion des Anglois IId. Mémoide Sainte-Lucie, & la prise de pos-re des Comfession des François qu'on place dans François. la même année quoiqu'il y ait eu un 4 Oct. 1754. intervalle de dix ans. Si c'est deux ans après l'expulsion des Anglois, c'est- Article VIII. a. dire en 1642, on vient d'en montrer -- l'impossibilité; & si c'est en 1652, il en falloit rapporter des preuves; mais on les a demandées inutilement, & on est bien sûr qu'il n'en paroîtra pas.
On ne peut donc rien trouver avant la réclamation par voie de fait, ainsi que aum la caractèrisent Mrs. les Commissaires arla de Sa Majesté Britannique, faite par cies un Navire Anglois en 1657, entrepricelle dont le P. du Tertre ne dit qu'un prèn mot, & que le P. Labbat a amplifiée, om on ne fait fur quelle autorité. Il y a beaucoup d'apparence que ce 'ava fut une tentative de Forban, qui informé du petit nombre de François miet qu'il y avoit dans le fort de Sainte-Luene cie, essaya envain de le piller. Deux circonstances font penser aux Commissaires du Roi qu'on a imputé von trop légèrement cette hostilité au gouifed vernement d'Angleterre. La première, c'est qu'elle n'est que le de deux ans postérieure au Traité de Westminster de 1655, qui ne laissoit nul prétexte à aucune voie de fait. La feconde, c'est que les Commis-faires Anglois ayant été requis de four11d. Mémoi-nir quelques preuves que cette entrere des Com-prise avoit été autorisée par le gouvernement d'Angleterre, ils ne l'ont François. Oct. 1754. ni fait ni même essayé de le faire.

Le fecond acte de violence des An-Article VIII. glois fur Sainte-Lucie, mais qui a été fait avec éclat, est celui de 1664, par le Colonel Caren à la tête d'un grand nombre de troupes de débarquement. lorsque le Lord Willougby étoit Gouverneur des isles Angloises. Les Anglois s'emparèrent du fort des François par capitulation, & resterent environ dix-huit mois dans cette isle, que les Sauvages, la famine & les maladies les obligèrent enfin d'abandonner fans retour.

Ce sont les Commissaires du Roiqui prétendent qu'on ne doit pas imputer au gouvernement d'Angleterre cet acte

de violence.

Ce sont les Commissaires Anglois qui veulent que le gouvernement de

leur Nation l'ait autorifé.

Mais qu'il l'ait autorifé ou non, ce n'est pas moins un acte de violence, contraire à toutes les régles du droit des gens, & qui n'a pû donner aucune atteinte au droit de la France, non seulement parce que cette entreprises été infructueuse, mais encore parce que les Anglois n'ont ofé produire leur prétention pour être reconnue au traité de Breda.

DE SAINTE-LUCIE. 87 tee Si les Commissaires du Roi n'attri- 11d. Mémoiles buent point cette irruption au Gouver-re des Comne nement d'Angleterre, c'est que pre-missaires François. ain mièrement il paroît que l'armement 4 oct. 1754. des fait pour y parvenir n'est point parti qui d'Europe, & qu'il a été entièrement Arsicle VIII. exécuté dans les isles Angloises. 20. Milord Willougby, qui en étoit l'ame secréte, n'a osé l'avouer. 3°. Si le Colonel Caren, qui com-Le mandoit cette entreprise, a déclaré à les l'envoyé de M. de Tracy qu'il agissoit par ordre du Roi d'Angleterre, c'est qu'il ne pouvoit se dispenser de le dite fans fe déclarer Forban. 4º. L'attention de ce Colonel Améaban ricain pour citer le Roi d'Angleterre fans montrer l'ordre de Sa Majesté u Ro Britannique, & fans nommer le Lord 100 Willougby fon supérieur immédiat, s'accorde avec le désaveu de ce Lord, & confirme l'opinion qu'on doit avoir de toute cette manœvre ténébreuse. mei

5°. Si cette entreprife avoit été avouée en Angleterre, on n'auroit pas laissé le Lord Willougby dans l'embarras des suites, & on ne l'auroit pas mis dans le cas, après avoir épuisé ses ressources, de laisser périr les malheureux instrumens de son usurpation.

Le titre de Colonel & le mot de Régiment ne doivent pas en imposer; ce Régiment étoit de la milice, & le Colonel étoit un Officier de milice des F 4

U.

Francois.

11d. Mémoi-Colonies: cela est commun encore aure des Com-jourd'hui dans les colonies Angloifes; mais de plus on en a une preuve posi-4 Oct. 1754 tive pour ce même temps dans le P. du Tertre, qui dit à deux ou trois re-Article VIII. prises \* qu'à une audience que donna

le Lord Willougby au fieur du Blanc, envoyé du Gouverneur de la Martinique, ce Lord étoit accompagné de huit, dix ou douze Colonels.

Le fieur du Blanc arriva à la Barbade le 23 février 1666, quarante-huit jours après que les malheureux restes de la troupe du prétendu Colonel Caren & de son successeur, le sieur Cook, avoient abandonné Sainte-Lucie, & après que les François s'en étoient remis en possession. Le sieur du Blanc étoit chargé de porter des plaintes de pillages commis par des vaisseaux Anglois; le Lord Willoughy auroit pl lui répondre que le Gouverneur de la Martinique ne pouvoit se plaindre de quelques déprédations commises par des particuliers, lorsque lui-même venoit de commettre des hostilités plus importantes, en donnant audience au député du fieur Cook, & en s'emparant de l'isle de Sainte-Lucie après son abandon: mais il ne fut rien dit depareil, & le silence qui fut observé à cet dolvent pas en impofers co

PREUVES. \* Du Terere, come III, p. 285 & 287.

égard de part & d'autre, étoit la fuite 11d. Mémoinaturelle de deux circonstances réu-re des Comnies; la rentrée des François dans cet-missaires te isle, & le désaveu fait par le Lord 4 oû. 1754. Willougby de l'entreprise du Colonel Caren.

glo

ver nsi

trois

e do

del

ntel

XN

nel

ra

TOIL

ell

Article VIII.

Les Commissaires de Sa Majesté Britannique n'ont pû opposer à tous ces faits & à toutes ces circonstances qu'un fragment des instructions du Lord Willoughy, qui n'étoit pas fait pour devenir public, puisqu'il n'est propre qu'à couvrir de honte ceux qui l'ont dreffé.

On y voit effectivement un ordre donné au milieu de la paix d'incommoder & de barceler les isles qui se trouvent en la possession du Roi de France, & non seulement celles qui sont nommées dans la commission, mais aussi les adjacentes, Ed d'en déposséder les François s'il s'en pré-

Sente quelque occasion favorable.

On ne conçoit pas comment l'on s'est déterminé à mettre au jour une pareille piéce, née dans les ténébres, & faite pour y rester. A quelle disette de titres ne faut-il pas être réduit pour en produire de cette espéce?

Quoi qu'il en soit, ce fragment d'inftruction ne satisfait qu'à la moindre partie de ce que les Commissaires du

Roi ont demandé.

10. On demandoit des ordres exprès pour Sainte-Lucie, tels qu'ils sont annonIld. Mémoi- noncés par-tout dans le Mémoire de re des Com- Mrs. les Commissaires Anglois, & cet-missaires
François. te isle n'est pas nommée dans la pièce 4 Oct. 1754- produite, qui ne la regarde pas plus que la Martinique, la Guadeloupe, ou telle autre pour laquelle le Lord Willougby eût trouvé une occasion favorable.

20. On ne peut guères douter que si on montroit la pièce entière on n'y trouvât des ordres très-précis de ne point avouer les entreprises auxquel-

les elle devoit donner lieu.

3º. Les Commissaires du Roi ne demandoient point des ordres fecrets. Tandis qu'on ne fatisfait point aux instances réitérées qu'ils ont faites pour avoir la communication de tant de piéces qui doivent être publiques, comme, par exemple, les commissions de Gouverneur, ils ne prétendoient pas qu'on leur montrât des inftructions faites pour ne jamais voir le jour; mais ils demandoient des ordres tels que les Souverains en envoient toûjours en pareil cas à leurs Gouverneurs, c'est-à-dire, tels qu'ils les puisfent honnêtement montrer: il ne paroît pas qu'il y en ait eu de cette espèce pour l'isle de Sainte-Lucie, puisqu'on n'a point encore pû les produire.

Il ne fuffit pas d'avancer que le Lord Willoughy avoit fait à ce sujet des déclara, de

api

as p

e li

rq

00

de

oti

let

iqu

m

itt

28

clarations expresses & affirmatives \*; fur IId. Mémoila demande faite aux Commissaires re des Com-Anglois de les produire, ils sont restés François. dans le silence; & comme les Com-4 Oct. 1754. missaires du Roi, comme ceux même de Sa Majesté Britannique, ont donné Article VIIIa des preuves qu'en 1687 le désaveu du Lord Willougby avoit été produit en original, il ne doit plus rester aucun doute fur ce fait.

Les ordres que le Lord Willougby a pû recevoir en 1666, dans le temps de la guerre de peu de durée qui a précédé le Traité de Breda, étant donnés en temps de guerre, ne peuvent jeter aucun nuage fur le droit des François à l'isle de Sainte-Lucie: il auroit fallu au moins produire des ordres ostensibles, donnés après le rétablissement de la paix; ces ordres auroient pû être regardés comme une sorte de réclamation dont il auroit fallu discuter le mérite; mais il n'en a paru aucun de cette espèce.

Enfin rien ne prouve mieux combien on étoit éloigné alors en Angleterre de former des prétentions sur Sainte-Lucie, que ce qui s'est passé à la suite du Traité de Breda.

L'exécution de ce Traité a duré trois ans pendant lesquels les Anglois ont témoi-

#### PREUVES.

<sup>\*</sup> Mémoire des Commissaires Anglois, parag. CV

11d. Mémoi-témoigné, d'une part, toute la répure des Com-gnance possible à restituer l'Acadie & missaires les forts voisins, & d'une autre, le Francois. 4. Od. 1754. plus vif empressement pour rentrer dans les isles Caraïbes dont les Fran-Article VIII. cois s'étoient emparés pendant la guerre.

Il y eut même des ordres du Roi Charles II pour suspendre la restimtion de l'Acadie, dans la crainte des difficultés qui pouvoient survenir pour celle de Saint-Christophe, & autres isles Angloises occupées alors par les

Francois.

Pouvoit-on jamais trouver une occasion plus favorable de revendiquer Sainte-Lucie, si l'Angleterre avoit cru y avoir le moindre droit? Et le Lord Willougby, qui malgré la paix maltraita les Sauvages de la Dominique & de Saint-Vincent, auroit-il si-tôt oublié ses desseins sur Sainte-Lucie, s'il n'avoit pas eu des ordres positifs de n'y plus penfer?

Le silence profond qui fut gardé alors par les Anglois sur Sainte-Lucie où les François s'étoient rétablis paisiblement depuis plus de deux ans, seroit donc la meilleure interprétation qu'on puisse donner au Traité de Breda, si l'on pensoit qu'il en ent besoin, & nous dispense de répéter ce que nous avons dit dans notre Mémoire du

11 février 1751.

DE SAINTE-LUCIE. 93

Il pourroit paroître superflu de dif- IId. Mémoi-Act cuter tout ce qui est postérieur à ce re des Com-Traité qui a été confirmé par tous les François. Traités suivans. Des prétentions aussi 4 0a. 1754. les tardives & fans aucun nouveau fondement ne pouvant donner atteinte à Article VIII. une possession légitime commencée en 1650: on fera cependant quelques réflexions fur ce que l'histoire nous a apaint pris, & fur ce que Mrs. les Commisfaires Anglois ont produit, même par a rapport à des temps postérieurs.

rs pa Dans toutes les Pièces & Mémoires antérieurs à 1686, ou bien Sainte-Lucie n'est pas nommée, ou bien elle ne end l'a été qu'avec la Martinique & la Guaavoi deloupe, dont on ne présume pas que lel l'Angleterre veuille disputer à la Fran-

paix ce la propriété.

icie,

it gi

réta

de I bela

cel

oire

Le 18 septembre 1686 sera donc la im première époque où les Commissaires du Roi s'arrêteront; c'est de ce jour qu'est datée la première Lettre du Colonel Steede, Lettre qu'on doit regarder comme la première démarche qu'on puisse attribuer au gouvernement de la Grande Bretagne pour annoncer ses prétentions sur Sainte-Lucie. Encore a-t-on lieu de croire que les hostilités du Chevalier Temple, dont cette Lettre fut précédée, n'avoient été ni prévûes ni ordonnées en Angleterre; puifque, fur la demande que les Commisfaires du Roi ont faite de la commu-

nica-

François.

11d. Mémoi nication de ces ordres, on n'a rien ze des Com- obtenu que des citations des minutes des Barbades qu'on n'a point montrées: 4 Oct. 1754. ou des renvois aux enquêtes faites dans

cette isle, qui sont peut-être une mê-Article VIII. me chose que ces minutes, & où on ne trouve aucune trace d'ordres du gouvernement d'Angleterre.

La feconde Lettre qu'ils ont citée du Colonel Steede, du 27 Mars 1687, ne prouve qu'une infraction faite au traité provisionnel de neutralité de 1686 pour l'Amérique, & à tous les autres traités qui subsistoient alors entre la France & l'Angleterre: elle prouve pareillement le peu de confiance que ce Gouverneur Anglois avoit aux anciennes prétentions de sa Nation sur Sainte-Lucie, puisqu'il se vante, quoique faussement, d'avoir assuré cette isle à l'Angleterre par une possession actuelle, nom qu'il lui plaît de donner à des incursions qui n'eurent qu'un effet passager, & qui n'ont pas empêché les François d'être toûjours depuis les seuls habitans de Sainte-Lucie. On ne trouve dans cette Lettre nulle trace d'habitans & d'établissemens Anglois, mais seulement des projets & des tentatives de détruire les établissemens des François, & de les expulser de cette isle, ce qui prouve de plus en plus que les François seuls habitoient Sainte-Lucie, & qu'ils y étoient troublés par

8

les

les violences du Colonel Steede, que Ild. Mémoice Colonel caractérisoit, ainsi que le re des Comfont aujourd'hui les Commissaires An-missaires François. glois, d'actes de possession, sans qu'il 4, oct. 1754. foit prouvé qu'il y ait eu un seul Anglois établi à Sainte-Lucie, non plus Article VIII.

du qu'à la Dominique & à Saint-Vincent. On ne parlera point ici de la prétendue expédition de Jacques Walker, annoncée sans date ni circonstances fair dans le Mémoire de Mrs. les Commiffaires Anglois, & fondée uniquement fur le témoignage vague du fieur Chriftophe Codrington. On examinera dans m l'article fuivant ce qui regarde ce fait. fur lequel on peut voir la déposition même du sieur Codrington & les textes du P. du Tertre, tome III, pages 238 & 291.

L'extrait du Bureau des plantations, qui a été produit par Mrs. les Commis-faires Anglois pour justifier des ordres donnés en 1699 par le Roi Guillaume III au Colonel Gray, pour faire fortir les François de l'isse de Sainte-Lucie, est une nouvelle preuve que les François habitoient cette isle en 1699, & qu'ils y employoient des Négres. Cet extrait ne prouve rien de plus.

npe

III

Il seroit inutile de s'étendre sur des faits plus récens, tant parce que Mrs. les Commissaires Anglois ne les ont point contestés, que parce que la seule date suffit pour faire connoître qu'ils ne peu-

vent

Ild. Mémoi-vent influer sur la décision de la prore des Com- priété de Sainte-Lucie.

missaires Il est cependant vrai que la difette François.

40a. 1754. où se sont trouvés Mrs. les Commis faires Anglois, les a fouvent obligés Article VIII. à employer les preuves les moins attendues: dépourvûs de titres, ils ont prétendu que les ordres donnés à leurs Gouverneurs, & les tentatives faites en exécution de ces prétendus ordres. devoient leur en tenir lieu; non feulement ils ont entrepris de mettre sur le compte de leur gouvernement toutes les infractions dont les Commiffaires du Roi cherchoient à le difculper, mais ils ont cru ne pouvoir trop les multiplier. Ce n'est pas seulement au gouvernement de Cromwel qu'ils ont attribué une irruption à Sainte-Lucie peu après la fignature du traité de Westminster: si l'on en croit les instructions au Lord Willoughby, dont ils ont produit un extrait; ce feroit Charles II, qui aussi-tôt après son rétablissement auroit donné les ordres qui ont occasionné l'irruption de Caren: ce seroit aussi Charles II, qui aussi-tôt après la paix de Breda en auroit donné de nouveaux aussi contraires que les premiers à la foi des traités & à la tranquillité publique. Ce seroit Jacques II qui, vingt ans après le traité de Breda, auroit donné des ordres pressans pour renouveler les mê-

mes

a dil Com

to

10m

Sal

rest

SON

ettr

Com

701

elo

Si

101

ugh ;; a

pre

de

el

es

mes violences, & cela dans le temps 11d. Mémoi-

même que l'on se plaignoit le plus en res des Com-Angleterre de ses liaisons avec la Fran-missaires François. ce. Suivant eux enfin le Roi Guillau- 4 Oct. 17540 me auroit autorisé les mêmes voies de fait immédiatement après la paix de Article VIII. Rifwick, & il n'y auroit eu presque aucun intervalle de paix dont le gouvernement d'Angleterre ne se fût servi pour REVENDIQUER PAR VOIE DE FAIT, c'est-à-dire, par la force & par les armes, une isle qu'il n'a jamais attaquée en temps de guerre, ni réclamée dans aucun traité; & à cette occasion on ne peut s'empêcher de relever l'affectation fingulière qu'ont eu Mrs. les Commissaires Anglois à employer le terme d'invasion toutes les fois qu'ils ont parlé de l'entrée des François en 1650 dans l'isle de Sainte-Lucie, abandonnée en 1640 par les Anglois; pendant qu'ils ont au contraire appelé actes d'autorité toutes les incursions violentes, autorifées ou non autorifées, qui ont été faites dans cette isle en différens temps par les Anglois.

Les faits, les circonstances, l'histoire, tout dépose que rien n'a été plus pacifique respectivement à l'Angleterre Européenne & Américaine, que l'occupation de Sainte-Lucie par les François, sous l'autorité de M. du Parquet en 1650; tout démontre qu'il n'y Tom. I. Part. II.

Hd. Mémoi- avoit alors aucun Anglois. re des Com- La rentrée des François après l'amislaires

bandon du fieur Cook n'a pas effuyé François. 4 oa. 1754, plus de contradiction, & n'a pas été

exécutée avec de plus grandes forces: Article VIII. on voit par les dépositions mêmes dont Mrs. les Commissaires Anglois ont communiqué des fragmens, qu'il n'étoit point resté d'Anglois dans l'isle.

De quel côté sont donc les invasions! est-ce de celui de la France, qui a pris & repris possession de Sainte-Lucie lorfqu'il n'y avoit absolument personne ? ou de la part de ceux qui en 1657, en temps de paix, ont voulu surprendre & revendiquer par voie de fait-le fort de Sainte-Lucie; qui pour exercer, difentils, des actes d'autorité, ont assemblé en 1664, en pleine paix une petite armée, avec laquelle ils ont pris le même fort par capitulation; qui en 1688, parcillement en temps de paix, ont brûlé les maisons, arraché les plantations, enlevé une partie des habitans, & obligé les autres de se réfugier dans les bois?

Croit-on qu'en mettant vingt fois le mot d'invasion, & autant de fois celui d'acte d'autorité, chacun dans la place où l'autre devroit être, l'on persuadera à tout le monde que la violence est du côté de la France, qui a occupé une terre vacante, & que l'observation fidéle des traités &

les égards dûs à la tranquillité publi- IId Mémois que sont du côté de l'Angleterre, sous re des Comle nom de laquelle on a ravagé en François. pas fon pleine paix une isle habitée & culti-4 0at. 1754. vée, où il y avoit une garnison & un Gouverneur foûmis à celui de la Mar-Article VIII. tinique? Croit-on enfin que ces mots mis à contre-fens en imposeront à toute l'Europe, qui aura sous les yeux l'histoire de tout ce qui s'est passé dans

cette discussion.

l'il

dat

Les Commissaires de Sa Majesté Britannique ont montré eux-mêmes combien leur cause est désespérée par na la nécessité d'avoir recours aux paradoxes les plus étonnans & les plus contraires au repos public, comme de soûtenir \* que le moyen le plus propre de se garantir en temps de paix d'une prescription, est d'exercer les violences commises en différens temps conin tre l'ise de Sainte-Lucie par les Anglois.

ART. IX. Examen de l'Enquête faite aux Barbades en 1688, pour justifier des droits de l'Angleterre sur les Antilles.

E toutes les pièces que Mis. les Commissaires Anglois ont employées pour appuyer leurs prétentions

EUVES.

\* Parag. XII.

IId. Mémoi-tions sur Sainte-Lucie, il n'en est re des Com- point qu'ils aient cité plus souvent & missaires avec plus de confiance, que l'enquête François. 4 Oct. 1754. faite aux Barbades en 1688. Il sem-

ble même qu'ils ont voulu la multi-Article IX. plier par les différentes dénominations fous lesquelles ils l'ont fait paroître dans une infinité d'endroits de leur Mémoire.

Parmi les actes qu'ils ont cités, il n'en est point dont les Commissaires du Roi aient demandé la communication en entier avec plus d'instance.

Jamais aussi l'on n'ent plus de droit d'exiger une piéce entière; ce n'est point une instruction secrète, c'est un acte judiciaire qui ne peut avoir d'autorité qu'autant qu'il est public, & que les Parties intéressées peuvent en examiner la forme & le fond.

Il n'est point non plus d'occasion où il puisse être plus de besoin de produire un acte entier, que dans le cas de cette enquête, qui, étant composée d'un grand nombre de témoins, ne peut servir à découvrir la vérité qu'en comparant les dépositions: comparaison qui est impossible des qu'on ne montre que des lambeaux découfus.

Quels que soient ces fragmens, s'ils servent à prouver l'attention qu'a eue l'Angleterre à se former des titres, ils prouveront encore mieux combien elle en est dépouryûe à l'égard de la

DE SAINTE-LUCIE. IOI

propriété de Sainte-Lucie.

C'est le Colonel Stéede, Gouver-re des Comneur de la Barbade & auteur des vio-François, lences commises à Sainte-Lucie en 4 Oct. 17540 1686 en pleine paix, qui a fait faire -

cette enquête pour les justifier.

Ce ne fut qu'après des hostilités commises en pleine paix que le Chevalier Temple, employé par le Colonel Stéede, notifia au Gouverneur de la Martinique les prétentions de celui de la Barbade fur Sainte-Lucie; ce ne fut aussi qu'après ces mêmes violences qu'on commença cette information.

L'enquête n'étant composée que d'Anglois & d'Angloises de la Barbade, tous intéressés à acquérir sur Sainte-Lucie un droit pour leur Prince & pour eux en propre, ne pourroit être reçue dans aucun Tribunal du monde comme assurant le moindre droit à

eut a pul peu ond, casio e pro le ca l'Angleterre.

n'en

uve

l'en

lan

mina

: pan

de

nmil

nmu

stanc de i

e,

om

ins, ité q

oul oul

OS,

10'2

tres bier

10

Les fragmens qu'on en donne étant extraits & produits par des Anglois chargés de faire valoir les droits de leur Couronne fur Sainte-Lucie, on doit croire qu'ils ont choisi les témoignages les plus favorables à la caufe qu'ils soûtiennent.

Par le titre même de la piéce, on voit que les Anglois qui font l'enquête la font dans le dessein de rechercher les droits de l'Angleterre fur Sainte-Lucie, Saint-Vincent, &c.

IId. Mémoi-

Article IX.

missaires François.

11d Mémoi- Celui qui a ordonné l'enquête, les re des Com- Commissaires & les rédacteurs, sont donc aussi récusables que les témoins 4 Od. 1754. mêmes? N'est-il pas bien malheureur pour l'Angleterre qu'après tant de pré-Article IX. cautions, & malgré le temps de soixante-douze jours au moins qu'on a mis à rédiger cette pièce, on ne puisfe la montrer en son entier?

> On a si peu ménagé la vrai-semblane ce dans ce prétendu acte judiciaire, que les diverses dépositions sont de dates très-éloignées, & que celles de moins ancienne date se trouvent écri-

tes les premières.

Non seulement les dépositions sont faites en différentes séances entre lesquelles il y a de longs intervalles, mais elles sont reçues par différens Commissaires; & le Colonel Steede qui les a nommés, a fait lui-même fonction de Commissaire le 30 juin pour entendre M. Codrington.

On est d'autant plus fondé à maintenir que la partie de l'enquête qu'on ne montre point est favorable à la France; qu'il est clair, par ce que l'on en voit, qu'elle étoit très - étendue; & cependant on ne met au jour que deux dépositions faites à différens jours en juin, cinq en quatre jours différens de juillet, aucune depuis le vingt juillet jusqu'au cinq septembre, c'est-à-dire, pendant quarante-cinq

iours,

DE SAINTE-LUCIE. 103

jours, qui font près des deux tiers de IId. Mémoice qu'on nous a donné à connoître de te des Com-

la durée de l'enquête. tép lhen

satisfaire à tout.

SLE

ête,

IS.

nt de

os de

s qui

n nei

-femi

fon

enti

ions

entr

erval diffi 1 Su

i·1

1.

tea

ole

Cô

s-t

iffe pur mine

D'après ces réflexions on se flatte 4 od. 1754. qu'on conviendra que ce n'est pas éluder les difficultés que de se prêter à Arsicle 15. l'examen des pièces qu'on produit sous une forme si peu recevable. On va cependant parcourir les dépositions les unes après les autres dans l'ordre qu'elles ont été données : cet examen est d'autant plus nécessaire, que sur beaucoup d'articles où nous avions demandé des preuves, on nous a renvoyé à cette enquête comme devant

Mais avant d'entrer dans le détail des dépositions, on croit nécessaire de dire un mot de la prétendue expédition du Capitaine Walker souvent citée par Mrs. les Commissaires Anglois, & dont les Commissaires, chargés en 1688 de la recherche des droits de l'Angleterre sur les Antilles, font mention dans le préambule qu'ils ont joint aux fragmens d'enquête dont on

a jugé à propos de faire part.

On trouve dans ce préambule, que fuivant le témoignage du Colonel Christophe Codrington, Jacques Walker fut envoyé peu de temps après (date bien vague) par le Gouverneur de Saint-Christophe pour subjuguer les Indiens de la Dominique, de Saint-Vincent & de Sain-

11d. Mémoi-Sainte - Lucie.... que ce Capitaine ayant re des Com-trouvé fur ces entrefaites quelques Franmissaires gois qui chassoient ou pêchoient dans ces
4 Oct. 1754. isles, les en chassa, &c.

Sur quoi les Commissaires du Roi Article IX. observeront que le Colonel Codrington dans sa déposition ne parle de l'expédition de Walker contre les Sauvages, que comme d'un ouï-dire, & ne dit pas un mot du succès qu'elle eut à

leur égard.

Mais le P. du Tertre fournit un supplément aux ouïdire de M. Codrington. On y trouve en effet, tome III, pages 283 & 291, un Anglois nommé James Walker, qui est sans doute le même que celui-ci, puisque le sieur du Blanc, envoyé au Lord Willougby par M. de Clodoré en janvier 1666, se plaignit des violences de ce Capitaine qui, suivant les apparences, commandoit un vaisseau marchand; violences que le Lord Willougby blâma & désavoua dans l'écrit qu'il remit au sieur du Blanc, à qui il promit de faire justice de Walker.

Il résulte du recit du P. du Tertre

au sujet du sieur Walker;

10. Qu'il ne fut point envoyé pour subjuguer les Sauvages, puisque toutes ses forces consistoient en une barque.

2°. Qu'il ne subjugua rien, puisque s'il s'étoit emparé du moindre poste à

la

Ma Dominique ou à Saint-Vincent, le 11d. Mémoifieur du Blanc s'en seroit plaint com-re des Comfaits sur quelques petits bâtimens Fran- 4 Oct. 1754.

3º. Que tout ce qu'il auroit fait au Article IX. préjudice de la paix de 1660, non seulement auroit été nul dans son principe, mais auroit été annullé subsidiaile rement par le désaveu formel du Lord

Willougby.

40. Que quand on supposeroit de la mauvaise soi dans le désaveu donné par écrit au fieur du Blanc par le Lord Willougby (désaveu dont on ne peut out s'empêcher de faire remarquer le raple port avec celui de l'irruption de Sainlo te-Lucie) on ne pourroit nier que le of fieur Walker n'eût exécuté ses ordres apin d'une façon desbonorable & pleine de fourberie, puisqu'il vint à la Martinique deole mander des rafraîchissemens avant & d'entreprendre de piller les pêcheurs François ou d'infulter les Sauvages; m relâche très-utile pour s'affurer s'il n'y avoit point à la Martinique de vaif-Ter feaux de guerre; en quoi vrai-femblablement il avoit en partie pour exemon ple les Anglois acheteurs de Sainteen Lucie en 1663, lesquels furent prendre langue à la Grenade; comme il a eu pour parfait imitateur le sieur Chevalier Temple en 1686.

oft 59. Quand le fieur Walker auroit en GS

missaires François. 4 Oct. 1754.

Article IX.

11d. Mémoi- 1666 extorqué par force ou par furprire des Com- se quelque soumission des Sauvages, le mince droit qu'auroit pû procurer à l'Angleterre cette violence contraire aux Traités, auroit été anéanti par le Traité de Breda, par lequel tout fut rétabli dans les Antilles fur le pied des

anciennes possessions.

60. On prétend, sur la foi d'un out. dire du fieur Codrington, que ce même Walker obligea des François qui chassoient & pêchoient à Saint-Vincent, à la Dominique & à Sainte-Lucie, à demander des permissions des Gouverneurs de la Barbade; mais, quand le fait seroit vrai, la foiblesse de quelques flibustiers, de quelques pêcheurs ou d'autres gens sans aven qui auroient été rançonnés ou violentés en pleine paix, ne pourroit faire un titre à l'Angleterre pour dépouiller les François de la propriété de Sainte-Lucie, ni du droit de pêcher, du consentement des Sauvages, dans les deux isles Caraïbes qui font sous la protection de la France.

PREMIE'RE DE'POSITION, du 20 juillet 1688, par George Summers.

Cette déposition est reçue par HENRI QUINTINE.

Etémoin, âgé de 82 ans, dit avoir été d'Angleterre à Sainte-Lucie

en 1628 dans un envoi du Comte de IId. Mémoi-Carlisse, mais il convient de n'y être re des Compas resté, & il semble que la raison François. qu'il en rapporte auroit dû opérer le 4 02. 1754. contraire; car s'il avoit été prévenu dans cette isle, comme il le dit, par Arricle IX. d'autres colons Anglois, la Colonie ne devoit s'en trouver que plus forte de & plus en état de résister aux Sauvages au moyen de cette recrue, qui apparemment, comme les précédentes & les fuivantes, ne put ou ne voulut pas les suivantes, ne put ou ne voulut pas

rester dans une isle si exposée. fion Si ces colons, ou si quelqu'un des camarades de Summers y avoient refté, il n'auroit pas manqué de le dire: ainsi sur ce point sa déposition prouve seulement, autant qu'un seul témoin ainsi sur ce point sa déposition prouve peut prouver, une tentative inutile, quoiqu'avec beaucoup d'apparence que la mémoire de ce vieillarda été en défaut sur la date de l'année, & qu'il a

Il y a tout lieu de croire que ce témoin n'a rien eu de favorable à dire fur l'espace de quarante - huit ans qui fe seroient écoulés depuis 1628 jusqu'en 1676. Il raconte sur cette année qu'une famille Angloise voulut s'établir à Sainte-Lucie & en fut chassée par les Indiens.

Voilà ce qu'on oppose de plus solide à la demande des Commissaires du

voulu parler de 1638 ou 1639, plustôt

que 1628.

tou

foi

roit

époi

eSt

ier, dag

re des Commens fixes & permanens faits & foirmances.
François. tenus par les Anglois dans l'isle de 4 Oct. 1754. Sainte-Lucie.

Article IX. SECONDE DE'POSITION, du 26 juin 1688, par RICHARD BUDDIN.

Cette déposition, antérieure de près d'un mois à la précédente, paroît reçûe par Thomas Walkond.

E témoin, âgé de 60 ans, dit avoir été de l'entreprise de Caren sur Sainte-Lucie, & convient que les Anglois furent obligés d'abandonner l'isse. Il n'apprend par conséquent rien

de nouveau de son chef.

Mais il a oui dire au Colonel Caren, par son Lieutenant-colonel Banister, qu'il avoit eu, près de vingt ans auparavant, un terrein dans Sainte-Lucie; ce que le fieur Banister prouvoit, parce qu'il n'y avoit que de jeunes bois dans ce terrein, comme si ce défrichement n'avoit pas pû aussi bien être fait par les François, ou par les Caraïbes, ou même par les Anglois en 1639; ou comme si ce Colonel & son Lieutenant, tous deux chefs d'une irruption désavouée, & que l'on est en droit de regarder comme une entreprise de forban, ou au moins comme une holtilité commise en pleine paix, n'avoient pas pû dire ce qu'ils ont jugé à pro-

DE SAINTE-LUCIE. 100 à propos pour colorer leur usurpa. IId. Mémoire des Coma ts & tion. Le même témoin a aussi oui-dire au François. même Banister, qu'il y avoit eu des 4 oû. 1754 gens de la Vermude, qui avoient été s'établir dans l'isle de Sainte-Lucie, a- Article IX. want que ledit Banister s'y établit pour la première fois. C'est donc encore un oui-dire rap-

porté par Banister; & que peut-on inférer de pareils témoignages, sur-tout lorsqu'il y a lieu de présumer, par les dépositions subséquentes, que l'entre-Sainte-Lucie, est la même que celle ont parlé dans leur premier Mémoire du 11 février 1751.

On peut d'ailleurs se convaincre combien cette déposition est peu exac-0011 te, sur les choses mêmes qui étoient e-Li de la propre connoissance du déposant & combien, par conféquent, il mérite peu de foi fur celles qu'il rapporte par

oui-dire.

100

on, ines defin con Cara Lin Il étoit de l'entreprise de Caren; il en place l'époque en 1665; & dès le 23 juin 1664, les François qui étoient dans le fort de Chocq, avoient été o-110 bligés de capituler. drai

Il dit que les Anglois séjournérent fix mois & au-de-là à Sainte-Lucie: ils

v féjournérent dix-huit mois.

Enfin, la réticence de la violence com-

rid. Mémoi-commise alors contre les François re des Compour les expulser de cette isle, ne peut missaires s'excuser, & marque suffisamment la cod. 1754. mauvaise foi de ce témoin, ou de ceux qui ont rédigé ou reçû la déposition.

TROISIE'ME DE'POSITION, du 5 juillet 1688, par HENRI WALFORD.

Cette déposition a été reçue par HENRI QUINTINE.

E déposant étoit âgé de 60 ans: il apprend que le Colonel Caren à fon régiment, qui ont envahi l'isse de Sainte-Lucie en 1664, n'étoient point des troupes réglées de l'ancienne Angleterre; mais de la création du Lord Willougby, malgré son désaveu, dont les preuves n'ont encore pû être ébranlées.

On y voit auffi, quoiqu'avec queque déguisement affecté, la prise en pleine paix du fort François, dont Mrs. les Commissaires Anglois ont produit après nous la capitulation. Le déposant dit que les François consentirent à l'abandonner, au lieu de dire que les François furent obligés, par les forces supérieures des Anglois, à capituler & à se retirer de l'isse.

Ce Walford a aussi appris (dit-il) d'un nommé Alton, autre compagnon de Caren, qu'il avoit été environ vingt ans auparayant (c'est appa-

rem-

Faremment en 1638 ou 1639) dans cette IId. Mémolmisse, d'où les Indiens avoient alors re des Comchassé les Anglois; ainsi qu'ils le fu- missaires rent, ou par les mêmes Indiens, ou par François. of les maladies, à la fin de l'entreprise de Caren.

Article IX.

Si on avoit besoin de preuves de la possession des François en 1664, & des différens abandons des Anglois, de pareilles dépositions ne nous en laisseroient pas manquer.

QUATRIE'ME DE'POSITION, du 5 juillet 1688, par le Capitaine AMBROISE ROUSSE.

Cette déposition a été reçue par THO. MAS WALROND.

E déposant, âgé de 49 ans, étoit, L dit-il, de l'expédition de Caren, & pouvoit être fils ou parent d'un des acheteurs nommé Jean Rousse.

Il tombe dans la même erreur que Richard Buddin un des précédens témoins, fur l'irruption du Colonel Caren, qu'il place en 1665 au lieu de 1664.

Il est coupable de la même réticence sur la violence qui fut alors com-

mise contre les François.

pril is, out

Il parle au contraire de la vente faite par le métif Warner, & il en parle de manière à donner lieu de croire que les Indiens étoient alors les maîtres & les possesseurs de l'isse de Sainte-Lu-

rid. Mémoi-cie; mais obscur & confus sur ce point re des Com-il, dit que les Indiens ne remirent leur missaires droit & leur titre aux Anglois que quinterançois.

4 Oct. 1754. Ze jours après l'arrivée de Caren dans l'isse, faisant entendre cependant que Article IX. cet acte n'étoit que l'exécution d'un

marché fait précédemment.

Il y auroit donc eu deux actes, quoique jusqu'ici on n'en eût monte aucun. Celui qui vient de paroître pour la première fois, qui a paru seul à dont nous avons rendu compte, est dont nous avons rendu compte, est do avril 1663, temps auquel les François étoient en pleine & tranquille possession, comme le prouve la capitulation produite par Mrs. les Commissaires Anglois, laquelle est du 23 juin 1664.

Il rapporte quelques ouï-dire du seur Banister, & ces ouï-dire ne se concilient point avec ceux qui se trouvent dans la déposition de Richard Buddin Suivant Buddin, le sieur Banister auroit dit avoir été à Sainte-Lucie près de vingt ans avant l'expédition de Caren, & quelques Anglois des Vermudes y auroient formé un établissement avant que le sieur Banister s'y établit pour la première fois. Suivant Ambroise Rousse, l'établissement de Banister & celui des Vermudiens ne sont qu'un seul & même établissement dont il fait remonter la date à trente ans.

Ces contradictions suffisent pour

montrer le peu d'exactitude de tous IId. Mémole ces oui-dire, suivant lesquels les An-re des Comglois étoient réputés propriétaires de Sainte-François. are Lucie; mais ce ramas confus de dif-4 od. 1754. nda cours vagues & populaires peut-il donner atteinte à la possession constante Article IX. de la France, & au Traité formel de priétaire d'un pays dont d'autres priétaire d'un pays de la control de la contro 1660? Et qu'est-ce qu'être réputé pro-

Reçue par le Colonel STEEDE.

L de 48 ans, membre du Conseil de la Barbade; elle est la cinquième dans l'ordre de la production, & la feconde en se conformant à l'ordre des dates.

Si M. Codrington, dont il s'agitici, est le même qui depuis a été Gouverneur de la Barbade, on ne peut pas douter qu'un témoignage, concerté entre deux personnes si instruites, n'ait rassemblé tout ce qu'on pouvoit dire alors de plus favorable pour l'Angleterre; mais on espère que l'on ne voudra pas obliger des François à avoir beaucoup de foi pour une déposition si suspecte.

ani

Tom. I. Part. II. Elle

11d. Mémoi- Elle commence par un oui-dire sur miffaires Francois.

re des Com-le succès de la prétendue expédition de Walker, oui-dire d'autant plus 4 02 1754. extraordinaire que M. Codrington dit tenir de Walker même quelques cir-Article IX. constances, pendant qu'il ne sait que par des discours publics qu'il croit véritables, l'essentiel de l'encreprise, dont au furplus il ne donne point la dateni le détail. Mrs. les Commissaires Anglois ne l'ont point donnée non plus: mais les Commissaires du Roi crojent l'avoir trouvée dans le P. du Tertre dont ils rapportent le récit en entier\* & fur lequel ils ont donné quelques observations ci-dessus, page 102 & Juiv.

Que devons-nous donc croire de cette expédition tant citée & si peu expliquée, puisque M. Codrington n'ofe presque rien en affirmer devant

le Colonel Steede?

Le même témoin dit avoir envoyé vers 1672 (car dans toute cette enquête nous trouvons peu de dates précises) à la Dominique un Officier avec un détachement de soldats, qui y étantarrivés, gardérent la possession de cette ille pour Sa Majesté, & nommèrent Warnet Indien, Gouverneur d'icelle; mais il ne dit pas que ce détachement y resta ni que Warner fut reconnu: deux points

REUVES.

\* Piéces justif. p. 316 & 318.

DE SAINTE-LUCIE. 115

effentiels & fur lesquels il auroit été IId. Mémois démenti par toute l'Amérique. Ainsi re des Comtout ce qu'on peut faire, c'est de comp- François. ter ceci pour la troisième tentative inu- 4 Oct. 1754. tile des Lords Willoughy, pour violer relativement aux Caraïbes le Trais Article 1X. té de 1660; mais on n'annulle pas un Traité toutes les fois qu'on essaye vainement d'y donner atteinte par fraude ou par violence.

M. Codrington continue fes oui-dire par un aveu qu'il fait faire fans preuve & fans vrai-femblance à M. de Baas, de la neutralité de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent & de la Domi-

nique.

tant lqua

e fai

oito

fe,

laire

non

du l

ne

Qui

CTO

å

erd

te e pte

an

year le ca

y ne

IX

Il veut que cette prétendue neutralité (dont on ne trouve nulle part aucun vestige & qu'il met à la place du Traité de 1660) ait été convenue du temps des troubles d'Angleterre, & veut faire entendre qu'il a contenté M. de Baas par cette heureuse exception.

Sainte-Lucie l'a apparemment embarraffé puisqu'il ne la touche qu'en un mot, & ce mot est une nouvelle preuve de sa mauvaise foi \*. Il y a cependant apparence que c'est le même M. Codrington qui a été un des acheteurs dans l'acte de vente des Sau-

REUVE

\* Voyez la fin de cette déposition - ci, page 117. H 2

Hd. Mémoi. vages, du 6 avril 1663, qui est figné

re des Com- Christophe Codrington.

missaires Voilà donc tout ce qu'ont pû raf-François. 4 Oct. 1754, fembler de plus spécieux deux Gouverneurs de la Barbade, dignes suc-ArticleXI. ceffeurs des Lords Willoughy, & des plus occupés qu'on eût encore vû à faire valoir par toutes voies & movems

> gleterre. M. de Baas auroit été bien mal inftruit de ce qui s'étoit passé dans son Gouvernement presque de son temps, si de pareilles allégations avoient pu

> quelconques \* les prétentions de l'An-

l'embarrasser.

Pouvoit-on lui faire accroire que la domination Angloise étoit reconnue à la Dominique & à Saint-Vincent dans un temps, où la mémoire étoit encore récente des ravages commis par les Caraïbes dans les isles Angloises aujourd'hui les mieux établies?

Pouvoit-il ignorer que c'étoient les François, & principalement M. Houel, qui avoient fait la paix des Anglois avec les Sauvages par le même acte où ces derniers s'étoient mis fous la protection Françoise, eux & les deux isles qui leur restoient?

M. Codrington auroit-il pû dire fe-

UV \* Piéces concernant l'Acadie, produites parles Commissaires du Roi, au tome 2, de la 3e. pastie des preuves no. LIII.

DE SAINTE-LUCIE. 117

rieusement à M. de Baas que Sainte- 11d. Mémoi-Lucie étoit neutre, par je ne sai quel-re des Comle convention passée du temps des François. troubles d'Angleterre; pendant que 4 0 d. 1754. toute la Martinique étoit pleine de gens qui avoient habité Sainte-Lucie Article IX. avant & depuis l'irruption de Caren, & que personne n'y pouvoit ignorer la capitulation de Bonnard, & l'abandon volontaire, mais entier & sans retour, qu'en avoient fait le sieur Cook & les malheureux restes de son déta-

Concluons donc que les efforts combinés de deux personnages qui avoient tant d'intérêt à détruire les preuves du droit de la France, qui ont employé tant d'art pour l'obscurcir, & qui avoient tant de moyens pour trouver des témoins à leur dévotion, fournissent une nouvelle preuve, & une preuve inébranlable de la nullité des prétentions Angloifes, tant fur Sainte-Lucie que fur Saint-Vincent & la Dominique.

On ne peut finir cet article sans faire remarquer combien il étoit peu féant à M. Codrington d'adopter des bruits populaires auffi ridicules que

ceux-ci.

UX

7,6 ore

6

de

m

dan n to

0101

ire

COL

cent oita

is p

oila

ngli e ad

sla

esi

di

chement?

1. Que les François étoient venus dans les isles Caraïbes long-temps après les Anglois.

2. Qu'ils s'étoient établis dans quel-H 3

nd. Mémoi-ques endroits avec la permission des

re des Com- Anglois.

François.

Il est encore plus ridicule à un hom4 Oct. 1754. me en place comme lui, d'attribuer
de pareils discours au sieur Thomas

Article IX. Warner, premier Gouverneur Anglois

Warner, premier Gouverneur Anglois de Saint-Christophe, qui ayant fait & renouvelé le partage de cette isle avec les François, ne pouvoit pas ignorer ni dissimuler, qu'ils étoient au moins contemporains des Anglois dans les

ifles Caraïbes.

Enfin peut-on supposer que dans un temps où la pluspart des dépositions de l'enquête qui se faisoit à la Barbade, parloient de l'entreprise du Colonel Caren qui avoit dépossédé pour un temps les François de l'isse de Sainte-Lucie en 1664. M. Codrington qui, suivant les apparences, avoit été un des armateurs, ait pu dire de bonne foi que jusqu'à ces derniers temps, il n'avoit jamais entendu dire qu'aucun Potentat prétendit avoir des droits sur Sainte-Lucie?

S'il étoit possible qu'il eût ignoré à ce point les affaires des Antilles, son témoignage ne peut être d'aucun poids dans les discussions qui regardent ces isles; s'il a parlé contre ses propres connoissances, c'est en-

core pis.

SIXIEME

It

SIXIE'ME DE'POSITION, du 5 septembre re des Com-1688, par CHARLES COLLINS. missaires unh

CE déposant, âgé de 60 ans, se 4 0 d. 1754.

The trouve le onzième parmi les atrouve le onzième parmi les acheteurs de Sainte-Lucie dans l'acte du Article IX. nt 6 avril 1663, quoiqu'il ne le dife pas bien positivement dans sa déposition.

Il raconte dans un affez grand détail la façon dont se fit l'armement du Colonei Caren en 1663, pour enlever en pleine paix Sainte-Lucie aux Frande çois; & voici ce qu'on peut tirer de tio fon récit.

1°. Que cette entreprise de 1663 a été conçûe & machinée à la Barbade. fans que le gouvernement d'Angleterre y ait eu aucune part.

1 2°. Cette piéce montre à découvert es les manœuvres peu loyales de quelfu ques particuliers, dont étoit ce témoin, lesquels après avoir été à la A Grenade bien reçûs des François. complotèrent avec quelques Sauvages de Saint-Vincent de chasser d'autres François en pleine paix de l'isle de

Sainte-Lucie. 3°. Ce témoin déclare bien positivement qu'en 1663, la Dominique n'éa toit habitée que par des Indiens, & fait entendre la même chose de Saint-Vincent.

4º. Dans cette longue déposition on ne voit nulle trace de domination H 4

Ild. Mémoi-

11d. Mémoi. Angloise à la Dominique non plus qu'à re des Com. Saint-Vincent.

François. 50. Ce témoin avance très fausse. 4 Oct. 1754 ment qu'il n'avoit pas ouï dire qu'aucun peuple Chrétien habitât Sainte.

Article IX. Lucie.

6°. Il dit tout aussi faussement & contre ce qu'on a vû dans la déposition d'Henri Walford, que les Anglois de la Barbade, au nombre de douze ou treize cens, prirent paissit possession de ladite isse, suivant que lui de posant l'a VU ET ENTENDU DIRE.

7°. Il n'est ni plus exact ni plus sincére lorsqu'il dit, contre le témoignage de Walford & contre la notoriété publique, que les François ne firent bâtir à Sainte-Lucie qu'après le marché des Anglois avec les Indiens.

8°. Il ne dit pas plus vrai quand il affure que le marché avec les quare Sauvages fut fait fous l'autorité de François Lord Willougby. Ce concours du Gouverneur Angloir devroit fe trouver dans l'acte, & non feulement il n'y est pas, mais il ne peut pas y être, vû le désaveu formel de ce Lord.

On avouera cependant que la France a quelque obligation à ce faux-témoin, puisque par les précautions qu'il prend pour faire croire que l'isle étoit vacante, il semble confesser que

l'ir-

l'irruption des Anglois ne pouvoit être IId. Mémois excufée, si Sainte-Lucie avoit été ac re des Comtuellement habitée par les François.

SEPTIE ME DE POSITION, du 17 juillet 4 Oct. 1754.
1688, par HUMPHRY POWEL. Article IX.

CE témoin, âgé de 79 ans, dit avoir été Gouverneur de l'Anguille: on ne voit pas par qui sa déposition a été reçûe; mais il paroît par cette déposition que les Anglois & le Gouverneur envoyés à Sainte-Lucie par le Chevalier Thomas Warner, n'y ont été qu'en 1638 ou environ, ce qui est conforme à la vrai-semblance & au P. du Tertre, & ce pourroit bien être là l'envoi du Major Judge que les compilateurs Anglois, desquels nous avons assez démontré le peu d'exactitude, y ont fait aller dix ou douze ans plus tôt.

Le même témoin parle de l'abandon de l'isse par les Anglois & de leur expulsion par les Caraïbes, comme nous avons fait nous-mêmes dans notre Mémoire. Il dit que lors de l'envoi de ces Anglois, il n'y avoit à Sainte-Lucie aucun habitant si ce n'est des Indiens, & que cet établissement (qu'il place en 1638 ou 1639) étoit le premier qui est été fait dans cette isse par aucun

peuple Chrétien.

Isu

pla

ès-f

directat &

ffeme

la di

te le

10mh

ent h

que

YDU

ii pla

témo

1 100

s nel

dien

i qui

les o

tom

Ce i de

ion (

l ne

orm

elal

faus

ecall

que elle

Il faut donc ou abandonner la dépofition de ce vieillard, laquelle paroît H 5

Mémoi-une des moins fardées & presque la re des Com-seule qu'on puisse allier avec les aumislaires tres monumens; ou renoncer pour Francois. 4 Oct. 1754 toûjours à cette belle chaîne com-

mencée par Oliph Leagh en 1605. Article IX. soûtenue par le Major Judge en 1626, & par les envois imaginaires ou fans effet du Comte de Carlisse en 1635, on même en 1638, puisque ce fut de Saint - Christophe & non d'Angleterre que partit cette peuplade infortunée où il paroît y avoir eu quelques Vermudiens, & qui ne subsista que dixhuit mois.

> HUITIE'ME ET DERNIE'RE DE'POSITION, du 10 juillet 1688, par DORO. THE'E BELGROVE.

> Cette déposition a été reçûe par THO. MAS WALRONDE.

A déposante, âgée de 70 ans, ne parle que de projets faits à la Vermude en 1637 pour aller habiter Sainte-Lucie: elle ne dit point quand ni comment ils furent exécutés; mais elle dit que ces Anglois, qui apparemment passèrent à Saint Christophe avant d'aller à Sainte-Lucie, furent battus & chassés de cette dernière isle par les Indiens, ce qui indique l'expultion de 1640.

Il paroît naturel de conclurre de cette déposition que toutes les préten-

dues

dues peuplades envoyées de la Ver- 11d. Mémoinude à Sainte-Lucie, se bornent au re des Compassage de quelques Anglois venus de François. la Vermude, qui firent partie du dé-40& 1754. tachement que Thomas Warner enavoya en 1639 de Saint-Christophe à Resultat de Sainte - Lucie, & dont on nous a tant 1688. ende fois raconté la triste catastrophe.

## RESULTAT de l'enquête faite en 1688.

for 'EXAMEN que l'on vient de faire de cette enquête, démontre qu'elle apéche essentiellement;

1º. En avançant des faits qui font détruits par des piéces & des actes au-

thentiques;

20. En dissimulant des circonstances essentielles par rapport à l'objet même de l'enquête;

3º. En citant des dates qui ne sont point exactes, & en rapportant des Eirconstances qui se contredisent.

Tout ce qu'on peut résumer de vrai & d'exact, c'est que vers 1638 ou 1639, des Anglois, dont quelques-uns métoient venus de la Vermude, firent à Sainte-Lucie la tentative d'un établiffement, & qu'ils en furent expulsés par les Sauvages en 1640.

C'est à cet établissement unique qu'ont rapport ceux dont parlent vaguement quelques-uns des témoins de l'enquête d'après un oui-dire du fieur Banister, oui-dire que leurs dépositions

Itd. Mémoi-mêmes prouvent & démontrent être des Com-rapporté d'une manière très-fautive, françois. mais qui se trouve rectifié par les deux 4 0 d. 1754. dernières dépositions.

Résultat de l'enquête en 1688.

Dès-lors la preuve pour un établif sement en 1635; fondée sur ce qu'un témoin a dit que le sieur Banister avoit été à Sainte-Lucie environ trente ans avant l'expédition de Caren, que ce même témoin place en 1665,

tombe d'elle-même.

La preuve d'un établissement en 1645, fondée sur ce qu'un autre témoin n'a fait remonter qu'à vingt ans avant la même expédition, le même établissement du sieur Banister, tombe pareillement; & cet étalage de dates sur lesquelles on a voulu bâtir le système imaginaire d'une continuité d'établissemens Anglois dans l'isse de Sainte-Lucie, disparoît à mesure qu'on éclaircit les faits & qu'on en met les prétendues preuves en opposition & en comparaison les unes avec les autres.

La déposition d'Humphry Powel est un monument que Warner n'avoit envoyé personne à Sainte-Lucie avant 1638 ou 1639, & que conformément au P. du Tertre, c'est le premier établissement des Anglois en cette isse.

Ce témoignage produit par les Commissaires mêmes de Sa Majesté Britannique, & qui est celui d'un homme

qui

DE SAINTE-LUCIE. 125

qui a demeuré à Saint-Christophe plu- 11d. Memois lieurs années avant & depuis l'établis-re des Comsement de Sainte-Lucie en 1639, ne missaires François. permet pas de croire que ce même 4 oc. 1754. Warner eût envoyé en 1626 le Major -Judge pour être Gouverneur de cet-Résuleat de te ifle.

On trouve ce fait dans un extrait du Bureau des Plantations produit par Mrs. les Commissaires Anglois d'aujourd'hui, & qui l'avoit déjà été en 1686; mais l'autorité de ce Bureau n'exempte pas d'apporter des preuves de ce qu'il avance, nous en avons affez donné de son peu d'exactitude & du peu d'attention qu'il apporte au choix des piéces qu'il produit, pour qu'on ne doive pas exiger de nous une foi aveugle, ni pour les faits qu'il affirme, ni pour les prétentions qu'il met en avant.

En écartant même la déposition d'Humphry Powel, il n'est pas contesté, & Mrs. les Commissaires Anglois conviennent que Thomas Warner arriva à Saint Christophe en même temps que le fieur d'E'nambuc, c'est-à-dire vers la fin de 1625, qu'il retourna peu après en Angleterre, d'où il ne revint qu'en 1627. Comment a-t-il pû dans cet intervalle envoyer de Saint-Christophe à Sainte-Lucie pour y former un établissement, lorsque lui-même étoit passé à Londres

l'enquête en 1623.

re des Commissaires François. 4 Oct. 1754.

Résultat de d'enquête en 1688.

Ald. Mémoi-pour y faire autoriser l'établissement de Saint - Christophe, dont un hasard lui avoit donné la première idée? Comment auroit-il eu un Major à envoyer à Sainte-Lucie, lorsqu'il n'avoit encore aucunes troupes à Saint-Christophe, & que l'équipage d'un pent vaisseau maltraité dans un combat, formoit peut-être toute cette colonie naile fante?

Mettons-donc de bonne foi l'envoi du Major Judge en 1626, au nombre de ces romans que la confusion des dates & l'envie de se procurer des titres, a fait naître chez les compilateurs Anglois, & a fait trop aisément recevoir dans les vastes archives du

Bureau des Plantations.

Temps qu'a duré l'enquête, pour le moins.

Juin Juillet		. 5 jours.
Juillet		. 31
AUIII.		OF
Septembre	. 000	• 5
		72 jours.



# bliff un lajor lajor d'in d'in d'in ornhe PREUVES DE LA CONFUSION IId. Mémois DES DEPOSITIONS missies

François. Oct. 1754.

1	François.				
ŝ	Noms des Te'moins,	DATE	dans lequel	4 Oct. 1754	
i	fuivant la date.	des	elles sont		
i	A CONTRACTOR OF THE	dépositions.	produites.	Résultat de	
ı	A été entendu par le	GHEOMESIS	2000	l'inquête de	
ł	Commissaire.	No to Sea	Bissin 11	1688.	
þ	Thomas Walrond.	a alterna	1 2 2341		
ì	Richard Buddin	26 juin	2		
ŀ	A été entendu par le		Maria San San		
i	Commissaire.	PODMICON	303 310		
ğ	Edwin Steede.	scorne me	protests.		
9	Christophe Codrigton.	30 juin	5		
1	A été entendu par le	La cub d	model at		
ì	Commissaire.	dur xi6 8	15 TANKS		
1	Henri Quintine.	and sixle	A. Commission		
i	Henri Walford	5 juillet.	3		
-	A été entendu par le	HALL STREET	33 5 3 5 5 5		
9000	Commissaire.	D S HOL	24P-4		
100	Thomas Walrond.	protein mi	ago o nis		
	Ambroise Rousse	10 juillet	1 4		
9	A été entendu par le	le meccos	one's c		
	Commissaire.	a violen a	coStan 114		
7	Le Commissaire n'est pas	1 1 1 1 1 1 1 1	Contract on		
	nommė.				
4	Dorothée Belgrove	10 juillet	1 8		
-	A été entendu par le Commissaire.		THOU DIE		
3	Le Commissaire n'est pas	3 8 3 5 5 5 5 5 5	I TOO SELECT		
	nommé.	POSSESSES	Date sist		
ž	THE RESERVE OF THE PERSON OF T	- inillat	to bine		
	Humphry Powel A été entendu par le	17 juillet	1		
	Commissaire.	The state of the state of	The state of		
	Henri Quintine.	north			
3	George Summers	20 juillet	7		
			1		
	Intervalle de qua	irante-cinq jo	rurs.		
	Thomas Walrond.	12 12 52 2	(STRPHE)		
	Charles Collins	5 septemb.	6		
CON-					

aun nfuh iren iren is or op al rehi

11d. Mémoire des Commissaires François.

### re des Com- CONCLUSION.

4 Oct. 1754. T Es Commissaires du Roi craignent du'on ne leur reproche avec fon-Conclusione dement de s'être livrés dans ce Mémoire à beaucoup de discussions dont la décission n'est pas essentiellement liée à la cause qu'ils défendent. Ils avoient à prouver que Sainte-Lucie étoit abandonnée quand les François s'en sont emparés: ils l'ont fait dans leur premier Mémoire, & ont montré dans le fecond que l'abandon des Anglois avoit duré dix ans. Mrs. les Commiffaires Anglois ont avoué l'abandon de 1640, & n'ont rien à opposer aux preuves que l'on a données de fa durée; ils n'ont pû produire non plus aucune preuve de revendication légitime. Voilà donc le procès terminé, & il femble qu'on auroit pû s'en tenir là; car qu'importe après tout de favoir comment Sainte-Lucie a été découverte, & qui sont les premiers qui ont vainement tenté de s'y établir, d'abord qu'on fait que les François l'ont occupée vacante ou l'ont conquise sur les anciens & actuels propriétaires; que depuis ils n'en ont été dépouillés par aucun acte légitime, & qu'ils la possédent actuellement?

Qu'importe aussi de savoir quand & comment les François de Sainte-Lucie

COM

ont

ont été attaqués par des Anglois; fi 11d. Mémoi-1 toutes ces attaques ou réclamations par re des Comvoie de fait, comme les nomment Mrs. François. les Commissaires Anglois, ont été vai- 4 oû. 1754. nes ou passagères, & si la France a pour elle tous les traités, & une pos- Conclusion.

le session de plus de cent ans?

Cependant Mrs. les Commissaires Anglois ont tant exalté dans leur Mémoire, leur prétendue priorité de découh verte & de possession, & ont tant parlé de réclamation, qu'on a cru devoir on les suivre dans cette discussion. On espère l'avoir fait de façon à éclaircir of pour jamais cette matière, dont la décision est très-importante au repos des deux Nations; & l'on se flatte d'avoir montré;

1º. Que les Anglois n'ont pas découvert Sainte-Lucie ni les autres isles Ca-

raïbes.

Voi

2°. Qu'il est apparent qu'il a été à Sainte-Lucie des François avant des Anglois.

3°. Que les foixante-fept Anglois débarqués à Sainte-Lucie en 1605, ne pensoient point à y former de colonie, & en furent chassés sans retour au bout

de trente-cinq jours.

4°. Qu'il n'y a nulle preuve d'aucune entreprise faite en Angleterre, ni dans les colonies Angloises pour établir Sainte-Lucie, avant 1639.

50. Que les Anglois qui y furent en-Tom. 1. Part. II. vovés,

mifiages

IId. Mémoi-voyés, ou qui y passèrent d'eux-mé. re des Com- mes alors, ne furent pas plus heureux François. que ceux de 1605, & furent chasses 4 Oct 1754. ou massacrés par les Sauvages en 1640. au bout de dix-huit mois.

Conclusion.

6º. Que depuis 1640 jusqu'en 1650. l'isle a resté entièrement abandonnée pariles Anglois? I sald toube

7º Qu'en 1650 les François s'y font établis sans aucune opposition.

80. Que quand l'abandon entier des Anglois pendant dix ans, n'auroit pas fusfisamment autorisé les François à occuper Sainte-Lucie, la nécessité d'une juste défense contre les Sauvages les y auroit obligés.

90 Que quand la France ne seroit pas devenue propriétaire de Sainte-Lucie par la possession après l'abandon des Anglois, elle le feroit devenu par la guerre qu'elle y a foûtenue contre les Sauvages, puisqu'on ne peut pas prétendre que la France ait soûtenu

gleterre doll sampaio 100. Que depuis 1650 jusqu'en 1686 on ne pout produire aucune plainte ni réclamation, ni protestation faite par les Anglois contre la possession publique & avérée des François.

cette guerre pour acquérir pour l'An-

110. Qu'en 1655 au Traité de Londres; en 1660 au Traité fait avec les Caraïbes, & enfin au Traité de Breda en 1667, & pendant fon exécution, DE SAINTE-LUCIE. 131

les Anglois auroient dû revendiquer IId. MémoiSainte-Lucie s'ils avoient cru y avoir miffaires
François.

12°. Que quand la France n'auroit 4 Oct. 1754
point d'autre droit fur Sainte-Lucie
que la paix Caraïbe de 1660, par la
quelle chaque Nation a gardé ce qu'elle possédoit, ce droit ne pourroit pas

ifice duquel ils ont joui.

130. Que l'entreprise dont parle le P. du Tertre en 1657. & celle du Corlonel Caren en 1664, n'ont eu aucun fondement légitime, étant contraires aux traités & à la foi publique.

être attaqué, fur tout par les Anglois qui ont concouru au traité, du béné-

14°. Que l'entreprife de 1657 ayant été fans aucun effet, & celle de 1664 n'en ayant pas eu de durable, n'ont pù produire aucun droit.

150. Que l'entreprise de 1657 n'a pas été avouée, & que celle de 1664 a été

formellement désayouée.

169. Que l'abandon de Sainte-Lucie par les Anglois en janvier 1666 ayant été sans retour, les François s'y étant rétablis sans opposition; & en ayant joui paisiblement pendant vingt ans, cette possession auroit conféré à la France un nouveau droit s'il en cût été besoin.

17°. Que les violences exercées à Sainte-Lucie en 1686 & 1688, n'ont pû procurer à l'Angleterre aucun droit

132 ME'MOIRES SUR L'ISLE

Ild. Mémoi-sur cette isle, dont la France est res-

re des Com-tée en possession. millaires

18°. Que par ces violences on n'a François. O&. 1754. pû parvenir à établir d'Anglois à Sainte-Lucie, non plus qu'à Saint-Vin-

Conclusion. cent & à la Dominique.

190. Que l'Angleterre ne peut former aucune prétention sur Sainte-Lucie, sans renverser toutes les notions du droit des gens, & sans attaquer les fondemens de toutes les possessions des Puissances Européennes dans l'Amérique & fur-tout des possessions An-

gloifes.

Si toutes ces propositions sont clairement prouvées dans ce Mémoire, & si on v a répondu d'une manière satis. faisante aux objections de Mrs. les Commissaires Anglois, on espère que Sa Majesté Britannique levera enfin les oppositions qu'on a faites de sa part, au rétablissement entier & tranquille des habitans de Sainte-Lucie; il y a affez long-temps qu'ils font privés de la jouissance de leurs biens, sans autre raison que l'indiscrétion des écrivains Anglois à vanter de prétendus droits, plus contraires à la tranquillité publique qu'utiles à leur Nation.

FAIT à Paris, le quatre octobre mil sept cent cinquante-quatre. Signé DE

SILHOUETTE.

# P I E C E S

SUR

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE.

EN TROIS PARTIES.

I E C E S

a n s

SEE DE SAINTE-LUCIE.

EN TROIS PARTIES

# PIECES

### JUSTIFICATIVES

#### L'ISLE DE SAINTE-LUCIE.

#### TABLE

Des PIECES JUSTIFICATIVES concernant l'isle de SAINTE-LUCIE.

#### PREMIERE PARTIE.

Contenant les Piéces produites par les Commissaires du Roi de France, au soutien de leur Mémoire du 11 février 1751.

I. E Xtraits du traité de Grotius, de jure belli & pacis, concernant les droits de propriété primitive. Pag. 1

II. Extrait des fastes chronologiques du nouveau monde, par le P. Charlevoix, en 1562 & 1564, concernant les premiers établisse. mens des François dans la Caroline. 4

III. Extrait d'un ouvrage Anglois , concernant l'occupation de la Caroline par les Anglois, en 1622, postérieurement aux Francois & aux Espagnols.

IV. Extrait de l'bistoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant les premiers établissemens des François & des Anglois à l'isle de Saint - Christophe, en 1625. 6

V. Acte d'association des seigneurs de la compagnie des istes de l'Amérique, du 31 octo-O SERVICE OF LEG bre 1626. VI.

Lin. T.

PIECES JUSTIFICATIVES SUR 130 VI. Commission de M. le Cardinal de Riche. Preuves Ire. lieu, aux fieurs d'Enambuc & Rossey, Capartie. pitaines du Roi dans les mers de Ponant. Des Commispour établir une colonie Françoise dans les Saires Fran-Antilles de l'Amérique, nommement à Saintgois. Christophe & à la Barbade, du 31 ofto. bre 1626. VII. Acte de partage entre les François & les Anglois, des terres de l'isle de Saint-Christophe, du 13 mai 1627, avec les articles faits & accordés entre les deux Nations. 18 VIII. Extrait de l'bistoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant l'occupation passe. gère des istes d'Antigoa & de Montserrat par les François, en 1629. IX. Contrat du rétabli Jement de la compagnie des isles de l'Amérique, avec les articles accordés par Sa Majesté aux seigneurs associés, du 12 février 1635. X. Articles accordés entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, au nom des associés de la compagnie des isles de l'Amérique, le 13 février 1635. XI. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant ratification du contrat passé entre le Cardi. nal de Richelieu & le sieur Berruyer, pour le rétablissement de la compagnie des isles de l'Amérique, du 8 mars 1635. XII. Lettres patentes en forme de commission, portant vérification du contrat de rétablisse. ment de la compagnie des isles de l'Amerique & de ses articles, du 8 mars 1635. 37 XIII. Commission de Lieutenant général à la Martinique, accordée au sieur du Parquet par la compagnie des isles de l'Amérique, du 12 décembre 1637. XIV. Extrait de l'bistoire des Antilles par le P. du

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE. P. du Tertre, concernant l'occupation passa- Preuves Iregère de l'isle de Sainte-Lucie par les An-partie. glois en 1639, & leur abandon de cette isle en 1640. Pag. 39 Des Commis XV. Acte par-devant Notaire, entre le Car. Saires Frandinal de Richelieu & le sieur Berruyer sois. portant concession de nouveaux priviléges en faveur de la compagnie des isles de l'Amerique, du 29 janvier 1642. MXVI. Lettres de ratification du Roi, des contrats des 12 février 1635 & 29 janvier 1642, passes entre le Cardinal de Richelieu Es le sieur Berruyer, pour la concession de nouveaux privilèges en faveur de la compagnie des isles de l'Amérique, mars 1642. 47 MXVII. Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant les premiers Gouverneurs particuliers & Commandans de l'isle de Sainte-Lucie. XVIII. Contrat de vente faite par Mrs. de la compagnie à Mr. le Général du Parquet, des istes de la Martinique, Grenade, Grenadins & Ste. Alouzie, du 27 sept. 1650. XIX. Lettres du Roi, portant ratification de la vente faite par la compagnie des isles de l'Amérique, au sieur du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, août 1651. XX. Arrêt du Grand - Conseil, portant enregistrement au Greffe dudit Conseil, du contrat de vente faite par la compagnie de l'A. mérique au sieur du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, & des lettres du Roi, confirmatives de ce contrat, du 26 septembre 1651. XXI.

Mon

4 10

di

138 PIECES JUSTIFICATIVES SUR

saines Francois.

Pienves Ire. XXI. Lettres patentes du Roi, qui établissent le sieur du Parquet Gouverneur & son Lieu. tenant general des istes de la Martinique, Des Commis- Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, du 22 octobre 1651.

XXII. Lettres patentes du Duc de Beaufort, comme Grand - Maître de la navigation de France, qui confirment celles accordées par le Roi au seur du Parquet, pour le gouvernement des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, du

15 novembre 1651.

XXIII. Extrait des registres du Conseil superieur de la Martinique, dans lequel on voit plusieurs actes judiciaires qui attribuent au fieur du Parquet la qualité de Seigneur & Gouverneur des istes de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte - Lucie. 1652.

XXIV. Traité de paix entre la France & l'Angleterre, conclu à Westminster le 3 no. - vembre 1655.

Voyez les Pièces justificatives concernant l'Acadie. tome 2. p. 14. No III.

XXV. Extrait des registres du Conseil supé rieur de la Martinique portant trois Commissions accordées à différens particuliers par le sieur du Parquet, dans lesquelles il prend le titre de Seigneur des isles de la Martinique Grenade Grenadins & Sainte-Alouzie, de Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi esdites isles. 1656 & 1657.

XXVI. Lettres patentes du Roi pour le Gouvernement des istes de la Martinique & Sainte-Lucie, en faveur du sieur d'Enambuc, fils aine du sieur du Parquet, du 15

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE. 139

feptembre 1058. Pag. 89 Preuves Ire.

XXVII. Lettres qui commettent le sieur de partie.

Vanderoque, pour commander aux Isles,

jusqu'à ce que le sieur d'Enambuc ait atteint Des Commisl'àge de vingt ans, du 17 septembre 1658. sois.

Yage de vingt ans, au 17 Jeptembre 1658.

95

XXVIII. Lettres patentes du Duc d'Enville,

XXVIII. Lettres patentes du Duc d'Enville, Vice-Roi de l'Amérique, confirmatives de celles du Roi, pour le Gouverneur des isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, en faveur du sieur d'Enambuc, attributives de l'exercice de cette Charge au sieur de Vanderoque, jusqu'à ce que ledit sieur d'Enambuc ou le sieur du Parquet son frère, qui lui est substitué en cas de mort, ait atteint l'âge de vingt ans, du 27 octobre 1658.

XXIX. Extrait des registres du Conseil supérieur de la Martinique, contenant deux Commissions données par la veuve du sieur du Parquet, des 22 octobre 1658 & 23 juin 1659.

XXX. Commission du sieur Dupré, pour l'office de Juge Civil & Criminel, tant à la Martinique qu'à Sainte-Lucie, le 9 janvier 1660.

XXXI. Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant la négociation entre les François & les Anglois en 1660, pour assurer la paix à l'Amérique, t. I. p. 572.

XXXII. Traité d'union & ligue offensive & défensive, arrêté à Saint-Christophe entre les François & les Anglois, au mois de janvier 1660.

XXXIII. Extrait des registres du Conseil de l'Amérique, sur la députation faite des sieurs de 140 PIECES JUSTIFICATIVES SUR

Preuves Ire.

Des Commissuires Fran. de Loupière & Renaudot, par le Confeilde la Martinique & le sieur de Vanderoque, Gouverneur de la Martinique & de Sainte-Lucie, pour entrer dans le Traité qui servi fait avec les Caraïbes, au nom des François & des Anglois, du 24 mars 1660. Pag. 112

XXXIV. Verbal ou Traité, par lequet M. de Vanderoque, Gouverneur général des ifles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, pour les enfans mineurs de M. du Parque, & les habitans de ladite ifle Martinique, Jont admis au Traité d'union & de poix entre les François, les Anglois & les Caraïbes, du 31 mars 1660.

X

XL

ŀ

XL

41

de

1

d

la

XL

St

46

d

I

XLI

00

11

XXXV. Lettre du sieur Houel, Gouverneur de la Guadeloupe, au sieur de Vanderoque, pour lui donner avis du Traité de paix fait au nom des François & des Anglois ave les Caraïbes, & pour qu'il le fasse publier à la Martinique & à Sainte-Lucie, du 1, avril 1660.

XXXVI. Extraits des registres du Confeil ju périeur de la Martinique, en 1660, qui justifient de la qualité du sieur de Vandere que, comme Gouverneur de la Martinique & de Sainte Lucie, pour les enfans mineurs du sieur du Parquet, & de l'enregitrement audit Conseil, des Traités faits ave les Anglois & les Caraïbes pour la paix de l'Amérique; & de la lettre du sieur Houl, pour faire executer les dits Traités à l'iste de Sainte-Lucie, du 9 janvier au 1er. avii

XXXVII. I.ettres patentes du Roi, qui établissent le sieur Clermont d'Iel pour commander pendant trois ans dans les isles de la Martinique, Sainte-Lucie, la Grenode TES SO L'ISLE DE SAINTE-LUCIE. Grenadins, du 5 avril 1063. Pag. 130 Preuves Ire. XXXVIII. Résolution du Conseil supérieur de partie. u gr la Martinique, sur les mesures à prendre Traite pour empêcher les Anglois établis à la Bar- Des Commis-( ) bade, de faire une descente dans l'isle de saires Fran-16fa | Sainte-Lucie, du 8 octobre 1663. 132 Fois. XXXIX. Acte d'assemblée & avis de parens énémi des mineurs du sieur du Parquet, pour la aintel construction d'un Fort dans l'iste de Sainte-Mal Lucie, du 30 octobre 1663. MIXL. Extrait de l'bistoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant Thomas Warner lois of métif, nommé au prétendu Gouvernement de la Dominique, par les Anglois. MXLI. Commission de Gouverneur de la Dole Va minique, donnée par le Lord Willoughby au métif Thomas Warner, le 16 avril te de s Ann 1664. XLII. Lettres du Roi, qui nomment le sieur Lu de Tracy son Lieutenant général en Amérique, en date du 19 novembre 1663; avec in les lettres du duc de Beaufort, Grand-Maltre de la navigation de France, en date en if du 10 décembre 1663. pour faire reconnoître ur ce i la Commission du sieur de Tracy. la Du MXLIII. Extrait de l'histoire des Antilles par Pdell le P. du Tertre, concernant l'invasion de Ste. Lucie par les Anglois en 1664. itisfi XLIV. Capitulation accordée par les Anglois. au Commandant François du fort de Chocq, fieu. dans l'isle de Sainte-Lucie, le 23 juin iter 1664. GN IF\_ XLV. Lettre de M. de Tracy, en réponse à celle du Lord Willoughby, Lieutenant général pour Sa Majesté Britannique dans l'Amérique méridionale, sur la descente des Anglois dans l'isle de Sainte-Lucie, du 24 août

Jaires Fran

partie.

Des Commif- de l'Amérique, rapporteront par - devant les personnes nommées au présent arrêt, leurs lettres de concession & contrats de vente des pays à eux accordes; & que ceux qui ont acquis des istes de ladite Compagnie, rapporteront ausi leurs titres & contrats d'ac. quisition; du 17 avril 1664.

XLVII. E'dit du Roi du 28 mai 1664, portant établissement d'une Compagnie des Indes occidentales.

Voyez les Piéces justificatives concernant 1'Acadie tome 2d. No. XXXVI. p. 436 de

la 3c. partie des preuves.

XLVIII. Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, sur la nomination du sieur de Clodore au Gouvernement de la Martinique, & du sieur de Chambré à l'Intendance de la même iste, du 11 octobre 1664. 150

XLIX. Contrat de vente faite par Alexandre d'Iel, fieur d'Enneval, es noms, à la Compagnie des Indes occidentales, des isles de la Martinique & Ste. Alouzie, appartenantes à facques d'Iel sieur du Parquet, du 14 août 1665.

I. Extraît de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant Vabandon de Sainte-Lucie par les Anglois, le 6 janvier 1666.

LI. Acte de restitution par les Anglois, de l'iste de Sainte - Lucie aux François, entre les mains des sieurs de Clodoré & de Cham. bré, en date du 20 octobre 1665. 169

LII. Déclaration de guerre par la France contre l'Angleterre, le 26 janvier 1666; o

Piéces ju 成10m 2d. 1 in ou Roi de wit ou don

LE DE S

Adagleters

win même

wie paix

en, fait à B

das de la C la Pièces j me tome 2d

the du fieur i, ir is de cen is, & pour

mois qui y form may couper o Delorations f me, tes domm I na Françoi

Ma Alouzie Memire des in a M de werte pre crir mia rapport

क्षा का भूव Welst les . Il Inte de 17

the Brance where is no to B Pièces

him, tome

TIVES I L'ISLE DE SAINTE LUCIE. 143 celle de l'Angleterre contre la France, le 9 Preuves Ire. Etat, qui février de la même année. Pag. 172 partie Company Lill. Traité de paix entre la France & l'Anrent per in gleterre, fait à Breda le 21 juillet 1667. Des Commis-176 Saires Franrélent uns ominative Voyez les Piéces justificatives concernant PAcadie tom 2d. no. IV. p. 29. e CompuLIV. E'dit du Roi du mois de décembre 1674, es & com qui réunit au domaine de la Couronne les 664. concessions de la Compagnie des Indes occi-28 mai 1/4 dentales. Ompgui Voyez les Piéces justificatives concernant l'Acadie. tome 2d. p. No. XL. de la 3e. catives on partie des preuves. XXXVILLY. Lettre du sieur Temple Capitaine du naes. vire Anglois la Marie Rose, à M. de Blepiredes Manac, sur la descente qu'il a faite à Saintenominami Lucie, & pour le prier de rappeler les ment dell François qui y sont établis. Es de leur déimbreal fendre d'y couper du bois, & d'y faire auoftobre ill cun acte de propriété, du 30 juillet 1686. 176 faite pun LVI. Déclarations faites au greffe de la Maresnous tinique, des dommages que les Anglois ont ntales, to faits aux François qui étoient habitues à Alouzie, Sainte-Alouzie, du 27 août 1686. sen al LVII. Mémoire des sieurs de Blenac & die Maits, à M de Seignelay, pour lui deles Anim mander de prescrire la conduite qu'ils doivent reignt Pala tenir par rapport à Sainte-Lucie, & à la nglois, lel descente qui y a été faite & pourroit y être réitérée par les Anglois, du 6 septembre ar les Agi put In LVIII. Traité de neutralité pour l'Amérique, Clodore Ge entre la France & l'Angleterre, conclu à Londres le 16 novembre 1686. bre 1665 e par la la Voyez les Piéces justificatives concernant YAcadie, tome 2. pag. 76. No. VII. LIX.

437

144 PIECES JUSTIFICATIVES SUR Preuves Ire, LIX. Extrait d'une lettre de M. le Marquis de Seignelay, à M. de Barillon Ambassa. partie. deur du Roi en Angleterre, à Versailles le 25 févrir 1687. Des Commisso Jaires Fran- LX. Pouvoir à MM. de Barillon & de Bon-\$015a repaus, pour terminer les contestations à régler au sujet du Traité de neutralité entre les sujets du Roi & ceux du Roi d'Angleterre, à Versailles le 5 mai 1687. 188 LXI. Extrait d'un Mémoire du Roi, pour servir d'instruction aux sieurs de Barillon & de Bonrepaus, en date du 5 mai 1687. 189 LXII. Copie du Mémoire remis par MM. de Barillon & de Bonrepaus, à MM. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, dans la conférence du 28 mai 1687, au sujet de l'ille de Sainte. Lucie. LXIII. Copie du Memoire présenté au Roi d'Angleterre par MM. de Barillon & de Bonrepaus, au sujet des affaires des istes Antilles de l'Amérique. LXIV. Copie du Mémoire remis le 15 juin 1687, par MM. les Commissaires du Roi d'Angleterre, au sujet de l'isle de Sainte. Lucie; avec la réponse, en forme d'apostilles, remise par MM. de Barillon & de Bonrepaus à MM. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, le 6 juillet 1687. 199 LXV. Extrait du Mémoire du Roi au sieur Comte de Blénac & du Maits, touchant Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Domique & Tabago, du 25 août 1687. 201 LXVI. Extrait de la Lettre de MM. de Barilion & de Bonrepaus à M. de Seignelay à Londres le 10 juillet 1687. LXVII. Lettres de M. de Seignelay au sieur de Bonrepaus, du 8 décembre 1687, qui l'auta-

L'ISLE Isutorije d co ulo ce gu'on

mil. Traité
etique, entre
lagieterre,
nite 1687, e
na les Pièce
hadie, tom.
Il Traité de
lagietere, fi
n 1697, en las

hadie, au to
I Lettre du j
ilerbale, au .
indres qu'il
il de chaffer de
infras fujet a
in hablis, du
Il Lettre du

n les Piece

ar Grey, Gow m des droits the la réfolution force les entre a, du 13 juilles M. Ordre du inte Alouzie, m & Tabago, M. Lettres

auxie, du mo all. Copie de ale Marine, imians des iss la L. Part. 11

Mis, de la

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE. 145 l'autorise à convenir d'une neutralité, jus- Preuves lies qu'à ce qu'on puisse reprendre la négocia- partie, tion. LXVIII. Traité provisionnel concernant l' A- Des Commis, mérique, entre le Roi de France & le Roi saires Frand'Angleterre, conclu à Witehall le I dé- sois. cembre 1687, en latin & en françois. 209 Voyez les Pièces justificatives concernant l'Acadie, tom. 2. pag. 87. No. VIII. LXIX Traité de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Riswick le 20 septembre 1697, en latin & en françois. Voyez les Pièces juftificatives concernant l'Acadie, au tom, 2. pag. 90. No. IX. LXX. Lettre du sieur Gray Gouverneur de la Barbade, au Marquis d'Amblimont, sur les ordres qu'il a reçûs du Roi d'Angleterre, de chasser de Sainte-Lucie tout ce qui n'est pas sujet de S. M. Britannique, & pour le prier de rappeler les François qui v sont établis, du 25 juin 1700. LXXI. Lettre du Marquis d'Amblimont au sieur Gray, Gouverneur de la Barbade, au sujet des droits du Roi sur Sainte-Lucie, & de la résolution où il est de repousser par la force les entreprises qu'il feroit sur cette isle, du 13 juillet 1700. LXXII. Ordre du Roi, concernant l'isle de Sainte-Alouzie, la Dominique, Saint-Vincent & Tabago, du 28 février 1701. 213 LXXIII. Lettres de don au sieur Maréchal d'Estrées, de la propriété de l'iste de Sainte-Lucie, du mois d'août 1718. LXXIV. Copie de la lettre écrite par le Con-Jeil de Marine, aux Lieutenant général & Intendant des istes du vent, au sujet de l'i-Tom. I. Part. 11.

CIVES ST

de M.lell Barillo h

e, a Veria

arillon &

es conteta

de neurille

x du Rait

ai 1687.

e du Rii.

ters de Bri

remis per l

paus , s II gesté Brim

mai 1681.

e préfession

de Barilla

es affaire

remis 25

mmi / aiest

de l'ifleul , en form . de Barila

Commi Jain

6 juillet 181

re du Riis

Maits, 1

goilt 1607

re de MM

à M. 68

Seignela a

ecembre ill

687.

ucie,

146 PIECES JUSTIFICATIVES SUR Re de Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie, du Preuves Irc. 6 fevrier 1720. partie. LXXV. Extrait des ordres donnés au Capitaine Orme par les Commissaires de l'Ami-Des Commis-Saires Franrauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, gois. Efc. 1722. Instructions des Commissaires de la vice-Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Efc. au Capitaine Brown, Commandant du vaisseau de Sa Majesté le Feversham, qui Barbades du 5 juillet 1722. Instructions données par les Commissaires de la Vice-Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, & c. au Capitaine Brandt, Common. dant du vaisseau de Sa Majesté l'Hector, aux isles sous le vent, du 5 juillet 1722. 235 Extrait des Instructions données par les Lords Commissaires de l'Amirauté au sieur Ellford, Capitaine du vaisseau de Sa Majesté le Lynn, sur sa commission de veiller aux Barbades, & c. du 25 septembre 1722. 237 LXXVI. Ordre du Roi au chevalier de Feuquières, de sommer les Anglois de se retire de Sainte-Alouzie, en cas qu'ils s'y établisent, & de les y contraindre même par la force sur leur refus; avec les lettres au Conseil du même jour à MM. de Feuquient ES Benard, du 21 septembre 1722. LXXVII. Lettre du sieur Uring au sieur Ca, Président de la Barbade, du 23 décembre 1722. LXXVIII. Proclamation faite à Sainte-Lucie, au nom du Duc de Montaigu par le sieur Uring, le 30 décembre 1722. LXXIX. Lettre de M. Cox, Président des Barbades, remise à Guillaume Boteler, E ETEYET,

LX

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE. 147 cuyer, pour le chevalier de Feuquières, Preuves Itez 1722. 245 partie. LXXX. Lettre de M. de Feuquières, Gouverneur général des isles Françoises, au sieur Des Commis-Uring, Agent du Duc de Montaigu, pour Jaires Franlui notifier les ordres du Roi, du 31 dé-cois. cembre 1722. I.XXXI. Ordre de M. de Feuquières, Gouverneur général des isles Françoises, aux fieurs d'Esclieux & de Kearny, du Irc. janvier 1723. LXXXII. Journal de la fortie des fieurs d'Efclieux & de Kearny, pour l'isle de Sainte-Lucie, par ordre de M. de Feuquières. pour notifier au Commandant des Anglois les ordres du Roi au sujet de leur descente dans ladite iste de Sainte-Lucie, 1723. 248 LXXXIII. Lettre du sieur Uring, & autre lettre des sieurs Brown, Brandt & Orme, Capitaines des navires Anglois, à M. de Feuquières, en date du 23 décembre 1722 LXXXIV. Ordre de M. de Feuquières, Gouverneur général des isles Françoises, au Marquis de Champigny, pour faire retirer les Anglois de l'iste de Sainte-Lucie, du II janvier 1723. LXXXV. Traité de l'évacuation par les Anglois, de l'iste de Sainte-Lucie, du 19 janvier 1723. LXXXVI. Copie de la lettre de M. Benard, du 22 février 1723. LXXXVII. Extrait concernant le projet d'une seconde invasion de l'iste de Sainte-Lucie; par le sieur Uring, qui venoit de signer un traité, le , janvier 1723, pour l'éva. cuation de ladite isle. 265 LXXXVIII. K 2

nois o

ines le

811

OTHER

nife.

rond, Plain

tel

ujeni.

2 2

n II

rale i

lel

N

PIECES JUSTIFICATIVES SUR greuves Ire. LXXXVIII. Instructions données par Nathaniel Uring à fean Braithwaite, E'cuyer, partie Lieutenant-Gouverneur des istes de Sainte-Lucie & de Saint Vincent en Amérique, Des Commisso Jaires Franfur la conduite qu'il doit tenir dans son £015. voyage sur le vaisseau le Criffon à l'ile de Saint-Vincent, & ensuite à celle de la Martinique, 1722.3. LXXXIX. Rapport du Capitaine Braithwaite du voyage qu'il a fait à Saint-Vincent par les ordres du sieur Uring, 1723. XC. Extrait d'une lettre de M. de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, au chevalier de Feuquières, Gouverneur général des isles Françoises, sur le commerce en fraude, Es pour l'évacuation provisionnelle de Sainte-Lucie, le 3 juillet 1731. XCI. Extrait d'une lettre du Marquis de Champigny, à M. de Maurepas, sur la suspension de l'évacuation de Sainte-Lucie. par le départ du sieur Worsley, Gouverneur de la Barbade, du 23 octobre 1731. XCII. Extrait d'une lettre du Marquis de Champigny, Gouverneur des isles Françoi-

fes, à M. de Maurepas, concernant l'évacuation de Sainte-Lucie, le 30 juin 1733, XCIII. Lettre du Lord How, Gouverneur général des illes Angloises, au Marquis de

général des isses Angloises, au Marquis de Champigny, Gouverneur général des isses Françoises, pour desavouer des Anglois qui avoient voulu faire des actes de possession dans l'isse de Sainte-Lucie, lorsqu'on trattoit de l'évacuation réciproque de cette isse. Traduite de l'Anglois: du 22 juillet 1733.

XCIV.

X

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE. 140 XCIV. Ordre du Marquis de Champigny, Preuves Ire, Gouverneur général des isles Françoises, au partie. sieur de Kearny, du 7 août 1733, pour faire évacuer l'isle de Sainte-Lucie. 281 Des Commif-XCV. Extrait d'une lettre du Marquis de Saires Fran-Champigny, Gouverneur général des isles sois. Françoises, à M. de Maurepas, sur l'évacuation de Sainte-Lucie, du 12 août 1733. XCVI. Extrait d'une lettre de M. de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, au heur d'Orgeville, Intendant de la Martinique, sur la protection que les navires Anglois donnoient au commerce en fraude qui Je faisoit à Sainte-Lucie, du 18 octobre 1734. Ma XCVII. Extrait d'une lettre de M. de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, au Marquis de Champigny, Gouverneur général des isles Françoises, du 20 mars 1736, approuvant l'execution des ordres donnés pour l'évacuation de Sainte-Lucie, sur les nouvelles représentations du Président de la Barbade. 286 XCVIII. Extrait d'une lettre du sieur de la Croix, Intendant de la Martinique, à M. le Comte de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, concernant l'entreprise faite à Sainte-Lucie par le sieur Hawke, Capitai. ne Anglois, chargé de faire exécuter l'évacuation provisionnelle convenue entre les deux Cours: à la Martinique le 20 février 1740. XCIX. Extrait d'une lettre du Marquis de Champigny, Gouverneur général des isles Françoises, à M. le Comte de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, au sujet de K 3

ite, [] Cles de

自由

enir l

riffa

te Bril

de Ma

, as air

rce es

miki

Sainal. Gun

Marija

certai

Gin

Ma

éral li

Agi

也用

01 251

150 PIECES JUSTIFICATIVES SUR

Preuves Ire.

Des Commiffaires Frangois.

l'entreprise du Capitaine Hawke sur l'iste de Sainte-Lucie: du 14 mars 1740. 289

C. Extrait d'une lettre du fieur de la Croix, Intendant de la Martinique, à M. le Comte de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, sur l'entreprise du Capitaine Hawke à Sainte-Lucie, & sur la réponse du fieur Bing, Gouverneur général des isles Angloises, aux plaintes qui lui en avoient de portées: à la Martinique le 19 avril 1740.

CI. Extrait d'une lettre du Marquis de Champigny, Gouverneur général des iffer Françoises, à M. le Comte de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, sur les prétentions du sieur Bing, Gouverneur général des isles Angloises.

CII. Traduction de la lettre écrite en Angloi par le fieur Bing, Gouverneur général de la Barbade, au Marquis de Champigny, Gouverneur général des isles Françoises, concernant les droits des Anglois sur l'îlé de Sainte-Lucie: du 12 août 1740, v. s.

CIII. Lettre du fieur Phelypeaux au fieur Robert Lowther E'cuyer: au Fort-Royal de la Martinique le 26 decembre 1712.

Extrait d'une lettre du sieur de Martel, au fieur Robert Lowther E'cuyer: au Fon-Royal de la Martinique le 13 juillet 1717.

Acte de reconnoissance de la souveraineté de l'Angleterre sur les isses de Saint-Vincent, Sainte-Lucie & la Dominique par deux Caraïbes: à la Barbade le 4 janvier 1740.

PIE-

011

te.

ges

àc

Fre

XVI

Preuves

Preuves

Preuves

Annat Vifle de SAINTE-LUCIE.

Des Commis

SECONDE PARTIE.

Des Commissaires Anagloisa

ntenant les Piéces produites par les Commissaires de Sa Maj. Britt., au soûtien de leur Mémoire du 15 novembre 1751. pag. 300.

du Roi de France demandent les preuves ou les titres à MM. les Commissaires Anglois, pour le soutien de leur Mémoire du 15 novembre 1751, avec les réponses des Commissaires Anglois en forme d'apostilles.

ill. Extrait d'un papier préfenté à Sa Majesté par le Conseil de commerce en 1686, relativement à la prise de possession de Sainte-Lucie par le chevalier Warner. Pag. 310 a.C. Extrait de la commission du Comte de Carlisse, au Chevalier Thomas Warner. 1629.

II. Extrait du rapport des Commissaires chargés de la recherche des droits du Roi d'Angleterre sur Sainte-Lucie, Saint-Vincent, &c. avec les copies des dépositions relatives à cet objet, 1686.

KV. Extrait d'un octroi du Roi. Charles II à François Lord Willoughby, en 1661, de toutes les isles Caraïbes. 326

XVI. Copie de l'article II & partie II

K 4 6le

PIECES JUSTIFICATIVES SUR cle XII des instructions du Lord Willough Preuves IIde. partie. by, en 1663. Pag. 327 XVII. Cession de l'isle de Sainte - Lucie, fin Des Commit par les Indiens aux Anglois en 1663. 34 Jaires An-XX. Extrait d'une lettre du Colonel Steed aux Lords du Commité, en date du 18 6 tembre 1686. XXI. Extrait d'une lettre du Colonel Steta Cent Gouverneur des Barbades, aux Lords & Commité du Commerce, en date du 27 mi 1687, relativement à l'expulsion des Franbre çois de l'iste de Sainte-Lucie. XXIV. Mémoire de MM. de Barillon & de 1. Ex Ronrepaus, touchant l'iste de Sainte-Lucie Con du 18 mai 1687. pou XXV. Mémoire du droit de S. M. le Roid la Grande-Bretagne, sur l'iste de Ste. L. 901, cie, une des istes antilles de l'Amérique, niff XXVI. Copie du Mémoire remis le 15 juin 1687 par MM. les Commissaires du Ri d'Anglettere, au sujet de l'isle de Sainte Con Lucie, avec la réponse, en forme d'apoleta Stilles, des Commissaires du Roi de France due au Mémoire des Commissaires du Roi d'An gleterre. men XXVII. Réponse à la replique de MM. III 163 Commissaires de S. M. très-Chrétienne, au com sujet de l'iste de Sainte-Lucie. XXIX. Copie de la capitulation faite lors & la prise de l'iste de Sainte-Alouzie, pu le Colonel Christophe Caron, du 23 juin men 1664. Luc XXXIII. Extrait d'une représentation du bu JV. E reau du Commerce, à Sa Majesté, en dats 物的 du 2 juin 1709, relativement à un orin

du Roi Guillaume, pour expulser les étran-Preuves megers de l'isle de Sainte-Lucie. Pag. 351 partie.

IECES JUSTIFICATIVES concer. Des Commisnant l'isle de SAINTE-LUCIE. saires Anglois.

#### TROISIEME PARTIE.

contenant les pièces citées par les Commisla faires de Sa Majesté Brittannique au foûtien de leur Mémoire du 15 novembre 1751. pag.

Extrait de Purchass, cité par MM. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, pour prouver que la première découverte des ifles Carathes a été faite par les Anglois, vol. IV. pag. 1146, commençant par ces paroles: The Antony of 120 tons; & finissant par celles-ci: Refreshing themselves three days.

354
Commissione days.

Lextrait de Purchass, cité par MM. les Commissiones Anglois, sur la demande qui leur a été faite de prouver que les prétente dues peuplades du Chevalier Oliph Leagh en 1605 & 1606, ont été suivies d'établissemens permanens à Sainte-Lucie jusqu'en 1635, 1638 & 1640, vol. IV. pag. 1255, commençant par ces paroles: Sir Oliph Leagh, & sinissant par celles-ci: Went not much abroad.

16 Extrait du P. du Tertre, sur l'établisse.

ment des François dans l'isle de Sainte-Lucie, tome I. page 435.

V. Extrait du P. du Tertre, sur l'établissement des François dans l'isle de Sainte-K 5 154 PIECES JUSTIFICATIVES SUR

Alouzie, tome I. page 438. Pag. 33
Alie. partie. V. Extraits du P. Labat, cités par MM la
Commissaires Anglois sur les paragraphe
Des Commissaires An. novembre 1751.

Lois VI Fortrait de l'histoire des Antilles de l'Antilles d

VI. Extrait de l'histoire des Antilles du l' du Iertre, sur la prétendue expédition de facques Walker, t. III. p. 283.

VII. Autre extrait de l'bistoire des Amille du P. du Tertre, sur la prétendue explition de Jacques Walker, Tom. III. 142 291.



438. t, citisp fur list leur Ma des An endue es I. p. 283 bistoire l la prêm cer, Tm

MI LISLI PIE PR Pièces pro jesté tra M No. I. E de jui droits DEUS gen lit jus it ferioris to a mundo iteriam metum repe ut Juffin counta con diviso omna cum una effet minum ad ripere po Tom. Tom.



## MEMOIRES

SUR

L'ISLE DE SAINTE LUCIE.

PIECES JUSTIFICATIVES
PREMIERE PARTIE.

Pièces produites par les Commissaires de sa Ma-

jesté très - Chretienne, au soutien de leur Mémoire du 11 sévrier 1751.

No. I. EXTR AITS du Traité de Grotius, de jure belli & pacis, concernant les droits de propriéte primitive.

TEUS bumano generi generaliter contulit jus in res bujus inferioris naturæ, statim à mundo condito, atque iterum mundo post diluvium reparato: erant, ut Justinus loquitur, omnia communia & indivisa omnibus, veluti unum cunctis patrimo. nium effet; binc factum est ut station quisque bominum ad suos usus arripere posset quod vel-Tom. I. 2de partie.

DIEU, dès la création, & depuis après le déluge, a donné au genre humain en général, un droit fur les choses de ce bas monde: toutes choses alors, comme dit Justin, étoient communes & sans aucun partage, comme un seul patrimoine pour tous; de là est arrivé que chacun pouvoit prendre pour (A)

Picces des res François.

No. I. Extraits de Grotius.

fon usage particulier let . & quæ consumi po-Commissai ce qu'il vouloit, & confumer ce qui pouvoit l'être: cet usage universel tenoit lieu de propriété, car perfonne ne pouvoit ôter fans injustice à un autre, ce qu'il avoit pris de cette manière.

> Nous apprenons en même temps, com ment les choses ont passé en propriété: ce ne fut pas par un fimple acte d'esprit; car les uns ne pouvoient pas favoir ce que les autres fouhaitoient pour eux, afin de n'y pas toucher, & plufieurs pouvoient vouloir la même chose; mais ce fut par quelque accord ou exprès & positif, comme par des partages, ou tacite, comme par occupation; car dès que la communauté des biens déplut, & qu'on ne procéda point à des partages; il est à préfumer que l'on convint que ce que chacun occuperoit, il le posséderoit en propre;

terant confumere: acta. lis usus universalis ju. ris erat tum vice pro prietatis; nam quod quisque sic arripuerat, id ei eripere alter, nisi per injuriam non poterat. Lib. II, cap. I, n. 2, par. I, pag. 184.

car, c

aime n

troi ce

nature .

Ligs

potu w

originary

new cent

forum da

ginus bi

tolere de

mia dere

min def

10°, 11278

is on a

HIRWE

par. 1, p

Sic qu

præjens.

confenti

sic qui

lio tene

quam c

tempore

alia mar

un vid

tills and

rem ille

HUmery !

itionen

開始

require

titin li

fit liber

Simul discimus, quo. modo res in proprietatem iverint: non animi actu solo; neque e. nim scire alii poterant, quid alii suum essevel. lent, ut eo abstineren, ET idem velle plures poterant ; Jed patto quo. dam aut expresso, 11 per divisionem, aut tacito, ut per occupatio. nem; simul atque enim communio displicuit, nec instituta est divifio, censeri debet inter omnes convenisse, ut, quod quisque occupas fet, id proprium babe. ret; conce [ jum, inqui Cicero, sibi ut quisque malit guod ad vite "fum pertinet, quam alteri acquiri, non repugnante natura. Lib. II, cap. 2, par. V, pag. 188. Same Car,

DESAINTE LUCIE.

car, comme dit Ciceron, il est censé qu'on pièces justide car, comme de car,

vatu non indignum, ferver qu'on doit reoriginariam acquificio garder comme acquim mem censendam etiam Frerum earum, que do le des choses qui ont minum babuerunt, fed eu ci-devant un maîbabere desterunt, putà tre, mais qui ont cessé quia derelista sunt, aut d'en avoir, soit qu'elquia defecerunt domi- les aient été abandonni; nam bæc redierunt nées, ou qu'elles aient in eum statum in quo par la fuite manqué de primum res fuerant. maîtres, car par là el-Man Lib. II, cap. 3, n. 19, les ont retourné dans mapar. I, pag. 222. le même état où elles

ant m Sic qui sciens, & Ainsi celui qui le savimpræsens tacet, videtur chant, & étant présent, Miliconfentire .... garde le filence, paroît un dio teneri scit nec quic- ainsi celui qui sait que find quam contradicit multo fon bien est entre les mentempore, is nisi causa mains d'autrui, & qui um alia manifeste apparent, laisse passer un long non videtur id alio fe- espace de temps sans um ciffe animo, quam quad s'y opposer, à moins rem illam in fuarum qu'il n'y ait quelque m numero esse nollet . . cause manifeste qui fed ut ad dere- donne lieu de prélulittionem præsumendam mer le contraire, ne min valent filentium, duo paroît l'avoir fait avec requirentur, ut silentium fit scientis & ut parce qu'il ne vouloit

fition originaire, celmilitaria étoient d'abord.

d'antre dessein, que fit libere volentis. Lib. pas que cette chose là (A 2)

ME'MOIRES SURL'ISLE

Piéces des Commissaires François.

No. II. ment des 1562.

fût réputée au nombre II, cap. 4, n. 5, par. de celles qui lui ap- I & III, pag. 226 & partenoient . . . . 227, E'dition d'Ammais afin que le filen- fterdam, in 8°. 1720. E'tablisse. ce fasse présumer l'abandon, deux choses sont requises, que ce soit le silence d'un homme François à la instruit & d'un homme qui veut librement.

> No. 11. EXTRAIT des fastes chronologiques du nouveau monde, par le P. Charle. voix, en 1562 & 1564, concernant les premiers établissemens des François dans la Caroline. Tiré de la page 24. 1562,

TEAN RIBAUD, François, part de Diep. pe avec une commission de l'Amiral de Coligni, pour aller faire un établissement dans la Floride; il mouilla d'abord à un cap, qu'il nomma Cap-François, vers les trente degres d'élevation du pole; c'étoit le même endroit où Verazini avoit pris terre à fon second voyage; le premier jour de mai îl entra dans une rivière, qu'il nomma la Rivière de May, & il y arbora les armes de France; il villa ensuite la côte, l'espace de soixante lieues, remontant toujours au nord, & découvil plusieurs autres rivières, auxquelles il donna les noms de plufieurs rivières de France; enfin arrivé à une dernière, qu'il appela Por-Royal, il y bâtit un fort, qu'il nomma Charles-Fort; c'est assez près de là qu'est aujourd'hui la ville de Charlestown dans la Carolin,

1564.

RENE DE LAUDONNIE RE, François, arriva dans la Floride Françoise, qui avoit été abandonnée l'année précédente par les gens que Ribaud y avoit laissés; le 29 de juin il enm

terelle,

glass roline

rieuren.

gnols.

DN 160

D yant

gnie & c jetés für

rent dans

fources d

les Millio

Nous !

do fonds

Charles ]

vince, &

fuffit qu

quence

tout ce

de juste;

d'être cul

qui en a 1 pont les i

L'OUVI

Labire in

state of a In-80, L URLI

, cap. 41

rdam, in

lence de

s fastera

e, park!

ieres de

qu'ilan

o'il nom

danslife

François

ui avoit!

par les

dans la Rivière de May, où il bâtit une for-Pièces justifi-7. Et teresse, qu'il nomma la Caroline.

catives fur l'isle de Ste. Lucie.

n, du No. III. EXTRAIT d'un ouvrage An- Ire. partie. glois, concernant l'occupation de la Cai vent roline par les Anglois, en 1622, postérieurement aux François & aux Espagnols. Tome I, page 330.

64,000 DN 1622, plusieurs familles Angloises sudes fra vant les massacres des Indiens de la Virla page ginie & de la Nouvelle Angleterre, furent jetés sur les côtes de la Caroline, & s'établiois, mi rent dans la province de Mallica, vers les on de fources de la Rivière de May, où ils firent les Missionnaires parmi les Mallicans & les

ordin Apalachites. Tome I, page 329.

Nous n'avons point à discuter le mérite tlem du fonds, ni à examiner de quel droit le Roi me le Charles ler, se mit en possession de cette promile vince, & comment la Caroline devint une la Rich partie de ses domaines en Amérique; il nous Frant suffit qu'il en ait fait la concession aux proesone priétaires par une Charte, & qu'en consénd, at quence ils aient travaillé à s'y établir; ce qu'ils firent peu de temps après. Nonobstant tout ce qui a été dit des établissemens des François & des Espagnols, il n'y a rien que de juste; si une nation ne juge pas un pays digne d'être cultivé, & qu'elle l'abandonne, une autre qui en a meilleure opinion, peut s'y établir, suivant les loix de la nature & de la raison.

L'ouvrage Anglois est intitulé: The British Empire in America, containing the bistory of the discovery, settlement, progress and present State of all the British colonies, in 2 volumes

in-80. London, 1708.

(A 3)

No.

Piéces des Commissai res François,

No. III. Occupation de la Caroline par les Anglois. 1623.

No. IV. EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant les premiers établissemens des François & des Anglois à l'isse de Saint-Christophe, en 1625.

Nota. Cette histoire a été imprimée pour la première sois en 1654; les deux premiers volumes de la seconde édition in 4º parurent de l'édition de Paris en 1667, & les deux derniers en 1671; les detations seront relatives à cette dernière édition. Tome l, page 3.

M. D'ENAMBUC.... partit de Dieppe en M. l'année 1625.... E'tant arrivé aux Kaymans, il fut découvert par un gallon d'Espagne, de quatre cens conneaux, monté de trente cinq pièces d'artillerie, qui le surprit à son avantage dans une baie, & l'attaqua si prestement à coups de canon, qu'à peine lui donna-t-il le temps de se reconnoire: cette facheuse surprise ne fit point perdre cœur à notre Capitaine, au contraire, tirant des forces de son courage, il se batit si valllamment, qu'ayant soutenu le choc avec une opiniatreté incroyable durant trois heures, l'Espagnol désespérant de le pouvoir prendre ou de le couler à fond, fut contraint de l'abandonner, après la perte de la moitié deses meilleurs foldats....

Ne fachant à quoi se résoudre .... il su inspiré .... d'aller à l'isle de Saint-Christophe .... où après quinze jours de navigation, il arriva heureusement ... Ibid page 4

Il rencontra dans cette isle plusieurs François resugiés en divers temps, & par différentes occasions, qui vivoient en bonne intelligen
des viru
ralement
Dans I
arriva à S
glois, no
matraité q
descendu
rivoit dar
rages, qu

Nos de nud, trait le parémet ille; & ar res, tel quent pre flophe, Cour de l'que, com de leur e M. d'I

Mais perfonne fement of liciter en de quelque Monfieur lité de to

du Rolle

cheffes que par le moyer auffi-bien que par l

DE SAINTE LUCIE.

telligence avec les Sauvages, se nourrissant pièces justifil'billion des vivres qu'ils leur fournissoient fort libé-catives sur tre, in ralement .... Page 4.

Dans le même temps que M. d'E'nambuc Lucie. arriva à Saint-Christophe, un Capitaine An-Ire. partie. glois, nommé Waërnard, qui avoit été auffi multraité que lui par quelques Espagnols, y étoit primes descendu en un autre quartier : cet Anglois temien vivoit dans la même intelligence avec les Sauent della vages, que nos François.... Page 5.

ets en 161 Nos deux Capitaines d'E'nambuc & Waërnard, traiterent du dessein qu'ils avoient pris séparément avec leurs gens, d'habiter cette fittel ifle; & après avoir projeté le partage des tertime res, tel que nous dirons en son lieu, ils part par tirent presque en même temps de Saint-Chrionne stophe, pour aller travailler, chacun à la lefiel Cour de son Prince, à l'établissement de queldue compagnie qui pût fournir à la dépense on, de leur entreprise. Page 7.

fe min M. d'E'nambuc .... s'embarqua avec M. fit non du Rossey son ami intime, & le compagnon contra fidèle de sa fortune, avec lequel, après une affez favorable navigation, il arriva en Fran-

e chora ce.... Page 7.

dre....

Saine

urs de l

plofien

tenh

RUE

Mais comme il avoit besoin de quelques personnes riches & de qualité, pour l'établisfement de la compagnie qu'il étoit venu folliciter en France, il fit en forte, par le moyen de quelques-uns de ses amis, d'exposer à feu Monsieur le Cardinal de Richelieu, la fertidité de toutes les Antilles, & les grandes richesses qu'on en pourroit tirer. Cet incomparable Ministre, qui cherchoit toute sorte de moyens de relever la gloire de la France, aussi-bien par le rétablissement du commerce, que par les victoires qu'elle remportoit sur (A 4)

l'isle de Ste.

11

No. V.

dela

du gI

ulles,

Nous feff

lentes, fi

envoyer

boc & di

fir & no

pler les

Barbade ,

100, dep

me degre

int point

& ce, ta

postoliq

quer &

fes qui

tes illes

les fair

Grace,

dant le

la comm

auxdits o

leigneur

Maître,

de France

Rolley on

de Beauf

tout ce qu

Piéces des

No. IV. E'tabliffement des François & des Anglois à Saint-Chri-

ses ennemis, l'écouta plusieurs fois avec plaires François. sir, & lui promit d'en parler au Roi. Enfin. après s'être très - exactement informé des a. vantages que la France pouvoit tirer de ces isles éloignées, si on y établissoit le commerce, fon E'minence résolut de sormer une compagnie qui pût faire la dépense d'un premier embarquement, & fournir aux frais né-Rophe. 1625. cessaires pour lever les hommes qui seroient envoyés à Saint-Christophe .... Page &.

Sur cette réfolution, M. le Cardinal ayant fait venir dans son palais ceux qui s'étoient unis à lui pour former la compagnie des illes, ils y passèrent l'acte de leur association le 31 octobre 1626, dans lequel ils se cotiserent tous aux fommes dont ils étoient convenus.

. . . . . Page 8.

Sur la fin de janvier M. d'E'nambuc par. tit du Havre, & ayant joint M. du Rossey, leur petite flotte.... fit voile le 24 février 1627.... & après plus de deux mois de navigation, ils arrivèrent le 8 de mai à Saint-

Christophe.... Page 15.

Le Capitaine Waërnard ayant trouvé plus de disposition en Angleterre.... eut bientôt formé une compagnie, de laquelle Milord Kanlay \* se déclara chef; de sorte qu'il étoit déjà arrivé à Saint-Christophe.... il reçût nos deux Capitaines avec beaucoup de joie & de civilité, & quelques jours après ils partagèrent la terre de l'isle de Saint-Christophe, pour en jouir au nom des Rois de France & d'Angleterre, selon les commillions qu'ils en avoient apportées. Page 16.

No. V. \* C'est ainsi que le P, du Tertre appelle toujous le Comte de Carlifle.

UR LI

urs fois er au Ri

nt infon

UVOKE

tablillo

lut de for

dépenie urnir ani

nmes qui

le Cart

Cetty qui

mpagniti

r affociai

ils fe u

toient a

t M.di

ieux mi

de mi

de lage

rillophe.

rec beam

s jours

de Sain

om des li

n les ou

es. Ro

appell

Piéces justificatives fur No. V. ACTE d'affociation des Seigneurs l'isle de Ste. de la Compagnie des isles de l'Amérique Lucie. du 31 octobre 1626. Histoire des An-Ire. partie. tilles, tome I, page 8.

TOus fouffignes, reconnoissons & confessons avoir fait & faire par ces préfentes, fidèle affociation entre nous. pour envoyer fous la conduite des fieurs d'E'nambuc & du Rossey Capitaines de Marine, ou tels autres que bon nous semblera de choifir & nommer, pour faire habiter & peupler les isles de Saint-Christophe & de la Barbade, & autres situées à l'entrée du Pérou, depuis le onzième jusqu'au dix-huitième degré de la ligne équinoxiale, qui ne sont point possédées par des Princes Chrétiens; & ce, tant afin de faire instruire les habitans desdites isles en la religion Catholique, Apostolique & Romaine, que pour y trasiquer & négocier des deniers & marchandifes qui pourront se recueillir & tirer desdites isles, & de celles des lieux circonvoisins; les faire amener en France au Havre-de-Grace, privativement à tous autres, pendant le temps & espace de vingt années. ainsi qu'il est plus particulièrement porté par la commission & pouvoir qui en sera donné auxdits d'E'nambuc & du Rossey, par Monseigneur le Cardinal de Richelieu, Grand-Maître, Chef & Sur-intendant du commerce de France; lesquels fieurs d'E'nambuc & du Rossey ont fait leur déclaration par-devant de Beaufort & de Beauvais Notaires, que tout ce qu'ils ont fait & feront, est & sera (A 5) pour,

ME'MOIRES SUR L'ISLE

Piéces des

No. V. Affociation pour les isles de l' Améri-944. 1626.

pour, & au profit de nous affociés, aux. Commissai- quels ils ne font que prêter leurs noms pour res François. l'exécution de ladite entreprise: le contenu en laquelle déclaration sera suivi; pour l'effet & exécution duquel dessein, il sera fait fonds de la fomme de quarante-cinq mille livres, qui sera fournie & payée par nous dits fouffignés, pour les parts & portions qui seront écrites de nos mains, au dessous des seings que nous ferons au pied de la présente affociation: le tout jusqu'à la concurrence de ladite fomme de quarante cinq mille livres, fans que nous puissions être tenus ni engagés d'y mettre plus grand fonds & capital, si ce n'est de notre volonté & consentement; à laquelle raison dudit premier fonds que nous y mettons, nous participerons au profit & à la perte qu'il plain à Dieu d'y envoyer, tant par mer que par terre; laquelle somme de quarante-cinq mille livres fera employée, tant à l'achat de trois navires qui seront achetés leur juste valeur, selon l'état & équipage auxquels ils seront, étant néanmoins convenus de l'achat du vaisseau nommé la Victoire en l'état qu'il est, du port de deux cens cinquante tonneaux ou environ, avec les agrès & munitions, & autres dépendances d'icelui, étant à part, tant dans ledit vaisseau qu'en magafins, au port Saint-Louis en Bretagne, ou est ledit navire, qui sera délivré à nous alfociés, ou à celui qui aura charge & pouvoir de nous dans le premier jour de décembre prochain, après lequel jour la garde & illque en sera pour le compte de nous affociés: le tout pour la somme de huit mille livres; & pour les deux vaisseaux, ils seront sour-

nis & de

cies, fair te de gré parties au armer & mes & de ledit voya quelle en Paris; & à faire, te par le nous don faire, & nécessair felon la

nouldits Paris un the fait. on voya Houldits a parts & p

mains;

fuldit qu

mis & d

res qui

bon com

& à qui f

JRI

s affoci

leurs m

prife; k

fuivi; n

nis & délivrés dans le temps par duquel jour ils ficatives fur seront demeurés en la garde de nous asso-l'isse de Ste. ciés, suivant l'estimation qui en aura été fai-Lucie. te de gré à gré, ou par personnes dont les manto parties auront convenu que pour avitailler, armer & équiper lesdits vaisseaux, d'hommes & de provisions nécessaires pour faire ledit voyage & habitation desdites isles, enfemble acheter marchandises, qu'il conviendra & feront jugées utiles, pour porter auxde qua dites isles: la conduite & disposition de laquelle entreprise, sera faite de l'ordre de plus nousdits associés, ou de ceux qui auront note il charge & pouvoir de nous en la ville de Paris; & l'exécution de tout ce qu'il y aura atom, à faire, tant audit Havre que port Saint-Louis, & autres lieux que besoin, sera faiat mil te par le sieur du Hartelay Canelet, auquel nous donnons pouvoir & commission de ce faire, & de pourvoir aux choses qui seront tésu nécessaires, tant en France qu'auxdites isles, ge of felon la commission qu'il en aura entre les mains; auquel pour cet effet tout le fonds real susdit qui sera fait par nousdits associés, sera mis & déposé pour en faire ainsi qu'il est dit saguel ci-dessus, & selon les occurrences des affaidim res qui arriveront; à la charge de rendre bon compte de tout, payer le reliquat, quant Bru & à qui besoin sera, aux frais & dépens de weis nousdits affociés, même de nous envoyer à Paris un état sommaire de tout ce qui aura in les été fait, & sera rapporté au retour de chacun voyage, pour en partager le profit entre nousdits associés, tous frais déduits selon nos parts & portions, ou avances, & en dispoils few

Piéces des Commissai-

fer ainsi que nous aviserons bon être. FAIT à Paris le dernier jour d'octobre mil six cent 

No. V. Affociation pour les illes de l' Amérique. 1626.

Et au dessous, signé Armand Cardinal DE RICHELIEU, pour dix mille livres, favoir, deux mille livres en argent, & huit mille en un vaisseau; d'Effiat pour deux mil. le livres, Marion pour deux mille livres, de Flecelles pour deux mille livres, Morand pour deux mille livres, de Guénégaud pour deux mille livres, Bardin Royer pourdeux mille livres, l'Avocat pour mille livres, Ferrier pour mille livres, & Canelet pour quatre mille livres, favoir deux mille livres pour M. Camille, & deux mille livres pour moi; Martin pour deux mille livres, Cornuel pour deux mille livres.

Le même jour on délivra une ample commission à M. d'Enambuc & du Rossey, par laquelle son E'minence, en qualité de Chef, Grand-Maître & Sur-intendant du commerce de France, leur permet d'aller établir une colonie Françoise dans l'isle de Saint-Christophe, ou dans quelqu'autre qu'ils jugeront la plus commode pour cet effet, depuis le onzième jusqu'au dix - huitième degré de la

ligne Equinoxiale.

No. VI. COMMISSION de Monfieur le Cardinal de Richelieu, aux sieurs d'Enambuc & du Rossey Capitaines du Roi dans les mers de Ponant, pour établir une Colonie Françoise dans les Antilles de l'Amérique, nommément à Saint-Christophe & à la Barbade, du 31

tome I A RMAN

1 Card Seils, Che do comme fons que I Capitaines mat, nou quinte ans di Amiral grandes d de navires de quelqu François,

illes de Si cinq lieu toutes fi de la lig Indes of oucun Re pris terre

etre trèsbent then pour l'ent IR out at

tes illes. gent en i

DE SAINTE LUCIE. 13 s bont octobre 1626. Histoire des Antilles, Piéces justificatives fur l'Isle de Ste. MAND - JEAN du Plessis de Richelieu, Lucie.

JR L'

nont,

le dooil

Cardinal, Confeiller du Roi en ses Con-Ire. partie. agen feils, Chef, Grand Maître & Sur-intendant at por du commerce de France: A tous ceux qui ces présentes verront; SALUT. Savoir failelim fons que les sieurs d'E'nambuc & du Rossey Capitaines entretenus de la marine du Po-Rover nant, nous ayant fait entendre que depuis quinze ans, sous les congés du Roi & sus-& dit Amiral de France, ils auroient fait de deur grandes dépenses en équipages & armures de navires & vaisseaux, pour la recherche de quelques terres fertiles & en bon climat, capables d'être possédées & habitées par les François, & ont fait telle diligence, que depuis quelque temps ils ont découvert les illes de Saint-Christophe & de LA BARBADE, l'une de trente-cinq, & l'autre de quarantealler cinq lieues de tour, & autres isles voisines de toutes situées à l'entrée du Pérou, depuis L'onzième jusqu'au dix-buitième degré du nord de la ligne équinoxiale, faifant partie des Indes occidentales qui ne font possedes par aucun Roi ni Prince Chrétien; auxquelles ayant pris terre & sejourné l'espace d'un an, pour en avoir plus parfaite & particulière connoiffance, ils ont vû & reconnu par effet l'air y Nul être très-doux & tempéré, & lesdites terres fertiles & de grand rapport, desquelles il se peut tirer quantité de commodités utiles pour l'entretien de la vie des hommes; même ont avis des Indiens qui habitent lesdites isles, qu'il y a des mines d'or & d'argent en icelles, ce qui leur auroit donné su-

CAST TOZAL

· plèces des jet de faire habiter lesdites isles par quanti-

No. VI. Commission au sieur d'E'-Christophe. 1626.

Commissai- té de François, pour instruire les habitans res François, en icelles en la religion Catholique, Apole tolique & Romaine, & y planter la foi Chré. tienne à la gloire de Dieu & l'honneur du Roi, sous l'autorité & puissance duquel ils nambuc, pour desireroient, lesdits habitans, vivre & conétablir Saint-ferver lesdites ifles en l'obbillance de Sa Mas jesté. Pour cet effet, en attendant qu'ilplût à Sa Majesté en ordonner, lesdits sieurs d'E'. nambuc & du Rossey auroient fait construire & bâtir deux forts & havres en l'isle de Saint-Christophe, & laissé quatre-vinges hommes avec un Chapelain pour célébrerle service divin & leur administrer les sacremens, & des canons & autres munitions de guerre pour leur défense & conservation, tant contre les Indiens habitans desdites isles, que tous autres qui voudroient entreprendre fur eux pour les chasser d'icelles, & promis qu'ils y retourneroient promptement poury conduire le secours & les choses dont ils auroient besoin, ou pour les retirer, selon le bon plaisir de Sa Majesté, nous requérant qu'il nous plût fur ce les pourvoir, attendu la charge de Chef & Sur-intendant du commerce, dont il a plû à Sa Majesté de nous honorer. Pour ce est il, que nous de firant l'augmentation de la religion & foi catholique, & l'établiffement du négoce & commerce autant que faire se pourra, &attendu que lesdites isles sont au-delà des Amitiés, nous avons donné & donnons conge & pouvoir auxdits d'E'nambuc & du Rolley, d'aller peupler, privativement à tous autres, lesdites isles de Saint-Christophe & de la Barbade, & autres circonvoisines; icelles forti-

DE fier, y m

tres di de.

& habitan

religion Ca

ne; y celéb les facteme faire trava de tout ce celles, qu' dites iffes 1 & réduire 1 Majesté, n & apprêt d havires & mer & equ tous dang tes qui in vires ma

throat du Louis en B leur déclara qu'ils mette li de tout c

faire la g

empêcher

merce aux

allies; fero

combattre,

d'arme & c

URU

Ger, y mener & conduire nombre de Prê- Piéces justires & de Religieux pour instruire les Indiens ficatives sur & habitans d'icelles, & tous autres, en la l'ise de Ste. religion Catholique, Apostolique & Romai Lucie, he; y célébrer le service divin & administrer Ire. partie. es sacremens, y faire cultiver les terres & ns. Faire travailler à toutes fortes de mines & mede métaux, moyennant les droits de dixième de tout ce qui proviendra & se retirera d'ileduccelles, qu'ils seront tenus rendre au Roi, franc & quitte, & dont ils rapporteront bons a harcertificats, le tout pendant le tems & espace le mde vingt années, & à la charge de tenir lesporedites isles tous l'autorité & puissance du Roi, milite & réduire les habitans en l'obéissance de Sa Majesté. Et pour cet effet, tenir en état à mit apprêt de défense tel nombre de vaisseaux, anskinavires & pataches que besoin sera, les arentalmer & équiper d'hommes, canons, vivres elle, & munitions requifes & nécessaires pour faire notion les dits voyages; & de se pourvoir contre chols tous dangers, efforts & incursions des pira. mittes qui infestent la mer & déprédent les nak, wvires marchands, auxquels & en quelque spodieu qu'ils fe rencontreront, ils pourront arinfaire la guerre, ensemble à tous ceux qui & empêcheront le trafic & la liberté du commerce aux navires marchands François & remalliés; feront leurs efforts & diligence de les combattre, poursuivre, aborder & attaquer. vaincre, faisir & prendre par toute voie d'arme & d'hostilité; lesquels vaisseaux pardom tiront du Havre-de-Grace & port Saint-Louis en Bretagne, où ils seront tenus faire leur déclaration du nombre des vaisseaux qu'ils mettent en mer pour lesdits voyages, & de tout ce qui fera dedans; de garder &

ME'MOIRES SUR L'ISLE faire garder par ceux de leurs équipages,

No. VI. Commillion Christophe. 1626.

des Commis-durant leur voyage, les ordonnances de la faires Fran- marine, & de faire leur retour avec leurs navires audit Havre-de-Grace, & rapporte. ront ce qu'ils auront pris & recouvert fur les pirates & gens sans aven, & sur ceux au fieur d' E'-qui empêchent aux marchands François à nambue, pour alliés la navigation du côté du fud au-delà établirSaint- du tropique du Cancer, & premier méridien des Effores du côté de l'ouest. Et avant le dechargement des navires qu'ils aurontamenés, ils nous feront rapport de tout ce qui se sera fait & passé, pour sur ce en ordonner ce que nous jugerons utile & nécessaire au service du Roi & à l'avantage de ses sujets & de la chose publique. Si prions & requérons les Rois & Princes, Potentats, Seigneurs & Républiques, leurs Lieutenans Généraux, Amiraux & Vice - Amiraux, Gouverneurs de leurs provinces, Chefs & Conducteurs des gens de guerre, tant par mer que par terre, Capitaines, Gardes des ports & havres, vaisseaux, côtes & passages mantimes, & autres leurs Officiers & sujets: Mandons & ordonnons aux Intendans, Lieutenans généraux & particuliers des siéges de l'Amirauté, & autres Capitaines & Garde côtes, Commissaires & autres Officiers dela Marine étant sous notre pouvoir & en l'étendue de notre charge & jurisdiction, lailler librement passer, aller, venir, descendred séjourner lesdits d'E'nambuc & du Rossey,

avec leurs vaisseaux, navires & pataches,

leurs hommes, armes, munitions, vivies

& marchandises, & tout ce qu'ils auront pu

gagner & conquérir sur les pirates, corsaires & ennemis du public & de la France, avec le

faire en

mis & d

aucun tro

joignons

ement,

meter &

comme à

neines po

nul ne for

fe, qu'il 1

tenans de

embarque

MI OU C deux, por

e tout e dicelles,

de nos a

le repli. ]

celle en d

La Con

de Paris.

Grace, &

Compagni

appelé la ( cinquante i

deux home

Tome I.

RUL

leurs avec leurs prisonniers s'il y en a; sans leur pièces justifaire empêchement, ni souffrir leur être fait, ficatives sur retour mis & donné, ni à ceux de leur équipage, l'îste de Ste. ace, la aucun trouble, ennui, détourbier ni empê Lucie. & m chement, avec toute faveur, retraite & af Ire. partie. wen, i fistance. Comme aussi nous mandons & enand h joignons aux Lieutenans, gens de commaned dement, & tous foldats & matelots qui voupremis dront aller audit voyage fous la charge defest Indits sieurs d'E'nambuc & du Rossey, de leur qu'il prêter & rendre tout respect & obéissance ort de m comme à leurs Chefs & Capitaines, sous les rempeines portées par les ordonnances; & que a hand ne foit reçû pour aller à ladite entrepriage de se, qu'il ne s'oblige par devant lesdits Lieu. i pilos tenans de l'Amirauté, ou autres juges en Politice leur absence, des lieux où se feront lesdits s Lieu embarquemens, de demeurer trois ans avec .Ameux ou ceux qui auront charge & pouvoir s. (hid'eux, pour fervir fous leur commandement. re, mle tout en vertu des présentes ou vidimus Gants d'icelles, que nous avons signées de notre main, fait contre signer par l'un de nos Sécretaires, & fait mettre & apposer le scel Intende nos armes. Donne à Paris, le trente. unième octobre mil fix cens vingt-fix. Signé ARMAND CARDINAL DE RICHELIEU. Et fur es O le repli. Par mondit Seigneur, MARTIN. Et cellé en double queue de cire rouge.

La Compagnie ayant délivré cette com-mission à nos deux Capitaines, ils partirent de Paris. M. d'Enambuc alla au Havrede-Grace, & pendant que les Commis de la Compagnie faisoient équiper son vaisseau, appelé la Catholique, du port de deux cens cinquante tonneaux, il leva trois cens vingtdeux hommes pour mener dans les isles. M.

Tome I. 2de partie.

No. VI. Commillion au sieur d'E'-Christophe. 1626.

Pièces des du Rossey alla en Bretagne, où avant leve Commissai- deux cens dix hommes, il les mit dans les res François, deux vaisseaux appelés la Cardinale & la Vie. toire, savoir soixante - dix hommes dans le premier, & cent quarante dans le second M. Mabire Prêtre se mit avec lui en qualinambuc, pour té d'Aumônier, moyennant deux cens livres établir Saint- de gages, son entretien aux isles, & celui d'un valet. Sur la fin de janvier, M. d'E. nambuc partit du Havre, & ayant joint M. du Rossey, cette petite flotte, composée pour la plûpart de pauvres gens ramaffés à peu accoûtumés aux fatigues de la mer, it voile le 24 Février 1627.

> No. VII. ACTE de partage entre les François & les Anglois, des terres de l'isle de Saint-Christophe, du 13 ma 1627; avec les articles faits & accordés entre les deux nations. Histoire des Antilles, tome I, pages 17, 18, 10 6 20.

> PREMIE REMENT pour la baffe terre, le limites dudit Capitaine Waernard, au dit nom, prendront depuis la rivière qui fait la moitié du chemin depuis l'habitation de Meronar, & celle qu'a fait autrefois le fieur Chantal, jusqu'à la pointe de Sable al vallon du jardin de Samuel, vers le sud.

> Et pour les fieurs Capitaines d'E'nambu & du Rossey audit nom, leur partage sen depuis ladite riviére qui fait séparation del dites habitations, allant vers l'ett jusqu'aux Salines.

Pour la Capsterre, le partage dudit sieur

DI

le coté de lant vers Bo le pa nambuc & pois l'autre nobe, alla & depuis minte de S De plus di-deffus, 6 the, les fa ndes, les MIX S'IL V 6

entre les I

pourront f

commun. Leiquels buc, du R ie & proti wivre, ma plaisirs du terre; & ] de leur p tification, lites Maj Et en c

da Roffey tes Majelt fortifier & tophe de ti forts, desc mis publics domer déte polielion. phe, cetter

DE SAINTE LUCIE. Capitaine Waernard audit nom, fera depuis pieces justile côté de la rivière Saint-Christophe, al-ficatives sur home lant vers l'ouest, jusqu'à la Case du Pistolet. l'ise de Ste. Et le partage des fieurs Capitaines d'E'. Lucie. Wet he nambuc & du Rossey audit nom, fera de-Ire. parties dempuis l'autre côté de la Case de Saint-Christophe, allant vers l'est, jusqu'aux Salines; & depuis la Case du Pistolet, jusqu'à la pointe de Sable allant vers l'ouest. De plus, quelque partage qu'il foit fait ci-dessus, est entendu que la chasse, la pêche, les salines & les rivières, la mer, les rades, les mines, les bois de teinture & de prix s'il y en a, & chemins seront communs entre les François & les Anglois, & s'en orto pourront fervir, user & accommoder en commun. Lesquels partages lesdits sieurs d'Enam-buc, du Rossey, Waernard ont promis, ju-ré & protesté sur les saints évangiles, de

buc, du Rossey, Waernard ont promis, juré & protesté sur les saints évangiles, de
im fuivre, maintenir & entretenir sous les bons
plaisirs du roi de France & du roi d'Angleterre; & lesdits sieurs seront tenus & obligés
d'en faire avertir leursdites Majestés, chacun
de leur part, pour sur iceux en avoir la ratification, volonté & consentement de leurs-

dites Majestés.

Et en outre, lesdits sieurs d'E'nambuc, la du Rossey & Waernard, au nom de leursdimitétes Majestés & Compagnie, s'obligent de soutre de leurs directes Majestés & Compagnie, s'obligent de soutre soutre tophe de tout leur pouvoir, contre tous es la compagnie, s'obligent de suit soutre de leurs enne-temps publics, & autres qui voudroient leur possessi donner détourbier & empêchement en ladite possession. Fair en l'isse de Saint-Christophe, ce treize mai mil six cens vingt-sept, en (B 2)

Partagede Saint-Chriftophe entre & les An-

Piéces des présence de Maître Frassi Ministre de la pa Commissai- role de Dieu, pour la compagnie dudit res François. Waernard, Philippe Salomon Interprete, & - Antoine Halton, Jacques Ustrey, Jean Go. No. VII, lin Sergent; & Messieurs de Flumar, le Febvre, Chambaut, le Breuil, la Barre & Picot, pour la Compagnie des Indes occio les François dentales de France, & ont signé.

Et afin de vivre dans la paix & l'union glois, 1627. qui sont absolument nécessaires pour la confervation des colonies, & qui pourroient s'altérer par la diversité de deux nations. ces trois Chefs dressèrent quelques articles pour fomenter la paix & l'amitié établie entre eux & leurs sujets, les ayant proposé dans la même assemblée, ils les signèrentle même jour à la consolation de tous leurs habitans, qui s'en promettoient un repos perdurable.

## ARTICLE PREMIER.

PUISQUE les François & les Anglois ont conquis PAR ENSEMBLE l'iste de Saint-Christophe sur les Indiens, & que les Roisde France & d'Angleterre ont avancé & donné leurs commissions, les uns & les autres demeureront Gouverneurs pour lesdits Rois, chacun en leur quartier, suivant le partage qui en a été fait entre eux, & porteront les uns & les autres la qualité de Gouverneurs chacun en leur quartier.

II. Tous les François qui seront dans l'ille, ne recevront ordre, & ne reléveront que du Roi de France, & des Gouverneurs prépofés par Sa Majesté; & les Anglois du Roi d'Angleterre, & ses Généraux préposés.

III. Nul navire ne pourra traiter en l'ille

bi

neurs; s'il

donnera l'

sil eft Fran

nera auffi

fes; s'il eff

ble donner

IV. LES

tont retire

leurs habit

ains s'en t

folent dons

tre les INI

mes, de ba

chacun fera

tui ant qu

rir de tout VII. S'1

pagnons d

combats,

François

cun en f

VIII.

tre les F

pourront

ne leur ef

Princes;

feront ob

de faire a

pie, ce 1

ीक्ष, का p avec les it

les faire a

que par la permission desdits sieurs Gouver- Piéces justineurs; s'il est Anglois, le Gouverneur Anglois ficatives sur donnera l'ordre & le prix aux marchandises ; l'Isle de Ste. s'il est François, le Gouverneur François don. Lucie. mera auffi l'ordre & le prix aux marchandi. Ire, partie. fes; s'il est Flamand, tous les deux ensem-

ble donneront permission.

IV. LESDITS fieurs Gouverneurs ne pourront retirer aucuns hommes ou esclaves dans leurs habitations, qui ne leur appartiendra, k qui po ains s'en tiendront saisis jusqu'à ce qu'ils se foient donné avis desdits hommes ou esclaves.

V. S'IL y a course à faire dans l'isle contre les INDIENS, chacun contribuera d'hommes, de bateaux & d'armes à leur possible.

ls les fa VI. S'IL se faisoit descente dans l'isle par les ESPAGNOLS, au lieu de la descente, un ttoism chacun sera tenu d'y envoyer du secours plus puissant que faire se pourra, & s'entre-secou-MIEL rir de tout leur pouvoir.

VII. S'IL arrive différend entre les compagnons des uns ou des autres, querelles ou combats, les délinquans seront jugés par les François & Anglois, & puis renvoyés cha-

avance cun en fon quartier.

& les # VIII. S'IL arrive guerre en l'Europe, entre les François & Anglois, pour cela ne pourront lesdits sieurs se faire la guerre, s'il ne leur est expressement commandé par leurs Princes; & en cas de tel commandement, feront obligés de s'entre-avertir, auparavant de faire aucun acte d'hostilité.

FAIT & accordé en l'isle de Saint-Christo. phe, ce treizième mai mil fix cens vingtsept, en présence, &c. comme aux partages avec les mêmes sermens, & obligations de les faire agréer aux Rois leurs Souverains.

No. VIII. (B 3)

Piéces des Commissaires François.

No. VIII. Occupation passagère d'Antigoa, par les François. 1629.

No. VIII. EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'occupation passagère des isles d'Antigoa & de Monserrat, par les François, en 1629. Histoire des Antilles, tome I, page 25.

MONSIEUR, le Cardinal de Richelieu.... ordonna qu'on équipat promptement fix grands navires du Roi.... Cette flotte qui étoit commandée par M. de Cusac Ches d'Escadre . . . . ne fut en état de partir qu'au mois de juin de l'année 1629, & n'arriva à l'isse de Saint-Christophe que sur la fin d'août. Tome I, page 25.

M. de Cusac ayant . . . . remis les François dans la possession de leurs terres, renouvelé l'ancien traité avec les Anglois, & pacifié toutes choses . . . . . permit aux autres Capitaines de son escadre de courir le bon bord, & lui-même alla cherchet fortune vers le golfe de Mexique. Page 27.

A la fin d'octobre, Don Frédéric de Tolède Amiral d'une armée navale, arriva à

Saint-Christophe. Page 28.

La colonie françoise ayant été mise en desordre par l'armée d'Espagne, abandonne l'isle de Saint-Christophe. Page 31.

Ils furent trois semaines en mer . . . . . sans pouvoir atteindre l'isle d'Antigoa qu'il

vouloient babiter. Page 32.

Ils visitèrent cette isle de tous côtés, & l'ayant trouvée . . . . difficile à habiter, ils prièrent instamment le Capitaine Giron de les conduire à l'isle de Montserrat, habitée des Sauvages qui y avoient abondan.

dance de P Page 34 Le Capit g'en falloit partit donc étoit l'ife c d'où il env life de Mo tons les I

maces rend lerrat & d

noivelle fu

No. IX. de la Co avec les BUX Se 1635. page 4

Parc notre Sir gnés, f tiffime A de Riche de l'Ordre tre, Chef rigation let ce qu

Berruyer petite Da la Compa

dance de vivres, ce qu'il fit très-volontiers. Piéces justile la Page 34.

Le Capitaine . . . . . Giron crut qu'il l'Isle de Ste. Lettre n'en falloit pas demeurer là . . . . . il l'isle de Montserrat . . . . pour ramener delintous les François . . . . Cette bonne nouvelle surprit agréablement nos habitans Cem .... & après mille actions de de la graces rendues à Dieu, ils partent de Montferrat & des autres isles pour retourner à Saint-Christophe. Pages 34 & 35.

No. IX. CONTRACT du rétablissement de la Compagnie des isles de l'Amérique; avec les articles accordés par Sa Majesté aux Seigneurs associés, du 12 février 1635. Histoire des Antilles, tome I, page 46.

phe qu

de leur

ec les b

elcadre

ne alla d rédéric

evale, a

nt été !

ne, ala

ge 31.

Atin

tous of

金

le Co

e Mon

Poice

DAR-DEVANT Gabriel Guerreau & Pierre Parque Notaires & Garde-notes du Roi notre Sire en son Châtelet de Paris, soussignés, fut présent Monseigneur l'E'minentiffime Armand Jean du Plessis Cardinal Duc de Richelieu & de Fronsac, Commandeur de l'Ordre du St. Esprit, Pair, Grand-Maître. Chef & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France; lequel, fur ce qui lui a été représenté par Jacques Berruyer, E'cuyer, fieur de Manselmont, Capitaine des ports de mer de Veulettes & petite Dalle en Caux, l'un des associés de la Compagnie, ci-devant de Saint-Christophe (B 4)

ficatives fur

No. IX. Rétablisse= ment de la Compagnie des isles de L'Amérique. 1635.

phe & isles adjacentes, tant pour lui que les Commissai- autres associés de ladite Compagnie, que res François, pour le rétablissement d'icelle Compagnie, ci devant contracté des le mois d'octobre mil fix cent vingt-fix, est comme abandonnée \*, au moyen de ce qu'aucun des affociés ne s'est donné le soin d'y penser, joint que les concessions accordées à ladite Compagnie n'étoient suffisantes pour les obliger de s'y appliquer sérieusement; s'il plaisoit à Sa Majesté leur accorder de nouvelles & plus grandes concessions & privilèges, ils pourroient non seulement rétablir ladite Compagnie, mais même la porter à de plus grands desfeins & entreprises pour le bien de l'E'at qu'elle n'avoit projeté du commencement; fur quoi ayant été fait diverses propositions, ledit Seigneur Cardinal, pour & au nom de Sa Majesté, & sous son bon plaisir, a accordé à ladite Compagnie, ce acceptant par ledit sieur Berruyer présent, esdits noms, les articles qui suivent.

# ARTICLE PREMIER.

C'EST à savoir, que lesdits affociés continueront la colonie par eux établie dans l'ille de Saint-Christophe, & feront tous leurs efforts d'en établir aux autres principales îsles de l'Amérique, situées depuis le dixieme jusqu'au trentième degré au deçà de la ligne équinoxiale, qui ne font occupées par aucun Prince Chrétien; & s'il y en a quel ques-unes habitées par aucuns Princes Chrêtiens, où ils puissent s'établir avec ceux

\* On n'a rien changé an texte, qui paroit de fectueux.

DE qui y fon

ment II. QUE due, qui fo rages, left leur poffibl Catholique pour cet e dis affocié mole de tholiques, formir des fer nécessa III. Qui

performes en forte q qui sont partie: 8 qui y so esdites i acte cert phe, du present; a l'avenir

dites ifles ,

dication of

ladite Con tifié du C la descen perionnes deldits all

de l'Amir

on qui y font à présent, ils le feront pareille-ficatives sur ficatives sur les îlle (ment. Que les isses qui sont dans ladite éten-l'isse de ste.

due, qui sont occupées à présent par les Sau-Lucie. vages, lesdits associés s'y habituant, feront Ire. partie. leur possible pour les convertir à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; & laditupour cet effet, en chacune habitation, lefplain ou trois Eccléfiastiques pour administrer la parole de Dieu & les sacremens, aux Cas, in tholiques, & pour instruire les Sauvages; leur feront construire des lieux propres pour plus la célébration du fervice divin, & leur feront fournir des ornemens, livres & autres cho-

come fes nécessaires pour ce sujet.

les pour III. Que lesdits associés feront passer auxuta dites isles, dans vingt ans du jour de la ran plu tification qu'il plaira à Sa Majesté de faire desdits articles, le nombre de quatre mille t, the personnes au moins de tout sexe, ou feront en sorte que pareil ou plus grand nombre y paffe dans ledit temps, duquel nombre ceux qui sont à présent à Saint-Christophe feront partie: & pour savoir le nombre de ceux qui y font, & qu'on fera passer à l'avenir ront m esdites isles, lesdits associés fourniront un acte certifié du Capitaine de Saint-Christophe, du nombre des François qui y sont à présent; & les maîtres de navires qui iront à l'avenir à ladite isle ou autres affectées à ladite Compagnie, apporteront un acte certifié du Capitaine ou Gouverneur de l'isle où la descente aura été faite, du nombre de personnes qui y auront passé à la décharge desdits affociés, qui sera registré au Greffe de l'Amirauté.

(B 5) IV.

, gir

Pièces des

No. IX. Retabliffement de la Compagnie des illes de l'Amerique. 16350

IV. Qu'ils ne feront passer esdites isles; Commissai- colonies & habitations, aucun qui ne soit na res François, turel François & ne fasse profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; & fi quelqu'un d'autre condition y passoit par surprise, on l'en fera sortir aussi-tôt qu'il sera venu à la connoissance de celui qui commandera dans ladite ifle.

V. Que lesdits affociés pourront faire for tifier des places & construire des forts, & établiront des colonies aux lieux qu'ils jugeront les plus commodes pour l'affurance du commerce & la conservation des François.

VI. ET pour aucunement les indemnifer de la dépense qu'ils ont ci-devant faite & qu'il leur conviendra faire à l'avenir, Sa Majellé accordera, s'il lui plaît, à perpétuité auxdits affociés & autres qui pourront s'affociei avec eux, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, la propriété desdites isles en toute juflice & feigneurie, les terres, rivières, pons, havres, fleuves, étangs, isles; mêmement les mines & minières, pour jouir desdites mines conformément aux ordonnances; & du furplus des choses susdites, Sa Majesté ne s'en réservera que le ressort & la foi & hommage oui lui sera faite & à ses successeurs rois de France, par l'un desdits afsociés au nom de tous, à chacune mutation de Roi, & la provision des Officiers de justice souveraine qui lui seront nommés & présentés par lesdits affociés lorfqu'il fera befoin d'y en établir.

VII. SA MAJESTE' permettra auxdits allociés d'y faire fondre canons & boulets, forger toutes fortes d'armes offensives & défenfives, faire poudre à canon & toutes autres munitions nécessaires pour la conservation defdits lieux. VIII.

VIII. & min en telle fi habiteron tels droite le jogeton

1

IX. Po Emblera, andites i envoier Majesté, ne pourra

h diftribu

X. Qu siets de des, ne ports , h ious les ledit co qui iron ladite C Majesté & comm

pour alle jagnie de AL E pour l'E les delce

ladite ch

VIII. Pourront lesdits affociés améliorer pièces justicun de ménager lesdites choses à eux accordées, ficatives sur rolle en telle facon qu'ils aviseront pour le mieux, l'isse de Ste lique de telle façon qu'ils aviseront pour le mieux, l'isse de Stedillon habiteront sur lesdits lieux, avec réserve de les droits & devoirs, & à telles charges qu'ils

le jugeront à propos.

IX. POURRONT lesdits affociés mettre tels Capitaines & gens de guerre que bon leur eds femblera, dans les forts qui feront construits auxdites isles, & austi sur les vaisseaux qu'ils y envoieront; fe réfervant néanmoins Sa Majesté, de pourvoir de Gouverneur général nt les fur toutes lesdites isles, lequel Gouverneur ne pourra s'entremettre du commerce ni de enit, la distribution des terres desdites isles.

Pend X. Que pendant vingt années, nul des sujets de Sa Majesté, autres que lesdits associés, ne pourra aller trafiquer esdites isles, ports, havres & rivières d'icelles, que du rille consentement par écrit desdits affociés, & fous les congés qui leur seront accordés sur ledit consentement; le tout à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises de ceux Mai qui iront autrement, applicable au profit de foil ladite Compagnie; & que pour cet effet, Sa Majesté ni Monseigneur le Cardinal Duc de Richelieu, Grand-Maître de la navigation Roll & commerce de France, & ses successeurs en ladite charge, ne donneront aucuns congés pour aller aux isles, sinon à ladite Compalyan gnie, laquelle s'intitulera dorénavant la Compagnie des istes de l'Amérique. LS 5000

XI. ET pour convier lesdits sujets de Sa Majesté à une si glorieuse entreprise & si utile pour l'E'tat, Sadite Majesté accordera que les descendans des François habitués esdites

& book

nfiveri

a cont

ifles ,

Commissai-No. IX.

Rétabliffement de la Compagnie des istes de l' Amérique. 1635.

isles. & les Sauvages qui seront convertis à la foi & en feront profession, seront censes res François. & réputés naturels François, capables de toutes charges, honneurs, fucceffions, donations, ainsi que les originaires & regnicoles, sans être tenus de prendre lettres de déclaration ou naturalité.

XII. Er d'autant que le principal objetdes affociés & de ceux qui se pourront affocier, est pour la gloire de Dieu & l'honneur du Royaume, Sa Majesté déclarera que les Pré-Jats & autres Eccléfiastiques, les Seigneurs & Gentilshommes & les Officiers, soit du Conseil de Sa Majesté, Cours souveraines ou autres, qui seront associés, ne diminueront en rien de ce qui est de leur noblesse, que lité, privilèges & immunités.

XIII. QUE les artisans qui passeront esdites isles & y séjourneront pendant six années consécutives, & y exerceront leur métier, soient réputés maîtres de chef-d'œuvre & puissent tenir boutiques ouvertes en toutes les villes du Royaume, à la réserve de la ville de Paris, en laquelle ne pourront tenir boutiques ouvertes que ceux qui auront demeuré. & pratiqué leur métier esdites isles pendant dix années.

XIV. ET que s'il arrivoit guerre civile ou étrangère qui empêchât lesdits affociés d'exécuter ce à quoi ils s'obligent par les présens articles, il plaira à Sadite Majesté leur prolonger le temps pour l'éxécution d'iceux

XV. ET au cas que lesdits associés manquassent en quelque point à ce quoi ils s'obligent, Sadite Majesté pourra donner liber. té à toutes personnes de trafiquer esdites isles, & disposer des terres non occupées par ladite

Com-

d'eux, ain affociés pui ges & inter XVI. SA fer ès lieux nécessaires defins; & t cation, Sad noillance, hear Berruy ninute des nar lefdits : leigneur le

DE

Compagni

douzième i mondit Sei Berruyer, neurée au HAU & P No. X.

poré, l'an

Cardin yer, a desilles

DOUR 1 de l'if iacentes\*, on ceux de des le moi abandonné dits affocié

\* On n'arie

feron Compagnie ou autres François ayant droit pièces justis on d'eux, ainsi qu'il lui plaira : sans que lesdits ficatives sur s, conflociés puissent être tenus d'aucuns domma-l'isle de Ste. es & intérêts pour le défaut d'exécution.

XVI. SA MAJESTE fera expédier & véri-Ire, parties; es der ès lieux qu'il appartiendra, toutes lettres nécessaires pour l'entretenement de ce que printidesfus; & en cas d'opposition à ladite vérification, Sadite Majesté s'en réservera la connoissance, à soi & à sa personne: & a ledit fieur Berruyer, laissé pour être annexé à la minute des présentes, le pouvoir à lui donné par lesdits associés à l'effet des présentes. Ce fait & accordé & accepté en l'hôtel de Monfeigneur le Cardinal à Paris, rue Saint-Ho-noré, l'an mil fix cent trente-cinq, le lundi douzième jour de février après midi; & ont, mondit Seigneur le Cardinal de Richelieu & Berruyer, figné la minute des préfentes, demeurée audit Parque Notaire. Signé Gueront w REAU & PARQUE, avec paraphe.

éleme No. X. ARTICLES accordés entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, au nom des associés de la Compagnie aurotti des isles de l'Amérique, le 13 février 1635. es ille Histoire des Antilles, tome I, page 51.

a tootti

guerret DOUR le rétablissement de la Compagnie de l'isle de Saint - Christophe & isles adjacentes \*, contractés ci-devant entre nous, ion ou ceux desquels aucuns de nous ont droit dès le mois d'octobre 1626, qui est comme abandonnée, au moyen de ce qu'aucun desdits affociés ne s'est donné le soin d'y penfer . uerell

\*On n'a rien changé au texte qui paroît défectueux.

No. X. Articles accordés à la Compagnie des illes de l' Amerique. 1635.

Pièces des fer, joint que les concessions accordées à Commissai - Compagnie, n'étoient suffisantes pour l'obli. res François. ger de s'y appliquer sérieusement: nous a vons estimé qu'il étoit à propos d'obtenir de Sa Majesté de nouvelles & plus grandes concessions & privilèges; ce que Monseignem le Cardinal Duc de Richelieu, Grand Maltre & Sur-intendant de la navigation & com. merce de France, nous ayant accordé au nom de Sa Majesté, & sous son bon plaisir, pour empêcher qu'à l'avenir ladite Compagnie ne déchoie encore faute de foin & bon règlement, nous avons accordé entre nous les articles fuivans, à l'exécution desquels nous nous fommes foûmis, & y avons obligé les parts & portions que chacun de nous a en ladite Compagnie.

#### PREMIE'REMENT.

Nous avons avisé qu'il y aura dorénavant quatre Directeurs de ladite Compagnie & fociété, qui auront le soin & entier maniement des affaires d'icelle, tant ès isles de l'Amé. rique qu'en France, avec plein-pouvoir de nommer les Commis, Facteurs, E'crivains, leur donner les ordres nécessaires à garder tant esdites isles que dans les ports & havres de France, pour la réception, voiture, vente ou troc des marchandises de la Compagnie! pourront traiter avec les Capitaines, maîtres de navires, pour passer esdites isles de l'Amérique, & nourrir les personnes que ladite Compagnie y voudra envoyer ou en fairere venir; & pour le fret des marchandises de ladite Compagnie, ne pourront toutefois lesdits Directeurs obliger la Compagnie que jusqu'à la concurrence du fonds d'icelle, ni rien

rien ordoni pour ligner II. QUE O mois lefdits heures aprè Confeiller d des affociés non le bie Temblée t

affaires qui II. Qu'11 de la Comp nercredi di an logis du flocies fero sover leur k non à d'a

ters ce qu

poorer, fi b

innée, co bien de la non, ne tions qui Wée géné IV. Qu de en ce

lent être av taire, por tance, fi wars de l'

allemblees décidé par DE SAINTE LUCIE. 31 Merien ordonner qu'ils ne foient du moins deux Pièces justi-ficatives fur interpour figner les ordonnances. l'Isle de Ste. II. Que tous les premiers mercredis des Lucie. mois lesdits Directeurs s'assembleront à deux le partie. meures après midi, au logis de M. Fouquet Conseiller du Roi en son Conseil d'état l'un u, ordes affociés, pour aviser à ce qui sera à faire pour le bien de la Compagnie; à laquelle affemblée tous lesdits associés se pourront mitrouver, si bon leur semble, pour savoir les maffaires qui s'y proposeront, & en dire leur te de la Vis. III. Qu'il fera fait une assemblée générale de la Compagnie tous les ans, le premier mercredi du mois de décembre après midi, au logis dudit sieur Fouquet, où tous lesdits affociés seront obligés de se trouver, ou envoyer leur procuration à l'un des affociés, un& non à d'autre, pour apprendre des Directeurs ce qui se sera passé pendant le cours de l'année, concernant ladite fociété, & pour y initie de la Compagnie; & les associés qui ne likis's y trouveront ou n'enverront leur procura-iention, ne laisseront d'être obligés aux résolu-tions qui auront été prises en ladite assemblée générale. Pott! IV. Que tous lesdits affociés éliront domimocile en cette ville de Paris, auquel ils puif-fent être avertis de se trouver aux assemblées extraordinaires qu'on pourra être obligé de faire, pour pourvoir aux affaires d'importance, a aucunes surviennent pendant le cours de l'année. V. Que tout ce qui sera proposé esdites affemblées générales ou particulieres, sera

qui

décidé par la pluralité des voix des affociés

nds on .

qui s'y trouveront; & le Secrétaire de le Commissai- Compagnie tiendra registre des résolutions, res François. qu'il fera figner aux Directeurs qui y auron affifté.

No X. Articles accordés à la Compagnie des iftes de l'Amerique. 1635.

VI. CEUX qui auront manié les affaires de ladite societé & biens d'icelle, tant du passe que pour l'avenir, soit esdites isles ou en France, seront obligés d'en envoyer l'étatou compte aux Directeurs, lorsqu'ils le demanderont, pour en arrêter la recette & dépense en leur affemblée des premiers mercredis d'un chacun mois; & pour le reliquat desdits comptes, la compagnie en l'assemblée générale en ordonnera.

VII. COMME aussi ladite Compagnie se réferve de nommer les Capitaines des isles esquelles on établira colonie, les Capitaines des navires qu'elle aura en propre, & les Officiers de justice qu'il conviendra établir esdites isles, & de faire les traités & concessions à perpétuité ou à temps d'aucune delde tes ifles.

VIII. Qu'ESDITES affemblées générales du premier mercredi du mois de décembre de chacun an, ce qui reviendra de bon des marchandifes vendues, les frais préalablement payés, sera partagé entre les affociés, selon les parts & portions qui appartiennent à chacun de nous en ladite Compagnie, si par la dite assemblée autrement n'en est ordonné.

IX. En ladite affemblée générale du mois de décembre, il sera nommé par chacun an deux nouveaux Directeurs, en la place de deux des quatre anciens; & après que les quatre qui seront ci-après nommés, auront été changés, les deux plus anciens des quatre feront toujours changes, s'ils ne sont nom-

mes de

XL

remm)

18, Martin

to Roi en

Eler aud

pale, qu'i

nan de la

m appartie

chandifes &

All, At

re la par

XHL AU

urre que de

mi de la (

mara aci

si well agr

10m L 2de

le somés de nouveau pour deux autres années. Pièces justi-X. LADITE Compagnie nomme pour Di-ficatives für recteurs jusqu'au mois de décembre prochain, l'Isse de Stes les fieurs de Guénégaud Conseiller du Roi en Lucie. fon Conseil d'état & Trésorier de son épargicelle, ne, Martin sieur de Maunoy aussi Conseiller edite du Roi en son Conseil d'état, Bardin Conen em feiller audit Conseil & Président en la Chamlongui bre des Comptes de Bourgogne, & Berruyer a rem E'cuyer sieur de Manselmont, associés de lanien dite Compagnie.

eliqua XI. Er en cas que par ci-après il arrivat l'am telle perte à la Compagnie, ce qu'à Dieu ne plaise, qu'il fût nécessaire de faire un nou-

te le veau fonds, il fera loifible à ceux qui ne voupitains dront contribuer leur cottepart, de renoncer nie, sà la société; & ce faisant, ils perdront leur en propriété desdites isles, & des nyiem marchandises & autres choses qui seront en smicelles, même des vaisseaux, si aucuns y a. no qui appartiennent en propriéte à la Compa-

gnie : prendront néanmoins leur part des marnbles chandises & effets de ladite société qui se-

is de sont lors en France.

URLI

XII. Aucun des affociés ne pourra prenfais dre sa part des marchandises en espèce, & feront toutes les marchandises vendues en

commun au profit de la Compagnie.

XIII. Aucun de nous ne pourra vendre la part qu'il a en la fociété, à autre qu'à l'un des affociés; & en cas qu'il la vende à un autre que de la Compagnie, il fera au pouqui l'aura achetée, du prix qu'il en aura donné, ou de le recevoir dans la Compagnie, s'il lui est agréable : fera néanmoins permis auxdits affociés, d'affocier à leurs parts telles Tom. I. 2de partie.

Commissai.

No. X. Articles accordés à la Compagnie des isles de l'Amérique. 1635.

personnes que bon leur semblera, sans que pour ce lesdits sous-associés puissent avoirenres François, trée ès affemblées de la Compagnie, ni voix délibérative.

XIV. Arrivant le decès d'aucuns de nous. les veuves & héritiers feront obligés de déclarer dans deux mois du jour du decès, s'ils entendent renoncer à ladite fociété ou la continuer; & en cas de continuation, de nom. mer quelqu'un au lieu du défunt, qui soit agréable à la Compagnie, lequel n'aura en trée ès assemblées, qu'après avoir fait enregistrer son pouvoir par le Secrétaire de la Compagnie, de l'ordonnance des affociés; & en cas de renonciation, lesdites veuves & héritiers pourront prendre leur part des effets de la société qui seront en France, & pour le furplus, toute la part qu'ils auront en la propriété desdites isles, marchandises qui y seront, & vaisseaux qui appartiendront à ladite Compagnie, par le moyen de ladite renonciation, retournera au profit de ladite Compagnie; & jusqu'au jour de ladite renonciation, ou acceptation & nomination d'une personne, tout ce qui aura été fait par l'assemblée ou Directeurs, aura le même effet que s'ils y avoient donné consentement

XV. Aucuns créanciers des affociés ne pourront demander compte des effets de la société, ni poursuivre la Compagnie, ni les Directeurs par justice; ains seront tenus de se contenter de la clôture des comptes, & de recevoir ce que pourroit faire leur débiteur, sans être admis à distraire le fonds, ni pretendre entrée en la Compagnie, pour affifterà

l'examen des comptes qui ne seroient rendus. XVI. LESDITS affociés se réservent la fa-

ger

tet I

you N

Carille

Palines

de Mada

at La

in des

Rois

entre

Berry

Comp

8 m

tome

7Û

delieu (

rance,

Berruyer

Me, le I

telette P

a four for

SUR LI femblera !

la part qui.

sugge iup 7

le moyer a au profit

our de la & nominin

ra été fitt

ies puller culté d'ajoûter d'autres articles, ou d'en chan-Pièces justi-Compani ger selon qu'il sera jugé avantageux à la Com ficatives sur pagnie, par la pluralité des voix des affociés. l'ille de Ste.

FAIT à Paris, ce treize février mil fix Ire. partie. ès d'anomi eront of cent trente - cinq. Signé Fouquer, ayant our de Charge de M. le Cardinal Duc de Richelieu, ite societ & en mon nom : de Flecelles, Martin, tant ntinuation pour M. le Commandeur de la Porte que pour moi; de Guénégaud, tant pour la part de caucilie feu M. Marion que pour moi; Bardin, Ber-presami ruyer, Morant, Cavelet, tant pour M. de le Series Cauville que pour moi; Launoy, Razilly, Cauville que pour moi; Launoy, Kaziny, Pradines ceffionnaire de la moitié de la part nanc de Madame la Maréchale d'Effiat; & l'Avore leu pl'un des Notaires soussignés.

istes, No. XI. ARREST du Conseil d'état du Roi, portant ratification du Contrat passé entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, pour le rétablissement de la Compagnie des isles de l'Amerique, du 8 mars 1635. Histoire des Antilles. tome I, page 56.

aura le na. U par le Roi, étant en son Conseil, le confener contrat passé par M. le Cardinal de Rite de michelieu Grand - Maître, Chef & Sur - inten-Compandant général de la navigation & commerce de ns sem France, au nom de Sa Majesté, avec le fieur des com Berruyer, tant en son nom que des autres afaite les semisories de la Compagnie des isses de l'Amérile ma que, le 12 février de la présente année, pardevant Guerreau & Parque Notaires au Châ-ne faute ledit sieur Cardinal, au nom de Sa Majesté, & fous fon bon plaisir, accorde à ladite Com-

(C 2)

pag-

加

100

400

må (

湖北,

tous o'

le form

guie d

quelqu

par n

Sur- i

nous p

10 potel

No.

No. XI. Ratification des articles Compagnie des istes de l'Amérique. 1640.

Pièces des pagnie, aux charges & conditions appolées Commissai- audit contrat, la faculté de continuer la cores François. Jonie de l'isle de Saint-Christophe, & d'établir des colonies aux autres isles de l'Amérique, depuis le dixième jusqu'au vingtième degré de la ligne équinoxiale; le pouvoir de accordés à la construire des forts esdites isles, la propriété desdites isles en toute justice & seigneurie; la permission de faire forger toutes sortes d'armes, de ménager, améliorer & distribuer les terres, à telle condition que la Compagnie avisera; mettre des Capitaines & gens de guerre dans les forts; & pendant vingt années le trafic esdites isles, à l'exclusion de tous autres sujets de Sa Majesté, si ce n'est du consentement de la Compagnie, à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises au profit de ladite Compagnie: Que les affociés & autres qui s'affocieront à ladite Compagnie, de quelque dignité, qualité & condition qu'ils soient, ne diminueront en rien de ce qui est de leur noblesse, dignités, qualités, privile ges, prérogatives & immunités; que les artisans y acquerront maîtrise: LE ROI E'TANT EN SON CONSEIL, a ratifié, confirmé & validé ledit contrat du 12 février dernier: veut & entend qu'il forte son plein & entier effet, & que les affociés de la Compagnie des illes de l'Amérique, & autres qui s'y affocieront à l'avenir, leurs hoirs & fuccesseurs, & ayans cause, jouissent du contenu en icelui: Ordonne Sadite Majesté qu'à cette fin toutes lettres nécessaires leur seront expédiées en vertu dudit présent arrêt. FAIT au Conseil d'état, le Roi y étant, tenu à Senlis, le huitième jour de mars mil fix cent trente-cinq. Signé Bouthillier.

No. XII LETTRES PATENTES de l'ife de Ste. Sa Majeste, en forme de commission, por-Lucie. tant vérification du contrat de rétablisse- Ire. partie. ment de la Compagnie des isles de l'Amérique, & de ses articles, du 8 mars 1635. Histoire des Antilles, tome I, pag. 57.

Pièces justificatives fur

ger toutes for orer & this T Ours, par la grace de Dieu, Roi de Franque la Con ce & de Navarre: A tous ceux, &c. SApitaines da LUT. Le dessein que nous avons de rétablir le commerce de la mer, ne se pouvant mieux exécuter que par les sociétés qui se contrac-, fait tent à cet effet, les particuliers n'étant capables d'entreprises des voyages de grande dépense, & encore moins de conduire des colonies de nos sujets en des terres éloignées, nous oblige de favorifer les Compagnies qui fe forment pour aller à la mer, autant qu'il nous est possible; & espérant que la Compagnie des isles de l'Amérique pourra réussir à quelque chofe d'avantageux pour le bien de l'E'tat, par notre arrêt de ce jour, nous avons ratifié, confirmé & validé le contrat passé pour cet effet sous notre bon plaisir, par notre très-cher & amé cousin le Cardinal de Richelieu, Pair, Grand-Maître, Chef & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France, ci-attaché fous le contre-scel de notre Chancellerie: Voulons & nous plaît qu'il forte fon plein & entier effet, & que lesdits affociés de ladite Compagnie. & autres qui s'y affocieront, leurs hoirs, fuccesseurs & ayans cause, jouissent du contenu en icelui. Si Donnons en mandement à notredit cousin le Cardinal Duc de Richelieu, (C 3)

fié, contra évrier denie plein drain Compagnie

SUR LI

condition

de continu

res illes de

julqu'a p

xiale; leps

es ifles, lam

uffice & tio

cendant rion

exclusion de

nie, a pent

narchadis

Que les il

ladite (m

té & contin

en rien da

s, quality

nunités; a ife: Lala

qui s'y di en icelia te fo tous

Confeil & , le lim e. cim

Piéces des Commissai-

No.XII. Confirmation gnie des ifles de l'Améria que. 1635.

& à tous nos Officiers de la marine, & autres Juges quelconques, que du contenu audit res François. contrat ils fassent jouir & user pleinement& paisiblement ladite Compagnie des isles de l'Amérique, faisant cesser tous troubles, & de la Compa- empêchemens généralement quelconques; & tous Huissiers & Sergens, de faire tous exploits nécessaires en vertu des présentes, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres choses à ce contraires; CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Senlis, le huitième jour de mars mil six cent trentecinq, & de notre règne le vingt-cinquième, Signé LOUIS. Et plus bas sur le repli, De par le Roi, Bouthillier. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

> No. XIII. COMMISSION de Lieutenant général à la Martinique, accordée au sieur du Parquet par la Compagnie des isles de l'Amérique, du 12 decembre 1637. Histoire des Antilles. tome I, page 106.

I A Compagnie des isles de l'Amérique: Au fieur du Parquet; SALUT. L'tant nécessaire d'établir dans l'isle de la Martinique des personnes d'autorité pour la conservation des François qui y sont à présent en bon nombre, & les faire vivre en paix & union felon les loix de France; & l'emploi que vous avez eu dans l'isle Saint-Christophe fous le fieur d'E'nambuc votre oncle Capitaine général de ladite isle, ayant fait voir votre courage & conduite: A ces causes, la Compagnie assurée de votre affection

加包

幽

加加

de cette

四回

mit |

問

gerz B

ed, d

os, bie

tois di

(a dac)

ampté

in fer

1005

16

qui dé

YOUS C nous

tis. I

te-Sept

Ti.

金

URL

la marin

haro, da

Donneik

le vington

R. Et foots

Jartinique,

les de l'h

pour lace

font inch

e vivie en

rance; die ifle Saint-O

mbuc rone

ite ille, and

duite: A @

de votre al

du que au service du Roi & au bien de la Compa- Pièces justiules gnie, vous a établi, commis & député, é-ficatives sur pagnit tablit, commet & députe son Lieutenant gé-l'Isle de Ste. rous néral en l'isse de la Martinique, pour le reste Ire, partie, de cette année, & les trois années suivans, de lien tes qui commenceront au premier janvier mil fix cent trente-neuf, pour, en l'absence du Capitaine général de ladite isle, qui sera nomme par ladite Compagnie, & lorsqu'il y sera, par ses ordres, faire tout ce que milia jugerez nécessaire pour le service de Sa Majesté, établissement de la colonie des François, bien & utilité de la Compagnie, aux bas fur kn droits de trente livres de petun à prendre fur chacun des habitans de ladite isle non exempté par ladite Compagnie, ès années qu'ils feront du petun; & ès années qu'ils n'en feront point, du trentième des marchandises de traite qu'ils feront: Mandons à tous Capitaines, Officiers & gens de gueruet par hi re, & autres habitans de ladite isle de la érique, Martinique, qu'ils aient à vous obéir en ce ire de qui dépendra de ladite charge; de ce faire vous donnons pouvoir, en vertu de celui à nous donné par Sadite Majesté. FAIT à Paris, le deuxième décembre mil fix cent tren-SALUT. LI te-sept. De de la Man

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires êtrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XIV. EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'occupation passagère de l'isle de Sainte-Lucie par les Anglois, en 1639,

Pièces des Commissaires François. & leur abandon de cette isle en 1640. Histoire des Antilles, tome I, pages 434 & 435.

No. XIV.
Occupation
passagère de
Sainte Lucie
par les Anglois, & leur
abandon,

1640.

Es Anglois s'étoient établis dans cette L isle dès l'année mil six cent trente-neus. & y avoient demeuré plus de dix-huit mois sans que les Sauvages eussent rien entrepris contre leur colonie; mais l'année mil fir cent quarante, un vaisseau Anglois ayantété pris du calme devant la Dominique, quelques Sauvages croyant que ce fût un navire François, furent dedans à leur ordinaire; les Anglois les y reçûrent avec caresse, & leur firent boire quantité d'eau de vie; mais pendant que ces pauvres Sauvages ne songeoient qu'à se bien divertir, le Capitaine fit lever l'ancre. Les Sauvages s'étant apercûs de son mauvais dessein, voulurent descendre dans leurs canots pour retourner chez eux; mais les Anglois s'étant mis en étatde les empêcher, ils furent obligés de se jetet à la nage pour regagner leur isle; ils ne pûrent pourtant empêcher que les Anglois ne retinssent quatre de leurs compagnons, qu'ils lièrent & emmenèrent prisonniers avec eur pour les faire esclaves.

Ce fut là l'occasion du trouble que les Anglois reçurent dans cette isle: car les Sauvages qui s'étoient sauvés à la nage, s'étant plaints de la persidie des Anglois, & en ayant donné avis à ceux de la Martinique & de Saint-Vincent, ils résolurent de les aller tous assommer dans Sainte-Alouzie. Ayant pris jour, ils se trouvèrent tous à point nommé au rendez-vous, & au mois d'août de l'année mil sus cent quarante, ils sirent une

01-

hombe

time, l

16, gift

m kele

mols!

tende o

Shingi

hand is

Surge

in Glacita

lings,

fayeur

iles qu'i

re fecou

mre l

lest de

(SEE

Conto

19 1001

Din

[ hay

horrible irruption fur les Anglois, mirent pièces justis, montoit à feu & à sang, massacrèrent le Gou-ficatives sur verneur, assommerent la plûpart des habi-l'ise de Ste. tans, pillèrent les magasins, brulèrent les Lucie. rales, gaterent tous les vivres, & firent se diout le dégât qu'ils pûrent pour venger le se diout le dégât qu'ils pûrent pour venger le fort qu'ils en avoient reçû. Ceux qui échappirent de cette boucherie, abandonnérent l'isle de Montserrat.

Les Anglois, pour couvrir leur lâcheté &

Dominieur négligence, en imputèrent la faute à M. du Parquet, croyant qu'il avoit animé les Sauvages de son isse à cette expédition: de Pointe de la fit ses plaintes à M. de Pointes de M. de Pointe de la fit ses plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plaintes à M. de Pointe de la fit se plainte de la fi den by; mais M. du Parquet fit évidenment con-Same notre la fauffete de cette plainte, en faisant woir qu'il les avoit fait avertir du dessein des Sauvages, si-tôt qu'il en avoit eu la nouein, vollyelle.

Cette irruption des Sauvages jeta une teldant mae frayeur dans l'ame des ANGLOIS, qu'ils oblight NE PENSERENT PLUS & SY RETAeur les BLIR, à cause que cette isle étant éloignée de wels welles qu'ils babitoient, ils n'en pourroient pas companitre secourus dans une pareille rencontre.

No. XV. ACTE par - devant Notaire teille: a entre le Cardinal de Richelieu & le il me sieur de Berruyer, portant concession de Anglois nouveaux privilèges en faveur de la e la Mas Compagnie des isles de l'Amérique, du urent 29 janvier 1642. Tiré du dépôt des Alouze affaires étrangères.

rent tous AR-DEVANT Charles Richer & Pierre Parque Notaires & Gardes-notes du Roi (.C 5)

No. XV. lèges de la Compagnie des illes de l' Amérique. 1642.

Pièces des au Châtelet de Paris, foussignés, fut pré-Commissai- sent en sa personne Monseigneur l'E'mi res François nentissime Armand Jean du Plessis Cardinal. Duc de Richelieu & de Fronsac, Commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit, Pair, tion des privi- Grand Maître, Chef & Sur-intendant gent ral de la navigation & commerce de France: lequel, fur ce qui lui a été remontré par Jacques Berruyer E'cuyer, sieur de Manselmont, Capitaine des ports de mer de Veulettes & petites Dalles en Caux, l'un desas fociés de la Compagnie des isles de l'Amé. rique, tant pour lui que pour les affociés de ladite Compagnie; que ladite Compagnie, depuis les articles à elle accordés par son E'minence, le douzième février mil six cent trente-cinq, ratifiés par Sa Majesté le huitième mars suivant, a fait tous ses efforts pour rendre la colonie des François esdites isles plus confidérable qu'elle n'avoit été par le passé, & même s'est constituée en de grandes dépenses pour satisfaire aux charges portées par ladite concession dont elle s'est acquittée; en forte qu'au lieu d'une isle qui étoit habitée par un petit nombre de François, il s'en trouve maintenant trois ou quatre bien peuplées, non seulement de quatre mille personnes qu'elle devoit faire passer en vingt années, mais de plus de sept mille qu'elle a fait passer en moins de trois ou quatre ans, avec bon nombre de Religieux en chacune d'icelles; & desireroit encore à l'avenir rendre des services plus considérables à l'E'tat, si elle étoit gratifiée de nouveaux privilèges, & soulagée des charges & impositions qui ruinent son commerce & empêchent ses entreprises. Sur quoi ledit

曲

as Prince

ravet p

tion is

iccipe

lonce,

ice des

Seigneur Cardinal, pour & au nom de Sa Piéces justimleim Majesté, & sous son bon plaisir, a accordé ficatives sur Par ladite Compagnie, ce acceptant par ledit l'Isle de Ste. From Berruyer, audit nom, outre les privilèges Lucie.

ain le ci-devant à elle accordés par le contrat du lie partie. urine douze février mil six cent trente cinq, qui nmerch feront entretenus selon leur forme & teneur.

et ma ceux qu'enfuivent.

C'est à savoir que les associés de ladite de me Compagnie continueront à travailler à l'éta-Caux blissement des colonies, non seulement ès silles fituées depuis le dixième jusqu'au vingour le tième degré au deçà de la ligne équinoxiale. mais outre ce, dans toutes les autres isles situées jusqu'au trentième degré inclusive. ment, qui ne sont à présent occupées par Mi aucuns Princes Chrétiens, ou qui font tenues par les ennemis de cet E'tat, ou qui se trouveront possédées par des François sans concession ratifiée par Sa Majesté; & au cas des occupées par les Princes amis de cette Couronne, ils le feront pareillement.

Et s'il arrive que ladite Compagnie veuil-le entreprendre sur les isles étant à l'obéisance des Princes ennemis, Sa Majesté pourance des Princes ennemis, Sa Majesté pour-la l'aider de vaisseaux, foldats, armes & nunitions, selon les occurences & l'état de

es affaires.

Le d'autant que le principal objet desdites

Le d'autant que le principal objet desdites

Le d'autant que le principal objet desdites

Le d'autant que le principal objet desdites affociés ne souffriront dans lesdites isles être fait exercice d'autre religion que de la religion Catholique, Apostolique & Romaine, teront tout leur possible pour obliger les Gouverneurs & Juges des isles, à tenir la main à ce que cet article soit observé. Et pour

KIN

THE STATE OF

NO.

Augmentation des priviléges de la Compagnie des istes de l'Amérique. 1642.

pièces des pour indemniser les affociés de la dépense Commiffai- qu'ils ont ci-devant faite & qu'il leur conres François, viendra faire à l'avenir, Sa Majesté leur accordera, s'il lui plaît, à perpétuité, à eux. No. XV. leurs fuccesseurs & ayans cause, la proprié. té desdites isles non seulement depuis le dixième jufqu'au vingtième degré, conformément aux articles dudit contrat du douze février mil fix cent trente-cinq, mais auffi les autres isles situées jusqu'au trentième inclusivement, pour en jouir ainsi que de celles qui sont jusqu'au vingtième, avec désenfes à toutes personnes pendant vingt années qui commenceront à courir du jour de la ra-照點 tification qu'il plaira à Sa Majesté faire des présens articles, d'aller trafiquer esditesises sans le congé de ladite Compagnie, à peine de confiscation des vaisseaux & marchandiles de ceux qui iront, au profit de ladite Compa-Will Co gnie. Et pour cet effet, le Roi ni mondit Selgneur le Cardinal Duc de Richelieu Grand-William ! Maître de la navigation & commerce de cello-1, 60 0 yaume, & ses successeurs en ladite charge, ne donneront aucuns congés pour aller eldi- avia tes ifles, finon du consentement de ladite nine Compagnie. Et après lesdites vingt années units expirées, pourront tous les sujets de Sa trois Majesté trafiquer librement esdites isles comme ès autres pays de l'obéissance du Roi; & 1/10 au cas qu'il y ent d'autres ifles dans ladite étendue du dixième jusqu'au trentième de gré, qui ne fussent habitées par les François après lesdites vingt années, pourra Sa Majesté les accorder à telles autres personnes que bon lui femblera. Si quelque guerre civile ou étrangère empêchoit lesdits associés d be a ce que cos arricle foit observé.

de jouir librement desdits privilèges à eux Pièces justiaccordés pendant lesdites vingt années, il ficatives sur Mai plaira à Sa Majesté leur prolonger ledit l'isle de Ste. Lucie. Ite partie.

aufe, la Pourront lesdits affociés donner telles des lenantifles ou telle quantité de terre en icelles qu'ils aviseront en fief, même avec haute, mocontra venne & basse justice; & en cas qu'ils defirent d'avoir titres de baronnies, comtés, 'au marquisats, se retireront par-devers Sa Maam jefté.

ene, n Que les Gouverneurs généraux desdites dant wifles, qui seront nommés par Sa Majesté, rapine pourront en façon quelconque s'entre-

Mattemettre du commerce, distribution des terafqueires, ni de l'exercice de la justice, dont rémpg fervation fera faite par leurs commissions.

n dom Sa Majesté accordera, s'il lui plaît, exempde la littion de tous droits d'entrée pour toutes for-Romites de marchandises provenant desdites isles, Richeappartenant aux affociés de ladite Compaomnagnie, en quelques ports de ce Royaume en laqu'elles puissent être amenées, pendant lesrés pordites vingt années seulement, dont sera fait mention expresse dans les baux à fermes desdits droits, qui pourront être faits dans leles fidit temps.

Et pour convier les sujets de Sa Majesté éffant à une si glorieuse entreprise, si utile pour sills d'Etat, Sa Majesté accordera, s'il lui plaît. quatre lettres de noblesse à ladite Compagnie, dont elle ne pourra disposer qu'en faveur de ceux qui habitueront à leurs frais quelques isles sous l'autorité de ladite Comquela gnie, & y demeureront deux ans avec cin-

quante hommes au moins.

Et d'autant que ladite Compagnie pourra,

Ire. partie.

No. XV. Augmentalèges de la Compagnie des istes de l'Amérique. 1642.

ME'MOIRES SUR L'ISLE

en exécution desdits privilèges à elle accor-Commissai- dés, avoir plusieurs procès & différents en res François, divers lieux de ce Royaume, où le retour de ses vaisseaux & le débit de ses marchandises se pourra faire, & qu'il ne seroit pas tion des privi- raisonnable qu'elle fût travaillée en diverses jurisdictions pour même fait, ce qui la confommeroit en frais, Sa Majesté accordera à ladite Compagnie que toutes les causes esquelles elle sera partie, ou esquelles il s'agira de la conservation de ses privilèges, seront traitées au Grand-Conseil, auquel Sa Majesté à cet effet en attribuera toute cour,

jurisdiction & connoissance, & icelle inter-

dira à tous autres Juges.

Sa Majesté fera expédier & vérifier ès lieux qu'il appartiendra, toutes lettres nécessaires pour l'entretenement de ce que dessus, & en cas d'opposition à la vérification, Sa Majesté s'en réservera la connoissance à soi & à fa personne. Et a ledit sieur Berruver laisse pour être annexé à la minute des présentes, le pouvoir à lui donné par les Directeurs de ladite Compagnie, à l'effet de ces présentes en date du jour d'hier. Signé Fouquer, JEAN-ROZEE CHAMU & DE LOINES. Ce fut fait & passe au Palais de son E'minence, à Paris, rue Saint-Honoré, l'an mil six cent quarantedeux, le vingt-neuvième jour de janvier, avant midi, le présent sujet au scel dans trois mois, & son E'minence & ledit sieur Berruyer ont signé. Ainsi signé LE CARDINAL DE RICHELIEU, BERRUYER avec RICHER & PARQUE Notaires, avec paraphes.

Collationne sur la copie collationnée qui est au depôt des affaires étrangères. A Paris, le vingte un mars mil sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XVI.

遊戲

anqu'en

me (n

al Duc

habiter

ma, le

gesiel

'il ne h

it, cen ijestė im

tes les a

elquele

les print

Consil

Pièces justificatives fur

No. XVI. LETTRES de ratification l'Isle de Ste. du Roi, des contrats des 12 février Lucie. 1635, & 29 janvier 1642, passés en- Ire. partie. tre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, pour la concession de nouveaux privilèges en faveur de la Compagnie des isles de l'Amérique. Mars 1642. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

nfeil, n Outs, par la grace de Dieu, &c. SALUT. Quelques uns de nos sujets expérimentés aux navigations éloignées, & portés d'un louable desir de former des colonies de François dans les Indes occidentales, ayant reconnu qu'en plusieurs isles & côtes de l'Amérique on pouvoit établir un commerce suffiant à l'entretien de quelques peuplades. auroient dès l'année 1626, pris commission de notre très-cher & bien amé coufin le Car-dinal Duc de Richelieu, Grand-Maître, Chef & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France, pour peupler & habiter sous notre autorité l'isle de Saint-Christophe, & autres circonvoisines; à quoi ayant travaillé avec un médiocre succès, en ladite isle de Saint-Christophe, & à cause out des pertes & grandes dépenses qu'ils avoient faites, ne pouvant continuer leur dessein avec espérance de notables progrès s'ils n'étoient fecourus, se seroient retirés par devers notredit cousin, qui auroit accordé de nouveaux privilèges, & plus grandes concesfions à la société formée pour cette entre-Ale prise, sous le nom de la Compagnie des isses

四四四四

lit d'ai acoloni

000

des illes de l'Amérique. 1642.

Pièces des de l'Amérique, que nous aurions agrées & Commissai- confirmés par notre arrêt du 8 mars 1635. res Fran- aux charges & conditions portées par les ar ticles desdites concessions, depuis lesquel les, par les travaux, dépenfes & bonne Ratification conduite de ladite Compagnie, la colonie des nouveaux des François s'est tellement accrue, qu'au privilèges de lieu de l'isle Saint-Christophe, seule habitée la Compagnie par un petit nombre d'hommes, il y en a maintenant trois ou quatre de peuplées, non seulement de quatre mille personnes que la dite Compagnie étoit obligée d'y faire palfer en vingt années, mais de plus de sept mille habitans, avec bon nombre de Religieux de divers Ordres, & des forts conîtruits & munitionnés pour la défense du pays & fûreté du commerce; en sorte qu'il y a lieu d'espérer que ladite Compagnie continuant ses soins, nous procurera le fruit que nous en avons principalement desiré en la conversion des peuples barbares à la religion chrétienne, outre les avantages que notre Royaume peut tirer de ses colonies avec le temps & les occasions: & pour reconnoître les services agréables que les affociés en ladite Compagnie nous ont en ce rendus, les récompenser aucunement des depenses qu'ils ont faites, les encourager à l'avenir, & erciter autres de nos fujets à pareilles entrepris fes, favoir faisons qu'ayant fait examiner en notredit Conseil, où étoient plusieurs Princes, Officiers de notre Couronne, & Principaux de notre Conseil, les contrats du 12 février 1635, & 29 janvier 1642, faits par notre très-cher & bien amé coufin le Cardinal Duc de Richelieu, &c. avec le fieur Berruyer, pour les affociés en la Com-

RU

auriona

u 8 m

portée :

depuis épenies gnie, a nt acon

he, fail

de peu

perform

gée d'y i

s de pla

nombe

& des h

la défe

n forkt

Сопра

bares at

ntages o

pout m

pareille

étoiett

re Com

il, ko

en ant a

EU, W

pagnie des isles de l'Amérique, nous avons pièces justiratifié, confirmé & validé, & par ces pré-ficatives fur fentes, ratifions, confirmons & validons lef- l'Ille de Ste. dits contrats; voulons & nous plaît qu'ils Lucie. fortent leur plein & entier effet, & que les Ire. partie. affociés en ladite Compagnie, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, jouissent du contenu en iceux, & conformément auxdits contrats: avons ordonné & ordonnons que les affociés de ladite Compagnie continueront de travailler à l'établissement des colonies des isles de l'Amérique, situées depuis le dixième jusqu'au trentième degré inclusivement au deçà de la ligne équinoxiale, qui ne sont à présent occupées par aucuns Princes Chrétiens, ou qui sont tenues par les ennemis de cet E'tat, ou qui se trouveront possédées par autres nos sujets sans conceision par nous approuvée & ratifiée, & même dans les isles occupées par nos alliés, au cas qu'ils le puissent faire de leur consentement & aveu. Et s'il arrive que ladite Compagnie veuille entreprendre fur les isles étant en l'obéissance de nos ennemis, nous promettons l'affister de vaisseaux & foldats, armes & munitions, felon les occurences & l'état de nos affaires.

Et d'autant que le principal objet desdites colonies doit être la gloire de Dieu, lefdits affociés ne fouffriront dans lesdites isles, être fait exercice d'autre religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine, & feront tout leur possible pour obliger les Gouverneurs & Officiers desdites isles à y tenir la main; & pour travailler incessamment à la conversion des Sauvages, tant des illes qu'ils auront occupées que d'autres voilines, Iom. I. 2de partie. (D)

50 ME'MOIRES SUR L'ISLE tenues par les anciens peuples de l'Améri-

Pièces des

res François, que, lesdits associés auront en chacune des colonies un nombre suffisant d'Eccléfiastiques No. XVI. pour l'administration de la parole de Dieu. Ratification & la célébration du fervice divin, feront des nouveaux construire des lieux propres à cet effet, fourprivilèges de la Compagnie niront des ornemens, livres & autres choses nécessaires.

des illes de l' Amérique. 1642.

Nous avons accordé & accordons à perpétuité aux affociés de ladite Compagnie, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, la propriété desdites isles, situées depuis le dixième jusqu'au trentième degré inclusivement au deçà de la ligne équinoxiale & côtes de l'Amérique, en toute justice & seigneurie, les terres, forts, rivières, ports, havres, fleuves, étangs & mêmement les mines & minières, pour jouir desdites mines conformément aux ordonnances. De toutes les quelles choses susdites, nous nous réservons seulement le ressort, la foi & hommage qui nous fera faite, & à nos successeurs Rois de France, par l'un desdits associés, au nom de tous, à chaque mutation de Roi, & la provision des Officiers de la justice souveraine, qui nous seront nommés & présentés par lesdits affociés, lorsqu'il sera besoin d'y en établir: pourront lesdits associés faire fortifier des places, & construire des foris aux lieux qu'ils jugeront les plus commodes pour la conservation des colonies & sûreté du commerce.

Leurs avons permis de faire fondre canons & boulets, & forger toutes fortes d'armes offensives & défensives, faire poudre à canon & toutes autres munitions.

Mettront lesdits affociés tels Capitaines &

(27)

被

SETE

big

History

शिक्ष

ngés qu tiement

阿斯斯斯

en de gens de guerre que bon leur semblera, dans pièces justis d'End lesdites isles, & sur les vaisseaux qu'ils y ficatives sur parole enverront, nous réfervant néanmoins de l'isle de Ste. e din pourvoir d'un Gouverneur général sur tou-Lucie. tes lesdites isles, lequel ne pourra, en façon Ire partie. quelconque, s'entremettre du commerce, distribution des terres, ni de l'exercice de la justice; ce qui sera expressément porté par lite ( fa commission.

ड दें बा

Lesdits associés disposeront desdites choses ayan a deux accordées, de telle façon qu'ils aviseront pour le mieux, distribueront les terres entre avec réserve de tels droits & devoirs, & a telles charges & conditions qu'ils jugeront plus à propos, même en fiefs, & avec haute, moyenne & basse justice; & en cas qu'ils tes mine desirent avoir titres de baronnies, comtés De a marquisats, se retireront par devers nous us none pour leur être pourvû de lettres nécessaires. À hou Pendant vingt années à commencer de la

date des présentes, aucun de nos sujets ne pourra aller trafiquer auxdites isles, ports, on de havres & rivières d'icelles, que du consenla justement par écrit desdits associés, & sous les congés qui leur seront accordés sur ledit confentement: le tout à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises de ceux qui fruit iront sans ledit consentement, applicable au profit de ladite Compagnie; & pour cet efcolonial fet, ne pourront être délivrés aucuns congés pour aller auxdites isles, par notre trèscher & bien amé cousin le Cardinal Duc de es form Richelieu, Grand-Maître & Sur-intendant général de la navigation & commerce de ons France, & ses successeurs en ladite charge, tels la que sur le consentement desdits associés; &

Pièces des après lesdites vingt années expirées, pour-Commissai- ront tous nos sujets aller trafiquer librement res François, esdites isles, comme ès autres pays de noue obéissance.

No. XVI. Ratification des illes de L'Amérique.

1642.

Et s'il arrivoit guerre civile ou étrangère, des nouveaux qui empêchât lesdits associés de jouir libreprivilèges de ment des privilèges à eux accordés par ces la Compagnie présentes, pendant lesdites vingt années, nous promettons de leur proroger le temps, à proportion du trouble ou empêchement qu'ils auront souffert; & en cas qu'il setronve des isles dans ladite étendue du dixième au trentième degré, qui ne soient habitées par les François après lesdites vingt années, nous nous réservons l'entière disposition desdites isles non habitées, pour les accorder à telles personnes que bon nous semblera.

> Et pour indemniser lesdits associés des grandes dépenses desdits établissemens, & favoriser le commerce & les manufactures qu'ils pourront introduire esdites isles, nous leur avons accordé & accordons exemption de tous droits d'entrée pour toutes sortes de marchandises provenant desdites illes, appartenant aux affociés de ladite Compagnie, en quelque port de notre Royaume qu'elles puissent être amenées, pendant lesdites vingt années seulement, dont sera fait mention expresse dans les baux à fermes de nos droits qui se feront pendant ledit temps.

Pour convier nos sujets à une si glorieuse entreprise, & si utile à cet E'tat, nous promettons à ladite Compagnie de faire expedier quatre lettres de noblesse, dont elle disposera en faveur de ceux qui occuperoni & habitueront à leurs frais quelqu'une del dites isles, sous l'autorité de tadite Compa-

gnie,

1

野

100

1000

(13, CZ

rigini)

à men

mile

d-leuvi

mit en 1

melle no

:, que ce

vils 2 1

notre H

npegoie

18 18 0

thems of one, he of one Co

hand

210

gnie, & y demeureront pendant deux années pièces justifiavec cinquante hommes au moins.

R L'

Buigas

fiquer la

es pays

ile out

s de jou

accords

es viont

Oroget

OU empe

a cas qui

rdue at

ie foleni

tes vingi

re dipo

ad Tuoc

nous in

dits the

tablifia

les no

eldites is

ordons a

and inc

defdia

adite Cu

Royan

penda

à fermi

nt ledit#

à une if

Etz, I

e de fil

bleffe, i

X CUI O

quelqu

Et d'autant qu'aucuns de nos sujets pour-l'isse de Ste. roient faire difficulté de transférer leur de Lucie. meure esdites isles, craignant que leurs en- Ire. partie, fans perdissent leur droit de naturalité en ce Royaume, nous voulons & ordonnons que les descendans des François habitués esdites isles, & même les Sauvages qui seront convertis à la foi chrétienne, & en feront profession, seront censés reputés naturels François, capables de toutes charges, honneurs, successions & donations, ainsi que les originaires & regnicoles, fans être tenus de prendre lettres de déclaration ou naturalité.

Que les artisans qui passeront esdites isles, & y exerceront leurs métiers pendant fix années confécutives, seront reputés maîtres de chef-d'œuvre, & pourront tenir boutique ouverte en toutes les villes de notre Royaume, à la réserve de notre ville de Paris, en laquelle ne pourront tenir boutique ouverte, que ceux qui auront pratiqué leursdits métiers esdites isles pendant dix années.

Pour ce que le principal objet desdits asfociés a été la gloire de Dieu & l'honneur de notre Royaume, & qu'en formant ladite Compagnie pour l'établissement desdites colonies, ils ont bien mérité de cet E'tat, nous déclarons qu'eux, leurs successeurs & ayans cause, de quelque qualité qu'ils soient, Prélats, Seigneurs, Gentilshommes, Officiers de notre Conseil, Cours Souveraines ou autres, pourront établir & faire tel commerce que bon leur semblera auxdites isles, sans diminution de leur noblesse, dignités, qua-(D 3)

Et d'autant que ladite Compagnie pour-

遊出

his a

Che lin

is sta

**加州** 

OM IN

品题

1000

125,

(right)

i, mi g

vit Lig

e leffe o

u É ten

13) mai (

**阿拉丁** 

2.10%

海川

AL,

Pièces des lités, privilèges, prérogatives & immuni-Commissaires François, tés.

des istes de 1642.

No. XVI. roit, en exécution des privilèges à elle ac-Ratification cordés, avoir plusieurs procès & différents des nouveaux en divers lieux de ce Royaume, où le reprivilèges de tour de ses vaisseaux & le débit desdites marchandises se feront, & qu'il ne seroit pas rail'Amérique, sonnable qu'elle fût travaillée en diverses jurisdictions, ce qui la consommeroit en frais. & retarderoit l'avancement de ses affaires, nous avons évoqué & évoquons à nous & à notre personne tous les procès & différens esquels ladite Compagnie est ou fera dorénavant partie, ou esquels il s'agira de la conservation de ses privilèges, & iceux avec leurs circonstances & dépendances, avons renvoyé & renvoyons en notre Grand Conseil, auquel à cet effet nous en avons attribué toute cour, jurisdiction & connoissance, & icelle interdite & défendue à tous autres Juges. Si Donnons EN MANDEMENT à nos amés & féaux Confeillers les gens tenant notredit Grand Confeil, & tous nos autres Officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils fassent lire, publier & registrer, & du contenu en icelles jouir pleinement & paisiblement lefdits affociés de la Compagnie des isles de l'Amérique: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR, nonobstant tous édits, ordonnances, déclarations, mandemens & autres choses à ce contraires, auxquels, & aux dérogatoires des dérogatoires y contenus, nous avons pour cet égard, & sans tirer à conséquence, dérogé & dérogeons par ces présentes, lesquelles nous voulons sortir leur plein & entier

les li tier effet, nonobstant oppositions ou appel-pièces justifilations quelconques, clameur de haro, carives sur charte Normande, prise à partie & lettres l'Isle de Ste. à ce contraires, pour lesquelles ne voulons Lucie. être différé; & d'autant que de ces présentes Ire. partie. on pourra avoir affaire en plusieurs & divers bitole lieux, nous voulons qu'au vidimus ou copies ne me d'icelles dûement collationnées par l'un de et nos amés & féaux Conseillers, Notaires & Onlow Secrétaires, foi foit ajoûtée comme au prément sent original; & afin que ce soit chose feram me & stable à toûjours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes, sauf en autre chose notre droit & l'autrui en toutes. Donne' à Narbonne, au mois de mars, I'an de grace mil six cent quarante-deux, & de notre règne le trente deuxième. Signé LOUIS, Par le Roi, BOUTHILLIER. Et quelle scellées de cire verte en lacs de soie rouge e cou, & verte.

ellem Laes, publiées en l'audience du Grand Conca le feil du Roi, & enregistrées ès registres d'ice-table lui; out & ce requérant le Procureur général dudit Seigneur, pour jouir par les impetrans ficial de l'effet contenu aux présentes, selon leur forestil ine & teneur, suivant l'arrêt donné en icelui de le 28 mai dernier. FAIT audit Conseil, à Papaille ris, le second juin mil six cent quarante deux. nie & Signé ROGER.

> Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingtun mars mil sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

NOTHEL

DDADCG,

res dis

ux desp

15, 105 à coss

s preiod

eur pa

No. XVII. EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concer-

des Commilfaires Francois.

nant les premiers Gouverneurs particuliers & Commandans de l'isle de Sainte. Lucie. Tom. I page 435.

No. XVII. Gouverneurs a 1663.

DU PARQUET étant sur le point de VI. venir en France, pour traiter avec particuliers la Compagnie, de l'acquisition des isles de de Sainte-Lu- la Martinique & de la Grenade, & voyant cie, de 1650 cette iffe [Sainte-Lucie] abandonnée par les Anglois, résolut d'en prendre possession auparavant que de partir : pour cet effet il fit embarquer trente cinq ou quarante hommes, bien munis de toutes les choses né cessaires à cette expédition ; sous la condui. te du fieur de Rousselan, homme vaillant, & que la longue expérience dans les illes avoit rendu digne de cet emploi. A son arrivée il fit bâtir un fort, y mit de bons canons, avec des pierriers de bronze qu'on appelle ramberges, l'environna de fortes pas lissades, & dans la crainte de quelque surprise, défendit à ses gens de s'écarter du fort, voulant qu'ils cultivassent une belle habitation tout à l'entour, pour y planter des vivres, & pour y faire du petun. Il fubfista fort paisiblement dans l'isle jusqu'en l'année 1654. Les Sauvages l'aimoient, & avoient pour lui un respect tout particulier, à cause qu'il avoit épousé depuis long-temps une Sauvage qui fervit beaucoup à entretenir leur bonne intelligence & leur petit commerce.

Le fieur de la Rivière, homme fort riche, & que M. du Parquet Lieutenant général pour Sa Majesté sur les isles qu'il avoit achetés, aimoit beaucoup, eut le commandement après le sieur de Rousselan.

Com.

100

檀

1

個

被加

Hip

de tia

前面

ment à

L A biet

it tien

a femme

M. Ha

total

100 15

loth)

total

Comme les Sauvages témoignoient avoir pieces justibeaucoup de confiance en lui, il demanda ficatives sur 3. permission à M. du Parquet de s'établir en l'isse de Ste. un très bel endroit éloigné du fort, où a-Lucie. près avoir fait une fort belle habitation, il Ire. partie. mena sa famille; mais c'est ce qui fut caufe de fa perte: car les Sauvages, qui ne fouffrent qu'avec impatience la demeure des Trançois dans leurs isles, le voyant en un lieu séparé des autres, auquel il ne pourroit pas être facilement secouru, formerent le dessein de le tuer. Pour mieux réussir s la dans l'exécution de leur dessein, ils commencèrent à le venir voir dans sa nouvelle habitation; & lui qui ne se défioit point d'eux, les recevoit fort librement dans sa nplot cafe, si bien qu'un jour qu'ils buvoient enfemble & se divertissoient, ils l'assommèdebit rent d'un coup de bâton, avec dix de ses nm de gens: ils firent cette exécution avec tant de dem précaution & de concert, que pas un de la de la case n'eut le temps de prendre les armes, affatte chaque Sauvage s'étant affuré de l'homme qu'il devoit assommer; après ils enlevèrent redr fa femme, deux de ses enfans & une Nègre qu'on n'a jamais pû tirer de leurs mains.

M. Haquet, parent fort proche de M. le mun Général du Parquet, Gentilhomme d'un grand esprit & d'un grand courage, lui succéda: il subsista deux ans dans l'isle avec toutes les précautions nécessaires pour éviter les malheurs où ses prédécesseurs s'étoient exposés; néanmoins il ne put éviter les embûches de ces infidèles: car vers la fin du mois d'octobre de l'année 1656, étant venus dans deux pirogues, sous prétexte de traiter du carret avec les François,

ucoup to

houne

Linn

18:10

up, est i

(D 5)

particuliers de Sainte. Lucie, de

Pièces des le sieur Haquet étant allé avec trois ou qua-Commissai- tre de ses soldats pour leur parler, ils l'ate res François, tirèrent insensiblement sur une roche, & - I'un d'eux faisant mine de lui vouloir don-No. XVII. ner du carret, le tira à quartier, & auffi-tôt les autres Sauvages l'ayant environné, le jetèrent dans la mer, d'où il se releva si vîte, qu'il ne recût aucun tort d'une grêle de fiè 1659 à 1663, ches qu'ils décochèrent sur lui: ne perdant point courage dans cette extrémité, il prit un de ses pittolets, & quoiqu'il fût mouil. lé, avant fait semblant de le tirer sur eux, à la vûe de cette arme à feu, ils se jetèrent le ventre contre terre; il ne manqua pas de se servir de leur crainte, & tenant toûjours son pistolet, il tâchoit de regagner le fort. d'où il étoit encore éloigné de deux cens pas; mais comme il se retiroit, il recût un coup de flèche dans le flanc, qui l'avant mis hors de défense, il cria à ses soldats, enfans à moi, à moi; étant fortis du fort pour le secourir, les Sauvages en avant aperçû, s'enfuirent, le laissant fort blessé: il fut porté à la Martinique, chez M. le Général, où la gangrène s'étant mise dans sa plaie, il mourut trois jours après, & fut enterré dans l'églife du fort Saint-Pierre.

M. du Parquet craignant que les soldats de la garnison ne perdissent courage, y envoya promptement le sieur le Breton, Parissen de naissance: celui-ci, bien que brave de sa personne, ne sut pas aimé de fes soldats, qui l'avoient vû autrefois la quais de Madame la Générale du Parquet (quoiqu'ils sussent qu'il étoit d'une trèsbonne famille de Paris), ils ne laissèrent pas de le mépriser, & ne pouvant se sou-

mete

山山

enore.

STITES |

क्षेत्र अर

riloit :

**IDID** 

ghe de

absrqué latiniqu

100, QI

le pub

四位

A STATE

mettre à une personne qu'ils avoient vûe pièces justiautrefois dans cette condition, prirent l'oc-ficatives sur casion d'une barque Angloise qui étoit à l'Isle de Ste. leur rade, pour s'enfuir: on ne sait pas Lucie. s'il les avoit maltraités; mais auparavant Ire. partie, que de fortir de l'isle, ils tirèrent sur lui pour le tuer; s'étant enfui dans les bois pous sauver sa vie, ils désertèrent le fort, emportèrent tout ce qu'il y avoit de meilleur, se mirent dans cette barque, & s'en allèrent à vau le vent, sans qu'on ait jamais pû découvrir le lieu de leur retraite: le fort fut abandonné pendant onze jours,

une m

lui vode

rtier, di

environ

e relead

une giêl

loi: RE

iqu'il fin

le tirer is

e manqui

Le Capitaine la Burlotte y passant à son retour de la Grenade, fut fort étonné de n'y trouver personne; néanmoins y trouvant encore les canons, les pierriers & les roit, palissades en bon état, il y mit quatre matelots de son équipage, auxquels il donna de la poudre, de la méche, des balles & des vivres pour le garder, jufqu'à ce qu'il vagua en eût averti M. le Général. Comme il apant m pareilloit pour partir, le sieur le Breton e, de l'aperçût de dessus une pointe, & lui fit étatti figne de l'attendre; il lui raconta la confpiration & la fuite de ses gens, & s'étant on Sim embarqué avec lui, il s'en retourna à la que la Martinique.

M. du Parquet se doutant bien que les foldats n'avoient deserté que par l'aversion di qu'ils avoient de la personne du sieur le Breton, qui avoit le bruit de commander avec trop de hauteur, envoya le fieur coutis en sa place, avec vingt-cinq foldats pit d'art de sa garde, & treize autres, auxquels il donnoit deux mille livres de petun par an. & les entretenoit de toutes choses, en at-

倒

Sini

四 四 四

1 to 22

gid

神 西 西

st 00

1/6

ine, di inpe, é allulay ini Role

i, à ce

meter

de Pan

actique

1 DOE mis &

Min

DE S

鱼

程 2

tendant que le fieur d'Aygremont, jeune Pièces des Commissais Gentilhomme de très-belle espérance, qui res François, ne faisoit que d'arriver aux isles, se fat un peu accoûtumé à l'air du pays, pour lui Gouverneurs Conduite & le gouvernement, Ce Gentilhomme y fut envoyé un an a.

particuliers de Sainte-Lucie, de

près le sieur Coutis; mais il ne put éviter la trahison des Sauvages, qui l'assassinèrent 1650 à 1663. d'un coup de couteau dans le sein. Quelques mois après fon arrivée, les Anglois firent un effort pour rentrer dans l'isle: mais avec le peu de monde qu'il avoit, il se battit si vaillamment, qu'il les obligea de s'en retourner d'où ils étoient venus. avec leur courte honte.

Cette isle a encore eu deux Gouverneurs, le sieur de la Lande & le sieur Bonnard, propre frère de feue Madame la Générale du Parquet, qui méritoit assurément une

autre condition.

No. XVIII. CONTRAT de vente faite par MM. de la Compagnie, à M. le Général du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade, Grenadine, Sainte-Alouzie: du 27 septembre 1650. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

AR-DEVANT les Notaires Garde-notes du Roi notre Sire en son Châtelet de Paris, foussignés, furent présens Messire Jacques Berruyer, Conseiller du Roi en ses Confeils d'état & privé, & Noble homme Jullien de Loynes, Conseiller & Sécrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses finances, demeurans à Paris, ledit

R L'II

ygrenon

e fieu h

T deves

agnie, i

des its

rengin

embre 16

res ettal

s Garden

Châtele

ens Meli

du Roit

Noble b

Her &Sto

ne de Fra

s à Patis

fieur Berruyer, rue Montmartre, paroisse pièces inftiau & Saint Eustache, & ledit sieur de Loynes, ficarives sur du pur rue Traversante, paroisse Saint Roch; les. l'isle de Ste. e gore quels, fuivant le pouvoir à eux donné par Lucie. enrol la Compagnie des isles de l'Amérique, par Il neu leur délibération du vingt-deuxième jour de quille feptembre mil fix cent cinquante, présens sle in mois & an, dont est apparu auxdits Nove, h taires soussignés, ce fait, rendue auxdits fieurs, ont reconnu & confessé avoir vendu. de mil cédé, quitté, transporté & délaissé par ces qu'il présentes, dès maintenant & à toujours, & s tolen promettent esdits noms, chacun pour leurs parts & portions, garantir de tous troubles enfor & empêchemens provenans de leur fait, à Charles de la Forge fieur de la Forge, Maréchal-des-logis ordinaire de Monsieur le Prince, demeurant à Plainesève près de Dieppe, étant de présent à Paris, logé rue de Harlay, isle du Palais, à l'enseigne des trois Roles rouges, paroisse Saint Barthélemi, à ce présent & acceptant, acheteur & acquéreur pour Jacques d'Iel E'cuyer, fieur du Parquet, Sénéchal & Gouverneur pour Sa Majesté, & lesdits sieurs ès isles de l'Amérique, ses hoirs & ayans cause, comme son Procureur fondé de sa procuration, pasfée par-devant Antoine Montillet Notaire, commis & établi pour le Roi en l'isle de la Martinique, le dix-huitième jour de mai dernier passé, spéciale pour l'effet des préfentes, ainsi qu'il est apparu auxdits Notaires fouffignés, par l'original d'icelle, demeuré annexé à la minute des présentes. pour y avoir recours après qu'il a été paraphé par ledit fieur de la Forge, & lesdits sieurs Berruyer & de Loynes esdits noms,

Vente de

Pièces des & fur leur requisitoire par lesdits Notaires Commissai- soussignés, ne varietur; c'est à savoir le res François. fonds, propriété des isles de la Martinique. la Grenade, Grenadins & de Sainte-Alouzie. No. XVIII fituées dans l'Amérique, ainsi qu'elles se Sainte-Lucie consistent; pour en jouir dorénavant, & en à M. du Par- disposer ainsi que bon semblera audit sieur quet. 1650. du Parquet, & ainsi que lesdits Seigneurs pouvoient faire, en vertu de la concession qui leur en a été faite par le feu Roi, par fon édit du mois de mars 1642, vérifié au Grand Conseil le vingt-huitième jour de mai en suivant; & à cette fin lesdits sieurs, audit nom, ont subrogé ledit sieur du Parquet en leur lieu, pour en disposer ainsi que bon lui semblera, comme dit est; à la charge d'entretenir, pour ce qui regarde le fonds de ladite isle, les charges & conditions auxquelles par ledit édit ladite Compagnie se trouve obligée envers le Roi; cette vente, cession, transport ainsi faits auxdites charges, & outre moyennant la fomme de quarante-un mille cinq cens livres tournois, fur laquelle lesdits sieurs Berruyer & de Loynes, audit nom, ont reçu dudit de la Forge, qui leur a baillé & payé présentement, & en la présence desdits Notaires soussignés, la somme de quatre mille livres tournois en une lettre de change, tirée par ledit fieur de la Forge, sur le sieur Matthieu de la Mare, marchand, demeurant audit Dieppe, payable audit sieur de Loynes à usance; & le fur-plus montant trentefept mille cinq cens livres tournois, ledit sieur de la Forge a promis, sera tenu, promet & s'oblige les bailler & payer audit fieur de Loynes en cette ville de Paris, ou au

INTEN

地也

m Pro

lediporteur, favoir mille cinq cens livres tour- Pièces Justicell nois dans fix mois d'huy, seize mille livres ficatives sur le la le tournois dans le dernier jour de novembre L'isle de Ste. e Saint 1651, dix mille livres tournois au dernier Lucie. ain jour de novembre 1652, & pareilles dix Ire. partie. orem mille livres qui font le reste de ladite somblen me de quarante un mille cinq cens livres less tournois, à pareil jour dernier novembre de l'année que l'on comptera 1653: le tout lefel prochain venant; transportant par lesdits 1640 fieurs Berruyer & de Loynes audit nom, tous droits, noms, raisons & actions, & auin letter choses généralement quelconques, qui leur peuvent duire & appartenir esdites isles des vendues, desquelles ils se sont dessaisse devêtus en saveur dudit sieur du Parquet, voulant Procureur & porteur, donnant pouharge voir; & pour l'exécution des présentes & dependances, ledit fieur de la Forge audit nom, a emen el & élit fon domicile irrévocable en cette ville de Paris, en la maifon du fieur Persepied marchand épicier, demeurant rue de l'hôtel de Condé, au fauxbourg Saint-Germain; & lesdits de de leurs, audit nom, ont pareillement élû leur do micile en la maison dudit sieur Berruyer, auxquels lieux, & nonobstant, promettant, s'obligeant, chacun en droit foi, audit nom, & renonçant. FAIT & passé en la maison dudit sieur Berruyer, l'an mil six cent cinquanedete, le vingt septième jour de septembre avant midi, & ont signé la minute des présentes, demeurée vers Leroux, l'un desdits Notaiit fert res fouffignés; enfuit la teneur de ladite month procuration.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des afm faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mis pavelan sept cent cinquante-un.

e Pull Signé P. LEDRAN, premier Commis du depet. No. XIX.

Pièces des Commissaires François.

No. XIX.
Ratification
de la vente de
Sainte-Lucie
au sieur du
Parquet.
1651.

No. XIX. LETTRES du Roi, portant ratification de la vente faite par la Compagnie des ifles de l'Amérique, au seur du Parquet, des ifles de la Martinique, Grenade, Grenadine & Sainte Alouzie. Août 1651. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Ouis, par la grace de Dieu, &c. SALUT. Le feu Roi Louis le Juste, notre des honoré Seigneur & Père, que Dieu absolve, a par ses lettres patentes en forme d'édit, du mois de mars 1642, ratifié, confirmé & validé les contrats des 12 février 1635 & 20 Janvier 1642, faits par défunt notre très-cher & bien amé coufin le Cardinal Duc de Richelieu, Grand-Maître, Chef & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France, avec le sieur Berruyer, pour les affociés en la Compagnie des ifles de l'Amérique; voulu qu'ils sortent leur plein & entier effet, & que les affociés en ladite Compagnie, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, jouissent du contenu en iceux; & conformément aux dits contrats, ordonné que les affociés de ladite Compagnie continueront à travailler à l'établissement des colonies ès isles de l'Amérique, situées depuis le dixième degré jusqu'au trentième degré inclusivement au deçà de la ligne équinoctiale, comme il est contenu auxdites lettres; leur ayant Sa Majesté par icelles accordé à perpétuité, & à leurs hoirs, fuccesseurs & ayant cause, la propriété desdites isles, situées de puis le dixième jusqu'au trentième degré in-

in lies

mer

A par l

grout,

100 101

This is

西越

100

斯

URU

du Ra

faitetu

nérique, i

e la Man

elusivement au deçà de la ligne équinoctiale pièces justiès côres de l'Amérique, en toute justice & ficatives sur feigneurie, les terres, forts, rivières, ports, l'isle de Stea havres, fleuves, étangs, & mêmement les Lucie mines & minières, pour jouir desdites mines Ire. partie. conformément aux ordonnances; de toutes Sim lesquelles choses Sa Majesté s'est réservé seudeput lement le ressort & la foi & hommage qui lui sera fait & à ses successeurs Rois de France, par l'un desdits affociés au nom de tous. Dia à chaque mutation de Roi, & la provision Jule, u des Officiers de la justice souveraine qui lui gue feront nommés & présentés par lesdits associés lorsqu'il sera besoin d'y en établir, avec atile, a pouvoir auxdits affociés de faire fortifier des fent places, & contiruire des forts aux lieux qu'ils funtua jugeront les plus commodes pour la conferdin la vation des colonies & sûreté du commerce, Chill leur étant permis par icelles, d'y faire fondre ation boulets & canons, forger toutes fortes d'ar-Beme mes offensives & défensives, faire poudre à de les canon & toutes autres munitions; de mettles tre, par lesdits associés, tels Capitaines & ika gens de guerre que bon leur femblera dans cella lesdites isles, & sur les vaisseaux qu'ils y enverront; se réservant néanmoins Sa Majesté. as, a de pourvoir d'un Gouverneur général sur toutes lesdites isles, lequel ne pourra en faements con quelconque s'entremettre du commerce. mes a distribution des terres, ni de l'exercice de tiene justice: que lesdits associés disposeront designe du dites choses à eux accordées, de telle façon qu'ils aviseront pour le mieux, distribueront les terres entre eux, & à ceux qui s'habitueront sur les lieux, avec réserve de tels droits & devoirs, & à telles charges & conditions qu'ils jugeront plus à propos, même Tom. I. 2de partie.

No. XIX. Ratification au sieur du Parquet. 1651.

Pièces des en fiefs, avec haute, moyenne & baffe in-Commissai- stice: que pendant vingt années, à comres François, mencer de la date desdites lettres, aucun de nos fujets ne pourra aller trafiquer auxdites isles, ports, havres & rivières d'icelles, que de la vente de du consentement par écrit desdits affociés, Sainte-Lucie & sur les congés qui leur seront accordés sur ledit consentement; le tout à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises de ceux qui iront fans ledit consentement, applicable au profit de ladite Compagnie; & pour cet effet, ne pourront être délivrés aucuns congés pour aller auxdites isles, par le Surintendant général de la navigation & commerce de France & ses successeurs en la. dite charge, que sur le consentement desdits associés. Par lesdites lettres accorde exemption de tous droits d'entrée pour toutes fortes de marchandises provenant desdites isles. appartenant aux affociés de ladite Compagnie, en quelque port de notre Royaume qu'elles puissent être amenées pendant lesdites vingt années seulement, dont sera fait mention expresse dans les baux à fermes de nos droits qui se feront pendant lesdits temps; portant outre, ledit édit & lettres patentes, plusieurs autres concessions & privilèges, en conséquence duquel notre amé & féal Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Sénéchal & Gouverneur pour nous & la Compagnie de l'Amerique auxdites isles, nous a fait remontrer que par un contrat du 27 septembre 1650, les sieurs Berruyer Conseiller en nos Conseils, & de Loynes notre Conseiller & Secrétaire, Maison & Couronne de France & de nos finances, suivant le pouvoir à eux donné par la Compagnie des-

100

li conte

manda

at requ

ient pla outogo

di cont

me Chi

趣,0

non

西西西山

nne å

es d'icela

deldin i

ront aux

dites isles de l'Amérique, par leur délibéra- pièces justidites mes de l'Amerique, par tion du 22 septembre dernier, lui ont vendu, ficatives sur cédé, quitté, transporté & delaissé, à ses l'isle de Ste; hoirs & ayans cause, le fonds & propriété Lucie. de la Martinique, la Grenade, Grenadine & de Sainte-Alouzie, situées dans l'Amérique, ainsi qu'elles se consistent, pour en jouir dorénavant, & en disposer ainsi qu'ils pourroient faire, en vertu de la concession qui leur en a été faite par ledit édit du mois de mars 1642, dûement vérifié; l'ont subrogé on the en leur lieu, pour en disposer ainsi que bon leur semblera; à la charge d'entretenir, pour ce qui regarde le fonds de ladite isle, les charges & conditions auxquelles par ledic fentua édit, ladite Compagnie se trouve obligée envers nous; lequel contrat il nous a trèshumblement supplié & requis vouloir confirmer, autoriser & approuver, pour en jouir, le le & du contenu audit édit, tout ainsi qu'eusnout sent pû faire lesdits associés, & à cette sin es pui lui accorder nos lettres nécessaires, humble-, dom ment requérant icelles: Savoir faisons qu'ayant fait examiner en notre Conseil, où étoient plusieurs Princes & Officiers de notre di di Couronne, & Principaux de notre Conseil, contra ledit contrat ci attaché fous le contre-scel de notre Chancellerie, de l'avis de la Reine Régente, notre très-honorée Dame & Mère, nous avons ratifié, confirmé & validé, & par ces présentes confirmons & validons ledit contrat, voulons & nous plait qu'il fortesam son plein & entier effet, & que sedit sieur de la Parquet, ses hoirs, successeurs & ayans aim cause, à l'avenir jouissent pleinement & paifiblement du contenu en icelui, selon sa forme & teneur; ensemble de l'effet dudit édit (E 2)

Ratification au sieur du Parquet. 1651.

Pièces des & lettres patentes du mois de mars 1642, en Commissai- ce qui regarde & concerne ce qui lui a été res François vendu & transmis dans ledit contrat, tout ainsi, & en la même forme & manière qu'en No. XIX. jouissoient & pouvoient jouir lesdits affociés de la vente de en la Compagnie des isses de l'Amérique. Sainte-Lucie sans qu'il soit fait, ni puisse être donné, ni à ses successeurs & ayans cause, aucun trouble & empêchement, pour quelque cause & occasion que ce soit, à l'entière exécution d'iceux. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers, les gens tenant notre Grand-Conseil, & tous nos autres Officiers qu'il appartiendra, que ledit contrat & ces présentes ils fassent lire, publier & registrer, & du contenu en icelles, ensemble dudit contrat & édit du mois de mars 1642, jouir & user pleinement & paisiblement ledit sieur du Parquet, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens à ce contraires. vous en attribuant, en tant que besoin est ou seroit, la jurisdiction & connoissance de l'entière exécution des présentes, circonstances & dépendances, icelle interdite & défendue, interdisons & défendons par ces présentes, à tous autres nos Juges quelconques: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR, nonobstant tous édits, ordonnances, déclarations, mandemens & autres choses à ce contraires, auxquels, & aux dérogatoires des dérogatoires y contraires, nous avons pour ce regard, & sans tirer à conséquence, dérogé & dérogeons par ces présentes, lesquelles nous voulons fortir leur plein & entier effet, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, clameur de haro, charte Normande, prise à partie & lettres à ce contrai-

8,12

little fa

strat

IN IL

riest e

infel, o

Parquet

itenade

n bud

Bills

N III

到館

res, pour lesquelles ne voulons être différé: Pièces justi-& d'autant que des présentes & dudit con-ficatives sur trat, on pourra avoir affaire en divers lieux, l'isle de Ste. nous voulons qu'au vidimus ou copies d'icel- Ire. partie. les dûement collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers, Notaires & Secréêtre taires, foi soit ajoûtée comme au présent ne, an original. Et afin que ce soit chose ferme & puelou Rable, nous avons fait mettre notre scel à dies cesdites présentes, sauf en autres choses no-Nous tre droit, & l'autrui en toutes. Donne'à Paris, au mois d'août, l'an de grace mil six cent cinquante-un, & de notre règne le huiue en tième.

R L'HI

ire, m

iceles

EL EDOS E

ns àcti-

Signé LOUIS.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires etrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent singuante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XX. ARREST du Grand Conseil, portant enregistrement au greffe dudit élem Conseil, du contrat de vente faite par la elle im Compagnie de l'Amérique, au sieur du fenditu Parquet, des isles de la Martinique. Jugan Grenade , Grenadine & Sainte-Alouzie ; FLIS & des lettres du Roi confirmatives de ce 006, 8 contrat: du 26 septembre 1651.

Que la requête présentée au Conseil le 25 septembre 1651, par Jacques d'Iel E'cuyer, fieur du Parquet, Sénéchal & Gouverneur pour le Roi en la Compagnie de l'Amérique, aux isses de l'Amérique, tendante ama fin qu'il soit ordonné que le contrat par ui fait le 27 septembre 1650, avec les sieurs (E 3)

No. XX. Enregistres ment de la te-Lucie.

1651.

ME'MOIRES SUR L'ISLE Berruyer Conseiller du Roi en ses Conseils. Commissai- & de Loynes Conseiller & Secrétaire de Sa res François. Majesté, de la vente à lui faite du fonds & propriété de la Martinique, la Grenade, Grenadine & de Sainte-Alouzie, situées dans l'Amérique; & lettres du Roi de confirmavente de Sain. tion & ratification dudit contrat, feront lues. publiées & enregistrées au greffe dudit Confeil, pour être exécutées, gardées & oblervées, & jouir par l'impétrant, ses hoirs, successeurs & ayans cause, de l'effet & contenu en icelles, selon leur forme & teneur. Vi par le Conseil, ladite requête & ledit contrat fait entre ledit du Parquet & lesdits sieurs Berruyer & de Loynes, ayant pouvoir de la Compagnie desdites isles; par lequel, entre autres choses, ils auroient vendu audit sieur du Parquet le fonds & propriété de la Martinique, la Grenade, Grenadine & de Sainte-Alouzie, situées dans l'Amérique, pour en jouir par ledit sieur du Parquet, ainsi qu'ils pouvoient faire en vertu de la concession à eux faite par le Roi, par édit du mois de mars 1642, à quoi ils l'ont subrogé en leur lieu & place, ainsi que le contient plus au long ledit contrat, moyennant la fomme de quarante - un mille cinq cens livres, du 27 septembre 1650; lesdites lettres par lesquelles le Roi auroit ratifié, confirmé & validé ledit contrat de vente, adressantes au Confeil, pour icelles ensuite icelui contrat, faire lire, publier & enregistrer, & du contenu en iceux, & dudit édit du mois de mars 1642, y attaché, faire jouir & user pleinement & paisiblement ledit du Parquet, ses hoirs, successeurs & ayans cause, de l'effet & contenu auxdits contrat & lettres, felon

505,00

URI leur forme & teneur, avec attribution de ju- Pièces justirisdiction & connoissance audit Conseil, pour ficatives sur l'entière exécution d'icelles, circonstances l'Isle de Ste. 18, 11 & dépendances, & interdictions à tous au Lucie. Durk tres Juges, du mois d'août 1651; Conclu-Roi fions du Procureur général du Roi. Le Conontma feil a ordonné que lesdits contrat & lettres greit feront registrés au greffe dudit Conseil, pour être gardés, observés, & jouir par l'impéint, trant, fes hoirs, fucceffeurs & ayans cause, l'effet & contenu en iceux, felon leur formedia me & teneur.

ute Le présent arrêt a été mis au greffe du Conseil, montré au Procureur général du Roi, & prononcé à Paris le vingt-sixième jour pile de septembre mil fix cent cinquante-un.

Vendra

édit ti

t fabros

contin nant hi

ens live

Collationné. Signé HERBAIN.

No. XXI. LETTRES PATENTES du Roi, qui établissent le sieur du Parquet Gouverneur & son Lieutenant général ès isles de la Martinique, la Grenade, Grenadine & Sainte-Alouzie: du 22 octobre 1651. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

LOUIS, &c. A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Nous avons par nos lettres patentes du mois d'août dernier, pour les causes & considérations y contenues, confirmé & approuvé le contrat de vente & cession faite le 27 septembre de l'année dernière 1650, par les sieurs de la Comde pegnie des isles de l'Amérique, en faveur & au profit de notre très-cher & bien amé Jacques d'Iel, E'cuyer, fieur du Parquet, du fonds (E4)

Piéces des fonds & propriété des illes de la Martinique. Commissai- la Grenade, Grenadine & Sainte-Alouzie, res François- circonstances & dépendances, situées dans

No. XXI. Lettres de nique . . . . & Sainte. quet, 1651.

l'Amérique, & par ce qu'en étant par ce moyen le propriétaire & légitime possesseur, Gouverneur il sera d'autant plus obligé à les conserver de la Marti-sous notre obéissance, joint que d'ailleurs nous fommes bien informés des bonnes & Lucie, pour le recommandables qualités qui font en sa perseur du Par- sonne, de sa valeur, prudence, expérience au fait des armes, de sa fidélité, affection & de son zèle pour la gloire & le service de Dieu, nous avons cru ne pouvoir faire un meilleur ni plus digne choix que de lui, pour de notre part prendre soin de ceux qui s'y sont habitués, du salut des ames & de la conversion des peuples de ces quartiers là, en protégeant les Eccléfialisques & Missionnaires qui y sont, & qui iront ci-après pour cet effet. Pour ces causes, & autres à ce nous mouvant, nous avons, ledit sieur du Parquet, ensuite du fuldit contrat & lettres patentes, dont copies dûement collationnées sont ci-attachées fous le contre-scel de notre Chancellerie, constitué, ordonné & établi, & par ces présentes fignées de notre main, constituons, ordonnons, établissons Gouverneur & notre Lieutenant général des isles de la Martinique, Grenade, Grenadine & Sainte-Alouzie, circonstances & dépendances, situées en l'Amérique, pour en ladite qualité y commander. &c.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé. P. LEDRAN, premier Commis du dépât,

No. XXII.

MS

libre de

drant

ibur du

W. Gre

Eloss

武仙

met, G

Is iles

instine

柳田,

學四日

1, 2701

la re

No. XXII. LETTRES PATENTES l'ife de Ste. du Duc de Beaufort, comme Grand-Lucie. Maître de la navigation de France, qui Ire. partie. confirment celles accordées par le Roi au sieur du Parquet, pour le gouvernement des isles de la Martinique, Grenade, Grenadine & Sainte Alouzie: du 15 novembre 1651. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Esar Duc de Vendôme, de Mercœur, de Beaufort, de Penthièvre & d'Estampes, Prince d'Anet & de Martigues, Pair & Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, & pays conquis: A tous, &c. SALUT. Savoir faisons que vû par nous les lettres patentes du Roi, données à Bourges le 22 octobre dernier, fignées Louis, & fur le repli, par le Roi, de Lomenie, & scellées fur double queue du grand sceau de cire jaune, ci-attachées sous le contre-scel de nos armes, par lesquelles Sa Majesté a commis. ordonné, établi Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Gouverneur & Lieutenant général des isles de la Martinique, la Grenade, Grenadine & Sainte-Alouzie, circon. stances & dépendances, situées dans l'Amérique, pour, en cette qualité, y commander, tant aux personnes ecclésiastiques que séculières qui s'y établiront ou qui y trafiqueront, défendre lesdits lieux de tout son pouvoir, avoir soin de faire instruire les peuples à la religion Chrétienne & Catholique, faire vivre les gens de guerre qui y se-(E 5)

Pièces justi-

Choir or rendre (in du falit le des pana geant la la qui y la

et effet h

DRILL

s de le la

& Saint

nces, qu'en to

légitine vi

igé à la m

joint sut

més des la

qui font

udence, a

fidelité, di

ne pouvoir

Parquet, di patents, établi, il otre ma bliffons Gu néral de la Grenadited

qui eft uit eris, kund remier Comb

& dépendir

our en la

force,

paniere ste; de

entre le unquell

rate qui ings, 8

STREET

s iles,

a, tabl

0 000 16

rile, ter

南京在一

lites t

mie,

alle, :

Confirmation Lucie , pour le sieur du Parquet. 1651.

Pièces des ront établis en garnison, en bonne union Commissai- & intelligence, commander & exploiterles res François. dits gens de guerre, tant par mer que par terre, selon que les occasions le requerront. & faire les choses qui plus à plein sont condu Gouverne tenues & déclarées esdites lettres à nous a. dressées par Sadite Majesté; à ce que sur Martinique. icelles, nous, ayant donné audit sieur du ... & Sainte- Parquet nos attaches & expéditions nécesfaires, afin qu'il foit reconnu ès susdits lieux en ladite qualité de Gouverneur & Lieutenant général de Sadite Majesté, par tous ceux & ainsi qu'il appartiendra, nous, en vertu du pouvoir à nous attribué par Sadite Majesté, à cause de notredite charge de Grand-Maître, &c. avons consenti & confentons par ces présentes, l'effet desdites lettres patentes; à la charge que ledit fieur du Parquet ne souffrira dans lesdites isles, terres & autres lieux de son gouvernement, autre religion chrétienne que la Catholique, Apostolique & Romaine, nous informera par relation expresse & authentique, de l'état présent desdites isles, terres & autres lieux dépendans de son gouvernement, tant ce qui regarde la propagation de la foi de Jesus Christ Notre-Seigneur, & gouvernement ecclésiastique, que de ce qui concerne le gouvernement politique; à savoir du nombre & quantité des isles, terres & pays, lesquels sont réduits sous l'obéissance de Sadite Majesté, étant à présent, ou qui seront ci-après sous son gouvernement; l'étendue, qualité & richesse desdits lieux; des forces, mœurs & gouvernement des originaires du pays; du nombre & quantité de François étant dans lesdites isles, terres &

pays; des villes, bourgs, citadelles & forts pièces justiqui ont été ou seront ci-après bâtis, de leur ficatives sur état & force, tant en garnison qu'artillerie; l'Isle de Ste. de la manière & forme de la justice que l'on Lucie. y exerce; de la distribution & partage des Ire. partie, terres entre les colons, des taxes & impositions auxquelles ils font fujets; du commerce & trafic qui se fait dans lesdites isles, terres & pays, & de la quantité des marchandises qui se tirent ou peuvent être tirées par chacun an, pour porter dans l'Europe; de la manière établie ou à établir, pour faciliter les achâts & échange des marchandises desdites isles & pays, avec celles de l'Europe; à la charge aussi à l'avenir, de nous informer chaque année des nouvelles conquêtes, isles, terres & pays qu'il fera, de leur étendue, qualité & richesses, des forces, mœurs & gouvernement des habitans, de l'établissement de la religion Catholique en iceux, construction des forts, villes & bourgs, établissemens des colonies, & de tout ce qui regarde le trafic & commerce dans lesdits lieux, afin que par nous, Sadite Majesté puisse être dûement informée desdites isles, terres & pays étant fous fon obéissance, & ledit sieur du Parquet recevoir fes ordres & les nôtres dépendans de notre charge, ainfi qu'il appartiendra; & pour cet effet, les navires, vaisseaux, barques, chaloupes ou autres appartenant audit fieur du Parquet, & autres sujets de Sa Majesté, ou qui seront par eux fretés, pourront aller & venir esdites terres & isles de la Martinique, la Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, circonstances & dépendances, situées dans l'Amérique, avec les marchandises dont ils

the DE SAIN

en bone der & explai par mer que Gions le repu is à plein în

s lettres i n efté; à ce u nné auté le expédition onnu ès sale verneur à l

Majellé, partiendra, mas attribué por otredite da consenie es , l'effet e

dans lefter fon govern e que la Cab e, nous in authentique

es, temel

gouverness gation de la gneur, de pr de de ce que blitique; à la ifles, tentil as l'obellant

préfent, ou gouveners cheffe défin ouverners combre à com

fdites in 18

118

th Parc

wie, G

with Cor

ne Dam

g lagu

CISTODE!

intion (

NUTY 2

impon de

a profen

dequality

whit

Bid pr mee; c

40

102, pa

(feat ( the, G

te, Li

No. XXII. Confirmation ment de la Lucie, pour Le sieur du Parquet. 1651.

pièces des seront chargés: ensemble les hommes & les Commissai- femmes qu'ils y voudront transporter, sans res François. qu'ils leur soit fait ou donné aucun trouble ou empêchement, pourvû qu'ils aient pris nos congés & passeports; à faute de quoi. du Gouverne. permettons & ordonnons à tous Capitaines, Garde côtes & autres sujets du Roi, de les Martinique. arrêter, pour être procédé contre eux selon ... & Sainte- la rigueur des ordonnances, cessant lesquel. les charges, ou à faute d'y être fatisfait par ledit sieur du Parquet, les présentes seront réputées nulles, & n'auront aucun effet. A témoin de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait mettre le scel de nos armes, & contre-signer par notre Secrétaire général de la Marine. Donne à Nantes, le quinzième jour de novembre mil six cent cinquante-un. Signé CESAR DUC DE VEN-DÔME.

> Collationné sur l'original qui est au dépôt des af. faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent sinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXIII. EXTRAIT du registre du Conseil supérieur de la Martinique, dans lequel on voit plusieurs Acles judiciaires, qui attribuent au sieur du Parquet la qualité de Seigneur & Gouver. neur des isles de la Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Lucie. 1652. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

U samedi quinzième jour de juin 1652, par-devant nous Jacques d'Iel E'cuyer, sieur

fieur du Parquet, Seigneur des isles de la Pièces justi-Martinique, Grenade, Grenadines & Sain-ficatives fur te Alouzie, Gouverneur & Lieutenant gé. l'isle de Ste. néral pour Sa Majesté, desdites isses, en ju-Lucie. gement le Conseil tenant, a comparu en sa personne Damoiselle Jeanne Hurault, veuve de feu Claude de Beaujeu E'cuyer, sieur de la Haye, laquelle nous a déclaré avoir cidevant renoncé aux biens de sa communauté, avec ledit feu fieur de la Haye, suivant la déclaration qu'elle en a faite au greffe de céans le vingt-cinquième jour de janvier dernier, pour y avoir recours, & accepté la fuccession, au nom de ses enfans, sous bénéfice d'inventaire; & d'autant qu'il n'a été pourvû à la tutelle de deux filles, enfans de leur mariage, qu'elle n'a aucuns parens capables de ladite tutelle, & desirant pour la conservation de leurs intérêts, qu'il y soit pourvû, a accepté, comme elle accepte par ces préfentes, la tutelle de fes enfans en ladite qualité.

De laquelle déclaration lui avons décerné acte, pour lui valoir & fervir en temps & lieu ce que de raison; & ordonné que ledit bénéfice d'inventaire sera à sa diligence pourfuivi sous le serment de ladite Demoiselle Hurault, de procéder sidèlement au fait de ladite charge; ce qu'elle a présentement fait.

Et a figne JEANNE HURAULT.

DU lundi premier jour du mois de juillet 1052, par-devant nous Jacques d'Iel E'cuyer, fieur du Parquet, Seigneur des istes Martinique, Grenade, Grenadines & Saine jour ete-Alouzie, Lieutenant général pour Sa Maacqualité jesté, desdites illes: Entre Vallerien Bauron d'Ar-

; à faut à s à lous Co ets do Ro dé contre

URLI

les house

t transpore

nné aum

à qu'ils in

ces, cela d'y être les préfes

ront auond ons figuera

e le falle par nonelle Donne

vembre ni ESAR DUCH

quieft mun Paris, k mp emier Connid

AIT du no de la Mari plusieurs &

vent au feut eigneur & a Martinia

& Scient oot des de

11 51

mila dal

the pie

i le Bea

glies pas

De iles

Dons

adi ving

Dens

wes d'I

great (

Ne. XXIII. Attes judiciaires du rieur de la de Sainte-

Fièces des d'Arguicourt & Dominique Testant, deman-Commissai- deurs en requête, & Jean de Saint-Laurent res François. défendeur: Parties ouïes, a été décerné de - leurs dires & déclarations; en conséquence de quoi, & attendu que les deux premiers termes ont été acquittés, avons condamné Conseil supé- ledit défendeur de payer auxdits sieurs le restant de son contrat, à mesure que les pe-Martinique, tuns seront fabriqués sur ladite place, conqui prouvent formément à icelui, avec défense audit des Parquet étoit fendeur d'en enlèver & divertir aucun que propriétaire pour la subsistance de sa case, à peine, en cas de contravention, d'être fait droit audit Lucie. 1652. sieur de la demande par lui faite de rentret fur ladite place.

> Ici est une pièce intitulée: Lettres du Roi. portant ratification de la vente faite par la Compagnie des isles de l'Amérique, au sieur du Parquet, des isles de la Martinique, Gre-

nade, Grenadines, Efc.

Elle a été copiée, & fe trouve ci-devant, à la date du mois d'août 1651, page 64.

Suite une autre pièce intitulée: Arrêt du Grand - Conseil , portant l'enregistrement au greffe dudit Conseil, du contrat de vente faite par la Compagnie de l'Amérique, au sieur du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie; & des lettres du Roi confirmatives de ce contrat.

Elle a été copiée, & se trouve ci-devant, à la date du 26 septembre 1651, page 69.

Suivent les lettres patentes du Roi, qui établissent le sieur du Parquet Gouverneur & son Lieutenant général ès isles de la Martinique, la Grenade, Grenadines & Sainte-Lucie.

Elles ont été copiées, & se trouvent ci-

devant, à la date du 22 octobre 1651, page 71. Pièces justi-Suit une pièce intitulée : Lettres patentes ficatives sur du Duc de Beaufort, &c. qui confirment cel. l'Me de Ste. 18; au les accordées par le Roi au sieur du Parquet, Lucie. les de pour le gouvernement des istes de la Martini-Ire. partie. 3, avons que, &c.

et auth Elle a été copiée, & se trouve ci-devant, a meline à la date du 15 novembre 1651, page 73.

Dans le même régistre.

ladite de

ousie; & k

& fe ton

diente D'U lundi quatorzième jour du mois de juillet 1652, par-devant nous Jacques l'ène lit d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Seigneur, de Gouverneur de ces isles Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Sénéchal ulte: la des isles, & Lieutenant général pour Sa Man vent le jesté esdites isles, en jugement le Conseil Anning tenant &c. la Martin

Dans le même régistre.

fe more D u lundi vingt juillet 1652, par-devant nous Jacques d'Iel E'cuyer, fieur du nous Jacques d'Iel E'cuyer, fieur du initial Parquet, Seigneur, Gouverneur de ces isles Martinique, Grenade, Grenadines & Saincontrol et te-Alouzie, Sénéchal, Gouverneur, Lieumitique, a tenant général pour Sa Majesté esdites isles, Marinine en jugement le Conseil tenant, &c.

Dans le même régistre.

burnet D'U vingt-fix août 1652, par-devant nous fewere D'I Jacques d'Iel E'cuyer, fieur du Parte 161 f quet, Seigneur & Gouverneur, Lieutenant général pour Sa Majesté en ces isles Marti-Parque nique, Grenade, Grenadines & Sainte Alouzie, en jugement le Conseil tenant, &c.

Dans

Piéces des CommissaiDans le même régistre.

ciaires du rieur de la de Sainte-

res François. Ous Jacques d'Iel E'cuyer, fieur de Parquet, Seigneur des isles Martini. No. XXIII. que, Sainte Alouzie, Grenade & Grenadi nes, Lieutenant pour le Roi en icelles, Gou-Conseil supé. verneur, Sénéchal auxdites isles; savoir sais sons que pour les bons & agréables services Martinique, qui ont été rendus en cette isle, par les nomque le sieur du més Pierre Armand, Olivier Dujardin, Guil-Parquet étoit laume Sénégal, George Lesade, Jullien Gros propriétaire se tête & Guillaume Delabarte, depuis le commencement que notre isle de la Marti-Lucie, 1652. nique est habituée jusqu'à présent, & les pelnes & fatigues qu'ils ont souffertes pour l'établissement de la colonie, que nous n'aurions encore pû reconnoître, &c. Nous, par ces présentes, pour les causes susdites, avons donné & octroyé, donnons & octrovons auxdits Pierre Armand, Olivier Dujardin, Guillaume Sénégal, George Lesade, Jullien Groffetête & Guillaume Delabarte, les droits à nous dûs, tant pour leurs personnes que leurs serviteurs, pour tout le temps qu'ils demeureront habitans en notredite isle de la Martinique, avec exemption de garde & corvées, pour en jouir pareux, pour le temps susdit. En témoin de quoi, nous avons signé ces présentes, & fait expédier à chacun une copie des présentes, pour leur servir où besoin sera. Fait à la Martinique, le vingt-huitième jour d'août mil fix cent cinquante deux.

Signé Du PARQUET.

Dil

you Jac

Paquet,

werne

joir fa

ade plus latinique

la Negr

mit an

total (

in i leur

ik cap

Mars,

मेश है वृह

sales de

wi, fei

IN DEUV

Hou let

Allons,

th co

(1), 1/e

Du 2 septembre 1652.

SURIN

nt foufferer

onie, ou n

npoltre, de

es cald

é, domini

Armand, Oi

négal, Gen

& Guilan

as dûs, min

rviteun, m

ont habitas

que, arece

pour en mi

En témb

préfents, l

copie da p

foin fera

deux.

Signé Do la

e registre

Nous Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du l'iste de Ste.
Parquet, Seigneur des isles Martini- Lucie. Grenade, Grenadines & Sainte-Alou-Roini zie, Gouverneur & Lieutenant général aux dies illes; favoir faisons qu'ayant reçû diverses à mis plaintes de plusieurs de nos habitans de cette ettelle, ifle Martinique, contenant que journellelivier Die ment des Nègres esclaves, & même des ser-Leste viteurs François, se rendent marrons, & Delabar font pris & arrêtés par d'autres habitans; otte les qu'au lieu de les faire publier incontinent, & les exposer au public pour être reconnus, les retiennent sur leurs habitations, les font travailler à leur profit particulier, & par succession de temps, s'attribuent la possession desdits Nègres, qui est au grand préjudice des maîtres à qui appartiennent lesdits serviteurs & esclaves, en sorte que cet abus se pourroit introduire plus fréquent, s'il n'y étoit par nous remédié; même que la plûpart des ferviteurs François, lorsqu'ils quittent les cases de leurs maîtres pour chercher de l'emploi, feignent d'être libres, & par ce moyen peuvent surprendre de bons & honnêtes habitans, qui autrement ne les retireroient point: A tout quoi desirant couper court, & conserver à tous nosdits habitans ce qui leur appartient: Nous, à ces causes, avons, par notre présente ordonnance en forme de règlement, fait & faifons injonction & commandement à tous les habitans de notre isle Martinique, de quelle qualité & condition qu'ils puissent être, qui sont à présent saisse d'aucuns esclaves ou serviteurs François, appartenant à d'autres Tome I. 2de partie. (F) de

Pièces justificatives fur Ire. partie.

2555

115

at m

is l'Ame

partien

a certi

ht siodte

dig de

mi fept (

ini le l

sh efaire

can mil fe

HLEDR

W. I

MEPA

11/13/1

世, 10世

ingio, da

st, tone

32 (11 (

Bjects j

u No. 1

IV.

明白

d troi.

M ba 14, da

No. XXIII. Attes judia eiaires du rieur de la qui prouvent que le sieur du Parquet ze-Lucie. 3652.

preces des de nosdits habitans, de les rendre au Fort-Commissai- Saint-Pierre, vingt quatre heures après la res François, publication des présentes, ann qu'étant exposés au public, ils puissent être reconnus & rendus à leurs maîtres, à peine contreles contrevenans, d'être punis comme receleurs. Conseil supé- Ordonnons, sur les mêmes peines, pareil ordre être gardé & observé à l'avenir par Martinique, tous nosdits habitans; & afin d'ôter aux serviteurs François qui se rendent marrons, tous moyens de surprendre les habitans, sous préstoit proprié- texte qu'ils disent être libres, nous avons zaire de Sain- ordonné qu'à l'avenir, aucun serviteur ne foit reçû en la case des habitans, qu'il n'ait un billet de son maître, contenant qu'il a fait son temps, de lui signé & de sa marque, lequel billet nous voulons que ledit serviteur nous apporte, afin qu'il soit de nous chiffré, pour, par ce moyen, pouvoir lesdits serviteurs agir à leurs affaires comme bon leur semblera. Enjoignons auxdits maîtres, de ne refuser ledit congé à leurs serviteurs, à peine d'amende. Et à ce que personnen'en ignore, sera notre présent jugement lû & publié, tant au Fort-Saint-Pierre qu'en tous les autres quartiers de cette isle, & affiché aux lieux publics. FAIT à la Martinique, le deuxième jour de septembre mil six cent cinquante-deux.

> Je soussigné Greffier du Conseil, certifie l'extrait ci-dessus conforme au registre ou brouillard déposé parmi les minutes de ce greffe. FAIT au Fort-Royal, ce vingt-cing juillet mil fept cent vingt-un. Signé MOREAU.

> CHARLES BENARD, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de justice, police, finan.

URIL

les rende

aucm in

habitas, s

e, content figné & de

ons que lette

res compe

auxdits se

cette it

r à la Mass

lu Confeil, in

utes decem rt-cing just

MOREAL

it de julie

tre le finances & marine des isles Françoises du Pièces justis, and vent de l'Amérique, certifions à tous ceux ficatives sur illent e qu'il appartiendra, que le fleur Moreau qui l'isle de Ste. a figné le certificat ci-dessus, est Gressier du Ire. partie. Conseil supérieur de cette isle, & que foi mes doit être ajoûtée à son seing, tant en jugeserre le ment que dehors. En foi de quoi nous ahain vons fait mettre le cachet de nos armes, & endentage contre-seing de notre Sécrétaire. FAIT au es habita Fort-Royal de la Martinique, le vingt - sept libis, i juillet mil fept cent vingt-un. Signe BENARD.

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépot des affaires etrangères. A Paris, le vingtun mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

loiten No. XXIV. TRAITE de paix entre la France & l'Angleterre, conclu à Westminster le 3 novembre 1655.

à leurs les Nota. Ce Traité est en Latin dans le corps Diceque plomatique, tome VI, part. 11, page 121. ésent jugus

En François, dans le recueil des Traités de paix. aint-lien par Leonard, tome V.

Les copies qui ont été produites, sont impritemble il mées parmi les Traités & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, au tom. 2. No. III, page. 14.

ou min No. XXV. EXTRAIT des registres du Conseil supérieur de la Martinique. portant trois commissions accordées à différens particuliers par le sieur du Parquet, dans lesquelles il prend le titre de Seigneur des isles de la Martini-(F 2) que a Pièces des Commissaires François.

No. XXV.
Attes qui
prouvent que
le sieur du
Parquet étoit
Seigneur de
Sainte-Lueie. 1656 &
1657.

que, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, de Gouverneur & Lieute, nant général pour le Roi esdites isles, 1656 & 1657. Tiré du dépôt desaffaires étrangères. iste déc

Auf fi

105 ]20

met, de

ins à

in que

a mit

श्रीहर वे

sient :

tim qu

inine

200, 1

torreg

M quo

TOUS Jacques d'Iel E'cuyer, Seigneur du Parquet, de l'isse de la Martinique. Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Gouverneur, Lieutenant général esdites isles: à M. Louis Artus, sieur de Salli; SA-LUT. La connoissance que nous avons de votre probité & profession de la foi & religion Catholique, Apostolique & Romaine, de votre expérience & capacité en l'exercice de la justice, nous a porté à faire choix de votre personne pour exercer en cette isle Martinique, la charge de Procureur fiscal, à présent vacante. A ces causes, nous vous avons commis & député, commettons & dé. putons par ces présentes, Procureur fiscal en cettedite isle Martinique, pour icelle charge exercer tant qu'il nous plaira: vous accordons la quantité de deux mille livres de petun de pension, pour être lesdites deux mille livres, payées annuellement, & jouir des prérogatives & honneurs attribués à ladite charge, ainsi qu'en ont joui vos prédécesseurs; laquelle commencerez d'exercer du jour qu'aurez prêté le serment devant nous, notre Conseil assemblé. Et à ce qu'il soit notoire à un chacun, seront les présentes lûes, publiées & enregistrées, le Confeil tenant. En témoin de quoi nous avons figné ces présentes, & à icelles fait apposer te sceau de ladite isle, & contre-signer par notre Secrétaire. Donne en notre Hôtel,

udined le trente décembre mil fix cent cinquante- pièces justierneur fix. Ainfi figné DU PARQUET. Et plus bas, ficatives sur Par mondit Seigneur, signé NADE. Et scellé l'Isle de Ste. de cire d'Espagne.

Ire. partie.

## Dans le même régistre.

Eug. Nous Jacques d'Iel, Seigneur du Par-fletch Nous Jacques d'Iel, Seigneur du Par-Grenadines & Sainte-Alouzie Gouverneur, Lieutenant général pour le Roi auxdites isles: A Christophle Renaudot: SALUT. La connoissance que nous avons de votre probité & profession de la religion Catholique, Apostolique & Romaine, nous a porté à faire choix de votre personne pour exercer la charge de Receveur des amendes & confifcations en cette isle Martinique, pour, icelles étant reçûes, en rendre compte de huit mois en huit mois, & les employer quand & où il sera par nous ordonné. Et afin de vous obliger à apporter le foin & diligence requis en cette affaire, nous vous avons accordé & accordons par ces présentes, pour vos gages, la dixième partie de la recette que vous en ferez, qui feront dix pour cent; laquelle charge commencerez d'exercer du jour qu'aurez prêté serment devant nous, en tel cas requis & accoutumé: & à cette fin les rôles defdites amendes vous feront délivrés de deux en deux mois, par le Greffier de cette isle, approuvé par le Juge civil & criminel. Et à ce qu'il soit notoire à un chacun, seront ces présentes lûes, publiées & enregistrées, le Conseil tenant. En témoin de quoi nous avons signé ces préfentes, & à icelles fait appofer le sceau de nos armes, & contre-figner par notre Secrétai-(F 3)

URLI

ifle de la la & Saint ant good s, fieur bi

e que mus Tion de his Colique th capacit & a porteit r exercera e de Prom

CES CAUREL té, comma ntes, Prom tinique, p

de den i pour êtrelé nnuellene nneurs m en ont joil mmencera

té le ferm ffemblé. B un, ferotte

& court

11 5

加、龙

s, toute

10 100S

eter

1,0005 T

e ces p

oi Do

tos fr

Hoset

indidit

to droi

time la

Infaite

ESS COU

ms, &

will c

(gorano

the prefi

mi;

utteir i

was, ép

') jours

記立

Marive

5 000 E

No. XXV. Actes qui prouvent que Le seur du Parquet étoit Seigneur de Sainte -Lucie. 1656 Er 1657.

Pièces des taire ordinaire. Donne à la Martinique Commissai- le cinq mars mil six cent cinquante-sept. res François. Signé DU PARQUET. Et plus bas, Par mon. dit Seigneur, VIGERON. Et scelle de cire d'Espagne.

> TOUS Jacques d'Iel, Seigneur du Parquet, des isles de Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi esdites isles: A Christophle Renaudot; Sa-LUT. La connoissance que nous avons de votre probité, profession de foi & religion Catholique, Apostolique & Romaine, expérience en beaucoup d'affaires d'importance, & de votre prudente conduite au ména. gement de notre bien, nous a porté à faire choix de votre personne pour exercer la charge de Curateur aux biens vacans de cette isle & pays, aubains, & autres de pareille nature à nous appartenans; en faire bon & loyal inventaire en présence de notre Procureur fiscal, & de l'ordonnance de nos Officiers de justice, présens & à venir, pour suivre la vente par-devant eux, des effets mobiliers faifant partie ou provenant desdits biens vacans; ensemble les baux judiciaires des immeubles, au plus offrant & dernier enchérisseur, dans la forme ordinaire, afin que lesdits biens soient portés à leur juste valeur; faire perquifition des détenteurs d'iceux, tant à nous ci-devant échûs, qu'à é. choir; les poursuivre par toutes les voies de justice, au déguerpissement d'iceux & restitution des fruits & autres choses mobie liaires, même criminellement s'il y échoit; & généralement faire tout ce qu'au cas appar.

DE SAINTE LUCIE. 87 cent co partiendra, & du tout, rendre bon & fidèle Pièces justi-

but compte, toutes fois & quantes qu'il vous ficatives sur n. h fera par nous ordonné. Et afin de vous o-l'ise de Ste. bliger à exercer avec plus de soin ladite Lucie. charge, nous vous avons accordé & accor. Ire. partie. , Seign dons par ces présentes, la quatrième partie de ce qui nous viendra de clair desdits dainte de biens, tous frais déduits, lesquels seront des préalablement pris sur les dits biens; & où général il surviendroit des héritiers des défunts, ophle la prétendans droits es délivrance leur en fût adjusion de la gée par justice, vous leur rendres constitutes des délivrances leur en fût adjusion de la gée par justice, vous leur rendres constitutes de la délivrance leur en fût adjusion de la gée par justice, vous leur rendres constitutes de la délivrance leur en fût adjusion de la delivrance leur en fût adjusion de gée par justice, vous leur rendrez compte d'iceux, & payerez le reliquat, vos frais, d'affaires & vacations, & autres frais de juflice préalablement déduits, suivant la taxe nous qui en sera faite sur l'état & pièces que vous nne présenterez comme pièces justificatives des. dits comptes, & pour l'exercice de la pré-& aussi fente commission, vous prêterez le serment mansies en notre Conseil, en tel cas requis & acésence et coûtumé. Et à ce qu'aucun n'en prétende l'ordonne cause d'ignorance, seront lesdites présentes, ésens dis avec ladite prestation de serment, lûes, puevant en bliées & registrées au greffe dudit Conseil, ou promi icelui tenant; enjoignant à tous nos Offile les bull ciers, de tenir la main à l'exécution desdites us offini présentes, & à nos Vassaux, de vous donner forme avis de la vacance desdits biens, aubaines, nt portal deshérences, épaves & autres de cette natun de les re, trois jours après qu'ils en auront conevant de noissance, à peine de répondre en leur par total propre & privé nom, du dépérissement d'ifement ceux; & en cas qu'aucuns en soient détenautie de teurs ou possesseurs à notre préjudice, nous leur enjoignons, dans ledit temps de trois jours, de nous en faire déclaration, autre-(F 4)

URL 首加加

11 5

Roi , po

h Mar

and dis

fear du

& Tire

II, par

m Le f

the bone

s à cor

liets, d'ét

is, test

Intrique,

in obeif

a des per

mologé a

11 7 2

m d'une to

least pe

3 contin

at pourfu

white for

wife, (

parmi le

Ties ill ine four

qui fe

angis .

N. XXV. Actes qui Le seur du Seigneur de Sainte-Lacie. 1656 6º 1657.

Pièces des ment & à faute de ce, & ledit temps passe. Commissai- vous ordonnons de les poursuivre criminel. res François. lement, suivant les ordonnances royaux & coûtumes de Paris. En témoin de quoi, nous avons signé ces présentes de notre prouvent que main, & à icelles fait apposer le sceau de nos armes, & contre-signer par notre Secré. Parquet étoit taire. Donne à la Martinique, le cinq mars mil fix cent cinquante-fept. Signé Du PAR-QUET. Et plus bas, Par mondit Seigneur. VIGERON. Et scellé de cire rouge.

> Je soussigné Greffier du Conseil, certifie le présent extrait conforme au registre ou brouillard déposé parmi les minutes de ce greffe. Au Fort-Royal, le vingt cinq juillet mil Jept cent vingt-un. Signé MOREAU.

> CHARLES BENARD, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant des isles du vent de l'Amérique, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que le sieur Moreau qui a signé le certificat ci-dessus, est Greffier du Conseil supérieur de cette isle, & que soi doit être ajoûtée à son seing, tant en jugement que dehors. En foi de quoi nous avons expédié le présent certificat, auquel nous avons fait mettre le cachet de nos armes, & le contre-seing de notre Secrétaire. FAIT au Fort-Royal de la Martinique, le vingt fept juillet mil fept cent vingt-un. Signé BENARD. Et plus bas. Par mondit Seigneur, DENNEL.

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXVI.

URIL

i ledit im

owinitroo

Onnance in n témoin le

préfents l

appoint hi

det barm

inique, ka

lept, Signi I mondi

ire room

du Confei,

au regilet

nuter de un

q juille i AU.

Confeille

nt des la

ons à teat

fieur liz

cette ile,

le cacha l

de nome le la Mat

pt centra

Par monda

ie collation

trangers.

of cent com

remier Cont

No. XXVI. LETTRES PATENTES ficatives fur du Roi, pour le gouvernement des isses l'isse Lucie. de la Martinique & Sainte-Lucie, en Ire partic. faveur du sieur d'E'nambuc, fils ainé du sieur du Parquet: du 15 septembre 1658. Tiré du dépôt des affaires étrangères. .

Pièces justi-

T OUIS, par la grace de Dieu, &c. SA-LUT. Le feu Roi d'heureuse mémoire, notre très-honoré Seigneur & Père, ayant permis & octroyé à quelques particuliers nos fujets, d'établir sous son autorité des colonies, tant ès isles que terres fermes de l'Amérique, afin de réduire lesdits pays fous fon obéissance, travailler à la conversion des peuples & y planter notre sain. te foi; le sieur d'E'nambuc qui le premier les avoit reconnues & découvertes, s'y seroit employé avec tant de vigueur & de zèle, qu'il y auroit fait tous les progrés, & tiré tous les avantages que l'on pouvoit espérer d'une telle entreprise, aux poursuites de laquelle il seroit décédé après s'y être fignalé pendant plusieurs années de fervices continuels; & depuis, le fieur du Parquet poursuivant les traces dudit sieur d'Enambuc son oncle, & poussé des mêmes motifs, se seroit rendu si recommandable parmi les peuples qui se sont habitués esdites isles, que par ses soins assidus, & par une souffrance de fatigues continuelles, après avoir exposé sa vie en toutes occasions qui se sont présentées, pour notre service & la conservation de nos sujets, il auroit acquis des fieurs de la Compagnie (F 5)

des

Pièces des Commissai-

Lettresde Gouverneur de la Martinique & Sainte-Lucie, pour le fieur d'E'. nambuc. 1658.

des isles de l'Amérique, la seigneurie & propriété des isles de la Martinique, de res François. Sainte-Alouzie, de la Grenade & Grenadines, fituées en ladite Amérique, par contrat No. XXVI. du 27 septembre 1650; en conséquence duquel & de nos lettres patentes du mois d'août 1651, portant confirmation d'icelui. nous lui en aurions donné & octrové le gouvernement, & icelui établi notre Lieutenant général esdites isles, par nos lettres patentes du 22 Octobre 1651. Et avant beaucoup contribué pour la propagation de la foi parmi les infidèles, & soûtenu même plusieurs guerres contre eux, pour défendre nos sujets contre leurs entreprises, fortifié les places de gens & munitions de guerre, notre autorité s'y trouve pleinement affermie, & les habitans y jouissent d'un agréable repos & d'une tranquillité affurée, qui sont autant de services considérables qui méritent de nous une reconnoissance proportionnée à ses travaux; & d'autant que par le décès du fieur du Parquet, arrivé depuis peu, nous fommes privés de pouvoir le récompenser en sa personne, voulons néanmoins qu'ils ne demeurent pas infructueux. Nous avons cru qu'étant important de pourvoir au gouvernement desdites isles; nous ne pouvons témoigner plus avantageusement pour sa famille, l'entière satisfaction qui nous reste de ses services, qu'en confervant ledit gouvernement à ses enfans, lesquels, comme ses héritiers, & par ce moyen Seigneurs propriétaires des isles, feront obligés à les conserver sous notre obéissance, d'autant plus que sous la bonne conduite de la veuve dudit sieur du Parquet,

tierrice. DE MOL E, fils & it, orde a defitu

18 5

a lear me

the dice

s fentim

boquet la

ala Mar since; moer, ta : Envice;

iteles, I avec le une qui BEDEDS,

moir, a

teneral abnes fer dions p cas req et conte

Ts, auto droits

Hen a jo

R L'III

la feigner

Marting

enade & Gr

rique, para

conféquen

patentes to

firmation & nné & otr

établi non

es, par mi

1651. B

it la prope

Contre ag

e leurs tons

as & muit

trouve blen

y jouillant ranquille

s confident

onnoillance & d'autant o

puet, amie

vés de pui

one, volus

nt pas infel

important &

desdites its

plus arm

entière fin

rvices, qua

ent à los

eritiers, di

étaires de

nferver inst

que for i

dudit feur t

quet, leur mère & tutrice, & ayant la gar- Pièces justifide-noble d'iceux, ils seront élevés dans les catives sur mêmes sentimens d'affection que ledit sieur l'isle de Ste. du Parquet leur père a toûjours eus pour Lucie. notre service. Pour ces causes, & autres à Ire. partie. ce nous mouvant, avons ledit fieur d'Enambuc, fils aîné dudit sieur du Parquet, constitué, ordonné & établi, & par ces préfentes, constituons, ordonnons & établissons Gouverneur & notre Lieutenant général ès istes de la Martinique & Sainte-Alouzie, situées en ladite Amérique, circonstances & dépendances; pour, en ladite qualité, y commander, tant aux personnes ecclésiastiques que féculières, ce qui fera du bien de notre service; défendre lesdits lieux de tout son pouvoir, avoir soin de faire instruire les peuples en la religion Catholique. Apostolique & Romaine; faire vivre les habitans d'icelles, en bonne union & concorde les uns avec les autres; contenir les gens de guerre qui y sont & seront ci-après en garnison, en bon ordre & police, suivant nos règlemens, en forte qu'il ne se commette aucun desordre; & généralement faire & ordonner par ledit sieur d'E'nambuc, en ladite qualité de Gouverneur & notre Lieutenant général esdites isles, tout ce que nous-mêmes ferions ou pourrions faire, si nous y étions présens en personne, encore que le cas requît mandement plus spécial qu'il n'est contenu par cesdites présentes; & de tout le contenu ci-dessus, jouir par lui aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, droits, fruits, revenus & émolumens appartenans à pareilles charges, & tout ainsi qu'en a joui ou dû jouir ledit sieur du Par-

Lettres de de la Martimique & Sainte-Lucie , pour le fieur d'E'nambuc. 1658.

Pièces des Parquet son père. Et pour d'autant plus té. Commissai- moigner à la famille dudit sieur du Parquet. res François. le desir que nous avons de la gratifier, nous. en cas de décès dudit sieur d'E'nambuc, fils No. XXVI. aîné dudit sieur du Parquet, avons consti-Gouverneur tué, ordonné & établi, constituons, ordonnons & établissons Gouverneur & notre Lieutenant général esdites isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, circonftances & dépendances, le sieur du Parquet son frère puiné: & d'autant que ledit sieur d'E'nambuc aîné, & ledit fieur du Parquet puîné. ne font encore capables d'exercer ladite charge, & qu'il importe pour notre fervice, au bien & utilité de sa famille, d'établir pour la garde & sûreté desdites isles, quelque personne dont la fidélité & suffisance nous soient connues, & qui puisse affister & maintenir ladite veuve du feu sieur du Parquet & ses enfans; pour cet effet, nous avons jeté les yeux fur le fieur de Vanderoque, oncle paternel desdits sieurs d'E'. nambuc & du Parquet, lequel nous avons établi & établissons par cesdites présentes, pour veiller à la conservation desdites isles fous notre obéissance, jusqu'à ce que ledit d'Enambuc, ou en cas de son décès, ledit sieur du Parquet son frère, aient atteint l'âge de vingt ans. Si MANDONS à notre très-cher & très-amé oncle le Duc de Vendôme, Pair, Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, que sur cesdites présentes il donne auxdits sieurs d'E'nambuc & du Parquet frères, fon attache & les expéditions qui leur sont nécessaires, enfin qu'ils foient reconnus ès susdits lieux, en leursdi-

13 5.

galités;

barqu poartier

BIETTES

dies don

and fe E SES

量音

the Duc

and & no

Hant not

the Parqu

ad les

Là tous (

100 830

mint de c

Projent

H BT NO

1005 81701

nefentes,

iziène j

nil fix cer

litau de

CHE du

thus du

& Spints

TRIPLE !

1 55 60

Listi

d'autai

fieur di h

la gratie

r d'E'mai

et, avos

confirm

Duvernen

s illes de

Parquati

dit fier?

du Pune

es d'exem

pour noni

famile i

defditeris

in qui pui

ve du fuit

००वा त्यां वी

le fleur à

defdits for

legard no

celdite w

iafqu'à cen

de fon des

frere, in

MANDOE

cle le Du t

itre, Châl

navigation ar celdits m

d'Emmi

ffairs, and ts liet, en l tes qualités; voulant que les navires, vaif- Pièces justifeaux, barques, chaloupes, fregates qui ficatives fue leur appartiendront, puissent aller & venir l'ille de Ste. esdites terres de l'Amérique, avec les mar- Lucie. chandifes dont elles feront chargées, & les hommes & femmes qu'on y voudra tranfporter, sans qu'il leur soit fait, mis ou donné aucun trouble ni empêchement. Mandons aussi à notre très-cher & bien amé confin le Duc d'Anville, Pair de France. Vice-Roi & notre Lieutenant général, représentant notre personne dans toutes les isles, côtes & terres fermes de l'Amérique. que sur cesdites présentes il donne auxdits fieurs du Parquet & d'E'nambuc frères, son attache & les expéditions nécessaires aux fins d'icelles. Mandons & commandons en outre, à tous Officiers & gens de guerre, Capitaines ou Patrons de navires, barques & vaisseaux, & tous autres qu'il appartiendra, de reconnoître & obéir auxdits fieurs d'E'nambuc & du Parquet frères, tout ainsi qu'ils feroient à notre propre personne: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre fcel auxdites présentes. Donne à Fontainebleau, le quinzième jour de septembre, l'an de grace mil fix cent cinquante-huit, & de notre règne le seizième. Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, DE LOMENIE. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

ATTACHE du Duc de Beaufort, sur les provisions du Gouverneur de la Martinique & de Sainte-Lucie, en faveur du fieur d'Enambuc ou du fieur du Parquet son frère, en cas de décès, & du fieur de

Pièces des Commissaires François. Vanderoque, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'age de vingt ans: du 15 octobre 1658.

ESAR Duc de Vendôme, &c. SALUT.

No. XXVI. Lettres de Gouverneur nique & Sainte-Lucie , pour le heur d'E'nambuc.

1658.

de la Marti-quinze septembre dernier, signées Louis, & fur le repli, de Lomenie, par lesquelles & pour les causes y contenues, Sadite Ma. jeité a constitué, ordonné & établi le fieur d'E'nambuc fils ainé du fieur du Parquet. Gouverneur & Lieutenant général des isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, situées dans les isles de l'Amérique, circonstances & dépendances, & en cas de décès dudit

leutenan. Savoir faisons. Vû par nous les lettres de provisions de Sa Majesté, en date du Gouve as d'An note pol adE nan st Lie Martiniq porter tos la fi n de quoi sieur d'E'nambuc, a constitué & établi le sieur du Parquet son frère, pour, en ladite nde nos qualité, y commander, tant aux personnes is A la ecclésiastiques que séculières; défendre lesdits lieux de tout son pouvoir; avoir soin de faire instruire les peuples en la religion Catholique, Apostolique & Romaine; faire tittle for 1 vivre les habitans d'icelles en bonne union minager & concorde; maintenir les gens de guerre in ant ci qui sont & seront ci-après établis en garnison, en bon ordre & police, suivant les règlemens de Sa Majesté; & généralement WYII. faire toutes les choses contenues esdites letle fieur tres. Et d'autant que lesdits sieurs d'Enambuc & du Parquet ne sont encore capables d'exercer ladite charge, à cause de leur bas âge, & qu'il est nécessaire d'établir une perit des a fonne dont la suffisance soit connue pour la garde desdites isles, Sa Majesté a commis le fieur de Vanderoque leur oncle, pour veiller à la conservation d'icelles, jusqu'à ce que ledit d'E'pambuc, ou en cas de son dés

of our WASHE & 1417

13 5

in ledit

ettre

loané p

i, par the cher of

RLIN

pulls in

15 office

ôme, be

ar nous k

ielté, et la

r, figoes

nie, par li

enues, Sal

& étahi

fieur di h

nt général é

ique, cim

cas de dia

ere, pour, a

tant aug is

OUVOIT; 20

iples en hi & Roman

les en botte

les gens al

es établis di lice, with é; à genera

mremus de

dits fieus fi

nt encore a

वे द्यारिक्ष

e d'étable

oit conne Majelle au

e lear act

n dials,

ल्य हा वह ।

décès, ledit fieur du Parquet, aient atteint Pièces juffil'age de vingt ans. Nous, conformément ficatives sur auxdites lettres, & en vertu du pouvoir à l'Isle de Ste. nous donné par Sa Majesté, ordonnons à Lucie. tous Lieutenans généraux des armées nava. Ire. partie. les de Sa Majesté, Chefs d'Escadres, Capitaines, Gouverneurs des places maritimes, Officiers d'Amirauté & tous autres fur lefquels notre pouvoir s'étend, de reconnoître le sieur d'Enambuc, & après son décès, ledit sieur du Parquet son frère, pour Gouverneur & Lieutenant général desdites isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, sans leur apporter aucun trouble ni empêchement, dans la fonction de ladite charge. En témoin de quoi nous avons figné ces préfentes, & icelles fait contre-figner & fceller par l'un de nos Conseillers & Secrétaires ordinaires. A la Ville-aux-Clercs, le quinzième jour d'octobre mil fix cent cinquantehuit. Signé CESAR DUC DE VENDÔME.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXVII. LETTRES qui commettent le sieur de Vanderoque, pour commander aux isles, jusqu'à ce que le sieur d'Enambuc ait atteint l'âge de vingt ans: du 17 septembre 1658. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

T OUIS, par la grace de Dieu, &c. A notre cher & bien amé le fieur de Vanderoque; SALUT. Les longs & recommanda-

DE

mis &

les de I

mas po

ade del

mis, dr

sia, qu

so bien d

an faire

H DOUT IS

Intens

in d'E's

Box géni

met fon

min 12

was don!

hit mano

a kiquell

Maitre

bone (

题,

me de

le dans t al ale pi

Commillion au sieur de pour com-Martinique & à Sainte-

Pièces des dables fervices qui nous ont été rendus par Commissai- le feu sieur du Parquet, dans le gouverne res François ment que nous lui avions confié des ifles de \_\_\_\_ la Martinique, Sainte-Alouzie, Grenade & No. XXVII. Grenadines, où il a beaucoup contribué pour la propagation de la foi parmi les in. Vanderoque, fidèles, & soutenu plusieurs guerres contre eux, nous ayant convié de le conserver mander à la dans sa famille; nous aurions par nos lettres patentes du quinze du présent mois, pourvà Lucie, 1658 le fieur d'E'nambuc son fils aine, de celui desdites isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, circonstances & dépendances, même en cas de décès dudit sieur d'E'nam. buc, nous en aurions affuré la furvivance au fieur du Parquet son frère : mais d'autant Hats ge que leur bas âge ne leur permet pas d'exercer si-tôt ladite charge, nous avons jugé être nécessaire de pourvoir à la garde & conservation desdites isles sous notre obéissance. s, à que ; jusqu'à ce que lesdits d'E'nambuc & du Parquet aient atteint l'âge de vingt ans; & fachant que pour cet effet, nous ne pourrions faire un meilleur ni plus digne choix que de vous, vû la proximité dont vous les touchés, qui vous oblige à les élever dans le zèle & affection singulière que vous avez toûjours eue pour notre service; & aussi par l'exemple domestique qu'ils auront de votre courage, valeur, expérience & bonne conduite dont vous nous avez donné des preuves fignalées, pendant le long féjour que vous avez fait esdites isles & pays de l'Amérique, en diverses occasions importantes à notre service, ils seront d'autant plus portés à vous imiter. Pour ces causes, & autres à ce nous mouvant, vous avons

DE SAINTE LUCIE. 97 commis & ordonné, & par ces présentes pièces justi-

URL

ont the

dans lear

s confide

louzie, Ga

peapoop or

la foi per

ieurs guess

rié de le a

rions parm

réfent mis

s & des

dudit fee!

affuré h in

ir perneju

nous arong

à la gante l

ous nous di

s d'E'nank

'age de viz

effet, mis

ige à les été

ulière qua

qu'ils auto

rience a ba

avez donne

illes à pa

feront data

OUVER, TO

fignées de notre main, commettons & or-ficatives sur donnons pour, sous notre autorité, avoir l'îse de Ste. la garde desdites isles de la Martinique & Lucie. Sainte-Alouzie, circonstances & dépendan- 11e. partie. ces, veiller à la conservation d'icelles sous notre obéissance, & de ladite charge jouir aux honneurs, autorité, prérogatives, prééminences, droits, appointemens, profits & émolumens qui y appartiennent avec pouvoir de commander, tant aux habitans desdites isles, qu'aux gens de guerre qui y sont & seront ci-après établis en garnison, ce qui fera du bien de notre fervice; faire vivre lesdits habitans, en union & concorde; contenir lesdits gens de guerre, en bon ordre & police, suivant nos règlemens; & généralement faire tout ce que vous jugerez à propos pour la sûreté & conservation d'icelles, & que nous-mêmes ferions si nous y étions présens en personne, jusqu'à ce que ledit fieur d'E'nambuc Gouverneur & notre Lieutenant général esdites isles, ou ledit sieur du Parquet son frère, en cas de son décès, aient atteint l'âge de vingt ans: de ce faire vous avons donné & donnons pouvoir, commission & mandement spécial par ces présentes; par lesquelles mandons à notre très-cher & bien amé oncle le Duc de Vendôme, Pair & Grand-Maître, &c. que sur ces présentes il vous donne son attache & les expéditions nécessaires, afin que vous soyez reconnu es fusdits lieux, en ladite qualité. Mandons aussi à notre cher & bien amé cousin le Duc d'Anville, Pair de France, Vice-Roi & no-Pour Go tre Lieutenant général, représentant notre personne dans toutes les isles, côtes & ter-Tom. I. 2de partie.

18 S

i en c

de vin

je do (

mes de

mt, 01

Thibitan

mirre.

t genera

Wiles I

the ferr

mi en

No. XXVII. Commission. au sieur de Dour commander à la Martinique Er, à Sainte-

Dièces des res fermes de l'Amérique, que sur ces mê-Commissai- mes présentes il vous donne son attache & res François. les expéditions nécessaires aux fins d'icelles. Mandons en outre, & commandons, tant auxdits habitans qu'aux gens de guerre, de vous obéir & entendre aux choses touchant Vanderoque, & concernant le présent pouvoir : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Fontaine. bleau, le dix-sept septembre mil six cent cinquante-huit, & de notre règne le seizième. Lucie. 1658. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, DE LOMENIE. Paraphé & scellé du grand Sceau de cire jaune.

> Collationné le contenu ci-dessus, tiré sur les registres du greffe de la justice ordinaire de cette iste, par moi Adrien de Villers, Notaire & Greffier en cette isle Martinique, soussigné, ce vingt - sixième jour d'octobre mil six cent Soixante - trois. Signé VILLERS , Notaire Greffier.

Collationné sur la copie collationnée qui est au depôt des affaires étrangères. A Paris, le vingtun mars mil sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXVIII. LETTRES PATEN-TES du Duc d'Anville, Vice-Roi de l'Amérique, confirmatives de celles du Roi, pour le gouvernement des isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, en faveur du sieur d'Enambuc, attributives de l'exercice de cette charge au sieur de Vanderoque, jusqu'à ce que ledit sieur d'E'nambuc ou le sieur du Parquet son frère, qui lui est substitue

DE SAINTE LUCIE. 99 tué en cas de mort, ait atteint l'á-Pièces justige de vingt ans: du 27 octobre 1658, ficatives sur Tiré du dépôt des affaires étrange. l'isle de ste, res. Ire. parties

I'In

que for os

e fon and

ux fas de mmandon

is de gue

choles in

D: NOVUC

onné à Ru

e mil fac

ègne le la

, Parlel

llé du gal

dessus, in justice vin

de Villen

artinique, ji

Stobre mi

Lationak of

qui hi di

FRANÇOIS-CHRISTOPHE de Levy, Duc d'Anville, &c. SALUT. Vû par nous les lettres de provision de Sa Majesté, en date du 17 septembre dernier, signées Louis, & sur le repli, de Lomenie, scellées du grand scel de cire jaune; par lesquelles, & pour les causes y contenues, Sadite Majesté a constitué, ordonné & établi le sieur d'E'a nambuc fils aîné du feu sieur du Parquet; Gouverneur des isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, situées en l'Amérique; & en cas de décès dudit fieur d'E'nambuc, a constitué & établi le sieur du Parquet son frère, pour, en ladite qualité, y commander aux habitans d'icelles, & gens de guerre qui y font & seront établis en garnison; défendre lesdits lieux de tout son pouvoir; avoir soin de faire instruire les peuples à la religion Catholique, Apostolique & Romais ne; faire vivre les habitans d'icelles en bonne union & concorde; & maintenir les gens TRES de guerre établis en garnison, en bon ordre will, ha à police, suivant les règlemens de Sa Majeste; & généralement faire toutes les chofes nécessaires pour la conservation desdits lieux en l'obéissance de Sadite Majesté & le bien de son service & desdits habitans. Et nombile d'autant que lesdits d'E'nambuc & du Parquet ne sont encore capables d'exercer ladiligita te charge, à cause de leur bas âge, & qu'il of theft nécessaire d'établir une personne dont la (G 2)

le pour établir le mandant à la

Pièces des fuffilance foit connue pour la garde desdites Commissai- isles, Sa Majesté a commis le sieur de Vanres François. deroque leur oncle, pour veiller à la confervation d'icelles, jusqu'à ce que ledit sieur No. XXVIII. d'E'nambuc, ou en cas de son décès, ledit Duc d'Anvil sieur du Parquet, aient atteint l'âge de vingt ans. Savoir faisons qu'en conséquence defdites lettres, & en vertu du pouvoir à nous seur de Van- donné par Sa Majesté, nous mandons & deroque Com- ordonnons aux habitans des isles de la Martinique & Sainte - Alouzie, & aux Capitai. & à Sainte- nes, leurs Lieutenans & gens de guerre qui Lucie. 1658. y seront établis en garnison, & aux autres Officiers & Justiciers, de reconnoître ledit

fieur d'E'nambuc, & après son décès, ledit sieur du Parquet son frère, pour Gouverneur desdites isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, fans leur apporter aucun trouble ni empêchement dans la fonction de ladite charge, après toutes fois qu'il vous fera apparu du serment par eux prêté en nos mains, qu'ils doivent à cause de ladite charge, & qu'ils auront atteint l'âge de vingt ans; & pour la garde, fûreté desdits habitans & conservation desdites isles en l'obéissance de Sadite Majesté, le sieur de Vanderoque a été commis pour veiller & y commander pendant ledit temps. Mandons en outre, aux Gouverneurs des ports; havres, illes, côtes & terre ferme de l'Amérique, leurs Lieutenans, Capitaines commandans en l'absence, & autres Officiers sur lesquels notre pouvoir s'étend, de reconnoître ledit fieur d'E'nambuc, & après son décès, ledit sieur du Parquet son frère, pour Gouverneur desdites isles, sans leur donner aucun

trou-

18 S A

toi emp

page; new &

la témo

15 de 110

# le Se

mt &

ibbre,

Dall

and or co

with deals

報曲

In 1678 (

acques

phral po

ertor \$

aguit trouble ni empêchement dans la fonction de pièces justifise ladite charge; mais de leur donner toute carives sur vella aide, faveur & affiftance dont ils auront be- l'ise de ste. foin. En témoin de quoi avons figné ces Lucie. e main, & à icelles fait Ire. partie. apposer le scel de nos armes, & contreigner par le Secrétaire ordinaire de la Vidu pur ce-Royauté & du Conseil de l'Amérique. nous m Donne' à Paris, le vingt-septième jour du de la mois d'octobre, l'an de grace mil fix cent ie, & m cinquante-huit. Signé LE DUC d'ANVILLE, genta Vice-Roi. Et plus bas, Par Monseigneur,

R L'III

nison, bule Vice-Roi.

de recomb

res for my

re, pour Go

IX prêtémis

de ladite de

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le Sept juin mil sept cent cinquante-trois.

tinique to Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépot.

la from No. XXIX. EXTRAIT des registres du Conseil supérieur de la Martinique contenant deux commissions données par age de la veuve du sieur du Parquet, des 22 delin octobre 1658 & 23 juin 1659. Tiré du les alles dépôt des affaires étrangères.

Nous Marie Bonnard, veuve de feu Mesfire Jacques d'Iel, vivant Chevalier, Mandon Seigneur du Parquet, & des isles Martinique & Sainte-Alouzie, Gouverneur & Lieume & Gouvernante desdites isles, tutrice & de mineurs dudit Seig-de mineurs dudit Seigaprès lor de vrollier; SALUT. La connoissance que nous inter vons de votre probité, expérience & capacité de la judicature, & profession de la (G.3)

11 5

or chaq

Pièces des religion Catholique, Apostolique & Romi. Commissai- ne, nous a porté de faire choix de votre res François. personne pour exercer en cette isle Martini-

Sainte-Lueie. 1658 & 1659.

ses pla que, la charge de Procureur fiscal. A ces Preuves que CAUSES, nous vous avons commis & depula veuve du té, commettons & députons par ces présen-4 cinqua seur du Par-tes. Procureur fiscal en cettedite isle Maniquet possédoit nique, pour exercer ladite charge tant qu'il nous plaira; vous accordant la quantité de a en noi deux mille livres de petun annuellement, & jouir des prérogatives & honneurs attribués à ladite charge, laquelle commencerez à Mil exercer du jour que vous aurez prêté serment. Pour cet effet, & à ce qu'il soit no. toire à un chacun, seront les présentes lûes, publiées & enregistrées au greffe. En foi de quoi avons figné ces présentes, & fait con tre-signer par notre Secrétaire, & à icelles fait apposer le sceau de cette isle Martinique. Donne' en notre hôtel de la Montai. Ma la gne, le vingt-deuxième jour d'octobre mil fix cent cinquante-huit. Signé MARIE BON. W. NARD DU PARQUET. Et plus bas, Par madi. dite Dame, For DES - MARETS, avec paraphe. Et scellé du sceau de cette isle en cire de rouge.

Nous Marie Bonnard, veuve, &c. Sur and les différents qui naissent journellement and control of the control of entre les habitans de cette iste Martinique, 3400 pour raison des lisières de leurs habitations, inche étant nécessaire pour faire vivre les habitans alim en bonne union & concorde, de pourvoir d'une personne pour cet effet. Pourquoi wife nous avons nommé la personne d'Alexandre men Maugran, sachant qu'il a la capacité de ce que faire, tant pour tirer les lisières que croi lin

SURIL

postolion

faire choi

en cette le

cureur fid ons comi

utons per es

n cettedie

adite char

etun annek & honner

uelle con

VOUS SUE

t, &inn

ront la mi

es au grafia

préfents,

de cette il

tre hotel de

it. Smile

Et think!

s-Manna

ceau de cer

nnard, tax

ui naisset

cette E

es de les

faire in

concorde, d

cet et

la períone

u'il a que

r les les

des des habitations, tant de la Basse-terre pièces Justijue Cabes-terre de cette isle Martinique, & ficatives sur le tenir registre & livre terrier de toutes les L'Isle de Ste. isières des places & habitations, pour y a- Lucie. 70ir recours en cas de besoin, & se contener pour chaque lisière & croisée qu'il tirera, de cinquante livres de petun, qui lui eront payées par l'habitant qui fera tirer sa isière: de ce faire lui en donnons pouvoir. Donne' en notre hôtel de la Montaigne, le vingt troisième jour de juin mil six cent cinquante-neuf. Signé MARIE BONNARD DU PARQUET.

Je soussigné Greffier du Conseil, certifie le present extrait conforme au registre ou brouil. lard déposé parmi les minutes de ce greffe. Au Fort-Royal, ce vingt-cinq juillet mil sept cent vingt-un. Signé MOREAU.

CHARLES BENARD, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant des isles du vent de l'Amérique, certifions à tous ceux qu'il ap partiendra, que le fieur Moreau qui a figné le certificat ci - dessus, est Greffier du Conseil supérieur de cette isle, & que foi doit être ajoûtée à son seing, tant en jugement que dehors. En foi de quoi nous avons expédié le présent certificat, auquel nous avons fait mettre le cachet de nos armes, & le contre-leing de notre Secrétaire. Au Fort-Royal, le vingt-sept juillet mil sept cent vingtun. Signé BENARD, Et plus bas, par Monsei. gneur, DENNEL.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil Sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt. No. XXX. (G 4)

Pièces des Commissaires François.

No. XXX.
Commission de
Jugecivil &
eriminel à la
Martinique
& à SainteLucie. 1660.

No. XXX. COMMISSION du sieur Dupré, pour l'office de Juge civil & criminel, tant à la Martinique qu'à Sainte-Lucie, le 9 janvier 1660. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

11 S.

n préémi

t fix mil

tax dr

ni ceux

E, ICHOL

E Don

licites é fun te les offas

it mil fept

letilles

nont la n

ly Ana

172.

miles,

E Sans

traité de

toois de

is a M

M DOUR

compri

well for

DRIEN d'Iel, Chevalier, Seigneur de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi ès isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, & tuteur principal des nobles enfans mineurs de feu sieur du Parquet, vivant Seigneur propriétaire desdites isles, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi en icelles, & de défunte Dame Marie Bonnard son épouse: A tous ceux qui ces présentes lettres verront. Etant nécessaire de pourvoir de l'office de juge civil & criminel, tant en cette isle que celle de Sainte-Alouzie, vacante par l'indisposition du sieur Fournier, ci-devant pourvû d'icelle, les fieurs parens desdits fieurs mineurs avoient fait choix & élection de la personne de Pierre Cousin sieur Dupré, auquel ils auroient fait don d'icelle pour les causes contenues en leur délibération du sept septembre dernier. Nous, conformément à icelle, & ayant une entière connoissance de sa capacité, prud'hommie, expérience au fait de judicature & bonne vie, diligence, à icelui pour ces causes & autres à ce nous mouvant, avons donné à octroyé, donnons & octroyons par ces présentes, ledit état & office de juge civil & criminel desdites isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, pour en jouir, exercer & user aux honneurs, autorités, préroga-

R L'ISP

de Just a

Martina

undier 186

aires em

ralier, See

verneu (

ès iles è e, & tim

ineus di

ur & Line

elles, the Con époie

lettres 🚾

oir de th

nt en cont

e, rates

ournier, al fieurs pass

fait chuil

Pierre (

es en la

dernier, In

k ayan B

acité, prot

judicature !

i pour cad

ant, arest

troyons #1

Hice de pr

de la line

ur en jour, s

autoris, P

tives, prééminences, fruits, profits, reve- Pièces justinus & émolumens appartenans, & aux ga-ficatives sur ges de six mille livres de petun par chacun l'Isle de Ste. an, & aux droits, franchises, libertes qu'en Ire. partie. ont joui ceux qui ont ci-devant exercé ladite charge, renonçant à cette fin, à toutes lettres de provisions qui en auroient pû être données. Donne en notre hôtel de la Martinique, le neuf janvier mil six cent soixante. Signé VANDEROQUE D'IEL.

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépot des affaires étrangères. A Paris, le sept juin mil sept cent cinquante-trois.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

Nº. XXXI. EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant la négociation entre les François & les Anglois en 1660, pour assurer la paix de l'Amérique. Tome I, page 572.

ANNE'E 1660 ne fut pas moins favorable Laux isles, par une paix générale avec tous les Sauvages, qu'elle le fut à la France par le traité de paix avec l'Espagne. M. le Général de Poincy & le Général des Anglois la traitèrent ensemble, au nom de toutes les isles de l'une & de l'autre nation, dès le mois de janvier, dont M. Houel donna avis à M. de Vanderoque, Lieutenant général pour Sa Majesté à la Martinique.

Les habitans de la Martinique desirant d'être compris dans ce traité général, M. de Vanderoque affembla extraordinairement le Conseil souverain de l'isle, & l'on y ré-

(G 5)

Commissais folut d'envoyer le sieur de Loubières Capi.

No. XXXI. Extrait de 2re. 1660.

106 ME'MOIRES SUR L'ISLE

res François, taine, & le sieur Renaudot habitant, vers M. Houel Gouverneur de la Guadeloupe, pour le remercier, de la part de M. le Gé. Phistoire des néral, des Officiers & de tous les habitans Antilles, par de la Martinique, des soins qu'il avoit pris le P. du Ter- de leur procurer la paix, & pour le supplier de les vouloir continuer, & faire en sorte qu'ils fussent reçûs à l'union générale de toute la nation. Voici l'acte de la délibération qui en fut faite, tel qu'il a été tiré du greffe du Conseil souverain de la Martinique.

Suit ladite délibération, qui est copiée séparément, & se trouve au no. XXXIII, par laquelle les sieurs de Loubières & Renaudot sont nommes députés pour accèder à la paix faite avec les Anglois, & à celle qui doit se négo-

cier avec les Caraïbes.

Ces deux députés, continue le P. du Tertre, munis de ce pouvoir, arrivèrent à la Guadeloupe au mois de février. M. Houel les y reçût avec bien de la civilité; mais comme toute la gloire de cette paix étoit dûe à M. le Bailli de Poincy, Lieutenant général pour le Roi fur les isles de l'Amérique, il leur conseilla d'aller à Saint-Christophe, le prier, au nom de tous les habitans de leur isle, qu'ils fussent reçûs à l'union & à la ligue offensive & défensive avec les François & les Anglois, qui avoient conclu la paix avec tous les Sauvages.

Mais M. le Bailli de Poincy les renvoya à M. Houel, qui avoit été prié par les François & par les Anglois, de vouloir prendre le soin des affaires qui concernoient ladite anion, tant pour la paix que pour la guer-

1 E S

15'offr

a cette

nerent F

this Saul

in mile

mider

I Houel

le crouv

वर्ष वेहेंड

itique &

denent,

s Pai

soot tou

ilizé de

inus cet 16 57

it le ver

u offenf

list-Chr

1 Angloi

lié du

is illes

लिया वेत

re. Il s'offrit fort généreusement de les ser- Pièces justivir en cette occasion; c'est pourquoi ils re-ficatives sur tournèrent promptement à la Martinique, l'isse de Stoquerir les pouvers nécessaires pour traiter Lucie. In partie,

avec les Sauvages.

UR 11

ot habin

e la Gen

part de M

tous Is h

ins qu'il m

& pour lei

, & faint

mion get

acte de h

de l'up

qui el mi

no. XXIII

res & lan

eder disti

ontique kla

Oir, anies

février. M

de la citte de cette pa Poincy, la

les iles à

n de tou s fussent nati

ive & detail

Sauvages

été priépals

de vooint p

CONCENSION

Z die bon j

L'affemblée composée de nos Pères & des plus considérables de l'isse, se tint au logis de M. Houel, au quartier de la Basse-terre, où il se trouva quinze Sauvages des plus renommés des isses de Saint-Vincent, de la Dominique & de ceux qui avoient été chassés de la Martinique. Tout s'y passa fort paissiblement, & au contentement des deux parties. J'ai recouvert le verbal de la manière dont tout su tarrêté & conclu, que je suis obligé de donner ici, parce qu'il exprime avec bien de la naïveté, comme tout se passa pour cet accommodement. Tome I, pages 574 & 575.

Suit le verbal ou traité fait par le fieur Houel avec les Caraïbes, le 31 mars 1660, qui est copié séparément, & se trouve au

no. XXXIV.

No. XXXII. TRAITE' d'union & ligue offensive & défensive, arrêté à Saint-Christophe, entre les François & les Anglois, au mois de janvier 1660. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

EN l'hôtel de M. le Bailli de Poincy, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi des isles de l'Amérique, où s'étoient assemblés Messire Charles Houel, Chevalier, beigneur du petit-pré des isles Guadeloupe

Ligue entre les François des istes de P Amérique, bour parvenir à la paix avec les Ca-

Pièces des & Saintes, Gouverneur en icelles; & Mess. Commissai- re Robert Houel, Chevalier, seigneur d'E'. res François. trechy, Maître d'hôtel de Monseigneur le Duc d'Anjou; & Messire Charles de Boisse. No. XXXII ret, seigneur d'Herbelay, seigneur & propriétaire de Marie Galande; & Messire le Er les Anglois Colonel Roger Amsbrun, Gouverneur de Montserat; & les Capitaines Roussel &..... députés du Gouverneur de Nièves, suivant leurs ordres; & outre, ledit Roger Amfbrun faisant le fait valable pour le Coloraïbes. 1660. nel Christophe Quinel, Gouverneur des isles d'Antigues pour la nation Angloise; ledit Seigneur de Poincy président en ladite assemblée.

> Ont été représentés les desordres arrivés dans toutes les isles de l'Amérique, habitées, tant par la nation Françoise qu'Angloise, par les courses & surprises journalières des Sauvages de Saint-Vincent & de la Dominique, les meurtres & incendies qu'ils ont exécutés, la détention de plusieurs chrétiens de l'un & de l'autre sexe, dont ils mettent le salut en compromis; que jusqu'à présent l'on n'a pû réprimer leur insolence; d'autant moins peut on rien avancer vers eux pour les éclairer du Saint E'vangile, principal motif de l'établissement des colonies de l'Amérique, parce qu'ils ont toûjours eu l'adresse de faire la paix avec une nation, avant que d'entreprendre sur l'autre, & ainsi se ménager politiquement en tout temps une nation pour amie.

Que pour parvenir au salut de ces idola. tres, & les contenir dans une police civile & bien réglée, il seroit nécessaire de favoriser des personnes ecclésiastiques parmi eux,

lef-

12 S

des s'y

aller &

: Boolefia

# comme

ito eût

tout qu

spies 1

# 1000 F

IN SOUVE

thent !

a, offen

larages,

no look

d soft

t d reno

te chose

: Compa

telleur

mellige

tones, 1

e, que

lesquelles s'y étoient déjà établies, afin de Pièces justis les civiliser & les rendre sociables; ce que ficatives sur lesdits Ecclésiastiques avoient déjà heureu- l'Isle de Ste. sement commence, si un malheureux acci. Lucie.

dent n'en eût interrompu le cours,

Sur tout quoi, ladite Compagnie assemblée, après mûre délibération, a jugé à propos pour la gloire de Dieu, le service de leurs Souverains & le repos des peuples qui habitent l'Amérique, de faire union entre eux, offensive & défensive contre lesdits Sauvages, au cas de contravention à la paix dont on jouit présentement, ce qui a été conclu & arrêtée par la délibération

de ladite assemblée.

UR L'IN

n icelles t

e Mode

Charles (e)

, feigner

nde; & M

n, Govern

ines Rosk

de Nière,

ledit Reg

ole pour !

Ouvener

on Andre

fident all

es defortes

Amérique, in

coile gily

ent & debli

e plusasa

e, domin

que julata

ur infoles

n avance s int E'vane

ement da a

X SASCEED

falot de di

ins une pales

A été aussi arrêté que lesdits Ecclésiastiques qui ont été ci-devant établis par la nation Françoise dans les isles de la Dominique & de Saint-Vincent, qui ont travaillé à la conversion des Sauvages, seront maintenus, du consentement des deux nations, pour le bien de la paix, pour y faire leurs fonctions en toute liberté, & travailler à la conversion des Sauvages, à les policer, civiliser & rendre sociables, & ce à leurs propres frais & dépens, sans qu'il en coûte aucune chose à ladite union; reconnoissant ladite Compagnie affemblée, qu'il n'y a autre meilleur moyen de conserver la paix, que l'intelligence & médiation desdits Ecclésiastiques. Néanmoins afin que leur rétabliffement ne puisse donner ombrage à l'une ou à l'autre desdites nations : a été accordé, autant qu'il est en leur pouvoir respectif de le faire, que lesdites isles de Saint-Vincent & de la Dominique, demeureront à toûjours auxdits Sauvages, sans qu'elles puissent être habi-

110 ME'MOIRES SUR L'ISLE Pièces des habitées par l'une ou l'autre desdites na

Commissai- tions. res François.

les François des illes de

Pour laquelle union maintenir, foit par - la force ouverte, ou par les présens aux No. XXXII. chefs les plus confidérables desdits Sauvages, Lique entre Messieurs les Commandans de la nation & les Anglois Françoise accordent la quantité de quarante mille livres de fucre, & Messieurs les Com. l'Amérique, mandans de la nation Angloise, pareille pour parve-nir à la paix quantité de quarante mille livres de sucre, avec les Ca- poids françois; lesquelles quantités de sucre raibes. 1660, feront mises entre les mains d'un marchand de chaque nation, lesquels ont été des-àprésent choisis; à savoir, pour la nation

Françoise, le sieur Samuel du Queris, habitant à la Basse-terre de cette isle; & pour la nation Angloife, la personne d'Antoine Raiz, qui tiendront compte des frais & mifes qu'ils auront faits chacun à leur nation, de laquelle il est établi; ensemble tiendront compte des retours & traites qu'auront fait les maîtres des barques & bateaux qui seront employés pour le bien de ladite union.

Et s'il étoit besoin de porter la guerre chez lesdits Sauvages, soit par mer, soit par terre, même d'y établir forteresse & garnifon pour un temps ou à toûjours, lesdits fieurs Commandans de l'une & de l'autre nation, fourniront également des barques & bateaux, munitions & hommes, autant qu'il sera jugé à propos pour l'expédition

qui s'offrira.

Ladite Compagnie assemblée, ayant jugé que l'union seroit de peu de fruit, si ladite négociation de paix ou de guerre n'étoit conduite par des personnes d'honneur & d'expérience, & qui eussent plus grande con.

lance pa ne M.

ateloupe

mire le

aretien

nilitai

goot let

moyes p

is ficurs

set acce

abes de

bablis, C

26.

wifi ac

Gouve

My PI

II, en

N ce

ablee

DE SAINTE LUCIE. III

connoissance parmi lesdits Sauvages, elle Pièces justifica auroit prié M. Houel Gouverneur en ladite catives sur l'isle de Ste. at la neur en ladite isle de Montserat, d'en vou-tre, partie, loir prendre le foin & la conduite, foit land pour l'entretien de la paix ou pour les expéditions militaires, lesquels conviendront Melles & donneront leurs ordres à tous ceux qui Angul feront envoyés pour lesdites expéditions; ce le linat que lesdits sieurs Houel & Ams brun ont gésquais néreusement accepté, & promis à la Comainsdunpagnie d'apporter tous leurs foins à ce que quels males peuples de l'Amérique jouissent du bien oir, portide la paix.

leld Les maîtres de barques & bateaux qui fecette ront envoyés aux frais de ladite union, fepersonne l'ront tenus de rendre compte de ce que les pte de la Commis établis, ci-devant nommés, leur auacmiliaront fourni de marchandises en traite; afin ensemblique par le bénéfice d'icelles, ladite Comraits ou pagnie puisse être soulagée d'une partie de

à dim ses dépenses.

iende Et afin que la présente union ne fomente de pontifia négligence des habitans à se conserver, it par la ladite union a promis de faire les gardes orforteraldinaires pour la conservation des peuples, à tolim & pour empêcher l'incursion desdits Sauva-I'me tages, chacun dans l'isle où il commande.

ement ài A été aussi accordé que dans la présente & home union, entreront, fi bon leur semble, Mess pour le fieurs les Gouverneurs & habitans des isles de l'une & l'autre nation, qui font de préemble fent absens, pourvû qu'ils fassent leur déclaration d'y vouloir entrer dans fix mois de ce jour, en contribuant pour leur part nns had portion, ce qui sera jugé à propos par ladite assemblée, pour le maintien de la paix ou frais de la guerre. Et

Pièces des Commissaires François.

les François des isles de l'Amérique, Dour parve-

Et afin que ladite présente union ait force & valeur, & qu'elle puisse durer à toûjours entre lesdites deux nations, Messieurs de

No. XXXII. l'affemblée de la nation Angloise se sont Lique entre soumis de faire leur possible pour faire agréer la présente union par la Puissance & les Anglois souveraine de leur E'tat. Ainsi signé, LE CHEVALIER DE POINCY, HOUEL, AMSBRUN & Roussel. Et plus bas, collationné la prénir à la paix sente copie à son original, à moi apparu & avec les Ca- rendu, & icelle délivrée à M. de Loubieres raibes. 1660. Capitaine en l'isle Martinique, & Christophe Renaudot, députés d'icelle, le trente-un mars mil fix cent soixante. Par notre Tabellion Garde-note en l'isle Guadeloupe, signé FILACIER Notaire, avec paraphe.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des as. faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôte

No. XXXIII. EXTRAIT des registres du Conseil de l'Amérique, sur la députation faite des sieurs de Loubière & Renaudot, par le Conseil de la Martinique & le sieur de Vanderoque Gouverneur de la Martinique & de Sainte-Lucie, pour entrer dans le traité qui servit fait avec les Caraïbes, au nom des François & des Anglois: du 24 mars 1660. Histoire des Antilles, tome I, page 573.

DU mercredi vingt-quatrième jour de mars 1660, le Conseil souverain de cette isle de la Martinique assemblé extraordinaire.

un, qu

18 51

throyès Melicurs

18 les (

impure is a laqu

ment, où a présidé Monseigneur le Général Pièces justide Vanderoque, y étant M. de Francillon ficatives sur Capitaine d'une compagnie, M. de Loubie l'Isle de Ste. re, aussi Capitaine d'une compagnie en cette Lucie. ille; Messieurs de Vertpray & Dubois, aussi Ire. partie. On pul Capitaines; M. de la Vigne, Messieurs des Tardins & de la Verdure, Lieutenans; de la Him Jeunesse, de Bouillon & Saint-Aubin, En-

s, colum feignes.

URT

te-sa,

ind, in Le Conseil assemblé, & oui les députés tille des Compagnies: sur le rapport fait par tinique la lesdits sieurs de Loubière, Capitaine d'une licele, compagnie en cette isle, & Renaudot, haixane, în bitans, envoyés vers M. le Général de Poinl'ile cy & Messieurs les Gouverneurs des isles Arette Françoises & Angloises, sur le sujet de la paix avec les Caraïbes, & de l'union des Pan, in ifles Françoifes & Angloifes, pour la maintenir ou faire la guerre à frais communs en presie la cas de rupture par lesdits Caraïbes, pour parvenir à laquelle union, il est préalable que cette isle conclue la paix avec lesdits Caraïbes; a été resolu par ledit Conseil, que lesdits sieurs de Loubière & Renaudot feront priés de retourner à la Guadeloupe, Confai vers M. Houel, seigneur & Gouverneur d'ide la part de M. rinion le Général, des Officiers & de tous les haer initi bitans de cette isle, des soins & peines qu'il a pris pour procurer la paix à cette die iste iste, & le supplier de vouloir continuer, afin de parvenir à l'union universelle de toute la nation, qui lui fera glorieuse; & pour lui représenter que lesdits Caraïbes ayant rompu la paix, qui longtemps étoit entretenue avec eux, ont assassiné plusieurs notables habitans, qui dans la bonne foi de Tom. I. 2de partie. (H)

1181

N MATS

ies etr

HOUSE,

BICUT !

ment tr

moeurs

bigues

to Cara

n-Vince

the deval

les Go

i feur

th con

une dil

picome

Lleuten:

II avec

is a M

leutena

My en

tit lad

Pièces Saires Francois.

No. XXXIII. Pouvoir donné par le Gouverneur de la Martinique & Sainse-Lucie, pour la paix avec les Ca-

ladite paix, se sont siés à eux; soustrait des Commis-jusqu'à cinq cens Nègres, qu'ils ont transportés où bon leur a semblé, & fait tous actes d'hostilité, & ont contraint les François de cette isle, à les chasser à force d'armes hors d'icelle; de forte qu'il ne seroit pas seulement honteux, mais injuste de les réintégrer, qu'auparavant ils n'aient remis les choses au même état qu'elles étoient; & ainsi qu'il est nécessaire qu'ils se déportent de toutes prétentions en cettedite isle, que premièrement ils n'aient rendu tous raibes, 1660, lesdits Negres, auquel cas de restitution on leur y donnera de la terre, à la charge d'y vivre en paix & sans aucunes entreprifes. Et parce que quelques-uns entre lesdits Sauvages, ont créance parmi eux, & peuvent beaucoup aider à la conclusion de ladite paix, pour parvenir à laquelle, il est nécessaire de les gagner, & faire quelques autres dépenses, ledit Conseil a donné & donne tout pouvoir auxdits sieurs de Loubière & Renaudot, d'en user comme ils jugeront à propos; & ordonné que le payement ou remboursement en sera tait sur le mémoire qu'ils en rapporteront. Signé VANDEROQUE.

> No. XXXIV. VERBAL ou Traité, par lequel M. de Vanderoque, Gouverneur général des isles de la Martinique & de Sainte - Alouzie, pour les enfans mineurs de M. du Parquet, & les babitans de ladite isle Martinique, sont admis au Traité d'union & de paix entre les François, les Anglois & les Caraïbes:

DE SAINTE LUCIE. 115 du 31 mars 1660. Tiré du dépôt des Pièces justiaffaires étrangères.

SULU

és à cu

s, qu'il

ficatives iur l'Isle de Ste.

emblé, ti M HOUEL, Chevalier, feigneur & Gou-Lucie. lote wheureusement traité de la paix entre Messieurs les Gouverneurs & habitans des isles de Montant la ferat, Antigues & Nièves de la nation Aneta que gloise, les Caraïbes, Sauvages habitans des faire mifles Saint-Vincent, la Dominique, & ceux ions an qui ont ci devant habitué l'isle Martinique, n'air lesdits fieurs Gouverneurs Anglois auroient el cut prié ledit sieur Houel de vouloir, pour le la len maintien & confervation de ladite paix. sans am faire union avec lui & la nation Françoise, relousa offensive & défensive, à cause du peu d'assuéance mrance qu'il y a en leurs paroles, & qu'ils er than'ont aucune discipline, ni chess qui aient ryeni commandement: de quoi ayant ledit Seigagner, gneur communiqué, avec M. le Bailli de ledit (in Poincy, Lieutenant général pour le Roi, & voir and donné jour aux dits fieurs Gouverneurs Annt, de glois de se trouver en ladite isle Saint-Chriflophe, en l'hôtel dudit seigneur de Poincy. niemen où étant tous affemblés, l'union & ligue ofen remfensive & défensive auroit été faite, sous le Simily bon plaisir du Roi, entre lesdites nations Françoise & Angloise, pour le maintien ABALide la paix avec lesdits Caraïbes: mais parandre donné avis à M. de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi en cii, M'l'isle Martinique, de ladite assemblée, lequel Parquin'ayant pû y envoyer ses députés au temps artinia qu'on a traité ladite union, peu après seroient garrivés en ladite isle de Saint-Christophe, lois 8 bl Fran-

Anglois des rique, & les Caraïbes. 1660.

Pièces des François Rolle E'cuyer, sieur de Loubière, Commissai. Capitaine d'une compagnie en ladite isleres François. Martinique, & Christophe Renaudot, habitans d'icelle; lesquels ayant exposé leur com-No. XXXIV. mission audit seigneur de Poincy, & demandé paixentre les d'être reçûs à entrer en ladite union, il les Gouverneurs auroit renvoyés audit seigneur Houel, qui François & auroit été prié de vouloir prendre le soin des affaires qui concerneroient ladite union, isses de l'Amé-tant pour la paix que pour la guerre avec lesdits Sauvages, qui a causé de très-grands malheurs par les meurtres, incendies & enlèvement de Nègres, faits par lesdits Sauvages, en quoi le service du Roi a recû un notable préjudice. Ledit feigneur Gouverneur auroit fait réponse aux dits sieurs de Loubière & Renaudot, que devant qu'ils pussent entrer en ladite union, il étoit préalable de faire la paix avec lesdits Sauvages; leur déclarant qu'il a toûjours eu pour le service il mec du Roi, le bien & le repos de l'isle Martini. que, tous les bons sentimens possibles, & will qu'il y a longs-temps qu'il travailloit à disposer les esprits desdits Caraïbes, à traiter in his de la paix, & que pour y parvenir, il donneroit ordre de faire trouver en son chateau de la Basse-terre de cette isle, les principaux desdits Sauvages. Sur quoi lesdits anien sieurs de Loubière & Renaudot l'ayant re- in pou mercié & prié d'en vouloir prendre la pei- mie ne, ont dit que de tout ils en alloient com- la muniquer audit Seigneur de Vanderoque, Jav Officiers & habitans de ladite isle Martinique, pour avoir les pouvoirs nécessaires. A cet effet, se seroient rendus audit château wele de la Basse-terre, chargés de pouvoirs, où aqui étant,

11 S. é leroie quinze

sectre l t la Do thalles à tous

SUID! mire ap a temps Wivier

Mmeri it, par or perol

den de étant, se seroient aussi trouvés jusqu'au nom- pièces justibre de quinze des plus notables & recom-ficatives fur mandés entre les Caraïbes des isles de Saint-l'isle de Ste. Vincent, la Dominique & ceux qui ont ci-Lucie. Point devant habitué l'isse Martinique, & qui en Ire partie. ladite ont été chassés pendant le cours de ladite einen guerre: à tous lesquels Sauvages ledit seilor pa gneur Gouverneur faisant ouverture de paix, eroient feroient entrés audit château le R. P. Beauman, de l'Ordre des Frères Prêcheurs, & Missionnaire apostolique, résidant depuis tres, in quelque temps avec lesdits Sauvages; & le ais mi R. P. du Vivier, de la Compagnie de Jesus, ce de Supérieur des missions dudit Ordre dans ces edit lim isles de l'Amérique : en présence desquels auxille auroit été, par ledit seigneur Gouverneur. e deven fait porter parole par Jean Jardin, François , il de nation, parlant & entendant la langue Sauvage, s'ils vouloient entendre & traiter us en de la paix avec ledit seigneur de Vanderoque & habitans de ladite isle Martinique; qui auroient fait réponse par la bouche duori dit Jardin, qu'ils étoient prêts d'entendre à ts Camb ladite paix: fait aussi demander auxdits Caurypma raïbes, s'ils auroient pouvoir de traiter e tour pour eux & au noin de tous les autres. de celle desdites isles de Saint-Vincent & la Domiges nique; auroient fait réponse qu'ils se fai-Remain foient fort pour tous, ayant parlé à la plus grande partie defdits Sauvages qui y confentoient, & que si après le traité fait & arrêté, il y avoit quelqu'un qui voulût aller au contraire, ils promettoient d'en aver-tir ledit seigneur Houel, & travailler à leur possible pour les forcer d'accepter ladite paix. Sur tout quoi, après plusieurs proposi-

tions,

### 118 ME'MOIRES SUR L'ISLE tions, demandes & exceptions, a été accordé

Pièces des Commissai- que toutes lesdites nations Françoise & An-

No. XXXIV. Traité de Caraibes. 1660.

s, s'ils Dien à res François, gloise, habitans des isles Montserat, Anti-Edits P gues & Nièves, & lesdits Caraïbes desdites at; aur isles Saint-Vincent, la Dominique, & qui mens & paix entre les ont ci-devant demeuré à ladite ifle Marti-Gouverneurs nique, demeureront en paix, toutes actions LP. B François & d'hostilité cessantes; que de part & d'autre, shuit jo Angiois des toutes actions commilées demeureront affoumant le rique, & les pies & éteintes, sans s'en pouvoir ressouà, il a venir; que tous prisonniers, de part & d'aus que to tre, seront rendus de bonne foi. Ont lesa que les dits Caraïbes, promis de faire de leur part, Wiltes 1 garder & entretenir ladite paix; & où ils m, & 91 ne le pourroient de leur chef, demander aide 面 contre & protection pour y parvenir, & faire faire illear pro justice à leur possible contre les prévarica-Baba de teurs, pourvû qu'on n'entreprenne aucuneins & fo ment, par l'une ou l'autre nation, d'habimde la 1 tuer les deux isles de Saint-Vincent & la Dominique, qui seules leur restent pour rem quoi a traite; ce qui leur a été promis par ledit Seigneur Houel, d'empêcher autant qu'il fera en son pouvoir, & sous le bon plaisir du Roi; & de la part desdits députés de mon ladite isle de la Martinique, a été aussi pro- l'ache mis entre les mains dudit feigneur Gouver. le quo neur, de faire garder & entretenir ladite paix; & s'il arrivoit qu'il fût par quelqu'un adags des habitans de ladite isle Martinique, fait, at V

dit & commis action au contraire, de les met p faire punir & châtier suivant la rigueur des ! Be loix, & d'en certifier ledit sieur Houel, idem afin que par sa médiation, lesdits Sauvages and reconnoissent la fidélité & candeur avec la Wic

quelle on a traité de la paix.

Sur

12 5

re qu'o

Sur ce qu'on a fait demander auxdits Ca- pièces justis raïbes, s'ils ne desiroient pas apprendre à ficatives sur prier Dieu à notre imitation, & à souffrir l'Isle de Ste. que lesdits Pères Missionnaires les aillent Lucie. instruire; auroient répondu qu'ils en sont très-contens & le desirent, ceux de ladite & isle Dominique auroient dit être satisfaits dudit R. P. Beaumont, qui en est de retour depuis huit jours; lequel a dit à l'assemblée que pendant le temps qu'il a féjourné en ladite isle, il a vu partie des principaux Sauvages, que tous lui ont demandé avec instance, que lesdits Chrétiens n'habituassent, point lesdites isles Saint-Vincent & la Dominique, & que les François eussent à les protéger contre ceux qui voudroient s'en em-

parer à leur préjudice.

tions, 28

ons Fram

es Mons

its Cara

Dominio à ladie

de de par

s'en por

niers, der

bonne in

de faire

r chef. to

arvenit,

contre la

n'entrem

autre in

e Saint-

s leur m

a été pro

empêcher

& fous

art della

inique, at

dudit files

er de ente

qu'il fing

ifle Man

au contra

foivant in

er ledik

ation, life

té à com

a pall

A le Baba demandé qu'en considération de ses peines & soins, il lui soit rendu par les habitans de la Martinique, ses neveux, qui ont été pris par le nommé Baillardel de ladite isle; sur quoi a été représenté par lesdits Pères Missionnaires, qu'il est non seulement juste, mais nécessaire de faire ladite restitution, qui sera un moyen de confirmer & entretenir la paix, & d'acheminer la conversion des Sauvages: de quoi ledit Seigneur Gouverneur a aussi prié lesdits sieurs de Loubière & Renaudot, les chargeant d'en faire instances audit Seigneur de Vanderoque & habitans; ce qui a été arrêté par ledit Seigneur Gouverneur & le R. P. Beaumont & lesdits députés, cejourd'hui dernier mars mil six cent soixante. Signé en fin Houel, F. Pierre Fontaine, Préfet & Vicaire général de la mission des Frères Prêcheurs, F. PHILIPPES de BEAU-(H 4) MONT,

Pièces des MONT, F. MAMMES LE CLERC, LOUBIE RE & Commissai- RENAUDOT, avec paraphe. res François.

No. XXXV. Ordre pour publier la paix à la Martinique Ev à Sainte-Lusie, 1660.

Registré au Conseil souverain de l'isle Martinique, le sixième avril mil six cent soixante.

Signé GERVAIS.

18 S.

gode je

85, &

nient des

E COIS C

a par fo

as habit

18 7 obl

alls alend

W ravoil

taux qu

BRE IES

HE FOUS

inti la pa

ukerer,

aone irr

tapeche

E OUT V

wis que

mi dans

vious

Whire I

prie de

itest pr

Christop 4 & de

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépêt.

No. XXXV. LETTRE du sieur Houel, Gouverneur de la Guadeloupe, au sieur de Vanderoque, pour lui donner avis du traité de paix fait au nom des François & des Anglois avec les Caraïbes, & pour qu'il le fasse publier à la Martinique & à Sainte-Lucie: du premier avril 1660. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

d'avoir heureusement conclu la paix pour vous & tous vos habitans, avec les Sauvages, où ont assisté les RR. PP. du Vivier & Beaumont, lesquels, comme moi, ont jugé à propos qu'il en fût fait un écrit, asin qu'il n'y pût être innové de part ni d'autre. Messieurs de Loubière & Renaudot, qui répétoient vos intérêts, y ont aussi consenti, & vous en portent un des originaux, l'autre étant demeuré entre mes mains, parce que c'est moi qui ai engagé ma parole aux Sauvages, que cette paix seroit inviolable de notre part. Ces RR. PP. ont aussi jugé à

propos que je vous donnasse un avis, qui est Pièces justique vous vous montriez libéral envers les ficatives sur Sauvages, & particulièrement envers ceux l'isle de Ste. qui avoient des habitations à la Martinique, Lucie. à qui je crois que vous devez faire quelque Ire. partie. présent par forme de desintéressement pour leursdites habitations. Nous n'avons pas voulu nous y obliger en traitant cette paix, quoiqu'ils aient fait de très-grandes instances pour ravoir leursdites habitations; & je crois que le Capitaine Louis, son fils la Prairie, & ceux qui ne sont pas bien intention. nés pour notre nation, fouffriront avec grande peine la perte de leursdites habitations, si vous ne les en récompensez; ce que je crois que vous devez faire, si vous voulez conserver la paix. Une autre chose qui la pourra altérer, ce fera la rencontre des François & des Sauvages qui vont roquiller sur les anses & dans les lieux inhabités, en ce temps, où les esprits, de part & d'autre, sont encore irrités: ce que je crois que vous devez empêcher de votre part, afin de donner temps aux Sauvages de s'assurer & de prendre créance pour moi. Quoique je n'aie point de guerre avec eux, j'en ai ufé ainsi, fachant qu'il y a des François aussi peu raifonnables que des Sauvages, lesquels se rencontrant dans les lieux écartés, font & disent ce qu'ils ne confesseroient jamais, & tont toûjours leurs causes bonnes, dont on ne peut faire un véritable éclaircissement. Je vous prie de vouloir faire restituer les neveux du Capitaine Baba de Saint-Vincent, qui furent pris par Baillardel, & vendus à Saint-Christophe, comme on a promis audit Baba, & de faire avertir par tout à la Martinique (H 5)

ir thi

ain de ligi fix cont jou

né GEAT

de vingian ider Commin

RE du fai vadeloops, v lui doores

les Cui blier à hi

oôt des i

nent con abitans, a s RR. Procomme mo it un écul

part ni èu Lenaudot, l ont aufficat es original

es mans per la ma per la ma per la ma per la ma per la manage de la mange de la manage de la manage de la manage de la manage de la man

Parque Confeil

Ameri

Wille

tou pre

nit des

entrait e

par Poj

in eff ci

III. pag.

& Vande

noue &

in illes ,

a Marie the Poé;

Catholic

i porté : TE EXETO

is & co

pour i nede hu

equand

ace requ

secord

No. XXXV. Ordre pour publier la paix à la Martinique & à Sainte-Lucie. 1660.

Pièces des nique & Sainte-Alouzie, que la paix estifai-Commissai- te, & donner vos ordres à ce que l'on fasse res François. aux Sauvages le meilleur traitement & accueil que l'on pourra, se tenant prêts de ses armes dans les forteresses, où l'on ne doit laisser entrer que les Capitaines Sauvages. avec quelques - uns des leurs. Agréez, s'il vous plaît, Monsieur, ces conseils que j'ai pratiqués. & dont je me suis bien trouvé. Je dois aussi vous témoigner l'estime que j'ai pour Messieurs de Loubière & Renaudot. que vous avez députés pour la négociation de cette paix, & l'affection & le zèle avec lesquels ils ont agi pour vos intérêts & de toute la Martinique. Je me remets à eux de vous entretenir de ma conduite dans cette affaire, que j'ai embrassée avec joie, la plus grande que je pouvois recevoir, étant de vous témoigner & à tous Messieurs les Officiers & habitans de la Martinique, que je suis', Monfieur, votre très-humble serviteur, Houel.

De la Guadeloupe, le premier avril 1660. Et sur la suscription, à M. de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi

à la Martinique.

Collationne sur la copie qui est au depêt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil Sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXXVI. EXTRAITS des registres du Conseil supérieur de la Martinique, en 1660, qui justifient de la qualité du sieur de Vanderoque, comme Gouverneur de la Martinique & de Sainte-Lucie, pour les enfans mineurs du sieur

RESIDE

e la taixe

ce que in

traitement

enant prèn

, oilor

taines Sun

us. Ape

confess

fuis bien : er l'effine

ere à la

our la nin

on &km

VOS intes ne rement

onduite la

avec joe.

evoir, km eurs les (H

, que je la lerviteur, la

emier ori

M. de Vm

généralpa

est as inte le vietas

ier Connict

AITS

eur de la la

ustifient in

oque, am

ique 8 de

5個別別

du Parquet; & de l'enregistrement au- Pièces justidit Conseil, des traités faits avec les ficatives sur Anglois & les Caraïbes pour la paix l'ise de Ste. de l'Amérique; & de la lettre du sieur Ire. partie. Houel, pour faire exécuter lesdits traités à l'isle de Sainte-Lucie: du 9 janvier au premier avril 1660. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Ledit extrait commence par la commission du sieur Dupré, pour l'office de Juge civil & criminel, tant à la Martinique qu'à Sainte-Lucie, du 9 janvier 1660, qui est copiée séparément, & se trouve au No. XXX. pag. 104.

Suivent deux autres commissions, dont voici la Beneur.

N Ous Adrien d'Iel, Chevalier, Seigneur de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi, des isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, & tuteur principal des nobles enfans mineurs du feu fieur du Parquet, vivant Seigneur propriétaire desdites isles, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi en icelles, & de défunte Dame Marie Bonnard son épouse: A Guillaume le Fué; SALUT. La connoissance que nous avons de votre probité, profession de la foi Catholique, Apostolique & Romaine, nous a porté à faire choix de votre personne pour exercer la charge de Receveur des amendes & confiscations en cette isle Martinique; pour icelles, étant reçûes, en rendre compte de huit mois en huit mois, & les employer quand & où il sera par nous ordonné; & afin de vous obliger à apporter le soin & diligence requis en cette affaire, nous vous avons accordé & accordons par ces présen-

de Sainten Lucie. 1660.

Pièces des tes, pour vos gages, la dixième partie de Commissai- la recette que vous en ferez, qui seront dix res François. pour cent, laquelle charge commencerez d'exercer au jour qu'aurez prêté le ferment No. XXXVI. devant nous, en tel cas requis & accoûtules enfans du mé; & à cette fin les rôles desdites amendes seur du Par- vous seront délivrés de deux mois en deux quet étoient mois, par le Greffier de cette isle. Et à ce propriétaires qu'il soit notoire à un chacun, seront ces présentes lettres publiées, enregistrées, le Conseil tenant. En témoin de quoi avons figné ces présentes, & à icelles fait apposer le sceau de nos armes. Donne le septième jour de février mil six cent soixante. Signé DE VANDEROQUE D'IEL. Et plus bas; Par mondit Seigneur, DE LAUNAY, avec paraphe. Et scelle.

## Dans le même régistre.

Nous Adrien d'Iel, Chevalier, feigneur de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi ès isles Martinique & Sainte-Alouzie, & tuteur principal des nobles enfans mineurs du feu sieur du Parquet, vivant feigneur & propriétaire desdites isles, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi en icelles, & de défunte Dame Marie Bonnard fon épouse: A Guillaume le Fué; SALUT. La connoissance que nous avons de votre probité, profession de foi & religion Catholique, Apostolique & Romaine, expérience en beaucoup d'affaires d'importance, & de votre prudence, conduite au ménagement de notre bien, nous a porté à faire choix de votre personne pour exercer la charge de Curateur aux biens vacans de cette isle, épaves, aubaines & autres

12 5 + pareill

ire bon &

noe Proc s Officie

our fair

Acts mo

aliciaire

are, afin

lear jul

lenteurs !

B, même

ma, &

THE SYOT

Hentes,

tiendra (

a, préte

Miceux,

digée en

is, fala

taxe o

IQUE VOI

zives d

Elapré

(Arment

L'hill

ième m

qui len

CO220

préték in Equis à m definite m

X Doise

tte ille. 1

acun, in

enregilia

1 de qui

ONNE EE

foisage

Lt plant

egifte.

hevalier, l

i ès ille l

tuteur p

du fei

k propris

Lieutez

s, at

époule:

La con

probite, pa

que, April

n beauti voité m

e notrebia

otre period

eur an is , Zubing tres de pareille nature à nous appartenans; Pièces justien faire bon & loyal inventaire en présence ficatives sur de notre Procureur fiscal & de l'ordonnance l'isle de Ste. de nos Officiers de justice, présens & à ve. Lucie. nir, pour suivre la vente par-devant eux, des effets mobiliers faifant partie ou provenant desdits biens vacans; ensemble les baux judiciaires des immeubles, au plus offrant & dernier enchérisseur, dans la forme ordinaire, afin que lesdits biens soient partagés à leur juste valeur; faire perquisition des détenteurs d'iceux, tant à nous ci-devant échûs qu'à échoir; les poursuivre par toute voie de justice, au déguerpissement d'iceux & restitution des fruits & autres choses mobiliaires, même criminellement s'il y échoit ; & généralement faire tout ce qu'au cas appartiendra, & de tout rendre bon & fidèle compte, toutefois & quantes qu'il vous sera par nous ordonné. Et afin de vous obliger d'exercer avec plus de soin ladite charge, nous vous avons accordé & accordons par ces présentes, la quatrième partie de ce qui nous viendra de clair, tous frais déduits lesquels seront préalablement pris sur lesdits biens; & où il surviendroit des hèritiers des défunts, prétendant droit esdits biens ou partie d'iceux, & que la délivrance leur en fût adjugée en justice, vous leur rendrez compte d'iceux, & leur payerez le reliquat, vos frais, falaires & vacations, fans autres frais de justice, préalablement déduits, suivant la taxe qui en sera faite sur l'état & pièces que vous présenterez comme pièces justificatives desdits comptes; & pour l'exercice de la présente commission, vous prêterez le serment en notre Conseil, en tel cas

re-

les enfans du sie. 1660.

Pièces des requis & accoûtumé. Et à ce qu'aucun n'en Commissai- prétende cause d'ignorance, seront ces préres François. sentes, avec ladite prestation de serment. lûes, publiées & registrées au greffe dudit No. XXXVI. Conseil, icelui tenant; enjoignant à tous Preuves que nos Officiers, de tenir la main à l'execuseur du Par. tion desdites présentes, & à nos vassaux. quet étoient de vous donner les avis de-la vacance des propriétaires dits biens, aubaines, deshérences, épaves de Sainte-Lu- & autres de telle nature, trois jours après qu'ils en auront connoissance, à peine de répondre en leur propre & privé nom, du dépérissement d'iceux. Et en cas qu'aucuns en soient détenteurs ou possesseurs à notre préjudice, nous leur enjoignons dans ledit temps de trois jours, de vous en faire déclaration, autrement, & à faute de ce, & ledit temps passé, vous ordonnons de les poursuivre criminellement, suivant les ordonnances royaux & coûtume de Paris. En témoin de quoi avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer le cachet de nos armes. Donne le septième fé. vrier mil fix cent soixante. Signé DE VAN. DEROQUE D'IEL. Et plus bas, Par mondit Seigneur, DE LAUNAY. Et scelle.

## Dans le même régistre.

CUR ce qui a été représenté au Conseil Dar les fieurs de Loubière L'cuyer, Ca-Pitaine d'une compagnie en cette isle Martinique, & Renaudot habitant en icelle, qu'en conféquence de leur députation, ils se sont transportés à la Guadeloupe, remercier M. Houel, Seigneur & Gouverneur d'icelle, des peines par lui prises pour parvenir à la paix générale, & donner lieu à cette isle d'en-

tas l'uni

Angloid

也也…

minuet (

1 le sero

to ch

moit été

les hab

ni par l'

h lettre

Général,

white ice

mie, co

a Franço

med la n mient lo

IR DAIL led les

un derni Houel,

圖; 201

no lelon hil fera

TURN

B! que "andit f

ion no 13 de C2

lg door

DE SAINTE LUCIE. 127 trer dans l'union avec les autres isles Françoi pièces justi-

ses & Angloises, arrêté à Saint-Christophe, ficatives sur

dn, sam

leron (a

n de la

au grefe

Olgonia | rain i h

à 100 m

12 17000

rences,

rois jour

ice, the

privé m

en cas qui

offe fieur gnons da

ous en in

faute de

rdogoos faives

me de Pa

ces prés

it appoin

ve le legin

Sign II

bas, Pel

t-Jeella

gifte

lente al

ère L'am

cette iki

nt en kelk

ation, is:

e, rement

neur dicel

parrenir al

à cette ils

en date du ..... & supplié ledit sieur Houel l'isle de Ste, de continuer ses soins pour le même effet : à Lucie. quoi il se seroit employé avec telle affection, Ire. partie, qu'enfin les choses auroient réussi, & que la paix auroit été conclue entre tous les Caraïbes & les habitans de cette isle, ainsi qu'il apparoît par l'acte qu'ils en ont représenté, & par la lettre missive dudit sieur Houel, à M. le Général, en date des dernier mars & premier avril de la présente année, requérant que lesdits actes soient lûs pour être délibéré sur iceux, de ce qu'il sera jugé nécessaire sur le même sujet. Et après que la lecture a été faite des articles passés à Saints Christophe, contenant l'union entre les autres ssles Françoises & Angloises, & liberté d'entrer en la même union aux autres isles qui n'avoient lors leurs députés présens au traité de paix fait à la Guadeloupe, entre cette isle & les Sauvages Caraïbes, le dernier mars dernier, & de la lettre missive dudit sieur Houel, du premier avril aussi dernier. Le Conseil a ratisié & approuvé, ratifie & approuve ledit traité de paix du dernier mars; a ordonné & ordonne qu'il fera exécuté selon sa forme & teneur, & qu'à cette fin il sera registré au greffe dudit Conseil, ensemble l'acte d'union dressé audit Saint-Christophe, & lettre missive dudit sieur Houel, pour y avoir recours toutefois & quantes: que M. le Général sera supplié d'écrire audit sieur Houel, & le remercier, tant en son nom qu'au nom des Officiers & habitans de cette isle, des soins & peines qu'il s'est donnés pour procurer à cettedite ifle

Pièces des isle ladite paix; le prier, en conséquence

de Sainte-Lucie. 1660.

Commissai- d'icelle, de contribuer de sa part à faire enres François. trer cettedite isle dans l'union arrêtée audit - Saint-Christophe pour maintenir concurrem-No. XXXVI. ment la paix, & se secourir réciproquement, les enfans du en cas de rupture de la part desdits Caraiseur du Par-bes; afsurer ledit sieur Houel que ses avis quet étoient portés par fadite lettre miffive, font recus propriétaires de bonne part, comme salutaires, que toute l'isle lui en a particulière obligation, & qu'on les suivra en tout & par tout, autant qu'il sera possible. Mondit sieur le Général sera pareillement supplié d'écrire à M. le Général de Poincy, pour le remercier de la grace qu'il a faite à cette isle, de lui réferver l'entrée à ladite union; le supplier de faire en forte que les deux neveux du Baba de Saint-Vincent, qui sont en son isle, puis fent être rachetés pour être rendus suivant ledit traité de paix, & d'agréer que cette isle soit comprise dans ladite union; d'écrire pareillement à Messieurs les Gouverneurs Anglois de Montserat, Nièves & Antigues, pour leur faire la même prière, & de les assurer tous, de la part de cette isle, qu'il n'y fera en rien contrevenu. Et parce que lesdits sieurs Houel, de Loubière & Renaudot ont fait beaucoup de dépense, tant en présens auxdits Caraïbes qu'autres choses, pour parvenir à ladite paix, ordonner qu'il fera fait fonds pour les rembourser, ensemble pour fournir aux frais nécessaires, tant

> pour le maintien de ladite paix. Ici est une pièce intitulée: Traité d'union

pour contribuer dans ladite union, suivant

ce que cette isle sera taxée, que pour con-

tinuer lesdites gratifications aux dits Caraïbes,

w-leing mal de a mil

12 SA

z offenfive

ing, entre

int over

13,00

m intitule mu, Goss

migue &

mests de A

The de la

inin &

in, qui 5 though

i lettre c me, du

ine copi

alignet Gre

muit con

Blorni I

n, le vin

m, que l

ment de

the à for

us Bo

Dettre

il ade pa

& ligue offensive & défensive, arrêté à Saint- Pièces justis Christophe, entre les François & les Anglois, ficatives sur Ed de paix avec les Caraïbes, qui est copiée l'isle de Ste. séparément, & se trouve no. XXXII.

Autre intitulée : Traité par lequel M. de Ire. partie. Vanderoque, Gouverneur général des istes de la Martinique & Sainte Lucie, pour les enfans mineurs de M. du Parquet, & les babi. tans de l'isse de la Martinique, sont admis au traité d'union & de paix entre les François & les Caraibes, qui est pareillement copié séparément, & se trouve no. XXXIV.

Suit la lettre du fieur Houel au fieur de Vanderoque, du premier avril 1660, qui est de même copiée séparément, & se trou-

on; kin ve no. XXXV.

2 11

en cook

partifi

on anti-

tenir om

Ittipos:

rt delai

uel que l

ffire, in

lutaires, e

re obliga

par-ton, lit fear b

ur leren

X Revent

t en lori

lite win

priett,

de cette

Loubière

dépent, L qu'auta:

x, order

s Décelie

ite wind

e, qui

ns augusta

Je soussigné Greffier du Conseil, certifie le tte rain présent extrait conforme au registre ou brouild'ame lard déposé parmi les minutes de ce greffe. Au Fort-Royal, le vingt-cinq juillet mil sept cent sla wingt-un. Signé MOREAU.

CHARLES BENARD, Confeiller du Roi en ses Conseils, Intendant des isles du vent de l'Amérique, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que le sieur Moreau qui a signé le certificat ci-dessus, est Greffier du Conseil supérieur de cette isse, & que la foi doit être ajoûtée à son seing, tant en jugement que dehors. En foi de quoi nous avons donné le présent certificat, auquel nous avons fait mettre le cachet de nos armes, & le contre-feing de notre Secrétaire. Au Fort-Royal de la Martinique, le vingtfept juillet mil fept cent vingt-un. Signe le line I. 2de partie. BE

130 ME'MOIRES SUR L'ISLE BENARD. Et plus bas , Par mondit Seigneur.

· Fières des Commissai- DENNEL. res François.

No.XXXVII. Commission. pour commander à la Martinique & à Sainte-Lucie. 1663.

Collationne sur l'original qui est au dépôt des affaires etrangères. A Paris, le vingt-un mars mil Sept cent einquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du depot.

II SA

learer,

西部 101

m: A

Houvant

a établi

ins par

m, po

t, penda

dens le

inte Al

monner

ME SEES !

this en

tire pour

CONCOR

droits, a

MODES, O

TS avons

100, 200

luc de

laitre,

maviga

d au fi

wire Lie

cotes

2700s f 图 6

No. XXXVII. LETTRES PATEN. TES du Roi, qui établissent le sieur Clermont d' lel pour commander trois ans dans les isles de la Martinique, Sointe-Lucie, la Grenade & Grenadines: du 5 avril 1663. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

a de de fa I QUIS, &c. A notre cher & bien amé le fieur de Clermont d'Iel; SALUT. A. in gens de vant appris le décès du fieur de Vanderonice, fu que d'Iel, auquel nous avions fait expédier ant faire notre commission pour commander dans les nedit ten ifles de la Martinique, Sainte-Alouzie, la Grenade & Grenadines, en attendant que an autori le fieur d'E'nambuc du Parquet, que nous avons pourvû du gouvernement desdites isles, après le décès du fieur du Parquet son pètife fi re, qui nous y avoit dignement servi, sut en âge de l'exercer: & confidérant qu'il est nécessaire pour notre service, & pour la confervation d'icelles fous notre obeissance, de pourvoir audit commandement, nous vous avons choifi pour cette fin, fachant que vous avez toute la valeur, expérience & bonne conduite nécessaires pour vous en bien acquitter, & toute la fidelité & affection pour notre fervice que nous fau-

1111

in the line

A de litt

Disputs .

er Canal

RES 24-abliffent i artikini,

e & Ga

é du ill

che di

d'Iel; la

flett (t)

vions file

I MEMORI

Sainte La

en am Parque,

ement #

tions desirer, dont vous avez donné des Pièces justipreuves en toutes les occasions qui s'en sont ficatives sur présentées: A ces causes, & autres à ce l'isse de ste. nous mouvant, vous avons commis, or Lucie. donné & établi, commettons, ordonnons & Ire. partie. établissons par ces présentes signées de notre main, pour commander pour notre service, pendant le temps de trois années, dans lesdites isles de la Martinique, Sainte - Alouzie, la Grenade & Grenadines & leurs dépendances, avec pouvoir d'ordonner, tant aux habitans d'icelles qu'aux gens de guerre qui y sont & seront établis en garnison, ce que verrez être à faire pour le bien & avantage de notre service, & de faire vivre lesdits habitans en union & concorde les uns avec les autres, & lesdits gens de guerre, en bonne discipline & police, suivant nos règlemens; & généralement faire dans ledit commandement, pendant ledit temps de trois années, tout ce que vous estimerez à propos; & y agir aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, droits, appointemens & émolumens y appartenans, & tout ainsi qu'a fait ou dû dille faire ledit feu sieur de Vanderoque; de ce faire vous avons donné & donnons pouvoir, commission, autorité & mandement spécial. Mandons à notre très-cher & très-amé oncle le Duc de Vendôme, Pair de France, Grand Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de ce Rovalue, & au fieur Comte d'Estrades, Viceroi & notre Lieutenant général dans toutes les isles . côtes & terres fermes de l'Amérique, de vous faire reconnoître & obéir de tous ceux, & ainsi qu'il appartiendra pour (I 2)

rièces des l'exécution des présentes. Ordonnons aux Commissai- dits habitans & gens de guerre, de vous reres François. connoître & obéir en tout ce que vous leur commanderez pour notre service & pour la No.xxxvIII. conservation desdites isles, sous peine de desobéissance: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Paris, le cinquième jour d'avril

mil fix cent soixante-trois, &c.

l'entreprise des Anglois Sur Sainte-Lucie. 1663.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires etrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXXVIII. RE'SOLUTION du Conseil supérieur de la Martinique, sur les mesures à prendre pour empêcher les Anglois établis à la Barbade, de faire une descente dans l'isle de Sainte-Lucie: du 8 octobre 1663. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

CUR ce qui a été remontré au Conseil par M. de Loubière, Capitaine d'une compagnie en cette isle, ci-devant commandant pour le service du Roi esdites isles, qu'il y a environ sept à huit mois que quelques personnes passant chez lui, venant de l'isle de la Barbade, habitée par les Anglois, lui avoient donné avis que les habitans dudit lieu se proposoient de venir habiter ladite isle de Sainte-Alouzie; ce qui l'avoit obligé d'en écrire au fieur Gouverneur de ladite isle, pour savoir de lui à quel dessein ces habitans faisoient cette proposition, attendu l'établissement d'une colonie & garnison Françoife, entretenue en ladite isle fous l'autori-

13 51 & Maje sus d'E nt les pr tanees ( rivant G pour Sadi mile fur

a postess Equels j me, ils au miles ga

threns n smaltres : a line fe morer d' & Franc the Sac

tait fie i la Bar me les l

the plus & ma, joi шуа арр 3,00 il 2 all fero

Liky

rdenne

e, de n

e que in

rvice à n

(OR W MIMI

int in

åc.

eft as hi

is, kim

er Comic

la Mn

dre puis lo Bot

s like

1663

trangen

ntré au la

itaine dr

evant on dites its

s que que venant de

es Anghi

hhim

habita

l'avoid

eur de la

delleis s

fition, 15

e li gini

te ide for

té de Sa Majesté Très-chrétienne, & des pièces justi-Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet, qui ficatives sur en sont les propriétaires; lesquels depuis l'isle de Ste. treize années que feu M. du Parquet leur Lucie. père, vivant Gouverneur & Lieutenant gé- lie, partie, néral pour Sadite Majesté esdites isles, l'avoit acquise sur les Infidèles, qui en étoient feuls les possesseurs, par la force de ses armes, lesquels journellement nous faifoient la guerre, ils auroient à leurs frais & dépens entretenu les garnisons qui y sont encore à présent, où il a été nécessaire de faire de grandes & immenses dépenses, pour éviter que lesdits Payens ne s'en rendissent une autre fois les maîtres: à présent que nous avons la paix, il ne seroit pas raisonnable de vouloir s'emparer d'un bien qui a coûté la vie à tant de François pour la conserver sous l'autorité de Sadite Majesté, & desdits Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet. Et depuis peu de jours en - çà, il avoit reçû réponse dudit sieur Gouverneur de ladite ise de la Barbade, où se voit clairement que les habitans de ladite isle font dans le dessein de vouloir s'emparer de ladite isle de Sainte - Alouzie; ce qui tourneroit au desavantage de l'autorité de Sadite Majesté, & perte notable auxdits Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet, qui y ont confommé la plus grande partie de leurs biens pour la conservation de ladite isle de Sainte-Alouzie, joint les grandes peines & travaux qu'y a apportés feu mondit Seigneur du Parquet, où il a plusieurs fois exposé sa vie: sur quoi il seroit nécessaire d'y être pourvû. Sur quoi l'affaire mise en délibération

audit Conseil souverain de cette dite isle

(I3)

Mar.

Pièces des Martinique, a été réfolu que dans le plus Commissai- bref temps qu'il se pourra, il sera équipé res François, navire ou barque pour aller de cette isle en celle de la Barbade, pour y passer un des

No. XXXIX. Officiers dudit Confeil, qui emportera avec

Parens pour lui toutes les pièces justificatives comme les la construc- dits Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet tion d'un fort sont les vrais & légitimes possesseurs de la & Sainte- dite isle de Sainte-Alouzie, pour les faire Lucie. 1663 paroître audit sieur Gouverneur de l'isle de la Barbade; & que cependant sera donné avis aux garnisons de ladite isle de Sainte-Alouzie, qu'en cas que lesdits Anglois y vinssent pour s'en emparer, les empêcher d'y mettre pied à terre par la force des armes, & d'exercer sur eux tous les actes permis en telles rencontres; & qu'il sera dressé un autre fort au quartier du Choc de ladite isle de Sainte-Alouzie, dans lequel fera entretenu & fait subsister vingt à trente foldats avec leurs armes & munitions, tant de guerre qu'autres, avec quatre pièces de canon pour la conservation de ladite ifle de Sainte-Alouzie, sous l'autorité de Sadite Majesté, & desdits Seigneurs d'Enambuc & du Parquet.

Collationné sur la copie qui est au dépêt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil Sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXXIX. ACTE d'affemblée, & avis de parens des mineurs du fieur du Parquet, pour la construction d'un fort dans l'iste de Sainte-Lucie. du 30 octo-

11 51 1663. I meies.

parens de Meffire stmant g nique & S ह्यांदर हा

rin la co Sinte-A propos E, d'envo Capitaine

III, VIVIE

maction s L buit toi wat faire i trente 1 TR pieces

mi Signé LE COM Cittle far in trange

E, ce trent

nigt cent

man, p

bre 1663. Tiré du dépôt des affaires pièces juliaétrangères.

10 ms

1

也回

Ppin

Empete

tives one di da l

Olelin

, pour

emer

endanii le lade

que la

data

rcer les

es nom

fort at

Saint

ec lea

e qu'an

pour la nte-Alm Ité, dell

Parqui

eft as his

T Consil

200

eurs à l' rudin l

wie di

TEs parens des nobles enfans mineurs de Lucie. L feu Messire Jacques d'Iel, Gouverneur Ire, partie. & Lieutenant général pour le Roi des isles Martinique & Sainte Alouzie, & Seigneurs propriétaires en icelles, & haute Dame Marie Bonnard son épouse, assemblés pour délibérer sur la construction d'un fort en leur ise de Sainte-Alouzie, sont d'avis, & trouvent à propos pour fortifier & conserver leur isle, d'envoyer M. de la Fontaine Heroux, Capitaine-lieutenant de la compagnie de M. d'E'nambuc, & Adrien d'Iel-E'cuyer, sieur de Graville, avec tous les ouvriers & matériaux, vivres & autres choses nécessaires pour travailler audit fort, & d'en faire la construction en telle forme & grandeur; favoir, huit toises de longueur, & quatre de largeur ou environ, accompagnés de quatre guerites aux quatre coins du bâtiment, pour la fortification d'icelui, & même d'y envoyer & faire subsister une garnison de vingt à trente hommes, avec leurs armes à quatre pièces de canon. Fait à la Martinique, ce trente octobre mil six cent soixante trois. Signé DE CLERMONT D'IEL, LOU-BIERE, LE COMPTE, BONNARD & FRANCEL. LON.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N°. XL. EXTRAIT de l'bistoire des Antilles, par le P. du Tertre, con-(14)

Pièces julia ficatives fur l'Isle de Ste. Lucie. cernant Thomas Warner Métif, no

cernant Thomas Warner Métif, nonmé au prétendu gouvernement de la Dominique par les Anglois. Tome III, page 82 & fuivantes.

No. XL. Histoire du Métif Warner.

Pièces des

Commissai-

res François.

E Général Warner, contemporain de M. le Général de Poincy, eut un fils d'une esclave Sauvage de la Dominique.... Il fut contraint de suivre le conseil que sa mère lui avoit inspiré, de se retirer parmi les Sauvages de la Dominique. Il y fut bien reçû..... Il se fit admirer des Sauvages, sur lesquels il prit un tel ascendant, qu'il les engageoit avec une facilité merveilleuse à entreprendre les choses les plus difficiles, & à exercer des cruautés conformes à son naturel, qui n'avoit presque rien d'humain, leur donnant en toute rencontre des preuves de sa valeur & de sa conduite. Je le crois auteur du massacre que les Sauvages firent des François dans l'isse de Marigalante, en l'année 1653; & M. du Lion, dans une lettre écrite à M. C. le fait auteur de plusieurs maux, & coupable de quantité de meurtres. Quoi qu'il en soit, il est constant que ce galant homme ne se promettoit rien moins que de se faire Roi de tous les Sauvages, lesquels il nommoit néanmoins des bêtes, des coquins, des gueux & des misérables indignes de lui.

Le Milord Willougby connoissant ce dont il étoit capable, lui fit faire un voyage en Angleterre, le fit paroître à la Cour, où il vécut en chrétien avec les Anglois, & s'habilloit comme eux: mais étant de retour, il quitta ses vêtemens, & vécut en insidèle avec les Sauvages, & marchoit nud & rou-

equé

omne eu

colonies,

e traité fa

de l'éten

tilles, cr

te fort pl

mater pa

ime, en

Maettre

as y me

nelens,

in de (

ine, do

ii. faite fu

anifion a

where fu

i te la I

d Willow

mer le 16

Antilles

stors Will

pizine g

Nièves,

a Cette 1

di Lor

les illes

11,418

100

DE SAINTE LUCIE. 137 coué comme eux; mais il ne prit qu'une seu- pièces justifile femme.

Les Anglois voyant l'accroissement de l'Isle de Ste. leurs colonies, & d'ailleurs étant empêchés Lucie. par le traité fait entre nous, eux & les Sau. Ire. partice vares, de s'étendre dans les isles possédées par les infidèles, crurent que Warner étoit un homme fort propre pour éluder ce traité. & s'emparer par son moyen de l'isse de la Dominique, en lui donnant une commission pour soûmettre ces peuples au Roi d'Angleterre, fans y mettre aucun Anglois naturel. Le Milord Willougby le caressa, lui fit force présens, & l'obligea d'accepter la commission de Gouverneur de l'isle de la Dominique, dont voici la translation en François, faite fur l'original Anglois.

La commission de Warner est insérée ci-après,

fous le numero suivant.

ent in ten

Ton

ot mill

inique. nfeil qui etirer pa

es Same

ndan, il

d merel

5 声量

CORPUR

e riath

ontre dan duite |

s Same Margas

OB, date

uteur és a ntité de sa

contra ettel id

ous lister

molas del

Anglia

étan de

No. XLI. COMMISSION de Gouverneur de la Dominique, donnée par le Lord Willoughy, au Métif Thomas Warner le 16 avril 1664. \* Histoire des Antilles, tome III, page 85.

PRANCOIS Willoughy, Seigneur de Param, & des is Capitaine général & Gouverneur en chef de l'isle de la Barbade, de Saint-Christophe, Nièves, Montserat, Antigues, Do-Onnoiss minique, Saint-Vincent, Sainte-Alouzie & ite min de toutes isles Caraïbes:

catives fur

<sup>\*</sup> Nota. Cette pièce fournit la date de la nomination du Lord Willoughy au gouvernement général des isles Angloises, par des lettres de charles II, du 8 Juin 1663.

Commillion. Ber. 1664.

Pièces des A tous ceux qui cette présente lettre ver-Commissai- ront; SALUT. Savoir que moi le susdit Seiges François, gneur Willougby, en vertu de lettres patentes à moi octroyées de notre gracieux fouverain Seigneur Charles II, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, E'cosse, France Métif War- & Irlande, Défenseur de la Foi, &c. datées à Westminster le douzième jour de juin, le quinzième an de son règne; par la grande confiance & confidence que j'ai de son habileté & prudence, sur quoi je me repose en mon amé ami Capitaine Thomas Warner, j'ai fait, constitué, ordonné & appointé, & par ces présentes constitue & appointe ledit Capitaine Thomas Warner Gouverneur de l'isle de la Dominique; lui donnant plein pouvoir & autorité d'exercer & apprendre la milice & discipline militaire à tous les habitans de ladite isle, pour leur plus grande sûreté & défense contre tous séditieux & rébelles qui pourroient entreprendre sédition ou rébellion. De plus, je donne audit Capitaine Thomas Warner, pleinpouvoir & autorité de faire assembler une partie ou tous habitans fous les armes, en cas d'insulte faite à ladite isle, requérir de faire marcher lesdites forces, ou autant que ledit Capitaine trouvera à propos & néces- me obé faire pour leur assurance contre lesdits ennemis, mutins & rébelles; les battre & pourfuivre, si ainsi est requis, jusqu'à la mort, ou finon, de les prendre & faire châtier & duitsie punir par justice, pour la meilleure protec- meme tion de ladite isle & des habitans, & ce par in le commandement & pour le service de Sa. dite Majesté & ses successeurs. Donne de aduc ma main & de mon cachet, le seize avril

H, & de mil fix c

III. ment le mt gener U WORM Duc de la navigo 10 décem

mire la m Hift 博 45 Il par la

me & de

into lett at que pe k, Vice in l'Ame de notre 1 MAR ED CE the nous 1 2 conf

teles col nelque p

faire d

**的**加加

oi kin

DOOR IT

I, pai

Foi, ba

jourki

e; parks

ejide

uoi jego ne Thom rdomedo

onlineb

Warat ique; ii a d'eserce cipline ti ite ila, p

habitat

de la seizième année du règne de Sadite Pièces justi-Majesté, & de l'an de grace de Notre-Sej-ficatives sur l'isle de Ste. gneur mil fix cent foixante-quatre. Signé F. WILLOUGBY. Lucie.

Ire. partie.

Nº. XLII. LETTRES du Roi, qui nomment le sieur de Tracy son Lieutenant général en Amérique, en date du 19 novembre 1663, avec les lettres du Duc de Beaufort, Grand-Maître de la navigation de France, en date du 10 décembre 1663, pour faire reconnoître la commission du sieur de Tracy. Histoire des Antilles, tome III, page 45.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Ayant nse data considéré que pendant que le sieur Comte Dis d'Estrades, Vice-roi & notre Lieutenant général en l'Amérique, est en Hollande en qualité de notre Ambassadeur, occupé pour général en l'Amérique, est en Hollande en nos affaires en ce pays-là, pour satisfaire au ile M desir que nous avons, non seulement de veiller à la confervation des lieux qui font sous notre obéissance dans l'Amérique, à propsi mais d'y faire de nouvelles découvertes & de nouvelles colonies, il est nécessaire d'y établir quelque personne d'autorité, qui, en l'absence dudit sieur Comte d'Estrades puisse régir, augmenter & conferver lesdits lieux, & puisse, en étendant notre domination dans le pays, y servir principalement à l'accroissement du christianisme & à l'améliora tion du commerce : Et fachant que le fieur Prou-

(Commission de Gouverpour le lieur de Tracy. 1663.

Prouville de Tracy, Conseiller en nos Con-Commissai- seils d'état & privé, ci-devant Commissaire res François. général de notre armée d'Allemagne, & Lieutenant général en nos armées, a toutes No. XL'I. les qualités propres pour s'acquitter dignement de cet emploi; & qu'après les preuves neur général qu'il a données de sa valeur, dans les commandemens qu'il a eus fur nos troupes en Allemagne & ailleurs, & de sa prudence dans les négociations qui lui ont été commises, nous avons tout sujet de croire que nous ne pouvons faire un meilleur choix que de lui pour commander audit pays. A CES CAUSES, & autres considérations à ce nous mouvant, nous avons ledit fieur Prouville de Tracy, constitué, ordonné & établi, constituons, ordonnons & établissons par ces présentes signées de notre main, notre Lieutenant général dans toute l'étendue des terres de notre obéissance, situées en l'Amérique méridionale & septentrionale de terre ferme, & des isles, rivières, ports, s à pour havres & côtes découvertes & à découvrir init des a par nosdits sujets; pour, en l'absence dudit m pour te fieur Comte d'Estrades Vice-roi, avoir com-T aux per mandement fur tous les Gouverneurs & Lieutenans généraux par nous établis dans toutes les isles & terre ferme de Canada, Acadie, Terre-neuve, isles des Antilles & autres; comme aussi sur tous les Officiers & Conseils souverains établis dans toutes lesdites isles, & fur les vaisseaux François qui navigeront audit pays, soit de guerre à nous appartenant, foit marchands; faire prêter nouveau ferment de fidélité, tant aux Gouverneurs & Conseils souverains, qu'aux trois ordres desdites ifles. Enjoignons aux-

11 SA GOVERDEUL ille de Tra A lear or ina les e les arm ile & ac moient êt

m, foit en hear, foil affiliger & Hoo la I Thire COI is faire line, felon hit avec heres; fair hi dans le m pays, &

> nes fujets guerre & ils foient III pour 1 10m, at autori ire obei B appe donces

e de Di eligion ( the to en

Comit Military

cquiel cquiel raisi

day

u out

Dele

dits Gouverneurs, Officiers & Conseils sou- Pièces justie verains & autres, de reconnoître ledit sieur ficatives sur Prouville de Tracy, & de lui obéir en tout l'Isle de Ste. ce qu'il leur ordonnera; assembler quand Lucie. besoin sera les communautés, leur faire Ire. partie. prendre les armes; prendre connoissance, composer & accommoder tous différents qui pourroient être nés & à naître dans lesdits pays, foit entre les seigneurs & principaux d'iceux, foit entre les particuliers habitans; affiéger & prendre des places & châteaux, felon la nécessité qu'il y aura de le faire; y faire conduire des pièces d'artillerie. & les faire exploiter; établir des garnisons où l'importance des lieux le demandera; faire, felon les occurrences, paix ou trèves, foit avec les autres nations de l'Eutim rope, établies dans ledit pays, foit avec les Barbares; faire descente; soit en terre ferme, soit dans les isles, pour s'emparer de nouveaux pays, & pour établir de nouvelles colonies; & pour cet effet, donner combats & se servir des autres moyens qu'il jugera à propos pour telles entreprises; commander, tant aux peuples dudit pays qu'à tous om nos autres fujets, eccléfiastiques, nobles, gens de guerre & autres de quelque condienth tion qu'ils soient, y demeurant, tant & si avant qu'il pourra faire étendre nos limites & notre nom, avec plein-pouvoir d'y établir notre autorité, & d'affujétir, foûmetau la tre & faire obéir tous les peuples desdites fit terres, les appellant par toutes les voies numb les plus douces qu'il se pourra, à la connoissance de Dieu & lumière de la foi & de la religion Catholique, Apostolique & Romaine, & en établir l'exercice, à l'ex-

TA2 ME'MOTRES SUR L'ISLE

Pièces des clusion de tout autre; défendre lesdits lieux Commiffai- de tout son pouvoir; maintenir & conserver

de Gouverpour le sieur de Tracy. 1663.

res François. lesdits peuples en paix, repos & tranquilité. & commander tant par mer que par terre: No. XLII. ordonner & faire exécuter tout ce que lui Commission ou ceux qu'il commettra, jugesont le devoir neur general & pouvoir faire pour l'étendue & conservation desdits lieux sous notre autorité & notre obéissance; & généralement faire & ordonner par lui, en l'absence dudit Comte d'Estrades Vice-roi, tout ce qui appartient à ladite charge de notre Lieutenant général audit pays; la tenir & exercer, en jouir & user aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, droits, fruits, profits, revenus & émolumens y appartenant, & aux gages & appointemens qui lui seront attribués. Si pon-NONS EN MANDEMENT à tous les Gouvers neurs & nos Lieutenans généraux dans toutes lesdites isles & terre ferme de Canada, Acadie, Terre-neuve, isles des Antilles & a, a les ho autres, aux Officiers des Conseils souverains établis dans toutes ces isles, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, chacun en droit soi, ainsi qu'il appartiendra, que ledit fieur Prouville de Tracy, duquel nous avons reçû le ferment en tel cas requis & accoûtumé, ils aient à reconnoître & lui obéir, & faire, fouffrir & laisser jouir & user dudit état & charge. Voulons que par les Tréforiers de notre épargne ou autres Officiers comptables qu'il appartiendra, il soit I requero payé comptant desdits gages & appointemens, par chacun an, aux termes & en la manière

11 8 11 elelquels, telles duer menent, & ss roulon et cette o mis de c mi, par no: mites à Pa if le faire

alet tous mire. Man há bien a Mir, Gran teletral de in, les Lie m, qu'ils ed Tracy a ou en à passepor **Eobliges** Not les ma

trasporter mané aucu ed outre Miciers & theur Pro the notre ement lad M: CAR

accoûtumée, fuivant les ordres & états qui 加。湖 en seront par nous expédiés & signés; rap-

wifedéré

portant lesquels, avec ces présentes, ou co- Pièces suffic pies d'icelles dûement collationnées pour une ficatives sus fois seulement, & quittances sur ce suffisan-l'isle de Ste, tes, nous voulons que tout ce qui lui aura Lucie. été payé à cette occasion, soit passé & alloué Ire. partie. aux comptes de ceux qui en auront fait le payement, par nos amés & féaux les gens de nos Comptes à Paris, auxquels nous enjoignons ainsi le faire sans difficulté, cessant & tailant cesser tous troubles & empêchemens au contraire. Mandons & ordonnons à notre très-cher & bien amé oncle le Duc de Vendôme, Pair, Grand Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, ses Lieutenans & autres qu'il appartiendra, qu'ils aient à donner audit sieur Prouville de Tracy, ou à ceux qui feront par eux commis ou envoyés en Amérique, tous conges & passeports que les navires & vaisseaux sont obligés de prendre allant en mer, pour aller & venir esdites terres, côtes & ferme tel isles, avec les marchandises dont ils seront es de la chargés, & les hommes & femmes qu'on y voudra transporter, sans qu'il leur soit fait, mis ou donné aucun trouble ni empêchement. Mandons en outre, & enjoignons à tous nos autres Officiers & sujets qu'il appartiendra, etant audit pays de l'Amérique, de reconnoître ledit sieur Prouville de Tracy en ladite qualité de notre Lieutenant général esdits pays, & de lui obéir & entendre esdites choles concernant ladite charge, à peine de desobéissance: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Prions & requérons tous Rois, Potentats, Princes, E'tats & autres nos bons amis, alliés & confédérés, leurs Ministres & Officiers, & tous autres à nous non sujets, de lui blu and

ettribidi

Conti

Pièces des donner, & à ceux qui seront par lui commis Commissai- & délégués, toute aide, faveur & assistance res François. dont ils seront par lui requis pour l'exécution in étab de ce que dessus, offrant en cas pareil, de la raille No. XLII., faire le femblable pour ceux qui nous seront les soit Commission de ainsi recommandés de leur part. En témoin goir généralpeur de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donne à Paris, le dix-Tracy. 1663. neuvième jour de novembre, l'an de grace de les mil fix cent foixante-trois, & de notre règne Govern le vingt-unième Signé LOUIS. Et sur le repli, & & au Par le Rol, DE LIONNE.

> ESAR Duc de Vendôme, de Mercœur, de Beaufort, de Penthièvre, d'Estampes, Prince d'Anet & de Martigues, Pair, Grand - Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Savoir faifons que vu par nous les lettres patentes du Roi, données à Paris le dix-neuvième novembre dernier, fignées Louis, & sur le repli, par le Roi, de Lionne, & scellées du grand sceau de cire jaune; par lesquelles & pour les causes y contenues, Sa Majesté constitue, ordonne & établit le fieur Prouville de Tracy fon Lieutetenant général dans toutes les terres de son obéissance, situées en l'Amérique méridionale & septentrionale de terre ferme, & des isles, rivières, ports, havres & côtes découvertes & à découvrir par les sujets de Sadite Majesté, pour, en l'absence du sieur Comte d'Estrades Viceroi de l'Amérique, avoir commandement fur tous les Gouverneurs & Lieutenans généraux par Elle établis dans toutes les isles & terre ferme de Canada, Acadie,

SEETTE,

wil leur ien les co umes; p t accome int être t loit ent

> mera; fai teres, f ope établ larbares; hit dans Epays, a; & pour n des al pur telle

Sadite 1 as de p n qu'ils

en te ponia 1 cas pa

Pine de la constitución de la co

dem L. Lja

ne, kh

thing l

ef this

ton

es préside

fallosp

Terre-neuve, isles des Antilles & autres; Pièces justicomme auffi fur tous les Officiers & Confeils l'ifle de Ste. fouverains établis dans toutes lesdites isles, Lucie. & fur les vaisseaux François qui navigeront Ire. partie. audit pays, soit de guerre appartenant à Sa Majesté, soit marchands; faire prêter nouveau serment de fidélité, tant aux Gouverneurs & Confeils fouverains qu'aux trois ordres desdites isles; enjoignant Sadite Majesté auxdits Gouverneurs, Officiers & Conseils fouverains & autres, de reconnoître ledit fieur Prouville de Tracy, & de lui obéir en tout ce qu'il leur ordonnera; affembler quand besoin sera les communautés, leur faire prendre les armes; prendre connoissance, composer & accommoder tous différens qui pourroient être nés & à naître dans lesdits pays, foit entre les Seigneurs & principaux d'iceux, soit entre les particuliers habitans des places & châteaux, felon la nécessité qu'il y aura de le faire; y faire conduire des pièces d'artillerie, & les faire exploiter, & établir des garnisons où l'importance des lieux le demandera; faire, selon les occurrences, paix ou trèves, foit avec les autres nations de l'Europe établies dans lesdits pays, soit avec les Barbares; faire descente, soit en terre ferme, soit dans les isles, pour s'emparer de nouveaux pays, & pour établir de nouvelles colonies; & pour cet effet, donner combats to & le servir des autres moyens qu'il jugera & propos pour telles entreprifes; commander. tant aux peuples dudit pays qu'à tous autres fujets de Sadite Majesté, ecclésiastiques, nobles, gens de guerre & autres de quelque condition qu'ils soient, y demeurant, tant & fi avant qu'il pourra faire étendre nos li-Tome I. 2de partie. (K)

de lieur de

rièces des mites & notre nom, avec plein-pouvoir d'y s & paffe Commissai- établir l'autorité du Roi, & d'assujétir, soude garde res François. mettre & faire obéir tous les peuples desdites egarder pa terres, les appellant par toutes les voies les Commission de plus douces qu'il se pourra, à la connoissance tou lui est Goaverneur de Dieu & lumière de la foi & de la religion général pour Catholique, Apostolique & Romaine, & en mencé par établir l'exercice, à l'exclusion de toute auwite charge Tracy. 1663. tre; defendre lesdits lieux de tout son pouvoir; maintenir & conserver lesdits peuples Majelté, en paix, repos & tranquillité, & commander i di Teaux tant par mer que par terre; ordonner & faire sas géné exécuter tout ce que lui ou ceux qu'il commate, mettra, jugeront le devoir & pouvoir faire wors'ete pour l'étendue & conservation desdits lieux iril appar sous l'autorité de Sadite Majesté & son oil foit fai béiffance; & généralement faire & ordonner issent au par ledit sieur Prouville de Tracy, en l'abmi comm sence dudit sieur Comte d'Estrades Viceroi, Ment; f tout ce qui appartient à ladite charge de Lieue de Lieure

tenant général audit pays ; la tenir & exer-

cer, en jouir & user aux honneurs, pouvoirs,

autorités, prérogatives, prééminences, fran-

présentes, que lesdites lettres sortent leur

plein & entier effet, & soient exécutées selon leur forme & teneur; à la charge de prendre par tous les vaisseaux qui iront audit pays, & pour chacun voyage qu'ils y feront, nos

A STILLED

igné ces j chises, libertés, droits, fruits, revenus & t celler émolumens appartenans, & aux gages & ap-TE AP pointemens qui lui seront attribués, & ainsi end fix qu'il est plus au long contenu esdites lettres. LIENDOSI Nous, en vertu du pouvoir & autorité attri-Z, MATH bué à notredite charge de Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de ce Royaume, avons consenti & accordé, confentons & accordons par ces

es, p Mlinvafi

m donner

ant befoin.

18 8.

SISTR

tela

Onein

nden

e tout le

lelin

, & con ordens

centi

& point

Aajelie la faine la a Tranja Elinais l te charge

la total

00001

deniana fruis, na

Am in

attrible

an elle

t km

e Grad aldelis

ne, and accustor

ettis M

ent entire

chapte int mi

Thy land

congés & passeports en la manière accoûtu. Pièces justiffmée; de garder par ledit sieur de Tracy, & catives sur faire garder par ceux qu'il pourra commettre, l'isle de ste. les ordonnances de la Marine, & que le pou-Lucie. voir qui lui est attribué par lesdites lettres, Ire. partie, de commander par mer esdits pays; ne pourra être exercé par lui, que sous l'autorité de notredite charge. Mandons & ordonnons à tous Lieutenans généraux des armées navales de Sa Majesté, Chefs d'Escadres, Capitaines de ses vaisseaux, Commissaires de la marine, Lieutenans généraux & particuliers ès fièges de l'Amirauté, & tous autres sur lesquels no. tre pouvoir s'étend; prions & requérons tous ceux qu'il appartiendra, de ne faire ni fouffrir qu'il soit fait ou donné aucun trouble ni empêchement audit sieur de Tracy, ni à ceux qui seront commis & députés par lui, pour l'établissement, fonction & exercice de ladite charge de Lieutenant général de l'Amérique, ains leur donner toute l'aide & affistance dont ils auront besoin. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, icelles fait contrefigner & sceller par le Secrétaire général de la marine. A Paris, le dixième jour de décembre mil fix cent soixante-trois Signé Co-SAR DE VENDOSME. Et sur le repli, Par Monfeigneur, MATHAREL.

No. XLIII. EXTRAIT de l'bistoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'invasion de Sainte-Lucie par les Anglois, en 1664.

T E navire de Sa Majesté, nommé le Terron, qui devoit porter les feigneurs de la Gua. (K 2)

Pièces des

Invasion des Anglois à 1664.

deloupe, M. le Chevalier de Chaumont & le Commissai- fieur Bouchardeau, en France, étoit encore res François. à la rade, & prêt à partir, lorsque M. de Tracy recut la nouvelle fâcheuse d'un acte No. XLIII. d'hostilité fait par les Anglois en pleine paix, par une irruption considérable dans l'isle de Sainte-Lucie, Sainte-Lucie. Il est vrai qu'ils allèguent pour prétexte, qu'ils ont été possesseurs de cette isle devant les François, & que s'ils y ont été massacrés, ou en ont été chassés par les Sauvages, les François ne peuvent prétendre que leurs infortunes leur donnent aucun droit de s'emparer de leur terre, joint que depuis un an, ils l'ont achetée des Sauvages, qui en

font les véritables seigneurs.

Ce prétexte paroît spécieux & convaincant, & les Anglois seroient fondés en quelque sorte de droit, qui nous pourroit ôter la liberté de nous plaindre, si eux-mêmes, dans une pareille occasion, ne s'étoient pas emparés de Surinam en terre ferme, qui nous appartenoit par la possession qu'en avoit prise M. de Bretigny en l'année 1643: mais si nous voulons un peu pénétrer plus avant, & rechercher avec plus de curiofité le motif qui a porté les Anglois à faire cette entreprise, nous trouverons que ç'a été une pure nécefsité, & que cette nation, dont la conduite est admirable pour établir des colonies & peupler des terres, y avoit si bien réussi dans la Barbade, qu'il n'y avoit plus de bois debout, qu'on n'y pouvoit plus faire de nouvelles sucreries, & qu'il y avoit tant d'hommes, qu'elle ne les pouvoit plus contenir; de forte qu'ils furent obligés de les décharger dans la terre la plus voisine & la plus aisée à prendre. Tout cela auroit été tolérable, s'ils s'y étoient

ins s'empa S .... la Anglois liner, l'i larages le des l'anno inte cens Weaux d she trente Timer & sde la let tes acc

02 S A

in établis

Bur dixe netite a nir la fi M. & M. qui n'ét it pierrie murges, fit inter à se metites . mement

18, & 60 the deux a dela vai its Angl trat le pli **Intiniqu** armes mis il fur a dans

nel Ang

de ne

étoient établis sans en chasser les François, Pièces justi-& sans s'emparer de leur fort & de leurs ficatives sur

biens . . . . Tome III, page 21.

name!

configuration of the same of t

en plea

des i

alleges dieus à que s'à challes

Will-Wu

iom an

Saurigal

xton

idés a l

untet

Ment of

feme/

Les Anglois ayant acheté par l'entremise Lucie. de Warner, l'isle de Sainte-Lucie, & payé Ire, partie, aux Sauvages le prix dont ils étoient convenus, dès l'année 1663 amasserent quatorze ou quinze cens hommes, qu'ils mirent fur cinq vaisseaux de guerre, dont deux étoient armés de trente-six pièces de canons de fonte. Warner & les Sauvages qui s'étoient obligés de la leur livrer, se firent de la partie, & les accompagnèrent avec fix cens

hommes fur dix-fept pirogues.

Cette petite armée se présenta à Sainte-Alouzie sur la fin du mois de juin de l'année 1664, & M. Bonnard qui commandoic le fort, qui n'étoit qu'une chaumine fortifiée d'une palissade, & munie de quelques canons & pierriers de fonte, que l'on nomme rombarges, fit ce qu'il put pour animer gareas les quatorze soldats qu'il avoit avec lui, & les disposer à se défendre; mais la vûe de ces deux petites armées les ayant effrayés, fil il fut lâchement abandonné de la plus grande partie, & contraint de fléchir sous les armes de deux ennemis si puissans. Il sit don's néanmoins une capitulation, telle qu'un homme déjà vaincu la pouvoit faire, & il obtint des Anglois qu'ils le feroient tranfporter par le plus court chemin, dans l'isle de la Martinique avec ses soldats, ses canons, les armes & tout le bagage des François; mais il fut blamé de n'avoir pas fait exprimer dans la capitulation, l'ordre que le Colonel Anglois avoit du Roi d'Angleterre, & de ne s'être pas fait tirer un coup

l'isle de Ste.

No. XLIII. Anglois à Sainte-Lucie.

Pièces des de mousquet avant que de rendre la place. Commissai- La capitulation ne fut exécutée qu'en partie; res François. car le Colonel Anglois se contenta de renvoyer le Gouverneur & ses soldats, & retint Invasion des le bagage, le canon & les ornemens de l'é.

glife. . . 1015 all inch zire

M. de Clermont envoya une barque à Sainte-Alucie, avec une lettre adressante au Colonel qui y commandoit, par laquelle il le fommoit de lui envoyer le canon & le bagage des François de cette isle, & le prioit en même temps, de lui faire favoir par quel ordre il avoit attaqué les François, & s'étoit emparé de cette terre & de son fort. Le Colonel qui craignoit avec raison que M. de Tracy ne lui vînt ruiner son établissement, comme il étoit en passe de le faire, fila doux, & non seulement il renvoya quelques canons & une partie du bagage, mais il déclara par écrit, qu'il s'étoit emparé de cette ifle par ordre du Roi d'Angleterre. Il retint néanmoins tous les ornemens de l'église, quelques armes & un canot.

Il y a quelque apparence que ce Colonel n'étant pas suffisamment guéri de la peur par cette imparfaite restitution, persuada au Milord Willougby de prevenir M.de Tracy par une lettre civile, afin de détourner l'orage dont sa tête & celles de ces injustes usurpateurs étoient menacées. La lettre du Milord ne m'est pas tombée entre les mains; mais voici la réponse que lui fit M. de Tracy, qui autorise affez ma pensée. Tome III, page 86.

Es suivantes.

La lettre de M. Tracy est insérée ci après, fous le numero suivant.

No. XLIV.

11 51

ILIV. Entres A si, du for Lucie, I bit des a

feur Bon mr de l'i pisyant é mabre de tort d iditatio. the que

it fieur G

nes à lu i, poudres m pieces d im, mo titolets ( Negres ! mans, h lames de M. le ior Bor

mae, e sdit, ( is fie toifiem

wec tou

e-quatr que, qu No. XLIV. CAPITULATION accor. l'isle de Ste. de par les Anglois au Commandant Fran- Ire, partie. çois, du fort de Chocq dans l'isle de Sainie-Lucie, le 23 juin 1664. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

ndre in

e qu'es ntenza e oldas, ta roenas

間は te alsi

prin

ko

eigh

e favori

ançois de in ir railin p

on killi

e fin, i quelas

de and

de le

e que o

eri deli

period

Mal

détoute

S DOES

leared

海山

M. de la Tone III

p index

Pièces iuftificatives fur

E fieur Bonnard des Roches, Gouverneur de l'isle de Sainte - Alouzie, expose qu'ayant été obligé par la suscitation d'un nombre de ses soldats, de rendre la place du fort de Chocq, il a demandé par ladite suscitation des soldats, une compofition telle que ci-après.

# ARTICLES.

Ledit fieur Gouverneur doit fortir armes & bagages à lui appartenans & de tous ses foldats, poudres, mêches, boulets, plomb à trois pièces de canon, trente paires d'armes à feu, moufquets, mousquetons, fufils, pistolets & autres armes portatives, valets, Nègres & autres domestiques à lui appartenans, hallebardes, brindestopes & autres armes défensives.

Obligé M. le Colonel de faire conduire ledit sieur Bonnard Gouverneur de ladite isle, avec toute fûreté dans l'isle de la Martinique, enfemble tout fon équipage ci-desfus dit, compris les soldats, dans un vaisseau salvable : ce qui a été arrêté entre lesdits sieurs Colonel & Bonnard, le vingt-troisième jour de juin mil six cent soixante-quatre, en présence des témoins soussignés, qui ont figné la présente avec ledit

01 S A

le cette a

ne me c

m Franç

requ'ils a

wanes d

z lai viei

ntellion d

nation qu

mont fur

me fit co

mandeur

m de vet

inensuit

the defo

ns l'avi

me aupr 1 teponte

M un pol ilii, que

te le peri

Manniqu

Emonce

mer tous

100CE.

in même.

mée par

4 quatre

s, affur

no vaisse

landus da

anoyer a

de no

a cal-de-

mient u

ledit fieur Colonel. Signé CHRISTOPHE CAR-Commissai- RON, BONNARD, MARGAN, JONES, J. CHRISres François. TOPHE BODDARD.

No. XLV. Lettre du ey au Lord Willougby.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des ef. faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil fieur de Tra- Sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépêt.

No. XLV. LETTRE de M. de Tracy, en réponse à celle du Lord Willoughy, Lieutenant général pour Sa Majesté Brittannique, dans l'Amérique méridionale, sur la descente des Anglois dans l'isle de Sainte-Lucie: du 24 août 1664. Histoire des Antilles, tome III, page 88 & suivantes.

### MONSIEUR,

JE vous suis tellement obligé de tant de courtoisse qu'il vous plast de me témoigner par votre lettre du 14 de ce mois, que je ne puis pas laisser passer le jour que je la reçois, fans vous rendre mille graces pour vos civilités, & vous supplier en même temps, d'être certain que je contribuerai de tout mon pouvoir pour maintenir la bonne correspondance entre les nations.

Je vous dirai pour vous donner des marques assurées de ma bonne intention, que dès l'instant que j'ai mis pied à terre à la Martinique, je m'informai de M. de Clermont, qui en est Gouverneur particulier, comme se passoient les affaires des isles.

Il me rendit compte de ce qui s'étoit palse à Sainte-Lucie par les Indiens, & se jui-

(L A)

ONE !

a de de

index:

Committee

de Mi

dala

their

donship

rente del ucie; in

林

nile go

ppliet s

ie contri

aintenir

ations

tifia de cette action avec tant de preuves, qu'il ne me devoit rester aucun soupçon ficatives sur qu'aucun François y eût part, m'ayant té-L'ifle de Ste. moigné qu'ils avoient sauvé la vie à quel- ire. partie. ques hommes & femmes des vôtres: mais comme j'ai vieilli dans les emplois, j'y ai fait profession de ne croire pas plûtôt ceux de ma nation que les autres. Je pressai M. de Clermont sur ce sujet, une seconde fois; alors il me fit connoître clairement que M. le Commandeur de Sales, pour qui j'ai beaucoup de vénération, certifieroit cette vérité.

Il m'affura enfuite que vous vous expliquates à Saint-Christophe, du dessein que vous aviez de faire descente à Sainte-Lucie, & que même vous l'aviez dit à l'Officier qu'il avoit envoyé auprès de vous à la Barbade: je lui fis réponse que je ne pouvois croire que ce fût votre intention, qu'étant en ce pays avec un pouvoir austi absolu que je l'ai du Roi, que si le vôtre est égal, comdes me je me le persuade, de la part de Sa Majesté Britannique, nous pouvions des la première semonce que vous m'en feriez, accommoder tous les différents par la voie la plus douce.

Dans ce même temps une barque Angloise sut amenée par quelques soldats de Saindent te-Lucie; quatre ou cinq hommes qui étoient dedans, affurerent qu'ils avolent cru y trouver vos vaisseaux à la rade, & vos soldats descendus dans l'isle; je ne laissai pas de les renvoyer avec civilité dans leur barque, & fix de notre nation qui étoient échoués au cul de-fac de la Martinique, qui

en emmenoient une autre.

(K 5)

Pièces Justi-

No. XLV. cy au Lord Willougby.

Depuis six jours, M. le Gouverneur de Commissai- Niève m'a écrit en faveur d'un de votre nares François. tion, fur lequel il y a quatre ans que les Sauvages avoient pris des Negres qui furent vendus par eux à un des Gouverneurs de seur de Tra- cette isle : j'ai fait rendre ce qui s'en est trouvé en vie, quoiqu'une espèce d'irrup. tion sur l'isle de Sainte-Lucie, & mille autres eussent pû former un prétexte de les retenir; mais la justice est ici rendue, par la miséricorde de Dieu, sans intérêt, & avec tant d'exactitude, que ces Gouverneurs ne font point exempts d'y subir, puisqu'ils font renvoyés en France pour rendre compte de leur conduite.

Vous voyez, Monsieur, avec quelle franchife j'agis avec vous pour la prémière fois; & pour la continuer, je ne vous célerai pas que je mandai à M. de Clermont de faire expliquer M, le Colonel qui demeure à Sainte-Lucie, de quelle part il s'étoit saisi de la maifon de M. du Parquet, & de l'isle: il fit réponse par écrit, que c'étoit par ordre &

pour Sa Majesté Britannique.

Je voudrois, Monsieur, n'avoir pointenvoyé cet écrit à M. Colbert Ministre d'état, puisqu'il paroît par votre lettre, que ce sont vos peuples qui ont fait descente dans cette iste SANS QUE VOUS LE LEUR AYEZ COM-MANDE; & comme l'Ambassadeur de Sa Majesté, qui est à Londres, sera ses inf. tances pour la restitution, je ne doute point qu'on ne vous mande de les châtier des audaces qu'ils ont eues d'entreprendre une affaire de cette conséquence, sans être appuyés de votre autorité: en ce cas, je vous offre en mon particulier ce qui dépend de moi.

wit 166

5 5 4 1

mis pû,

e rous en

inles avec

mais COII

da'ait do

le ce déta prel ord

e hillera

ne touch

dis mi

somero

8 dans 12

stat les

BIOUS AV

hion fur

n imples

unicipation

foods y I APRI

Emi a de

tioupcom

ttil proc

abonne

ne Picar

as l'em

THEU

l'aurois pû, en vertu de mon pouvoir, Pièces justidont je vous envoie la copie, ajuster toutes ficatives sur ces choses avec vous dans le commence. l'isle de Ste. ment; mais comme je ne doute pas que M. Lucie. Colbert n'ait donné connoissance à Sa Ma- are. partie, iefté de ce détail, j'ai les mains liées jusqu'à nouvel ordre. Stab Ansiert and 250 m

Goran

unke

tre and legres qui Govern

ce doil

elpen-

ie, ka

preterra

in in

ces Gm

folic, is

OUT TO

278512

r la princ

e vous di

Clermon

ui deses

s'étoit i

, å de la etok pr

ll.

n'arroi rt Mile

tre, qui

nte day BUR AN

mballada

res, E

je ne m es chite

brendet II

tre ett. je rost le ne laisserai pas de vous ouvrir mon cœur par amitié, & de vous dire que si l'affaire me touchoit en mon particulier, je sortirois les hommes de Sainte-Lucie, les canons & les munitions, fur la parole que je vous donnerois qu'il n'entreroit que fix hommes dans la maison de M. du Parquet, en attendant les volontés de leurs Majestés. Comme vous avez beaucoup de prudence & de mérite, je ne doute pas que vous ne fafsiez réflexion sur ce que je vous écris avec tant de fincérité, puisque vous y avez un notable intérêt en toute manière.

Si les peuples ont fait cette entreprise sans votre participation, ils vous ont manqué de refpett; si vous y avez consenti (DONT FE DOUTE APRE'S CE QUE VOUS ME'-CRIVEZ), il est fâcheux à une personne de qualité qui a de l'honneur, de se voir seulement foupconné de pouvoir être cause de quelque altération entre deux grands Rois qui font si proches: j'espère que vous recevrez en bonne part les fentimens d'un Gentilhomme Picard, qui a passé plusieurs années dans l'emploi, & qui fait profession

d'être de ce jour , seb alegand xus pullen

MONSIEUR, Votre très-humble affectionné ami & ferviteur, Tracy.

politi A la Guadeloupe, Mides I a billiovan 25 vie 68 24 août 1664.

No. XLVI.

to comme

liefte, gi

di cetti

mie con

millans

i i l'éta

Billes,

the ledit

leiquels

alles qu

Majesté

nomble

ECE COL

met a

la concé

i à proc apeuven

me, a 16

ks ifles

de Comp

u prix di

i stire les

my qui fo

stdmore

E ledit F

miles do

ilis étran 1000

Billes, d

That cab

siles.

METAN

the les silles o

Pize i

Myde S

Pièces des

No. XLVI. Extinction de la Compagnie des ifles de l' Amérique. 1664.

res François. No. XLVI. ARREST du Conseil d'état, qui ordonne que les intéressés en la Compagnie des isles de l'Amérique, rapporteront par-devant les personnes nommées au présent arrêt, leurs lettres de concession & contrat de vente des pays à eux concédés, & que ceux qui ont acquis des isles de ladite Compagnie rapporteront aussi leurs titres & contrats d'acquisition: du 17 avril 1664. Histoire des Antilles, tome III, page 40.

> I E Roi ayant été informé que le peu de progrès qu'ont fait les François dans les isles de l'Amérique, vient de ce que les intéressés en la Compagnie, à laquelle le seu Roi les avoit concédées par fes lettres du mois de mars 1642, au lieu de s'appliquer à les peupler d'habitans pour les cultiver & y établir un commerce confidérable, ainsi qu'ont fait les étrangers, se sont contentés, après en avoir joui quelques années, de les vendre à des particuliers, lesquels n'ayant pas affez de force pour y établir de puissantes colonies, & équiper un nombre fuffisant de vaisseaux pour y faire porter de France les choses dont les habitans d'icelles ont besoin, & rapporter en échange les marchandises qu'ils en tirent, ont donné lieu aux étrangers de s'emparer du commerce dudit pays, à l'exclusion des sujets de Sa Majesté; ce qui ne seroit pas arrivé si ladite Compagnie avoit gardé lesdites ifles, & travaillé à l'établissement dudit com-

do Oxi

interes. America

阿索

LEGTS &

Bette

LE COLL

3 - fair

TW

S; tou

né que la

Francia

quelous

iculies,

pour y's

empara

feroit pol

gard to concat but

merce, comme c'étoit l'intention de Sadi- Pièces justite Majesté, qui ne les leur avoit concé-ficatives sur dées qu'à cette fin, étant certain qu'une l'ille de ste Compagnie composée d'un nombre d'inté-Lucie. ressés puissans, travaillant au bien commun & à l'établissement général de toutes lesdites isles, peut bien plus avantageusement faire ledit commerce que des particuliers, lesquels ne s'appliquent qu'à faire valoir celles qui leur appartiennent : Ce que Sa Majesté ayant reconnu, & le préjudice notable que souffre l'E'tat par la perte de ce commerce, Sa Majesté, pour fe conformer aux intentions du feu Roi. lorsqu'il a concédé lesdites isles à la Come pagnie, & procurer à ses sujets l'avantage qu'ils en peuvent recevoir par le moyen du deca commerce, a résolu de tirer desdits particuliers les isles qui leur ont été vendues par ladite Compagnie, en les dédommageant du prix de leur acquisition, pour les mettre entre les mains d'une Compagnie puissante, qui soit en état d'armer & d'équiper nombre de vaisseaux pour envoyer habituer ledit pays, y porter toutes les marchandifes dont les habitans ont besoin. & que les étrangers tirent tous les ans du koyaume, & décharger fes sujets habitans payent par capitulation aux propriétaires desdites isles. Pour à quoi parvenir, Sa Majeste E'TANT EN SON CONSEIL , a ordonné que les intéressés en ladite Compagnie des isses de l'Amérique, rapporteront dans quinze jours, par-devant les fieurs d'Aligre, de Sève, Colbert Confeiller au Con-

Fièces des Conseil royal, Marin Intendant des finan-Commissair ces, & Colbert Maître des requêtes, que res François. Sa Majesté a commis pour cet effet, leurs

& Amérique. 2664.

lettres de concession & contrat de vente No. XLVI. qu'ils ont faits desdits pays à eux concéla Compagnie des; & que les fieurs Houel & Boifferet. propriétaires de l'isle de la Guadeloupe & Mariegalande, les héritiers du fieur du Parquet, propriétaires de l'isse de la Martinique & Sainte-Alouzie, & de Cerillac. propriétaire des illes de Grenade & Grenadines, & autres qui ont acquis des isles de ladite Compagnie, rapporteront pareille. ment leurs titres & contrats d'acquifition. avec l'état des habitans qui sont en chacune desdites isles, & des droits qu'ils lèvent fur eux, pour être fur ce pourvû ainsi qu'il appartiendra: à quoi la Dame de Champigni, comme tutrice des fieurs de Boifferet ses enfans, les tuteurs desdits du Parquet, qui ont lesdits titres & contrats par devers eux, & la Dame Houel & les dit sieur de Cerillac, qui sont présentement en cette ville de Paris, seront tenus de satisfaire dans ledit temps, du jour de la signification qui leur fera faite du présent arrêt. FAIT au Conseil d'état du Roi, Sa Majesté v étant, tenu à Paris, le dix-sept avril mil fix cent soixante-quatre, Signé DE LION. NE. Et plus bas est écrit:

Le 19 avril 1664, signifié & baillé pour copie, aux fins y contenues, à la Dame de Champigni, veuve du sieur Boisseret, tutrice de ses enfans, parlant au nommé en mon original, en son domicile à Paris, de ce qu'elle ait à satisfaire au contenu dudit arrêt

andant ( denant

atellent i apour fai nt passé

11 SA

les le 1

e caule d

ier ordinali

S OLIVIE

11664,

migne de

Lampie

m les Tra

is pieces j

Mr. XXX

hailles,

untement

# de Chan

mille; du les Antil

Martiniqu

the la Con

Gentilhon

A ferme

It fervice a honor ta Ma

DE SAINTE LUCIE. 159 arrêt dans le temps y porté, & n'en pré- Pièces justi tende cause d'ignorance. Fait par nous ficatives sur Huissier ordinaire du Roi en ses Conseils, l'iste de Sie. fouffigne OLIVIER, avec paraphe.

dame

et effe

Ontrat &

in el to

Gude

rs de l

ille de la

consideration of the contract of the contract

ats day ni feet

roit qu

CC 100

uoi h la

tuten z

titts la

ame Bu **fontpla** 

eroci en du jort

ite di pl

table

s, least

e, Signa

ift did

nues, 11

fieu dois

ant mon

mide i it

21 0000

lie partie.

No. XLVII. E'DIT du Roi, du 28 mai 1664, portant établissement d'une Compagnie des Indes occidentales.

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traités & Actes publics, qui tont partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, tom. 2. No. XXXVI, à la 3e. partie des preuves.

No. XLVIII. EXTRAIT de l'bistoire des Antilles, par le P. du Tertre, sur la nomination du sieur de Clodoré au gouvernement de la Martinique, & du sieur de Chambré, à l'Intendance de la même isle: du 11 octobre 1664. Histoire des Antilles, tome III, pages 155 8 157.

T A Martinique eut le bonheur d'avoir L pour premier Gouverneur de la part du Roi & de la Compagnie royale, M. de Clodoré Gentilhomme d'honneur, vaillant, intègre, ferme dans ses résolutions, doué d'un excellent esprit, vif, actif, & tel qu'il le faut pour faire un des braves de ce siècle. Il avoit passé vingt-cinq ou vingt-six ans dans le service, & plus de dix-huit dans les emplois honorables de Capitaine au régiment de la Marine, de Major dans Calais, Commandant en l'absence du Gouverneur & du Lieutenant - de - Roi, & de Gouverneur

Pièces des

No. XLIX. Vente de la Martinique & Sainte-Lucie, à la Compagnie des Indes occidentales, par le sieur d'Enneval. 1665.

dans la ville de Cardonne en Catalogne, Commissai- Il fut présenté au Roi par la Compagnie, & res François, en même temps agrée, & sa committion expédiée le onzième octobre 1664. . . . . . .

procur

lager, fie

Dermont,

a nobles

a langues

m du Pari

Gouvern

ine, fitu

Marie Bon

mion du

mt Joure

de Caude

lenée Tot

m des pr

em varie

a parens p

met derr

m nom,

HOBIS,

was, état

la l'anne

meiller

ne ordin

a Biband al ade par

Ces Messieurs choisirent aussi pour Intendant de leurs affaires, M. de Chambré homme d'honneur, tres-habile, & qui avoit toutes les belles qualités requises pour cet em-

No. XLIX. CONTRAT de vente faite par Alexandre d'Iel sieur d'Enneval, ès noms, à la Compagnie des Indes occidentales, des isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, appartenant à Jacques d'Iel sieur du Parquet : du 14 août 1665. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

A rous ceux qui ces présentes lettres ver-Bus, par ront: Pierre Séguier, Chevalier, Marquis de Saint-Brisson, Seigneur des Ruaux & de Saint-Firmin, des grand & petit Reney, l'E'tang-la-ville & autres lieux, Con-\*mélentes seiller du Roi en ses Conseils, Gentilhomme ordinaire de sa Chambre & Garde de la prevôté & vicomté de Paris; Salut. Savoir faisons que par-devant Jacques Rallu & Louis Baudry Notaires Garde-notes du Roi notre Sire en fon Châtelet de Paris, soussignés, fut présent en sa personne Alexandre d'Iel, E'cuyer, fieur d'Enneval, demeurant ordinairement à Caillerville, près Dieppe, étant de présent en cette ville de Paris, logé en la maison des deux Anges, rue du Roi de Sicile, paroisse de Saint Paul, au nom

DE SAINTE LUCIE. & comme procureur d'Adrien d'Iel son per rièces justire, E'cuyer, sieur de la Fosse, d'Enneval sicatives sur & de Clermont, tuteur honoraire & princi-l'Isle de Ste; pal des nobles enfans mineurs de défunt Lucie.
Messire Jacques d'Iel, vivant Chevalier, l'e. pa Seigneur du Parquet, propriétaire, Sénéand chal & Gouverneur pour le Roi de l'isse Martinique, fituée en l'Amérique, & de Dame Marie Bonnard son épouse, fondé de la procuration dudit sieur de la Fosse, passée par-devant Jourel, Tabellion royal en la vicomté de Caudebec, fon adjoint, le feptième jour de juin dernier; la grosse de laquelle, fignée Jourel, Gaudebout, & fcelle lée en parchemin, est demeurée attachée à pur la minute des présentes, après avoir été qui paraphée ne varietur, dudit fieur d'Enneval comparant, & des Notaires fouffignés; ledit sieur de la Fosse, audit nom, ayant pouvoir des parens paternels & maternels desfental dits mineurs, par leurs avis homologués par Com sentences du Châtelet de Paris, des 29 mai font aussi demeurées attachées à la minute des des les présentes, pour y avoir recours si les présentes, pour y avoir recours si les présentes presentes pour d'Enneval comparent rant audit nom, a vendu, cédé, quitté, transporté & délaissé, vend, cède, quitte,

transporte & délaisse par ces présentes, du tout à toûjours, à la Compagnie des Indes de occidentales, établie par édit du Roi du mois d'avril de l'année dernière 1664, ce acceptant pour elle, par Messire Louis Bechameil, Conseiller du Roi en ses Conseils, Secrétaire ordinaire de fon Conseil d'état, direction & finances de Sa Majesté; sieur Jacques Bibaud bourgeois de Paris; noble

(L)

Tom. I. 2de partie.

ISAI

Pièces des homme François Berthelot, Confeiller du pare Commissai- Roi, Commissaire des poudres salpêtres de ses la res François. France; Messire Pierre d'Alibert, Conseil.

Martinique & Sainte-Lucie, à la

ler du Roi, Trésorier de France en la gé- de Vente de la néralité de Montauban, & Messire Robert langue Houel, Chevalier de l'Ordre de Saint Jean sonne b de Jerusalem, Marquis de Sainte Marie, maune ci-devant Gouverneur & Lieutenant général support des Indes occi-pour le Roi ès isles de l'Amérique, Direc. # 10 dentales, par teurs généraux de ladite Compagnie. lations defo le sieur d'En- C'est à savoir, la seigneurie, fonds & pro. It la

neval. 1665. priété de ladite isle Martinique, & droits somb feigneuriaux confiftans en capitation fur les impelent habitans, & droits de poids acquis par le- munt au dit feu sieur du Parquet, par contrat passe misport par-devant Levasseur & Leroux Notaires Mix & audit Châtelet, le 27 septembre 1650, des sieurs en restou de Loynes & Berruyer, comme ayant pouvoir and audit de la Compagnie des isles de l'Amérique; mentat ledit contrat confirmé par lettres patentes de quan de Sa Majesté du mois d'août 1651, homolo- mane m gué par arrêt du Grand Confeil, du 26 sep- Mercier, C tembre audit an, ainsi que ledit feu sieur du mource Parquet & lesdits mineurs en ont joui, avec les at d'an forts, canons, armes, munitions, mailons a attendar meubles meublans, habitations, fucreries without, & ustenfiles servant auxdites sucreries, Ne- comme gres & bestiaux, & autres choses apparted this fi nant aufdits fieurs mineurs dans icelle, fans an leurs aucune chose réserver, ainsi que le tout se and ledit consiste & comporte présentement, que les seron dits fieurs Directeurs audit nom, ont ditaliant le bien favoir & connoître, pour être ladite in depol Compagnie, en possession de ladite isle, en dement exécution des arrêts du Conseil d'état du prix. Roi, des 26 avril, 8 mai, 6 juin & dernier, leide décembre 1664; à la réserve seulement des ma d'au DE SAINTE LUCIE. 163 dettes qui peuvent être dûes auxdits fieurs Pièces justimineurs dans ladite isle, desquelles ladite ficatives sur Compagnie promet de faciliter le payement l'isle de Ste. autant qu'il fera en fon pouvoir; pour, par Lucie. icelle Compagnie, disposer desdites choses vendues comme bon lui semblera, la subrogeant sans aucune garantie, sinon des empêchemens qui pourroient provenir de leur chef & fait, en tous les droits, noms, rai-fons & actions desdits fieurs mineurs, pour ile le regard de ladite isle de la Martinique, ale comme aussi pour le regard de l'iste de Sainte-Alouzie, de présent possédée par les Anglois, dim austi appartenant auxdits mineurs: ces vente. procession, transport, subrogation faites mo-Jem yennant le prix & somme de deux cens quanella rante mille livres tournois, francs deniers, audit fleur vendeur audit nom; fur laquelle fomme se la été présentement déposée & mise ès mains lens de Baudry, l'un des Notaires soussignés, la

offe, audit nom, ait trouvé occasion d'emloyer ladite fomme en acquisition de terre. profit desdits fieurs mineurs, par l'avis eldits fieurs leurs parens; à l'effet duquel mploi, après ledit avis des parens fait, lef-tis deniers feront fournis & délivrés, & ont en ce faifant, lesdits Sieurs Directeurs, &

fomme de trente mille livres, par Me. Nicolas le Mercier, Caissier général de ladite Compagnie pour ce présent, en espèces de ouis d'or & d'argent, & monnoie ayant

dit Baudry dépositaire, seront & demeuront valablement déchargés: & quant au irplus dudit prix, montant à deux cens dix ille livres, lesdits sieurs Directeurs proettent pour & au nom de ladite Compa-

(L 2) gnie,

Martinique & Sainte-Compagnie

Fièces des gnie, les bailler & payer, favoir moitié sans Commissai- dans six mois & l'autre moitié six mois a mi len res François près enfuivans : le tout prochain venant, del de fans aucun intérêt; pour être les deniers par Vente de la pareillement employés en fonds de terre ou autrement, au profit desdits mis mis feu neurs, pour le bien & utilité d'iceux, par sails Lucie, à la l'avis desdits sieurs leurs parens, sans que ment ladite Compagnie puisse demander aucune famorali des Indes occi- autre garantie pour le remplacement desdits mais que dentales, par le sieur d'En- deniers, ni retarder le payement d'iceux, minte neval. 1665, pour quelque cause que ce puisse être, fi. smicha tôt que par avis desdits sieurs parens, le las m prix desdites terres aura été arrêté avec les les em vendeurs d'icelles; & en outre, à la charge uni pant que ladite Compagnie jouira des droits feis in dela gneuriaux desdites isles , à commencer du la leront premier jour de juillet dernier, faifant moi- bie & a tié de la présente année : & à l'égard de sa l'autre moitié, revenant au profit desdits a ladite sieurs mineurs, déduction faite de la moitié apputes qui en doit être prise pour l'entretien du ment de Gouverneur & autres charges desdites illes, a feors fuivant les arrêts du Conseil, sera payée atrions préférablement à la moitié revenant à ladite um d'ac Compagnie; comme aussi jouiront lesdits mière fieurs mineurs, de tout le profit, revenu & fiant, aménagement desdites habitations, maisons a, fe si fucreries, Negres, bestiaux & autres meudiacoutic bles; dans lefquelles habitations ils pour la lie ( ront faire couper, lever & aprofiter tous les in fieurs petuns & cannes de fucre, maniocs, pata-las, le tes & autres marchandises, vivres & denrees qui font ou feront en existence & maturité Direction jusqu'au premier jour de novembre prochain, de ce & fe fervir pour la confection desdites mar eladin chandises, du travail des Nègres, bestiant licial & autres choses à ce nécessaires, auquel temps

DE SAINTE LUCIE. 165 temps lesdites sucreries, ustensiles, Nègres pièces justi-& bestiaux, seront remis ès mains de l'A-sicatives sur gent général de ladite Compagnie, ou de l'isle de Ste. celui qui aura commission d'elle, suivant l'in- Lucie. ventaire qui en a été fait sur les lieux, en Ire. partie. présence du sieur de Loubière, chargé des affaires desdits sieurs mineurs dans lesdites illes, sans être néanmoins tenus ni responsables de la mortalité, pertes, fuites & de tous autres accidens qui pourroient arriver, en les nourrissant & entretenant comme il faut : lesquelles marchandises & effets appartenans fan auxdits fieurs mineurs, ladite Compagnie promet leur embarquer dans les premiers vaisseaux qui partiront de ladite isse Martinique, fans délai, si-tôt que les gens ou tom commis en seront requis, en acquittant le fret ordinaire & autres charges & conditions ti nsitées dans les cargaifons desdits vaisseaux. Sera tenue ladite Compagnie, de tenir & entretenir toutes les concessions des terres, & pareillement de faire décharger & indemnifer lesdits sieurs mineurs de toutes les claufes & conditions auxquelles ils font obligés par le contrat d'acquifition desdites isles, envers la première Compagnie de l'Amérique; & en ce faisant, lesdits sieurs Directeurs, audit nom, se sont désistés & départis de l'effet & exécution desdits arrêts du Confell, que ladite Compagnie a obtenus contre lesdits sieurs du Parquet, pour raison desdites isles, desquels, pour leur regard, demeureront nuls & de nul effet; & ont lefdits sieurs Directeurs, audit nom, obligé à l'exécution de ce que dessus, tous les biens & effets de ladite Compagnie, présens & à venir, & spécialement & par privilège spé-

(L3)

faria

II SA

No XLIX. Vente de la Martinique Er Sainte-Compagnie

amploits o cial & primitif, lesdites isles Martinique & s, fignifica Commissai- Sainte Alouzie, & choses vendues, sans que acceffaires res François. les obligations générale, spéciale & privisomme f légiée, dérogent l'une à l'autre, & sans que ine, eldi pour le regard desdits mineurs, ni dudit ze de dem sieur d'Enneval audit nom, ladite Compadesdits de gnie puisse prétendre aucune garantie que eicelles pa Lucie, à la ce puisse être, sinon des empêchemens provenans de leur fait & chef, comme il est miles, de des indes occi- dit, ayant ledit sieur d'Enneval, pour toute that enco le sieur d'En-autre garantie, délivré & mis ès mains desment & neval. 1665. dits fieurs Directeurs, copie collationnée no prése par le fieur Vigneron Secrétaire du Roi, à ine de to l'original dudit contrat d'acquisition desdiså imme tes isles, lettres patentes & arrêt d'homolot de ladii gation devant datés, dont ils le déchargent; & promet ledit sieur d'Enneval, auditnom, en ont, fournir les originaux d'iceux à ladite Comilla jultio pagnie, dans quinze jours prochains, & à me ville, condition que le présent contrat sera homotoutes logué au Parlement de Paris avec M. le appart Procureur général dudit Parlement & lesparens desdits mineurs, aux frais de ladite nes à ces Compagnie, auquel effet lesdites parties feurs Di ont constitué leur Procureur Me. de la Barre, Procureur en ladite Cour de Par. Umpagni lement; & pour l'exécution des présentes lite cont & dépendances, lesdites parties, esdits al prév noms, ont élu leurs domiciles en cette vil- li legar le de Paris, savoir, ledit sieur d'Enneval, wit difar audit nom, en la maison où est demeurant laten Me. Michel Desponty, Procureur au Cha- Mit No telet de Paris, sise rue Saint-Martin, & les. Melet de dits fieurs Directeurs audit nom, au Bureau th lees de la direction générale de ladite Compagnie, al Pr sis au clottre & paroisse Saint Méderic, aux- mgthér quels lieux ils consentent esdits noms, que l'ent so

地

does in

tr, fi

eni, j

脑

ne gan ipêchese f , com

evel, m

nis is in opie ob rétain à l'acquita & arit i

nerd, a

w ith

rs prode connula Paris u Parlemail ux frais

et lellen

ureur bi dite Con ion de p

s paris

fier (

où et à

int-Mari

t 202, II

late On

aint Mee

e随節

tous exploits de commandemens, somma- Pièces justitions, fignifications & autres actes de jus-ficatives sur tice nécessaires qui y seront faits, soient va- l'isse de Ste. lables comme si faits étoient, parlant à leur Lucie. partie. personne, esdits noms, nonobstant changement de demeure, propriétaires ou locataires desdits domiciles élûs. Promirent en outre icelles parties, esdits noms, rendre par l'une d'icelles à l'autre, tous coûts, frais, mises, dépens, dommages & intérêts qui faits & encourus seroient, faute de l'entretenement & entière exécution du contenu en ces présentes, sous l'obligation & hypotèque de tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles, & effets desdits mineurs & de ladite Compagnie, que lesdits fieurs d'Enneval, sieurs Directeurs, esdits noms, en ont, pour & du tout esdits noms, foumis à la justice, jurisdiction & contrainte de cette ville, prevôté & vicomté de Paris, & à toutes autres justices & jurisdictions qu'il appartiendra, & où iceux trouvés seront; & renoncerent, en ce faisant, à toutes choses à ces présentes contraires, même lesdits fieurs Directeurs, audit nom, pour ladite Compagnie, à toutes lettres d'état, & autres à ce contraires, dont elle ne pourra se servir ni prévaloir pour quelque cause que ce soit, à l'égard desdits sieurs du Parquet. & au droit disant générale renonciation non valoir. En témoin de ce, nous, à la relation desdits Notaires soussignés, avons fait mettre le scel de ladite prevôté & vicomté de Paris, à ces présentes, qui furent faites à passées à Paris, audit Bureau de ladite direction générale de ladite Compagnie, l'an mil six cent soixante-cinq, le quatorzième (L 4)

Pièces des jour d'août après midi, & ont signé la mi-Commissai- nute des présentes, demeurée vers & en la res François, possession dudit Baudry Notaire.

No. L. Abandon de Sainte-Lucie par les Anglois. 1666.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépât.

No. L. EXTRAIT de l'bistoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'abandon de Sainte Lucie par les Anglois, le 6 janvier 1666. Tome III, pages 243 & 244.

CIx députés du Gouverneur & des habi-O tans de l'isse de Sainte-Lucie, arrivé. rent dans un bateau à la Martinique, & déclarerent de leur part, en présence de Mesfieurs de Clodoré, de Chambré & du Conseil fouverain, qu'ils s'étoient emparés de cette isle ne leur croyant faire aucun tort; mais que Dieu leur avoit fait connoître qu'ils avoient usurpé le bien d'autrui, par les châtimens qu'il leur avoit fait ressentir, qui étoient tels que le flux de sang, la famine, les guerres & les incursions continuelles des Sauvages, les avoient réduits de quinze cens à quatre-vingt-neuf, & supplioient très-humblement ces Messieurs, de vouloir reprendre cette isle & tout ce qui leur appartenoit, & leur donner des barques pour les transporter dans une autre terre.

Nos Messieurs se disposoient pour aller reprendre cette isle, lorsque le sieur Robert Cooke, qui en étoit Gouverneur, ayant

orique ef

Millougby

s à néano

nere lui fa

u avec le

me déser

impition

n de cette

les d

7 1666, le

rion, & al

waroient

k munitio milite, J

mile au A

molés....

i, de l'

mi, entr

m & de

Winte 16

metrang

WHUI 20

in de Vi

n Noffeig

a présen

font co

mas Sm

Hamlet

Ten Ro

ETSÉE

TOPA:

**西部** 

oire

dre, in

Luip

1666,1

irth

Luck, I

rtinique, élence à bré di tr

ire aut

fit to

n d'atti

de farç, neurfica

recû quelque espérance de secours de Mi- Pièces justilord Willougby, envoya defavouer ses dé ficatives lux putés; & néanmoins quelques jours après, l'ifie de Ste. a misère lui faisant perdre patience, il se Ire. partie. résolut avec le pitoyable reste de sa colonie, à une désertion autant honteuse, que son usurpation avoit été injuste: car un Forban de cette nation, qui avoit besoin de soldats, les débaucha; & le sixième de janvier 1666, le Gouverneur fit mettre le feu au fort, & abandonna l'isle à ceux qui s'en voudroient emparer. Cependant une barque du Milord Willougby chargée de vivies, de munitions & de tout ce qui leur étoit nécessaire, y arriva deux jours après, qui n'ayant trouvé que la cage, fut porter la nouvelle au Milord que les oiseaux s'étoient envolés....

No. LI. ACTE de restitution par les Anglois, de l'isse de Sainte-Lucie aux François, entre les mains des sieurs de Clodoré & de Chambré, en date du 20 Octobre 1665. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

AUJOURD'HUI 20 octobre 1665, par-devant Adrien de Villiers Notaire, commis & etabli par Nosseigneurs des Indes occidentales, en présence des témoins ci-après nommes, font comparus Guillaume Highway, Thomas Smith, Hugues Britain, Jean Harris, Hamlet Lee & Edouard Clarck, Anglois de nation, envoyés & députés de la part du sieur Robert Cooke, Gouverneur (L 5) (COOL)

de Sainte-Alouzie, & de tous les habitans Commissai- de la nation Angloise; les dessus nommés, res François. interprétés par Morgan Fergusson & son fils, aussi Anglois de nation, & parlant &

No. LI. entendant les langues Françoise & Angloise, restitution de lesquels ont promis rapporter fidèlement ce Sainte-Lucie qui leur fera déclaré par lefdits Guillaume parles An- Highway, Thomas Smith, Hugues Britain, glois. 1665. Jean Harris, Hamlet Lee, E'douard Clarck; favoir est qu'ils s'obligent de faire avoir agréable le présent acte, & déclarent à M. de Clodoré, Chef & Président du Conseil souverain, établi par Sa Majesté en cette isle de Martinique, & son Gouverneur en icelle & forts en dépendans, sous l'autorité de is gens Nosseigneurs de la Compagnie des Indes ocmie; requ cidentales, & à Mre. Anne de Chambré, Conseiller du Roi en ses Conseils, & Agent général de ladite Compagnie, représentant lesdits Seigneurs présentement seigneurs en propriété de l'iste de Sainte Alouzie, par édit de concession de Sa Majesté, du mois de mai 1664, qu'ils s'étoient faisis & emparés de ladite isle sur les François, l'année dernière, ne leur croyant faire aucun tort; mais qu'ils reconnoissent leur faute par le châtiment que Dieu leur a fait ressentir, parce qu'ils ont appris de bonne part, avoir usurpé le bien d'autrui, & qu'ils supplient in-1tamment mesdits sieurs de Clodoré & de Chambré, de reprendre pour nosdits Seigneurs de la Compagnie des Indes occidentales, la possession de ladite isle & des forts étant en icelle, avec les canons & armes qu'ils y ont trouves, appartenans aux François lorsqu'ils s'en sont saisis, & de les

liner de la telle, que me contin mies, les white ille mils y fe if qu'ils fo lofnommé ille, forts neurs de la nies de la front en the & de ik préfent

DES

it des bar telles illes propos de payer a rendre le leur a le déclarati Babway, lean Har t, ont re leurs de noldits S is Indes it leur :

Villiers requis, Smith Helaré ne iquis fuiv MITH, D

les in la partir de la partir dela partir de la partir de la partir de la partir de la partir dela partir de la partir de la partir de la partir de la partir dela partir de la partir de la partir de la partir de la partir dela partir del partir del partir del partir dela partir del partir

efté exc

ous l'un

nie dal

ne de li

onfeit,

nie, m

nent jap Alausi

efte, tr

fails !

ois, la e aocus

faute pa

i relici

part, 1

i'lls for

le Clous

pour m e des la

ladite il

la cas

, 中間

前

délivrer de la misère qu'ils souffrent, qui pièces justiest telle, que le flux de sang, la famine & la ficatives sur guerre continuelle que leur ont faite les l'isle de ste. Caraïbes, les a réduits, depuis qu'ils sont Lucie. en ladite isle, de quinze cens qu'ils étoient Ire. partie. lorfqu'ils y font arrivés, à quatre-vingtneuf qu'ils sont présentement; s'obligeant les susnommés, incessamment remettre ladite isle, forts & canons & armes à nosdits Seigneurs de la Compagnie des Indes occidentales de ladite isle, ès mains de ceux qui seront envoyés par lesdits sieurs de Clodoré & de Chambré, & de faire ratifier le présent acte audit sieur Cooke & à tous les gens de guerre & habitans étant en icelle; requérant les susnommés, lesdits sieurs de Clodoré & de Chambré, de leur prêter des barques pour les transporter dans telles isles des Antilles qu'ils trouveront à propos pour s'y habituer, promettant de payer le fret desdites barques, & de les rendre & restituer au même état qu'elles leur auront été confiées; de laquelle déclaration, les fusnommés Guillaume Highway, Thomas Smith, Hugues Britain, Jean Harris, Hamlet Lee & Edouard Clarck, ont requis acte pour délivrer auxdits sieurs de Clodoré & de Chambré, pour nosdits Seigneurs de ladite Compagnie des Indes occidentales; ce que moidit Notaire leur ai accordé, en présence de Jean Villiers & Guillaume du Buisson témoins requis, qui ont figné avec ledit Thomas Smith, & non les desfus dits, qui ont déclaré ne favoir écrire ni figner, de ce enquis suivant l'ordonnance. Signé THO-MAS SMITH, DUBUISSON Prêtre, VILLIERS;

La Erance

& les autres ont fait leurs marques ordi-Pièces des naires, pour ne savoir signer. Commissai-

res François. Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars No. LII. mil sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépêt.

Déclaration de guerre de la France, contre & Angleterre. 1666.

No. LII. DE'CLARATION de guerre par la France, contre l'Angleterre, le 26 janvier 1666; & celle de l'Angleterre contre la France, le 9 février de la même année. Histoire des Antilles, tome IV, pages 17, 18, 19 & 20.

Déclaration de guerre contre l'Angleterre.

#### DEPARLEROI.

SA MAJESTE' ayant eu avis qu'il se formoit quelque mésintelligence entre l'Angleterre & la Hollande, auroit donné ordre à fes Ambassadeurs ordinaires, de pasfer tous les offices nécessaires en son nom, pour essayer d'étouffer cette division en sa naissance: & ayant appris avec déplaisir, a qui po que les choses s'étoient aigries jusqu'au point d'en venir à des actes d'hostilités, Sa Majesté auroit envoyé vers le Roi de la Grande-Bretagne, des Ambassadeurs extraordinaires, pour tenter par de nouveaux offices, d'en arrêter le cours, & composer ces différents par quelque accommodement: mais la médiation n'ayant pas eu l'effet qu'Elle s'en étoit promis, les sieurs les Etats généraux des Provinces unies des Paysbas ont continué avec empressement leurs instances auprès de Sa Majesté, d'exécuter le traité de ligue défensive qu'Elle a conclu

18 8 R Elle le Majefté mala parc as lefquels Sollande ét and aucul

the a deci mede (a m ace dudit a les E tat Mois, t

m pour ridend d'a ातंद दे वे tevo ins, paffer

Te, ou pa 1 déclarés Mà qui o Mande ier le a, Grand sheral d

Royaum meurs i Mefté e story de ap, Cap

DE SAINTE LUCIE. 173 avec Elle le dix-septième avril 1666. Et Pièces justi-Sa Majesté se trouvant obligée de satis-ficatives sur faire à sa parole royale, & aux engagemens l'isse de ste. dans lesquels Elle est entrée par un traité Lucie. folennel, dans un temps que l'Angleterre & Ire. partie. la Hollande étoient en bonne correspondance, sans aucune apparence de rupture, Sa Majesté a déclaré & déclare par la préfente fignée de sa main, avoir arrêté & résolu de secourir lesdits sieurs E'tats-généraux des Provinces-unies des Pays-bas, en conféquence dudit traité de ligue défensive, & de joindre toutes ses forces à celles desdits fieurs les E'tats généraux, pour agir contre les Anglois, tant par mer que par terre. Enjoint pour cet effet, très-expressément Sa Majesté à tous ses sujets, vassaux & serviteurs, de coure sus auxdits Anglois, & leur défend d'avoir ci-après avec eux aucune communication ni intelligence, à peine de la vie: & à cette fin, Sa Majesté a dèsà-présent révoqué & révoque toutes permissions, passeports, sauve-gardes ou saufconduits qui pourroient avoir été accordés par Elle, ou par fes Lieutenans généraux & autres Officiers, contraires à la présente, & les a déclarés nuls & de nulle valeur; & défend à qui que ce soit, d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Duc de Beaufort, Pair de France, Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de ce Royaume, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans généraux pour Sa Majesté en ses provinces & armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Mestres. de-Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de

alien)

验证

ingle

min del

Wat

Inglein de dela deshi deshi

, 1981

elha

ROI

gencem

uroit du

dinais,

irs of

avec &

aignis i

ven k

l mbalas

par, de si

irs, da

1000mand nt para les feat

nprefere ajete, to

de guerre de I Angleterre contre La France. 1666.

Pièces des de ses gens de guerre, tant de cheval que Commissai- de pied, François, L'trangers & tous autres res François. ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la présente ils fassent exécuter. No. LII. chacun à fon égard, dans l'étendue de leurs provinces & jurisdictions: Car telle est la volonté du Roi, &c. FAIT à Saint Germainen-Laye, le vingt-sixième janvier mil six cent foixante-fix. Signé LOUIS. Et plus bas, LE TELLIER.

> Déclaration de guerre par le Roid'Angleterre, contre la France.

# CHARLES, ROL

TTENDU que le Roi des François prétendant l'exécution d'une ligue défenfive avec les E'tats-généraux des provincesunies, & pour laquelle il nous attribue d'être les aggresseurs, & de vouloir usurper leurs biens & domaines, le contraire de quoi est notoire à tout le monde, a déclaré le vingt-sixième janvier dernier, la guerre contre nos sujets, se faisant ainsi lui-même l'aggresseur, & a, par ces moyens, rendu la paix avec lesdits E'tats, que nous avons toûjours defirée, plus difficile. Pour la continuation d'icelle paix, l'Ambassadeur du Roi des François, n'ayant jamais offert aucune fatisfaction pour des injures faites à nos fujets par le passé, ni un bon règlement pour le commerce à venir; nous repofant sur l'aide & l'assistance de Dieu Toutpuissant, & sur la justice de notre cause, & étant affuré de la valeur & affection de nos fujets en la défense susdite, avons jugé à propos de déclarer, comme nous failons par

II SA is préfen ner au Roi idement to forces niotien & mi pour co ment bien min & C ik, Génér

mi & de f us actes perre, co in & f ns fujets, aut dites. ment, & fi mon avec to, except Cta, VOL

E Et à car a Roi des menux d the retiren ms & dor M Ceux, un, qui ( 1 aous , is ennem

monnes

Spersonn E toutes Ece foit

del

tosa

quity

it ethe

due de la

in Ga

avier a

S. Din

le Roid France

ROL

Fracti

ne ligui

despin

US SUDDE

par ces présentes, que nous nous voulons Pièces justiopposer au Roi des François, & vigoureuse ficatives sur ment poursuivre cette guerre, laquelle il a l'isle de Sie. si injustement commencée, avec nos plus Lucie. grandes forces par mer & par terre, pour Ire. partie. le maintien & défense de nos sujets: enjoignant pour cela, à notre très-cher & entièrement bien amé frère, notre Grand-Amiral, & à notre bien fidèle & entièrement amé cousin & Conseiller, George Duc d'Albermale, Général de nos forces par terre, pour opposer à toutes attaques du Roi des François & de ses sujets, de faire & exécuter tous actes d'hostilité à la poursuite de cette guerre, contre le Roi des François, ses vassaux & sujets; voulant & requérant tous nos sujets, de remarquer les choses ci-devant dites, auxquels nous défendons absolument, & sous peine de mort, dorénavant tenir aucunes correspondances ou communication avec ledit Roi des François, ou nix, le se sujets, excepté ceux qui sont en nécessité pour cela, voulant retirer & transporter leurs personnes & tous leurs bien hors de France. Et à cause que plusieurs personnes fujets du Roi des François, comme aussi des Etats-généraux des Provinces-unies, demeu-Amin rent & se retirent dans notre Royaume, nous déclarons & donnons notre parole royale, inus que tous ceux, foit Flamands ou François de nation, qui se comporteront loyalement envers nous, fans avoir correspondance avec nos ennemis, feront confervés libres de leurs personnes & tous leurs biens, & libres de toutes molestations & troubles en quoi que ce foit. Et de plus, déclarons que s'il y a quelqu'un des François ou des Pays-

contre la

Pièces des bas, soit par l'affection qu'ils pourroient a-Commissai- voir pour nous ou pour notre gouverneres François, ment, ou à cause de quelque oppression No. LII. qu'ils rencontrent chez eux, viendront dans Déclaration nos Royaumes, feront par nous protégés de guerre de en leur personne & tous leurs biens, spécia-P Angleterre lement ceux qui seront de la religion réformée; l'intérêt desquels sera par nous plus France. 1666. particulièrement en recommandation. Don-NE' en notre Cour de Whitehall, le neuvième février, en la dix-septième année de notre règne, mil fix cent soixante-fix.

> No. LIII. TRAITE' de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Breda, le 21-31 juillet 1667.

> Nota. Ce Traité se trouve au Corps diplomatique, tome VII, part. 1, page 41.

La copie qui a été produite, est imprimée parmi les Traites & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, tom. 2. No. IV. pag. 29.

No. LIV. E'DIT du Roi du mois de décembre 1674, qui réunit au domaine de la Couronne les concessions de la Compagnie des Indes occidentales.

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traites & Actes publics, concernant l'Acadie, tom. 2. No. XL, de la 3e. partie des preuves.

No. LV. LETTRE du sieur Temple, Capitaine du navire Anglois la Marie-Rose, à M. de Blenac, sur la

pente qu' four le n qui y n ofte de

ONSI Gagernetal i per ordi

moné de E. coma ele Roi d ere, & e Amment 1

un de la é pulieurs tene un ne and point INUS VOIE

hi fait pai

ine (200) pard my menty (in t fait co de cett

nine for to bois a a L 2de p

descente qu'il a faite à Sainte-Lucie, Pièces juffe & pour le prier de rappeler les Fran-ficatives sur çois qui y jont établis, & de leur dé-lucie. fendre d'y couper du bois & d'y faire au- Ire. parties cun acte de propriété: du 30 juillet 1686. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

#### MONSIEUR,

DOTTO

ie omi

endine dous par biens, le religion i par nor ndation tehall, li ième un xants is

pais a

fail

Coops &

el inn

étanis a

41.

TE Gouverneur de la Barbade m'a envoye Lici par ordre du Roi d'Angleterre, qui m'a ordonné de réclamer cette isle Sainte-Alouzie, comme l'ancien droit de mon maître le Roi d'Angleterre; & à cette fin, suivant les instructions qui m'ont été données par le Gouverneur de la Barbade, j'ai été à terre, & en ai donné avis aux sujets du Roi de France, & leur ai donné ordre d'incessamment partir d'ici avec tout ce qui leur appartenoit : c'est ce que quelques-uns quin leur appartenoit: c'est ce que quelques-uns à bord d'une barque Françoife, venue depuis peu de la Martinique: mais ayant trouvé plusieurs des sujets du Roi de France, même un nombre considérable, qui ne vouloient point se rendre comme les autres ont fait, mais s'enfuyent dans les bois lorfqu'ils nous voient; ainsi je suis obligé de vous faire favoir qu'il faudroit envoyer un havire ou barque pour les emporter d'ici paisiblement, smon je serai obligé d'user par voie de fait contre eux, ayant ordre de chasser de cette isle Sainte Alouzie, tous ceux qui ne sont sujets à mon maître le Roi d'Angleterre. J'ai aussi trouvé sur l'iste beauonp de bois appartenant au Roi d'Angle-Tom. I. 2de partie. (M)

Pièces des terre, & prêt d'être emporté par quelques. Commissai- uns des habitans de la Martinique, lequel res François. il ne faut pas que je permette à qui que ce foit d'enlever, qu'aux sujets du Roi d'Angleterre; ainsi je vous prie que dorénavant seur Temple, vous fassiez défense aux sujets du Roi de su Comte de France qui sont sous votre gouvernement.

Blenac. 1686. de couper ni jeter par terre aucunement du bois de cette isle, ni de semer ni cueillir. pêcher ni chasser dedans ou à l'entour de cette isle, s'ils ne veulent reconnoître que cette isle appartient à mon maître le Roi d'Angleterre; & à cette fin, de recevoir leur commission & permission de ce faire, du Gouverneur de la Barbade, qui est le Lieutenant de Roi dans ces quartiers ici.

le suis, Monsieur, votre très-humble & très obéissant serviteur. Signé J. TEMPLE.

A Sainte Alouzie, le 30 juillet 1686, à bord du navire la Marie-Rose, appartenant à Sa Majesté de la Grande Bretagne.

Pour avoir été traduit d'Anglois en François, par une personne entendant très-bien la langue, qui nous a affuré l'avoir fidèle. ment fait; & l'original nous demeure pour l'envoyer au Roi quand il lui plaira. Fair au Fort Royal de la Martinique, le 7 septembre 1686.

Signé BLENAC.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt un mars mil sept went cinquante-un.

Signe P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LVI. DE'CLARATIONS faites au greffe de la Martinique, des dom-- sur on I ade parties

ger que i mois qui mit; du

II SAI

This arriv legloiles, ms, tam

> 151E. nu de ter gois crier telez à no Emil; ce HOUVET,

MI avec 8 z, qui lui but mo int led

moler fur wil fit armes i fut ex

mi est, d que l' 4 qu'il Thabitu May, &

mages que les Anglois ont faits aux pièces juffi-François qui étoient babitués à Saint-ficatives sur Alouzie: du 27 août 1686. Tiré du l'îse de ste. dépôt des affaires étrangères. Ite. partie.

ets de la gouvern procuess met nice LEs nommés Jacques Lecurieux, Olivier Pellet, Jacques le Breton & Pierre Bonnard, ont déposé, savoir ledit Pellet;

Que le cinquième août étant sur le Grosiset, il vit arriver une barque & trois cha loupes Angloifes, dans lesquelles il y avoit bien cent vingt hommes qui mirent à terre, tous armés, tambour battant, avec trois trompettes & un drapeau où étoient les armes d'Angleterre.

Que peu de temps après, il entendit lefdits Anglois crier, Messieurs les François, venez, venez à nous, nous ne vous voulons point de mal; ce qui affura ledit Pellet qui

vint les trouver.

問題

de Mil

ut doct

Qu'étant avec eux, il fut interrogé par l'Officier, qui lui demanda le temps qu'il étoit à Sainte-Alouzie; il lui répondit qu'il y avoit huit mois, & qu'il venoit de la

Martinique.

Qu'aussi tôt ledit Officier sit prendre les armes du Roi d'Angleterre, taillées en bois, å les fit poser sur le lieu, appuyées sur trois roseaux qu'il sit planter en terre; devant lesquelles armes il fit lire un papier en Ansubglois, qui fut expliqué en François audit Pellet, qui est, que le Roi d'Angleterre rétendoit que l'isle Sainte-Alouzie lui appartenoit, qu'il ne vouloit pas qu'aucuns Prançois y habituassent & qu'ils y fissent au-nus travaux, & qu'ils eussent à en sortir ing ou plus tôt.

(M 2)

BISAL

स्ता, है

ns do Ro

entaite ils

Chocq, C

th mirent

with degr.

a prirent

eas de feu

a baril de

me, cent

wites uffe

manés I

mad Mul

le chalc

bitaine d'

terre,

Que lesdits Anglois écriroient au sieur de des Commif-Blenac, que s'il n'y vouloit consentir, ils faires Fran- lui répondroient à grands coups de canon. Oue fur les quatre heures après midi, ils

causés aux bitans de Sainte-Lacie, par des # lois. 1686.

passerent à la grande terre, & furent mouil-Dommages ier dans la grande anse du Gros-islet, ou & tant descendus, marcherent en ordre, quatre François ha- à quatre de front, à l'ajoupa dudit Lecurieux, proche duquel ils attacherent les armes d'Angleterre à deux-arbres, & y lûrent vaisseaux An. derechef le même écrit.

Qu'ensuite ils leur dirent de faire rassembler leurs gens, & qu'ils ne vouloient pas leur faire de mal; mais qu'il falloit s'embar. quer pour la Martinique, le Roi d'Angle. terre ne voulant pas fouffrir habituer aucun

François dans ladite ifle.

Qu'avant de s'embarquer, ils mirent le s armés, fers aux ajoupas & à ceux qui étoient au Choca. ou après & arracberent les croix qu'ils trouverent plans 1 obligea 1 tées, les brûlèrent & jetèrent dans la mer.

Que lesdits Anglois leur ont pris un Mult. 1 th fe 1 tre, une cave de neuf flacons, un moufque le lu fir ton, une ligne de varre avec les clous, un quart à l'eau ferré, un pavillon, deux gra-latts ! pins, un fusil, mille cent cinquante fix effentes la raie qu'és ont bralées.

Qu'ils étoient venus pour voir si ce qu'on let pen avoit dit au Roi d'Angleterre étoit vrai, qui la ma est, qu'il y avoit plus de cinq cens familles mont dans ladite ifle, avec des sucreries, & mils whi envoyeroient des personnes pour l'babituer. lassite

Les nommés Méri Moreau, Rolland le floid top & François l'E'pine, ont déposé, savoir la cela ledit Moreau, qu'étant à l'ifle du Chocq, il luts du aperçut un navire Anglois mouillé fous le l'imili vent du Gros-islet, où lesdits Anglois de la la

barquèrent, & arborèrent deux pavillons pièces justi-

des armes du Roi d'Angleterre. ficatives fur

Qu'ensuite ils furent mouiller devant l'an. l'ifie de sre. fe du Chocq, où après avoir planté les ar-Lucie. mes du Roi d'Angleterre, ils s'en retour. Ire. partie. Grand verent & mirent le feu à tous les ajoupas qui com étoient audit degra.

ome (m) Ou'ils prirent audit Moreau pour cent cinmide quante écus de feuilles de caret, plusieurs plan-de farine, cent pièces de volaille, ses har-

net des & autres ustensiles.

Les nommés Pierre Chennevert, & Pierte Morand Mulatre, ayant dit aux matelots d'une chaloupe Angloise, d'avertir leur Capitaine d'envoyer trois hommes fans armes à terre, pour parler aux François qui y étoient; ils firent débarquer huit hommes armés, & une grande chaloupe qui venoit après avec quarante hommes; ce qui obligea ledit Moreau & les autres François de se retirer & en même temps 1008, destits Anglois firent plusieurs décharges sur aver he ente.

Que lesdits Anglois firent descente à l'anse, à la raie où étoit son degra & ses ajoupas, auxquels ils demanderent qui lui avoit donné permission de détruire les bois our voir du Roi leur maître; il leur dit qu'il avoit derre em doux permissions des sieurs de Blenac & de Chambly; its lui prirent lefdites deux permifsions, & ensuite lui demanderent s'il vouloit servir le Roi d'Angleterre; ce qu'il refusa.

Qu'après cela ils lui dirent, fors de ta cale, & mets dehors tout ce qui y est, afin que nous ta brulions; ce qu'ils firent.

Qu'il a laissé tous ses outils, qui peu- $(M_3)$ 

No. LVI. Dommages eaules aux bitans de Sainte-Lucie , par des va: Traux Avglois.

1686.

Pièces des vent bien monter à dix mille livres de su-Wils ont pi Commissai- cre, fans y comprendre cinq fusils, deux it de los res François. barrils de viande, deux canots qui valent a me li cinq cens livres de sucre.

Que lesdits Anglois ont pris audit l'E'- wont in pine une tortue, & lui ont donné ordre minute François ha-d'aller le long de la côte prendre les Frant de bit çois, & les porter à la Martinique.

Les nommés Christophle Autier, Michel Manne ! Gay Mulatres, & Jacques Guerand, ont bos lui déposé, savoir ledit Autier, qu'étant au desso cul-de fac, il aperçut deux chaloupes An- devia gloifes qui chargeoient du bois appartenant st bois à Mathurin Contant, & lorsqu'ils aperçurent muie ledit depofant, ils firent une decharge de tren- jumes te coups de mousquets. m depoie

Qu'étant à leur bord, ils lui demandèrent s'il vouloit servir le Roi d'Angleterre, qu'ils lui donneroient une concession pour demeurer dans ladite isle; ce qu'il refusa.

Ou'il doit venir trois autres navires An- Miging glois, qui feront plus de mal aux François qu'eux.

Que ledit Autier & Rodrigue ont été trois aut far an itrange jours prisonniers à bord dudit navire Anglois, ment cent sans presque avoir eu à manger.

Que pendant ce temps, les Anglois furent al LEDI à son degra, où ils mirent le feu dans son njoupa, dans lequel il y avoit deux folles, trente pots d'huile, deux barrils de tortue salée, cinquante-cinq de caret, un lit de co. MB ton, ses hardes, un fusil & une autre folle for la oui étoit à la mer.

Qu'ils ont brûle audit Michel Gay, son Il Sain ajoupa, & pris fix barrils vuides, un barril juite de boeuf, un barril de farine, une scie de long int

& un canot,

Ou'ils

the d'aco

wis, un

the livres.

IVII. I

univite |

Ou'ils ont pris au nommé la Montagne, Pièces justiune scie de long, huit haches, un fusil, ses ficatives sur hardes, une lime, un tourne-à-gauche, trois l'ise de Ste. planches d'acoquois.

Qu'ils ont brûle audit Guerand, son ajouda. Ire. partie. E ont pris toutes ses bardes & ustensiles, avec quantité de bois qu'ils ont embarque dans leur

REL

lle im

ing this

ibots qu

t pis u

out don

prendre la Tartinique

e hun

is Com

let, nit

n clim

u bis a

or still

e dicint

klida

Angleen

effice por

ildi

autres du

ma 18

drigue or 前鄉

anger. les ànge

雅相 aroit

z banki

caret, III

**人**國星

PER I

e, me ice

Le nommé Deschamps a déposé que lesdits Anglois lui ont pris un canot, un coffre, plufieurs outils, dix-huit cens livres. un barril de viande, une tortue, quinze cens pièces de bois estimées dix mille livres de fucre, quatre cens cinquante pierres, &c.

Les nommés Contant, Labbé & Dumonas, ont déposé que lesdits Anglois leur ont pris cent quarante-cinq planches, cent vingt chevrons, fix haches, douze ferpes, deux grandes cannes, un coffre, une cave de quinze flacons, un harpon, une chaudière, & ont brûle l'ajoupa, & pris une doloire valant deux cens livres.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des af-faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LVII. MEMOIRE des sieurs de Blenac & du Maits, à M. de Seignelay, pour lui demander de leur prescrire la conduite qu'ils doivent tenir par rapport à Sainte-Lucie, & à la descente qui y a été faite & pourroit y être réitérée par les Anglois: du 6 septembre (M4)1686.

Pièces des Commissaires François.

No. LVII.
Lettre des
Gouverneur
& Intendant
de la Martinique sur
Sainte-Lucie. 1686.

184 ME'MOIRES SUR L'ISLE 1686. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

MON sentiment est que l'on ne peut pas douter de celui du Gouverneur de la Barbade, puisque les Anglois ont chassé les François de Sainte-Alouzie, comme il paroit par la capitulation faite lors de la réduction du fort que M. du Parquet y avoit fait construire.

La lettre qu'il écrivit à M. de Saint-Laurent, dans le temps que j'étois en France, le dit fort nettement, & celle du Capitaine Anglois ne laisse nul doute que la chose ne foit, après ce que le Gouverneur de la Barbade a écrit à M. de Saint-Laurent, & si on y envoyoit, on n'auroit autre réponse que celle des deux lettres.

Quelle apparence d'y envoyer! le Capitaine que ce Gouverneur a envoyé pour cette exécution, ne me l'écrit que par hasard; & ce Gouverneur fait exécuter la chose sans m'en rien faire sayoir, quoiqu'informé par M. de Saint-Laurent, des prétentions du Roi, & que cette isle est à lui.

Je pense qu'il ne va qu'à savoir ce qu'on a à faire, s'ils y reviennent pour s'y établir; car en passant, personne ne le peut prévoir, non pas même, s'il y avoit des vaisseaux de guerre ici; ou si on doit continuer l'arrêté qui a été fait, & le fortisser s'il en est bessoin; on avoit resolu de les en chasser, l'affaire ne s'engage pas plus dans la suite qu'elle auroit fait, si ce Capitaine y eût fait un établissement.

Et quant aux suites qui pourroient arriver

par

23 SA

mi qu'on

tit ladell

1005 à lui-

mi, fans

s is fuis 6

ik palle,

moiliant

nentimen

EN VIAL

state pou

staires, &

mion pre

nte que

atten

Biggs (t

has fois.

E Sauvag

E is en ch

maiere or

m, s'il éto

it, ils entr

us, ou fi

isa dos,

wur favo

tiny enti

less do 1

envoi d'

molé de

IT envoy

par l'avis qu'on donnera de la chose, le Mi- Pièces justinistre sait là-dessus ce qu'il a à faire; ce n'est ficatives sur pas à nous à lui donner une conduite; mais l'Isle de Ste. nour moi, fans entrer dans les raifons poli-Lucie. tiques, je suis obligé de lui donner avis de ce qui se passe, & lui de le digérer, comme plus connoissant & plus habile homme que delata moi.

Mon fentiment est donc de lui faire savoir la chose au vrai comme elle est, & de quelle conséquence pour la Martinique, lui demander ses ordres, & les attendre, avec les réso-

led lutions qu'on prendra.

le doute que ces gens y fassent des établiffemens, attendu la guerre qui est entre les Sauvages & eux, qui les en ont déjà chasse deux fois. Nous avons vû les peines qu'ils leur ont faites, même en faifant du voial bois: les Sauvages sont plus résolus que jamais de les en chaffer. Il y va à savoir de quelle manière on entrera dans cette affaire avec eux, s'il étoit vrai que, contre ce que in je pense, ils entreprissent d'y faire des établiffemens, ou si on entreprendra de les chasfer feuls, ou changeant de fentiment, si on les laissera établir, ne leur mettant que les nous Caraïbes à dos, attendant la volonté de la Cour, pour savoir de quelle manière le Roi deni vent qu'on y entre.

Messieurs du Maits & de Blenac, après avoir conféré sur le présent mémoire, leur end dernière résolution a été de ne faire plus un igrand envoi d'habitans & de foldats, qu'on avoit proposé dans l'assemblée que l'on avoit faite au Fort-Saint-Pierre, où il avoit été wrete d'y envoyer cent vingt habitans, avec

(M 5)

No. LVII. Lettre des de la Marti nique sur

un nombre suffisant d'Officiers de milice pour Commissai- les commander, & de détacher quarante homres François mes des compagnies réglées, avec le sieur de Ligerac pour commander le tout; mais seulement d'appuyer les Sauvages qui sont de bonne intention à en chasser les Anglois, 14 No. VI & intendant en fortifiant seulement les ouvriers travaillans actuellement dans ladite ifle, & continuant de donner des passeports aux habitans Sainte Lucie. de la Martinique pour y aller travailler, même des concessions à quelques gens qui en demandent. Ce fera la conduite qu'ils tiendront jusqu'à ce qu'il plaise à M. le Marquis de Seignelay leur envoyer d'autres ordres, le suppliant très-humblement que ce soit le plus promptement qu'il se pourra; cette affaire leur pouvant fournir des incidens qui E TEAUS d pourroient les brouiller avec la nation Ang'oise: & au cas que le Roi envoie des vaisasde Me feaux de guerre ici, M. le Marquis de Seig. M,qui nelay est très-humblement supplié de donner a qu'el fes ordres pour la conduite qu'on aura à tenir, le Gouverneur de la Barbade envoyant ilbago i de nouveau des vaisseaux de guerre à ladite aprelle a isle. FAIT & arrêté au Fort Royal de la Mar. Maglois tinique, ce fixième septembre mil fix cent un lien quatre-vingt fix. Signé BLENAC & DU MAITS. ant dud

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vinig-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LVIII. TRAITE' de neutralité pour intre de l'Amérique, entre la France & l'An- siffiez gleterre, conclu à Londres le 16 novem- que voi

11 81 m 1686.

Illy partie net les Tra is pièces j

larquis 1

m: à Ver

am port

menée et ment l'a r hire, & at mine avo the fi vic

DE SAINTE LUCIE. 187 bre 1686. Corps diplomatique, Tome Pièces justi-VII, partie 2, page 141.

ficatives fur l'ifle de Ste.

Nota. La copie qui a été produite, est impri- Lucie. mée avec les Traites & Actes publics, qui font par- lre. partie, tie des pièces justificatives concernant l'Acadie, Tom, 2. No. VII. page 76.

Topace , and

rk u

over a later

OUTEN te lle, l Orts tal

er trans ques ga adute al

HM F

0.283

ent out pourt;

r des inti

vec and

oi ennet

Manuel

fupolesi

e quinn

Barbakt

de gue

rt Royali

embre al

ENACON

istall i rii, k

ier Consil

de nestra

Franci

ndra kul

No. LIX. EXTRAIT d'une lettre de M. le Marquis de Seignelay, à M. de Barillon, Ambassadeur du Roi en Angleterre: à Versailles, le 25 février 1687. Tiré du dépôt des affaires étrangeres.

T'Aı reçû par les derniers vaisseaux qui font venus des isles de l'Amérique, des lettres de Messieurs de Blenac & du Maits de Goimpy, qui m'écrivent que le Capitaine Temple, qui est le même qui a été faire le pillage de l'isle de Sainte-Alouzie, a pris enfuite à Tabago une barque Françoise, sous prétexte qu'elle avoit dessein de prendre des vaisseaux Anglois, quoiqu'elle n'ait rien fait pour donner lieu à cette insulte, qu'elle eût un passeport dudit sieur de Blenac, & qu'elle fût dans un port de France.

Il l'a menée ensuite à la Barbade, d'où le Gouverneur l'a renvoyée après avoir examiné l'affaire, & après avoir connu le tort que ce Capitaine avoit: ce procédé est si extraordinaire & si violent, que Sa Majesté m'a donné ordre de vous écrire qu'Elle desire que vous fassiez des plaintes au Roi d'Angleterre, & que vous lui demandiez la punition

res François.

Pièces des de ce Capitaine, & le dédommagement du Commissai- propriétaire de cette barque.

No. LX. Pouvoir de MM. de Barillon & de Bonrepaus. 1687.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des es-faires etrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LX. POUVOIR à Messieurs de Barillon & de Bonrepaus, pour terminer les contestations à régler au sujet du Traité de neutralité entre les sujets du Roi & ceux du Roi d'Angleterre : à Verfailles, le 5 mui 1687. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

LOUIS, &c. A tous ceux, &c. SALUT. Voulant seconder les bonnes intentions qu'a notre très-cher & très amé Frère le Roi de la Grande Bretagne, de maintenir la bonne intelligence qu'il y a présentement entre in perme nos personnes, Royaumes & sujets; & étant informé que pour cet effet, notredit Frère a nommé les fieurs de Sunderland, Midleton & Godolphin, ses Commissaires Plénipotentiaires pour terminer ce qui refte à régler au fujet du Traité de neutralité conclu à Londres le 16 novembre 1686, sur les établissemens de la baie du nord de Canada, & les contestations qui peuvent survenir en conse. quence dudit Traité, nous avons jugé nécelfaire d'en nommer aussi de notre part pour parvenir à cette même fin. Pour ces causes & autres à ce nous mouvant, nous avons par ces présentes signées de notre main, donné & donnons plein-pouvoir, commission, autorité

s & mand lin, Confe Hat, & I saprès de

uk-Bretago Unseiller ne de notr dela maria

lieurs Su m, manis ligier au W JOHE

lintes les B, promet mi ferme Barillor ta figné en

auff d'e total far L Us affaires. in mil sep

II. EX Mur fer willon & ¥ 1687.

ns étrang 101 d'A millaire

DE SAINTE LUCIE. 180 torité & mandement spécial aux sieurs de Rièces justs-Barillon, Conseiller ordinaire en notre Con-ficatives sur seil d'état, & notre Ambassadeur extraordi l'isle de Ste. naire auprès de notredit Frère le Roi de la Lucie. Grande-Bretagne; & d'Uffon de Bonrepaus, Ire partie. aussi Conseiller en nos Conseils, Lecteur ordinaire de notre Chambre & Intendant général de la marine, de terminer à fonds avec lesdits sieurs Sunderland, Midleton & Godolphin, munis d'un pareil pouvoir, ce qui reste à régler au sujet du Traité de neutralité conclu à Londres entre nous & notredit Frère, ledit jour seizième novembre 1686, & régler toutes les contestations qui pourroient survenir en conséquence dudit Traité de neutralité; en conclurre & figner avec eux les articles, promettant d'avoir pour agréable & de tenir ferme & stable tout ce que lesdits fieurs de Barillon & de Bonrepaus auront accordé & figné en notre nom, fans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause & prétexte que ce soits comme aussi d'en fournir notre ratification dans le temps qu'il aura été convenu: Care ac. En témoin de quoi saccion de la basi

List

hotel

自他 k mile

Cottes la

Leffier,

porte

erre:

redute

eur. &

YOURS !!

and Its

mainte

rélenteur

& feet

, notes

erland, I

Taires Pa

i resteil

ité coid

for la

Corvenir

avons #

e none

Povid

ht, nois

Otre te COUNTY Collationné sur la minute originale qui est au depot des affaires etrangères. A Paris, le vingtun mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXI. EXTRAIT d'un mémoire du Roi, pour servir d'instruction aux sieurs de Barillon & de Bonrepaus, en date du 5 mai 1687. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

LE ROI d'Angleterre ayant nommé des Commissaires pour terminer à fonds ce

No. LXI Instruction pour les sieurs Hudson. de Barillon paus. 1687.

Pièces des qui reste à régler au sujet du Traité de neu-Commissai tralité conclu à Londres le 16 novembre res Erançois. 1686, les prétentions sur l'isle de Sainte-Alouzie & les établissemens de la baie du nord du Canada, que les Anglois appellent

DISAI

de l'ille de

is Franço

Es, & pil

is leurs (

Hide Cette

in Parquet

Mi, en co

annit fait

E Intes OC

mbre 165

sis patente

the quoi il

in fort, d

La que le

a rendit ma

beleterre

in fe justifi

ws, tint

m arres fil

TH GOUV

ouverain

me de ce

Laglois

B que les

inçois e

mité de

spar les

Sa Majesté a bien voulu, conformément & de Bonre- audit Traité de neutralité, & pour le maintien de la bonne intelligence entre les sujets des deux nations, nommer aussi de sa part des Commissaires.

> Pour cet effer, Elle a fait choix du sieur de Barillon, son Ambassadeur extraordinaire auprès du Roi d'Angleterre, & du sieur de Bonrepaus, Lecteur ordinaire de sa Chambre, & Intendant général de la marine de France, lequel fe rendra inceffamment à Londres, où Sa Majesté a approuvé que l'assemblée se fist.

Dès que le sieur de Bonrepaus y sera arrive, il communiquera audit fieur de Barillon la préfente instruction; & après avoir rendu la lettre de créance de Sa Majesté, & convenu avec les sieurs Comtes de Sunder. land & de Midleton Secrétaires d'état, & Milord Godolphin, Commissaires nommés de la part du Roi d'Angleterre, du lieu & des jours des conférences, lesdits sieurs de Barillon & Bonrepaus entreront dans la discussion de la plainte qui a été déjà faite, fur ce que le Gouverneur de la Barbade (au préjudice du Traité de Breda & de la bonne intelligence qui est entre Sa Majesté & le Roi d'Angleterre), envoya au mois de juillet dernier, un vaisseau de guerre commande par le sieur Temple, pour prendre pos

Im session de l'isle de Sainte-Alouzie, lequel en pièces justichassa les François qui en étoient paisible ficatives sur Me possesseurs, & pilla leurs effets.

Lesdits sieurs Commissaires prouveront la Lucie. is de h propriété de cette isle, par la vente que le Ire. partie. sieur du Parquet en fit à Sa Majesté en l'an. née 1665, en conséquence de l'acquisition

qu'il en avoit faite de la Compagnie Francontrat du 27 septembre 1650, confirmé & autorisé par des lettres patentes du grand Sceau, en exécution de quoi il en prit possession, fit construire un fort, dans lequel il mit garnison ur extra & un Gouverneur qui y demeura jusqu'au 23 e. a di juin 1664. que le Gouverneur de la Barba-

de, s'en rendit maître sans ordre ni aveu du delan Roi d'Angleterre. effanna

RU

ouvé qu

epaus j

leterre,

Ce fait se justifie par la conduite que celui qui commandoit à Sainte-Alouzie pour les Anglois, tint ensuite, ayant envoyé peu de temps après six députés à la Martinique déclarer au Gouverneur, à l'Intendant & au Confeil fouverain, que mal-à propos il s'éde Sa Ma toit emparé de cette isle, & qu'il y avoit oronte dre aux Anglois d'en sortir; ce qu'ils firent, des que les députés furent de retour, & les François en reprirent possession.

Le Traité de Breda qui est venu ensuite, a confirmé ce droit à Sa Majesté, étant porté par le XIIe. article que le Roi d'Anatt gleterre lui restituera toutes les isles, pays, forteresses & colonies, en quelque part du dans monde qu'elles soient situées, ainsi que Sa Majesté les possédoit avant le premier jour de janvier de l'année 1665, & qui auroient geme été prises par les armes du Roi d'Angleterte. Et comme on ne peut contester que les

l'ifle de Sica

No. LXI. de Barillon Er de Bonrepaus. 1687.

Pièces des François n'ayent été en possession de cette Commissai isle, depuis l'année 1650 jusqu'au 23 juin res François, 1664, il est, sans difficulté, que les Anw Messeur glois auroient été obligés de la leur céder. quand même ils l'auroient occupée depuis ", a Me pour les sieurs ladite année 1664, jusqu'au temps de la con. Mille me du 2 clusion de ce Traité. . . . . .

IXII. (

wifut faite

mee 16

Lesdits sieurs Commissaires insisteront que il Saint la propriété de cette isle demeure aux Frantides affai cois, & que les choses soient rétablies en l'état qu'elles ont été depuis le Traité de imas Breda, rien n'étant plus important pour le s, le dema maintien de la colonie de la Martinique; ils pourront seulement consentir que les Antient Ten glois ayent la faculté d'y venir couper du Milajel bois, & faire tous les autres commerces au l'ai ou'ils ont accoutumé d'y faire, commeanis mequie fans y pouvoir faire aucun établissement.

Ledit Capitaine Temple ayant pris austi aus, & l'année dernière une barque Françoile dans : meprile le port de Tabago, quoiqu'elle eut un pas wilest feport du fieur Comte de Blenac, Sa Ma la feils jesté desire que lesdits sieurs Commissires totette i demandent que pour réparation de cet at mis M tentat ledit Capitaine foit puni, & que le aufent propriétaire de ce bathment foit payé des a Compa dommages & intérêts qu'il a foufferts, mon- as, des rant à plus de deux mille cinq cens liwes, sequel nonobitant la restitution de ladite barque, amegan que le Gouverneur de la Barbade à fait fai mique reves .... PAIT à Verfailles, le cinq mai une dans mil fix cens quatre-vingt-fept. Signe LOUIS. which Lt plus bas , COLBERT. s du pays 1 mucres.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères A Paris, le vingt-un mort mil sept cent cinquante-un.

Signé, P. LEDRAN, premier Commis du dépôt. No. LXII. the side part

Pièces justi-No. LXII. COPIE du mémoire remis sicatives sur par Messieurs de Barillon & de Bonre-Lucie. paus, à Messieurs les Commissaires de Ic. partie. Sa Majesté Britannique, dans la conférence du 28 mai 1687, au sujet de l'Ille de Sainte-Lucie \*. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

TEs soussignés ont ordre du Roi leur mate tre, de demander satisfaction de l'entreprise qui fut faite au mois de juillet dernier par le sieur Temple, commandant un vaise feau de Sa Majesté Britannique, lequel, au préjudice du Traité de Breda & de la bonne intelligence qui est entre les deux Rois, fit descente dans l'isle Sainte-Alouzie, en chassa

les François, & pilla leurs effets.

De Presi Cette entreprise est d'autant plus extraordinaire, qu'il est constant que les François ont été les seuls occupans & paisibles possesseurs de cette isle; ce qui se justifie par l'achat que Sa Majesté Très-chrétienne en fit faire du fieur du Parquet, qui l'avoitacquise de la Compagnie Françoise des Indes occidentales, des l'année 1650, avec un fort, dans lequel les François ont toûjours entretenu une garnison.

Il est vrai que les Anglois ont fait quelque descente dans ladite isle; mais ils n'y ont jamais pris aucun établissement, les originaires du pays les en ayant toûjours chas-

sés ou massacrés.

中學

h la

00000

tenne

Sime.

Digita

性協

uis kili

iiponii:

En l'année 1664, le Gouverneur de la

\* Les Anglois ont produit la même pièce sous le no. XXIV de leur bordereau & suit ci-après. Ion. L. 2de partie.

No. LXII. de Barillon paus, aux Commissaires du Roid' Angleterre. 1687.

Pièces des Jamaique y envoya un vaisseau, & en chaf-Commissais sa les François; & celui qui y commandoit, res François. soit qu'il eût reconnu qu'il n'avoit aucun droit de s'y établir, ou que les originaires du pays n'eussent voulu avoir aucun commispar MM. merce avec lui, il envoya fix députés à la Martinique, pour déclarer au Gouverneur & de Bonre- de cette isle & au Conseil souverain, qu'ils pouvoient envoyer à Sainte-Alouzie les François qu'il en avoit chassés, ayant reçu ordre de leur abandonner ce poste, ce qui fut exécuté.

Outre les raifons ci dessus, qui font voir clairement que l'isse Sainte-Alouzie appartient aux François, il ne faut d'autre titre pour les maintenir dans cette possession, que l'article XII du Traité de Breda, par lequel il est expressément porté que Sa Majesté Britannique fera rendre aux François tout ce qui aura été pris, ou qu'ils possédoient avant le premier janvier 1665.

Il est constant qu'en 1664, les Anglois ont remis en possession les François de l'ille a, lhi Sainte-Alouzie, comme il se justifie par l'ac- talie co te authentique des fix députés Anglois, qui métatque en vinrent faire la déclaration à la Martini- mis de ju que, inféré dans les registres du Conseil admun fouverain de ladite isle, & par conséquent ane dans que le Traité de Breda les confirme dans la Pranco cette possession, dans laquelle ils n'ontpoint amuenti été troublés pendant vingt-trois années con- R les Fre fécutives.

Collationné sur la copie qui est au depôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil Sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du déput.

No. LXIII.

DE S.

mi au Ri ans de Bar vist des aff hérique. MRE,

Modfignés widinaires the pour l'e. a, ayant eu # plufieurs m maître,

ill exposer

era politible te l'Americ its de Vot stance qu'

cotraire à il entre les Higence,

of fuffic

Pièces justi-No. LXIII. COPIE du mémoire pré-ficatives sur senté au Roi d'Angleterre par Mes Lucie. heurs de Barillon & de Bonrepaus, au lie. partie. sujet des affaires des isles Antilles de l'Amérique. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

SIRE,

0000

depaid Gaze

retan, Alam

5,彈

polic, t

qui fu Alouzi

ut dan

ette pil de Bei

तार्थ पृक्षी

re suff

on qui viet in

4、图

onabl

(tres to

par ca

s cools

TOS EST

Es soussignés Ambassadeur & Envoyé extraordinaires de France, Commissaires députés pour l'exécution du Traité de neutralité, ayant eu l'honneur de présenter cidevant plusieurs mémoires à Votre Majesté, sur lesquels ils n'ont point eu encore de réponse, se trouvent obligés par les ordres du Roi leur maître, de lui présenter celui-ci, pour lui exposer le plus succinctement qu'il leur sera possible, les plaintes que les François de l'Amerique méridionale font contre les sujets de Votre Majesté, asin que sur la connoissance qu'Elle aura eu agréable d'en prendre, il lui plaise de donner ses ordres pour les faire cesser, & rétablir les choses au même état qu'elles ont été ci-devant.

Au mois de juillet 1686, le sieur Temple commandant un vaisseau de Votre Majesté. fit descente dans l'isle de Sainte-Lucie, en chassa les François, & pilla leurs effets.

Cette entreprise faite en temps de paix, sans que les François y aient donné lieu, est si contraire à ce qui se pratique ordinairement entre les Princes qui vivent en bona little ne intelligence, que nous avons lieu d'espérer qu'il suffira d'exposer à Votre Majesté ce qui s'est passé sur cette affaire, pour obtenir d'Elle la satisfaction qui est dûe aux François.

(N2)

Pièces des Commissai-

Les Anglois disent qu'en l'année 1663 ils acheterent cette isle des originaires du pays, res François, & qu'y ayant trouvé des François qui y étoient établis depuis l'année 1643, ils les No. LXIII. firent transporter à la Martinique.

Mémoire terre par rillon & de Bonrepaus. 1687.

Cet aveu d'y avoir trouvé les François Roi d'Angle-établis depuis fi long-temps, prouve affez que les Anglois ne la pouvoient pas acheter MM. de Ba- valablement des naturels du pays qui é. toient suiets du Roi notre maître; outre qu'il n'est pas mal aifé de prouver que ce prétendu achat n'a eu aucun effet, étant de notoriété publique que les François ont toûjours occupé actuellement ladite isle, & que les Anglois qui y vinrent en 1664, y trouverent un fort, dans lequel il y avoit garnison & un Gouverneur François, ainsi qu'il se justifie par la capitulation du vingttroissème juin de ladite année, que nous avons en original.

Les Anglois y ayant fait descente en ce temps-là, reconnurent peu de temps après, qu'ils n'étoient point en droit de l'occuper; ce que la déclaration des fix députés, envoyés à la Martinique par celui qui commandoit les Anglois à Sainte-Lucie, fait voir clairement. Cette déclaration datée du 20 octobre 1665, porte en termes formels, que les Anglois ayant reconnu qu'ils n'avoient aucun droit d'occuper ladite isle, sont prêts de la remettre entre les mains des François, lesquels ils prient de leur prêter quelque bâtiment pour les transporter dans les illes Angloises; ce qui fut exécuté. Dans le même temps le Baron Willougby, Lieutenant général pour Votre Majesté dans l'Amérique méridionale, écrivit à M. de Tra-

Lieutenan

Hat Jans Ja

W 15 1

ile Sainte-

is quand H

a remis e

knence de in par les

in the vertu

the de l'an

heat que S

sus Fran

in & qu'il

wier 166

gad des i

W. nous

a, comme

sower le p Capitaine

a de les va

M. Roje, le

M, & a do

repece de क्कार्ड वर्षां।

11 Votre N

motraire on n & defen

untimes, a François

er gux if de la

point h

a obligés

motion, 8

françois p

a religion

ies peuples

DE SAINTE LUCIE. 197 cy, Lieutenant général des isles Françoises, Pièces justique c'est sans sa participation & sans son or-ficatives sur dre, que les Anglois ont fait descente dans l'Isle de Ste. l'isle de Sainte-Lucie.

pois a 1643, 1

lish

poor.

MAKE

D page

) DEPLOTE

164

Pranços.

龍, 图

preter o

Mais quand même les François n'auroient Ire, partie. pas été remis en possession de cette isle, en conséquence de l'abandon qui leur en é. toit fait par les Anglois, ils y auroient été rétablis en vertu du XIIe. article du Traité de Breda de l'année 1667, lequel porte expressément que Sa Majesté Britannique fera rendre aux François tout ce qui leur aura été pris, & qu'ils possédoient avant le premier janvier 1665.

A l'égard des isles la Dominique & Saint-Vincent, nous avons déjà supplié Votre Majesté, comme nous la supplions encore, de desavouer le procédé & l'innovation faite ation di e, al par le Capitaine George Brach, commandant un de ses vaisseaux de guerre, nommé la Marie - Rose, lequel a été à l'isle de la Dodefente minique, & a donné aux Caraïbes de cette isle une espèce de certificat, dans lequel il okdela a présupposé qu'ils se sont soumis volontairement à Votre Majesté, cela étant directement contraire aux termes du traité de lique offensive & défensive, conclus en 1660 entre is le seux nations, au sujet des Caraïbes, par gar lequel les François & les Anglois font convenus de laisser aux Caraïbes tes isles de Saint-Vincent & de la Dominique, avec promesse de ne s'y point habituer; & lesdits Caraïbes se sont obligés de maintenir la paix à cette condition, & d'y recevoir des Mission-

naires François pour les instruire dans la véritable religion; ce qui ne peut être exécuté si ces peuples ne vivent dans l'indépen-(N 3)

Commissaires François,

Mémoire terrepar rillon & de Bonrepaus. 1687.

dance & la neutralité dont les François & les Anglois font demeurés mutuellement d'accord.

Les François & les Anglois qui habitent - l'isle de Saint-Christophe, ayant fait con-No. LXIII noître qu'il leur seroit fort avantageux d'avoir un Conseil mi-parti composé des su-Roi d'Argle-jets des deux nations, auquel ils puissent s'adresser lorsqu'il s'agira de régler les con-MM. de Ba- testations qui pourront naître entre eux; le Roi notre maître, desirant de prévenir tout ce qui peut troubler la bonne intelligence entre les sujets des deux nations, a fait expédier un ordre à M. le Chevalier de Saint-Laurent, Gouverneur de la partie Françoise de ladite isle, pour lui donner pouvoir d'y travailler avec le Gouverneur particulier de la partie Angloise; mais comme il faut que ledit Gouverneur foit autorisé d'un mires femblable pouvoir, nous supplions trèshumblement Votre Majesté de lui envoyer les ordres nécessaires sur ce sujet.

nion & de Le Capitaine Temple ayant pris au mois de juillet 1686, au port de Tabago, une barque Françoife, quoiqu'elle eût un pasfeport du fieur Comte de Blenac, dont les intéressés ont souffert une perte considérable, nous supplions votre Majesté de donner ses ordres pour faire punir ledit Capitaine Temple de cet attentat, & rembour tre de ser les propriétaires du bâtiment, de leurs daies dommages & intérêts, suivant l'information devaler mete de S & l'estimation qui en a été faite.

Le Capitaine Enou, commandant un ba- intuier timent François, s'est plaint qu'étant à la Ellen Dominique, un navire Anglois lui a pris a han chaloupe & trois hommes de fon équipage; 

e Majesté

lotes de vo

is vaiffeaux

e, & de pun

(Capitaine

d marié

boline & à me-neuve

and Fran

what la ref

Mint for

us ttrange

all hi cent c

HP. LEDE

IXIV. C

15 juin

Votre Majesté, & la supplier de désendre Pièces justices sortes de voies de fait aux Commandans ficatives sur de ses vaisseaux qui sont aux isles de l'Amé l'isle de Ste. rque, & de punir celui qui a commiscelui-ci. Lucie. rque, & de punir celui qui a commiscelui-ci. Lucie.

Le Capitaine Bertechat, natif de la Barbade, & marié à la jamaique, ayant armé à la Caroline & à Boston, a pris auprès du banc de Terre-neuve, un navire appartenant à des marchands François, dont les propriétaires demandent la restitution.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars

mil sept cent cinquante-un.

dip.

yant hi antagen opole de

el ika

réglei k

CON!

néveni stelligen a faire de la

partie it ner par neur pa

S COUNTY

1 200

Supplies

de late fort

in più le Tripi le Tripi lelle di

Blener, I

pert il

Majet

cat, d. s timent, l

ant l'ide

fit

10000

in ora

k for th

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXIV. COPIE du mémoire remis le 15 juin 1687, par Messieurs les Commissaires du Roi d'Angleterre, au sujet de l'Isse de Sainte-Lucie \*.

RÉPONSÉ, remise par Messieurs de Barillon & de Bonrepaus, à Messieurs les Commissaires de Sa Majesté Britannique, le 6 juillet 1687.

Tirés du dépôt des affaires étrangères.

# ME'M. DES COMM. ANGLOIS.

En l'année 1605, plusieurs Anglois, au nombre de foixante-sept, débarquérent àsainte-Lucie & prirent possession de cette isle.

Le Chevalier Thomas Warner, qui sit la découverte de Saint-Christophe, & qui établit le premier les Caraïbes, prit possession de cette isle en 1626, pour & au nom de Sa Majesté, & en sit Gouverneur le Major Jugde.

En

\* Les Anglois ont produit la même pièce fous le No. XXVI. de leur bordereau & fuit ci après. (N 4)

En l'année 1627, Sainte-Lucie & les au Commissai- tres isles voisines furent données par lettres res François. patentes, fous le grand sceau d'Angleterre, à Jacques Comte de Carlisse, duquel les droits No.LXIV. sont depuis retournés à Sa Majesté par la de-Anglois, a- mission de ceux qui avoient des prétentions

vec la réponse fondées sur les droits dudit Comte. marginale des Commissaires François.

1687.

RE'PONSE AU ME'MOIRE.

Es François ont des prises de possession plus anciennes, qu'il est inutile de citer en cette occasion, y ayant un fait plus précis qui sera expliqué ci-après.

ME'M. En l'an 1663, François Baron Willougby, Gouverneur de la Barbade, acheta cette isle des originaires pour Sa Majesté, & en 1665 il en donna le gouvernement au nommé Robert Cooke, & y envoya onze cens hommes de la Barbade, qui ayant trouvé quelques François dans l'ifle, quis'y étoient habitués depuis 1643, les transportèrent à la Martinique & demeurerent affez long-temps dans l'ifle fufdite.

REP. Les Anglois n'ont pû acheter valablement cette isle des Sauvages en l'année 1663, puisqu'ils conviennent eux-mêmes que les François en étoient en possession depuis

Il est de notoriété publique que ce prétendu achat fut fait par l'entremise de Waernard Sauvage de nation, fripon infigne qui s'étoit échappé du service des François, & qui trompa les Anglois, puisque les Sauvages de l'isse de Sainte Lucie leur firent toûjours la guerre pour les en chasser, ce qui

des voir e nconfenti ine qu'il me terr heien elt

CM Et d 1665 le Go in député un Gouv ie, que le

it, manq tila Mar mils firen

meles de maffiftan: aden obte az perfua Weneur . ars droi

mie & fa

aCooke, picha auf Tque, de 3h avoie de Sainte treçû de

itant ver

fait affez voir que lesdits Sauvages n'avoient Pièces justipoint consenti à cette yente.

cie in

60 Mg

d'line

opel bi njektepa des pete Comme,

MOIRE

inte

un fiin

çois lan Barbate

our Self

CONTENE

Yem

ade, qu

ans life,

te.

plate

Š.

Outre qu'il n'est point permis d'a-l'isse de Ste. cheter une terre des Sauvages dont un Prin-Lucie. ce Chrétien est dans une actuelle possession.

ficatives fur

ME'M. Et d'autant que l'on allègue qu'en l'an 1665 le Gouverneur de Sainte-Lucie envoya six députés à la Martinique pour dé. clarer au Gouverneur & au Conseil de cette colonie, que les Anglois avoient injustement occupé l'isle de Sainte-Lucie, & que pour cette raison ils l'abandonnoient; il est constant au contraire, que les Anglois setrouvant réduits à une grande nécessité dans ladite isle, manquant de provisions & d'autres choses nécessaires qu'ils attendoient du Gouverneur de la Barbade, quelques-uns se retirérent à la Martinique, sans l'ordre ni permission du Gouverneur de Sainte-Lucie. Et comme ils firent de grandes plaintes des misères qu'ils avoient souffertes, tant par la dyssenterie & famine, que par les courses continuelles des Indiens, ils demanderent quelque affistance pour passer à la Barbade; & afin d'en obtenir plus facilement, les François leur perfuadèrent de reconnoître devant it tures le Gouverneur & le Conseil de la Martinipolicifica que, leurs droits sur l'isle de Sainte-Lucie; ce qui étant venu à la connoissance du sieur Robert Cooke, Gouverneur de ladite isle; il dépêcha auffi-tôt au Gouverneur de la Martinique, desavouant tout ce que ces perfonnes-là avoient fait ou déclaré au sujet de l'isle de Sainte-Lucie, attendu qu'ils n'avoient reçû de lui aucun pouvoir ni autorité quelconque de ce faire, comme il se peut (N 5)

res François.

Commissaires François.

1687.

Pièces des voir par les relations les plus authentiques Commissai- des François mêmes.

RE'P. Cela est prouvé par un acte en forme. Mo. LXIV. dont la vérité se justifie par l'abandon effectif Anglois, a. que les Anglois firent de ladite isle, peu de vec la reponse jours après que lesdits députés furent de re-

marginale des tour à Sainte-Lucie.

De plus, les François produisent UN E'CRIT EN ORIGINAL DE MYLORD WILLOUGBY, pour lors Lieutenant général pour Sa Majeste Britannique dans l'Amérique septentrionale, adressé à M. de Tracy Lieutenant général des isles Françoises; par lequel II. DE'CLARE EN TERMES EXPRES, QUE CEST SANS SA PARTICIPATION ET SANS SON ORDRE QUE LES ANGLOIS ONT FAIT DESCENTE DANS L'ISLE SAINTE-LUCIE.

ME'M. Enfin pour une preuve incontestable des droits de Sa Majesté sur cette isle, il est à remarquer qu'elle a toûjours été nommée dans la commission que Sa Majesté sait expédier aux Gouverneurs de la Barbade, comme une partie de leur gouvernement, & y est encore aujourd'hui dans celle duprésent Gouverneur, avec ordre & pouvoir de nommer & constituer un Lieutenant & un Confeil dans ladite isle, comme il le jugera à propos; ce qui justifie suffisamment le procédé dont a usé depuis peu le Colonel Steede, en se remettant en possession de laditeille.

R'EP. Cette ifle est aussi nommée dans les commissions des Lieutenans généraux des ifles Françoifes de l'Amérique, & est enco- de de s

SISAI

bud hui da

on adme

un desc

sentre les v

10mntal

mel Meffier

mortent d

marticle 1

soont il s'a

saisles Fr

omme a

the disconti

none fes

1.1 faut ré

guieft, gi

don de ceti Mootinuat

lattetenu t en juin 10

Horce des a

! apitulatio

mezécutio

ieur des F

wir les E

Het armes

modres.

lièces de ca

1, monfque

od autres ii joup as

tatraité de

à refte étai

re aujourd'hui dans celle du Comte de Blenac. Pièces juffifi-Si on admet ces fortes de procedés, catives fur il y aura un desordre perpétuel dans les co. l'isse de ste. lonies entre les deux nations.

Ire partie.

MEM. Quant à l'article XII du Traité de Breda auquel Messieurs les Commissaires de France se rapportent dans leur mémoire, on répond que cet article ne peut aucunement opérer au cas dont il s'agit, les Anglois n'ayant jamais remis les François en possession de ladi. te ille, comme aussi ne l'ont-ils jamais prise fur eux, le droit de Sa Majesté n'y ayant point été discontinué depuis la première possession que ses sujets en avoient prise en l'an 1605.

E In

test)

ni lh

Trail

XPANI PANI

ESAR DANI

DIE MI

for the Country Sa Mari

de la le gouvern ns cela e de pro-eutenn nme il s

Colm condelat

RE'P. Il faut réduire la question à un fait véritable, qui est, que les François ont été en possession de cette isse depuis l'année 1643, fans discontinuation; qu'ils y ont bâti un fort & entretenu un Gouverneur & garnison; que le 23 juin 1664, les Anglois l'ont prise par la force des armes, & occupée ensuite d'une capitulation qu'on rapporte en original; en exécution de laquelle, le fieur Bonnard, sieur des Roches, pour lors Gouverneur pour les François de ladite isle, en est forti avec armes & bagages & tous fes soldats, poudres, meches, boulets, plomb, trois pièces de canon, trente paires d'armes à feu, monsquets, mousquetons, fusils, pistolets & autres armes, valets, nègres, &c.

Après quoi il ne reste plus qu'à lire l'article du traité de Breda ci-dessous transcrit, tout le reste étant inutile, ne s'agissant dans

ce fait que de son exécution.

AR.

Pièces des Commissaies François.

Anglois A.

François.

¥687.

# ARTICLE XII. du Traité de Breda.

I E Rot Très-chrétien restituera aussi au Roi de la Grande.Bretagne, en la forme Mo. LXV. desflus déclarée, les isles appelées Antigoa à levrier & Monserrat, fi elles font encore à présent vec la réponse entre ses mains, & encore toutes les isles, marginale des pays, forteresses & colonies qui peuvent a-Commissaires voir été conquises devant ou après la signature du présent Traité, & qui étoient possedées par le Roi de la Grande-Bretagne, avant qu'il eût commencé la guerre (qui setermine par ce Traité)contre les Etats-généraux des provinces unies des pays-bas. Et réciproquement le Roi de la Grande-Bretagne restituera & rendra au Roi Très-chrétien, en la forme ci-dessus exprimée, toutes les isles, pays, forteresses & colonies en quelque part du monde qu'elles soient situées, qu'il possédoit avant le premier janvier de l'an 1665, & qui auront pû être prifes par les armes du Roi de la Grande-Bretagne, devant ou après le présent Traité signé.

> COPIE de la capitulation faite lors de la prije de l'Isle de Sainte-Alouzie, par le Colonel Christophe Caren, en 1664.

Voyez ci-dessus, No. XLIV. page 151, ou cette capitulation est insérée toute entière.

No. LXV. EXTRAIT du mémoire du Roi aux heurs Comte de Blenac & du Maits, touchant Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Dominique & Tabago: du

DISA mult 1687 tranger

MAJESTE

des plainte Mouzie, mires po wines par mons récip t, & E de cet ins de les # de Sa M las la posse Waire qui ant, foit ent que les Braifeaux n comman a Angloi

> meandera rhonnêtem

> > fils refu

faire p

m perme

le couper doils s' adans le grouve o mme il the for o on A

mander

Ble fieur Mez vi

DE SAINTE LUCIE. 205 25 août 1687. Tiré du dépôt des affai- Pièces justires étrangères.

Den i

elest

mei

OUTS

2015)

i em

nkin

ite entel

CA MAJESTE' leur a fait favoir dès le mois Lucie. de février dernier, qu'Elle avoit fait lie. partie. faire des plaintes de ce qui s'étoit passé à Sainte-Alouzie, & qu'Elle avoit nommé des Commissaires pour régler avec ceux qui ont été nommés par le Roi d'Angleterre, les prétentions réciproques des deux nations fur cette isle, & Elle attend tous les jours la conclusion de cette affaire, dont elle ne manquera pas de les informer; cependant l'intention de Sa Majesté est qu'ils se maintiennent dans la possession de ladite iste, jusqu'à ce que l'affaire qui se négocie actuellement en Angleterre, foit terminée; & pour cet effet, Elle veut que ledit fieur de Blenac y envoie un des vaisseaux de guerre que le sieur d'Amblimont commande, pour en chaffer les vaisse vaisseaux Anglois, en observant que celui qui commandera le vaisseau, commence par traiter honnêtement les Anglois, & qu'ensuite, s'ils refusoient de se retirer, il le ulmi leur fasse faire par force. On peut cependant leur permettre, en attendant la décifion, de couper du bois comme par le passé, pourvû qu'ils s'abstiennent de troubler les François dans leurs établiffemens. Sa Majesté approuve que ledit sieur de Blenac ait écrit comme il a fait, au Gouverneur de la Barbade sur cette affaire; & Elle a fait écrire à son Ambassadeur en Angleterre, pour demander le dédommagement prétendu par le sieur le Roi, au sujet de sa barque, qui a été arrêtée par un vaisseau Anglois; Elle a vû les pièces & mémoires qu'ils

ficatives fur l'Iffe de Ste

que. 1637.

Pièces des ont envoyés fur les isles Saint-Vincent & la Commissai- Dominique, & Elle a fait savoir audit sieur res François. de Blenac les plaintes qu'Elle a fait faire de

cette dernière; Elle a envoyé ces pièces No. LXV, à ses Commissaires qui sont à Londres: & Mémoire du comme Elle connoît l'importance d'empê. verneur & cher que ces isles ne tombent au pouvoir Intendant de des Anglois, Elle a donné ordre de les faila Martini- re déclarer neutres, comme elles ont été jusqu'à présent, sans rien relacher surcesujet, & de maintenir la possession dans laquelle les François sont d'y envoyer des Missionnaires: il faut que de leur part, lesdits sieurs de Blenac & du Maits maintiennent cette neutralité, & qu'ils envoyent des Missionnaires pour l'instruction des Sauvages, comme par le passé, sans souffrirque les Anglois s'y établissent.

A l'égard de l'isse de Tabago, Sa Majesté n'estime pas à propos de l'abandonner M; la cap aux Anglois, & fon intention est au conin rendire traire de la conserver, & d'empêcher qu'au-Home les F cune autre nation ne s'y établisse; & pour cet effet, & pour éviter que les autres nations ne la regardent comme une ille abandonnée, Elle veut que ledit sieur de Blenac envoie un détachement de vingt-cinq hommes de la garnison de la Martinique, avec un Officier sage pour y commander jusqu'à nouvel ordre, & il est nécessaire qu'il fasse savoir ce qu'ils croient qu'il y auroit àsaire

pler comme les autres isles Françoises. Collationné sur la copie qui est au dépôt des affais res étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent sinquante-un.

pour y faire aller des habitans, & la peu-

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt,

No. LXVI.

LXVI. E Vers de Il de Seign fires étra

11 8 A

A. Londre

mis fur l' nons ren his la deri as rien rép igoisavoir sians ce m

nd une ga ie de ter de Bre meureron ocupoien a premier

max max Maquefois

at oubli mat de b No. LXVI. EXTRAIT de la lettre de l'isle de Ste. Messieurs de Barillon & de Bonrepaus, Irc. partie. à M. de Seignelay. Tiré du dépôt des affaires étrangéres.

他間

els icheria iellian i

100

lett.

Mass

tion or

2016

le l'a

ion el

ещей

[RUE

arting

DIE

tans, di

is titl

k said

Contl

Pièces juftificatives fur

#### A. Londres, ce 10 juillet 1687

Voici, Monsieur, la réponse que nous avons faite au dernier mémoire qui nous a été remis sur l'affaire de Sainte-Alouzie; nous l'avons remise aux Commissaires Anglois dans la dernière conférence; ils la prirent sans rien répondre à la lecture que j'en fis: je crois avoir éclairci cette affaire autant qu'elle le peut être. L'aveu qu'ils font euxmêmes dans ce mémoire, que les François étoient en possession de cette isle depuis l'année 1643; la capitulation qui fut faite lorf. qu'ils s'en rendirent maîtres en 1664, qui marque que les François l'occupoient avec un fort & une garnison; l'abandon qu'ils en firent peu de temps après, & l'article XII du Traité de Breda, qui porte que les François demeureront en possession de tout ce qu'ils occupoient avant l'année 1665, décident formellement cette question, & rendent la première occupation, qu'ils prétendent avoir dès l'année 1605, entièrement ya inutile.

Selon les maximes des Anglois, qui leur ont quelquefois réussi, qui sont de laisser tomber & oublier les affaires, lorsqu'ils n'ont point de bonnes raisons à opposer, ils seroient bien aise d'en user ainsi en cette oc-

casion, & de demeurer dans la possession Pièces des Commissai- où ils font \* res François.

No. LXVII. Lettre à M. de Bonrepaus Sur une Neutralité, du 8

I687.

Décembre

Collationné fur la copie qui est au dépôt des afa faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

\* M. de Bonrepaus étoit très-mal informé: les Anglois n'étoient point en possession de Sainte-Lucie, quoiqu'ils y eussent exercé beaucoup de violence. Voyez les mémoires des Commissaires du Roi, & l'observation ci-après sur la lettre du Colonel Gray; No. LXX.

No. LXVII. LETTRE de M. de Seignelay, au sieur de Bonrepaus, du 8 décembre 1687, qui l'autorise à convenir d'une neutralité, jusqu'à ce qu'on puisse reprendre la négociation. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

A Versailles, le 8 décembre 1687.

l'Ar rendu compte au Roi de ce que vous avez pris la peine de m'écrire par votre lettre du vingt-sept du mois passé; & puisque vous n'avez pû porter les Commisfaires du Roi d'Angleterre à faire un traité pour régler les différents qu'il y a entre les François en Amérique, Sa Majesté a approuvé le parti que vous avez pris de proposer qu'il sera donné de part & d'autre les ordres nécessaires pour empêcher les voies de fait, jusqu'à ce qu'on puisse reprendre la négociation; & aussi-tôt que vous m'aurez fait favoir que votre proposition aura été acceptée, & que les ordres

12 SA at the exp mir les An mpi, Sa A at pour de

de faire a West for b instrangere steet eingaa neP. LEDR

LXVIII. umant l' France & in a Wit Latin &

of des at LL copie it les Trais is pièces ju So. VIII.

XIX. 7 Prince & 1, 10 20 n Franço a, tiré du

part;

depris, ti

t lifwick, "La copie it les Tra is pieces ju 5000 A

Ml. 2dep

DE SAINTE LUCIE. 200 auront été expédiés en Angleterre pour pièces justicontenir les Anglois en Amérique pendant ficatives sur ce temps, Sa Majesté en fera expédier de l'isle de Ste.

sa part pour défendre pareillement à ses Lucie. Ire. partie. sujets de faire aucune entreprise.

in its

nal ide Gion à l stef ha

felt

nrepau gutorij jajquiu ocialia

DOS N

Mit

vez post part à

I empt

datas ta

ne note 學的 Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un. Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXVIII. TRAITE' provisionnel concernant l'Amérique, entre le Roi de France & le Roi d'Angleterre, conclu à Witeball, le ix décembre 1687: en Latin & en François. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traités & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, tom. z. No. VIII. pag. 87.

No. LXIX. TRAITE' de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Rifwick, le 20 septembre 1697: en Latin & en François.

le Latin, tiré du Corps diplomatique, tom. VII, fire partie II, page 399.

Le François, tiré des actes & mémoires de la paix de Riswick, 1707, in-12, tome III, page

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traites & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, page 90. tom. 2. No. IX.

> Tome I. 2de partie. (O) No. LXX.

Pièces des

No. LXX. Lettre da Colonel Gray, pour demander la sortie des François établis à Sainte-Lucie. 1700.

ales fujet res François. No. LXX. LETTRE du sieur Gray, en ladite Gouverneur de la Barbade, au Marrair, afin quis d'Amblimont, sur les ordres qu'il steffité de a reçus du Roi d'Angleterre, de chasdelagréab ser de Sainte-Lucie tout ce qui n'est hou'll fai pas sujet de Sa Majesté Britannique, manden & pour le prier de rappeler les Fran- tous voi gois qui y sont établis: du 25 juin pous voi 1700\*. Tiré du dépôt des affaires é-BIEUR, trangères.

12 SA.

ceires néc

## MONSIEUR,

l'Ar reçû depuis peu ordre du Roi de la Grande-Bretagne mon maître, de pren- int for la dre soin & d'assurer ses droits & prétentions engine. de l'isle de Sainte-Alouzie, en mon gouver. in impa nement, & d'obliger à en faire fortir tous MEDRA ceux qui y seront établis sans sa permission: Et étant informé que des sujets de Sa Majeste Très chrétienne ont depuis peu bâti des maijons, avec dessein de s'y établir contre les droits du Roi mon maître; & comme je ne fouhaite rien plus que d'entretenir une bonne la Bo intelligence & amitié entre les sujets des lifu S deux Couronnes, & particulièrement entre in di votre Excellence & moi, je me crois obli h mt gé de vous donner connoissance de cette affaire, ne doutant point que vous ne preniez on de

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi. 1811

while the same

<sup>\*</sup> Cette lettre prouve que les violences du Co-Jonel Temple n'avoient pas mis les Anglois en prote possession de Sainte-Lucie, puisque treize ans a in ce près, les François y étoient ETABLIS.

DE SAINTE LUCIE. 211 les mesures nécessaires pour obliger & faire pièces justifiretirer les sujets du Roi votre maître, qui catives sur sont en ladite isle, & qui y pourront être l'isle de ste. à l'avenir, afin que je ne sois point mis à Lucie. la nécessité de les y contraindre par des voies desagréables, & contre mon inclination, & qu'il faut que j'exécute pour obéir aux commandemens de mon Maître; & le plus tôt que vous pourrez remédier à cette affaire, plus vous obligerez,

MONSIEUR,

deal min,

e, en

n fizi

Votre très-fidèle & humble serviteur. Signé F. GRAY.

FOLK

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépêt.

No. LXXI. LETTRE du Marquis du Roi sur Sainte-Lucie, & de la réntre les ticulières solution où il est de repousser par la force les entreprises qu'il feroit sur , je met cette isle: du 13 juillet 1700. ge 705% du dépôt des affaires étrangères.

#### MONSIEUR,

'Ar reçû votre lettre du 25 juin dernier, de j'ai vû ce qu'elle contient: j'ai été

No. LXXI. Lettre du Marquis au seur Gray, où il soutient le droit & la possession du te-Lucie. 1700,

ler faire Pièces des furpris d'y voir que vous croyez que le Roi e puille é Commissai- de la Grande-Bretagne ait des droits sur res François. l'ifle de Sainte-Alouzie, & j'ai à vous dire fur MISTEUL cela, que ladite isle de Sainte-Alouzie appartient légitimement & en toute propriété au Roi mon maître, depuis que ses suiets d'Amblimont, sont établis dans ces isles de l'Amérique, & qu'ainsi Sa Majesté Britannique n'y a abso. imi su lument aucun droit: fur ce fondement vous buights. pouvez compter que je ne ferai point retirer aqueste

DISA

fans que le r

de ladite isle les sujets du Roi mon maître, qui shiedl Roi fur Sain- y font depuis très-long-temps, & qu'au contraire je les y maintiendrai contre tous ceux IIII. qui voudront entreprendre de les troubler; Mille & de plus, s'il est fait par vous ou par les int & gens qui font fous votre commandement, Tiré quelque entreprife dans ladite ifle Sainte-Alouzie, je la regarderai comme une infraction de votre part au dernier traité de paix, la doct comme un acte d'hostilité que vous aurez fait, auquel je m'opposerai avec toutes the pre les forces qui font fous mon commande the fit ment, s'il en est de besoin, & dont je de " popular manderai réparation contre vous, comme pette p d'un fait dont vous devez répondre, suivant la Goun les conventions du dernier traité de paix, et qui & les loix établies par le droit des gens. omelpo Voilà ce que j'ai à vous faire favoir; vous dest na prendrez le parti qui vous conviendra; on mile à ne s'embarrasse point de ces voies desagréalitte pi bles dont vous me parlez, & dont vous detel menacez de vous servir; elles ne pourroients, a les

l'être que pour ceux qui tenteroient quel me l'an que entreprise centre les sujets du Roi monte que maître, qui sont en ladite isle Sainte-Alouzie, Moule lesquels je vous prie de laisser vivre en paix, & To

DE SAINTE LUCIE, 213 fans leur faire aucun trouble, si vous voulez ficatives sur que je puisse être,

MONSIEUR,

POW

imi

mi-sin

totals

S OUT I

ique th

fernin

N REED IN 1,在前

COOKE

YOU E

lache il connen nier trie cliné qui colerà in

2010

in, dd

tre wa

report.

er tritt

le drat

fair is

us coore

CES 1615

lez, 6 1

elle M

他的

(vitt til

通過

通前

Votre très-humble & très-obéissant ferviteur. Signé LE MARQUIS D'AMBLIMONT.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXII. ORDRE du Roi, concernant l'isle de Sainte-Alouzie, Saint-Vincent & Tabago: du 28 février 1701. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

TEROI a donné ordre à M. le Comte L de Tallard de parler au Roi d'Angleterre de la prétention du Gouverneur de la Barbade fur l'iste de Sainte-Alouzie; il y avoit lieu de présumer par la réponse qui lui a été faite, que cette prétention n'auroit aucune suite, & que ce Gouverneur auroit ordre de ne rien faire qui pût troubler la paix & la bonne correspondance qui étoit alors entre les deux nations; mais on ne doit point s'y attendre à présent, & la conjoncture d'une guerre prochaine, à laquelle ce Prince tâche d'exciter les Anglois & les Hollandois, en les faifant entrer dans une ligue avec l'Empereur, doit donner lieu de présumer que ces prétentions, tant sur Sainte-Alouzie que sur la Dominique, Saint-Vincent & Tabago, se renouvelleront de même que le projet que les Anglois avoient (03)

Pièces justil'Isle de Ste. Ire. partie.

Pièces des fait ci-devant de former un établissement

Saint-Vincent & Taba. go. 1701.

Commissai- dans cette dernière isle. L'intention du res François. Roi est que M. d'Esnots s'y oppose, & qu'il emploie tous ses soins & les forces Ordre con- des isles à empêcher qu'il n'arrive aucune cernant Sain- nouveaute à cet égard, en observant d'ap. te-Lucie, la porter les voies d'excitation avant les au-Dominique, tres; mais de ne point ménager cette nation, lorsqu'il aura fait toutes les démarches qui conviennent pour justifier que c'est elle qui a causé le premier trouble, & la mettre dans son tort. Sa Majesté l'a expliqué ainsi audit sieur d'Esnots, & je vous en fais part, afin que vous agiffiez de concert avec lui pour tenir cette conduite.

> Collationne sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil Sept cent cinquante-un.

Signé P. I.EDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXIII. LETTRES de Don au sieur maréchal d'Estrées, de la propriéte de l'isle de Sainte-Lucie, du mois d'août 1718. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

LOUIS, &c. A tous présens & à venir; SALUT. Les nations les plus sages & les mieux policées, ont toûjours estimé que le commerce étoit le premier fruit de la paix, & la véritable source des richesses & de l'abondance: elles en ont fait le principal objet de leurs soins & de leur attention. C'est dans la même vûe que pour procurer le hien & l'avantage de nos sujets, nous ne voulons négliger aucuns des moyens qui peu.

rent le fav

soce le c

shipe confi

nest avant

trenu par

e C'est

met & la

mions du

n que les

portées

logue ex

merce qu

a cans not

is de l'A

met ni le

mnoiffar

& daccor

a fingulier

ide leurs

ient en ét eh fertilité

w celle de

te le défer

menis, & # nous p

bit de cor

simmes i

Unitaines 1

ya rilqui

Temens d

Louis >

molant fav

asal'Eta

Lim

s & b rim

blerre 1 stat

otes a justica di trock di tro

eft audit

topias

Consid

BSW

rjikin

Lucie, li lépôt la

Siens al

plus les res estats mit de la le pricus attention

our proce

e mole

peuvent le favorifer & l'accroître. Nous fa- Pièces justivons que le commerce intérieur des E'tats ficatives sur (quelque considérable qu'il soit) n'est vérita-l'isle de ste. blement avantageux qu'autant qu'il est aide Lucie. Ire. pattie. & soûtenu par le commerce extérieur & maritime. C'est ce commerce qui facilite le transport & la consommation du superflu des productions du Royaume; & c'est par son moyen que les choses utiles & nécessaires font apportées des pays les plus éloignés. Une longue expérience a fait connoître que le commerce qui se fait entre nos sujets habitans dans notre Royaume & ceux de nos colonies de l'Amérique, n'est pas le moins important ni le moins précieux; c'est par cette connoissance que nous croyons être obligés d'accorder à ces colonies une protection singulière, & de procurer l'augmentation de leurs habitans, de manière qu'elles soient en état, non seulement de prositer de la fertilité de la terre pour leur utilité & pour celle de notre Royaume, mais encore de se défendre contre les attaques de ceux qui pourroient dans la fuite devenir nos ennemis, & entreprendre de nous ôter ce que nous possédons depuis long-temps par droit de conquête & en vertu des traités. Nous sommes informés que des le commencement du dix-septième siècle, il se trouva des Capitaines François expérimentés au fait de la navigation, qui employèrent leurs biens, & risquerent leur vie pour faire des établissemens dans les isles de l'Amérique. Le Roi Louis XIII de très-glorieuse mémoire, voulant favoriser des entreprises si avantageuses à l'E'tat, forma la première Compagnie maritime qui a été faite en France pour (04)

Pièces des pour les Indes occidentales. L'acte d'asso-Commissaire ciation est du 31 octobre 1626, & la comres François mission en forme de lettres, du 24 avril

No. LXXIII. l'Amérique occidentale, fut établie dans l'îste Don de l'Amérique occidentale, fut établie dans l'îste Sainte-Lucie Saint-Christophe après un grand nombre de au Maréchalcombats que ses habitans surent obligés de d'Estrées. sont contre les Sauvages Caraïbes, & 1718.

même contre des nations de l'Europe. Les privilèges de cette Compagnie furent confirmés par des lettres patentes du 8 mars 1635; ce fut dans la même année que le fieur d'E'nambuc choisit cent hommes dans cette colonie, & les conduisit en l'isle de la Martinique, dont il fit la conquête sur les Sauvages. Il réduisit pareillement sous notre obéissance, les isles de Sainte-Lucie & de la Grenade. Le sieur d'E'nambuc étant décédé en l'isle de Saint-Christophe au mois de décembre 1636, le fieur du Parquet son neveu, auguel il avoit donné le commandement de l'isse de la Martinique & dépendan. ces, fut continué, & par lettres en forme de commission, du deux décembre 1637, il en fut fait Capitaine général. Ces colonies se trouvant composées de plus de sept mille habitans, la Compagnie demanda que la concession qui n'étoit que depuis le onzième degré jusqu'au vingtième, fût étendue depuis le dixième jusqu'au trentième; ce qui lui fut accordé par un édit du mois de mars 1642. Par une déclaration du premier août 1645, il fut établi en l'isse de la Martinique des luges pour décider en dernier ressort toutes les contestations entre les habitans de ces colonies. Ledit fieur du Parquet confirma l'établissement de notre colonie en l'ille

le Caraïbo le cette in a habitatic le d'habit

SA

Grenade,

stages Ca

netention

in payen

iss. Il p

inte. Lucie

net des

in; il en

in en qu

& Sainte

me le fie

ntie. L'intion,
u du Parc
rinique,
t Grenadi
le contra
luis, le
aloume
fut co

and prosper de la constant de la con

sam col

us d'août

Little

conquest

Brank.

demand

lepais ka

fit this

ettien

du mois à

do presir de la Men

dentie t

the list

do Perge

recolonies

de la Grenade, par un traité qu'il fit avec pièces justiles Sauvages Caraïbes, qui cédèrent toutes ficatives sur leurs prétentions sur cette isle, & reçurent l'Isle de Ste. de lui en payement, plusieurs marchandises Lucie. & effets. Il prit en même temps posses-ire. partie. nim fion pour nous & en notre nom, de l'isle de Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie, du confentement des Sauvages Caraïbes qui l'occupoient; il envoya à cet effet, le sieur de Rousselan en qualité de Commandant en ladite isle Sainte-Lucie, & y sit batir un fort, & même le sieur Rousselan ayant épousé une fille Caraïbe, s'attira la confiance & l'amitié de cette nation: il y fit aussi construire des habitations commodes, & plaça un nombre d'habitans affez confidérable pour rélister aux Sauvages en cas de rupture ou de surprise. L'isse de Sainte-Lucie étoit en rillon cette situation, lorsque la Compagnie céda difin au sieur du Parquet la propriété des isles de de la Martinique, de Sainte-Lucie & de la Gremade & Grenadines, dont il étoit Gouvereuns neur: le contrat fut passé par-devant Notaires à Paris, le 27 septembre 1650, moyenla nant la fomme de soixante mille livres; cetbut te vente fut confirmée par lettres patentes du mois d'août 1651. Ledit sieur du Parquet devenu propriétaire, continua le commandement de Sainte Lucie au sieur Rousfelan, auquel le fieur de la Rivière fuccéda en 1654: ce dernier Gouverneur fut assassiné dans les bois avec dix personnes de sa fuite, par les Caraïbes qui avoient déclaré la guerre aux François dans toutes les ifles. Le fieur Haguet succéda au fieur de la Rivière, il fut furpris par les Sauvages, & blessé d'un coup de stêche, dont il mourut (0.5)

Pièces des

d'Estrées. 1718.

vers la fin d'octobre 1656. Au mois de dé. Commissai- cembre de la même année, le sieur du Parres François. quet fit la paix avec les Sauvages, & envoya le nommé Breton pour commander dans No. LXXIII. l'isle de Sainte-Lucie, à la place du sieur

Sainte-Lucie Haguet; la garnison du fort ayant abandonau Marechal né ce Commandant, le sieur Contis reprit fa place par interim, & le fieur d'Aigremont fut fait Gouverneur de cette isle en 1657: peu de temps après, il fut aussi affassiné par les Sauvages. Dans ces circonftances, le sieur du Parquet étant décédé le 3 janvier 1658, il laissa une veuve & deux fils mineurs; cette veuve fut par provision reconnue pour Gouvernance, & par avis de parens & amis, elle envoya en France, & obtint des lettres patentes en date du 15 septembre 1658, par lesquelles les deux fils du fieur du Parquet sont nommés, l'un au défaut de l'autre, Gouverneurs des isles de la Martinique, de Sainte Lucie & de la Grenade; ils sont en même temps maintenus & confirmés dans la propriété & possession desdites ifles, en qualité d'héritiers de leur père. En l'année 1660, il fut fait un traité de paix entre les habitans des colonies Françoises & Angloises, habitués dans les isles Antilles, d'une part, & la nation des Sauvages Caraïbes, d'autre part ; le lieu du congrès étoit à la Guadeloupe, où le sieur de Vanderoque, en qualité de tuteur des enfans mineurs dudit fieur du Parquet, & Gouverneur en leur place des isles de la Martinique, de Sainte-Lucie, Grenade & Grena. dines, envoya les sieurs de Loubière & Renaudot chargés de ses pouvoirs, de ceux de

la Dame veuve du Parquet & des habitans,

01 5

g interver

e & qui

in-Christop

ent avec I

is, de M

mont, &

Domini

I chaffés (

ut: lefd

pe quinz

mité fut

hos troi

la Sau

ils illes

m, &

ale temps

wes Ang

mide à Co

le fieur

int de l'

m des et

m afte

mi les I

teur de

it que le

Edu Par

mil fer

ies, des

in à l'e

te cette i

frère

mit pour

monand

मास है

a, ayan

Au mi

le fieri

age, in

ayanda ur Cons cur d'Asp

e ille a auffi affi irconfan édé le ju & den i

par ini n Prate

date di

it, in

rs de la

etall

ps mine & pose itiers &

for file o

es dans l

art; k

pe, of

de totess Parque

les de la l

emede di di Lombiere l

oin, dea

恰此

pour intervenir dans le traité qui se propo- Pièces justifoit, & qui fut conclu entre les Gouver-ficatives fur neurs & propriétaires des isles Françoises de l'Isle de Ste. Saint-Christophe, la Guadeloupe, la Marti-Lucie. nique, Sainte-Lucie & la Grenade, conjointement avec les Gouverneurs des isles Angloises, de Monserrat, Antigoa & Nièves, d'une part, & les Sauvages Caraïbes des isles de la Dominique & de Saint Vincent & ceux chassés de la Martinique en 1658, d'autre part : lesdits Sauvages Caraïbes représentés par quinze de leurs principaux chefs. Ce traité fut signé & marqué le 31 mars 1660; ces trois nations ensemble convinrent que les Sauvages Caraïbes posséderoient seuls les isles de la Dominique & de Saint-Vincent, & que les autres isles habituées dans le temps dudit traité par les François & par les Anglois, demeureroient en pleine propriété à ceux qui en étoient en possesfion: le sieur de la Lande étoit alors Commandant de l'isse de Sainte-Lucie, pour & au nom des enfans dudit fieur du Parquet. Par un acte du 21 novembre 1663, inféré dans les registres du greffe du Conseil supérieur de l'isse de la Martinique, il elt dit que les parens & amis desdits mineurs du Parquet, ont délibéré & étéld'avis qu'il seroit incessamment envoyé des ouvriers, des outils & les matériaux nécessaires à l'effet de rétablir le fort, & de mettre cette isle hors d'insulte: le sieur Bonnard, frère de ladite veuve du Parquet, en étoit pour lors le huitième Gouverneur ou Commandant. Les héritiers du fieur du Parquet, & les fieurs Houel, Boisseret & autres, avant négligé de peupler & d'entretenir

No. LXXIII. dite Compagnie des isles de l'Amérique. Sainte-Lucie rapporteroient leurs lettres de concession, d'Estrées.

1718.

pièces des tenir en bon état les isles que la Compagnie Commissai- leur avoit vendues, il intervint au Conseil res François. d'état, le 17 avril 1664, un arrêt, par lequel il est ordonné que les intéressés en la-

au Maréchal & que les fieurs Houel & Boisseret, propriétaires des isles de la Guadeloupe & de Marie-galante, les héritiers dudit fieur du Parquet, propriétaires des isles de la Martinique & de Sainte-Lucie, & tous les autres propriétaires, remettroient leurs contrats d'acquisitions & titres de propriété, pour être les uns & les autres remboursés ainfiqu'il appartiendroit; & fur la cession qui avoit été faite à notre profit par ladite Compagnie. le 24 février 1663, il fut donné au mois de mai 1664, un édit pour en établir une nouvelle fous le nom de Compagnie des Indes occidentales: l'article XX, porte que les isles Antilles appartiendront à la dite nouvelle Compagnie en rembourfant par elle les Seigneurs propriétaires d'icelles, des sommes qu'ils avoient payées, conformément à leurs contrats d'acquisitions, & des améliorations & augmentations qu'ils y avoient faites, suivant la liquidation qui en seroit réglée par des Commissaires nommés à cet effet: le contrat de vente des isles de la Martinique & de Sainte-Lucie, fut passé à Paris, entre la Compagnie des Indes occidentales & les tuteurs des enfans du sieur du Parquet, moyennant la somme de cent vingt mille livres, qui fut employée

> au profit desdits mineurs. Par un autre édit du mois de décembre 1674, les concessions

faites au profit de ladite Compagnie, & les

mitions :

1100s cha

de, de

muitter le

de forte

rement at

la prem

intes les

mertes pa

in du

friers, & (

nis form

mes du

L. & aux

mis les a

ils fe tro

ment dite

winens (

u qui éto

is le trou

a a les 1

s; ce qui

unt plus

I pas en

tous-mê

Hicher,

k defense

the le soi

friers de

DOS DOS

a grand

a le bien

perionne

and add no

Ulm

la Com

nt as Ca arrès, p éreile s l'Amèri e consis l'ents, pr spe d è

feed

de la la

tous is a

leur or

priété, p puriétain

Clion qui lite Com

nné an

en tall

Сопри

le II

eriedet

en rest

riétais

nt payés d'acqui entation liquidin nmittain de re

Samuel Compagn

eurs des

pant la li

i tam

10 mg

15 000F

negnit,

acquifitions, furent réunies à notre domaine, Pièces Juftien nous chargeant envers les particuliers in- L'isle de Stetéreffés, de rembourser leurs avances & Lucie. d'acquitter leurs dettes; ce qui a été exécu- Ire. partie. té, de forte que nous nous trouvons préfentement aux droits desdites Compagnies, & des premiers propriétaires & possesseurs de toutes les isles Antilles qui ont été découvertes par les fieurs d'E'nambuc, du Roffay, du Parquet & autres nos fujets & Officiers, & qui ont appartenu aux dites Compagnies formées & établies par les lettres patentes du mois de mars 1635, 1642 & 1664, & aux particuliers, auxquels ces Compagnies les avoient vendues, entre lesquelles isles se trouve celle de Sainte-Lucie, autrement dite Sainte-Alouzie, dont les forts & bâtimens ont été tellement négligés par ceux qui étoient chargés d'en avoir foin, qu'ils se trouvent presque entièrement ruinés, & les habitations ne sont plus cultivées; ce qui fait tort au commerce de nos fujets, parce que les colons & habitans n'y peuvent plus demeurer en fûreté: mais n'étant pas en état (quant à présent) de faire par nous-mêmes les dépenses nécessaires pour rétablir lesdits forts, peupler cette isle, la défricher, & la mettre en état de culture & de défense, nous avons résolu d'en commettre le foin à quelqu'un des principaux Officiers de notre Couronne, qui puisse remplir nos desseins à cet égard, pour le plus grand avantage de notre service, & pour le bien de notre E'tat. Nous avons cru pour cette raison, ne pouvoir en charger personne plus efficacement & plus justement que notre très-cher & bien amé cousin Vic-

d'Eltrées.

1718.

Pièces des Victor-Marie Comte d'Estrées, Comte de Commissai- Nanteuil - le - haudoin, premier Baron du res François. Boulonnois, Vice-amiral & Maréchal de France, Gouverneur des ville & château de

No L XXIII. Nantes, & Lieutenant général du comté Sainte Lucie Nantois, Grand d'Espagne, notre Vice-roi au Marechaien l'Amérique, Commandeur de nos Ordres. Président de notre Conseil de marine, &

l'un de nos Conseillers au Conseil de régence : les longs & importans services qu'il nous a rendus dans toutes les parties du monde, la connoissance particulière qu'il a des isles Antilles pour avoir fait plusieurs voyages dans l'Amérique, & l'avoir reconnue & visitée par les ordres du Roi défunt, notre très-honoré Seigneur & Bisaïeul, son attachement à notre service, son zèle pour le bien de notre E'tat & son expérience, nous font des gages affurés qu'il n'oubliera rien pour se conformer à nos intentions. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, après avoir fait examiner l'acte d'affociation du 31 octobre 1626, la commission en forme de lettres, du 24 février 1627, les lettres patentes du 28 mars 1635, celles du 8 mars 1642, celles du mois d'août 1651, confirmatives du contrat de vente des isles de la Martinique, de Sainte-Lucie & de la Grenade, fait par ladite Compagnie ausieur du Parquet, la copie en forme du traité du 31 mars 1660, l'acte de cession passé à notre profit le 24 février 1663, les lettres patentes du mois de mai 1664, l'édit du mois de décembre 1674, & autres titres; de l'avis de notre très-cher & très-amé oncle le Duc d'Orléans Régent, de notre très-cher & trèsamé cousin le Prince de Conti, de notre

Mentes fi hope, don our les fu i, i perpé E-Lucie, to jouir c z, ainfi c stela Cor

DISA

क्षेत्र के प्रदे

me tres-c

indoufe &

mbles Per

a notre ce

at autor

1642, 21658, & m 1664,

elle de S Im mois

mineurs du

The des a Z; le pre

es, On

nier h

Man

note l

r demi

de mai

onfal k

s femin

les po

ticulia

ir fai p

k l'anin

du Roit

, food

on end

qu'il it

s inten

nous m ncted da nmillor

1617

35, cell

aoùt M

nte des l Lucie à

mpagner me do m

on pask

s lettra didu

प्रस्तुं है

onde

résolut la

oni, de l

très-cher & très-amé oncle le Duc du Mai pièces juffide notre très-cher & très-amé oncle le Comte ficatives sur de Toulouse & autres Pairs de France, grands l'isle de Ste. & notables Personnages de notre Royaume, Lucie. & de notre certaine science, pleine puis. Ire. partie. fance & autorité royale, Nous avons par ces présentes signées de notre main, donné & octroyé, donnons & octroyons à notredit cousin le Maréchal d'Estrées, tant pour lui que pour ses successeurs, héritiers ou ayans cause, à perpétuité, la propriété de l'isse Sainte-Lucie, autrement Sainte-Alouzie, pour en jouir comme de chose à lui appartenante, ainsi qu'en ont joui ou dû jouir les lieurs de la Compagnie établie en 1626, confirmée par lettres patentes des mois de mars 1635 & 1642, le sieur du Parquet & ses enfans, en exécution du contrat d'acquisition du 20 septembre 1650, confirmé par lettres patentes du mois d'août 1651, & par autres lettres en forme de commission, du 15 septembre 1658, & ensuite les sieurs de la Compagnie des Indes occidentales, en vertu des lettres patentes en forme d'édit, du mois de mai 1664, & du contrat de remboursement fait en conséquence aux tuteurs des enfans mineurs dudit fieur du Parquet, & tout ainsi que nous avons joui ou dû jouir de ladite isle de Sainte-Alouzie, en vertu de l'édit du mois de décembre 1674, sans en rien réserver ni retenir, même du fort construit; tant par le sieur du Parquet que par les héritiers, en l'état qu'il est présentement, ensemble des armes & canons qui pourront se trouver encore sur les lieux lors de la prile de possession dont il sera dresse procès verbal; le présent don & remise fait par nos

Commissai- tes. res François.

Don de Sainze-Lucie au Maréchal & Estrées. 1718.

Pièces des nos préfentes lettres aux conditions suivan-

ARTICLE I. NOTREDIT cousin jouira de la. - dite isle Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie, en No. LXXIII. toute son étendue & en pleine propriété, seigneurie & justice, ne nous réservant autre droit ni devoir que la seule foi & hommage lige, que notredit cousin, ses héritiers, successeurs ou ayans cause, seront tenus de nous rendre & à nos successeurs Rois, à chaque mutation de Roi, avec la redevance d'une couronne d'or du poids de dix marcs.

II. Journa pareillement notredit cousin, en sa qualité de propriétaire de ladite isle, des droits seigneuriaux, tels qu'ils ont été établis par les propriétaires de ladite isle.

III. Pourra concéder, vendre & aliéner les terres de ladite isle, à tels cens, rentes & droits feigneuriaux, à telles personnes, & avec telles réferves qu'il jugera à propos.

IV. Nous lui avons pareillement accordé la propriété des mines & minières qu'il fera ouvrir dans ladite isle de Sainte-Lucie, en cas qu'il s'en trouve; & pour l'engager à en faire la recherche & l'ouverture, & le dédommager des frais & dépenses que l'on fait nécessairement dans de pareilles entreprifes, nous l'avons exempté & exemptons de nous payer aucuns droits de souveraine. té pendant l'espace de quinze années, pour raison desdites mines qu'il fera ouvrir & exploiter pendant ledit temps, à compter du jour de la première fonte, desquels droits nous lui avons fait don & remife par ces présentes; & lesdits quinze ans expirés, il nous sera payé la dixième partie de tous métaux purifiés, ouvrés & mis au clair, sans

a nous fo

senfe; à l'

plomb &

mples en

nois de

s fera pa

I SERA TE

ille en

a de réta

ie de nou

a la suret

million

notre R

te notre

वर्ध के वा

melentes

im nécet th défens

tier de no

Hous pe i de cho

no quatre ine-Lucio

a difficul

E, fans

Dis payer a dispense

Moin fero

Burer à ( L POURR

eille tel (

sattes (

ml 2de

que nous soyons tenus de contribuer à la rièces justidépense; à l'exception néanmoins des mines ficatives sur de plomb & de celles qui sont déclarées l'ifle de Steexemptes en faveur de la noblesse, par édit Lucie. du mois de juin 1601, pour lesquelles ne lie, parties

nous fera payé aucun droit:

njoh

e-Alous ropida élerra di di lan hérita

ittens

Rois, It

derent ix man

tredini lade l

ils out i

ladis is endre bi

els cour

es pein era i pr llement

niéra di zintela

or l'enge certure, di penies q pareille ré de des

e 2005)

ra outi

descored to

remik n

20 mg

patiet

V. Sera tenu de remettre incessamment ladite isle en état de défense; & pour cet effet, de rétablir l'ancien fort, ou en construire de nouveaux s'il lui paroît nécessaire pour la sûreté des habitans; lui accordons la permission de lever des gens de guerre, & de toutes sortes d'arts & de métiers, dans notre Royaume & autres pays & terres de notre obéissance, dont nous avons accordé & accordons la permission par ces présentes, jusqu'à concurrence de ce qui sera nécessaire pour l'établissement & pour la désense de ladite isse de Sainte-Lucie.

VI. Et pour faciliter ledit établissement & attirer de nos sujets dans ladite isle, par l'espoir de la récompense de leurs services; nous avons permis & permettons à notredit cousin de choisir & de nous présenter & nommer quatre sujets habitans de ladite isse de Sainte-Lucie, auxquels nous ferons, sans aucune difficulté, expédier quatre lettres de noblesse, sans que les impétrans soient tenus de nous payer aucune chose, dont nous les avons dispensés & dispensons, & en tant que besoin seroit, déchargés & déchargeons, & fans tirer à conséquence.

VII. Pourra notredit cousin, mettre dans ladite isle tel Gouverneur ou Commandant, & tels autres Officiers qu'il jugera nécessaires pour la défense de l'isle, lesquels Gouver-

Tom. I. 2de partie. (P) neu

au Maréchal d'Ef-

Pièces des neur ou Commandant, Officiers Majors & Commissai- Capitaines, seront revêtus de nos commisres François. sions, sous la représentation qui nous ensera faite par notredit cousin, entre les mains No. LXXIII. duquel ils nous prêteront le ferment ordinaire, Sainte-Lucie, ou entre les mains de telle personne qu'il pourra commettre, & les Officiers subalternes ferviront en vertu des commissions qui strées. 17 18. leur seront donnée par notredit cousin: ledit Gouverneur ou Commandant, sera subordonné au Gouverneur général des isles Antilles, & lui obéira en tout ce qui concernera notre service.

VIII. Nous, de l'avis & autorité que desfus, avons créé & établi, créons & établiffons dans ladite isle de Sainte-Lucie, un Siège royal, composé du Gouverneur ou Commandant de ladite isle, d'un Juge qui portera le titre de Lieutenant général, connoissant des causes civiles & criminelles, lequel sera gradué (si faire se peut) de deux Conseillers, choisis dans le nombre des principaux habitans, d'un notre Procureur, d'un Greffier & de deux Huissiers, lesquels Officiers seront choisis, nommés & à nous préfentés par notredit coufin, auquel nous avons accordé & accordons ledit pouvoir & autorité, pour en jouir par les pourvûs, en vertu de nos lettres de provision que nous ferons expédier fans aucune difficulté, tant & si longuement qu'il plaira à notredit coufin, ses successeurs ou ayans cause.

IX. Les jugemens rendus par les Officiers de ladite isle de Sainte Lucie, seront executés en dernier ressort lorsqu'il ne s'agira que de vingt livres de rente ou de Six cens livres de principal; & lors qu'il s'agira de plus grandes fommes, lefdits jugemens feront

DES

intoires !

i-fante 15 appell

mes 211 C

a religit.

SERONT

tutions d

inmer au

name of

ille, lan

DES OUR

mot recu

m, en la

la pratic

is dans le

ince.

Nous

as, cr

is, Tal

E, pour

mires d

sinotre I

I NOTE

than la

MES, DE

spour in

tille, en

E& Ro

I Nos

mide to

mies que

1. Sien c

policilio

exécutoires par provision, en donnant bonne pièces justi-& fusfisante caution. ficatives sur

Les appellations desdits jugemens seront l'isse de Ste, portées au Conseil supérieur établi en l'isse Lucie, de la Martinique, pour y être jugées en der. Ire, partie, nier ressort.

X. Seront tenus lesdits Officiers d'obferver les ordonnances du Royaume dans les
instructions des procès & instances, & de se
conformer aux us & coûtumes de laPrévôté & Vicomté de Paris, laquelle sera la loi
& coûtume observée par les habitans de ladite isle, sans qu'il puisse y être introduit
d'autres loix ou coûtumes.

Seront reçûs lesdits Juges & Officiers de justice, en la manière accoûtumée, & ainsi qu'il se pratique dans les autres tribunaux établis dans les colonies soûmises à notre

obéiffance.

fln

ill m

008 00

qui imp

ntre la i mentorio periore licien in omnifici lit coon

feralitin

es Anda

ta mini

autorike

, crémi Sainte-Lui

Gourn

, du

ant goo X crimin

se peut

DOMON

e Procure

ers, le

méskin

, auquell s ledit pur

par les provision ne difficu

ira andii

ns cante

s par lot

cie, fermi pu'il nesh ou de Sac

in the same of the

XI. Nous avons encore par cesdites présentes, créé & établi deux offices de Notaires, Tabellions, Garde-notes en ladite isle, pour recevoir les actes & contrats volontaires des parties, ainsi qu'il se pratique à notre Prévôté & Vicomté de Paris.

XII. NOTREDIT cousin sera obligé de faire passer dans ladite isle à lui concédée par ces présentes, un nombre suffisant d'Ecclesiastiques pour instruire nos sujets habitans de ladite isle, en la religion Catholique, Apos-

tolique & Romaine.

XIII. Nos sujets habitans de ladite isse, jouiront de tous les mêmes droits, libertés & franchises que nos autres sujets de l'Amerique XIV. Et en cas que notredit cousin sût troublé en la possession de ladite isse de Sainte-Lucie, (P 2) nous

Pièces des nous promettons de le protéger, même de

No. LXXIII. au Maréchal d'Es-

Commissai. l'assister de nos armes & de nos vaisseaux, à res François. nos frais & dépens SI Donnons en Man. DEMENT aux gens tenant le Conseil supérieur de l'isle de la Martinique, que ces présentes Sainte-Lucie, ils fassent lire, publier & registrer, entretenir, garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, & que du con-Brées. 1718 tenu en icelles ils fassent jouir notredit coufin le Maréchal d'Estrées, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances à ce contraires: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donne à Paris au mois d'août, l'an de grace mil fept cent dix huit, & de notre règne le troisième. Signe Louis. Par le Roi, LE DUC D'ORLE ANS Régent, présent. Signé PHELYPEAUX. Et est aussi. écrit, Visa. Signé M. R. DE VOYER D'AR. GENSON, pour don de isle de Sainte-Lucieau fieur Maréchal d'Estrées. Signé PHELYPEAUX. Et en marge de la première page est écrit: Registré au Conseil superieur de la Martinique, ouï & ce requérant le Procureur général du Roi; au desir de son arrêt, de ce jour sept juillet mil sept cent dix-neuf. Signé MOREAU avec paraphe. Et au bas de ladite première page est aussi écrit ce qui suit : Registré les présentes lettres de don sur le registre ordinaire du Siège royal de Sainte-Lucie, suivant la délibération de Messieurs les Commissaires du Conseil supérieur de la Martinique, rendue sur les conclusions de M. le Procureur général du Roi de ce jour. FAIT à Sainte-Lucie, le vingt quatre juillet mil

cent dix. maraphe.

lationné d me de Fra

licenté fut ins etrang il est cent

14 Confe m genéral t, au fu ma-Alouz ti dépôt

toe ayan intel 8 100nceffic wentes à ) confer the à Sa I wholes of necessai

nd autre ion, de का विशेष Majefté. a habites

DE SAINTE LUCIE. 229 fept cent dix-neuf. Signé GRENET Greffier, avec paraphe.

Rilly

ger, m

100 Tallet

NECONN

in lista of

pue cespi gillrer, ce e point a

& que à

oir rood

nonoble nances la

TRE RU e& m

ttre Mit

e' à Paise ept centi

me, Sgr.

RLEUE

DE VOID de Sainteil

cureur gis

, de ce

f. Signal

de ludie!

decejon

Pièces justificatives fur

Collationné à l'original en parchemin par nous l'îsle de Ste. Ecuyer Conseiller Secretaire du Roi, Maison, Irc. partie. Couronne de France & de ses finances.

Signé ROBINOT.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires etrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du depet.

No LXXIV. COPIE de la lettre écrite par le Conseil de Marine, aux Lieutenant général & Intendant des isles du vent, au sujet de l'isle Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie: du 6 février 1720. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

T Es Commissaires de Sa Majesté Britannique ayant demandé, Messieurs, que de l'îste de Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie, sût le remise en tel & semblable état qu'elle était a. vant la concession qui en a été faite à M. le Maréchal d'Estrées, qui en a remis les lettres patentes à Sa Majesté, le Roi a bien voulu y consentir jusqu'à ce qu'il ait fait connoître à Sa Majesté Britannique les droits incontestables qu'il a fur cette isle qui appartient à la France; ainsi vous donnerez les ordres nécessaires aux Officiers, Majors, Soldats & autres qui font établis depuis cette concession, de sortir de ladite isle aussirot que vous leur aurez fait connoître les ordres de Sa Majesté, n'y laissant demeurer que les familles établies avant cette concession. Vous ferez

pour s'emparer de Sainte-

Lucie. 1722.

Pièces des ferez aussi rapporter à la Martinique les Commissai- canons, boulets & autres ustenciles de guerre res François. qui se trouveront dans cette isle. Son Altes. fe Royale fouhaite que vous exécutiez avec No. LXXV. la dernière exactitude, les ordres qui vous des Commis- sont donnés au sujet de cette isle, & que vous saires de l'A. informiez le Conseil de Marine de leurexé. cution. Signe L. A. DE BOURBON, & LE d' Angleterre, MARE CHAL D'ESTRE ES.

> Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères A Paris, le vingt-un mars mil Sept cent cinquante-un.

> Signé. P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXV. EXTRAIT des instruca qu'ils tions données au Capitaine Orme par les Commissaires de l'Amirauté de la Gran-1882 201 de-Bretagne & d'Irlande, &c. at avec

Traduit de l'Anglois, & tiré d'un ouvrage en cette langue , intitul. Relation du dernier établissement projeté aux iftes de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent en Amérique, en vertu du droit du Duc de Montaigu, & par ses ordres en l'année 1722. Dédié audit Duc de Montaigu. Imprimé à Londres, chez Jean Peele, 1725, in 80. page 123.

D'AUTANT que Sa Majesté a jugé à propos d'accorder au Duc de Montaigu les isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, situées proche des Barbades, & de nous sia apour gnifier ses ordres, favoir qu'un de ses vaisfeaux de guerre gardera & veillera à l'éta- ampil bliffement defdites ifles; Nous vous avons mer destiné pour ce service avec le vaisseau que m fer vous commandés, ayant ordonné qu'il fût avitaillé, équipé & approvisionné à Ports alle mouth;

11 5

1 & d'a

THE QU'I

mis le Cl

large &

horter da

s materia

i, comme

bux auro

Head, if

s, auffi-t

undez fe

amer (ce

at par note av

Hez voil

in apre

ne l'équ

Hez fan thits tro

VOUS I

mmand me, en

Mendre

allu

iche son eracia ordie a Me, Los

BOULDIN

of min , le tipa

er Comit

ALT des

int Om

auti ist

nde, B

je dan

etite di E

le Schola

en versio Les ordress

Montaiga 725,880

jefté s ja Dat de l

les, it les

qu'un cet

के प्रशिक्त

Non in

vec le rails

mouth; & d'autant que ce Seigneur nous a informé qu'il avoit loué trois vaisseaux, ficatives sur nommés le Charles & le Franc-Maçon, le pe l'isle de Ste. tit George & la chaloupe le Griffon, pour Lucie. transporter dans ces isles plusieurs personnes la partie. & les matériaux destinés à leur établissement, comme il est dit ci-dessus, lesquels vaisseaux auront ordre de vous joindre à Spet-head, il vous est enjoint par les préfentes, auffi-tôt que le vaisseau que vous commandez fera prêt à tous égards pour mettre en mer (ce que vous accélérerez le plus tôt que faire se pourra), & que vous aurez été joint par les trois vaisseaux fusdits, de faire route avec eux au premier temps & vent favorable, pour Cork en Irlande; & auffi-tôt qu'ils y auront été chargés des provisions qui leur font destinées (ce que vous ordonnerez aux Capitaines de ces vaisseaux, de faire avec toute la diligence possible) vous ferez voile avec eux vers l'isle de Madère, où après avoir pris à bord autant de vin pour l'équipage de vos vaisseaux qu'il en sera nécessaire, au lieu de bière, ce que vous ferez sans perdre de temps, vous frez avec lesdits trois vaisseaux, à l'isle de Sainte-Lucie, vous resterez avec le vaisseau que veus commandez, à ladite isle jusqu'à nouvel ordre, en forte que vous soyez en état de la défendre contre toutes les entreprifes que l'on pourroit faire; & comme vous devez employer tous vos efforts pour prévenir toute entreprise de cette nature, vous devez aussi donner toute l'assistance & le secours dont vous ferez capable pour l'avancement de l'établissement de la susdite isle de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, lorsque la perion-(P 4)

fonne qui fera nommée par Milord, pour la Commissai- conduite de cette affaire, le jugera nécessai-

res François, re & convenable, ayant soin de ne pas vous absenter de ladite isle de Sainte-Lucie, que No. LXXV. l'on n'ait élevé un fort, & que les gens qui Instruction l'occuperont, ne soient en état de se désen-Saires de l'A- dre contre les Indiens ou autrement.

Et d'autant que nous sommes informés d'Angleterre, que la paix est faite avec les Indiens Capour s'empa-raïbes, vous devez être bien attentif penrer de Sainte- dant que vous serez employé à ce service, à ce que les Officiers, ou gens appartenans au vaisseau que vous commanderez, ne sasfent rien qui leur donne occasion d'insulter ou de molester les sujets de Sa Majesté, ou de faire quelques démarches contraires à ladite paix & bonne intelligence qui a été réglée avec eux; mais à ce que lesdits Indiens soient traités civilement, tant que l'on verra qu'ils ne donnent pas atteinte à la paix par quelque acte d'hostilité.

> Vous devez en particulier, faire tous vos 5, Yous p efforts pour protéger lesdites isles de toutes les entreprises que peuvent faire les Pirates; & lorsque vous serez informé que quelques vaisseaux ou bâtimens de ces brigands, croifent aux environs de ces parties, vous tâcherez de les prendre, de les brûler ou de les détruire autrement; & lorsque vous aurez pris quelques-uns de ces vaisseaux ou bâtimens de Pirates, sans perdre de temps vous les aménerez, & les remettrez aux Officiers de la Vice-amirauté des isles sous le vent, ou de celles des Barbades, afin de faire le procès à l'équipage, & de le punir suivant la loi, & vous irez aussi-tôt reprendre le poste pour lequel vous êtes destiné.

12 8

indé

out out

apres a

i fera D

Mord,

1306 COL

Lucie,

# pour

but ce q

Es ces pa

mt de te

at, relati

a de Sain

om égard

dautant o

m arrive

than que

ME pourre

mequence

lin de

les fi

more no

propre à

pi elt fo

Moin; po

F SOX P

os de la

in par c

Mais indépendamment des instructions pièces justiqui vous ont été données ci-dessus, dans le ficatives sur cas où après avoir délibéré avec la person- l'Isle de Ste, ne qui sera nommée, ainsi qu'il a été dit, Lucie. par Milord, il fera décidé que le vaisseau Ire. partie. que vous commandez peut s'éloigner de Sainte-Lucie, sans aucune apparence de danger pour cette isle en votre absence; vous croiserez aux environs des isles sous le vent qui seront les plus proches, & vous ferez tout ce qui dépendra de vous pour les délivrer des Pirates, & protéger le commer-acte ce dans ces parties; mais vous n'y resterez ce dans ces parties; mais vous n'y resterez qu'autant de temps qu'il sera convenable & prudent, relativement à la fûreté de l'isle dis m sussitie de Sainte-Lucie, pour laquelle vous

aurez un égard particulier.

Vilon, a

jugen in

de 12 %

trenes.

ccasion it

e Sa Mil

igence a Et d'autant que Milord a desiré que lorsent, mi que vous arriverez avec les vaisseaux à Cork. s attaine on y pût trouver vingt ou trente hommes qui fussent dans la volonté d'aller aux isles fusdites, vous pourrez les y transporter dans le vaisseau que vous commandez, vû que les trois vaisseaux qu'il a fretés sont sipleins. me qu'ils ne pourront les recevoir; vous devez chia en consequence les faire recevoir à bord, parie ayant soin de faire payer les provisions dont vous les fournirez dans le passage. Et d'autant que nous sommes informés qu'il y a dans la susdite isse de Sainte-Lucie, un enpedre droit propre à caréner le vaisseau de Sa Majesté qui est sous vos ordres, lorsqu'il en de la aura besoin; pour cette raison, nous avons antic, ordonné aux principaux Officiers & Commissaires de la marine, de vous fournir les choses nécessaires pour le carénage; vous aurez soin par conséquent, de faire caréner (P 5)

Pièces des & nettoyer ledit vaisseau une fois tous les Commissai- quatre mois, afin que vous soyez plus en res François. état de faire le service auquel vous êtes des No. LXXV dre tons les vaisseaux ou bâtimens de Pirates dont vous pourrez avoir connoissance.

Instruction des Commiffaires de l'Amirauté

Et lorsque les provisions vous manqueront, vous vous en ferez fournir par la perd'Angleterre, sonne qui aura fait marché avec les Compour s'empa- missaires pour avitailler la marine de Sa Ma-Lucie. 1722. jesté, foit aux Barbades ou aux isles sous le vent, fuivant que vous jugerez pouvoir le faire avec le plus de diligence; ce à quoi vous devez avoir un égard particulier, afin que vous puissiez n'être absent de la susdite isle de Sainte-Lucie, que le temps qui sera absolument nécessaire.

> INSTRUCTIONS des Commissaires de la Vice-amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c. au Capitaine Brown, Commandant du vaisseau de Sa Majesté le Feversham, aux Barbades: du 5 juillet 1722.

> Traduites de l'Anglois, & tirées d'un ouvrage en cette langue, intitulé: Relation du dernier établissement projeté aux isses de Sainte. Lucie & de Saint-Vincent, &c. page 128.

> De par les Commissaires de la Vice-amirante de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c.

> 'AUTANT que Milord Duc de Montaigu nous a représenté qu'il a plû à Sa Majesté de lui accorder la propriété & le gouvernement des isles de Saint-Vincent & de Sain-

08 SA -Locie 180US & P monné au mmand B něcessai e dont il is en état kidites if mons par

wotre ! lorique gen mer , pentions Heceffaire steur pro modez, ta

wa a été r relativen mote, & ma le ( we nous stear Si

mendicier

ITRU ( mi faire. mie-Bre Monte F

lodeigneu

111

e frie

form

YOU !

er, the

ineni Comple

Vous at

irnir pa arec k

arize del

int ils

erez pon

nce; el

paninh ent di

e teman

Grandol Grandol du Oi v vaija

anth

efier la Mer de la Mer de la

Vicioni rlande, l

oc delle

機計

Tions!

Sainte-Lucie en Amérique, & que ce Sei-Pièces justigneur nous a présenté une requête afin qu'il ficatives sur fût ordonné au vaisseau de Sa Majesté que l'Isle de Ste. vous commandez, d'escorter les batimens & Lucie. choses nécessaires, de la Barbade à Sainte-Ire. partie. Lucie, dont il pourra avoir besoin, afin d'être plus en état de former des établiffemens dans lesdites isles, nous vous enjoignons & ordonnons par ces présentes, de le faire pendant votre séjour sur la côte de la Barbade, lorsque ces bâtimens seront prets à mettre en mer, ayant soin de n'employer à ces opérations que le temps qui fera absolument nécessaire. Vous devez faire tous vos efforts pour protéger l'établissement des isles fusdites de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie, avec le vaisseau de Sa Majesté que vous commandez, tant que vous pourrez le faire. fans préjudicier ou interrompre le fervice qui vous a été recommandé par nos instruc. tions, relativement à la sûreté de l'isse de la Barbade, & au commerce qui y entre & qui en fort, ayant foin d'informer le Gouverneur & le Conseil, du contenu des ordres que nous vous adressons. Signé par nous, le cinquième juillet mil fept cent vingt-deux. Signé JEAN COCKBURNE, JEAN NORRIS, CHARLES WAGER, D. PULTENY. Par Nosseigneurs, J, Burchet.

INSTRUCTIONS données par les Commissaires de la Vice-amirante de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c. au Capitaine Brand . Commandant du vaifleaus. 236 ME'MOIRES SUR L'ISLE seau de Sa Majesté l'Hector, aux isles Jous le vent: du 5 juillet 1722.

Pièces des Commissaires François.

Traduites de l'Anglois, & tirées d'un ouvrage No LXXV. en cette langue, intitulé: Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Autre Saint-Vincent, &c. page 129. Instruction

des Commismirauté d'Angleterre. pour s'empaver de Sainte-

Lucie. 1722.

saires de l'A-De par les Commissaires de la Vice amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c.

> 'AUTANT que Milord Duc de Montaigu nous a représenté qu'il a plû à Sa Majesté de lui accorder le gouvernement & la propriété des isles de Saint-Vincent & de Sainte - Lucie en Amérique, & que ce Seigneur nous a présenté une requête afin qu'il soit ordonné au vaisseau de Sa Majesté que vous commandez, d'escorter de Saint. Christophe à Sainte-Lucie, tels bâtimens dont il pourra avoir besoin pour y envoyer des provisions & autres choses nécessaires, afin d'être plus en état de former un établiffement dans lesdites isles, nous vous enjoignons & ordonnons par ces présentes, de le faire, lorsque ces bâtimens seront prêts à mettre en mer, ayant soin de n'employer à ces opérations que le temps qui fera absolument nécessaire: & vous devez faire tous vos efforts pour protéger l'établissement des isles susdites de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie, avec le vaisseau que vous commandez tant que vous pourrez le faire, sans préjudicier ou interrompre le service qui vous a été recommandé par nos instructions, relativement à la sûreté des isles sous le vent, & au commerce qui y en-

11 5 t qui en perpett ( to des c

as par ne cent ving

TRAIT : Lords C ifer El 18a Maji

ilin de e ins septer m de l'A

lague, in m projeté finent, pa divitant q a, nous a

albi acco ment des Hincent, me req illeau de d'escor ines, de il pourra a we forme

is, nou m ces pré Mour fur a batimen spant foin e le tem

Tous moléger l'

2 170

Ctor, a

1722

ets day

elatin hi

Samula

la Ving

d'Irland

) ac de la

Vernenn

regulati

de &

, this

POUT TO

DOUS FOU

es prém

ns leta:

de n'em

qui fau

dever li

établiks

tre & qui en sort, ayant soin d'informer le pièces justi-Gouverneur & le Conseil desdites isles, du ficatives sur contenu des ordres que nous vous adressons. l'Isle de ste. Signés par nous, ce cinquième juillet mil Lucie. fept cent vingt-deux.

EXTRAIT des instructions données par les Lords Commissaires de l'Amirauté. au sieur Ellford., Capitaine du vaisseau de Sa Majesté le Lynn, sur sa commission de veiller aux Barbades. &c. du 25 septembre 1722.

Traduit de l'Anglois, & tiré d'un ouvrage en cette langue, intitulé: Relation du dernier établissement projeté aux istes de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, page 131.

TT d'autant que Milord Duc de Montais L gu, nous a representé qu'il a plû à Sa Majeité lui accorder la propriété & le gou-Majesté lui accorder la propriété & le gou-Saint-Vincent, & que ce Seigneur nous a présenté une requête afin qu'il soit ordonné au vaisseau de Sa Majesté que vous commandez, d'escorter les bâtimens & choses nécessaires, de la Barbade à Sainte-Lucie, dont il pourra avoir besoin, afin d'êtreplus en état de former des établissemens dans lesdites isles, nous vous enjoignons & ordonnons par ces présentes, de le faire pendant votre séjour sur la côte de la Barbade, lorsque ces bâtimens feront prêts à mettre en mer, ayant soin de n'employer à ces opérations que le temps qui sera absolument nécellaire. Vous devez faire tous vos efforts pour protéger l'établissement des isles susdi-

Pièces des

No. LXXV. Autre ordre de favoriser l'entreprise du Duc de Montaigu sur Sainte-Lucie. 1722.

tes de Saint-Vincent & de Saint-Lucie, tant Commissai- que vous pourrez le faire, sans préjudicier res François, ou interrompre le service qui vous a étédéjà recommandé.

Et d'autant que le vaisseau de Sa Maielté cit, en c l'Hector, est maintenant chargé de veiller is y cont aux isles sous le vent, & le Winchelsea à l'isle ilut refu de Sainte-Lucie, vous devez entretenir une du mêm correspondance continuelle avec leurs Com-क्षा है। mandans, comme nous leur avons enjoint n Tire de faire avec vous, afin que s'il paroissoit aux environs de ces isles, ou de celle de la meeres. Barbade, quelques vaisseaux de Pirates, vous MIESTE' puffiez aller au fecours de l'un ou l'autre; Md Angle & en conféquence, si l'un des deux Commandans defdits vaiffeaux vous donnoitavis que les Pirates aux environs de leurs postes latigu, e respectifs, sont supérieurs en force, vous thautre o devez, sans perdre de temps, aller à son sespoint à ce cours, & réunir tous vos efforts pour les prendre ou les détruire, & retourner aussiinter au tôt à votre poste à la Barbade; mais avant I faites d'aller à l'un ou à l'autre des postes susdits, lupartena vous devez délibérer avec le Gouverneur ou mi fife Commandant en chef, & avec le Conseil ## Ro de la Barbade, afin d'avoir leur agrément; 1, h Ma & dans le cas où il viendroit sur la côte de un ait la Barbade quelques Pirates supérieurs en mie qu force au vaisseau que vous commandez, dienv vous devez auffi-tôt en informer le Capitai- 4 lay ne du vaisseau l'Hestor ou le Winchelsea, ou lette et tous deux, fuivant que vous jugerez néces la M faire qu'ils aillent ensemble ou séparément à les App votre fecours, conformément aux ordres Managina qu'ils recevront de nous.

> a que cet No. LXXVI.

t figur (

DE SA

LXXVI.

malier a

Anglois

inda:

ans pin

1001

de Salli argi de Vinciale

energy avector

i atomi

ie fly

ou deal

de line I'on or h

成物

7005 da

en for ps, alei efform

TEINE

les polal le Govra

2780

r lear q oit furit

tes fundi

former k

NS NOT

mini to

Nau

No. LXXVI. ORDRE du Roi, Chevalier de Feuquières, de sommer Lucie. les Anglois de se retirer de Sainte - A Ire. partie. louzie, en cas qu'ils s'y établissent, & de les y contraindre même par la force sur leur refus: Avec les lettres du Conseil du même jour, à MM. de Feuquières & Benard: du 21 septembre 1722. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

CA Majeste ayant été informée que le O Roi d'Angleterre a fait don des isles de Saint-Vincent & de Sainte-Alouzie, au Duc de Montaigu, en a fait porter ses plaintes à la Cour d'Angleterre; il y a été dit que l'une & l'autre de ces deux isles n'appartenoient point à cette Couronne, la première devant rester aux Caraïbes, suivant les conventions faites avec ces peuples, & la seconde appartenant à la France, qui en avoit bien voulu suspendre l'établissement, sur la demande du Roi d'Angleterre. Malgré ces raisons, Sa Majesté n'a point été informée que ce don ait été révoqué, Elle a appris au contraire que le Duc de Montaigu se disposoit à envoyer prendre possession de ces isles, & à y faire passer nombre de familles: cette entreprise étant contraire aux droits de Sa Majesté, son intention est qu'en cas que les Anglois veulent prendre possession de Sainte-Alouzie, & qu'ils veuillent s'y établir, le sieur Chevalier de Feuquières les fasse sommer de se retirer dans quinzaine, attendu que cette ifle appartient à la France;

Pièces infil ficatives fue au l'ific de Ste.

Feuquières d'empêcher l'établisse. ment des Anglois à Sain-

se-Lucie.

1722.

& s'ils ne le font pas, il les y contraindre Commissai- par la force des armes. Il observera de res François. charger de cette expédition, des Officiers fages & entendus; Sa Majesté ne veut d'ef-No. LXXVI. fusion de sang que le moins qu'il se pour-Chevalier de ra, Elle ne veut point aussi qu'il y ait aucun pillage; Elle fouhaite feulement que les Anglois se retirent, & ne s'emparent point d'un pays qui lui appartient. Fait à Versailles, le vingt-un septembre mil sept cent vingt-deux. Signé LOUIS. Et à côté, Vû & approuvé. Signé PHILIPPE D'ORLE'ANS.

> Lettre d'accompagnement à M. le Chevalier de Feuquières.

E Conseil vous envoie ci-joint, Mon-L fieur, les ordres du Roi, sur la condui- 10 N S te que Sa Majesté souhaite que vous teniez; en cas que les Anglois prennent le parti honneur d'établir l'isle de Sainte-Alouzie; il donne à in établi M. Benard, les ordres nécessaires pour faire anticar délivrer des magasins les munitions dont on By main aura befoin; il vous recommande de vous wil nous comporter en cette occasion avec prudence adu Go & beaucoup de fermeté, & de prendre de meil justes mesures pour empêcher un établissement sa Roi s contre tout droit & raison, & qui intéresse si contir de fort la colonie.

# Idem, à M. Benard.

T E Conseil envoie, Monsieur, à M. le ale Bret - Chevalier de Feuquières, les ordres du huter au Roi pour s'opposer à l'établissement que Sa mi je v Majesté a avis que les Anglois ont dessein Manageste de faire à Sainte-Alouzie: son intention est time p

DE SA nous faffie ions dont di faille s

Giert far metres, A mante-un. P. LEDR

i, au fie mode: du

ma l'Ai age, inti es projeté a Timent, 600

ma une thoonse

que al ade

que vous fassiez délivrer des magasins les Piètes justizmunitions dont on pourra avoir besoin, en ficatives sur l'isle de Ste. cas qu'il faille s'y opposer par la force. Lucie.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affai- Irc. parties res êtrangères. A Paris, le vingt un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXVII. LETTRE du sieur Uring, au sieur Cox, Président de la Barbade: du 23 décembre 1722.

Traduite de l'Anglois, & tirée d'un ouvrage en cette langue, intitulé : Relation du desnier établissement projeté aux istes de Sainte = Lucie & de Saint-Vincent, &c. page 23.

#### MONSIEUR,

Sym

Oign .

咖啡

leat qu emple

remis

Ble.

à Mi

ères.

ci-ju oi, fel

que va renoca ouzie; il effiire p unition manade

n 2761

c de pr

er and

å quit

enari.

nsieur

es, lo d

glois or on inte

l'At l'honneur de vous informer qu'ayant I fait un établissement dans cette isle, au port du petit carénage, nous nous efforçons de nous y maintenir, & de nous fortifier autant qu'il nous est possible. Je reçus hier une lettre du Gouverneur de la Martinique. par laquelle il m'apprend qu'il a reçû des ordres du Roi son maître, de nous donner avis de fortir dans quinze jours, & à notre refus, de nous y contraindre par force: il m'envoya une copie de ces ordres; je lui ai fait réponse que je ne pouvois m'écarter des instructions qui m'ont été données par la Grande-Bretagne, & que je tâcherois de les exécuter autant que je le pourrois; c'est pourquoi je vous supplie de nous donner toute l'affistance que vous pourrez, étant déjà informé par Milord Duc de Montaigu, Tome I. 2de partie.

242 ME'MOTRES SURLISLE

Pièces des qu'il est enjoint à tous les Gouverneurs & Commissai- Commandans en chef en Amérique, d'affis, res François ter & de soûtenir l'établissement.

No. LXXVIII Proclamation Angloise faite à Sain-Be-Lucie. 37220

le suis, avec respect,

Votre très-humble serviteur. NATHANIEL URING.

No. LXXVIII. PROCLAMATION faite à Sainte-Lucie, au nom du Duc son de Se de Montaigu, par le sieur Uring, le mad'au 30 décembre 1722.

Traduite de l'Anglois, & tirée d'un ouvrage en cette langue, intitulé: Relation du dernier etablissement projeté aux istes de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent en Amérique, en vertu du droit du Millette Duc de Montaigu, & par ses ordres en l'année personn 1722. A Londres, chez J. Peele, 1725, in 8º. page 34.

### SAINTE-LUCIE ET SAINT-VINCENT. Hebroit; III

De par Jean Duc de Montaigu, Ca- las aucun pitaine général des isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent.

PROCLAMATION qui enjoint à tous is sallie les étrangers actuellement dans lesdites and dice isles, ou dans l'une ou l'autre, de re- mis de connotire & de se conformer au gouvernement qui y est établi, ou d'en sortir; Es qui défend la coupe des bois, la plche ou la chasse faites en fraude dans de sain lesdites isles, ou dans l'une ou l'autre.

'AUTANT que Sa Majesté, George Roi de la Grande-Bretagne, de France &

IN SAT tode, Defe lates patent mieterre, ac illes de

mt, qui for montestable, notes les mi In Traite d'Ul straites & c

i deldites if we divers Hele Roi d

etis de leur de couper ,

nade quan ment da

pollettion

UNVATIO ut dans le "

to loir ver Favoit de atment d'

DE SAINTE LUCIE. 243 d'Irlande, Défenseur de la foi, &c. a par Pièces justis ses lettres patentes, scellées du grand Sceau ficatives sur d'Angleterre, accordé à nous & anos hoirs, l'Isle de Ste. lesdites isles de Sainte-Lucie & de Saint Lucie. Vincent, qui sont l'héritage juste, légitime & incontestable, & ainsi admis & reconnu par toutes les nations, & confirmé par le dernier Traite d'Utrecht\*, ainsi que par différens autres traités & conventions, & le gouvernement desdites isles sous la souveraineté & domination de Sa Majesté, ses hoirs & successeurs: & d'autant qu'il nous a été repréfenté que divers étrangers non sujets de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, ont entrepris de leur propre autorité & vouloir, sans aucune permission de Sa Majesté & de nous, ni être dûement autorisés par quelqu'autre personne que ce soit, non seulement de couper, vendre & enlever du bois en grande quantité, comme leur appartenant de droit; mais encore former plusieurs etabli/lemens † dans plusieurs places desdites isles, sans aucune apparence de droit, sans sall s'informer ou reconnoître les droits anciens, & non interrompus de Sadite Majesté, l'héritage & possession desdites isles, & l'octroi qu'a fait Sadite Majesté desdites isles & gouvernement d'icelles, à nous & à nos hoirs, lum au mépris & dérogation du droit de Sadi-

MIN

AMA

mi

ur Un

rée fair

lain is

Sciola ters is

miss

, 即

NIVI

THE GUY

es just i

en frau

win OBSERVATIONS des Commissaires du Rois

CE COURT GET TEN THE

\* L'isle de Sainte-Lucie n'est ni nommée ni désignée dans le Traité d'Utrecht, ni dans aucun will autre qui soir venu à notre connoissance.

† Il y avoit donc des François établis à Sainte-Lucie, & ces François ne reconnoissoient point le gouvernement d'Angleterre.

(Q 2)

244 ME'MOIRES SUR L'ISLE te Majesté sur lesdites isses, & de l'octroi susdit.

se-Lucie.

Commissai-

res François.

3722.

Il est ordonné, au nom de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, à toutes per-No.LXXVIII. fonnes, de quelque nation & pays qu'elles zion Angloise soient, qui ont ainfi eu la présomption de faite à Sain- former quelques établissemens ou plantations. ou de faire élever ou batir quelque maison ou autre édifice dans les dites isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, ou dans l'une ou l'autre, de quitter sans délai ou résistance, lesdites isles, & d'emporter tels effets, meubles ou autres choses à elles appartenans, de peur qu'en refusant de le faire, elles ne s'exposent à des embarras & à des inconvéniens plus fâcheux; à moins que ces personnes qui se sont ainsi formé dans ces isles des établissemens illégitimes, ne prennent le parti de se foûmettre à notre gouvernement desdites isles. & de se reconnoître vassaux à volonté de nous & de nos hoirs, & de rendre strictement toute obéissance dûe à notredit souverain Seigneur, ses hoirs & successeurs, comme seuls, véritables & absolus souverains desdites isles, & à nous comme légitimes propriétaires sous l'octroi de Sadite Majesté, fait à nous & à nos hoirs, & de se reconnoître sous la direction, l'autorité & gouvernement de nosdites isles, suivantl'établissement actuel, & celui qui sera fait deformais par nous & nos hoirs, dans lequel cas elles peuvent compter sur tous les encouragemens, protection & fûreté de notre part.

Par les présentes, nous défendons expresfément, & nous enjoignons à toutes personnes, de quelque pays & nation qu'elles

m mon mai

d, de pêch its illes ou rendre ou dans lefdit te, fans ave fon de no ter ou Com elles en rép

Mence de de Gouverne s illes de M, ala Po embre mil MINTEL UR a Secrétaire

LXXIX. thient des m Boteler s de Feugus tite de l'Ar

Towns, Gro MONS

wlangue, in

mi projeté as

neçu le 26 e lettre de d'une lettre ordres de 170us adres alequence, a que j'ai c

ch

I MI

inom prin

S IN

enem Gazin e ren

mi d lie

abla

COUR

10irs, 8 l, im

es, in poi feral

1 105

(bred in

entra t

soient, de pêcher ou chasser désormais dans rièces justilesdites isles ou aux environs, ni de cou-ficatives sur per, vendre ou enlever quelque bois que ce l'isle de Ste, soit, dans lesdites isles, ou de l'une ou de Lucie. l'autre, sans avoir préalablement obtenu la lre. partie. permission de nous ou de notre député Gouverneur ou Commandant en chef, faute de quoi elles en répondront à leurs périls. FAIT en présence de Nathaniel Uring, E'cuyer, député Gouverneur & Commandant en chef desdites isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, à la Pointe de Montaigu, le trente décembre mil sept cent vingt-deux. Signé NATHANIEL URING, & GUILLAUME FAUL-KENER Secrétaire.

No. LXXIX. LETTRE de M. Cox Président des Barbades, remise à Guillaume Boteler E'cuyer, pour le Chevalier de Feuquières.

Traduite de l'Anglois, & tirée d'un ouvrage en cette langue, intitulé: Relation du dernier établissement projeté aux istes de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, &c. page 63, vers la fin de dédew cembre 1722.

### MONSIEUR,

l'Ai reçû le 26 de décembre vieux style. J une lettre de M. Uring, contenant une copie d'une lettre que vous lui avez écrite, & des ordres de Sa Majesté-Très-chrétienne, à vous adressés, touchant Sainte-Lucie: en conséquence, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai des ordres précis & positifs du Roi mon maître, de foûtenir son droit

Commissai-

Proclamare-Lucie.

1722.

à l'ise de Sainte-Lucie, exclusivement à leurs fuje tous autres, & de faire savoir à tous les éhivite d'u res François, trangers qui prétendront y faire quelque é-MI cette tablissement, qu'à moins qu'ils ne se reti-No. LXXIX. rent dans un temps que ma discrétion leur one très-t tion Angloise affignera, je serai obligé de les déposséder. faite à Sain- & de les faire sortir par la force de ladite isle. Je suis bien fâché que les ordres de nos maîtres respectifs, soient si directement opposés; & je me persuade que l'heureuse harmières , monie & la bonne intelligence qui a toùjours subsisté entre les deux Couronnes, deli Franço s du Du puis l'heureux avénement de leurs Majestés. sier les o après une représentation convenable de cette affaire, produira une décision à l'amiamt 1722. ble, & ne sera pas interrompue par une oche étran cafion aussi peu importante qu'une ille déme que je ferte. Vous pouvez vous rappeler, Monfieur, que dans une occasion de la même wre debar nature en 1719, lorsque les François firent en exécut un établissement dans Sainte-Lucie, le goulontaigu, e vernement des Barbades, malgré les ordres li mon ma précis de Sa Majesté, de déposséder tous L d vous les étrangers de cette isle, prit le parti de ni, par M suspendre l'exécution de ces ordres, jus-Capitaines qu'à ce qu'en représentant à Sa Majesté ites ifles. l'état des affaires, on donnat le temps de m me fair terminer ce différend en Europe : notre h croire o conduite produisit l'effet que nous en attenmi le plus dions: c'est pourquoi, permettez-moi, ez pas à Monsieur, de vous proposer la même voie # Tresdans la même occasion. Pour cet effet, im, de j'ai donné à Guillaume Boteler E'cuver, une commission pour traiter avec telles personnes que vous nommerez, d'une suspension de tous actes d'hostilité, jusqu'à ce que nous ayons eu le temps de représenter à nos Mai-MP, LEI

Bient fur

Hirangère

Aust cing

11 54

lost ce

XXX.

tres respectifs, les conséquences fâcheuses Pièces lufti-200 pour leurs sujets dans ces parties, qui se ficatives sur ront la suite d'une telle rupture, & je pro-l'Isle de Ste. mets par cette lettre, de ratifier & confir. Lucie. **推動** mer tout ce dont on fera convenu. Je हिं हिंदी suis votre très-humble serviteur. Signé Sam. Cox.

die

diata

force de

s ordra directions directions e l'heursi

ерсе од

Country

e leash DVessilet

ecision il

que!

Tables, ion de la

s Françoi

e-Lucie,

malgré la

dépolèx

prit len

ces order

nt à SI

mit le m

Burget

e nous a

permetta permetta

Pour of ler Eag

ec tele p

d'est des follice que

EDIT IN

No. LXXX. LETTRE du sieur de Feuquières, Gouverneur général des isles Françoises, au sieur Uring, Agent du Duc de Montaigu, pour lui notifier les ordres du Roi: du 31 décembre 1722. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

A Ssure que je suis depuis trois jours de votre débarquement dans l'isle Sainte-Lucie en exécution des ordres de M. le Duc de Montaigu, en exécution aussi des ordres du Roi mon maître, j'envoie vous les manifester, & vous en laisser copie collationnée de moi, par Messieurs d'Esclieux & de Kearny, Capitaines des compagnies entretenues dans ces isles. Je vous prie, Monsieur, de vouloir me faire favoir vos intentions; j'ai lieu de croire que vous prendrez à cet égard le parti le plus doux, & que vous ne me forcerez pas à exécuter les intentions de Sa Majesté Très - chrétienne. Je vous prie, Monfieur, de croire que j'ai l'honneur d'à. tre, &c.

Collationné sur la copie qui est au depôt des affais res étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil Sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du depot. No. LXXXI. (Q 4)

Pièces des Commissaires François.

No. LXXXI. Ordre pour fommer le heur Uring. 1723.

No. LXXXI. ORDRE du sieur de Feuquières, Gouverneur général des isles Françoises, aux sieurs d'Esclieux & de Kearny: du premier janvier 1723. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

DE S

Ommandan

Bis au Juj

Hille de S

is affaire

E premier

la demie

# du caré

i de vent,

a d Rami

z, qui eff

s Nous

ne, en ran

ord and

m. Sur les

E avons a

m-Lucie,

anes, &

Fort-Roys

a leur a p

noute, air

BLucie.

m, le vi

a avons,

mage pr

We-vent p

E avons

ha de l'i

Gles pa

Inouille

beure

me com

CUR les ordres que nous avons du Roi, il est ordonné à Messieurs d'Esclieux & de Kearny, Capitaines des compagnies entretenues dans cette isle, de faire voile incessamment dans le bateau le pour Sainte-Lucie, où ils manifesteront au Commandant des Anglois, qu'on assure v être descendu pour s'y établir contre tout droit, l'ordre de Sa Majesté, dont ils lui laisseront copie collationnée par nous. & le sommeront de s'y conformer, à faute de quoi nous serons obligés de suivre les ordres de Sa Majesté; & aussi-tôt la réponse dudit fieur Commandant des Anglois débarqués, lesdits sieurs d'Esclieux & de Kearny reviendront. Donne à la Martinique sous le cachet de nos armes, & le contre-seing de notre Secrétaire, &c.

Collationné sur la copie qui est au dépêt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars anil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt-

No. LXXXII. FOURNAL de la sortie des sieurs d'Ésclieux & de Kearny, pour l'isse de Sainte-Lucie, par ordre de M. de Feuquières, pour notifier au Com-

dela

genthi to deli

nie i

的量

1700s di

s d'Elda

compegie e faire u le s manifi

is, que y étable, a Majellé, a onforme, bligés de & sufinandant us eurs d'Elde

DONNE'

105 21EB

taire, di

est as des

r Connich

VALUE

明明品

acit, for

加爾

Commandant des Anglois les ordres du Pièces justi-Roi au sujet de leur descente dans ladi-ficatives sur te isle de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt l'isle de stedes affaires étrangères.

E premier janvier 1723, à sept heures & demie du matin, nous avons appareillé du carénage du Fort-Royal avec trèspeu de vent, & nous avons fait porter sur l'islet à Ramier pour y mettre M. Catier à terre, qui est revenu à bord une heure après. Nous avons fait route pour Sainte-Lucie, en rangeant les terres de la Martinique pour profiter des fraîcheurs, & nous élever. Sur les dix à onze heures du matin. nous avons aperçû un petit bateau qui, de Sainte-Lucie, avoit fait route sur les deux pataches, & le bateau Anglois appareillé du Fort-Royal une heure avant nous, lequel leur a parlé; & peu de temps après a fait route, ainsi que ces trois bâtimens, pour Sainte-Lucie. Depuis midi jusqu'à quatre heures, le vent ayant manqué tout-à-fait, nous avons, avec les avirons, gagné un mouillage pour éviter d'être emportés à vau-le-vent par les courans. A cinq heures nous avons remis à la voile, & fait route toute la nuit, petit vent nord est, est-nordelt. A minuit nous avons reconnu les terres de Sainte-Lucie, & nous avons mis en panne pour nous trouver à la pointe du jour à la tête de l'isle de ce côté. Au jour nous avons reconnu cet endroit nommé le Grosislet; les pataches y ont fait porter & s'y sont mouillées, ce que nous avons reconnu une heure après à stribord du vaisseau de guerre commandé par M. Brown, lequel (Q 5)

matorze

i remarc

ninines de

at point a

trois av

d d'aujour

nnandant

g de Sain

mové den

icos rier

El c'étoil

nous mou

m, & 1'

win, &

s ordre

loner un

im certai

i nous a

onveno

wa lende

Met. Cet (

t comme

Blackwa

ment des

i di créa

1 conv

it, nous a

mine Or

\* heaticou

od amitié

celle du

Montaigu

me: not

la bateau

Pièces des nous a envoyé fon canot pour nous inviter Commissaire de venir prendre du café à fon bord: nous res François, y avons été pour savoir de lui au juste le

No LXXXII lieu où nous trouverions le Commandant Récit de la des Anglois débarqués; il nous a dit que fommation c'étoit au petit carénage, & qu'il y alloit faite au fieur avec M. Brandt commandant l'autre pata-Uring. 1722 che dans fon canot; nous nous fommes

rembarqués, & fur les huit heures & demie avons appareillé pour le petit carénage, distant de ce premier endroit de deux lieues, Un gros bateau Anglois nous a suivi, & demi heure après, le Hector, navire de M. Brandt, & nous avons laissé à la rade du Gros-islet un brigantin & deux autres bateaux, & le vaisseau de Brown. A neuf heures & demie nous avons mouillé au petit carénage: le canot dans lequel les sieurs Brandt & Brown étoient venus, nous est venu prendre à bord avec beaucoup de compliment & d'honnêteté, pour nous éviter aux uns & aux autres le desagrément d'un refus d'aller chercher le Commandant à terre. On nous a mené à bord d'une fregate de vingt canons, nommée le Winchelfea, portant pavillon & flame bleue, commandée par M. Orme: nous y avons demandé le chef des Anglois débarqués à Sainte-Lucie; il a paru fur les dix heures; nous lui avons remis la lettre de M. le Général, en lui difant qu'elle faisoit mention d'un ordre du Roi dont nous étions porteurs, & que M. le Général nous avoit ordonné de lui remettre & de lui notifier. A cela il a répondu qu'il alloit tenir conseil & répondre: aussi-tôt il s'est embarqué, & est allé tenir son assemblée à bord d'un navire de charge

I MA

OR BOAT

NE NO

Com

100s 1 h

i celly

ot Page

nous h

neures de

ii carba,

de den

Is a lim

, daviet

deux an

WD. A TO

moull's

leggel by

005,000!

eaucoup e

our mo

elagrena mmanda ord d'uni

e While

, commended

ainte-Lui

ous loi a

néral, al

d'un at

urs, & n

donné de la

ceh i in

el a mi

parite de d

de quatorze canons, nommé le Frimesson. Il Pièces justiest à remarquer que dans ce premier con-ficatives sur feil, les sieurs de Brown, Brandt & Orme, Lucie. Capitaines des trois vaisseaux de guerre, n'y Ise. partie,

furent point appelés, puisqu'il restèrent tous les trois avec nous dans le Winchelsea. A midi d'aujourd'hui, 2 janvier 1723, le sieur Commandant Anglois, qualifié de Gouverneur de Sainte-Lucie, nommé Uring, nous a envoyé demander, par un Officier, si nous n'avions rien à lui remettre de plus que la lettre: c'étoit à quoi nous nous attendions, & nous nous fommes embarqués sur le champ, & l'avons été trouver à bord du Frime son, & dans l'instant nous lui avons remis l'ordre du Roi dont nous étions chargés, en lui faisant entendre qu'il devoit nous en donner un reçû pour notre décharge; 2 quoi un certain Officier d'assez d'apparence, & qui nous a paru dans la suite assez au fait des affaires, prenant la parole, nous a dit qu'il convenoit pour y répondre d'attendre julqu'au lendemain matin: nous y avons acquiescé. Cet Officier dont je viens de parler, paroît comme l'ame de cette affaire; il s'appelle Blackwait; il a été Capitaine dans le régiment des Gardes du Roi d'Angleterre, & ami & créature de Milord Montaigu. Après la convention pour le délai de la réponse, nous avons tous été diner à bord du Capitaine Orme, où nous avons été traités avec beaucoup d'honnêteté & de démonitration d'amitié; on y a bû à la fanté du Roi, & à celle du Roi d'Angleterre & du Duc de Montaigu, avec décharge de canons à chacune: nous sommes retournés à dix heuies au bateau, & aujourd'hui dimanche, huit

Pièces des heures du matin, le canot de M. Brandt Commissai- nous est venu chercher pour déjeuner à son res François. bord, comme nous y avions été invités la veille. Nous y avons attendu longtemps la ré-

ponse du Commandant Anglois, & nous l'afaite au sieur vons même fait demander par deux fois, à Uring, 1722- la première ils ont refusé que nous allassions la chercher nous-mêmes à terre dans la tente du fieur Uring, lequel enfin est venu sur les onze heures. Pendant cet intervalle, M. Brown nous a dit que s'il eût été du confeil, son parti auroit été bien tôt pris, & que son avis cût été de donner parole à M. le Général qu'ils ne feroient aucuns ouvrages dans leur fort, ni aucunes augmentations, que l'on n'eût eu de part & d'autre des nouvelles ou des ordres des deux Couronnes, qui se trouveroient sans doute conformes sur la présente contestation, & que pour sûreté de l'observation de la parole qu'il donneroit à cet égard, M. le Général pourroit faire tenir un Officier François dans leur fort. Peu de temps après on est venu avertir ces trois Capitaines de vaisseaux de monter sur le gaillard, où les sieurs Uring & Blackwait étoient: ils ont tenu apparem. ment conseil tous ensemble, & ils ont tous descendu. Un quart d'heure après les Capitaines ont travaillé à la lettre qu'ils écrivoient en commun à M. le Général; ils nous ont communiqué en original l'article de la lettre, de l'ordre qu'ils ont reçû de l'Amiral d'Angleterre au sujet de cet établissement, qui est aussi signé du Secrétaire d'état, à ce qu'ils ont fait entendre, & qu'enfin ils regardoient cet ordre comme

DE S spolitif, & let, de pr knent, I n vaiffeaux des ordre the foien cela le fier ied M. le wint comm nous lui the du Roi toonse fail hordre, a do Helto tois heur

m mouillé moner le 1 emander la ous, au re le sieur ( ut une fe all nous Anglois ( Moient: & out a terre

is peloto n a passé , pour y a qu'il av to les v Mt, le Pri mellité de E que ce V int fous le

u matin,

it de l'est

tres-

地

於國

lemm |

detti

100

e der

nimi

t tiet

et pas 20001

nes apa pan illi les dell

ns des

ation, l

dir

Lik

Frage

s on the

rein fen

eou di

ils or other other ones

de as

oteois de a

très-positif, & où il leur est enjoint de tra- pièces justivailler, de protéger & de soûtenir cet éta-ficatives sur bliffement. Ils nous ont aussi dit que les l'Isle de Ste. deux vaisseaux de guerre qu'ils attendent, Lucie. ont des ordres, & qu'ils ne doutent point Ire. partie. qu'ils ne foient semblables aux leurs; ensuite de cela le fieur Uring nous a remis fa réponse à M. le Général: sur ce qu'il ne nous l'a point communiquée avant de la cacheter, nous lui avons demandé un reçû de l'ordre du Roi; sur quoi il a répondu que sa réponse faisoit mention de la réception dudit ordre, après quoi nous avons dîné à bord du Hector, Capitaine Brandt, & sur les trois heures nous avons fait voile, & avons mouillé à l'anse du Choc pour y débarquer le fieur Catier, suivant l'ordre de M. le Général; & n'ayant point voulu en demander la permission au Commandant Anglois, au retour du bateau qui avoit porté le sieur Catier, on nous a remis de sa part une seuille de sa tablette, sur laquelle il nous a mandé qu'il y avoit trois cens Anglois dans l'anse du Choc qui y travailloient: & effectivement, étant mouillés tout à terre, nous y en avons vû passer des pelotons assez considérables. M. Brown a passé dans la chaloupe auprès de nous, pour y rejoindre son vaisseau de guerre qu'il avoit laissé à l'anse du Grosislet; & les vents s'étant rangés au nord nord-est, le Pratique nous a dit qu'il étoit de nécessité de passer cette nuit à l'ancre, parce que ce vent & les courans, nous jetteroient sous le vent. Le quatre à cinq heures du matin, les vents s'étant rangés à la bande de l'est, nous avons appareillé & lou-

Rièces des louvoyé jusqu'au vent du Gros-islet, où Commissair notre grande voile ayant déralingué, nous resFrançois. y avons été mouiller M. Brown, à notre No.LXXXII. arrivée, nous a envoyé son canot nous Récit de la saire un compliment, & nous dire qu'il alformation loit appareiller pour la Barbade; ce qu'il faire au sieur a fait sur les neuf heures & demie, & Uring 1722. nous l'avons suivi. A dix heures il a fait route dans le canal de la Martinique & Sainte Lucie, nour la Barbade, rouse et le Canal de la Martinique & Sainte Lucie, nour la Barbade, rouse

soute dans le canal de la Martinique & Sainte-Lucie, pour la Barbade, remorquant un gros bateau: il doit revenir incessamment; & nous avons mouillé au Fort-Royal, le quatre à sept heures du soir.

ETAT des forces des Anglois de Sainte Lucie

Nous avons vû au petit carénage le Hector, Capitaine Brandt, quarante canons; le Winchelsea, Capitaine Orme, vingt canons; le Frimesson, de quatorze à seize canons; un gros bateau de quatorze canons; un autre bateau assez grand, & deux

movens.

Le fort d'en bas, ou le terrein de l'emplacement du sieur Saint Martin, a été chossi par les Anglois: il est tout découvert; il y a deux longues tentes dessus, & une grande barraque de planches, qui peut être un hôpital. Le haut du morne supérieur est aussi tout découvert, & il y paroît comme un petit camp à l'embarcadaire du terrein du fort d'en bas: j'y ai vû trois ou quatre canons couchés; le Yacht y étoit arboré. Siené D'Esclieux.

Collationne sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.
No. LXXXIII.

12

ing, & a brandt & m de gue mières, en dépôt des

NONS I vous re

nez fait l' tete figni a Kearny wavez rec me votre then you m, je sero it que je r netagne m Meur, je lor ordre h Majeff Duc de lles de S t, lous Sa 1 et a com

atte de g at établiss mi des on his, Mon hions qui mâte des

teurs & Co

auffi-bier

\_ Pièces justifi-

No. LXXXIII. LETTRE du sieur U-catives sur ring, & autre lettre des sieurs Brown, Lucie. Brandt & Orme, Capitaines des navi- les parties res de guerre Anglois, à M. de Feuquières, en date du 23 décembre 1723. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

## MONSIEUR,

西海山

CENT (SEE

から

We l

Marini Troop enir ini 20 Forb

it.

de line

900

Irens!

四

e On a

atros o

gradi

eis die

CONTE

ut bu

nen i

d mi

dom

00億

and

3個日

WOLDS

pide

1

Je vous remercie de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, laquelle m'a été fignifiée par Messieurs d'Esclieux & de Kearny: & à l'égard de l'ordre que vous avez reçû de Sa Majesté Très-chrétienne votre maître, la copie que vous avez bien voulu m'envoyer signée de vousmême, je serois obligé de différer à la réponse que je recevrois du Roi de la Grande Bretagne mon fouverain; en attendant. Monsieur, je proteste contre aucuns actes d'hostilité, n'ayant rien fait de moi-même que par ordre gracieux & lettres patentes de Sa Majesté, accordées au sérénissime Jean Duc de Montaign Lord, propriétaire des isles de Sainte Lucie & de Saint-Vincent, sous Sa Majesté Britannique; & je suis obligé & commandé avec le reste des Gouverneurs & Commandans en chef en Amérique, aussi-bien que les Capitaines de ses vaisseaux de guerre, d'assister & de maintenir cet établissement jusqu'au temps que je recevrai des ordres contraires.

Mais, Monsieur, si vous avez des infructions qui vous donnent le pouvoir de suspendre des ordres contenus dans le mé

moi-

DES

ministrent

went été :

ile quos no

regoval, 1

illuisané fi is étrangère

ion cinqua

at P. LE

laquières

ls Franç

igny, por

Mille de

W 1723.

n etrangi

ONSIEUR

wemeur p

a Lucie y

ki, qui y

tiers de

ila mer,

mes, en e

Pieces des moire du Roi votre maître, jusqu'au temps Commissair que nous pouvons raisonnablement espéres François, rer d'en recevoir de la Grande Bretagne,

No.LXXXIII. d'un puissant Prince dans la plus étroite fieur Uring & alliance avec votre maître, qui empêche-des Capitai- ra une effusion de sang & des conséquennes des vais- ces, très injurieuses, en cette partie des feaux de guerre Anglois, à M. de Feuguiè.

Au reste, je me rapporte à votre pru-

dence & expérience, & je vous affure que je suis avec une estime & respect, votre,

&c. NATHANIEL URING.

res. 1723.

## MONSIEUR,

Nous Capitaines des vaisseaux de guerre de Sa Majesté Britannique; demandons permission d'informer votre Excellence que nos instructions sont d'apporter nos soins à protéger l'établissement fait à présent sous l'autorité du sérénissime Duc de Montaigu à Sainte-Lucie: & comme nous fommes perfuadés qu'il vous viendra des ordres convenables aussi tôt qu'il sera possible pour concilier la présente difficulté, nous requérons que votre Excellence prolonge le temps de votre armement, étant le feul expédient que nous trouvons présentement qui puisse prévenir les desordres & malheureuse suite que peuvent caufer des actes d'hostilité dans le temps que nos Maîtres sont dans la plus étroite alliance. Nous fommes, &c.

Nous certifions que la traduction des deux lettres ci-dessus, sont traduites mot pour mot

conformément aux originaux, lesquelles lettres pièces justinous ont été remises par M. le Géneral. En ficatives sur foi de quoi nous avons signé les présentes. Au l'isse de Ste. Fort-Royal, le cinq janvier mil sept cent vingt Lucie. trois. Signé MARTIN POINTSABLE, DE Ite. partie. KEARNY.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquanse-un.

qu'au en lemente

do an opion

es coole

te pai tés, de

d mi

esped, r

flean itania

DER

s font tablifer férénde ie: à : I vox i

E obt q

ésente

tre lu

armit

nous I

enir la

le pett

Will B

醋柳

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt. ..

No. LXXXIV. ORDRE de M. de Feuquières Gouverneur général des isles Françoises, au Marquis de Champigny, pour faire retirer les Anglois de l'isle de Sainte-Lucie: du 11 janvier 1723. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

NONSIEUR le Marquis de Champigny, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine des fregates du Roi, & Gouverneur pour Sa Majetté de cette isle de la Martinique, d'estrant passer à l'isse de Sainte Lucie y commander les habitans de celle-ci, qui y vont pour en faire sortir les Anglois, il lui est ordonné de passer aux quartiers de la rivière Pilote, cul-de-sac Marin & Diamant, y prendre connoissance de la quantité de troupes qui auront déjà passé la mer, & de celles qui se rendront auxdits quartiers pour y trouver un embarquement, ainfi que les vivres & autres choses nécessaires à cette entreprise; & lorsqu'il aura connoissance que sept ou huit cens hommes, en état d'agir, s'y seront rendus, Tome I. 2de partie.

pièces des il s'y transportera, après y avoir fait passer Commissai- M. de Larnage, Chevalier de l'Ordre milires François, taire de Saint-Louis, & Lieutenant de Roi de la grande terre de la Guadeloupe, pour,

se Lucie.

1723.

No.LXXXIV en l'attendant, y rassembler en un corps Ordre à M. les milices qui y auront pris terre, & les pour faire re- ranger fous une discipline convenable, pour tirer les An- qu'auffi-tôt l'arrivée de mondit fieur de gtois de Sain- Champigny, il puisse être en état d'entreprendre; il observera de n'employer la voie des armes, que lorsque celle de la négociation fera devenue inutile; & pour se conformer aux ordres à nous envoyés par Sa Majesté, qui veut qu'on fasse sortir de Sainte-Lucie les Anglois qui y auront débarqué, avec le moins d'effusion de sang & de pillage que faire se pourra, il s'attachera à les faire exécuter de point & point; & en cas que les Anglois forcent mondit sieur de Champigny à se servir de la voie des armes, il leur enverra un Officier, des témoins & un Tambour, faire une protestation en forme & par écrit, pour qu'il soit notoire qu'il est contraint de prendre ce parti par le refus que lesdits Anglois auront fait d'évacuer, ainsi que nos troupes, ladite isle de Sainte Lucie, jusqu'à la décision des deux Couronnes.

Nous nous remettons au furplus, à la fage conduite & prudence de mondit sieur le Marquis de Champigny, pour ordonner & agir fuivant l'exigence des cas; & le prions en outre, d'établir par barque ou pirogue, une correspondance entre cette isle & celle de Sainte-Lucie, par lesquelles il puisse nous donner de ses nouvelles, & recevoir nos ordres, ainfi que les fecours qu'il convien-

DES

his envoy

me janvier

allationné s

laires étrang

let cent cin

Signé P. LE

LXXX

m les Ang

is; du 19

au gour

the par M. linte-Luci

y, Comu

avec pou

tan quart

uaupres Chevalie

ur de l'i

B-Lucie ,

smalher

evivent We Duc

in dais 1'Omi

DEED

loge

OU

venzhi venzhi ondir fe

en étal l aploya i de la u

pourka

oyés pal fortir dil uront dia e fang di

s'attate

point; t

e la via

nt de pra

ios trope

r'à la dicti

farpla; mondi

bont out

es cas; de arque ou p

cette ileb

ella i p

s, di recen

of the ray

dra lui envoyer. Donne' au Fort royal, le Pièces justionze janvier mil sept cent vingt-trois. Signé ficatives sur DE PAS FEUQUIE RES.

Lucie.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des af-Ire. partic, faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXXV. TRAITE' de l'évacuation par les Anglois, de l'Isle de Sainte-Lucie: du 19 janvier 1723. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

TONSIEUR Jean Braithwaite, Lieutenant au gouvernement de la colonie envoyée par M. le Duc de Montaigu à l'isle de Sainte-Lucie, ayant été député par M. Uring, Commandant en chef ladite colonie, avec pouvoir pour traiter au sujet de la difficulté mûe entre les deux nations des François & des Anglois, pour la possession de ladite isle de Sainte Lucie par ces derniers, prise au quartier du petit carénage; & s'étant rendu auprès de M. le Marquis de Champigny, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine de vaisseau de Roi, Gouverneur de l'isse de la Martinique, Commandant les troupes Françoises à ladite isle de Sainte-Lucie, est convenu de ce qui suit.

#### ARTICLE PREMIER.

Que pour éviter l'effusion de sang & tous autres malheurs qui nastroient de l'infraction réciproque à la paix & à l'alliance dans laquelle vivent les deux nations, ladite colonie de M. le Duc de Montaigu évacuera totale—

(R 2) ment

çois.

de Sainte-Lucie, par les Anglois.

17230

ment & de bonne foi, quelques secours & des Commif-ordres qu'ils recussent au contraire de Sa Masaires Fran- jesté Britannique leur maître, ladite isle de Sainte-Lucie, tant par mer que par terre, No. LXXXV. dans l'espace de sept jours, ou plus tôt s'il Traité pour se peut, entendu toutefois qu'il ne sera pas l'évacuation moins libre à l'avenir aux vaisseaux de guerre de Sa Majesté Britannique, & autres bâtimens marchands de la nation Angloife, d'entrer dans les ports de ladite isle y faire du bois, de l'eau & leurs autres besoins, qu'aux bâtimens François.

II. Que pendant ledit espace de septjours, les troupes Françoises se rendront maîtres des hauteurs & postes du petit carénage, & règleront, de concert avec les Officiers Anglois, les distances & limites, hors la por-

tée du fusil.

- III. Que pendant lesdits sept jours, les troupes de part & d'autre, ne commettront aucune voie de fait, ni ne diront aucunes paroles qui sentent l'hostilité; mais observeront la même union & cordialité qui règnent

entre les deux nations. IV. Qu'il sera permis à ladite colonie d'emporter toutes les munitions de guerre & de bouche, armes, bagage, ustenfiles, meubles, & généralement tout ce qui peut leur appartenir, fans trouble & fans empêchement; offrant au contraire par les François, de leur donner pour ce sujet tout secours possible,

s'ils le requièrent. V. Que si pendant le terme de l'évacuation de ladite isle, il desertoit quelques-uns des troupes de part & d'autre, ils seront rendus dans le même temps qu'ils seront ré-

clamés.

VI.

VI. ET fo

mithwaite,

in colonie

in, & que

mbles &

mordé par l

e tous lefd

element da

ris qu'il au

mascune p

orpore

gges qui fe

autre, lorfo

a, ou aut

M Qu'im

a de la dite

n, ledit

tige auffi

a, ladite

tle étoit

deux Cou

Woir porte

n par le si

weté duq

ten ôtag

metont jul

les feron

the milita

mandant ]

ites

plesti neim mai di

& auto on Auto ce ille j

tra ki

de feit

dront as

s Office

, hal

eption

e comi

mist lité que

e colore e guera files, m ceut lem empérie ançois,

our pl

e de la

isleno

VI. Et sur la requisition qu'a faite le sieur Pièces justi-Braithwaite, que plusieurs deserteurs de la ficatives sur dite colonie foient rendus, attendu qu'ils l'Isle de Ste. font ferviteurs engagés de M. le Duc de Mon-Lucie. taigu, & que ces serviteurs, avec tous les meubles & effets, lui appartiennent; a été accordé par le fieur Marquis de Champigny que tous lesdits engagés qui se trouvent actuellement dans fon camp, feront rendus après qu'il aura été justifié clairement de leurs engagemens, aux conditions qu'ils ne fubiront aucune peine de mort, ni autres châtimens corporels; & à l'égard de ceux des dits engagés qui sont déjà passés à la Martinique, le fieur Marquis de Champigny promet d'en faire faire une exacte perquisition, & de les remettre, lorfqu'ils feront trouvés, audit fieur Uring, ou autres chargés de pouvoir.

VIL QU'IMME DIATEMENT après l'évacuation de ladite colonie de M. le Duc de Montaigu, ledit fieur Marquis de Champigny s'oblige aussi de faire évacuer les troupes Françoifes; & de laisser, ainsi que les Anglois, ladite isle de Sainte-Lucie en l'état qu'elle étoit ci-devant, jusqu'à la décision des deux Couronnes, aux droits & prétentions desquelles lesdits sieurs de Champigny & Braithwaite déclarent ne vouloir ni ne pouvoir porter aucun préjudice par le présent.

VIII. Que le présent traité sera ratifié demain par le sieur Uring, pour la fidélité & la fûreté duquel feront demain échangés un ou deux ôtages de part & d'autre, qui demeureront jusqu'après l'entière évacuation, lesquels seront M. du Clieu, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint Louis, Capitaine Commandant les troupes du Roi, d'une part, (R 3)

Pièces des & le Capitaine Nathaniel Watson, Membre Commission du Conseil de cette isse, de l'autre part. Fair res François double, au camp du Choc, le dix-huit janvier mil sept cent vingt-trois, (nouveau sy-

No. LXXXV. le) &c.

Traité pour Et en explication du fecond article, aété de Sainte- convenu en outre, que les fortifications, Lucie, par les batteries ou retranchemens qui pourroient è Anglois. tre sur le Morne, appelé par les François 1723 Saint Mortin & par les Anglois Montaine.

tre sur le Morne, appelé par les François Saint Martin, & par les Anglois Montaigu, ainsi que la redoute qui s'y trouve, seront immédiatement après la ratification du présent traité, & l'échange des ôtages, rasés & détruits par les Anglois; aussi-tot après quoi il fera mis sur ledit Morne, une garde d'un sergent & six soldats François des troupes réglées de Sa Majesté, avec un pareil nombre des troupes Angloises, qui recevront les ordres chacun de leurs Commandans, pour de concert, empêcher tous desordres. Fait double, Signé Jean Braithwaite.

Nous Nathaniel Uring Ecuyer, député Gouverneur Commandant en chef la colonie du Duc de Montaigu dans l'isle de Sainte-Lucie, approuvons & ratissons en tout leur contenu, toutes les clauses & conventions portées au présent traité, & promettons de les exécuter de bonne foi. FAIT à la Pointe Montaigu, sous lecachet de nos armes, & le contre-seing de notre Secrétaire, le buit janvier mil sept cent vingtirois. (vieux style) Signé NATHANIEL URING. Et scellé en cire rouge, Par M. le

Commandant FAULKNER.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt. No. LXXXVI. 12 S

LXXX L Benare Intinique a dépôt s'honneu

inhonneum amarine, shite, il mis engage a de la col inhiter cetti sont deffet que M. in avec et au Contilhançois a

the less for information of the de dolor of the dolor of the dolor of the de dolor of the dolor of

aquières in par le garnifon détaches hidite i

umier er

antrain anons ap avions 11811

fon, Ma

tre pani

直框

(1000)

d article

ii pounie

un paral qui recen nmandas

THWATE

yer, sha la colorie

ainte-Lai

learcola

portées a exécuter a ntaigu, ja exe-jeing a il jeps ceut NATEL

ouge, la

A as debut

piptat #

Cossi bi

No. LL

Pièces justi-No. LXXXVI. COPIE de la lettre de l'isle de Ste. Au Fort-Royal de la Lucie. M. Benard. Martinique, le 22 février 1723. Tiré Ire. partie. du dépôt des affaires étrangères.

T'AI l'honneur d'envoyer ci-joint au Confeil J de marine, copie d'une déclaration qui tish a été faite, il y a trois jours, par trois François engagés, qui ont deserté à Sainte-Lucie de la colonie Angloise qui étoit venue icum pour babiter cette isle, par laquelle il paroît qu'ils ont dessein de ne s'en pas tenir au faire traité que M. le Marquis de Champigny a men conclu avec eux, & dont copie a été enon to voyée au Conseil. Il est revenu plusieurs autres François même des Anglois, qui ont deserté de ladite colonie, qui nous ont tenu à peu près les mêmes discours. J'ai l'honneur d'en informer le Conseil, afin qu'il ait agréable de donner à ce sujet les ordres qu'il eltimera nécessaires.

Le Conseil verra par cette déclaration, que depuis l'évacuation de ladite isle, tant par les François que les Anglois, il y est revenu un bâtiment Anglois avec environ cent cinquante hommes de débarquement qui venoient pour joindre & renforcer ceux du premier envoi; mais sur l'avis que M. de Feuquières en a eu, & sur ce qu'il a fait fignifier par le fieur de Ligny, Officier de cette garnison, au Commandant de ce se. cond détachement, que s'il ne desemparoît pas de ladite isle dans peu de jours, il seroit contraint de l'y obliger par la force, nous avons appris par le bateau du Roi que nous avions envoyé à Sainte-Lucie fous pre, (R 4)

Lettre de M.
Benard sur le
retour des
Anglois.
1723.

M. de Fontenay m'ayant demandé un mémoire dont il puisse se fervir pour l'aider, joint à la bonne volonté qu'il a à remplirexactement les intentions du Conseil, je prends la liberté de joindre ici copie de celui que je lui ai donné, & que j'ai communiqué à M. le Chevalier de Feuquières. Signé BENARD.

## Extrait de la déclaration.

Les nommés Pierre Tourailles, natif de Clerac; E'tienne Maziant, natif de Sommières en Languedoc, ouvriers en soie; & Guillaume Pichery, natif de Charente en Saintonnes Carrer Chimit de Charente en

Saintonge, garçon Chirurgien:

Ont déclaré le 19 février 1723, qu'ils s'étoient embarqués, il y avoit cinq mois & demi, à Londres, en qualité de passagers, sur le navire l'Aventure, du port d'environ cent cinquante tonneaux, armé de dix canons, portant cent quatre-vingts hommes, dont une grande partie d'enfans & trois semmes, commandé par le sieur Guillaume René, pour aller à la Barbade, & de là à Sainte-Lucie, dont on leur avoit dit que les Anglois étoient en possession.

Qu'il y avoit trois semaines qu'ils étoient arrivés à la Barbade, & depuis douze jours à Sainte-Lucie, & que le même jour le Capitaine avoit fait donner avis de leur arrivée au Gouverneur destiné pour l'isle de Sainte-Lucie, qui étoit à l'isle de Sainte-Christophe.

Ou'aus-

pa S. hauffi-tôt na fait entre de leur éle sarmes aoient foi lubade, il a de laditum autres F huils étoie a file par minque, co

ommande te le bâtin i l'isse de amême jo l'Angloises

kint-Amo

lationné fur nétrangère lot cent cin

LXXXV projet d'u sainte-L mit de fi 123, pour

m projece Facent,

Met que

! langue , in

Ou'aussi-tôt leur arrivée, le Capitaine leur Pièces justiavant fait entendre que les François s'oppo-ficatives fur fant à leur établissement, il faudroit pren-l'ise de Ste. dre les armes pour s'y maintenir, & qu'ils Lucie. y seroient soûtenus par mille hommes de Ire. partie. la Barbade, ils avoient pris le parti de deserter de ladite isle de Sainte-Lucie avec plus - and shades fieurs autres François.

Qu'ils étoient encore restés six jours 'dans ladite isle parmi des habitans de l'isle de la Martinique, dont un d'eux, nommé Henri de Saint-Amour, les avoit fait embarquer il y avoit deux jours, sur le bateau le Charles, commandé par Joseph Pinochon.

Que le bâtiment sur lequel ils étoient venus à l'isle de Sainte-Lucie, en devoit partir le même jour pour se rendre à une des

isles Angloises.

legal,

timent to

lenosti,

I pour h

il a åren onfell, fr

pie de di

COLUMN

pière,

nt, will

de Chin

ien:

1723,4

oit cingo

té de pi u port la armé del vingts la

fans die

I Guille

, & del

es qu'ist

idis dom

ieme jou

pour l

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXXVII. EXTRAIT concernant le projet d'une seconde invasion de l'isle de Sainte-Lucie par le sieur Uring, qui venoit de signer un traité le : janvier 1723, pour l'évacuation de ladite isle.

Traduit de l'Anglois, & tiré d'un ouvrage en cette langue, intitulé: Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, &c. page 101.

Ans une délibération entre le Lieutenant général Mathews, on propola un Projet que l'on communiqua au Général

No. LXXXVII. 1:0n. 1723.

Pièces des Hart, pour une seconde tentative sur Sainte. Commissai- Lucie; dans laquelle on prit l'avis du Goures François. verneur Worsley, alors arrivé aux Barbades; & fur ce qu'on demanda au Capitaine Brand s'il agiroit offensivement en nous pro-Projet d'une tégeant contre les François, il répondit que seconde inva-ses ordres n'étant pas tels, il ne le pourroit; mais que si les autres Capitaines des vaisseaux de Sa Majesté agissoient offensivement, il en feroit de même. Le Capitaine Braithwaite étant arrivé sur la chaloupe le Griffon, présenta une lettre, qu'il dit avoir reçûe de M. Worsley, qui sit abandonner ce projet.

> No. LXXXVIII. INSTRUCTIONS données par Nathaniel Uring à Jean Braithwaite E'cuyer, Lieutenant Gouverneur des isles de Sainte-Lucie & de Saint - Vincent en Amérique, sur la conduite qu'il doit tenir dans son voyage sur le vaisseau le Griffon à l'isle de Saint-Vincent, & ensuite à celle de la Martinique.

Traduites de l'Anglois, & tirées d'un ouvrage en cette langue, intitulé: Relation du dernier éta-blissement projeté aux isses de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, &c. page 90.

7Ous vous rendrez immédiatement à bord du vaisseau le Griffon, Capitaine Guillaume Stewart, qui a ordre de faire voile avec vous jusqu'à l'isse de Saint-Vincent. Lorsque vous y serez arrivé, vous serez tous vos efforts pour cultiver l'amitié des Indiens libres, ainfi que des Mulâtres & des Nè-

12 S A

s libres;

t vous

a que not

ids; vou

n ponctu

nes dans

i eux adi de m'in

Well , VOL

s de ce c

stabitans

melenter

anédition s uez di

mre nego

127 auffi 1

BUTTEZ 3 1005 itez

1722-3.

el terit Lieutena

Lucie &

Nègres libres; vous fonderez leurs fenti- Pièces julidité mens, & vous verrez s'ils font disposés à ficatives sur fouffrir que nous formions des établissemens l'isse de Ste. du parmi eux; vous les assurez que l'on ob-Lucie. Fervera ponctuellement toutes les choses lie partie.

Afin de m'informer plus exactement, & fine le Confeil, vous aurez foin de garder les les minutes de ce qui fe passera entre vous & les les les habitans de Saint Vincent, & de nous et les représenter lorsque vous arriverez de

ment à eux adressée par Milord Duc.

ui it to cette expédition.

dre de im de Saintrrivé, m altiver l'an des Mulins

Vous irez directement, après avoir terminé votre négociation de Saint-Vincent, au port du Fort-Royal à la Martinique, & Thu vous remettrez au Général de cette isle la lettre dont vous serez chargé pour lui; vous Limin produirez aussi les pouvoirs que je vous déintele livrerai pour demander nos déserteurs, que vous recevrez à bord du vaisseau; & sans délai vous irez directement à l'isle d'Antigues, où je dois me rendre avec la colonie que le commande: pour ce faire, cette letque je commande: pour ce faire, cette letthe vous fervira de pouvoir. Signé de ma main à la Pointe de Montaigu, le 12 jan. vier 1722-3. Signé NATHANIEL URING. dain de A côté est écrit, à Jean Braithwaite E'cu-Santo yer, Lieutenant Gouverneur des isles de Sainte-Lucie & de Saint - Vincent en Aménédiatens rique.

No. LXXXIX.

Pièces des Commissaires Francois.

No. EXXXIX.

Entreprise
fans fruit des
Anglois fur
Saint-Vincent, 1723.

No. LXXXIX. RAPPORT du Capi. abient taine Braitbwaite, du voyage qu'il a sgands fait à Saint-Vincent par les ordres du pende fieur Uring.

DES

ecevin,

Traduit de l'Anglois, & tité d'un ouvrage en 130 fai cette langue, intitulé: Rélation du dernier établissement projeté aux isses de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, & page 104.

N conséquence d'une délibération du me tout Conseil, & des ordres que vous m'a- ms, & vez donnés le jour que vous fites voile avec munbla la colonie de Milord pour Antigues, je fis mis avi voile avec la chaloupe le Griffon , pour Saint . and avec Vincent, accompagné du vaisseau de Sa siterre: Majesté le Winchelsea. Nous nous trouva- ndeux, mes à la nuit à la hauteur de l'isle : le ma-atous ai tin nous rangeames la côte, & vimes plu- motelas, fieurs huttes des Indiens; mais aucuns molets, d'eux ne se présentoient à nous, & nous priront ne pouvions mettre pied à terre, étant dans , & a l'impossibilité de mouiller. Sur le foir deux lepace Indiens vintent à bord, & nous dirent que direille nous pourrions jeter l'ancre dans une baie au Gé fous le vent, & qu'alors ils conduiroient à adune bord leur Général! nous mouillames dans qui étol une eau profonde & dangereuse pour la chaloupe. Un d'entre eux, qu'ils appelloient Jeur Genéral, vint à bord accompagné de plusieurs autres au nombre de vingt-deux: je les reçûs poliment, & fis à leur Chef lervoit quelques petits présens; mais je m'aperçus que ce n'étoit pas un homme de grande Importance, & qu'ils ne l'appelloient leur Chef que pour tirer de moi quelques présens. Deux de ces Indiens se trouvèrent tellement pris

DE SAINTE LUCIE. 269 pris de vin, qu'ils ne purent aller à terre, Pièces Juffie & resterent quelques jours à bord, où ils ficatives sur furent bien traités: ensuite les petits vents Lucie. & les grands courans nous éloignèrent de Ire, partie. la côte pendant plusieurs jours; mais nous mouillames enfin dans une baie spacieuse fous le vent de l'isse: & afin de vous mettre plus au fait de cet endroit, le feul ou l'on pourroit former un établissement, j'en fis tirer le plan par notre arpenteur. Le vaisseau & la chaloupe étoient à peine à l'ancre, que tout le bord du rivage fut couvert d'Indiens, & parmi eux nous pouvions diftinguer un blanc qui paroissoit être François. Je me mis avec le Capitaine Watson dans un canot avec un François, & bien-tôt nous fumes à terre: auffi tôt que je me trouvai au milieu d'eux, je leur demandai pourquoi ils étoient tous armés, car chacun d'eux avoit des coutelas, quelques-uns des moufquets, des pistolets, des arcs & des flèches, &c. Ils m'environnèrent sans beaucoup de cérémonie, & après m'avoir fait monter environ l'espace d'un mille, nous arrivames à un petit ruisseau où l'on me dit que je verrois leur Général. Je le trouvai assis au milieu d'une garde d'environ cent Indiens. Ceux qui étoient les plus proches de sa personne, avoient tous des mousquets, les autres des arcs & des flèches; un grand filence régnoit dans l'assemblée. Il me fit donner un siège: un François debout à sa droite lui servoit d'interprète; il me demanda ce qui m'amenoit dans son pays, & de quelle nation j'étois? je lui répondis que j'étois Anglois, & que j'avois besoin de bois & d'eau. Comme je ne me souciois pas d'en

ur list

in at

Saigt-la

e dik

es qu'il

OUS TON

r Aries Griffina

h và

Vous uni

ite, du

ns; mi

1 100

tene, i

Sub

t rost

cre da

ils cont

mod

ereulep

quils

d accord

e de II

& fell

mais jet

omne è

l'appell

L'isle de Ste

DE S

peine n

ele Généra

& Indien

THE TEM

under par

le l'eau. mi me fe

le de me c

evenir fur

B Je les

merre, & ine Wa

is recond e do Che

and cens mée de

stenus p

at, que f

equ'ils n'

aucun

: l'eau; 1

je pren

le les

hi, où

Eneral In

it au Ch

n gout.

lei d'Ang

Mues. 1

Pièces des venir à de plus amples explications en pré-Commissai- sence du François, je lui dis que s'il jugeoit res François. à propos de venir à bord de nos vaisseaux,

Entreprise Anglois sur Saint-Vinsent. 1723.

je lui laisserois à lui, & à ceux qu'il voudroit amener, des Anglois pour ôtages; mais je sans fruit des ne pus le déterminer ni à venir à bord, ni à me laisser prendre du bois & de l'eau. Il me dit qu'il étoit informé que nous étions venus pour prendre de force des établissemens, & que pour écarter ces soupcons, nous n'avions d'autre parti à prendre que de mettre à la voile. Aussi-tôt que i'eus reconnu l'influence qu'avoit sur leurs esprits la compagnie du François, je pris congé après avoir fait les réponses que je crus convenables, & je retournai avec une garde à mon canot. Arrivé au rivage, je trouvai que la garde y étoit augmentée d'un grand nombre de Nègres tous armés de fusils; j'entrai dans mon canot sans avoir été infulté, & je vins à bord du Capitaine Orme lui raconter mon mauvais succès.

l'envoyai auffi-tôt fur le rivage la chaloupe du vaisseau, avec un contre-maître, is befoin du rum, du bœuf & du pain, &c. & quel-3 auffi ques coutelas. J'ordonnai au François que wiveau 1 j'envoyai avec le contre-maître, de demanit à boro der à être conduit par la garde au Généi leur ga ral, & de lui dire que quoiqu'il m'eût refufé des denrées aussi communes que de l'eau b par le & un peu de bois inutile, je lui envoyois néanmoins des rafraîchissemens que nos vaisseaux avoient apportés. Notre monde trouva que le François étoit sorti; le Général Indien reçût avec plaisir ce que je lui envoyois, & il m'envoya en reconnoissance

des arcs & des flèches.

R th

que (la

Misth

alle x

Ôtages; 11

eni in

té que i

le force n

e partin

. Athe

U avoit i

réposis:

etournia

vé an

egra w ion can

s à bool

nmui le riva

n contri

nain, de au Fon naitre, à garde a iqu'il n nunes que , je luir Temens o

s. Note

i ce que

en ravio

A peine nos gens étoient-ils de retour, Pièces juffique le Général envoya un canot avec deux ficatives sur Chefs Indiens qui parloient bon François, l'isse de Ste. pour me remercier de mes présens, & me Lucie. demander pardon de m'avoir refusé du bois & de l'eau. Ils m'assurèrent que j'aurois ce qui me feroit plaisir, & qu'ils avoient ordre de me dire que si je jugeois à propos de revenir sur le rivage, ils resteroient en ôtage. Je les envoyai à bord du vaisseau de guerre, & je mis pied à terre avec le Capitaine Watson: on me reçût bien, & je fus reconduit comme auparavant. Le frère du Chef des Nègres arriva alors avec cinq cens Negres, la plus grande partie armée de fusils : ils dirent à mon interprète qu'ils étoient assurés que nous étions venus pour faire de force un établiffement, que sans cela ils m'auroient accorde ce qu'ils n'avoient jamais auparavant refusé à aucun Anglois, c'est-à-dire du bois & de l'eau; mais que si je le jugeois à propos, je prendrois avec une garde ce dont javois besoin. Les voyant dans des dispositions aussi favorables, je leur témoignai de nouveau le desir que j'avois de les recevoir à bord de nos vaisseaux, en laisfant à leur garde le Capitaine Watson pour ôtage. Je les conduisis à bord du vaisseau du Roi, où ils furent gracieusement accueillis par le Capitaine Orme, qui donna au Général Indien un de ses fusils, fort beau & au Chef des Nègres quelque chose de son gourt.

Le Capitaine Orme l'assura de l'amitié du Roi d'Angleterre: le Chef des Nègres parloit très - bon François, il répondit par

Anglois Sur Saint-Vincent. 1723.

Pièces des des complimens à la Françoise. Je les me. Commissai- nai ensuite à bord du vaisseau du Duc; le res François. vin ayant dilaté leur cœur, car ils dédaignoient de boire du rum, je jugeai ce temps No LXXXIX. favorable pour leur déclarer quelle étoit ma fans fruit des CATANTE TIE côtes. Ils me dirent que j'étois bien heureux de ne leur avoir pas tenu ce langage fur le rivage, parce qu'il n'auroit pas été en leur pouvoir de me défendre, que cela étoit impossible, que les Hollandois avoient fait ci-devant la même tentative, & qu'ils avoient été heureux de se sauver. Ils me dirent aussi que le jour avant notre arrivée, ils avoient eu la visite de deux vaisseaux François qui leur avoient donné des armes & des munitions, & qui les avoient affurés que toutes les forces de la Martinique étoient prêtes à les protéger contre nous: ils leurs dirent aussi qu'ils nous avoient chassé de Sainte-Lucie, & que nous étions actuellement venus dans le dessein de faire nos efforts pour prendre de force un établissement dans le pays, & malgré tous nos prétextes spécieux, lorsque nous serions les maîtres, nous les ferions esclaves. Ils déclarèrent qu'ils ne se fieroient point à aucun Européen, Qu'ils s'Avouoient SOUS LA PROTECTION DE LA FRANCE; mais qu'ils s'opposeroient comme ils le faisoient à notre égard, à leur établissement parmi eux, ou à tous actes de force de leur part, ainsi qu'ils en avoient en dernier lieu donné un exemple, en en tuant plusieurs. Ils me dirent de plus, que c'étoit par de grands présens que les François avoient regagné leur faveur, mais qu'ils étoient résolus à

DE S es mettr m, en é zconfeille lient, n' a N'ay es renvoy

de canon, m par u srégulière e le Win e ie m'en the Capit tie fuiv apport fid mer. Sig

XC. E II. de M h Marin us, Gou viles, fi mer l'év 1. Lucie:

> MON ni sont E, ont metenti mer la

> fferent Hes Ang 雅1. 2

au di

jugaia jugaia

r quelet menoir la j'étois in

tens or pu'il s'a e défan e les lin même u ox de fa

jour ar la viki

ur and

les for

t aufill

dans ke

endre di

s, åm

lorfqu I

es ferios:

fe fieria

ne ils hi abliffent

orce de s

dernier in

plofes

toit para

étoiest à

ne les mettre jamais eux ni aucun Euro-Pièces justis péen, en état de leur faire du mal; ils ficatives sur me conseillèrent de croire que tout ce qu'ils Lucie. disoient, n'étoit qu'un pur effet de leur Ire. partie, amitié. N'ayant pû tirer autre chofe d'eux, je les renvoyai avec les présens que Milord avoit ordonnés pour eux, avec une décharge de canon, & en revanche ils me répondirent par une salve de mousqueterie des plus régulières que j'aie jamais entendue. La nuit, le Winchelsea leva l'ancre; aussi-tôt que je m'en fus aperçu, & que j'eus recû à bord le Capitaine Watson, je mis à la voile, & je suivis le vaisseau de guerre. Tel est le rapport fidèle de tout ce que j'ai pû me rappeler. Signé JEAN BRAITHWAITE,

No. XC. EXTRAIT d'une lettre de M. de Maurepas, Secrétaire d'état de la Marine, au Chevalier de Feuquières, Gouverneur général des isles Françoises, sur le commerce en fraude, & pour l'évacuation provisionnelle de Sainte-Lucie; du 3 juillet 1731. Tiré du dépôt de la Marine.

### MONSIEUR,

L'Anécessité de terminer les contestations qui sont depuis long-tems entre la France & l'Angleterre sur la propriété de Sainte-Lucie, ont porté le Roi à presser l'examen des prétentions réciproques, asin d'en déterminer la possession définitivement; mais ces différentes propositions ont été éludées par les Anglois sous différens prétextes.

Tome I. 2de partie. (S)

SE S

hit faire

miffeaux

tois ifles

Pièces des Commissai-

No. XC. Ordre pour une évacuazion provisionnelle de Sainte-Lutrebande.

1731.

Ils se sont plaints que les François étoients haraation en grand nombre établis dans cette isle. res François. même à la Dominique & à Saint-Vincent; dans le temps que les Anglois faisoient un ms & les commerce ouvert à Sainte-Lucie au préjudice de celui du royaume. Sa Majesté. pour faire cesser tous ces prétextes, & parvenir dans la fuite à une détermination certaine sur la propriété, proposa, il y a quelmerce, & sion de la con- ques mois, de faire fortir les François établis à Sainte-Lucie, pourvû que Sa Majesté #; Elle v Britannique donnât les mêmes ordres par nz aucun rapport aux Anglois, que le tout fût exécudragx An té de bonne foi, & que les uns ni les autres de leur ne pourroient y mouiller que dans le cas de besoin d'eau & de bois, à peine de confislus les fe cation des vaisseaux & de leurs cargaisons. acas qu'il Sa Majesté Britannique a accepté la propofition, à condition que la même chose senies en roit observée pour la Dominique & Saint-Vincent; & enfin les ordres ont été échan-Mationne gés. Vous trouverez ci-joint ceux de Sa folio 30 Majesté, dont le duplicata a été remis à es de la . l'Ambassadeur d'Angleterre, qui a remis en Ecuyer, même temps ceux de Sa Majesté Britanni-Comptes, que au sieur Worsley Général des isles An- issaire gloises, que je vous envoye pareillement. brine, o Il vous est ordonné par Sa Majesté, de faimbives & re savoir à ceux de ses sujets qui se trouvedes co ront établis dans ces isles, d'en sortir dans le terme de trente jours, à compter du jour de la publication de vos ordres dans chacune defdites isles; mais vous ne devez exécuter cet ordre, que lorsque conjointement avec vous, il sera aussi exécuté par le Général Anglois . . . . . .

Quant au commerce, il faudra, après l'éva-ELL

DE SAINTE LUCIE. 275 révacuation, faire arrêter les vaisseaux An- Pièces justiglois qui s'y trouveront, & même les Fran-ficatives sur çois, à moins que la nécessité n'ait obligé l'Isle de Ste. les uns & les autres d'y relacher pour faire Ire. partie, de l'eau & du bois; en tout autre cas cela ne doit faire aucune difficulté, non plus que la confiscation: si les Anglois y surprennent des vaisseaux François qui y soient pour le commerce, & qu'ils les arrêtent, l'intention de Sa Majesté est que vous ne les réclamiez point; Elle veut en même temps que vous n'ayez aucun égard à la réclamation que les

Acie at a

Sa Ma

étezies, é

terminator 100a, il yr

es Praqui

que Sa II

êmes orte

le tout fire

s uns nika

que das ha

à peine de

leas ce

accepté la

n même in

res on the

à comptat

ordres des ous ne dec.

ces trois ifles.

Vous les ferez visiter de temps en temps, & en cas qu'il s'y trouve des Anglois, soit pour faconner des bois ou autrement, il faudra les en faire fortir fur le champ.

Généraux Anglois pourroient faire des vaif-

seaux de leur nation qui seront arrêtés dans

Collationné sur le registre des colonies, cotté 58. folio 300, vo. qui est au dépôt des armas chives de la Marine; & certifié véritable par 18, oil nous Ecuyer, Conseiller bonoraire en la Cour Me des Comptes, Aides & Finances de Rouen. Commissaire ordinaire & premier Commis de none pe la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la marine, des galeres & des colonies. A Paris, le douze mars s, de mil fept cent cinquante-un.

Signé LAFFILARD.

No. XCI. EXTRAIT d'une lettre du Marquis de Champigny, à M. de Maufind repas, fur la sufpension de l'évacuation

Pièces des Commissaires François. de Sainte-Lucie, par le départ du fieur Worsley Gouverneur de la Barbade. Tiré du dépôt de la Marine.

No. XCI. Lettre far la fuspension de l'évacuation de Sainte Lu. Gie. 1731.

No. XCI. Lettre fur la Au Fort royal de la Martinique, le 23 octobre 1731,

# MONSEIGNEUR,

TE viens d'apprendre que M. de Worsley. I mécontent de ce que les habitans de la Barbade, malgré les ordres qu'ils ont reçûs de la cour d'Angleterre, n'ont pas voulu continuer la gratification qu'ils avoient accordée ci-devant à ce Général, s'est embarqué il y a environ cinq semaines dans un navire marchand avec fon bagage, & a fait route pour Londres. J'avois déjà appris que ce Général devoit être relevé, parce qu'il demandoit à force de l'être, mais je croyois qu'il attendroit l'arrivée de fon successeur .... & jusqu'à ce que je reçoive de nouveaux ordres de votre part, ou que les Anglois se mettent en mouvement pour exécuter ceux qu'ils ont reçûs, & que je sois bien affuré qu'ils feront dans le dessein de le faire de bonne foi, je me contenterai de défendre à tous les sujets du Roi qui sont dans les trois isles en question, d'y former aucun établissement, faire aucune plantation, profiter autant qu'ils pourront des fruits qu'ils auront sur la terre, & de seborner à faire seulement du bois & à continuer la pêche.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous Ecuyer, Conseiller bonoraire en la Cour

be S
ha des Com
hmissaire e
hrine, cha
chines & s
tes colonide
tent cinq

XCII.

Marquis

mifles F

m, conce

fet royal o

h déjà e

affuré quant le c affuré quant le c aqui me c'est qui me c'est qui larbade mi des In adouber la Sain ingt-qua

indre de fait par dens de l'exe

mes d'éc

Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Pièces justi-Commissaire ordinaire & premier Commis de la ficatives sur Marine, chargé du détail & de la garde des l'isle de Ste. archives & papiers de la marine, des galères Lucie. & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

No. XCII. EXTRAIT d'une lettre du Marquis de Champigny, Gouverneur des isles Françoises, à M. de Maurepas, concernant l'évacuation de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de la Marine.

Au fort royal de la Martinique, le 30 juin 1733.

## MONSEIGNEUR,

part is in

la Ban

rine,

4 23 18hh

A. de We

babitas

qu'ils ou

n'out pa

u'ils me

ral, ich

emains bagaga vois

re tens

le l'est

que je 🕮

part, NI

uvement

lans le la

me conta

do Roit

eftion, di

ire aucunt

o'ils pour

l'AI déjà eu l'honneur de vous informer de l'arrivée du nouveau Général de la Barbade, nommé Milord How ..... On m'a assuré qu'il travailloit de son côté, comme nous faisons du nôtre, à détruire entièrement le commerce étranger dans ces isles; & ce qui me fait penser qu'il y va de bonne foi, c'est qu'il vient de refuser l'entrée de la Barbade à deux vaisseaux de sa nation venant des Indes, qui avoient relâché pour fe radouber & y faire de l'eau. Il les a renvoyés a Sainte-Lucie escortés d'une patache de vingt-quatre canons & de cent cinquante terre, to hommes d'équipage..... Cette patache avoit bois al reçû ordre du Général de la Barbade, après avoir fait partir ces deux Indiens, de retourner dans fon isle pour y prendre fur fon bord ceux qu'il a choisis pour venir me demander l'exécution des ordres que nous avons reçûs l'un & l'autre pour l'évacuation (S 3)

Pièces des des isles de Sainte-Lucie, Saint-Vincent, & Commissai- la Dominique. Je les attends de moment à res François autre; & comme je fais que nos habitans qui font dans lesdites Isles, auront bien de

verneur de te-Lucie.

1733.

No. XCIII. la peine à se soûmettre aux ordres du Roi, Gouverneur je viens d'y envoyer un homme de confiande la Barba-ce pour leur expliquer mes fentimens & les de, au Gou- disposer à marquer dans cette occasion, comme dans toutes celles où il s'agit duserque sur Sain. vice du Roi, une soumission parfaite à ses volontés. . , . . .

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des Comptes , Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des gale. res & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante - un. Signé LAFFI-

LARD.

No. XCIII. LETTRE du Lord How Gouverneur général des isles Angloises. au Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, pour desavouer des Anglois qui avoient voulu faire des actes de possession dans l'iste de Sainte-Lucie, lorsqu'on traitoit de l'évacuation réciproque de cette isle. Traduite de l'Anglois. Tiré du dépôt de la Marine.

Au Pilgrim, le 22 juillet 1733.

MONSIEUR,

'AI reçû la lettre que votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, avec la

nen faire incent & d stoyé aucu mis, je J By ne lour

DES

ne que M

Briet , qu

da mouille

is lequel i

n to fession

in, 81

Mais Mais A connecte e cette libe imfi-töt i leme flat ps que

k fur les i nion mut tions, je on arrive

mps ava tter à v m maîtr

welle, ne relati i préfér i, afin 2 mon c

dence a al que

melté to

nt-Vince

e nos hi

ordres di ordres di ome de a cette on di il s'agi on partie

qui d'a

E conju

Francis

renie la

184

Ments

oris, kun n. Spill

E du La

les iftes the pigny Gra

çoiles, pu

rui aviei

Telfon in

iqu'on tri

ue de si

is. Time

jaille 1784

note Exp

m'ettire,

copie que M. de Poinsable a reçûe de M. pièces justiOllivier, qui lui donne avis d'un bateau ficatives sur
qui a mouillé au vieux Fort à Sainte-Lucie,
l'îste de Ste.
dans lequel il y avoit des Officiers pour prene
dre possession de cette iste, au nom du Roi mon
maître, & par mes ordres, & qu'ils devoient en faire autant dans les isses de SaintVincent & de la Dominique. Comme je n'ai
envoyé aucun bâtiment d'ici avec de pareils
ordres, je suis fort surpris de cette nouvelle,
& je ne saurois m'imaginer que cela puisse être
vrai. Mais si cela étoit arrivé, & que je
pusse connoître les gens qui auroient osé prendre cette liberté, ils en seroient sévèrement pu-

nis austi-tôt qu'ils tomberoient entre mes mains. Je me flatte que votre Excellence ne pense pas que pendant que je concertois avec elle fur les mesures convenables pour l'évacuation mutuelle de ces isles par nos deux nations, je fusse capable de faire une pareille démarche. Véritablement, aussi-tôt mon arrivée à mon Gouvernement, & long. temps avant que j'aye eu l'honneur de députer à votre Excellence, j'ai fait publier ma commission dans les isles de mon Gouvernement, conformément à l'instruction qui a toûjours été donnée par Sa Majesté le Roi mon maître à tous ses Gouverneurs de ses isles Caraïbes; ce qui n'est pas une chose nouvelle, & ne peut valablement avoir aucune relation à la contestation présente. Et j'ai préféré à dire ceci à votre Excellence, afin qu'il ne puisse pas être entendu que mon desaveu (sur l'avis que votre Excellence a reçû de M. Ollivier, & par l'accord que le Roi mon maître a fait avec Sa Majesté très-Chrétienne, que ces isles se-(S 4)

roient évacuées par les deux nations) pour-Commissai- roit causer aucun doute de son droit inconres François. testable sur toutes ces isles.

No. CIII. Lettre du Gouverneur Martinique Sur Sainte Lucie. 1733.

Quand l'avis qu'a donné M. Ollivier seroit vrai, ce que je ne puis m'imaginer comme je l'ai déjà dit, il faudroit que cede la Barba- la eût été fait par des gens mal intentionde, au Gou- nés, afin d'éluder & retarder une prompte verneur de la exécution de nos ordres; mais comme j'ai entièrement éclairci ce fait, en assurant votre Excellence, que si l'avis de M. Ollivier se trouve vrai, cela a été fait à mon insch & fans mon ordre, je ne veux ni ne peux penfer que votre Excellence (qui par sa lettre fait voir la forte envie qu'elle a de se joindre à moi pour obéir aux ordres que nous avons reçûs des Rois nos maîtres) différera de les mettre incessamment à exécution. J'envoie derechef le Colonel Maxwel, chargé de mes pleins - pouvoirs, pour concerter avec votre Excellence & prendre les mesures convenables à cet effet.

C'est une grande satisfaction pour moi d'avoir l'honneur de traiter avec une perfonne du caractère de votre Excellence, qui, je suis persuadé, sera aussi éloignée de former la moindre objection à différer l'exécution de nos ordres, & qu'elle fera tout ce qui dépendra d'elle pour l'avancer, & empêcher le retardement.

l'ai l'honneur d'être,

Collationne fur l'original qui est aux archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commi Jaire ordinaire & premier Commis de la Ma-

DES line, char क्षित ही # 6 des col s cent cinq

XCIV Champign iles Fran out 17 a Sainte

N confo

I les par of décen tracuatio partenante melle il as autres 160, & ntion de aus) not emy Li mmander me nous rendre

> incent & a cette r I How mation 海,即

Tou

ios a

drim

Olive oring droit on

nal itias

une m

is come

en allum de M. O

denti

ne per

i par in

e a delin

que non differen

tion,

vel, de

re la z

tion pur

avec is

Excellent loignée is différer la

lle fera u

vancer,

eff atte

eritable for

en la Cit

de Roues,

Crassi

Marine, chargé du détail & de la garde des pièces justiarchives & papiers de la Marine, des ga-ficatives sur tères & des colonies. A Paris, le douze mars mill'isse de Ste. sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD. Lucie. Ire. partie.

No. XCIV. ORDRE du Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, au sieur de Kearny, du 7 août 1733, pour faire évacuer l'isle de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de la Marine.

TN conformité des ordres à nous adrefles par Sa Majesté, datés à Versailles le 26 décembre 1730, concernant l'entière évacuation des isles de Sainte-Alouzie, Saint Vincent & la Dominique (la première appartenante au Roi notre maître, & sur laquelle il a des droits incontestables: les deux autres appartenantes aux Caraïbes naturels du pays, suivant le traité du 31 mars 1660, & dans la possession desquelles l'intention de Sa Majesté est qu'ils soient maintenus) nous avons fait choix du sieur de Kearny Lieutenant de Roi de cette isle, y faisant fonction de Major, pour prendre le commandement du bateau la Marie-Anne, que nous venons d'armer en ce port, & fe rendre avec toute la diligence possible dans lesdites isles de Sainte-Alouzie, Saint-Vincent & la Dominique où conjointement avec le Colonel Maxwel qui vient d'arriver en cette rade chargé des pouvoirs de Milord How Général de la Barbade, pour l'évacuation desdites isles de la part des Anglois, en vertu des mêmes ordres que ce (S 5)

de Sainte-

Pièces des Général a reçûs de Sa Majesté Britannique. Commissai- ledit sieur de Kearny, au nom du Roi notre res François · maître, notifiera à tous les François établis No. XCIV. dans lesdites isles, qu'ils aient à en sortir Ordre pour dans l'espace de trente jours, à compter de l'évacuation celui de la publication des présentes dans provisionnelle chacune desdites isles. Et pour leur faire connoître l'intention de Sa Majesté, il leur Lucie. 1733. fera lecture de la lettre du Roi, à nous adressée ledit jour 26 décembre 1730. Ledit sieur de Kearny observera que ledit Colonel Maxwel fasse pareillement exécuter les ordres de Sa Majesté Britannique, sans exception aucune à l'égard des Anglois qui fe trouveront établis dans lesdites isles. Et pour l'exécution de tout ce que dessus, nous avons donné & donnons par ces présentes audit sieur de Kearny nos pleins-pouvoirs, promettant agréer & ratifier tout ce qu'il fera à cet effet. En foi de quoi nous avons figné ces présentes, à icelles fait apposer le fceau de nos armes & contre-figner par no-

tre Secrétaire. En la citadelle du Fort

Royal de la Martinique, le septième jour

du mois d'août mil sept cent trente trois. Signé à l'original, CHAMPIGNY. Et plus bas;

Par Monseigneur. Signé Buvat DE VIR-

GINY.

Collationné sur la copie, de l'ordre de M. de Champigny, de lui collationné, joint à sa lettre originale du 12 août 1733, qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller bons. raire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé dis

DES की ही de la Marin tis, le di

6 XCV. Marquis rénéral c Murepa Lucie. T h Fort Ro MON

h l'hon M. de I ette rade, La publi on de ce ige de l ar le dé At passe a ouvoit ur zèle

> winé le me ifle, w, qu'il

> > ue de t

teles fuji

ne des

DE SAINTE LUCIE. 283
détail & de la garde des archives & papiers Pièces justide la Marine, des galères & des colonies. A ficatives sur
Paris, le douze mars mil sept cent cinquan l'Isse de Stete-un. Signé LAFFILARD. Lucie.
Ire. partie.

No. XCV. EXTRAIT d'une lettre du Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, à M. de Maurepas, sur l'évacuation de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de la Marine.

Bizzi

du Rein rançois es ent à est à comp préfessa pour les Majefit, Roi, à a bre 170

a que lei

ement e.

des Ain eldites in que den

ar ces p

er tou

quoi mi es faitur tre-ligar itadelle i le leptur cent tra

GNY. B

BUVAT 1

de Porte

tionne, 5

1733,

arine; 6

, Contrib

es, Aile

aire criss

rist, di

Au Fort Royal de la Martinique, le 12 août 1733.

MONSEIGNEUR,

J'Ar l'honneur de vous donner avis que M. de Kearny mouilla hier au foir dans cette rade, avec le bateau du député de la Barbade, arrivant de Sainte-Lucie.

La publication ordonnée pour l'évacuation de cette isle, a été faite dans le carénage de ladite isle, par M. de Kearny & par le député, le 9 de ce mois, & tout s'y est passé avec toute la satisfaction que l'on pouvoit desirer, Tous nos François ont donné dans cette occasion des preuves de leur zèle & de leur foûmission, en bons & fidèles sujets du Roi, & ont reçû ses ordres avec des acclamations de joie qui ont fort étonné le peu d'Anglois qui étoient dans cette isle, & qui font venus joindre leur député, qu'ils ont reçû bien différemment que les nôtres n'ont reçû M. de Kearny. La cérémonie faite, nos pauvres habitans, quoique déterminés à sortir de l'isle dans le temps prescrit, ont proposé à M. de Kearney, s'il ne leur feroit pas permis de lui faire de très-humbles représentations pour l'en-

No. XCV. Lettre du François

Sur l'évacuation de Sainte Lucie. 1733.

Pièces des l'engager à me demander trois mois pour Commissai- pouvoir arracher leurs maniocs plantés sur res François, leurs habitations; ce qui feroit une ressource considérable pour eux, jusqu'à ce qu'ils pussent chercher à se placer & s'arranger à Gouverneur la Martinique; ce que M. de Kearny a accordé ...

> Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié par nous E'cuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante un. Signé LAF. FILARD.

> No. XCVI. EXTRAIT d'une lettre de M. de Maurepas Secrétaire d'état de la Marine, au sieur d'Orgeville Intendant de la Martinique, sur la protection que les navires Anglois donnoient au commerce en fraude qui se faisoit à Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de la Marine.

> > A Fontainebleau, le 18 ectobre 1734.

# MONSIEUR,

TE suis informé que vers la fin du mois de juin, ou au commencement de juile let, la patache de la Barbade a été mouillée pendant plusieurs jours au gros islet de Sainte-Lucie, avec deux ou trois bateaux de

DES lation; qu brinique forte que mois, o to les op les circo nte été co de plus er woir, out

a qui puit ta qu'au des des dr bateau, W ayez fo a possible. Cependani iles ne d domaine teter les l int en co

> Collation 163, foli thives de o nous I m des late, Con ti de la 1 mie des c

laurs mi

LIFILAR

icun ince

oint les b

fa nation; que la patache du domaine de la Pièces justie Martinique s'y est présentée, mais de loin, ficatives sur en sorte que les bateaux, tant Anglois que l'isle de Ste. François, ont eu tout le temps d'y faire Lucie. toutes les opérations du commerce que bon ke, partie, leur a semblé.

Ces circonstances qui vous auront sans doute été connues, doivent vous faire sentir de plus en plus combien il est important d'avoir, outre les deux pataches, un bateau qui puisse en imposer. Il y a lieu d'espérer qu'au moyen du recouvrement des restes des droits du domaine de l'année dernière, vous serez en état de faire l'achat de ce bateau, & c'est à quoi le Roi veut que vous ayez soin de pourvoir le plus tôt qu'il fera possible.

Cependant la présence des pataches Angloises ne doit point empêcher que celles du domaine n'aillent à Sainte-Lucie pour y arrêter les bateaux François qui s'y trouveront en contravention, & il ne peut y avoir aucun inconvénient, lorsqu'ils n'attaqueront

point les bateaux Anglois.

is min

cs plant t une sin iqu'i co q & s'arre

e Kern

ni ef a

300

aire en l

nces de la

nier (m

8 km

Paris, la

un Sei

d'uno:

taire la

Organi ue, forti Anglia

frank p Ciré du c

Polite 17th

emen di

le a de m

u gros idei vis bateau Collationné sur le registre des colonies, cotté 63, folio 354, v.o., qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous Ecuyer, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire, codinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

No. XCVII.

Pièces des Commissai-

No. XCVII. Ordre pour l'évacuation provisionnelle de Sainte-Lucie. 1733.

res François. No. XCVII. EXTRAIT d'une lettre de M. de Maurepas Secrétaire d'Etat de la Marine, au Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, du 20 mars 1736, approuvant l'exécution des ordres donnés pour l'évacuation de Sainte-Lucie, sur les nouvelles représentations du Président de la Barbade. Tiré du dépôt de la Marine.

## MONSIEUR,

T'AI reçû les lettres que vous m'avez écrites les 23 & 29 décembre & le 15 janvier derniers, avec les papiers qui v é-

toient joints.

Le Roi a approuvé que sur la lettre que vous avez reçûe du Président de la Barbade. vous avez profité de la flûte la Baleine pour envoyer M. d'Esclieux à Sainte-Lucie y faire faire la publication des ordres de Sa Majesté pour l'évacuation de cette isle; & Sa Majesté a pareillement approuvé la conduite que cet Officier a tenue dans cette occasion. Elle est persuadée, au surplus, que vous continuerez de veiller à celle des Anglois par rapport à cette isle, & Elle souhaite que vous rendiez compte de tout ce qui pourra se passer là-dessus.

Collationné sur le registre des colonies, cotté 67, folio 312. vo, qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des

08 51 mi aire of Marine, ch archives ( 10 8 de. smil fept o ARD.

in figur o Mortinique this Secre mornant lucie par Inglois, e ncuation |

A la Ma MON

is deux

f. le M 1 doute opte de aeral de conner a remife p idant la pa tis des Or

ine, pou inte-Lu 3 ordre M. de C

des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Pièces juffi-Commissaire ordinaire & premier Commis de ficatives sur la Marine, chargé du détail & de la garde l'Isle de Ste, des archives & papiers de la Marine, des Lucie. galères & des colonies. A Paris, le douze Ire. partie, mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAF-PILARD.

No. XCVIII. EXTRAIT d'une lettre du sieur de la Croix Intendant de la Martinique, à M. le Comte de Maurepas Secrétaire d'E'tat de la Marine, concernant l'entreprise faite à Sainte-Lucie par le sieur Hawke Capitaine Anglois, chargé de faire exécuter l'évacuation provisionnelle convenue entre les deux Cours. Tiré du dépôt de la Marine.

A la Martinique, le 20 sévrier 1740.

### MONSIEUR,

O DE DE

tains like

is de Co

ol del

ordre ac te-Laci

ms at

ien i

or him de him

la Bier

dres dil

ette llell ouvé hou

ans cert

i Jupi

celle as

ote de m

es come

u district

hi strike

wire on la Co

M. le Marquis de Champigny a fans doute eu l'honneur de vous rendre compte de la lettre que M. Bing nouveau Général de la Barbade lui a écrite, pour lui donner avis de fon arrivée, & qui lui a été remise par M. E'douard Hawke, commandant la patache Angloise le Portland.

Le Général Anglois l'informe en même temps des ordres qu'il a reçûs du Roi d'Angleterre, pour l'entière évacuation des isles de Sainte-Lucie, Saint-Vincent & la Dominique; ordres qu'il dit conformes à ceux que M. de Champigny a dû recevoir du Roi pour

Pièces des pour la même évacuation, & dont il follicite Commissai- l'exécution..... res François.

No.XCVIII. les des Anjudice de l'évacuation provisionelle de Sainte-

Mais M. de Champigny a appris depuis, que le Capitaine Anglois lui avoit caché la Les entrepri- manœvre qu'il avoit faite aux isles de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie avant de venir glois au pré- ici; qu'il y étoit descendu à terre; qu'il y avoit planté pavillon Anglois, & fait faire. au son des tambours, une proclamation.... Les Caraïbes de Saint-Vincent en avoient Lucie. 1740. été si alarmés, que ne doutant point que cette proclamation ne tendît à prendre possession de leur isle, ils avoient pris les armes, & étoient venus pour faire main basse fur les Anglois, lorsqu'ils se trouvèrent rem. barqués.

> Le fieur de Vieillecourt qui se trouvoit précisément dans le quartier de Sainte-Lucie où les Anglois firent leur poclamation, alla chez lui prendre un pavillon blanc qu'il ar- larine, bora auprès de celui des Anglois, leur difant qu'il étoit plus en droit de le faire qu'eux.

Sur les avis que M. le Marquis de Champigny en a reçus il m'a fait l'honneur de m'écrire qu'il lui paroissoit que nous devions nous mettre de pair avec les Anglois, faire une proclamation pareille à la leur, & le faire au bruit du canon qu'il y feroit porter, & il me prioit de lui marquer mon avis à ce fuiet.

Je lui ai écrit en réponse, que je pensois . . . qu'il convenoit de prévenir le génèral Anglois; 'qu'ayant appris une manœuvre aussi déplacée de la part du Capitaine Anglois, fur-tout lorf-qu'il s'agit d'opérations qui doivent se faire d'un commun accord, il avoit pris le parti d'en rendre compte au Roi, &

DE S Ine voule ablement Mationne /

ives de la . Ecuyer, millaire ora rine, charge nives of pal les colonies, cent cinque

XCIX. tral des if e de Maus ntaine Hi Tire du Fort Roya

an ma dé eu l'honi mion qui ucuation acie & la mé que e, avant ay avoit a, an bru

In. L. 24

qu'il ne vouloit plus rien faire sans avoir pièces justipréalablement reçu les ordres de Sa Majesté. ficatives sur

door light

appris to

i avoir o

II illia avant b

is, & i

roclam

icent en

outant vi

it à proz cient po faire m

e trooper

t quite

r de la oclama on blan

Angloit

Aarquie fait l'hou

que non es Angon

自归旧

ly ferio

er mou

, que l' évenir

e maner pitaine di pérations

Collationné sur l'original qui est au depôt des Lucie. archives de la Marine; & certifié véritable par Ire. partie. nous E'cuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil lept cent cinquante-un.

Signé LAFFILARD.

No. XCIX. EXTRAIT d'une lettre du Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, à M. le Comte da Maurepas Secrétaire d'E'tat de la Marine, au sujet de l'entreprise du Capitaine Hawke sur l'isle de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de la Marine.

Au Fort Royal de la Martinique, le 14 mars 1740.

#### MONSEIGNEUR,

DAR ma dépêche du 2 février dernier, j'ai L'eu l'honneur de vous informer d'une députation qui m'a été faite de la part de M. Bing nouveau Général de la Barbade, pour l'évacuation des isles de Saint-Vincent, Sainte-Lucie & la Dominique . . . Ayant été informé que le Capitaine de cette même pa. tache, avant de venir ici, avoit été dans les isles de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie, qu'il y avoit planté pavillon Anglois & fait taire, au bruit du tambour, la publication Tom. I. 2de partie.

l'Isle de Ste.

en Capin,

. should

Commissaires François.

No. C. L'entreprise du Capit. Hawke.

Pièces des d'un écrit . . . . Je viens de profiter d'un petit bateau que ce Général m'a envoyé.... pour lui porter mes plaintes contre les entreprises de son Capitaine, & le prier de Lettre fur trouver bon de remettre cette proclamation jusqu'à ce que j'aye reçu de nouveaux ordres.

> Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des Comptes , Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un.

Signé LAFFILARD.

01 5

le Sainte-

ne patach

seral, qu

Capitaine

gleterre

tral de to

blui ai ma

ni rendu

it par-là h

nte ces if

Maje!

the que c s on ten nt marqu

overt ave

ne conno

Nd Angl

cussion

'en ten

glois,

wend er

Mationn

nous E

ades Com

millaire mex obe

B 63

**Market** 

west cing

No. C. EXTRAIT d'une lettre du fieur de la Croix Intendant de la Martinique à M. le Comte de Maurepas Secrétaire d'E'tat de la Marine, sur l'entreprise du Capitaine Hawke à Sainte-Lucie, & sur la réponse du sieur Bing Gouverneur Général des isles Angloises, aux plaintes qui lui en avoient été portées. Tiré du dépôt de la Marine.

A la Martinique, le 19 avril 1740.

### MONSEIGNEUR.

T'Ar eu l'honneur de vous rendre compte, par la lettre du 20 février dernier, de mon avis au sujet d'une proclamation faite au son du tambour, aux isles de Saint-Vincent

& de Sainte-Lucie, par M. Hawke Capitaine Pièces justid'une patache Angloise. M. le Marquis de ficatives sur Champigny qui s'est plaint de cette entre. l'Isle de Steprise à M. Bing, a reçû une réponse de ce Lucie. partie, Général, qui prétend justifier la manœuvre du Capitaine de patache, sur ce que le Roi d'Angleterre le déclare, par ses provisions, Général de toutes les isles Caraïbes du vent de l'Amérique, & y dénomme expressément celles de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie...

profession a consultation as

contre la la contre la contre

process process

lefind

certific in boorin inancool

nier Con

delaga

ne, despir ouze sons

APPLA

une lette

de la la

urepai

fur l'en

Sainte-L

Bing Gaz loifes, a

été parti

9 6971 14

is render o

नांत विद्या

00

s de Saint

ine.

Je lui ai marqué que je pensois qu'il devoit écrire au Général Anglois . . . . qu'il en avoit rendu compte au Roi, & qu'il se trouvoit par-là hors d'état d'ordonner l'évacuation de ces ifles, avant d'avoir recu les ordres de Sa Majesté sur une manœuvre aussi déplacée que celle de ce Capitaine Anglois, dans un temps où le Génèral Anglois lui avoit marque ne vouloir rien faire que de concert avec lui; qu'en effet il n'avoit aucune connoissance des prétendus droits du Roi d'Angleterre fur ces isles, mais que la discussion à en faire ne le regardant point il s'en tenoit à concerter avec le Général Anglois, l'éxecution de ce qui avoit été convenu entre les deux Rois. . . . .

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine: & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des Camptes , Aides & Finances de Rouen, Commiffaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des arobives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil Jest bent cinquante-un.

Signé LAFFILARD. (T 2) No. CI-

Pièces des Commissai-

No. CI. Lettre fur les pretentions du Sr: Bing.

res! François. No. CI. EXTRAIT d'une lettre du Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, à M. le Comte de Maurepas Secrétaire d'E'tat de la Marine. sur les prétentions du sieur Bing Gouverneur général des isles Angloises. Tiré du dépôt de la Marine.

Aufort Royal dela Martinique, le 30 Septembre 1740.

#### MONSEIGNEUR,

E viens encore de recevoir une lettre du Général de la Barbade, qu'il m'a adressée par un de nos habitans de Sainte-Lucie...

Vous en trouverez ci-joint la traduction, avec la copie des pièces fur lesquelles il fonde les prétendus droits de propriété du Roi son maître sur les trois isles Caraïbes de Sainte-Lucie, Saint-Vincent & la Domi-

Si le Commissaire, chargé de la part du Roi d'Angleterre pour traiter ces matières, ne produit pas de meilleurs moyens, ils ne feront pas difficiles à combattre . . . .

La lettre du fieur Bing & les pièces qui y font citées, sont ci-après, No. CII CIII.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Confeiller bonoraire en la Cour des comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères

DE S les colonies cent singu

CIL. TI rite en An umeur gén nis de Coa siles Fra n Angloi.

Figriss dans MONSIE

me's les fe la bien vo u, il ne fer d'exéc levant fur as dont il dernière ilant qu'e Majesté

nent & la ibes par Inations . E fuis sû a manque morifé F mer des Edont vo

repar cet

murer,

& des colonies. A Paris, le douze mars mil Pièces juffifept cent cinquante un. ficatives fur Signé LAFFILARD. l'Isle de Ste.

Ire, partie.

No. CII. TRADUCTION de la lettre écrite en Anglois par le sieur Bing, Gouverneur général de la Barbade, au Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, concernant les droits des Anglois sur l'isle de Sainte-Lucie-Tiré du dépôt de la Marine.

Au Pilgrim dans la Barbade, le 12 août 1740. V. S.

#### MONSIEUR,

ettredil neur en Comtedil da Un

ar Bin Anglais rine.

30/ston

ir web qu'il n'u Sainelu

nthm

de mit

cept lill

gé dela

PRE's les fentimens que votre Excellence A a bien voulu me faire connoître au fujet des ordres que vous attendez de votre Cour, il ne me conviendroit pas de vous presser d'exécuter ceux que vous avez reçus ci-devant fur le même sujet; mais les expresfions dont il vous a plû vous fervir dans vôtre dernière lettre, touchant Sainte-Lucie, er co 1 en disant qu'elle appartient incontestablement à Sa Majesté très-Chrétienne, & que Saint-Wincent & la Dominique appartiennent aux Caraïbes par des traités folennels entre nost deux nations, me paroissent si particulières, que je suis sûr que vous me pardonnerez, fi sans manquer au respect que je vous dois, je fais connoitre à votre Excellence que je minima fuis autorisé par le Roi mon maître à vous demander des éclaircissemens sur les différens termes dont vous vous servez dans vos lettres; & c'est par cette même autorité que je puis vous affurer, Monfieur, que les habitans

les préten-Ses. 1740.

Pièces des naturels de Saint-Vincent ne reconnoissent Commissai- que Sa Majesté Britannique, puisqu'ils ont res François, fait leurs foumissions à notre Gouvernement, - & ainsi aucuns Princes & E'tats étrangers ne

No. CII. doivent avoir fur eux aucune prétention. Je Geuverneur dois ajoûter à cette occasion, que je suis ode la Barba-bligé en mon particulier de les recevoir en de , contenant tout temps fous notre protection, en les faifant jouir en toute sûreté de leur liberté sous zions Angloi- notre souverain Monarque & notre heureux

gouvernement.

C'est donc, Monsieur, par les idées que votre Excellence paroît avoir dans cette affaire, que je suis contraint par nécessité de soûtenir les droits de Sa Majesté sur lesdites isses, malgré toute autre Puissance telle qu'elle puisse être, fondé sur la justice de sontitre & soutenu par l'accommodement fait entre nos maîtres, & j'espère que votre Excellence obligera les François de sortir de ces lieux juiqu'à ce que le droit de Leurs Majestés fur lesdites isles soit entierement constaté; de plus, je pense que cette affaire a déja été mile sur le tapis par les deux Cours, & je conclus qu'il y aura un accommodement fait à ce fujet.

C'est pourquoi je suis mortissé que vous ne soyez pas dans les sentimens de vos prédécesseurs, & que vous ne vouliez pas croire qu'ils ont accordé les droits de mon mai-

tre fur ces illes.

Pour continuer, permettez-moi de vous faire remarquer qu'à la fin du règne du Roi Guillaume, quelques François voulant s'établir à Sainte Lucie contre les droits de Sa Majesté, M. Gray, pour lors fon Gouverneur ici, & ensuite fait Lord & porteur

les ordre intes au I is le veri Les ordre went fond the que que n & fans edans lon ient y reft ni de four léclaré n'é

moverte ume l'ay a, dont Thoughy ( silles Ca zence & 1 e permiren affaire. are du n M. Loy ne à les

urbade 6 Sous le lartel éc a juillet eplaifir I idonne.

erver un

in Gour

m h'y l dinfi , Etens ( leadue !

İm

econdo Milipat Metassa Metassa Que A Sa reces

OI, BLI EUR EM

Dobin

ne

ward ri

par tenti ajette tra Mancette i puttice di odenenti

orth late

e Lab

erent T

tte afin

古版

2 111 1111

mortifie (

e voolia

droits de

CITEZ-MIL

in how

ançoi ros

otte lis dreit

it Lord to

de ses ordres, su obligé d'en porter ses pièces justifies plaintes au Marquis d'Amblimont, ainsi que catives sur vous le verrez par la lettre ci-jointe. L'Isle de Stea

Les ordres, Monsieur, de Sa Majesté, Ire. partie. étoient fondés sur ce qu'Elle étoit informée que quelques étrangers, fans permiffion & fans être autorifés, avoient débarqué dans son isle de Sainte-Lucie & prétendoient y rester : mais Sa Majesté sachant son droit de souveraineté sur cette isle, qu'Elle a déclaré n'être pas seulement par titre de découverte du pays, mais par possession, comme l'ayant achetée des naturels dudit lieu, dont l'acte avoit été envoyé à Milord Willougby de Parham Gouverneur en chef des isles Caraîbes. Cependant la mesintelligence & la guerre intervinrent après, & ne permirent pas de voir la décision de cette affaire. Depuis, sous le règne de la Reine Anne, M. de Phelypeaux dans fa lettre du mois de decembre 1712, marque à M. Lowther, que rien n'est plus conforme à les ordres & à ses desirs que de conferver une parfaite union entre ceux de son Gouvernement & les Anglois de la

Barbade & autres des isses Caraïbes.

Sous le règne du Roi Georges, M. de
Martel écrit au Gouverneur de la Barbade,
en juillet 1717, qu'il reçoit avec beaucoup
de plaisir les assurances que ce Gouverneur
lui donne, que ceux des rebelles qui auroient envie de se retirer dans ce Gouvernement n'y seroient point reçus ni admis.

Ainsi, Monsieur, sous plusieurs règnes, différens Gouverneurs François ont reconnu l'étendue de mon Gouvernement pour être plus que celle qui est réellement la principul (T 4)

pale isle, & que les isles Caraïbes appartien.

Commissai- nent à notre nation.

A toutes ces autorités qui paroissent inres François. contestables, permettez-moi, Monsieur, No. CII. d'en ajoûter une autre, qui est un acte pu-Lettre du blic du Gouverneur & des naturels de Saint-Gouverneur de la Barba. Vincent, &c. par lequel ils reconnoissoient de, contenant Sa Majesté le Roi Georges pour leur suprêles prétentions me Souverain, ce Gouverneur promettant Angloises. de sa part & de celle desdits naturels, toute 1740. obéissance, hommage & alliance, comme véritables vassaux. J'ai l'honneur de vous envoyer cet acte pour que vous n'en igno-

> Cette foûmission solennelle des Indiens habitans de ces isses, peut établir le droit que j'ai ordre de soûtenir, & consirmer à votre Excellence la façon de penser de vos

prédécesseurs.

riez pas.

Votre Excellence m'excufera si je ne sais pas encore des augmentations à ces autorités, ce seroit ne point rendre justice à votre discernement que de vouloir ajoûter à ces matières, ainsi c'est à vous seul que je m'en rapporte.

Le Capitaine Hawke n'étant pas ici à préfent, je n'aurai pas d'occasion si-tôt de vous assurer que je suis véritablement avec re-

spect, &c.

Les pièces énoncées dans cette lettre, sont ciaprès, No. CIII.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certisse veritable par nous E'cuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Ma-

p E S bine, cbar, clives & po des colonies tent cinqu

CIII. 1

teaux & 1
ther Gourd
dicembre to
latte de r
de la four
illes de Sa
la Domin
taïtes, er
té du dé

LTTRE du L Au Fort

MOI

A lettre de m'e mile par idonel Ile enfuite ma ordon lien n'e i, ainfi o

memens mes de v Monsi

神

rolleri Monin

un sier els de la connoide ur leur la

I proper

atura, r

ince, or

neur de

ous this

e da h

établic en

& one

e peakly

era im

ns aco

e juffere r ajoba eul que p

int pasia

n fi-th:

ement s

te lettre

抗加油

raine to la

over de la

ier Commit

Marine, chargé du détail & de la garde des Pièces justiarchives & papiers de la Marine, des galères ficatives sur & des colonies. A Paris, le douze mars mil l'Isle de Ste. Jept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD. Inc. partie.

No. CIII. LETTRES des sieurs Phelypeaux & Martel, au sieur Robert Lowther Gouverneur de la Barbade, des 26
décembre 1712 & 13 juillet 1717; avec
l'acte de reconnoissance, à la Barbade,
de la souveraineté d'Angleterre sur les
isses de Saint-Vincent, Sainte-Lucie &
la Dominique, par deux Sauvages Caraïbes, en date du 4 janvier 1740. Tiré du dépôt de la Marine.

LETTRE du sieur Phelypeaux, au sieur Robert Lowther E'cuyer.

Au Fort royal de la Martinique, le 26 décembre 1712.

#### MONSIEUR,

A lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 de ce mois, m'a été remise par M M. le Brigadier Maxiodel, le Colonel Ilont & le Major Cogan: j'ai entendu ensuite les propositions que vous leur avez ordonné de me faire de votre part.

Rien n'est plus conforme aux ordres que j'ai, ainsi qu'à mes desirs, que d'entretenir une parfaite union entre ceux de mes Gouvernemens & les Anglois de la Barbade, ou autres de vos isles Caraïbes, &.....

Monsieur,

Votre, &c.

(T 5

EX-

\*CPTE

Pièces des Commissai-

res François. EXTRAIT d'une Lettre du seur de Martel au fieur Robert Lowther E'cuyer.

No. CIII. Titres des Anglois Sur Saint-Vincent & Sainte-Lucie. 1749.

Au Fort royal de la Martinique, le 13 juillet 1717.

Ussi, Monsieur, c'est avec un extrême plaisir que je reçois de vous les assurances que ceux des rebelles qui pourroient avoir dessein de se retirer dans l'étendue de votre Gouvernement, n'y feront point recûs, puisque vous n'accorderez aucune assistance à des gens qui ne doivent présentement avoir recours qu'à la clémence du Roi & à l'intercession de Monseigneur le Duc d'Orléans Régent.

l'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre, &c.

DE

alre & g

Int Roi ( me; & 1

ceffeurs

ince, fer

eroir de v

amons G

mr de la

velques N

Holtes, &

invire. (

Weph Ro

Gouverneu

milite Geo

le guerre

our aider

mir & tr dudit gran

lite, prote

& puillant

ge & bor

Guillaum

louflignés 1740, X

68, L. Co 10, J. L.

Collation or nous 1

un des co

Omniffair

Marine; 0

minues &

Pount ci

ACTE de reconnoissance de la souveraineté de l'Angleterre, sur les isles de Saint-Vincent, Sainte-Lucie & la Dominique, par deux Caraïbes \*. A la Barbade, le 4 janvier 1740.

NOus fouffignes, Guillaume Roy & Joseph Roy, Gouverneur général & Amiral de tous les Caraïbes habitant les isles de Saint-Vincent , Sainte-Lucie & la Dominique, avons par cette écriture reconnu pour notre

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi. \* On ne peut mieux finir que par cette pièce, très-digne d'être jointe à la vente de Warner & 2 d'autres titres produits par l'Angleterre dans la contestation présente. Il est vrai qu'elle étoit de fraîche date, étant faite fix mois devant la lettie du Gouveineur qui l'envoit.

Hill

-

加加

ber Eur

High

18 18 18

point

1180

TOTAL TOTAL

ez ann

WEETE

emenchi

gner !

ilieur,

Vont.

de him

iribi

Mail

iba!

州市

Roth

ilet

Doze

ing pool

i/fiest

de for

glette to

Grat ()

maître & grand Roi, le très puissant & très- Plèces justia haut Roi Georges, Roi de la Grande-Bre-ficatives iur tagne; & lui promettons, pour nous & nos l'isle de Ste. fuccesseurs, dans toutes les occasions, obé-Lucie. issance, service, fidélité & droit, suivant le devoir de véritables vassaux & sujets; & informons Guillaume Sharp grand Gouverneur de la Barbade & desdites isles, que quelques Nègres esclaves deserteurs se sont révoltés, & ont machiné & projeté de nous détruire. Ce confidéré, lesdits Guillaume & Joseph Roy supplient humblement le grand Gouverneur de la Barbade, & notre grand maître Georges, de leur donner des navires de guerre & toutes les choses nécessaires pour aider lesdits Caraïbes, réprimer & châtier lesdits Nègres esclaves, les prendre punir & transporter, afin que lesdites isles dudit grand Roi soient en paix & tranquillité, protégés comme véritables fujets dudit & puissant grand Roi Georges. En témoignage & bonne foi, avons signé & livré à vous Guillaume Sharp notre frère, cet acte de reconnoissance, en présence des témoins foutlignés. Signé & certifié, le 4 janvier 1740, X, +, S. Cox, A. Show, W. LAVA-GE, L. COGANT, PH. VANBRUGH, J. SAINT. Lo, J. LAND, J. SALMON.

Collationné jur la copie qui est au depôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous Ecuyer, Conseiller bonoraire en la Cour des comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, charge du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

ME

Pièces des Commissaires Anglois,



# MEMOIRES

SUR L'ISLE

DE SAINTE LUCIE.

PIECES JUSTIFICATIVES
SECONDE PARTIE.

Pièces produites par les Commissaires de fa Maj. Britannique, au soutien de leur Mémoire du 15 novembre 1751.

## AVERTISSEMENT.

ESSIEURS les Commissaires Anglois ayant remis aux Commissaires du Roi leur Mémoire du 15 novembre 1751, concernant l'isle de Sainte-Lucie, sans aucunes pièces justificatives, les Commissaires du Roi leur demandèrent de justifier de plusieurs saits avancés dans ce Mémoire. On croit devoir faire précéder la production de leurs pièces, de la note qui leur sut remise, & des apostilles dont elle sut répondue. Le Lee-

BE
Lefteur re
idites Any
equis No
i fuivent
a premièr

intes que int pas j inte, ain interes m incantes.

n passage.

les raps
unt conti

n extrai

du Ro titres glois, du 15

h paragi

Un le raineté la Domi

SEEMOLIE .

Lecteur remarquera que les numéros des Pièces juffipièces Angloifes, au nombre de quatorze, ficatives sur depuis No. VIII jusqu'à XXXIII, ne l'isle de Ste. se suivent pas. Il y a lieu de penser que ilde. paries la première étoit précédée de sept autres pièces que MM. les Commissaires Anglois n'ont pas sans doute jugé à propos de produire, ainsi que plusieurs autres dont les numéros manquent dans l'ordre des pièces suivantes. On joindra à leurs productions les passages qu'ils ont cités, en observant de les rapporter en entier, lorsqu'ils peuvent contribuer à l'éclaircissement de la vérité, encore qu'ils n'aient été cités que par extrait, par MM. les Commissaires Anglois.

UCIL

ATIVU

RTIL

mmile Jodin

nbreit

ME

missare ox Comme e du 15 isse de la res justip Roi leu lasseurs

din it la

673

NOTE des faits dont les Commissaires du Roi demandent les preuves ou les titres à MM. les Commissaires Anglois, pour le soutien de leur Mémoire du 15 novembre 1751.

DEMANDES des Commissaires François.

Au paragraphe VI du Mémoire des Commis-Saires Anglois.

UE le droit de propriété & de souveraineté sur les illes de Saint-Vincent & la Dominique appartient à l'Angleterre.

Nota. Les Commissaires du Roi ont demandé le Mémoire annoncé par l'apostille.

Pièces des Commissaires Anglois

Fastso

Re'ponses des Commissaires Anglois.

Ceci fera prouvé par un Mémoire qu'on Notes des délivrera dans la fuite.

2011 Jan Au paragraphe VII.

DE'M. Ous la première découverte de toutes les ifles Caraïbes a été faite par les Anglois, 29 than sausafuld

RE'P. Purchafs Pilgrim, vol. IV. p. 1146. commencant par les paroles: The Anthony of 120, Tons; & finissant par les paroles

Refreshing themselves three days.

DE'M. Que le Comte de Cumberland a découvert Sainte-Lucie en 159 .... Que les prétendues peuplades du Chevalier O. liph Leagh en 1605 & 1606, ont été suivies d'établissemens permanens à Sainte-Lucie, jusqu'en 1635, 1638 & 1640 .... Lacune de treute aus à remplir.

RE'P. Purchass Pilgrim, vol. IV. p. 1255, commençant par les paroles, Sir Oliph Leagh; & finisfant par les paroles: Went not

much abroad.

DE'M. Demander a MM. les Commissaires Anglois, si, lorsqu'ils ont dit que plusieurs Anglois se transporterent en 1606 à Sainte-Lucie pour s'y établir, ils ont entendu qu'il y ait eu un établiffement solide & durable fait à Sainte Lucie, & combien il a substité, où si ce n'a été qu'une tentative infractioenfe & passagere of 10

REP. Nous entendons cet établissement fondé sur la première découverte & posses. fion, en consequence d'être folide & du-

rable. -an

Ath

DEM. Q

REP. An

II, p. 21

DEM. Li

inte de C

lita Cette

il part de .

DEM. L

3 a envo

REP. Mi

45. Voyez

DEM-L

de Carliff

1-on, pro fion de

925.

RE'P. V

DEM. I

ondres:

at, dit-on

Lucie, Il

WE MI

hez l'ex

DEM. EX

plantation

107.

L'Isu DE SAINTE LUCIE. 303 Au paragraphe VIII. Pièces justires And DE'M. Que Thomas Warner a envoyé ficatives fur un Gouverneur à Sainte-Lucie en 1626. l'isse de Ste. RE'P. Anciennes minutes des Barbades, 11de, partie, vol. II, p. 293. Voyez l'extrait no. VIII. Au paragraphe IX. 115 M 913 décou DE'M. LETTRES accordées en 1627 au te faite Comte de Carlisse, par Charles Ier. en leur entier. P. Labbath wor tol.IV Nota. Cetre demande est restée sans réponse s:OThe de la part de MM. les Commissaires Anglois, par la daya le Cunc Au paragraphe X. DE'M. La preuve que le Comte de Carliste a envoyé des colonies à Sainte-Lucie do Cha 506, a nanem en 1635, 1638 & 1640. REP. Minutes des Barbades, vol. III, p. 45. Voyez l'extrait no. XI. Au paragraphe XI. 538 å DE'M La commission en entier du Complie. te de Carlifle à Thomas Warner, où il est, dit-on, prouvé que Warner avoit pris pofroles, parole seffion de toutes les isles Caraïbes avant RE'P. Voyez l'extrait no. X. I. les (i Au paragraphe XVI. opt di DEM. De positions de témoins, faites èrent e à Londres ou ailleurs en 1688, qui prour, ke [[ement vent, dit-on, le droit des Anglois sur Sainte-Lucie. Il faut demander l'acte entier. à con REP. Minutes des Barbades, vol. III, p. qu'ine !! supilduq sineris. 45. Voyez l'extrait no. XI. et etall Nota, Cette Cem MAETE Au paragraphe XVI.M ob mag of e lour DEM. EXTRAIT des registres du bureau des plantations, sur le même sujet. RE'P.

304 Me'moires sur L'Iste RE'P. Minutes des Barbades. vol. III, p

DE

DE'M. I

Willougby

REP. P.

DEM. I

savant, a

nil leur f

REP. Vo

DEM. L

m Angloi

REP. V

DEM. P

nel Carer

REP.

DE'M.

et les Fr

Nota, Ce

la part d

DE'M. I

inte Luci

autres p

MP. P

DEM. I

0, XI.

Pièces des Commissaires Anglois.

Notes des faits. Voyez l'extrait no. XI.

Au paragraphe XXXI.

DEM. La preuve que ce fut en 1640 que M. du Parquet prit possession de Sainte-Lucie.

RE'P. P. du Tertre, vol. 1. p. 435.
P. Labbat, vol. II, p. 450.

Au paragraphe XXXV.

DE'M. La preuve d'une réclamation faite à la France, de 1640 à 1650.

RE'P. P. du Tertre, vol. I, p. 438, commençant par les paroles: Quelques mois après.

P. Labbat, vol. II, p. 151 & 153, commençant par les paroles: Le fieur de Contis.

Au paragraphe XXXVI.

La preuve que le Comte de Carlifle ait envoyé à Sainte-Lucie en 1644 1645, & la preuve que ceux qu'il y a envoyés ont abordé dans cette ifle & ont essayé de s'y établir. (On cite dans le Mémoire Anglois le P. du Terre.)

RE'P. P. du Tertre, vol. I, p. 438.

Au paragraphe XXXVII.

DE'M. DEMANDER d'autres preuves de la descente des Anglois à Sainte-Lucie en 1657, que le récit du P. Labbat, & des preuves que cette descente ait été faite par autorité publique.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

DEM EXTRACT des registres du bureau plantations, fur le même fujet.

Au paragraphe XXXVIII.

Pièces justificatives fur Lucie. Ilde partie.

DE'M. LA commission en entier du Lord l'isse de Ste. Willougby & celle de son prédécesseur. REP. Voyez l'extrait no. XV.

WI.

ffeffon i

1.0.45

0.

650.

telgen

5168

e frais

WXX

te di

n 1644 y 200

ont ele

otres p

Saintel

Labla

ait the

fie wa

tes lugar

Au même paragraphe.

DE'M. Instructions données en 1644 on avant, aux Gouverneurs de la Barbade, où il leur soit enjoint de chasser les François de Sainte-Lucie nommément.

REP. Voyez l'extrait no. XVI.

Au paragraphe XXXIX.

DE'M. L'ACTE de vente de Sainte-Lucie aux Anglois, par les Sauvages.

RE'P. Voyez l'extrait no. XVII.

Au paragraphe XLI.

DE'M. RELATION de l'entreprise du Colonel Caren, du bureau des plantations. REP. Voyez l'extrait des dépositions no. XI.

Au paragraphe XLIV.

DEM. PREUVES des instructions données au Lord William Willougby, pour déposse. der les François en 1666, & la date précise. Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

Au paragraphe LIX.

DE'M. La preuve de la revendication de Sainte-Lucie en 1642 ou 1643.

Autres preuves quelconques de revendications pacifiques & légitimes.

RE'P. P. du Tertre, vol. I, p. 438;

Au paragraphe CVI.

DEM. DECLARATIONS expresses & affit-Tome I. 2de partie.

Pièces des firmatives du Lord Willoughy, au sujet de Commissai- l'invasion de 1664.

res Anglois. Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM, les Commissaires Anglois.

Note des faiss.

Au paragraphe CVII.

DE'M. ORDRES exprès, envoyés au Lord Willoughy, pour l'entreprise sur Sainte-Lucie.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

Au paragraphe CXXXVIII.

DE'M. DE'POSITIONS relatives à l'entreprise du Colonel Temple en 1686, & la lettre du Colonel Steede.

RE'P. Anciennes minutes des Barbades, vol. 11, p. 289.

Extrait d'une lettre du Colonel Steede,

Au paragraphe CXXXIX.

DE'M. ORDRE ftératif du Roi Jacques au Colonel Temple, en 1686, postérieurau Mémoire de M. de Seignelay.

RE'P. Anciennes minutes des Barbades,

wal. II, p. 423.
Extrait d'une lettre du Colonel Steede

Au paragraphe CXLII.

DE'M. RE'PONSE concluante que firent en 1688 les Commiffaires du commerce & des plantations d'Angleterre, au Mémoire de M. de Seignelay.

RE'P. Voyez la copie no. XXVIII.

DE'M. Demander la preuve qu'en 1686 & 1687 il y avoit des établiffemens & habitans Anglois à Sainte-Lucie.

RE'P.

DB

REP. Vo

de Steeds

DEM. A

ourepaus,

are for Sai

REP. Vo

(mmiffaire

XXIV,

DEM. P

inine Valk

ine Lucie

REP. M

Ponez les

DEM. P

irelles au

oir des p

RE'P.

blonel (

our faire

RE'P. I

Poyes no.

DE'M.

the des

mencé

Bplanta

leuses.

DE SAINTE LUCIE. 367 REP. Voyes l'extrait de la lettre du Co- Pièces juffilonel Steede, no. XXI. ficatives dur Au paragraphe CXLVIII & CXLIX. l'ifle de Ste. Lucie. DE'M. Aveu de MM. de Barillon & de 11de, parrie. Bonrepaus, au sujet des droits de l'Angle. terre fur Sainte-Lucie. RE'P. Voyez les négociations entre les Commissaires Anglois & François en 1687, no. XXIV, XXV, XXVI, XXVII & XXIX. Au paragraphe CLL DEM. PREUVES de l'expédition du Capitaine Valker dans les isles Caraïbes, & a Sainte Lucie quelques années avant 1688. REP. Minutes des Barbades, vol. 111; p. 45. Voyez les dépositions no. XI. DE'M. Preuves que les François le sont adressés aux Gouverneurs Anglois pour avoir des passeports pour les isles contentieuses. REP. Voyez les dépositions, no. XI. Au paragraphe CLIL DE'M. ORDRE du Roi d'Angleterre au Colonel Grey Gouverneur de la Barbade, pour faire sortir les François de Sainte-Lu-RE'P. Extrait du bureau de commerce, Voyez no. XXXIII. liv. D. p. 335. Au paragraphe CLVIII. DE'M. On demande qu'on produise les Historiens François qui ont avancé que le droit des Auglois sur Sainte-Lucie a été commencé & établi par une découverte & des plantations, maintes années avant que (V 2)

Liebs

, 20 (in

Cans time

Anglois, VII.

DVOVE

rife fur

ée fassin

es Anglin

latives 1

n 1686.

es des la

Colone

do Ro

686, pol

tes des la

Colone

CXLIL

cluante que du com

erre, an E

to, XXVII

reove que

blikmen:

cia

res Anglois, raibes.

Pièces des les sujets de Sa Majesté très - Chrétienne Commissai- eussent aucune connoissance des isles Ca.

Note des faits.

RE'P. Voyez les dates des premiers établiffemens des Anglois & François dans les isles Caraïbes, citées par les PP. du Tertre & Labbat.

### Au paragraphe CLIX.

DE'M. La preuve que quelques - unes des entreprises sur Sainte-Lucie ont été avouées par le ministère public d'Angleterre, avant 1688.

Nous ne demandons à MM. les Commissaires Anglois aucune explication ni éclaircissement sur les articles ci-dessus, mais seulement les pièces originales ou les citations des auteurs, avec l'indication de la page.

REP. Voyez les instructions & Commisfions ci-desfus rapportées.

Autres pièces demandées par les Commisfaires du Roi, par une lettre du 8 avril 1752.

DE'M. L'acte par lequel le Lord Carlifle remit son octroi au Roi Charles II, peu a. près son rétablissement.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

DE'M. L'acte par lequel la moitié du revenu des isses Caraïbes fut accordée au Lord Willoughby pour fept ans.

REP. Voyez l'extrait no. XVI.

BOR-

BE

ORDER

touchant

Roi de 1

de Saint

les Comi

rannique

VIII.

XI.

X

XI

XX

XXX A

S-Colle

08 18

prenia

PP. al

quelqu

MM. b

explor

nales or h

indicza

tions to

par la la

lettre a

le Lorl

harles L

ffée fant m

ires Angins

l la monte

accorden

NVI.

Pièces justificatives sur l'Isse de Ste.

BORDEREAU des pièces justificatives Lucie. touchant le droit de Sa Majesté le IIde. partie. Roi de la Grande-Bretagne, sur l'isse de Sainte-Lucie, communiquées par les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

No. VIII. Extrait de la prije de possession de Sainte - Lucie, par le sieur Thomas Warner, en 1626.

No. X. Extraît de la commission du Comte de Carlisse, au sieur Thomas Warner, en 1629.

No. XI. Extrait d'un rapport & de diverfes dépositions, touchant le droit de Sa Majesté sur l'isle de Sainte-Lucie, en 1686.

No. XV. Extrait d'une concession du Roi Charles II, au Lord François Willoughby, de toutes les isles Caraînes, en 1661.

No. XVI. Extrait des instructions du Lord Willoughby, en 1663.

No. XVII. Copie de l'acte de vente de Sainte-Lucie aux Anglois, par les Sauvages, en 1663.

No. XX. Extrait d'une lettre du Colonel Steede, du 18 septembre 1686.

No. XXI. Autre extrait d'une lettre du Colonel Steede, du 27 mai 1687.

No. XXIV. Mémoire des Commissaires François, touchant l'isle de Sainte-Lucie, en 1687.

No. XXV. Mémoire du droit de Sa Majesté
(V 3)

310 MEMOTRES SUR LISTE

rièces des
Commissation fur l'isle de Sainte-Lucie.

Replique des Commissaires François audit Mémoire.

No. VIII.
Extrait d'un No. XXVII. Réponse des Commissaires An.

Extrait d'un l' papier du Conseil de Commerçe.

glois à ladite replique.

No. XXIX. Copie de la capitulation à la prise de Sainte-Lucie par le Colonel Careau, en 1664.

No. XXXIII, Extrait d'une repréfentation du Bureau de commerce, indiquant l'ordre du Roi d'Angleterre au Colonel Grey Gouverneur des Barbades, pour faire foreir les François de Suinte-Lucie.

No. VIII. EXTRAIT d'un papier préfenté à Sa Majesté par le Conseil de commerce en 1686, relativement à la prise de possession de Sainte-Lucie par le Chevalier Warner.

#### Autrement intitulé:

Extrait des minutes des Barbades.

Traduit littéralement de l'Anglois. (on supprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'Edition in-4°.)

L E Chevalier Thomas qui a découveit Saint-Christophe & formé le premier établissement dans les isles Caribbes, a pris possession de cette isle pour Sa Majesté en-

pe S pa vers 10 por Judge.

fe certifie callations a tureau. literall, le

X. E. Conte de

laduit (on fur qui se tr

Warne outes les propre u e mémo

je cert uble, c ilres de uns, d

> Ommi inits h-Lu

pe Sainte Lucie. 311
viron vers 1626, & en a fait Gouverneur le pièces justificatives sur
l'isle de Stea

Lists

mic boo

nte-Lara minifaruh mare, numifan replaga replaga npanadia nte-Lari

w, in the

Comment

re du Li

s Borine

ls la

d'un the

ar le Co

relations

inte-Lui

eitule:

des Barba

exte Ang

qui a de

remê le mez

Caribbes, our Sa Majob

sfe certifie que ce papier est une copie vérita-Lucie. ble, collationnée à l'original sur les registres IIde partie. de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. X. EXTRAIT de la commission du Comte de Cartiste, au Chevalier Thomas Warner, 1629.

Traduit littéralement de l'Anglois. (on supprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'Edition in-4°.

ET d'autant que ledit Chevalier Thomas Warner ayant pris possession actuelle de toutes les isses Caribbes, au nom & pour le propre usage de seue Sa Majesté de glorieuse mémoire & la Couronne d'Angleterre, &c.

fe certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au hureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XI. EXTR AIT du rapport des Commissaires chargés de la recherche des droits du Roi (d'Angleterre) sur Sainte-Lucie, Saint-Vincent, &c. avec (V 4) les copies des dépositions relatives à cet objet, 1686.

Pièces des Commissires Anglois.

No. XI. Extrait du rapport des Commissaires.

Traduit littéralement de l'Anglois. (on supprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'Edition in 40.

T nous trouvons auffi que l'isle de Sainte-Lucie étoit occupée en 1635 & 1637 par des colonies Angloises de l'isle de Bermude, appartenante à Sa Majesté; en 1638. par une colonie d'Anglois de Saint-Christo. phe; en 1640, 1644, & 1645, par des colonies des Barbades. Et d'après la déposition du Colonel Christophe Codrington. nous trouvons aussi que le Capitaine Jacques Walker, peu de temps après, fut envoyé par le Gouverneur de Saint-Christophe, avec des foldats armés, pour fubjuguer les Indiens de Sainte-Lucie, de Sainte Vincent & de la Dominique, à cause des outrages & des meurtres qu'ils avoient commis contre les sujets de Sa Majesté; que le Capitaine Walker ayant trouvé fur ces entrefaites quelques François qui chassoient & nêchoient dans ces isles, sans permission de notre Roi ou de quelqu'un de ses Gouverneurs, les en chassa, & qu'ensuite les Francois, en reconnoissance du droit de Sa Majesté sur ces isles, furent dans l'usage de demander à ses Gouverneurs des permissions pour chaffer & pêcher dans les limites & les bornes des trois isles susdites.

Déposition de George Summers.

BARBADES.

George Summers, agé de 82 ans ou en-

\*

DES

ion, dépi

35 cette ill

nine lean

wolve.

miverent

recans de

m de dix 1

a achetées

el vailleau

a dour s'é

mi lefque

nivée, ils

il les avoi

as homn

toù ils

m, & qu'

antation.

venviron

in Guilla

le, vint

'y établi

ndiens

emps les

1 point

er & de

us. Sign

ment,

Dépo

BIAMI

a, de la

THE,

lating

e Plan

kte Au

e Met

en 1635 t le l'îlle à lajellé; et e Seints

45, para apres h

e Capita

s apre

de Sant

és, M

Lucie,

ue, la

'ils the

Majele:

ouvé sus

qui chá

ins permi

de les li

enfoite E

droit de

ns l'ulage des pern

les limits s.

Summer

e 82 ans 0

viron, dépose qu'en l'année 1628 il vint Pièces justidans cette isle sur le vaisseau Marygold, Ca-ficatives sur pitaine Jean Jones, auquel temps le Capi l'isle de Ste. taine Wolverston & le Capitaine Jean Swan IIde, partie. y arrivèrent, comme agens de plusieurs commerçans de Londres, pour prendre posses. fion de dix mille acres de terre qu'ils avoient achetées du Comte de Carlifle; dans lequel vaisseau ils amenèrent plusieurs personnes pour s'établir dans ces dix mille acres, parmi lesquelles étoit le déposant. A leur arrivée, ils trouvèrent que le Capitaine Powel les avoit prévenus, & avoit laissé quelques hommes qui avoient défriché quelques terres près de l'endroit nommé le Hole, où ils avoient planté du blé & du tabac, & qu'ils avoient appelé le Fort de la Plantation. Ce déposant dit en outre, qu'environ quarante-huit ans après, un certain Guillaume - Louis, Coloniste de cette isle, vint avec sa femme, sa famille & plufieurs autres, à l'isle de Sainte-Lucie, pour s'y établir; ils furent bien accueillis par les Indiens à leur arrivée, mais en peu de temps les Indiens devinrent leurs ennemis, au point qu'ils furent forcés de l'abandonner & de s'en retourner: Et n'a rien dit de plus. Signé George Summers. Déposé sous ferment, le 20 juillet 1688. HENRI QUIN-

Déposition de Richard Buddin.

#### BARBADES.

EXAMEN & déposition de Richard Buddin, de la paroisse de Christ-Church dans l'isse susseine, âgé de soixante ans ou environ, (V 5) faits

rapport des Commillai-

Erc.

rièces des faits & reçus en présence de Thomas Wal. Commissai- rond, E'cuyer, & des autres membres du res Anglois. Confeil de l'isle susdite, (Commissaires nommés par le Lieutenant Gouverneur, en con-Extrait du formité des ordres de Sa Majesté, pour la recherche des droits du Roi fur ces isles & territoires, dans ces parties de l'Amérique & établissemens d'icelle) le vingt-sixième jour de juin 1688, & la quatrième année du règne de Sa Majesté Jacques II, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'E'cosse, de France & d'Irlande, Défenseur de la foi,

> Lequel déposant, après avoir prêté serment, dépose qu'en l'an de Notre-Seigneur 1665, lui déposant, avec plusieurs personnes de l'isle susdite, vint avec le Colonel Christophe Carew qui étoit député Gouverneur de Sainte-Lucie, chargé d'une commission par Milord François Willoughby, pour s'établir & habiter ladite isle de Sainte-Lucie, où ils arriverent l'année susdite, & v séjournèrent l'espace de six mois & au delà; & furent alors interrompus & inquiétés par les Indiens habitans de cette ifle, & forcés de l'abandonner & de s'en retourner à ladite isle des Barbades. Ce déposant déclare en outre qu'il a entendu M. Banister Lieutenant-Colonel, qui vint avec eux à ladite isle de Sainte-Lucie, dire audit Colonel Carew, qu'une partie de la terre ou plantation qu'il leur montra, avoit été occupée par lui près de vingt ans avant leur zrrivée, ce qui lui parut vraisemblable, parce que ladite terre étoit couverte de broul. sailles & non de grands bois. Ce déposant déclare auffi qu'il a oui dire en outre audit

iter, qu t de Berm te ille de iller s'y 6 ce déposar MARD BUE MIOSE G

millaires in mil fi

Déposi

mion, de

illes ou e

rec fa fami alonnes, acie fous hristophe Villough des aut ommissio inte-Lu infanteri de d'en ames qu the à lac mçois é

ifort; m

mices a

bandoni

stranspo

equi fut

len out

Alton,

Thomas

S Deta

Billin

rnent, en sjefte, pr for call

e l'Am gr-frie

I, prin

Nonse Nonse pluffen a tvec kin

dépuis

rgé du

is W

te ikto

npée im ix moith

pus d =

cette lie

s'en tam

Ce dépoir ada N. I.

int aveil

dire andili

de la #

, avoit

ans and

ifemblak!

verte de la

Ce de

en outer

Banister, que les Anglois qui habitoient Pièces justil'ille de Bermude avoient été s'établir dans ficatives sur
ladite isle de Sainte-Lucie avant que ledit l'Isle de Ste.
Banister s'y établit pour la première sois: Lucie.
Et ce déposant n'a rien dit de plus. Signé
RICHARD BUDDIN.

Dr'rose' fous ferment, devant nous les Commissaires susdits, ledit vingt sixième jour de juin mil six cent quatre vingt-huit.

# Déposition de Henri Walford.

#### BARBADES.

HENRI Walford, âgé de foixante ans ou environ, dépose qu'il y a vingt-quatre ans passés ou environ, que lui déposant vint avec sa famille, au nombre d'environ sept personnes, de cette isle, s'établir à Sainte-Lucie fous le gouvernement du Colonel Christophe Carew, à qui le Lord François Willoughby, lors Gouverneur de cette isle & des autres isles Caraïbes, avoit donné une commission de Gouverneur de ladite isle de Sainte-Lucie, & de Colonel d'un régiment d'infanterie qui y fut alors envoyé, composé d'environ mille hommes, outre les femmes qui y vinrent aussi; & qu'à leur arrivée à ladite isle ils y trouverent quelques François établis qui y avoient élevé un petit fort; mais après avoir eu quelques conférences avec les François, ils consentirent à abandonner ladite isle, à condition qu'on les transporteroit à l'isse de la Martinique, ce qui fut fait en conséquence. Ce déposant dit en outre qu'il a appris d'un certain Moyse Alton, qui vint avec lui déposant, qu'il avoit

Extrait du rapport des

Pieces des avoit été à l'établissement de ladite isle, il Commiffai- y avoit environ vingt ans. Ce dépofant dit res Anglois. aussi que ledit Alton lui apprit pareillement que les Indiens les avoient obligés d'aban-No. XI. donner cette isle; & dit aussi qu'à ce dernier établissement ils furent surpris par les pluies Commissaires, avant qu'ils eussent eu le temps de se bâtir des maisons, de sorte que les maladies furent si fréquentes parmi eux qu'il mourut une grande quantité de peuple, & que chacun s'efforçoit d'abandonner l'isle aussi-tôt qu'il en trouvoit l'occasion. Signé HENRI WALFORD.

> DE'POSE' sous serment, le cinq juillet mil fix cent quatre-vingt-huit. Signé HENRI QUINTYNE.

> > Déposition d'Ambroise Rouse.

#### BARBADES.

De Position du Capitaine Ambroise Rouse, agé de quarante-neuf ans ou environ. faite le 10 juillet 1688, en présence de Thomas Walrond, E'cuyer, & des autres Commissaires chargés par Edwyn Steede, E'cuver, Gouverneur-Lieutenant de Sa Majesté, &c. lequel dit:

Qu'en l'année 1665, François Lord Willoughby de Parham, lors Gouverneur des Barbades, donna une commission au Colonel Christophe Carew, de Gouverneur de l'isle de Sainte-Lucie, qui en conséquence partit de ladite ifle des Barbades pour s'établir pleinement & entierement dans ladite isle de Sainte Lucie, & y transporta avec lui seize cens hommes, du nombre desquels

DE

hoit lui de

& Capitait

Et le dép

nte, dan

hillophe

miva à lac

ions droit

loi de la C

Et il dit

Vicolas &

es de ladi

the dudit

Givant la

er propi

ilens prop

merêt fur the Caren

fait & mi

a vente récompe

dont les

dire le c

tariat de

Et le

vent ent

Sainte.

the Care

ous lui,

tion ava

t fait de winte-Lu

wint, ]

the diam's

SAINTE LUCIE. 317 étoit lui déposant, & avoit une commission Fièces Justi-

de Capitaine.

libiti e down

it paslo

oblight to

s pulsi

mps de s

es while

IX CON

ole, kin

r l'ike

L Sign

cino il

. Sg

Je R

ES

e Ambi

ans 00 5

préferati

des aus.

yn Steel

at de Sall

Gouvern

mission al

Gouven

en conta

bades pull

ment da 2

nombre de

Et le déposant dit en outre, qu'aussi-tôt Lucie. après, dans la même année, ledit Colonel 11de partie. Christophe Carew, avec les hommes fusdits, arriva à ladite isle, prit & renouvela les anciens droits & possession de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne sur ladite isle.

Et il dit en outre, que Baba, Tomas, Nicolas & Warner, les quatre Chefs & Princes de ladite isle, quinze jours après l'arrivée dudit Carew, donnérent & remirent. suivant la manière, la forme & l'usage, en leur propre nom & en celui des autres Indiens propriétaires, tout leur droit, titre & intérêt sur ladite isle, audit Colonel Christophe Carew, pour le profit de Sadite Majesté de la Grande Bretagne, en conséquence d'un marché & contrat que lesdits Indiens avoient fait & mis à exécution avant ce temps pour la vente de ladite isle, & avoient reçû une récompense considérable pour la même isle, dont les actes font (suivant ce qu'a entendu dire le déposant) dans les archives du Secrétariat de cette isle.

Et le déposant dit en outre, qu'il a souvent entendu le Colonel Banister, qui vint à Sainte - Lucie avec ledit Colonel Christophe Carew, & qui avoit une commission fous lui, dire & déclarer que trente ans environ avant ce temps, il avoit, avec plusieurs autres habitans de l'isle de Bermude, possédé & fait des établissemens dans ladite isle de Sainte-Lucie, & qu'il avoit montré à lui déposant, la terre qu'il avoit alors défrichée & cultivée, qui paroissoit ne produire qu'une grande quantité de jeunes arbres, de taillis

No. XI.

Extrait du

rapport des

& de petits bois. Et le déposant dit en der-Commissai- nier lieu; que depuis son séjour dans les res Anglois. Indes Occidentales; Sainte-Lucie, Saint-Vincent & la Dominique étoient regardés & réputés appartenir à Sa Majesté de la Grande. Bretagne: Et n'a rien dit de plus. Signé AM.

Cemmissaires, BROISE ROUSE. DE'POSE' fous ferment, devant nous les Commissaires susdits, les jour & an que desfus. Signe THOMAS WALROND.

> Déposition du Colonel Christophe Codrington.

# BARBADES.

Examen & déposition de Christophe Codrington, E cuyer, l'un des Membres du Conseil de l'isse susdite, agé de quarante huit ans ou environ, fait devant Edwyn Steede, E'cuyer, Gouverneur Lieutenant de Sa Maiesté & Commandant en chef de ladite isle, le trentième jour de juin 1688, & la quatrième année du régne de Sa Majesté Jacques II, par la grace de Dieu , Roi d'Angleterre, d'E'cosse, de France & d'Irlande; Défenseur de la foi, &c.

Qui, après avoir prêté serment, a déclaré, que lui déposant a oui dire que le Gouverneur de Saint-Christophe, une des isles sous le vent, avoit donné commission au Capitaine lacques Walker de subjuguer les Indiens de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent & de la Dominique, qui précédemment avoient fréquemment commis des outrages contre les Anglois: Et le déposant a oui dire de plus audit Walker, qu'il trouva plusieurs François pêchant & chassant dans lesdites ifles .

DES e, d'où n a auxdits (werneur) stenoient) beien, m integne; fi deurs per iner & de ntes ces chi

nics, de c thepofant d uon, lorf memeur railles Car t, pour aff as l'ife de dors qu'il y ans cette if

kats avec uderent la Majesté, & ndien , G ant n'a j id'aucun lajesté de nou prét ncie, Sai wune d'e

meur Fr went ner wis des d mis oui a ajoûté ments an viini dan

ansks A wa endro

ilsi)

0回加

ucie, Si

nt regard

DS. Signi

Wat in

áne

),

Obriba

ES

es Main

de quen Edmin

distant

of de late

688, 814

Sa Mile

ieu, Mill

ice & lim

ment, tex

que le lier

the database

illion sup

abjugat all

emmer me

ONLINE CON

1.2 新版

TOWN DIAME

n dans lea

istes, d'où nous les chassames, ce qui donna Pièces justilieu auxdits François de s'en plaindre audit ficatives fux Gouverneur, qui leur dit que ces isles n'ap. l'isle de Ste. partenoient pas à leur maître le Roi Très- 11de partie. Chrétien, mais à Sa Majesté de la Grande-Bretagne; fur quoi lesdits François prirent plusieurs permissions dudit Gouverneur, de pêcher & de chasser dans lestites isles; que toutes ces choses étoient le fujet des discours publics, & qu'il les croyoit véritables. Et le déposant dit en outre, qu'en 1672 ou environ, lorsque lui déposant étoit député Gouverneur de l'isse des Barbades & des autres isles Caraïbes au vent de la Guadeloupe, pour assurer les intérêts de Sa Majesté dans l'isle de la Dominique (le bruit courant alors qu'il y avoit quelques mines royales dans cette isle) nous envoyames un parti de foldats avec un Officier, qui y étant arrivés, garderent la possession de cette isle pour Sa Majesté, & nommerent Thomas Warner, Indien, Gouverneur d'icelle; Et lui dépofant n'a jamais oui dire, que depuis peu, qu'aucun Prince ou Potentat, excepté Sa Majesté de la Grande-Bretagne, ait jamais eu ou prétendu avoir aucun droit sur Sainte-Lucie, Saint-Vincent & la Dominique, ou aucune d'elles; mais Monsieur le Bas, Gouverneur François, prétendit que lesdites isles étoient neutres, par accord des Gouverneurs des deux côtés; mais le déposant n'a jamais oui dire que cela fût prouvé, ni qu'on y ait ajoûté foi. Et le déposant a oui dire à plusieurs anciens habitans, que les François vinrent dans les ifles Caraïbes, long-temps après les Anglois, & s'établirent dans quelques endroits avec la permission des Anglois .

Pièces des glois, & en particulier du Chevalier Tho-Commissi- mas Warner, Gouverneur de Saint-Christores Anglois. phe. Et le déposant dit en outre que le

No. XI. prétendu accord fait entre les Gouverneurs

No. XI. prétendu accord fait entre les Gouverneurs

Extrait du su seil y en a eu quelqu'un) a été fait

rapport des au temps de la rébellion, & par conséquent

Commissaires, ne pouvoit lier les sujets de Sa Majesté de

la Grande Bretagne; que c'étoit l'argument que lui déposant opposa à M. le Bas, & dont il lui parut que M. le Bas avoit été satisfait, puisqu'il n'a jamais poursuivi lesdites prétentions, & que lui déposant n'en a jamais oul parler depuis jusqu'à ce jour. Signé Christophe Codrington.

De'rose' fous ferment, le trente juin mil fix cent quatre-vingt-huit, en présence d'Ed-

wyn Steede.

# Déposition de Charles Collins:

#### BARBADES.

DE rosition de Charles Collins, E'cuyer, àgé d'environ foixante ans, reçûe le 5e, jour de septembre 1688, la quatrième année du règne de Sa Majesté le Roi d'Angleterre;

Défenfeur de la foi, &c.

Ce déposant dit que vers la fin de l'année 1662, il arriva dans cette isle, & qu'il y trouva le Colonel Louis Morris fort intrigué & occupé à y exciter plusieurs personnes à se joindre à lui pour acheter & faire un établissement dans quelques unes des isles Caraïbes, dont le déposant sut du nombre; & la même année, ledit Morris & d'autres louèrent un vaisseau ou bâtiment pour porter ledit Morris & quelques autres (du nombre desquels étoit ledit déposant) intéresses dans

has cette a same prei nus ne troi ins, qui si e, ou tou nus témoli ne nous les i qu'en at raple & co faire. Sun nes & vinus ne

nes le Gou dehommes nopos fur es Anglois de Saintequi parut a rant ce ten noujectura nous priur

l'ise de la que les de la xions, co nous rép demande in ion aussi prendroise la le le la company de 
lear Gou mes) & le Vincent; des prince mec nou dentre e iment à mus y f

Tome I.

r'Isu

ENTER?

San

Otto: N

Gones

(四) (初 par onla

Sa Mar toil lan M. le h

as and

ouring ofanting

trenti

1 prefer

0

EN

Collegia

request

trient w

oi d'Am

la findi

ifle, br

fortis in

ufieurs pa

eter di

· unes a

for do to

orris die

iment put

201765

ofent) in

dans cette affaire; & sur ces entrefaites nous Pièces justiallames premièrement à la Dominique, que ficatives sur nous ne trouvames habitée que par des In- l'Isle de Stea diens, qui s'offrirent de nous vendre cette Lucie. itle, ou toute autre en leur possession : Ils IIe. partie, nous témoignèrent le desir qu'ils avoient que nous les vissions & nous fixèrent un jour. & qu'en attendant ils assembleroient leur peuple & confidèreroient ce qu'ils auroient à faire. Sur ces entrefaites, nous les laissames & vinmes à Nevis, où nous rencontrames le Gouverneur Russel & plusieurs Gentilshommes de cette isle qui firent rouler le propos sur ces différentes isles, & comment les Anglois s'étoient établis dans l'isle appelée Sainte - Lucie plusieurs années avant; ce qui parut au déposant vingt ans environ avant ce temps, suivant que lui déposant le conjectura par le discours susdit. Après cela nous primes congé d'eux, & revinmes à l'ise de la Dominique, où nous trouvames que lesdits Indiens avoient fait leurs réflexions, comme ils nous l'avoient dit; & ils nous répondirent qu'ils avoient examiné nos demandes, & que comme la chose étoit d'une grande importance pour le reste de leur nation aussi bien que pour eux-mêmes, ils ne prendroient aucun parti qu'ils n'eussent consulté le Babba (qu'ils regardoient comme leur Gouverneur, ainsi que nous le jugeames) & les autres Indiens de l'isle de Saint-Vincent; & ils nous offrirent quelques - uns des principaux de la Dominique pour aller avec nous pour cet objet, & ainsi plusieurs d'entre eux s'embarquèrent avec nous & vinrent à l'isle de Saint-Vincent; & quand nous y fumes arrivés, & que le Babba & Tome I. 2de partie.

No. XI. Extrait du rapport des

Pièces des les Indiens surent quel étoit l'objet de notre Commissai- voyage, ils desirerent d'assembler le peuple. res Anglois, afin d'examiner quelle réponse ils nous feroient. Sur ces entrefaites, nous fimes voile aux isles Grenades, où nous trouvames quelques François établis, & le fils du Comte de Commissaires, Sirlac Gouverneur sous ledit Comte son père qui avoit passé en France (ainsi qu'on nous le dit). Nous y passames quelques jours, avec beaucoup de politesse de part & d'au-

tre, & ensuite nous partimes.

Et quand nous fûmes de retour à l'isse de Saint-Vincent, nous trouvames que les Indiens s'étoient assemblés; & suivant ce que nous comprimes, ils avoient laisse toutes choses à la disposition dudit Babba & de quelques autres Indiens qui vinrent avec nous pour nous montrer quelque isle en leur possession, qui nous convînt, lesdits Indiens étant fatisfaits (ainsi que le pense ledit déposant) de la justice de nos offres, d'acheter d'eux des terres qu'ils se proposoient de nous céder, s'élevant vivement contre l'injutice des François, qui avoient habité plusieurs de leurs isles, sans jamais leur avoir rien donné; procédé dont ils paroissoient beaucoup murmurer; & ainsi lesdits Indiens nous montrèrent d'abord l'isle de Sainte-Lucie, s'offrant de nous la vendre & de nous regarder comme leurs bons voisins, si nous l'avions pour agréable, & que nous voulussions nous en accommoder avec eux; n'y ayant aucuns habitans, autant que lui déposant a pû l'apprendre, si ce n'est un petit nombre d'Indiens qui y vivoient avec un nommé Warromo; & en effet nous ne vimes ni n'entendimes dire qu'aucun peuple Chrétien vé-

DE de dans la temps q our la prei teter; & inte ille d ela premi idiens à l' nus reçure On paila miens des our l'acqu lucie; ils en hation & co ata pû s'

mes que to baiens fur nivant que e croit. Et peu ai Lucie, for Sa Majel Caraïbes. ves Anglo

lors, de nifible po u déposa opris aufl ayant ent bâtir ment que thire qu miens, C point & le

deladroi

\$ :9m =

Lucie, at

cût dans ladite isle de Sainte-Lucie, dans Pièces justile temps que nous & les Indiens y furent ficatives sur pour la première fois dans l'intention de l'a- l'isle de ste. cheter; & ayant ainsi pris notre parti sur Ilde partie. ladite isle de Sainte - Lucie, nous profitames de la première occasion pour venir avec les Indiens à l'isle des Barbades, où nos amis nous reçûrent avec beaucoup de joie.

On palfa alors un écrit, & l'on donna aux Indiens des effets de grande considération pour l'acquisition de ladite isle de Sainte-Lucie; ils en témoignèrent leur grande satisfaction & contentement, autant que le dépofant a pû s'en apercevoir & qu'il le croit; & après que toutes choses furent finies, lesdits Indiens furent renvoyés chez eux en paix, suivant que ledit déposant l'a oui, & qu'il

le croit.

jet de cie

1 le pour

118 1006 %

fines mi UY2meros

du Conte

mite (make da, con m

eldes in

partin

tour & like

es que by

io period

t life

abbattan

ent was

e iksi

lefelia

penicul

ffic in

oloienen ontre l'au pabité più leur avus coilloien n

its Indian

Sainte-la

de nous

s, fin

NE Phill

IX; OF

lai data

n petities

ec mass

VIII DE

Carbie

Et peu après l'achat de ladite isle de Sainte. Lucie, sous l'autorité de feu François Lord Willoughby de Parham, Gouverneur pour Sa Majesté des Barbades & des autres isles Caraïbes, une quantité confidérable de braves Anglois vint habiter ladite isle de Sainte-Lucie, au nombre, suivant qu'on le disoit alors, de treize cens personnes, qui prirent paisible possession de ladite isle (suivant que lui dépofant l'a vû & l'a entendu) mais il a appris aussi que les François de la Martini que avant été instruits de ce qui se passoit, firent batir une maison fur ladite ifle, & y mirent quelques personnes; ce qui n'a pû se faire qu'après ladite acquisition faite des Indiens, comme il est dit, parce que lui déposant & les autres furent sur le rivage, près de l'endroit où la maison a été élevée dans la fuite; & qu'il n'y avoit aucune forte d'ap-(X 2)

Pièces des

No. XI.

parence de maisons ou d'habitans sur cette Commissai- partie de l'isle, & particulièrement dans cet res Anglois. endroit, nous trouvant si proches de la place où fut établie la maison des François, que nous en aurions vû ou entendu quelque cho-Extrait du fe: Et n'a rien dit de plus. Signé CHARLES rapport des

Commissaires. Collins. DE'POSE' fous ferment, devant moi, le cinq feptembre mil fix cent quatre-vingt-

huit. Signé THOMAS WALROND.

Déposition du Capitaine Humphry Powell.

#### BARBADES.

Le Capitaine Humphry Powell, agé de foixante & dix-neuf ans ou environ, dépose qu'il y a environ cinquante ans que le Chevalier Thomas Warner, lors Gouverneur de l'isle de Saint - Christophe, envoya plusieurs hommes pour s'établir dans l'isle de Sainte-Lucie, & donna à un homme, dont il a oublié le nom, commission de Gouverneur: Ils y allèrent en conséquence, & l'on rapporta, ce qui au furplus étoit vrai-femblable, qu'on n'y avoit trouvé aucuns habitans, si ce n'est des Indiens; ce qui sit Juger que c'étoit le premier établissement fait par quelque peuple Chrétien. Le déposant dit en outre, que l'on parloit alors à Saint-Christophe de plusieurs personnes qui étoient arrivées à la Bermude, pour s'établir dans ladite isle de Sainte-Lucie. Il comprit aussi que les incursions des Indiens furent la raison qui leur fit abandonner ladite isle après s'y être établis.

Le déposant dit en outre qu'il a vécu à l'iste susdite de Saint-Christophe, sous le

gou-

gwerneme n, plufie its ci - dei ne temps mmiffion r: Et n'a MY POWE

DEPOSE [ fix cent

Déposit

DEPOSITI eloixante of jour d homas W ommiffair coyer, G tte, &c. Laquelle 1 Bermu

> tes perf the dépo s dont wit Fost m d'autr E firent

la Bern

THE BE

DE SAINTE LUCIE. 325 gouvernement dudit Chevalier Thomas War Pièces justiner, plusieurs années devant & après les ficatives sur faits ci - dessus rapportés ; qu'il a été quel. l'isle de Ste. que temps Gouverneur d'Anguilla, ayant Ilde. partie. commission dudit Chevalier Thomas Warner: Et n'a rien dit de plus. Signé HUM-PHRY POWELL.

tans for a

ment dan hes de lan François, o quelque Signi Can

devant m

it quatri

umpbryla

ES.

Powell,

environ.

ans que

lors Gu

he, em

olir das

un hom

ffion de

séquence,

is étoit 🗆

juvé auco

; ce qui liffement

Le dépa

oit alors

rloanesque

our s'étable e, Il comp

iens furni

I ladite ile

re 00 1 2 18

OND.

Lucie.

De'pose' fous ferment, le dix-sept juillet mil fix cent quatre - vingt - huit.

## Déposition de Dorothée Belgrove. BARBADES.

DE POSITION de Dorothée Belgrove, agée de foixante-dix ans ou environ, reçûe le 10e, jour de juillet 1688, en présence de Thomas Walrond, E'cuyer, & des autres Commissaires nommés par Edwyn Steede. Ecuyer, Gouverneur - Lieutenant de Sa Majesté, &c.

Laquelle dit, qu'il y a environ cinquante & un ans que quelques Anglois vinrent de la Bermude, lorsqu'elle y demeuroit, pour s'établir à Sainte-Lucie; & qu'en 1637, elle déposante dit qu'un certain Louis Ford vint de la Bermude, en qualité de Gouverneur. pour s'établir à Sainte-Lucie, avec plusieurs autres personnes qui logèrent dans la maison d'elle déposante; & qu'une de ces personnes, dont elle se ressouvient du nom, s'appelloit Josias Hodges, qui amena avec lui deux valets; & dans la suite, ledit Ford, avec d'autres qui s'établirent à Sainte-Lucie, furent battus & chasses de cette isle par les incursions & la fureur des Indiens : Et la déposante n'a dit rien de plus. Signé Do. ROTHE'E BELGROVE. (X 3)

DE'

Pièces des De'rose' sous serment, devant nous Com-Commissaires, les jour & an que dessus. Signé res Anglois. THOMAS WALROND.

No Xv. Je certifie que ce papier est une copie vérita. Extrais d'un ble, collationnée à l'original, sur les registres Octros de de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Charles II. Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XV. EXTRAIT d'un octroi du Roi Charles II, à François Lord Willoughby, en 1661, de toutes les isles Caraïbes.

Traduit littéralement de l'Anglois, on fupprime ici le texte Anglois qui fe trouve dans l'Édition, in-4°.

NOTREDIT fouverain Seigneur Roi, en confidération de la rente annuelle, conventions & accords ci mentionnés & réfervés de la part & au nom dudit François Lord Willoughby, fes exécuteurs & ayans cause, pour être remplis & observés, & pour d'autres bonnes causes & considérations, à ce mouvant, de sa grace spéciale, certaine

science & pur mouvement;
A baillé, accordé & laissé à ferme, & par ces présentes baille, accorde & laisse à ferme, au sussite françois Lord Willoughby, pour lui, ses hoirs & succeffeurs, toute cette région ou contrée, régions ou contrées appelées communément ou connues sous le nom & les noms des isses Caraïbes, contenant diverses isles, ici particulièrement nommées & exprimées; savoir, l'isle de Sainte-Christophe autrement St. Christoual, Gra.

le 170us de

uda autrer Incie autre

nent Barba

inia autrei

me, Mari

utrement A

agrement 2

arement &

larbuda N Larbuda N Larbele

Martin, A

nera autre

a, ou fou

eldites ifle

d, font,

connues, a

Fe certifi

Mationnée

bureau, A

ball, le I

No. XV

partie 1

du Lor

Traduit 1

nomlintelinteGrapares de
nada

SLE

DOUS Co

effes, by

e copie te

r les real

Plantdin

AS HIL

n odran

rd Wille

s Carie

l'Anni

Anglus ion, M

eignala

rente m

nentima

dodicie

cuteurs la

& obless å confilta

péciale, a

à ferme

de & li

rd Willa

eurs, tou

OU COUNT connues in

Carolhei .

Medes

Children

nada autrement Granado, St. Vincent, Ste. Pièces justi Lucie autrement St. Lucée, Barbedas autre-ficatives surment Barbados autrement Barbudos, Mitta-l'Isle de Ste. lania autrement la Martinique, la Domini-Lucie. que, Marigalanta autrement Marigallanta autrement Marigante, Deseada, Todasantes autrement Todosantes, Guardalupe, Antigoa autrement St. Antigoa, Montserat, Redendo, Barbido autrement Barbudo, autrement Barbuda, Nevis, St. Barthelemis autrement St. Bartbelemi, St. Martins autrement St. Martin, Anguilla autrement Angoilla, Sembrera autrement Sembroa, autrement Effembrera, Enegada autrement Enegeda, & Estalia, ou sous quelqu'autre nom ou noms que lesdites isles, ou toutes ou aucune d'elles, est, sont, ont été ou seront appelées ou connues, acceptées, reputées ou entendues.

Le certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au Bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XVI. COPIE de l'article II, & de partie de l'article XII des instructions du Lord Willoughby, en 1663.

Traduit littéralement de l'Anglois (on supprime ici le texte Anglois qui fe trouve dans l'Edition in-4°.

Mous défendrez de toute votre habileté & de toute votre force (si le besoin le requiert) les droits, privilèges & prérogatives de notre Couronne dans ces pays; (X 4)

Pièces des Commissaires Anglois.

No. XVI. Copie des Instructions Loughbyo

& vous pourvoirez, autant que vous le pourrez, (sans rompre ni ligue ni paix entre nous & les autres Princes) à ce qu'aucun étranger, sujet d'aucun autre Prince ou E'tat, n'habite ou ne se mette en posfession d'aucunes places contenues dans nos du Lord Wil- lettres de concession, si ce n'est ceux qui reconnoîtront notre souveraineté; & à ce que nos fujets naturels ne perdent pas de vûe les devoirs dont ils font tenus envers nous, & qu'ils y soient maintenus.

Vous vous informerez aussi, promptement & avec soin, quelles isles de celles qui font nommées dans votre commission, ou qui leur sont adjacentes, se trouvent en la possession des sujets du Roi de France, de leurs fortifications, de leur force & du

nombre des habitans.

Vous ferez vos efforts pour les incommoder & les harceler, & s'il s'en présente quelque occasion favorable, pour les dé-

posséder.

Et si c'est d'Angleterre que se trouve l'op. portunité de le faire, vous nous en donnerez avis avec toute promptitude, & vous pouvez être affuré que nous serons preis à foûtenir nos droits fur ces ifles, & à venger nos bien-aimes sujets des insolences & iniures de leurs voisins.

Fe certifie que ce papier est une copie veritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XVII.

XVII

Spinte-La

Anglois,

pprime

fe trous

TOUTE !

les illes

nile, jeu

int a tou

Billes de

k Vincent

the Saint

reuples qui

laraibes,

els ou a Thomas

recu de

aume B

ean Roc

ean Knig

lat, Re

m de l'i

enrées: d

mole &

Nicolas &

Enlement à people tan deux No. XVII. CESSION de l'ifle de ficatives sur Sainte-Lucie, faite par les Indiens, aux Lucie. Anglois, en 1663.

Pieces juftil'Isle de Ste. Ilde. partie.

Traduit littéralement de l'Anglois (on supprime ici le texte Anglois qui fe trouve dans l'Edition in 40.

TOUTE notre nation & peuple habitant les isles Caraïbes, pères & héritiers de famille, jeunes gens & enfans, & spécialement à tout notre peuple demeurant dans les isles de Youlamakée autrement appelée St. Vincent, Wittagabussée autrement appelée la Dominique, Hewanorra autrement appelée Sainte-Lucie, & à toutes nations &

peuples quelconques.

que vous

e ni pair e

autre Pin

mette en n nues den

ineté; &

perdent m

it tenus a

auffi, mo

illes des

tre com

, fe trong

Roi de la

eur fon

pour les

e, pour

ue se troit

S DOUS ED

ptitude, t

us ferons p

ifles, & in

infolence

明歌曲

ial far land

des Plantin

OMANHIL

itenus.

Anniwatta, Babba ou Chef-père des isles Caraïbes, conjointement avec mes bannerels ou amis, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, SALUT. D'autant que nous avons reçû de Louis Morris, Pierre Evans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington de l'isle des Barbades, plusieurs effets, denrées & marchandises de grande valeur, utiles & nécessaires pour nous & pour notre peuple & famille: Savoir faifons, que nous lesdits Anniwatta, Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, ayant l'avis, le confentement & l'approbation de notre nation & peuple, lesquels nous ont été fignifiés dans deux affemblées tenues solennellement, l'une

Pièces des Commissaires Anglois.

No. XVII. Lucie aux Anglois.

l'une à ladite isle de Wittagabussée autrement la Dominique, & l'autre à ladite Youlamakée autrement Saint-Vincent, étant à ce pleinement & fermement autorifés par no. tredite nation & peuple, avons, en consil'Ine Sainte- dération de la somme & des effets susdits, donné, accordé, vendu, aliéné, inféodé & confirmé; & par ces présentes, pour & au nom de nous & de notredite nation & peuple, de chacun d'eux, nos hoirs & leurs hoirs, ayans cause, & successeurs, pour toûjours, pleinement, librement & abfolument, donnons & accordons, vendons, aliénons, inféodons & confirmons auxdits Louis Morris, Pierre Evans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Roufe, Robert Carey, Jean Knigths, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, & a chacun de leurs hoirs, exécuteurs, administrateurs & ayans cause, à tous & chacun d'eux en particulier, & comme fidei-commiffaires de tous ceux auxquels ils accorderont part & portion dans lesdits droits, toute notre isle de Hewanorra, appelée par les autres nations Sainte-Lucie, pour avoir & tenir, occuper, posséder, cultiver & jouir de ladite isle, & de chaque partie & parcelle d'icelle, d'une mer à une autre; ensemble de toutes les maisons, édifices, bois & taillis, toutes les rivières, ruisseaux, étangs, caux & cours d'eaux, avec tous les rochers, pierres, mines & minéraux, de quelque nature & espèce qu'ils soient, toutes les bêtes, bétail, oifeaux & poissons, appartenans à ladite isle en façon quelconque; ensemble

DES 'e toutes rofits, pré nens, & to n non fixe ont actuelle pais en fac ine réputés dite ifle,

evant, ou itin & al wifines, ins ou c Morris, Christoph hy, Jean R Thomas ( nael Nev

cuteurs,

tous les

toutes le

mercero des vail pour to Babba, mas, er notredit emnelle t engag t peup celleurs . Morris, Christop

> an Ro Thomas Smel The &

de toutes les autres choses, privilèges, pièces justi-

Llin

à ladite la

nt, étal.

ons, en m

né, infili

es, por c

nation to

hoin

ccellen i

s, vedica

firmos o

rans, G

ean Hit

pert Cas

book

Thou

cuteus.

à tous bu

me foca

is ilsam

lits drois

appel#1

e, pour

cultive

e partie às

ine autre;

édifices, le

ruiffean,

tous land

, toutes is

onque; cu

profits, prééminences, bénéfices & émolu-ficatives sur mens, & tous meubles & immeubles, fixés l'isle de Ste. ou non fixés, qui ont été ci-devant, ou qui Lucie. font actuellement, ou appartiendront defor. 11de, partie. mais en façon quelconque, ou qui peuvent être réputés partie, parcelle ou membre de ladite isle, ou dont nous faisions usage cidevant, ou réclamés de droit, avec le droit plein & absolu de la pêche dans les mers voisines, & libre entrée, sortie & retour dans ou de ladite isle, pour lesdits Louis Morris, Pierre Evans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs, exécuteurs, administrateurs & ayans cause, & tous les autres habitans d'icelle, ainsi que toutes les autres nations & peuples qui commerceront & trafiqueront avec eux, avec des vaisseaux, chaloupes ou autres bâtimens, pour toûjours. Et nous lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, en notre propre nom, en celui de notredite nation & peuple, promettons folemnellement par ces présentes, nous lions & engageons nous-mêmes, notre-dite nation & peuple, nos hoirs & les leurs, & fuccesseurs, à défendre & protéger lesdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Roufe, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs, exé-

res Anglois.

No. XVII. Cession de Lucie aux Anglois.

Pièces des exécuteurs, administrateurs & ayans cause. Commissai- & toutes autres personnes quelconques, à qui ils permettront dans la fuite d'habiter. de s'établir & de demeurer dans ladite isle de Hewanorra, dans la tranquille & paisible l'Ile Sainte-possession de la même isle, avec tous les droits, membres, appartenances d'icelle qui entrent en la présente cession, contre toutes invalions, incursions, doinmages, troubles, prétentions, de tous ou aucuns de notredite nation, habitants d'icelle ou d'aucune des autres isles Caraïbes, leurs hoirs, enfans & fuccesseurs, pour toûjours; & contre toutes autres nations & peuple, se réclamant de nous ou d'aucuns de nous, de notre nation & peuple, ou d'aucun d'eux, desormais & pour toûjours. Et nous ledit Anniwatta Babba, ensemble lesdits Thomas Warner, Nicolas & Thomas, pour nous, notredite nation & peuple, nos hoirs & les leurs, & fuccesseurs, stipulons en outre, octroyons & accordons auxdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hafle, Jean Rookby, Jean Roufe, Robert Cary, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Gollins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs & successeurs, de les mettre en tranquille & paisible possesfion, leur faire délivrance & faifine de ladite isle de Hewanorra, autrement Sainte-Lucie, après une requête raisonnable, à eux ou à aucuns d'eux, ou à ceux qu'ils défigneront. Et afin que lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, avectoute notre nation & peuple, nos hoirs & les leurs, & successeurs, sous le geuvernement

DE nent des 1 le, afin Frans, G tan Halle jooke, C. Thomas E

milent fo paintenir mile & neuple, c ne que c daprés ! Babba, T ms, ou leurs hoi inccesseu

mient,

meroien

roient,

leurs an cherie, conque, ms, C ean Haf ent Care booke, Thomas

as a v ission & Heranori steppe or

t'lin

& spin mi

quelous

ide die

day

中国

, Hen

EDCS (N

00,000

magas, ná coas de a

01-(E)

BORLE

i di com

ê m

, di m

803, BI

lie Ann

nas Wo

1005

is dis

dute.

is Mon

Children

, leab

Bis

Sand

à lui

是禮

Title! mer lin

THE REAL PROPERTY.

nth bil

と「四

mit, 161 加持

ment des Indiens des isles Caraibes; ensem- pièces infible, afin que lesdits Louis Morris. Pierre ficatives sur E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, l'isle de Ste. Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Ro Lucie. bert Carey, Jean Knights, Thomas Clutter. Ilde. partie. booke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs & ayans cause, travaillent foigneusement & véritablement à se maintenir & à continuer dans une tranquille & paifible jouissance, contre tout peuple, de quelque nation qu'il foit, autre que celui qui fera alors & pourra être ci-après sous l'obéissance de Charles II, Roi d'Angleterre, &c. ses hoirs & succesfeurs; Et dans le cas où lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, ou aucun de leur nation & peuple, leurs hoirs, ou aucuns d'eux, ou de leurs fuccesseurs, présens ou à venir, empêcheroient, en quelque temps que ce soit, formeroient obstacle, retarderoient, molesteroient, troubleroient, nuiroient & préjudicieroient, soit par la force ouverte, par leurs amis ou alliés, ou par fraude, supercherie, ou par fous main, en façon quelconque, auxdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton. Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs & ayans cause, dans la vraie, libre, entière & paisible posfession & jouissance de toute ladite isle de Hewanorra, autrement Sainte-Lucie, & de chaque ou aucune partie ou parcelle d'icel-

Pièces des Commissaires Anglois.

No. XVII. Cession de l'iste Sainte-Lucie aux Anglois.

le, alors il fera permis auxdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jern Rookby. Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights. Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs & ayans cause, non seulement de prendre & porter des armes défensives pour leur propre sûreté, mais aussi à toute extrémité, d'agir offensivement contre lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, leur nation & peuple, leurs hoirs & fuccesseurs, amis & alliés quelconques, de leur nuire, & en exiger des dommages & indemnités, suivant qu'il leur paroîtra convenable, relativement à leur procédé déloyal, traître & perfide. Et nous lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, avec toute notre nation & peuple, chercherons & efforcerons de procurer, de tout notre pouvoir, le bénéfice & avantage des susdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hafle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs, exécuteurs, administrateurs & ayans cause, & de tous autres habitans & ayant des établissemens dans ladite isle de Hewanorra autrement Sainte-Lucie; & entretiendrons avec eux & aucun d'eux, une amitié & une ferme paix, & indissoluble pour toujours: Et pour l'exécution fidèle & ponctuelle de tous & chacuns de ces articles, claufes, conditions, accords on R S
convention
ma Babba
fomas, el
me natior
mes leurs
tagans caul
m ces prélé
ms fait app

nt du feco
coinzième
loi de la G
réfence
looker,
LIEBABBA,
WANNER,
LANGUE de

fe certifi
lk, collati
le ce bure
Voiteball,
No. XX
Colone

en date
Traduit
(on fu
qui fe
M I

l'article l'article luché to lu aquell pros & lutince

DE SAINTE LUCIE. 335 & conventions ci-dessus, nous lesdits Anni- Pièces justiwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & ficatives fur Thomas, en notre propre nom, celui de l'Isle de Ste. notre nation & peuple, nous lions nous Lucie. mêmes leurs hoirs & les nôtres, fuccesseurs & avans cause, pour toujours & fermement, par ces présentes. En foi de quoi nous avons fait apposer notre cachet, le sixième jour du second mois appelé Avril 1663, & la quinzième année du règne de Charles II, Roi de la Grande-Bretagne. Scelle & délivré en présence de Thomas Pilgrim, Jean HOOKER, JEAN LART, THOMAS LOUIS; RICHARD LENON. La marque d'Anniwat-TA BABBA, D. La marque de Thomas WARNER, . La marque de Nicolas, . La marque de Thomas, oo.

Asir

Louis No Bate, Con

en Root

ean Knigh

Collins

Robert Cit

eun hint

de presint

100 mp

extrem's

dits him

icola 1%

learing

elcotos e

s domes!

ir paidag

ur pood à

ame lus

e main in

eross tm

, le ble Morris, & brillookela

Phoma Om

amuel New

e à Cris

écuteus, III

bliffens in

utremail

ec eu la

me pal, all it pour late

1005 & day

ditions, and

Fe certifie que ce papier est une copie vérita. ble, collationnée à l'original fur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations. & Wbiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XX. EXTRAIT d'une Lettre du Colonel Steede, aux Lords du Commité, en date du 18 septembre 1686.

Traduit littéralement de l'Anglois. (on fupprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'édition in-40.

MILORDS,

T'Ar reçû dans le dernier mois de juillet, l'article des instructions & ordres de Sa Majesté touchant son isle de Sainte-Lucie: fur laquelle des étrangers ont fait des uiurpations & des établissemens, sans la connoissance ou la permission de Sa Majesté,

de 18 Sept. 1686.

Et en obéissance des ordres de Sa Maiestés Commissai- avec l'assistance de son Conseil d'ici, j'ai res Anglois. dépêché la Marie Rose, Capitaine Jean Temple Commandant, avec une chaloupe qu'il No. XX. Extrait d'u- a désirée pour l'assister, afin de mettre à ne Lettre du exécution les ordres de Sa Majesté touchant Colonel Stee- Sainte-Lucie. J'avois, à sa requête, ordonné foixante foldats pour l'accompagner; mais après avoir réfléchi plus mûrement, on a trouvé que cette dépense étoit inutile, la Marie - Rose étant bien équipée : ainsi ces foldats ont été congédiés; & le Capitaine Temple, avec ladite frégate de Sa Majetté & la chaloupe qui a été frétée, a continué fon voyage à Sainte-Lucie, d'où, après avoir rempli l'objet de sa commission, aussi bien qu'il étoit possible, il a été à Saint-Vincent.

Fe certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL

No. XXI. EXTRAIT d'une Lettre dit Colonel Steede Gouverneur des Barbades, aux Lords du Committé du commerce, en date du 27 mai 1687, relativement à l'expulsion des François, de l'iste de Sainte-Lucie.

Traduit littéralement de l'Anglois (on supprime ici le texte Anglois qui fe trouve dans l'édition in-4°.

MILORDS.

TE vous ai informé par ma dernière, que J j'ai fait proclamer dans cette isle, avec toute

DE S note la sole is articles dernier 1 e, pour le me; & que itte, la Ma puverneme a qui a été lacie, Sain armes ro res en bois

ant, confo ions de Sa terrai de te thoubler le der d'y cou moir quelqu 'ai chasse brûle & d mens qu'i

ins conver

novembre la frégate te navire touper du a possessio bûmets tre

fe certif le, collatio act bureau Witteball,

Test I. 20

DE SAINTE LUCIE. toute la solemnité & les cérémonies d'usage, pièces justiles articles de la paix faite par Sa Majesté, ficatives sur le dernier Novembre, avec le Roi de Fran-l'Isle de Ste. ce, pour leurs E'tats respectifs en Améri-Lucie que; & que j'ai envoyé la frégate de Sa Ma- IIde. partie. jesté, la Marie Rose, aux autres isles de mon gouvernement pour y faire la même chose; ce qui a été fait en conséquence à Sainte-Lucie, Saint - Vincent & la Dominique; & les armes royales de Sa Majesté ont été gravées en bois & élevées dans les endroits les plus convenables de ces isles. Et cependant, conformément aux dernières instructions de Sa Majesté sur cette affaire, j'enverrai de temps en temps la frégate, pour v troubler leurs établissemens & les empêcher d'y couper du bois ; je dois ajoûter trèshumblement que si la possession actuelle peut avoir quelque effet dans une affaire comme celle ci, elle est incontestablement en faveur de Sa Majesté; car au mois d'août dernier, i'ai chassé tous les François de ces isses, brûlé & détruit les maisons & les établissemens qu'ils y avoient faits: & au mois de novembre, temps ou la paix a été conclue, la frégate de Sa Majesté, avec une flotte de navire des Barbades, s'y trouvoient à couper du bois, & par conséquent étoient en possession actuelle de ces isles: ce que je foûmets très - humblement à vos confidérations.

el de

ine leafe chalons

n de no

ajeli im eques, m impagna ûrems, i etoit im ipée: ils & le le

tee, in

doi, z

one de

ton (c)

fur ki

s Pin

MASE

l'une la

eur de la

mitti i

iai ist

s From

denies

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Wbiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.
Tome I. 2de partie. (Y) No. XXIV.

Pièces des Commissaires Anglois.

No. XXIV. Mémoire de MM. de Barillon & de Egnrepaus

No. XXIV. MEMOIRE \* de MM. de Barillon & de Bonrepaus, touchant l'isle de Sainte-Lucie, le 18 mai 1687.

Les souffignés ont ordre du Roi leur mattre, de demander satisfaction de l'entreprise qui suit faite, au mois de juillet dernier, par le sieur Temple, commandant un vaisseau de Sa Majesté Britannique, lequel, au préjudice du traité de Breda, & de la bonne intelligence qui est entre les deux Rois, sit descente dans l'isse de Sainte-Alouzie, en chassa les François & pilla leurs effets.

Cette entreprise est d'autant plus extraordinaire, qu'il est constant que les François ent été les seuls occupans & paisibles possesseur de cette isle; ce qui se justifie par l'achat que Sa Majesté très-Chrétienne en fit faire du fieur du Parquet, qui l'avoit acquise de la Compagnie Françoise des Indes occidentales dès l'année 1650, avec un fort dans lequel les François ont toûjours entretenu une garnison.

Il est vrai que les Anglois ont fait quelque descente dans ladite isle, mais ils n'y ont jamais pris aucun établissement, les originaires du pays les en ayant toûjours chasses ou

massacrés.

En

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

\* Cette pièce est exactement la même que celle que les Commissaires du Roi avoient produite aux Commissaires de Sa Majesté Britannique, & qui se trouve imprimée ci-devant sous le no. LXII, page 2193.

En l'anné
lenique y
n François
d'il cût rece
le s'y établique n'eufer
nee lui, il dique, pour
n'elle & au
vient envoi

ois qu'il en

le leur aba

decité.

Outre les dairement ou partient aux na pour les que l'article quel il els cité Britan tout ce qui avant le p

remis en p Sainte-Alci a autentic inrent fai nièré dan nin de lac airé de Bi im, dans l andant vi

the, collar

u registre.

flutations,

1111

加加

, bala

髓论

oi lur t

ion de la

e juliet

mederi que, la la, da

tre la te de Sale-

な過点

phon

palls po legis p

qui loch ife de hi

avecol

djour e

nt fait quel

, les origi

is child

cite is h

meneral di-

inciple, I

s leng Lill

En l'année 1664, le Gouverneur de la réces justiJamaïque y envoya un vaisseau, & en chassa situatives sur
les François & celui qui y commandoit, soit l'isse de ste,
qu'il ent reconnu qu'it n'avoit aucun droit Lucie.
de s'y établir, ou que les originaires du pays n'eussent voulu avoir aucun commerce
avec lui, il envoya six Députés à la Martinique, pour déclarer au Gouverneur de cette isse à u Conseil souverain, qu'ils pouvoient envoyer à Sainte-Alouzie les Francois qu'il en avoit chassés, ayant reçu ordre
de leur abandonner ce poste; ce qui sut
exécuté.

Outre les raifons ci-dessus, qui font voir clairement que l'isse de Sainte-Alouzie appartient aux François, il ne faut d'autre titre pour les maintenir dans cette possession, que l'article XII du traité de Breda, par lequel il est expressément porté, que Sa Majesté Britannique fera rendre aux François tout ce qui aura été pris ou qu'ils possédoient

avant le premier janvier 1665.

Il est constant qu'en 1664 les Anglois ont remis en possession les François de l'iste de Sainte-Alouzie, comme il se justifie par l'act te autentique de six Députés Anglois qui en vinrent faire la déclaration à la Martinique, inséré dans les registres du Conseil souverain de ladite isse, & par conséquent que le traité de Breda les consirme dans cette possession, dans laquelle ils n'ont point été troublés pendant vingt-trois années consécutives.

fe vertifie que ce papier est une copie vérttable; collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball; le 12 jaillet 1750.

Signé THOMAS HILL.
(Y 2) No. XXV.

Pièces des Commissaires Anglois.

No. XXV. Mémoire du droit de Sa Maj. Brit.

No. XXV. ME'MOIRE \* du droit de Sa Majesté (le Roi de la Grande-Bretagne) sur l'isse de Sainte-Lucie, une des isses Antilles de l'Amérique.

EN l'an 1605, plusieurs Anglois, aunombre de soixante-sept, débarquèrent à Sainte-Lucie & prirent possession de cette isse.

Le Chevalier Thomas Warner, qui fit la découverte de Saint-Christophe, & qui établit le premier les Caraïbes, prit possession de cette isle en 1626, pour & au nom de Sa Majesté, & en sit Gouverneur le Major Judge.

En l'an 1627, Sainte-Lucie & les autres isses voisines, furent données par lettres patentes, sous le grand sceau d'Angleterre, à Jacques Comte de Carlisse, duquel les droits sont depuis retournés à Sa Majesté, par la démission de ceux qui avoient des prétentions sondées sur les droits dudit Comte.

En l'an 1663, François Baron Willoughby Gouverneur de la Barbade, acheta cette isle des originaires, pour Sa Majesté, & en 1665 il en donna le Gouvernement au nommé Robert Cooke, & y envoya onze

## OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

\* Cette pièce est exactement la même que celle que les Commissaires du Roi avoient produite aux Commissaires de Sa Majesté Britannique, sous le titre de copie du Mémoire remis le 15 Juin 1687 par MM. les Commissaires du Roi d'Angleterre, au sujet de l'isse de Sainte-Lucie, & quise trouve imprimée ci-devant sous le no. LXIV, page ess homm
ré quelques
vient habit
vat à la A
log-temps
Et d'auta
révoya fix
éclarer au
cete coloni

t que pour let; il est haglois se t rassi d'an indoient d quelques-un ins l'ordre Sainte-Luc des plainte fertes, ta par les co

i la Barba dlement, sconnoîti Confeil de Me de Sa a connoiss smeur de

demander

a Gouver attout ce adéclaré andu qu avoir ni

mane il f

cens hommes de la Barbade, qui ayant trous rièces justivé quelques François dans l'isle, qui s'y é-ficatives sur toient habitués depuis 1643, les transporte l'Isle de Ste. rent à la Martinique, & demeurèrent affez Lucie.

long-temps dans l'isle susdite.

LISLI

\* du bit

la Gra Sainte-La Amériqu

nglois, an débarquin leffion de

mer, a

prit ni

d'an

rneur ki

cie d'in

es parla

d'Anni duque

Majella

Comie,

laron Wh

de, achin

Sa Mitt

OUVENIE

у едгора

niffaires il

la mênen

Britane, 15 remis kn

do Milio

-Lat. KE

e sa LIII,

Et d'autant que l'on allègue, qu'en l'an 1666 le fous-Gouverneur de Sainte-Lucie envoya fix Députés à la Martinique, pour déclarer au Gouverneur & au Conseil de cette colonie, que les Anglois avoient injustement occupé l'isle de Sainte-Lucie, & que pour cette raison ils l'abandonnoient; il est constant, au contraire, que les Anglois se trouvant réduits à une grande nécessité dans ladite isle, manquant de provifions & d'autres choses nécessaires qu'ils attendoient du Gouverneur de la Barbade, quelques-uns se retirèrent à la Martinique, fans l'ordre ni permission du Gouverneur de Sainte-Lucie. Et comme ils firent de grandes plaintes des misères qu'ils avoient fouffertes, tant par la dysenterie & famine, que par les courses continuelles des Indiens, ils demandèrent quelque affiftance pour paffer à la Barbade. Et afin d'en obtenir plus facilement, les François leur persuadèrent de reconnoître devant le Gouverneur & le Conseil de la Martinique, leurs droits sur l'isle de Sainte-Lucie; ce qui étant venu à la connoissance du fieur Robert Cooke Gouverneur de ladite isle, il dépêcha aussi-tôt au Gouverneur de la Martinique, desavouant tout ce que ces personnes là avoient fait ou déclaré au sujet de l'isse de Sainte-Lucie, attendu qu'ils n'avoient reçû de lui aucun pouvoir ni autorité quelconque de ce faire, comme il se peut voir par les relations les (Y 3)

342 ME'MOIRES SUR L'ISLE Pièces des plus autentiques des François mêmes.

Commiffai-

No. XXV Mémoire du droit de Sa Maj. Britt.

Et pour une preuve incontestable des res Anglois droits de Sa Majesté sur cette isle, il est à remarquer qu'elle a toûjours été nommée dans la commission que Sa Majesté fait expédier aux Gouverneurs de la Barbade. comme une partie de son Gouvernement. & elle y est encore aujourd'hui dans celle du présent Gouverneur, avec ordre & pouvoir de nommer & constituer un Lieutenant & un Conseil dans ladite isle, comme il le jugera à propos; ce qui justifie suffisamment le procédé dont a ufé depuis peu le Colonel Steede, en se remettant en possession de cette isle.

> Quant à l'article XII du traité de Breda. auquel Messieurs les Commissaires de France se rapportent dans leur Mémoire, on répond que cet article ne peut aucunement opérer au cas dont il s'agit, les Anglois n'avant jamais remis les François en possession de ladite isle, comme aussi ne l'ont-ils jamais prise sur eux, le droit de Sa Majesté n'ayant point été discontinué depuis la première possession que ses sujets en avoient

prife en l'an 1605.

Je certifie que ce papier est une copie vérita. ble, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XXVI.

W. XXV les Comn les droits Grande-Lacie.

w MM. k arre, au fuj REPO. france are I Angleterr

> debarquere leffion de c découvert blit le pr

de cette Sa Majel

Judge. En l'en illes voil tentes, fo acques ( iont depu

OBSERV \* Cette nécedente nême que soient pro Meannique lous le no. Mala

êmes,

testable a

été pop

jelie fu

la Barba Dovernen

阿南

ordre in un Lieus

CORRE

e fallia

per le ()
polisi

laires di

Mémoie

ut auce

es Ann

is en poi

De l'on

de Sa la depair la

ets to a

one cates qui est is

ress all

財物

LASE

No. J

No. XXVI. REPLIQUE \* de MM. fractives fur les Commissaires de France, touchant Lucie. les droits de Sa Majesté (le Roi de la lide partie. Grande-Bretagne) sur l'isse de Sainte-Lucie.

COPIE du Mémoire remis le 15 juin 1687, par MM. les Commissaires du Roi d'Angleterre, au sujet de l'isse de Sainte-Lucie.

RE'PONSE des Commissaires du Roi de France au Mémoire des Commissaires du Roi d'Angleterre.

MEM. E N l'an 1605, plusieurs Anglois, débarquèrent à Sainte-Lucie, & prirent posfession de cette isse.

Le Chevalier Thomas Warner qui fit la découverte de Saint-Christophe, & qui établit le premier les Caraïbes, prit possession de cette isle en 1626, pour & au nom de Sa Majesté, & en sit Gouverneur le Major

En l'an 1627, Sainte-Lucie & les autres isses voisines furent données par lettres patentes, sous le grand sceau d'Angleterre, à Jacques Comte de Carlisse, duquel les droits sont depuis retournés à Sa Majesté, par la dé-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

\* Cette pièce est en partie une copie de la pièce précédente; elle est dans son total exactement la même que celle que les Commissaires du Roi avoient produite aux Commissaires de Sa Majesté Britannique, & qui se trouve imprimée ci-devant sous le no. LXIV, page 199.

(Y 4)

démission de ceux qui avoient des prétentions Pièces des Commissai- fondées sur les droits dudit Comte. res Anglois.

No. XXVI. Réplique des François.

REP. LEs François ont des prises de posfession plus anciennes, qu'il est Commissaires inutile de citer en cette occasion, y ayant un fait plus précis qui sera ci-après expliqué.

> MEM. En l'an 1663, François Baron Willoughby Gouverneur de la Barbade, acheta cette isle des originaires, pour Sa Majesté; & en 1664-5, il en donna le Gouvernement au nommé Robert Cooke, & y envoya onze cens hommes de la Barbade, qui ayant trouvé quelques François dans l'ifle, qui s'y étoient habitués depuis 1643, les transporterent à la Martinique, & demeurèrent affez long temps dans l'isle sufdite.

> REP. Les Anglois n'ont pû acheter valablement cette isle des Sauvages en l'année. 1663, puisqu'ils conviennent eux mêmes que les François en étoient en possession de-

puis 1643.

Il est de notoriété publique que ce prétendu achat fut fait par l'entremise de Waernard, Sauvage de nation, fripon insigne, qui s'étoit échappé du fervice des François & qui trompa les Anglois, puisque les Sauvages de l'isle de Sainte-Lucie leur firent toûjours la guerre pour les en chasser; ce qui fait assez voir que lesdits Sauvages n'avoient point consenti à cette vente, outre qu'il n'est point permis d'acheter une terre des Sauvages, dont un Prince Chrétien est dans une actuelle possession.

MEM.

DE S

WELL Et

11664, le

nova fix Di

derer au

the colonie

lement occ

e nour cett

el constan

is fe trou

Att daris la

ns & d'aut

adojent du

eloues-uns

m ordre n

a plaintes d

etes, tant

ne par les c

demander

icilement,

le reconno

Conseil de

isle de Sa

connoista

emeur de

eque ces p né au fuje

adu qu'il

ouvoir ni

ms les p

REP. Ce

me forme

bindon eff

Tsta

es prétent

prifes de

ines, qui Gon, Va

i-apiès e

rançois la

la Bath

ites, pa

donnaki

t Cook

de la Bra ançois da depois tinique dans lla

på adm

iges en in not ent-in

n politic

ie que un emile de Vi

ripon idi

des Fra ilique les

de leurie

n challe Sauvage:

vente, m ter me m

Chrétien :

mte.

ME'M. Et d'autant que l'on allègue qu'en Pièces justi. l'an 1664, le Gouverneur de Sainte-Lucie ficatives sur envoya six Députés à la Martinique, pour l'isle de Ste. déclarer au Gouverneur & au Conseil de Lucie. cette colonie, que les Anglois avoient injustement occupé l'isle de Sainte-Lucie, & que pour cette raison ils l'abandonnoient; il est constant, au contraire, que les Anglois se trouvant réduits à une grande nécessité dans ladite isle, manquant de provisions & d'autres choses nécessaires qu'ils attendoient du Gouverneur de la Barbade, quelques-uns se retirerent à la Martinique, fans l'ordre ni permission du Gouverneur de Sainte-Lucie; & comme ils firent de grandes plaintes des misères qu'ils avoient souffertes, tant par la dysenterie, & famine, que par les courses continuelles des Indiens, ils demanderent quelque affiftance pour paffer à la Barbade. Et afin d'en obtenir plus facilement, les François leur persuadèrent de reconnoître devant le Gouverneur & le Conseil de la Martinique, leurs droits sur l'isle de Sainte Lucie; ce qui étant venu à la connoissance du fieur Robert Cooke Gouverneur de la Martinique, desavouant tout ce que ces personnes-là avoient fait ou déclaré au sujet de l'isse de Sainte-Lucie, attendu qu'ils n'avoient reçû de lui aucun pouvoir ni autorité quelconque de ce faire, comme il se peut voir par les relations les plus autentiques des François mêmes.

RE'P. Cela est prouvé par un acte en bonne forme, dont la vérité se justifie par l'abandon effectif que les Anglois firent de (Y 5)

346 ME'MOIRES SUR L'ISLE ladite isle, peu de jours après que lesdits Députés furent de retour à Sainte-Lucie.

Commiffaires Anglois. Réplique des

François.

De plus, les François produisent un écrit en original de Milord Willoughby, pour No. XXVI. lors Lieutenant général pour Sa Majesté Britannique dans l'Amérique feptentrionale. Commissaires. adressé à M. de Tracy Lieutenant général des isles Françoises; par lequel il déclare en termes exprès, que c'est sans sa participation & fans fon ordre que les Anglois ont fait descente dans l'isse de Sainte-Lucie.

> ME'M. Enfin, pour une preuve incontestable des droits de Sa Majesté sur cette isle, il est à remarquer qu'elle a toûjours été nommée dans la commission que Sa Majesté fait expédier aux Gouverneurs de la Barbade, comme une partie de leur Gouvernement, & y est encore aujourd'hui dans celle du présent Gouverneur, avec ordre & pouvoir de nommer & constituer un Lieutenant & un Conseil dans ladite isle, comme il le jugera à propos, ce qui justifie suffifamment le procédé dont a usé depuis peu le Colonel Steede, en se remettant en polfession de ladite isle.

RE'P. Cette isle est aussi nommée dans les commissions des Lieutenants généraux des isles Françoises de l'Amérique, & est encore aujourd'hui dans celle du Comte de Blenac.

Si on admet ces fortes de procédés, il y aura un desordre perpétuel dans les colonies entre les deux nations.

ME'M. Quant à l'article XII du traité de Breda, auquel MM. les Commissaires de Fran.

tot le re a fait qu Artic

ace le ra

inpond o

at operer

is n'ayant

defion de

mils jama

is a pre

mient prife

REP. II

i véritabl

den poss

th 1643 ,

g bati un

un & gar

apporte e

melle, le

pour lors

de ladite

bagage (

boulets,

trente pa

noulquet nes, va

Après

ide du ti

LE ROI loi de la lefis déc a Montfer

R L'III

près que la

Saintela

oduilen

lloughby .

OUI & L

ie septento

euteran e

quel il all

fans h mi

les les Sainte Lin

e preure in

Majette in

qu'elle in

maila

K Govern

e aujorita

eur, and

ontine

e qui pir

2 10/2 000

offi none

Amérique!

celle do la

de proti toel day

ns.

exide

Commission

France se rapportent dans leur Mémoire, pièces justion répond que cet article ne peut aucune-ficatives sur ment opérer au cas dont il s'agit, les An-l'Isse de Ste. glois n'ayant jamais remis les François en Lucie. possession de ladite isle, comme aussi ne lide. partie, l'ont ils jamais prise sur eux, le droit de Sa Majesté n'ayant jamais été discontinué depuis la première possession que ses sujets avoient prise en l'an 1605.

RE'P. Il faut réduire la question à un fait véritable, qui est que les François ont été en possession de cette isle depuis l'année 1643, fans discontinuation; qu'ils y ont bâti un fort & entretenu un Gouverneur & garnison; que le 23 juin 1664, les Anglois l'ont prise par la force des armes, & occupée en fuite d'une capitulation qu'on rapporte en original; en exécution de laquelle, le sieur Bonnard sieur des Roches, pour lors Gouverneur pour les François de ladite isle, en est sorti avec armes & bagage & tous les soldats, poudre, mèche, boulets, plomb, trois pièces de canon, trente paires d'armes à feu, mousquets, mousquetons, fusils, pistolets & autres armes, valets, Negres, &c.

Aprês quoi il ne reste plus qu'à lire l'article du traité de Breda, ci-dessous transcrit, tout le reste étant inutile, ne s'agissant dans

ce fait que de son exécution.

## Article XII du Traité de Breda.

LE Roi très-Chrétien restituera aussi au Roi de la Grande-Bretagne, en la forme cidessiis déclarée, les isles appelées Antigos & Montferat, si elles sont encore à présent

Pièces des Commissaires Anglois.

No. XXVII. replique des François.

entre ses mains, & encore toutes les isles, pays, forteresses & colonies qui peuvent avoir été conquises devant ou après la signature du présent traité, & qui étoient possé-Réponse à la dées par le Roi de la Grande-Bretagne avant qu'il eût commencé la guerre (qui se termine Commissaires par ce traité) contre les E'tats Généraux des provinces unies des Pays-bas. Et réciproquement, le Roi de la Grande-Bretagne restituera & rendra au Roi très-Chrétien en la forme ci-dessus exprimée, toutes les isles, pays, forteresses & colonies, en quelque part du monde qu'elles soient situées, qu'il possedoit avant le premier jour de janvier de l'an 1665, & qui auront pû être prifes par les armes du Roi de la Grande-Bretagne, devant ou après le présent traité signé.

Je certifie que ce papier est une copie vérita. ble, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750

Signé THOMAS HILL.

No. XXVII. RE'PONSE à la replique de MM. les Commissaires de Sa Majesté très-Chrétienne, au sujet de l'isle de Sainte-Lucie.

TL ne se trouve rien dans cette replique qui n'ait été expliqué en faveur des titres de Sa Majesté sur cette isle, dans la réponse donnée au premier Mémoire desdits Commissaires, qui n'ont rien produit de particulier contre la première possession que les Anglois en prirent en l'an 1605, & reprirent en 1626, qui depuis a été continuée jusqu'à pré-

nelent dan ablables Comiffaire ntendue p nat étoit ( Pour ce c & Breda, a i la capitul a date du ! In'elt pas a tant que a porte &

is illes, for par les arm Roi de la C wec les E fans conu fession de que temp

> On ne prétendue meu , fal le Sa Ma impois, Merables. atort app pis ne p

ion légit a retoient présent dans la manière que requièrent de pièces justisemblables possessions & jouissances, les dits ficatives sur Commissaires ne faisant mention d'aucune l'Isle de Ste. prétendue possession jusqu'à l'an 1643, quand Lucie. tout étoit en desordre par la rébellion en 11de, partie,

Angleterre.

L'In

Outes les l

s qui po l'après de

étolenn Bretzen

quilent (quilent stats obtained and state of the state of

ris-One

ée, tou

Onies, at

foient in

ier jord:

ont piles

la Grade

talk dela

Qui set

reminla

llet 170

MAGE

E illimi

世公法

jet de lle

cette see

faveur or

De, dash

émoire des produit de p Medion que l

Pour ce qui est de l'article XII du traité de Breda, allégué par lesdits Commissaires, & la capitulation du Gouverneur François. en date du 23 du mois de juin de l'an 1664. il n'est pas besoin d'autre argument pour rendre le titre de Sa Majesté incontestable. en tant que le XIIe. article du traité de Breda porte & déclare, que le Roi très - Chrétien restituera au Roi de la Grande-Bretagne. les isles, forts, &c. qui peuvent avoir été pris par les armes du Roi très-Chrétien, avant ledit traité, & qui étoient possédés par le Roi de la Grande-Bretagne avant la guerre avec les E'tats - Généraux; les preuves alléguées par lesdits Commissaires faisant voir sans contredit, que Sa Majesté étoit en possession de Sainte - Lucie en l'an 1664, quelque temps avant la guerre.

On ne peut pas aussi dire, que la cession prétendue de l'isle, faite au Conseil de la Martinique par quelques sugitifs & gens sans aveu, fasse le moindre préjudice au droit de Sa Majesté. Que s'il est vrai que les François, se prévalant de la nécessité de ces misérables, se mirent en possession d'un petit fort appelé le fort de Choque, il est constant qu'ils ne possédèrent pas toute l'isse, qui demeura cependant au pouvoir & en la possession légitime des Anglois, qui obligèrent même les l'rançois à se retirer dudit fort dont ils s'étoient injustement saiss; ce qui paroit

par

Pièces des Commissaires Anglois.

No. XXIX. Copie de !a touchant l'ille de Ste. Alouzie.

par la capitulation ci dessus mentionnée.

Il est aussi très-certain que par la possession mentionnée dans le traité de Breda, on n'entend qu'une possession précédente & bien fondée, comme est celle des Anglois; Capitulation autrement le traité susdit n'auroit point d'effet, lorfqu'il se rencontreroit qu'une place auroit été en la possession des deux Princes en divers temps, avant la guerre entre les deux Couronnes.

Fe certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, a Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signe THOMAS HILL.

No. XXIX. COPIE de la capitulation \* faite, lors de la prise de l'iste de Sainte-Alouzie, par le Colonel Christophe Ca-2072.

Du 23 juin 1664, à cinq heures du soir.

APITULATION faite avec M. le Colonel Christophe Caron & M. Pierre Bonnard fieur des Roches, Gouverneur de Sainte-Alouzie, ayant été obligé par la suscitation

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

\* Si l'on compare la copie de cerre capitulation avec celle qui avoit été produite par les Commisfaires du Roi à ceux de Sa Majesté Britannique, & qui le trouve imprimée fous le no. XLIV, page 151. on trouvera que les articles de la capitulation sont les mêmes; on doit seulement observer que le Colonel Caron, Carron, Caren & Carew est la même personne, dont le nom se trouve diversement écrit.

DE S 1 innombre d fort de Ch le que ci . d

LEDIT GO gages à lui lats, poud safeu, mo blets & al erres & aut as, halleb nes défenfe Obligé M.

rec toute fü w, ensemb lyable; ce mel & fie is, en pre nt figné one Chri

IN ONES fo certifi pitres de m, à Wb

> entation Majesté, ment

d'un nombre de ses soldats, à rendre la place pièces justidu fort de Choque, a fait la capitulation ficatives luc delle telle que ci-dessous est écrit.

l'Isle de Ste. Lucie. Ilde, partie.

#### ARTICLES

LEDIT Gouverneur doit fortir armes & bagages à lui appartenans, & de tous ses foldats, poudre, méches, boulets, plomb & trois pièces de canon, trente paires d'armes à feu, mousquets, mousquetons, fusils. pistolets & autres armes portatives, valets. Nègres & autres domestiques à lui appartenans, hallebardes, brindestopes & autres

armes défensives.

L'Isti

précelen

e des las

TO I DOW

t quint

es dem h

Derre m

title colum

quilte

treas tech

list Thi

MASE

lo can

e time

Conta

euto é il

ec M. ken

M. Per

remember

par k lic

e cette and e pur la On s le ni. III

s de la comi

ment obliga

en & Cores

le noute la

Obligé M. le Colonel faire conduire ledit fieur Bonnard Gouverneur de ladite isle avec toute sûreté, dans l'isle de la Martini. que, ensemble tout son équipage ci-dessus dit, compris les foldats, dans un vaisseau salvable; ce qui a été arrêté entre ledit Colonel & fieur Bonnard, ledit jour que defsus, en présence des témoins soussignés, qui ont figné la présente avec ledit Colonel. Signé Christophe Caron, Bonnard, Mor-GAN JONES, BODDARD.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce burcau. Au bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XXXIII. EXTRAIT d'une représentation du Bureau du commerce, à Sa Majesté, en date d'u 2 juin 1709, relativement à un ordre du Roi Guillaume, Dour

Pièces des Commissaires Anglois.

No XXXIII. Extrait d'une repref. du Bureau du Commerce. pour expulser les étrangers de l'isle de Sainte-Lucie.

Traduit littéralement de l'Anglois, (on fupprime ici le texte Anglois qui fe trouve dans l'Edition, in-4°.)

AU mois de juin 1699, le Colonel Grey Gouverneur des Barbades, apprit qu'on avoit aperçu des François qui habitoient ladite isle, à avoient employé des Nègres pour y former un établissement; sur quoi le feu Roi Guillaume jugea à propos de renouveler les ordres envoyés autresois au Colonel Steede, enjoignant audit Colonel Grey de les mettre à exécution, en donnant avis aux François ou à aucuns autres étrangers qui y sont établis ou pourroient prétendre s'y établir par la suite, qu'à moins qu'ils n'abandonnent cette isle à ne discontinuent leurs établissemens, il les déposséderoit par force, à les expulseroit de ladite isle.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

and or order to Roll California.

Signé THOMAS HILL.

ME'.

PIE

TRO

Contenant

faires de

de leur

AV

Na

in Roi a litres à lit ont p thi comp toueil, in Purch in Tertre

me l'on e

Tone 1

lan



R L'Isu ers de l'

ment; in

, en der

§ autom

& ne dim

de late le est un circ

Plantains

# MÉMOIRES

SUR L'ISLE

DE SAINTE-LUCIE.

PIECES JUSTIFICATIVES

TROISIE' ME PARTIE.

Contenant les pièces citées par les Commisfaires de Sa Maj. Britannique, au soutien de leur Mémoire du 15 novembre 1751.

## AVERTISSEMENT.

ON a rapporté ci-devant, à la page 301, la note des faits dont les Commissaires du Roi avoient demandé les preuves ou les titres à MM. les Commissaires Anglois. Ils ont produit en réponse plusieurs pièces qui composent la seconde partie du présent recueil, & ils ont cité plusieurs passages de Purchass, Auteur Anglois, & des PP. du Tertre & Labbat. Ce sont ces citations que l'on a rassemblées, & qui forment cette troisème partie des preuves justificatives Tome I. 2de partie.

Pièces des Commissai-

Purchass.

concernant l'isle de Sainte-Lucie. Les Commissaires du Roi y ont ajouté deux exres Anglois. traits du P. du Tertre, concernant la pré-No. 1 tendue expédition de Jacques ou James Extrait de Walker, dont il est parlé dans le Mémoire de MM. les Commissaires Anglois, & dans la déposition du Colonel Codrington.

> No. I. EXTRAIT de Purchass, cité par MM. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, pour prouver que la première découverte des isles Caraïbes a été faite par les Anglois, vol. IV, p. 1146; commençant par ces paroles, The Antony of 120 tons; & finissant par celles-ci, Refreshing themselves three days.

Traduit de l'Anglois.

Voyage en 1593.

L'ANTOINE, de cent vingt tonneaux, commandé par le Capitaine Jacques Langton, ayant pour Pilote Antonio Martino Espagnol, qui avoit longtemps séjourné dans les Indes, & qui avoit une connoissance parfaite de ces ports; le Pilgrim, de cent tonneaux, commandé par le Capitaine François Slingfbie, ayant pour Pilote Diego Petrus Elpagnol; & la Découverte. Ces trois vaisseaux, après avoir donné & reçû de part & d'autre solennellement l'adieu, firent route vers les Antilles, & aborderent à l'isse de Sainte-Lucie, où ils se rafraschirent, ainsi qu'à la Martinique, PENDANT TROIS JOURS.

DE S Loui fuit e tim. MA Britanniqu tour établir ler à faire mi na eu i of non de

Ces trois

peche de mt fix ou ma qu'un à peche y Mage fuce mides, tot frete, les ieues du b Les Ang our, crai dirent at Rancheri pagnol qu

Rancheria fonnant ( mg du ri ne vers le ber-huit want la ch 郷 incot tommer roomer mis à la

a peur qu

THE ROUS

wec deux

Ce qui suit est la continuation de la même rela- Pièces inftition. M.M. les Commissaires de Sa Majeste ficatives sur Britannique l'ont apparemment jugé superflue l'Isle de Ste. pour établir leurs prétentions mais cette juite Lucie. fert à faire connoître la nature de ce voyage, Ille. patrie. qui n'a eu d'objet que de piller les Espagnols, E non de faire des établissemens.

ste

ucie. Le

e deste

nami late

智温

le Meni

oj, iš te

ngton.

urchali, ii

s de Sal

POSSEP OL

les Carille

, vol. II

portali Finiles Melver

glois

13:

ingt kons

pitaint III

Anni la

fejeure de uniforce pa

etat total

Franços

ego Petro

LION THE

part d'a

of tone Pen

Ces trois vaisseaux résolurent de tenter une entreprise sur le Rancherias, où se fait la pêche des perles de la Marguerite. Ce font fix on fept petits villages, dont il n'y en a qu'un à la fois qui soit habité. L'orsque la pêche y manque, on passe de village en village fuccessivement, les maisons reltant vuides, toujours prêtes pour cet objet. On transporte tous les mois, pour plus grande sûreté, les perles à la Marguerite; à trois lieues du bord de la mer. Il alliv al

Les Anglois se cacherent pendant tout le jour, crainte d'être decouverts: ils descendirent à terre vers la nuit, & vistèrent deux Rancherias vuides: mais ayant pris un Efpagnol qui y alloit alors dans une chaloupe avec deux Indiens, ils se firent conduire aux Rancherias habitées, à cinq lieues de là, donnant ordre aux chaloupes de ramer le long du rivage, & de ne doubler la pointe que vers le soir. Nos deux Capitaines, avec vingt-huit hommes, marcherent par terre durant la chaleur, qui jointe au manque d'eau nous incommoda beaucoup. Ils y arriverent au commencement de la nuit, & convinrent de donner l'affaut à la place dans trois endroits à la fois, malgré notre petit nombre, de peur que les ennemis ne pussent se réunir pour nous faire tête.

(Z 2)

Les

Les Espagnols crurent d'abord que c'étoit Commissai- quelque fausse alarme que leur donnoit le 1es Anglois. Gouverneur, & crièrent de cesser cette plaifanterie; mais voyant que c'étoit férieux,

No. I. Extrait de Purchast.

ils s'enfuirent précipitamment dans les bois. C'est ainsi que l'on prit la ville, avec la valeur d'environ deux mille livres sterlings en perles, fans compter le pillage que fit le foldat: on brifa les armes des Espagnols

de crainte d'être poursuivis.

Le matin on alla à bord des chaloupes de pêche, & l'on s'empara des huîtres qui avoient été prises la nuit précédente. Nos gens retournèrent à leurs navires dont ils étoient absens depuis cinq jours, & où l'on ignoroit cette soudaine entreprise, en sorte que leur absence causoit beaucoup d'inquié. tude. Nos vaisseaux se présentant alors devant la ville, demandèrent la rançon des maisons & des canots: les Espagnols donnèrent deux mille ducats en perles; mais les Gardes-côtes ayant donné avis de toutes parts de ce qui se passoit, nous trouvames les Espagnols sur leurs gardes à Cumana, & nous fumes obligés de nous en retourner, non fans quelques pertes. Nous cotoyames de-là la terre ferme, & nous vinmes aux isles d'Aruba & de Corresao, où nous mimes pied à terre, & nous nous rafraichimes : nous allames de-là à Rio de la Hache, dont on crut pouvoir se rendre maître; mais on trouva les ennemis disposés à nous recevoir, & nous apprimes de plus qu'ils avoient transporté leurs effets dans les montagnes.

On fit voile en conséquence vers Hispaniola: nous arrivames au Cap Tubéron & de-là à la Baye de Saint-Nicolas, & ensuite

imble n'êtr goût de fe On alla de eues envir was la re

DES

Fort Plat

edu nord;

nous fin

L'ifle eft b

ner; ce n'el

hviron à v

n trou, on

l'on puis

imprimes ur m les escla wax habita ave, prep roits, & fo te. Après commença ions & d donna la cassave & dans ce

noins qu' n'on ne wapant d' a cochor nupe la ( us plus ép s taillade

witer de at douz metre jou nuoq nim

Vantres

DE SAINTE LUCIE. 357 au Fort Plat & à d'autres endroits de la co pièces justite du nord; de-là à Mona, puis à Savona, ficatives sur où nous fimes aiguade de la manière qui l'isle de Ste.

L'isle est basse, sans aucune source vers la IIIe, partie. mer; ce n'est qu'un sable extrêmement fin. Environ à vingt pas de la mer, on creuse un trou, on y jette une barrique défoncée, & l'on puise abondamment de l'eau, qui femble n'être que l'eau de la mer qui perd

le goût de sel dans ce passage.

douck

le cent

desky

龍和

lims

pillage q s des Bije

d des das

des late

précéles

navies in

jours, bu treprile, a

eaucoup li

éleman t

ent la ma

s Elpapa

en polici

nné aris a p

, nous box

andes a Or

Nous de

DOUS TO

Das ratio de la Haci

e maitre; m

s à nous au lus qu'il

s les mage

nence for E Can Tobbi

Vicolas, & &

On alla de-là à la rivière de Socko, à cinq lieues environ à l'est de Saint-Domingue, nous la remontames pendant la nuit, & furprimes un Estanca, c'est-à-dire une ferme où les esclaves gardent le bétail des principaux habitans, où ils font leur pain de caffave, préparent leur gingembre & leurs fruits. & font les autres ouvrages de ménage. Après s'en être mis en possession, on commença à parler de la rançon des maisons & des Nègres, pour laquelle on nous donna la chair de trente cabrits, avec de la cassave & des fruits. Le bœuf ne se garde dans ce pays que vingt-quatre heures, à moins qu'on ne commence par le saler & qu'on ne le séche ensuite au soleil en le coupant d'abord en deux comme l'on feroit un cochon: on ne laisse aucun os, & l'on coupe la chair par morceaux qui ne sont pas plus épais que la main. On doit d'abord les taillader avec un couteau, & ensuite les frotter de sel; & après les avoir gardés pendant douze heures, les mettre au soleil: quatre jours bien chauds féchent affez la chair pour qu'elle puisse se garder.

D'autres Estancas qui subirent le même fort, (Z3)

No. I. Extrait de Purchast.

Pieces des fort, nous fournirent de semblables contri-Commissai- butions. De là nous vinmes à une autre rires Anglois. vière appelée Marraccava, où il y avoit un moulin à sucre dont on fit provision, & on obligea le propriétaire à donner une rancon pour empêcher qu'on n'y mît le feu. On alla ensuite à l'embouchure du port de Saint-Domingue, & nous mouillames à l'est du même port, à la pointe de Torrofilio, pour intercepter les navires qui s'y présenteroient pour y entrer. Le Sergent-Major de Saint-Domingue vint à bord pour traiter de la rançon de quelques prisonniers. Il avoit avec lui un Anglois de la compagnie du Capitaine Lancastre, de la flotte du Capitaine Raimond, dont le vaisseau avoit fait naufrage en revenant des Indes orientales, un peu à l'ouest de Saint-Domingue, à Acoa.

Les Espagnols firent sortir deux caravelles pour surprendre nos chaloupes, ce qu'ils firent; mais nos vaisseaux les reprirent & en même temps firent prisonniers ceux qui avoient pris nos chaloupes. Nous enlevames quatre fauconneaux de cuivre du vaisseau du Capitaine Lancastre, & nous en laissames dix autres de fer, à cause de leur pefanteur & qu'ils étoient un peu éloignés de la mer. Nous primes aussi une belle frégate qui étoit cachée dans les mangles, & nous

la conduisimes en Angleterre.

Nous allames ensuite à la Jamaique, & nous y trouvames deux bateaux chargés de peaux & de Canna-fistula; nous en équipames un & l'envoyames en Angleterre, mais il fut pris chemin faisant par un vaisseau de guerre François. Nous allames ensuite à Cu-

ba,

DE

ba, au C

toine, por

pour la H

après ave

Antoine

Honduras

vers la H

l'Angleter.

1594

L'Antoi

la rade,

fept vaille

duatre-vir

la portée

& nos va

rent tout

& durant

de temps

envoya

rivage,

le feu

la con

pes; II

rent ar

chaloup

L'Am

autres V

porter à

ne pût êt

dargeam

æ qu'il

willeaux

uplus:

tous en b

wis de C

t de fall

ba, au Cap Corientes & au Cap Saint-An Pièces justitoine, pour y attendre les vaisseaux destinés ficatives sur pour la Havanne, mais ce fut en vain: ainsi l'isle de Ste. après avoir resté huit mois dans ce pays, IIIe, partie. l'Antoine & la frégate vinrent à la Baye de Honduras. Le Pilgrim resta quelques jours vers la Havanne, & ensuite fit voile pour l'Angleterre: il arriva à Plimouth le 14 mai

TISTI

à une son

ni ily sei

provision, L

donner me

n'y nh ki

e de Tom

S QUEST I

e Sergeral

bord positi

s prifonia

delacen

de la in

le valez

des las

Saint-Du

rtir deoxa

loupes, a

X les iet ilonnies a

Now bi

vivre a c

& nos at

capie de la

n pen enn

i une beles

mangles, II

1 100

eteaux char

) DOMES AN

Aboleste

par on raile

and clin

II.

L'Antoine & la frégate découvrirent dans la rade, à quatre lieues de Porto-Cavallo, fept vaisseaux, dont le moindre étoit de cent quatre-vingts tonneaux. Nous mouillames à la portée du canon des vaisseaux Espagnols, & nos vaisseaux s'entraversèrent & se battirent tout le jour contre les sept vaisseaux & durant la nuit, nous tirions simplement de temps à autre. Le Capitaine Langton envoya la barque & la chaloupe vers le rivage, & en amena une frégate de vingt tonneaux. Le lendemain matin nous mimes le feu à la frégate, & nous résolumes de la conduire fur l'Amiral avec nos chaloupes; mais loríque les Espagnols nous virent arriver, ils se jetterent tous dans les chaloupes & gagnèrent la terre.

L'Amiral laissa aller à la dérive les six autres vaisseaux, après en avoir fait ôter & porter à terre le gouvernail, afin qu'aucun ne pût être amené, s'ils étoient pris. Nous chargeames le vaisseau Amiral Espagnol de ce qu'il y avoit de meilleur dans les autres vaisseaux, & nous envoyames à terre le furplus: comme on différoit à répondre, nous en brûlames un chargé de peaux & de bois de Campéche, & ensuite un autre chargé de false-pareille; mais le Roi d'Espagne avoit

(Z 4)

No. II

Purchall.

Pièces des avoit défendu de se rançonner, & les Espa-Commissai- gnols n'écouterent aucune proposition. res Anglois. Toute leur artillerie fut jetée à la mer, excepté deux ou trois pièces de bronze, dans l'espérance que quelques autres Anglois en Extrait de pourroient profiter. L'un de ces vaisseaux étoit de cinq cens tonneaux. Nous emmenames l'Amiral, de deux cens cinquante tonneaux, & nous arrivames à Plimouth le 15 mai, le lendemain de l'arrivée du Pilgrim,

> No. II. EXTRAIT de Purchas, cité par MM. les Commissaires Anglois. jur la demande qui leur a été faite. de prouver que les prétendues peuplades du Chevalier Oliph Leagh en 1605 & 1606, ont été suivies d'établissemens permanens à Sainte-Lucie jusqu'en 1635, 1638 & 1640, vol. IV, p. 1255, commençant par ces paroles, Sir Oliph Leagh; & finissant par celles-ci, went not much abroad.

> Relation véritable du massacre perside de la plus grande partie de soixante-sept Anglois du vaisseau du Chevalier Oliph Leagh, destiné pour la Guiane, mis à terre à Sainte-Lucie, une des isles des Indes occidentales, le 23 d'août 1605, écrite par Jean Nicols.

## Traduite de l'Anglois.

LE Chevalier Oliph Leagh, de la province de Kent, avoit projeté d'envoyer un renfort considérable d'hommes, dans un vaisseau appelé l'Oliph Blossom, à son frère M. Charles Leagh, qui avoit une planstion à la res & der e, dans le partit de V conduite c maine Nic nois de vo oute comp mires & connoission re Patron rouvames

> novifions soloite à dentales. Comme frim fur l'Anglete étions, les autre fein de Wiapoco

rince de p

res-fertil On laif te-lept de 1605, av a poudre licuit po Le len

de s'arré

une dan

melque nos étion Wa nos l

& les Bis

proposition

la mer, s

bronze, h

es Anglois

Ci vide

Nous em

ens cinque

e du Pin

Purchalia

ires he

rabili

endues to

Leaghn

d'étable

aucie in

es, Sill

celles-ci, E

nerfile (e)

Anglon de t

agh, define

te-Luck, all

e 23 d'apire

, de la prom

pieté d'empr

hopps, da Bills, 1 fr

and ment

tation à la rivière de Wiapoco, à trois de- Pièces justigrés & demi au nord de la ligne équinoctia-ficatives fur le', dans les Indes occidentales. Le navire l'isle de Ste. partit de Wolwich le 14 avril 1605, sous la Lucie. conduite du Capitaine Cataline & du Capitaine Nicolas Saint-Jean. Comme je desirois de voir le monde, je m'associai avec cette compagnie; mais par les vents contraires & courans de la mer que nous ne connoissions pas, & par l'ignorance de notre Patron Richard Chambers, nous nous trouvames sous le vent du Port sans espérance de pouvoir remonter, & n'ayant de provisions que pour quatre ou cinq mois, Après avoir tenu conseil, nous fumes forcés de mouiller d'abord à l'isle des Barbades, & ensuite à Sainte-Lucie dans les Indes occidentales.

Comme nous craignions de mourir de faim fur mer avant de pouvoir regagner l'Angleterre, vû le grand nombre que nous étions, Le Capitaine Nicolas Saint-Jean & les autres passagers qui avoient formé le desfein de rester avec M. Charles Leagh à Wiapoco dans la Guiane, prirent le parti de s'arrêter & de se contenter de leur fortune dans l'isse de Sainte-Lucie, qui étoit

très-fertile. On laissa à terre, à notre requête, soixante-sept de nous dans cette isle, le 23 août 1605, avec nos épées, nos mousquets, de la poudre, un fauconneau & un barril de biscuit pour toute provision.

Le lendemain, le vaisseau partit avec quelque mécontentement, parce que nous nous étions emparés de son bateau pour servir à nos besoins.

(Z 5)

No. II. Purchas.

Pièces des Après le départ du vaisseau, nous vécu-Commissais mes assez paisiblement, trafiquant journelles res Anglois ment avec les Indiens, pour des vivres, qui consistoient en cassave, patates, bananes, Extrait de papayes, courges, calebasses, &c. tous mets excellens à manger, & pour du tabac; ils nous apportoient auffi des poules, des oiseaux de mer, quelques pélicans, des bécasses & des bécassines; nous en tuions aussi nous-mêmes avec nos armes, & toutes les nuits nous envoyions fix d'entre nous dans des ances de sable pour chercher des tortues. Il ne s'en paffoit aucune que nous ne prissions une ou deux tortues, & quelquesois trois; c'étoit là notre plus grande ressource,

car elles étoient grosses & grandes. J'en ai

souvent pris qui avoient jusqu'à sept cens

œufs. Les Indiens avoient auffi une grande quantité de toiles de Rouen, des serges, d'autres étoffes, des draps de laine d'Espagne & des jarres d'huile qu'ils avoient sauvés de la mer avec leurs pirogues : car trois vaisseaux Espagnols y avoient fait naufrage un peu avant notre arrivée; & si nous avions eu une pinasse, nous eussions pu la charger de plusieurs marchandises de prix qu'ils avoient cachées dans leurs demeures au milieu des bois; nous les aurions échangées pour des haches, des conteaux, des bracelets, des dès à coudre, des hameçons, & d'autres femblables bagatelles.

Ainsi pendant l'espace de cinq ou six semaines nous ne fortimes presque point.

Le surplus est la suite de la citation de MM. les Commissaires Anglois, qui apparemment l'ant Iont jug Tetabliff effet il p

Notre !

oues quar portoient fineur el être. Il lu d'or: & f où ils av montrèrer da nord-e le Capita Rogers I pagnole, gens qu'à aller un andre S

> Les apport départ iumamo gens fu Leje for de l nombre l'objetnous ne

qui rell

nous of ler à n mirent c porteren Toute

quelque

l'ont jugé superflue pour prouver la durée de Pièces justil'établissement fait par leur nation , puisqu'en ficatives sur effet il prouve directement le contraire,

Elsu!

ù, nous de

CARL JORNA

des vivos

ites, been

les, Gar

POUR (B)

licans, is

S ED IDIODA

s, dim

ne que tur

s & quin

grandersh grandes la

off as

en, dia

de lainellin

ilkawa

TOSUSCIE!

ent film

& finan

ons på la

de pris que

demensia

prions the

Caux, 68

es hamens

le cinquill

esque pont

ritrix & h

THE PERSON

es.

l'isle de Ste. Lucie. IIIe. partic.

recourt avec nous, fument du taban Notre Capitaine ayant vu quelques plaques quarrées, au nombre de quatre, que portoient, les Indiens, demanda à Browne affineur en or, ce qu'il pensoit que ce pût être. Il lui répondit qu'il y avoit trois quarts d'or; & fur ce qu'il demanda aux Indiens où ils avoient pris cette matière; ils lui montrèrent une haute montagne, à la partie du nord quest de l'isle. C'est ce qui engagea le Capitaine Nicolas Saint-Jean & Jean Rogers notre interprète pour la langue Efpagnole, avec autant des principaux de nos gens qu'il en put entrer dans le bateau, à y aller un lundi, promettant à son frère Alexandre Saint-Jean, à M. Garret & à M. Tench, qu'il laissa pour gouverner ceux qui restoient, de revenir le samedi suivant. Les Indiens furent trois jours fans, nous

apporter de vivres; ils s'étoient aperçus du départ du bateau, & ainfique nous le préfumames, ils étoient occupés à affaffiner nos

gens fur la montagne. de sous les estates el alla

Le jeudi matin nous tuames deux tortues fur le fable, où nous trouvames un grand nombre d'Indiens attroupés: nous ignorions l'objet de cette assemblée; & de peur que nous ne pussions les soupconner de tramer quelque mauvais dessein contre nous, ils nous offrirent d'eux-mêmes de nous apporter à notre habitation nos tortues qu'ils prirent dans leurs pirogues, & ils les transportèrent en effet à notre demeure.

Toute cette matinée nous fimes bonne gar-

-- No. II Purchast.

Pièces des garde; il vint beaucoup d'Indiens tant par Commissai- mer que par terre, jusqu'au nombre de deux res Anglois. ou trois cens: plufieurs d'entre eux vinrent se réjouir avec nous, fumant du tabac & Extrait de buvant de l'eau de vie. Ils restèrent jusqu'à dix heures, qu'ils s'en allèrent tous, excepté un Capitaine de l'isle de Saint-Vincent, appelé Augramert, & un vieillard qui étoit son père, qui nous promirent que si nous voulions aller à leur maifon, ils nous donneroient tout ce qu'ils avoient.

J'y avois été le jour précédent avec deux autres de mes camarades, pour acheter des vivres, & ils avoient refusé de nous en donner, quelque marchandise que nous eussions pû leur offrir. Ils avoient cependant plus de provisions que je ne leur en eusse encore vû; mais nous reconnumes dans la suite qu'ils les réservoient pourceux qui étoient venus prendre leur parti contre nous, & qu'ils tenoient cachés dans les bois. Ainsi nous nous en retournames tous trois, en voyageant au travers de l'isle, & nous passames par six ou sept jardins remplis de cassave & de patates, & de plusieurs autres racines & fruits. Nous vimes en chemin plusieurs arbres d'une grosseur si énorme que six hommes n'auroient pû les embrasser; ils étoient si durs, que nous ne pouvions les entamer avec nos couteaux, & l'écorce en étoit blanche comme celle de frêne.

Le jeudi après diner, M. Alexandre Saint-Jean, M. François Kettleby l'aîné, M. Guillaume Tench, moi & plusieurs autres, au nombre de dix-huit, nous allames avec Au-

gra-

DE mamert & ni fleches; tèce de fa ls étoient n'euffions Augramert Stint lean o que nous a en réleau. jivage avec marchoit un avec le Ca arriverent les bois , O de de trois Augramert Saint-Jean, dis que le

> dur. Il p grêle de mes pas Plusieurs ches allui les enner pas fix c se jetèren ques-uns ( nes de vo contre fi Saint-Jean a tenir fer lavançoit Mais ce

> > entions le

ttat, il p

táchoit de

iens tan m

obre de la

वार्ग पान अ

do tabe

religion (

Meren to

ann

000 m

er à lem

tout co

lent mel

Ul actes

é de m ife me

avoiere je nine

IS Tection

Diene man

Or pance

ache la

COUTES I

ers de l'il

pt judice

& de la

vinsai

rollen in

ent pile

e non th

s com

) mm: (2)

estable

un ann

and Mil

gramert & son père, qui n'avoient ni arc pièces lustini flèches; le père avoit seulement une es ficatives sur pèce de sabre du pays, fait d'un bois dur. l'isse de ste. Ils étoient mal armés de peur que nous Lucie. n'eussions quelque soupçon contre eux. Augramert promit aussi à M. Alexandre Saint Jean qu'il lui feroit voir sa femme, & que nous aurions des hamacs; ce sont des lits Indiens faits avec du fil de coton tressé en réseau. Nous allames ainsi le long du rivage avec fécurité. Le jeune Saint-Jean marchoit un peu devant, jouant & badinant avec le Capitaine Indien, jusqu'à ce qu'ils arrivèrent à la vûe de leurs maisons, dans les bois, où ils avoient placé une embusca. de de trois cens Caraïbes. Tout d'un coup Augramert prit d'une main l'épée du jeune Saint-Jean, & de l'autre son poignard, tandis que le vieil Indien le jettoit par terre & tachoit de l'affommer avec son sabre de bois dur. Il partit en même temps du bois une grêle de flèches si épaisse, que nous n'eumes pas le temps d'amorcer nos armes. Plusieurs de nous n'avoient point leurs mèches allumées, ce qui encouragea beaucoup les ennemis, de forte que nous ne tirames pas fix coups fur eux. Plusieurs des nôtres se jetèrent dans la mer jusqu'au cou; quelques-uns coururent le long du rivage, étonnés de voir un si grand nombre d'Indiens contre si peu de monde. Enfin le jeune Saint-Jean revenant à lui, nous encouragea à tenir ferme vers une pointe de terre qui s'avancoit dans la mer.

Mais ce fut en vain: car avant que nous eussions le temps de mettre nos armes en état, il parut une autre troupe d'Indiens. der-

Pièces des Commissaires Anglois.

No. II. Purchall.

derrière nous qui nous couvrit de flèches. Alors nous fondimes fur eux l'épée à la main, mais il en sortit encore d'autres des bois, qui lancèrent de nouveau une grande Extrait de quantité de flèches: ils n'osoient cependant nous approcher, à moins qu'ils ne nous vissent tomber; alors ils assommoient nos gens à grands coups de leurs sabres de bois dur. Durant cette rencontre, j'étois avec le jeune Saint-Jean & M. Kettleby, qui se battirent courageusement, & qui reçurent au moins chacun cent coups de flèches avant que de tomber. Enfin j'arrivai à l'entrée d'un défilé où cinq de mes camarades étoient arrivés avant moi, & comme nous crovions l'avoir traversé, nous trouvames une autre embufcade où ils périrent tous.

l'échappai seul au travers des bois, avec trois flèches dans le corps : je passai à la nage une flaque d'eau, & j'arrivai à notre demeure, où j'avertis ceux de nos gens qui v étoient restés. l'étois à peine arrivé que les Indiens parurent tous fur le bord de la mer; mais nous les obligeames bien-tôt à s'en aller, en tirant un coup de notre fauconneau, de forte qu'ils ne parurent de trois

Le lundi, ils vinrent au nombre de treize à quatorze cens, tant par mer que par terre, & nous investirent, n'ayant que nos coffres pour nous garantir de leurs flèches. Nous nous battimes de la sorte avec eux pendant fept ou huit jours, & de dix-neuf hommes que nous restions de notre compagnie, douze furent blessés dangereusement par des flèches. Le lendemain à midi, ils tirèrent des flèches embrafées & brûlèrent

nos

maifons eter ensuite re fauconn ne des cris frent brûle dioient n ious fortifi e que not afonçant o mant de fal nous mit teches. Le lende progues. que nous a totre atte ar lorfou me de les tee de pr quatre In

> porter. ger, en leches, me de pa Ayant mies pou mux, des agatelles. tiens s'en mirent, lo nourrite lous en p

> > meré le f

patate &

de file

Peper II

Partie to

une gint

nt depende

is te m

noden i ibre die

Minister .

y, quitte

i teorea

Bette m vai i let

CHINES

COURSE IN

OUS THOSE

Dente

es in m

e palitte atrita tota

le me gen u

eine unt

Ebol E 005 00M

phone

artica della

ombre de ma

ici de la la

int de Mari e len len

Totte the & Ban

dealton

Rail & mid.

nos maisons, croyant qu'ils pourroient se pièces justijeter ensuite sur nous; mais un coup de no-ficatives sur tre fauconneau leur fit prendre la fuite a l'Isle de Ste. vec des cris affreux. Après que nos maisons Lucie. furent brûlées, ainfi que nos coffres qui IIIe. parties faisoient notre seul retranchement, nous nous fortifiames avec les planches & tout ce que nous avions pû dérober au feu, les enfonçant de biais dans la terre & les couvrant de fable & de gason: cette précaution nous mit par la suite à couvert de leurs

Le lendemain ils partirent tous dans leurs pirogues. Le Seigneur connoissant le besoin que nous avions de nourriture, émut contre notre attente les cœurs de nos ennemis: car lorsque nous les eumes perdu de vûe. une de leurs pircgues revint à nous chargée de provisions, & il en sortit trois ou quatre Indiens, avec autant de caffave, de patate & de bananes qu'ils pouvoient en porter. Ils nous propoterent de les échanger, en élevant d'abord leurs arcs & leurs flèches, & les mettant ensuite à terre en signe de paix.

Avant compris ce qu'ils vouloient dire. nous envoyames aussi trois de nos gens sans armes pour faire l'échange, avec des couteaux, des bracelets & d'autres semblables bagatelles. Le marché étant conclu, les Indiens s'en allèrent, & nos gens nous rejoignirent, louant Dieu qui nous envoyoit une nourriture aussi miraculeuse; car nous n'avions par nous-mêmes aucuns moyens de nous en procurer, puisqu'ils nous avoient enlevé le filet avec lequel nous étions dans

Pièces des l'usage de prendre autant de poissons de Commissai- toutes sortes qu'il en falloit par jour. res Anglois. Ils continuèrent ainsi pendant sept jours:

No. II. Extrait de Purchas.

mais les vivres ayant commencé à nous manquer, nous arborames le pavillon de trève. Les Indiens ayant compris ce que nous voulions leur faire entendre, se présentèrent à nous d'une manière amicale.

Alors un nommé François Brace qui pouvoit parler françois, leur fit entendre que nous étions dans l'intention de leur donner tout ce que nous avions, s'ils vouloient nous accorder une pirogue pour nous transporter ailleurs. Un de leurs Capitaines nommé Antoine, y consentit volontiers, quoique ce ne fût pas l'intention de son frère Augramert Capitaine de Saint-Vincent. Le lendemain on nous amena la pirogue, que l'on tira à terre dans l'enceinte de no. tre fort. Nous leur donnames en échange. des haches, des couteaux & des bracelets, jusqu'à ce qu'ils fussent contens; & pout leur plaire encore davantage, nous donnames à chacun d'eux une pêle ou une bêche, dont ils parurent fort satisfaits, & ils s'en allèrent. Tout le monde se mit à travailler avec beaucoup de diligence, les uns aux voiles qu'ils firent de toile de Rouen, les autres au mât, & tous firent ce qu'ils purent pour être prêts avant la nuit; car Antoine Capitaine de Sainte-Lucie, dont nous avions toûjours reconnu les paroles véritables, nous dit que son frère Augramert devoit venir le lendemain de Saint-Vincent, avec douze pirogues toutes chargées de flèches.

Nous

Nous n leptembre mbre de deau & un n'étoit veri nos n'avid liriger. No tar le folei & pendant

id-ouest & Les vivr fffians po que vingt re, une dot nines de 1 d'eau. & 1 tiz, qu'il p grands before notre vie; rerent qu trois. A fois par i lavions o gions ain

dix jours, rames un grands da l'autre l'in es eaux. dun gran oie, & no lous avoi mi nous e te les oife

poler, ils

Inne I.

Nous f

Nous nous embarquames un jeudi 26 Pièces justifeptembre à une heure après minuit, au ficatives sur nombre de dix-neuf, n'ayant qu'un barril Lucie. d'eau & une ancre de riz. Aucun de nous Ille, partie, n'étoit versé dans l'art de la Navigation, & nous n'avions ni carte ni bouffole pour nous diriger. Nous fimes voile, en nous guidant par le foleil pendant le jour, & par les étoiles pendant la nuit, allant toûjours entre le

fud-ouest & l'ouest.

de poilin

par jour,

dant lept in

nmence in

le perile

compris a:

tendre, in

ère anich

çois Bu

rions, sin

rogue wer

leans Can

entit vinc

nena king

encentra

& destant

contest to

ge, main pêle outr

Stistis L

nde Reits

toile de las

fire can

ent links

四四世四

on mis

emin de in

165 DEG C

Les vivres que nous avions n'étoient pas fuffisans pour trois jours; car nous n'avions que vingt biscuits, trois gâteaux de cassave, une douzaine de bananes, quelques trentaines de patates & quinze ou vingt pintes d'eau, & un petit barril à moitié rempli de riz, qu'il plût à Dieu de réserver pour nos grands besoins, & pour la conservation de notre vie; car nos autres provisions ne durerent que deux jours, & notre eau que trois. Alors M. Garret nous distribua deux fois par jour, une écuelle de riz que nous lavions dans l'eau salée, & que nous mangions ainfi tout crud.

Nous fumes dans cette situation pendant dix jours, cherchant la terre; & nous essuyames une tempête où nous courumes de grands dangers, attendant d'un moment à l'autre l'instant où nous serions ensevelis sous les eaux. La pluie qui tomba alors nous fut d'un grand secours; nous la recûmes aver joie, & nous en bumes, remerciant Dieu qui nous avoit envoyé ce rafratchissement, & qui nous envoyoit auffi pour notre nourriture les oiseaux de l'air: car étant fatigués de voler, ils s'arrêtoient sur le bord de notre

Tome I. 2de partie. (A2) b2

Pièces des

No. II. Extrait de Purchass.

bateau, de sorte que nous les prenions & Commissai. & les séchions au soleil avec un peu de ponres Anglois. dre à canon, & ensuite nous les mangions. Le bord de notre bateau étoit si peu élevé au-dessus de l'eau que les lames passoient par-deslus, & nous auroient submergés, si quatre de nos gens ne s'étoient continuellement relayés pour jeter l'eau. Le dixième jour, Thomas Morgan ne pouvant vivre de fipeu. mourut, & à midi nous le jetames à la mer. Nous étions sur le point de le suivre, s'il n'eût plu à Dieu, une heure après, de nous procurer la vûe de la terre. Nous fimes nos efforts pour aborder à la partie la plus proche, le plus promptement qu'il nous fut

possible.

Comme il faisoit calme, nous fumes surpris par la nuit avant que de pouvoir y arriver; & nous trouvant dans les ténèbres, nous abordames la terre lorsque nous nous y attendions le moins. Notre bateau s'ouvrit par le milieu; tous nos gens furent renversés, excepté moi qui tenois le gouvernail. le pensois que la première vague redresseroit le bateau, ignorant qu'il étoit entr'ouvert. L'ouverture étoit si considérable que je fus renversé, me trouvant en grand danger d'être mis en pièces par le poids du bateau qui portoit sur moi contre de grands rochers. Cependant nous nous relevames à la fin; quelques uns se réfugièrent sur les rochers; d'autres se prirent à des racines de grands arbres, nous y croyant en sûreté jusqu'au qui nous envoyoit auffi pour notre nonitam

Guillaume Picks & moi, nous tirames 1 terre le bateau, qui étoit ouvert par le milieu, & nous le coupames avec pos é-

pées,

DE

tes, au d

lert; nous

nous affurar

mux & nos

nes de nos

Zes. Non laterre fe

ome Picks Lettleby, C

e bateau p

mg de la c

t étant que

adiles & p

Dieu aya

etoient

troit où ils

averne, ur

eur de fro

e même

atisfirent

remercian

ting com

molstoav

illoient de

tat des cl

michandi

vibleffe or

ate petite

my pour

mentoier

mientade i

merent be

mone mone

at a pie

tota ce k

is civili

chement

372 MEMOIRES SUR ELSER

DE SAINTE LUCIE 371 10 1000 pées, au de-là de l'endroit où il étoit ou- Pièces justivert; nous y fimes une espèce de prone que ficatives sur nous affurames avec nos dagues, nos cou-l'ife de Ste. teaux & nos poinçons, & nous nous fervi-IIIe partie, mes de nos chemises pour boucher les coutures. Nous envoyames cinq de nos gens à la terre ferme ; favoir, Miles Pet, Guillaume Picks, François Brace, Guillaume Kettleby, Guillaume Butcher. Ils tirerent le bateau pendant quatre ou cinq jours le long de la côte, traversant plusieurs rivières, & étant quelquefois poursuivis par des cro-

codiles & par des requins.

prenion

es maten

fi per e

inis pla labana

DI CONTRA

apris, in

rtie lapla:

day III

leau s'one

gouvern

ague retri

étoit entim

rable que

rand days

e grands nas

VALUE THE

加品咖

acines de pas

D Christian

17 200 1120

is spen par

ne avec as

Dieu ayant pitié du malheureux état où ils étoient réduits, les conduisit à un endroit où ils trouverent, dans une petite caverne, un grand vase de terre rempli de fleur de froment, qu'ils firent bouillir dans le même vase avec de l'eau fraiche; & ils fatisfirent par-là leur appétit dévorant, en remerciant Dieu. Deux jours après, nos cinq compagnons rencontrerent trois Espagnols, avec fix Indiens & fix Negres, qui alloient de Caracas à Coro, & y conduifoient des chevaux & des mulets charges de marchandifest Ces Espagnols voyant la foiblesse où le défaut de vivres avoit réduit cette petite troupe, déchargerent leurs chevaux pour les faire paturer ; tandis qu'ils présentoient à nos gens affamés ce qu'ils avoient de mieux à manger, qu'Ils leur témois gnèrent beaucoup d'affabilité, en souffrant qu'ils montaffent à cheval, & eux marche. rent à pied pendant deux ou trois jours juiqu'à ce qu'ils arriverent à une ville d'Indiens civilisés, appelée Tocoya. Notre détachement s'y arrêta pour se rafraîchir, car (Aa 2)

Pièces des ils étoient affoiblis par la route: & c'est-là

Purchal.

Commissai- qu'ils firent connoître aux Espagnols le res Anglois malheureux état où nous nous trouvions dans l'isle déserte où nous étions restés, Extrait de & où nous souffrimes la plus grande misère que des hommes puissent endurer; car nous y passames quinze jours sans avoir d'autre nourriture que des coquillages, de l'eau salée & du tabac, qui ne pouvoit servir de nourriture, mais qui nous ôtoit l'envie de manger, & qui nous empêcha de nous dévorer les uns les autres. Pendant ces quinze jours, cinq de nos camarades furent attaqués d'une langueur mortelle, parce qu'ils ne pouvoient prendre du tabac; favoir, Jean Parkins, E'douard Greene, Thomas Stubbes, André Swach & un vieillard appelé Fean. Par les remarques que nous fimes sur la mort de deux outrois d'entre eux, nous apprimes à connoître les fymptomes d'une fin prochaine; d'abord on devenoit fort enflé, peu après l'enflure disparoissoit, il ne restoit que la peau & les os; on n'avoit pas la force de se soûtenir la tête, & douze heures après on rendoit l'ame.

Au bout de quinze jours, François Brace se trouvant plus vigoureux que les auares, conduisit les trois Espagnols avec six Indiens à l'isle où nous étions, & ils apportèrent des vivres avec eux. Nous pensames mourir après avoir mangé, à cause de la foiblesse de nos estomacs, étant si épuisés que nous ne pouvions digérer, quoique nous ne prissions de la nourriture qu'avec modération. Le lendemain ils nous conduisirent à la terre ferme, où ils nous

nvie qu'i toous ch ti été par a pas ave

DES

wient am

our l'usage

archandife

mportere

pas qui fe

ninze jours

ent avec le

d à quelque

le la fin de

nols appele

mover avec

e foin de

s concitoy

hift à Co

lous fumes

n nous de

ratloit un pe

innier depr

byage dan

Hen; car

ions avou

er, on r

lous auro

leur dit

atte côte

cit de to

WOUVES.

wiques-un

thons pas

s; d'auti

the canon

unériens.

as prine

Mar Motage sun alon al

oute: & ce

Elpagoni

nous trois

s étions et

las grand ent endore

OUTS THE

coquillas

qui ne pr

S QUI DOU

i nous en

s autres h

e nos can

igueur m

prende i

, E'dour

dré Smal

ar les m

t de deur

s à cour

raine; din

ipids limi

ue la pen

ce de le ill

après of a

rs, Françoi

reax que

(pagnols at

tions, & ht

eur. Nos

mangé, im

omen, am

DAION, OBFIG

de la marrier

odenski ile na

se, od ils or

101

avoient amené des chevaux. Ils prirent, Pièces justipour l'usage du Roi d'Espagne, toutes les ficatives sur marchandises que nous avions, & ils nous l'ise de Ste. transportèrent à Tocoya. Ceux d'entre IIIe. partis, nous qui se sentoient foibles y restèrent quinze jours; ceux qui étoient forts allèrent avec les trois Espagnols à Coro, qui est à quelques cinquante lieues de Tocoya. Sur la fin des quinze jours, un des Espagnols appelé Sennor Corajaval, vint nous trouver avec des chevaux, ayant autant de soin de nous que si nous eussions été fes concitoyens & fes amis, & nous conduisit à Coro où étoient nos camarades. Nous fumes présentés au Gouverneur; & on nous demanda, par un Flamand qui parloit un peu Anglois, & qui étoit prisonnier depuis seize ans, la cause de notre voyage dans ce pays. Il nous excufa affez bien; car il n'ignoroit pas que si nous eussions avoué où nous nous proposions d'aller, on nous auroit fait mourir, ou l'on nous auroit condamné aux galères. Mais il leur dit que nous avions été jetés sur cette côte par des ouragans; il leur fit le récit de tous les dangers que nous avions éprouvés. Ils en furent si étonnés, que quelques-uns dirent que véritablement nous n'étions pas des hommes, mais des diables; d'autres, que nous eussions mérité d'être canonisés, si nous n'eussions été des Luthériens.

Les principaux de la ville témoignèrent l'envie qu'ils avoient d'avoir un chacun de nous chez eux. Après que nous eumes été partagés entre eux, ils n'en userent pas avec nous comme avec des prifon-(A2 3

No. II. Extrait de Purchast.

Pièces des sonniers; ils eurent au contraire autant de Commissais soin de nous que si nous eussions été leurs res Anglois, propres enfans, ne souffrant pas que nous manquions d'aucune des choses qui pouvoient contribuer au rétablissement de nou tre fanté: Le fort voulut que je fusse recu chez un appelé le Seigneur Francisco Lopes. Comme j'étois extrêmement malade d'une fièvre chaude, un Capitaine appelé Perofo, qui avoit épousé fa fille, ayant beaucoup de connoissance de la Médecine, venoit journellement dans ma chambre. Il m'y faigna, me mit à la diète & me purgea, recommandant à faufemme de ne me laisser manquer d'aucune chose, qu'il seroit en fon pouvoir de me procurer. Ainsi, graces à Dieu, & aux tendres soins qu'ils eurent de nous, nous recouvrames la fanté! & nos forces, excepté deux qui moururent ; favoir , Thomas Fletcher & Fulke Jones, cordonnier. Nous restames à Coro au nombre de onze, de foixante-fept qu'on avoit mis à terre à Sainte-Lucie, il y avoit cinq mois. Nous allions tous les jours nous visiter comme nous voulions, & nous nous promenions fouvent dans le pays, où les Indiens prenoient grand plaisir à être dans notre compagnie. Nous n'allions point chez eux qu'ils ne nous offrissent toutes fortes de fruits délicieux, qui étoient en abondance dans le pays. Ils tuoient pour nous des chevreuilsi, des cochons fauvages, & nous apportoient des finges, des perroquets, & tout ce qu'ils croyoient pouvoir nous faire plaifire of b sasiove ellup sizual

Le pays des environs de Coro produit une grande quantité de fucre, de miel, d'éthe sed pers ammen such sere pices pil

vices, &

ion fromer nent avec hondance, a. Ils le de fucre, & e conferve int, auffi boillon dou ment facile Pendant me ferme copés à fai mux Indie bre avec on maître

temps il la ce qui se les femm l'enlever. ainsi que toient en eens de sa ner les fe a mariage

dant ce q

ecours con Fant qu'il plaine Pero pas avec nec lui tre y où ils

Mir de ales autre

-8001 医量品

Ist

re anta

DS été la

125 OOK 18

les quin

ment de

Je line

treila la

maleday

appell for pant bear

ecine, m mbres la

Entre 1

eneme

pilith

1. 崖)

**Tolora** 

ramelia

Z WIE

tcher in effension ante sta ucie, fra

le juin

, trest

啊点 fir à étre u

fallions if

film a

pai koleti

s trolet a

boas latings

25、首即

rolation to

Chi prote

de miel, fi

多いの

pices, & de gaudron. Il y croît aussi de Pièces justibon froment. Le pain se fait communé-ficatives sur ment avec le mays, qu'ils ont en grande l'isle de ste. abondance, car ils en font trois récoltes par IIIe, partie, an. Ils le mêlent avec le jus des cannes de sucre, & en font du pain excellent qui fe conserve comme du biscuit. Ils compofent, aussi de ce mays & des patates, une boisson douce & forte dont les Indiens s'en-

ivrent facilement, ash manojo astima est ano l Pendant que nous étions dans ce pays-là, un Espagnol alla à cheval avec son frère à une ferme où il y avoit plusieurs Indiens occupés à faire du tabac. Un de ces principaux Indiens, qui étoit ordinairement fort libre avec lui , prit une hache neuve que fon maître lui avoit apportée, lui demandant ce qu'elle coûtoit, & dans le même temps il lui fendit la tête. Son frère voyant ce qui se passoit, courut à son épée; mais les femmes des Indiens avoient eu soin de l'enlever. Elles le tuèrent avec leurs flèches ainsi que trois ou quatre Negres qui se mettoient en devoir de leur tenir tête. Elles s'enfuirent enfuite dans les montagnes. Ce chef Indien ameuta un grand nombre de gens de sa nation, à qui il promit de donner les femmes & les filles des Espagnols en mariage, s'ils vouloient lui prêter leur fecours contre les Espagnols de Coro. Mais avant qu'il pût exécuter ce complot, le Capitaine Peroso le surprit adroitement dans un repas avec les camarades & les femmes, & avec lui trente autres, & les conduisit à Coro, où ils furent condamnés à mort & à fouffrir de grands supplices, pour épouvanter les autres. On coupa à quelques-uns les (Aa 4) pou-

Pièces des Commissaires Anglois.

No. II. Extrait de Purchall.

376 ME'MOIRES SUR L'ISLE

pouces & les nerfs' des deux premiers doigts, pour les priver de la faculté de tirer de l'arc.

Nous étions sur un tel pied dans ce pays. que nous ne pouvions desirer d'en partir sans offenser les Espagnols; car une frégate étant prête à Coro pour aller à Cartagene. quatre de nous demandèrent leur passage; favoir, Philippe Glastocke, Richard Garret, Guillaume Picks & moi Jean Nicols. Tous les autres étoient dans la campagne à fe divertir, les uns dans un endroit, les autres dans un autre. Lorsque le vaisseau sut prêt à partir, les habitans persuadèrent au Gouverneur qu'il ne devoit point nous laiffer aller, en lui disant qu'il y avoit sur la côte plufieurs vaisseaux Hollandois; que fi nous nous en allions dans la frégate, nous les trahirions: & nous faisant dire par les Pères de leur E'glise, que si nous voulions rester dans leur pays, nous serions aussi bien traités qu'eux - mêmes, & qu'ils nous donneroient volontiers leurs filles & leurs biens. Toutefois, malgré leurs caresses, nous foupirions après notre patrie. Trois de nous fe procurèrent les movens de partir. & Guillaume Picks resta, parce que son maître dit au Gouverneur que quatre seroient trop pour passer dans la frégate, Nous partimes ainsi de Coro vers le 20 avril, laissant tous ceux avec qui nous demeurions, fort chagrins de notre départ : ils nous donnèrent une grande quantité de vivres pour notre voïage. Ils avoient de la répugnance de nous laisser aller à Cartagène, dans la crainte qu'on ne nous condamnat aux galères. Le Gouverneur de Coro écrivit lui-même une lettre de recommandation en notre faveur aux princi-

manx de C Pedro de E neu d'effet lames à Sa Trois jo à Cartagen le Lieutena

trois jours nous avior Coro en n nard Sanch nio Cambe d'une ami me heur vint nous craindre. querions nant, & obtenir 1 prenion Le moir ducats. ne voult cunes pi voyoit to v avoit a odalité d portent l noient à p nés par u le trouva

y avoit (

leau. Qu

Havanne;

perirent e

trois Ang

logt tant i

843

ETS doigh

i de la

os ce pos

la m

une freque Conseque

u pale

ident G

Campaga

Valleri

nt mis is

avos ir i ndois; ce i

fer m

disub

10us mis

ferins via

atio A

patrie. To

的 anyo

parce que in

Nossie

l, billion

, fort chapita

ten meter

re voige la

加州

Dit ato it

Le Gontes

and letter in

IL SUL PRINCE

paux de Cartagène, entre autres à Dom Pièces jufti-Pedro de Barrès fon gendre; mais elle eut ficatives sur peu d'effet. Chemin faisant, nous mouil-Pise Ste. lames à Sainte-Marthe & y fimes de l'eau.

Trois jours après que nous fumes arrivés 111c. partie à Cartagène, nous fumes mis en prison par le Lieutenant; car le Gouverneur étoit mort trois jours avant notre arrivée. Cependant nous avions présenté les lettres écrites de Coro en notre faveur, par le Seigneur Gaf. pard Sancho Contador, au Seigneur Antonio Cambero, qui nous donna des marques d'une amitié particulière. Il y avoit à peine une heure que nous étions en prison qu'il vint nous consoler, nous disant de ne rien craindre, & nous affurant que nous ne manquerions de rien. Il alla trouver le Lieutenant, & il offrit trois de ses Nègres pour obtenir notre liberté, consentant que si nous prenions la fuite, qu'il les gardat pour lui. Le moindre de ces Nègres valoit trois cens ducats. Le Lieutenant ne nous donna, ni ne voulut permettre qu'on nous apportat aucunes provisions; mais Cambero nous envoyoit tous les jours à midi un bon plat. Il y avoit austi trois Anglois qui servoient en qualité de Matelots dans un des galions qui portent le trésor du Roi d'Espagne. Ils venoient à peine de partir qu'ils furent ramenés par une violente tempête à Cartagène, se trouvant en danger d'être noyés; car il y avoit douze pieds d'eau dans leur vaiffeau. Quelques navires se sauverent à la Havanne; cinq des plus richement chargés périrent entre Cartagène & la Havanne. Ces trois Anglois nous donnérent douze fols par jour tant que nons restames en prison. Tous (Aa 5)

Pièces des Commissai-

Extrait de Purchaff.

les samedis, le Lieutenant avec ses Alcades, venoit à la prison, où il prononçoit ses jures Anglois, gemens : il nous condamna aux galères ; mais un Alcade qui avoit toûjours été favo-Northalle aux Anglois, appelé le Seigneur Francisco Lopès de Moralès, (le Chevalier Drake avant sauvé les biens & la vie à son père à la prise de Cartagène) demanda à voir notre procès; & lorsqu'il en eut pris lecture, il lui dit qu'il ne pouvoit équitablement nous condamner aux galères. Le Lieutenant répondit; qu'ils demeurent donc en prison jusqu'à l'arrivée des galions d'Espagne.

Deux mois après on élut un Député-Gouverneur. Nous lui présentames une requête, qui lui fut remise par Jean Frendgam. Il lui répondit qu'il nous accorderoit la liberté, fi nous pouvions engager quelques Espagnols à nous servir de caution. Lorsque le Seigneur Francisco Lopes & Antoine Cambero eurent appris les conditions qu'on nous proposoit, ils se rendirent cautions pour nous, & s'engagèrent en conséquence pour

mille ducats, reduced state sandivord some

Lorsque nous fumes en liberté, le Lieutenant nous dit, que quoique suivant les loix, il eur pû justement nous faire mourir, toutefois voyant que Dieu nous avoit confervé aussi miraculeusement, que nous avions tant fouffert pour fauver notre vie, & que nous étions venus implorer leur fecours, il vouloit bien nous accorder la liberté. Enfuite Francisco Lopès présenta au géolier un ordre du Gouverneur pour nous faire sortir de prison, & nous conduisit tous trois à sa maifon, où on nous donna à chacun un lit; car le pays est si chaud que nous ne pou. vions

DE vions couc y fumes tr felle d'arg mets, & le rifco Lope roit quelq nous faifoi ordinaire, fieurs jeun y ouer, & egard lor des sept à fois. Nous !

> dans diff céda no le prem arrivere Richard vec Phi lé le Sai dans le moi dan mois à n féjournai vailfeaux

> que les

Lopes p

Gouvern les, & a en 1588. pallames PAF JOUF 1 times fur leau dans Miles Pet

OIL IS I

gles

s delan

mar An

啊」即

im mi

lehred

CERTAIN N

n print

gue, Dépudés uns sons deput la

相關

elque liv

Lant

ntoistle

is qu'ann

(東京)

design la

e final a

firensz,

de linit al

ensins

店也

h foots, i

ibent. L

四日的日本

s finant

**多物社** 

here or le

ons are pol

vions coucher deux dans le même lit. Nous pièces juffiy fumes très-bien traités, & fervis en vail ficatives fur
felle d'argent avec une grande variété de l'isle de Ste.
mets, & les fruits les plus délicieux. Fran-Lucie.
cifco Lopès pensant toutefois qu'il manqueroit quelque chôse à la bonne chère qu'il
nous faisoit faire, nous envoyoit par extraordinaire, quelques plats de sa table. Plufieurs jeunes gens se rendoient chez lui pour
y jouer, & ils étoient fort libéraux à notre
égard lorsqu'ils gagnoient, nous donnant
des sept à huit pièces de huit en une seule
fois.

Nous restames dans cet état jusqu'à ce que les galions furent prêts à partir pour l'Espagne avec le trésor, & alors Francisco Lopès procura le passage à chacun de nous dans différens vaisseaux. Le jour qui précéda notre embarquement, ce fut environ le premier d'août, deux de nos camarades arrivèrent de Coro, favoir, Miles Pet & Richard Ferne; on les plaça tous deux, avec Philippe Glastoke, dans le vaisseau ap-lé le Saint Bartbelemi: Richard Garret alla dans le vaisseau appelé la Madre de Dios, & moi dans la Sancta-Cruz. Nous fumes un mois à nous rendre à la Havanne, où nous féjournames un autre mois, pour mettre les vaisseaux en état de revenir en Europe. Le Gouverneur s'appeloit Dom Pedro de Valdes, & avoit été prisonnier en Angleterre en 1588. Nous vécumes, le temps que nous passames à terre, avec dix huit sols de paye par jour pour notre subsistance; & nous partimes fur la fin de septembre laissant le vaisseau dans lequel étoient Philippe Glastoke, Miles Pet & Richard Ferne, avec un autre glois à Sainte-Lucie.

res Anglois.

No. II Extrait de Purchall.

Fièces des vaisseau appelé le Saint-Vincent, qui man. Commissai- quoit de pain.

Nous passames le canal de Baham en huit jours, contre le vent; nous cotoyames la Vermude, & nous fumes neuf femaines à nous rendre de la Havanne à la côte d'Efpagne. Nous essuyames des tempêtes & des tourmentes effroyables, de sorte que toute la flotte se sépara, & il n'y eut que deux vaisseaux qui allèrent de compagnie; ce qui leur fit beaucoup craindre de rencontrer les Hollandois, qui, avec trois bons vaisseaux, auroient enlevé sans peine leurs trésors. Toutes les petites caravelles leur donnoient l'alarme, pensant que c'étoient des vaisseaux de guerre.

Le 2 février 1606, le Capitaine Barwicke arriva, graces à Dieu, en sûreté, aux Dunes, dans la province de Kent, & me donna de l'argent pour me rendre à Lon-

dres.

#### OBSERVATIONS des Commissaires du Roi de France.

On peut juger par cette relation du prétendu établissement des Anglois à Sainte-Lucie en 1605; & s'il est vraisemblable qu'ils aient tenté d'y resourner en 1606 : retour qui n'est appuyé sur aueune autre pièce que celle ci, où l'on trouve, vers la fin, la date du z février 1606, qui n'est autre chose que celle du retour en Angleterre d'un des Anglois échappés de cette malheureuse aventure. On a cru devoir extraire de cette relation le jourmal ci après de leur séjour dans l'isle de Sainte-Lucie.

AOUST 1605. Vendredi 23. Débarquement de foixante-fept Anglofs à Sainte-Lucie. AOUT

DE AOUST 160 Samedi - 2

> Dimanches Lundi 10 12 Mardi . 1 Mercredi 12 Teudi . Vendredi Samedi . SEPTEMBE Dimanche Lundi . .

Mardi . . Mereredi

Vendredi Samedi Dimana

Lundi

Marki . Mercredi Jeudi . Vendredi Samedi Dimanche Lundi . Mardi Mercredi Jendi . Veraredi ! Samedi Dimanche Ludi . : Mardi

Mengedi ;

qui ma

am en bit toyanes l femans i

che d'al cempées t e force qu n'y en qu de onn

oup com
, qui, ne
colet in

me, poin goene tain fine i fine, ur Ken, in endre i in

Jairs is li

on de primi

t men die apport in b 'on mor, m qui att unt etens du in reule nome relation kine 'ille & lan-

inamies in

0 2 0	AINIE DUCIE, 301	
AOUST 1605.	202 M F H O LE M S S U A L	Dilana indi
Samedi - 24. 1	ls enlèvent la chaloupe Lo	Rièces justi-
	vaisseau part,	ficatives fut
Dimanche 25.7		l'Isse de Sie
Lundi . 26.	number of the control	Lucie.
Mardi . 27.	A Company of the Comp	Ille. partie.
Mercredi 128.	Les Anglois vivent amicalement	Mol III.
	Savec les Sauvages, qui leur den-	Extrait dis
Vendredi 30.	nent des vivres en troc.	STATE THEFT
Samedi . 31.		12 Sto.
SEPTEMBRE.	and the state and the state of	
Dimanche 1.		-
	TO STATE OF THE PARTY OF THE PA	The state of the s
Lundi 2.	Le Commandant Anglois part pour	
while received	aller chercher une mine & ne	
7/- "	revient plus.	
Mardi 30	Les Sauvages refusent des vivres er	1
	troc.	
Mereredi 4.	Les Anglois vont aux cabanes de	S
- REL 102 3 3	Caraibes, & y sont bien reçûs.	
- 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Après midi, dix huit Anglois von	
Jeudi . s.	aux cabanes, y sont attaqués, &	
	y périssent presque tous.	
Vendredi 6.	Les Anglois se retranchent avec	
Samedi . 7.	leurs coffres.	
Dimanshe 8.1	legis courses woll soon as well	
é sont test	Les Sauvages arrivent, au nombre	
Lundi . 9.	de douze ou treize cens, & inve	
minime . 31	stissent le retranchement.	
Serial Sall		
Mardi. 10	Sept ou huit jours de combats, pan	
Mercredi II.	dant lesquels les Sauvages brûlen	t
Feudi . 12.	la cabane & les coffres, & les An	
Vendredi 13.	glois se retranchent avec les débris	,
Samedi 14.	& du gason ou du sable.	
Dimanchels.	Vers ces jours, les Sauvages se reti-	
Lundi . 16.	vers ces jours, les sauvages le leure ni	
Mardi 17.	rent, & il vient une de leurs pi	
Mercredi 18.	rogues troquer des vivres.	
Jeudi . 19		
Vendredi 20	Sept jours pendant lesquels les Sau	3
Samedi 21.	vages continuent à donner des vi-	
Dimanche22.	vies en troc.	3
Lundi . 23.	William A. Lander Miles and Assessment	
Mardi 24.	bits the commence is the district	
Mereredi 25.	Ils cessent d'en donner.	
STOR SERVICE	th ald out out to an so sup in SER	4
	chemica de Sainte-Lucia.	

DR BALNTE LUCIE. ME'MOIRES SUR L'ISLE SEPTEMBRE, policio el resvelto ell .pr - Linna.

Pièces des Commissaires Anglois.

No. III. Extrait du Sur la Ste. L14016.

François Brace Anglois, qui favois parler françois, obtient des Caraïbes une pirogue, en échange de Marchandifes.

Les Anglois se sauvent, à une heure Extrait du P. du Tertre Jeudi . 26. meuf, le reste ayant été tué par les Sauvages.

> No. III. EXTRAIT du P. du Tertre. fur l'établissement des François dans l'isle de Sainte-Lucie. Tome I, page 435.

CE fut là l'occasion du trouble que les Anglois recurent dans cette ille; car les Sauvages qui s'étoient fauvés à la nage, s'é. tant plaints de la perfidie des Anglois, & en avant donné avis à ceux de la Martinique & de Saint - Vincent , ils résolurent de les aller tous affommer dans Sainte-Alouzie. Avant pris jour, ils fe trouvèrent tous à point nommé au rendez-vous ; & au mois d'août de l'année 1640, ils firent une horrible irruption fur les Anglois, mirent tout à feu & a fang, massacrerent le Gouverneur, assonmerent la plupart des habitans, pillerent les magafins, brulerent les cases, gâterent tous les vivres, & firent tous les dégats. qu'ils purent pour venger le \* tort qu'ils en avoient reçu. Ceux qui échappèrent de cette boucherie, abandonnerent l'isle & se refugièrent à celle de Monserrat.

vages continuent à donner des vi-OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

DE Les An leur négli M. du Pa les Sauva

Leur Gén Poincy; connoître fant voir Sein des S

Cette telle fray ne penier ille ctant ils n'en t

M. di

en Franc

de l'acq de la G Lucie) a d'en pr partir, 1 cinq ou tion fou homme, vi nans les i ploi. A

bronze, ronna de i de quelque s'écarter d une belle 1 planter du

ment dans

mit de bo

<sup>\*</sup> Ici commence la page 435, citée par MM. les Commissaires Anglois for le paragraphe xxxx, pour prouver que ce fut en 1640 que M. du Parquet prit possession de Sainte-Lucie.

DE STATION TELLUICIE

Les Anglois; pour couvrir leur lacheté & Pièces juffileur négligence, en imputerent la faute à ficatives fin M. du Parquet 4 croyant qu'il avoit animé l'ille de Ste. les Sauvages de fon isle à cette expédition. Lucie. Leur Général en fit ses plaintes à M. de IIIe. panie. Poincy; mais M. du Parquet fit évidemment au la de connoître la fausseté de cette plainte, en faifant voir qu'il les avoit fait avertir du defsein des Sauvages, si-tot qu'il en avoit eu da nouvelle lamon road a sorge trombe

Cette irruption des Sauvages jetta une telle frayeur dans l'ame des Anglois, qu'ils ne penserent plus à s'y établir, à cause que cette ille ctant éloignée de celles qu'ils habitoient, ils n'en pourroient pas être secourus dans une

5, 吨层

a) to fin COMPA F

Distriction. ombie de da

I de tex

de To

ois day!

Paren

e que a

Aug.

de la la

réfolial

eintédice vérez tu

Stan

ent one im

miretau

Gouvene

的邮点

015点单

tort to let

The late of

ed MINK IS

DE III de hope of

pareille rencontre, since suff in es es ellim M. du Parquet étant sur le point de venir en France, pour traiter avec la Compagnie, de l'acquisition des isles de la Martinique & de la Grenade, & voyant cette isle (Sainte-Lucie) abandonnée par les Anglois, réfolut d'en prendre possession auparavant que de partir. Pour cet effet, il fit embarquer trentecinq ou quarante hommes , bien munis de toutes les choses nécessaires à cette expédition fous la conduite du fieur Rousselan, homme, vaillant, & que la longue expérience dans les isles avoit rendu digne de cet emploi. A fon arrivée, il fit bâtir un fort, y mit de bons canons, avec des pierriers de bronze, qu'on appelle ramberges; l'environna de fortes palissades, & dans la cramte de quelque surprise, défendit à ses gens de s'écarter du fort, voulant qu'ils cultivassent une belle habitation tout à l'entour, pour y planter du petun. Il subsista fort paisiblement dans l'isle jusqu'en l'année 1654. Les Sau-

Pièces des Sauvages l'aimoient, & avoient pour lui un Commissai- respect tout particulier, à cause qu'il avoit res Anglois. épousé depuis longtemps une Sauvage, qui fervit beaucoup à entretenir leur bonne in-No. III. telligence & leur petit commerce.

P. du Tertre Sur la Ste. Lusico

Le sieur de la Rivière homme fort riche. & que M. du Parquet Lieutenant généra! pour Sa Majesté sur les isles qu'il avoit achetées, aimoit beaucoup, eut le commandement après \* le fieur Rousselan. Comme les Sauvages témoignoient avoir beaucoup de confiance en lui, il demanda permission à M. du Parquet de s'établir à un très-bel endroit éloigné du fort, où après avoir fait une très-belle habitation, il mena sa famille, ce qui fut cause de sa perte: car les Sauvages qui ne souffrent qu'avec impatience la demeure des François dans leurs isles, le voyant en un lieu séparé des autres, auquel il ne pourroit pas être facilement secouru, formèrent le dessein de le tuer. Pour mieux réussir dans l'exécution de leur dessein, ils commencerent à le venir voir dans fa nouvelle habitation; & lui qui ne se défioit point d'eux, les recevoit fort librement dans sa case. Si bien qu'un jour qu'ils buvoient ensemble & se divertissoient, ils l'assommerent d'un coup de boutou, avecdix de fes gens. the more remains, area des piè miera ver

a Ici finit la page 435. d quaique furprife, cefendit à les gens

No. IV. fur l'é l'isle de 438.

ONS

VI que par l'ave le Breton avec trop en sa pla garde, & deux mi entreteno que le fie de très d'arriver à l'air du duite & Ce Ge

le fieur

hison des

coup de c

après lon

pour rentr OBSERV. \* Ici com Commissaire XXVI & LI Me a envoy ne les Ang imnçois, d † 11 paro Commissaire

unteprise est pour une réc Tome I, 2 Ista

pour le m

on m

anvegt, n

ur boose ja ce.

ne fort rich

enani goda

lan. (me

70ir beens

nda pentin

à m tot

ipres with

il menti

pette: al

avec mes

ans lask

des aus p

facilità

elette.ht

on de las

vesi wie

i qui ne la

fort Bress

jour qu'il

utou, ses

Nali

No. IV. EXTRAIT du P. du Tertre, ficatives sur sur l'établissement des François dans Lucie. l'isse de Sainte-Alouzie. Tome I, page IIIe. partie, 438.

Onsieur du Parquet se doutant bien que les soldats n'avoient deserté que par l'aversion qu'ils avoient pour le sieur le Breton, qui avoit le bruit de commander avec trop de hauteur, envoya le sieur Coutis en sa place, avec vingt cinq soldats \* de sa garde, & treize autres, auxquels il donnoit deux mille livres de petun par an, & les entretenoit de toutes choses; en attendant que le sieur d'Aigremont jeune Gentilhomme de très belle espérance, qui ne faisoit que d'arriver aux isses, se sût un peu accoûtumé à l'air du pays, pour lui en donner la conduite & le gouvernement.

Ce Gentilhomme y fut envoyé un an après le fieur Coutis; mais il ne put éviter la trahison des Sauvages, qui l'assamment d'un coup de couteau dans le sein. Quelques mois après son arrivée, les Anglois firent un effort pour rentrer dans l'ise ; mais avec le peu

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

\* Ici commence la page 438, citée par MM les Commissaires Anglois, sur les paragraphes xxxv, xxxvi & Lix, pour prouver que le Comte de Carlisle a envoyé à Sainte-Lucie en 1644 en 1645, & que les Anglois ont réclamé cette isle contre les François, de 1640 à 1650.

7 Il paroît que c'est ce passage que MM. les Commissaire: Anglois ont eu en vûe; mais cette entreprise est de l'an 1657, & n'a jamais pû passer

pour une réclamation. Tome I. 2de partie.

(Bb)

Pièces des Commissai-

de monde qu'il avoit, il se battit si vaillamment, qu'il les obligea de s'en retourner d'où res Anglois. ils étoient venus, avec leur courte honte.

Cette isle a encore eu deux Gouverneurs, No. IV. le sieur de la Lande, & le sieur Bonnard P du Tertre propre frère de feue Madame la Générale du Parquet, qui méritoit affurément une autre fur la Ste. condition. Alouzie.

> Décadence de la Compagnie des isles de l' Amérique. Chap. xvI.

Les divisions arrivées dans les isles, & l'intérêt particulier des Gouverneurs, furent fans doute les deux causes principales de la ruine de la Compagnie: car ceux-ci ne songeant qu'à se rendre maîtres & propriétaires des isles dont ils avoient le gouvernement, ne se mirent pas fort en peine de maintenir fon autorité; & les peuples profitant de la division, refusèrent de payer les droits qu'ils devoient à la Compagnie : si bien que ne recevant aucuns profits des fommes confidérables qu'elle avoit avancées, elle se trouva enfin tellement pressée par ses créanciers, que pour ne pas \* succomber entièrement, les Directeurs qui se voyoient attaqués en leur propre & privé nom, convoquèrent, &c.

\* Ici finit la page 438.

DE

No. V. E par Mi les par leur M

ETT U bitée M. du Pa la Martin fin de ce inhabitée premier Vincent

\* Ces

la Haïe, & tome V la page 24 le Chapitre mêmes fait T. V. p. 7 P. Labat v mèrent le ( woit pas. tuèrent le sie undit le for Anglois, le 2 C'eft ce niffaires An Et en 1640 de de Sain tous les mor

pheffion qui

Pièces juffificatives fur

No. V. EXTRAITS du P. Labat, cités l'Isle de Ste. par MM. les Commissaires Anglois sur IIIe. partie, les paragraphes XXXI & XXXV de leur Mémoire du 15 novembre 1751\*.

ourner du

Générales

nt me m

des ifter à

s les ils

erneus, in

ceuseine & projekti gouvening

ne de nita

profits 22 les drossis

fi bies #

ODER OF

, elle km

les creaces

er estimate

ent anaque

BADOS CALL

ETTE isle (Sainte-Lucie) avoit été habitée par les François dès l'année 1640. M. du Parquet Seigneur & propriétaire de la Martinique, en prit possession vers la fin de cette année †, comme d'une terre inhabitée, & qui par conséquent étoit au premier occupant. Les Sauvages de Saint-Vincent & des autres isles, n'y venoient

### OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

\* Ces passages se trouvent, tome II, édition de la Haie, in 4°, 1724, pages 150, 151, 152 & 153; & tome VI, édition de Paris, in 12, 1742, depuis la page 246 jusqu'à la page 256; c'est à-dire dans le Chapitre XIII de la VIe. partie. On trouve les mêmes faits moins détaillés dans le même auteur, T. V. p. 71, ou chapitre V de la Ve. partie. Le P. Labat y dit , p. 72, que les Sauvages en 1640 tuèrent le Gouverneur; & ici il dit qu'il n'y en avoit pas. Il y dit aussi, p. 77, que les Caraïbes tuerent le sieur Bonnard; ce qui est faux, puisqu'il rendit le fort par capitulation au Colonel Caren Anglois, le 23 juin 1664.

† C'est ce passage qui a induit MM. les Commissaires Anglois en erreur, & qui leur a fait placer en 1640 la première entrée des François dans l'isle de Sainte-Lucie, tandis qu'il est prouvé par tous les monumens historiques qu'ils n'en prirent

possession qu'en 1650.

(Bb 2)

Fièces des Commissai- il n'y avoit ni carbets ni défrichés. Il n'y

No. V. P. Labat.

res Anglois. mit d'abord que quarante hommes, sous la conduite du fieur Rousselan, Officier de valeur & de conduite, qui avoit donné Extraits du son nom à la rivière qui passe au fort Labat. Saint Pierre, à cause que son habitation étoit sur cette rivière. Il avoit épousé une femme Caraïbe, ce qui le faisoit aimer des Sauvages, qui le regardoient presque comme un de leurs compatriotes. La bonne intelligence qui étoit entre eux & le fieur Rousselan, n'empêcha pas M. du Parquet de prendre les précautions nécessaires pour empêcher sa nouvelle colonie d'être insultée, & peut-être détruite par ces Barbares, qui étant d'une humeur extrêmement changeante, & ne voyant qu'avec dépit l'établiffement des François dans leur pays, avoient besoin d'être retenus dans le respect, & que leur bonne volonté apparente fût sixée par quelque chose qui les empêchât de mal faire. C'est pourquoi il fit construire une maison forte, environnée d'une bonne double palissade, avec un fossé: il la munit de canons, de pierriers & d'autres armes, & la mit en état de réfister non seulement aux Sauvages, s'il leur prenoit fantaisie de les vouloir inquiéter, mais même aux Européens qui voudroient

s'y venir établir. Ce fut aux environs de cette maison, qui étoit située auprès du petit cul-de-sac & de la rivière du Carénage, qu'on commença un grand défriché, & qu'on planta des vivres & du tabac qui vint en perfection, &

Sauvages fieur le 1 famille, d M. le Géi a garnifor tone hum mitraités. mes, & l' caché da ncun fecor imoient p ut emparé.

t lauverent

Palla à la

qui l'emp

Le sieu

plqu'en

eretté des

François,

coup de 1

quet nom

succéder.

faire une

fant en l

il néglig

prendre '

avec les

établir d

gens qui

vages le

mailon,

gens, vei

du Parqu

Le fie

SAINTE LUCIE. 389

Pièces justi-

ISLE

des tortue

iches. In

ommes ; for

1, Office

avoit dan

fon bable

illoit aime e

t presque as

es. La hea

eux à le fa

M. do Par

jie d'ên ii

r ces Bains

êmenera

vec de la

ins king

nus dan ba

loute apus

e qui lu ti

pourquoi 1

te, covere

fade, and

ns, de plene

t en état des

कार्युक्त, शीव

aloir isquite

qui postitud

tte mailte, p

cul-de-fer it a

JOD COURTS

n plant do n

perfection,

qui l'emportoit sur celui des autres isles. Le sieur Rousselan gouverna cette colonie ficatives sur jusqu'en 1654 qu'il mourut, également re l'isse de Ste. gretté des Sauvages, qui l'aimoient, & des Lucie. François, qu'il avoit conduits avec beau-IIIe, partie. coup de sagesse & de douceur. M. du Parquet nomma le fieur de la Rivière pour lui fuccéder. Celui-ci qui étoit riche, voulut faire une habitation particulière, & se confiant en la bonne volonté que les Sauvages lui témoignoient quand ils le venoient voir, il négligea les précautions qu'il devoit prendre pour sa sûreté. Il laissa un Officier avec les soldats dans la forteresse, & s'alla établir dans un lieu affez éloigné, avec les gens qui étoient à lui. Cela facilita aux Sauvages le moyen de le surprendre dans sa maison, & de l'y massacrer avec dix de ses gens, vers la fin de la même année 1654.

Le sieur Hacquet proche parent de M. du Parquet, qui lui succéda, sut tué par les Sauvages en 1656. Il eut pour successeur le sieur le Breton, Parisien, d'une très-bonne famille, & fort brave; mais qui étant venu engagé aux isles, avoit porté les livrées de M. le Général: cela fit que les foldats de fa garnison le méprisèrent; & lui qui étoit d'une humeur hautaine & fière, les ayant maltraités, ils se révoltèrent, prirent les armes, & l'auroient tué, s'il ne se fût ensui & caché dans les bois, sans avoir pû tirer aucun fecours des autres habitans qui ne l'aimoient pas. Cependant les révoltes s'étant emparés d'une barque qui étoit en rade, fe fauverent chez les Espagnols; pour lui, il passa à la Martinique, & porta les plain-(Bb 3)

P. Labat.

Pièces des tes à M. du Parquet, de ce qui étoit arrivé. Commissai- Ce Seigneur vit bien que l'aversion que les res Anglois. habitans & les foldats avoient pour lui, venoit de l'état où ils l'avoient vû, de sorte que sans rechercher les auteurs de ce son-Extraits du levement, ni ceux qui auroient pû s'y opposer, il envoya pour Commandant un Officier nommé du Coutis, auquel il donna environ quarante hommes, tant habitans que foldats, pour garder le fort. LE SIEUR DU Couris \* fut rappelé environ deux ans après, & le sieur d'Aigremont Gentilhomme d'une naissance distinguée, & tout plein de mérite & de valeur, fut nommé Gouverneur à la fin de 1657.

A peine y fut-il arrivé qu'il fut attaqué par les Anglois. Ils prétendoient que cette isle leur appartenoit, parce qu'ils disoient y avoir envoyé une colonie en 1637, qui y avoit subfisté pendant près de dix-huit mois, qui avoit été entièrement massacrée par les Sauvages au commencement de 1630; ce qui, selon eux, n'annulloit point le droit qu'ils avoient sur cette isle. Cette raison auroit été bonne, si la supposition avoit été véritable; mais rien n'étoit plus éloigné de la vérité. On auroit pû leur répondre qu'ils avoient trop attendu à faire valoir leur droit; & que quand même ils auroient eu une colonie dans cette isle, ils étoient cen-

# OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

\* Ici commence la citation de MM. les Commissaires Anglois sur le paragraphe xxxvI,

DE fés l'avoi avoient I voyer du

M. du voient fa fer, ni a rope, po Que dire chasser : font éta rojent-ils ont ren

ont fur ont fait ne laisse au lieu texte q Sainteexacte : Il ef

les Fra

fongé : & les al ger à s' toient, quentes toient toi les chaffe ment les 1 François сотте в

maitre, p temps de canots, fa leut ni

traie étab

fés l'avoir abandonnée tout-à-fait, puisqu'ils pièces justiavoient négligé pendant vingt ans d'y en-ficatives sur voyer du monde; ou qu'ayant sû & vû que l'îsle de Ste. M. du Parquet s'y étoit établi, ils n'a-IIIe, partie. voient fait aucune démarche pour s'y oppofer, ni aucun acte fur les lieux ni en Europe, pour conserver leur prétendu droit. Que diroient-ils si les François alloient les chasser à présent de Madagascar, où ils se font établis depuis peu d'années? N'auroient-ils pas lieu de dire que les François ont renoncé au droit incontestable qu'ils ont sur cette isle, par l'abandon qu'ils en ont fait depuis tant d'années? Cette raison ne laisseroit pas d'avoir quelque apparence, au lieu qu'il n'y en a aucune dans le prétexte qu'ils eurent de vouloir s'emparer de

Sainte-Alouzie. Voici le fait dans la plus exacte vérité.

Isti

étoit arrive

rion que la

pour lai, n

vù, de in

rs de ce ji

ent più sip in

andann in G

el il donna

t habitans o

Lasam

on dear m

& tout pleis

mé Govern

doien rec

qu'il fin

en 169,11

de dir him

mafactta

ent de tig

oit point & b

Cette rain

t plus élois

it teboogte to

faire valor

ne ils auroien

ils étoien a

mei fire de la

de Mills Co

raph: MIL

Il est constant qu'avant l'année 1640, ni les François, ni les Anglois, n'avoient pas fongé à s'établir à Sainte-Alouzie: les uns & les autres n'étoient guère en état de fonger à s'étendre hors des isles qu'ils habitoient, ayant tous affez de peine à s'y maintenir, & à se soûtenir contre les fréquentes attaques des Caraïbes, qui mettoient tout en usage pour les faire périr ou les chaffer de leur pays. Ils alloient librement les uns & les autres, c'est-à-dire, les François & les Anglois à Sainte-Alouzie, comme en une isle qui n'avoit point de maître, pour tourner des tortues dans le temps de la ponte, & pour y faire des canots, fans que pas une des deux nations y eut ni Gouverneur, ni forteresse, ni co-(Bb 4) lonie établie.

No. V. Extraitsdu P. Labat.

Il arriva en 1639, qu'un navire Anglois Commissai- ayant mouillé sous la Dominique, avec pares Anglois, villon François, attira dans son bord par cette feinte plusieurs Caraïbes, qui, étant en paix avec nous, ne firent point difficulté d'y entrer & d'y porter des fruits, comme ils avoient accoûtumé de faire quand ils nous trouvoient fur leurs côtes; mais les Anglois ayant voulu enlever ceux qui étoient dans leur navire, tous se jeterent à la mer & se sauvèrent, excepté deux que les Anglois mirent aux fers, & qu'ils vendirent ensuite comme esclaves. Les Caraï. bes irrités de cette perfidie, s'affemblèrent en grand nombre, surprirent & massacrèrent les Anglois à la Barbade, à Antigues, où ils commençoient à s'établir, & en d'autres endroits; & s'étant séparés après leur expédition, ceux de Saint-Vincent passèrent à Sainte-Alouzie, & s'en retournant chez eux, & trouvant quelques Anglois occupés à la pêche de la tortue, ils les massacrèrent, comme ils avoient sait cians d'autres endroits, & pour la même raison, sans faire le moindre tort aux François qui étoient au même lieu. Voilà le fait dans toute sa vérité, & on défie les Anglois de rien prouver au contraire. On laisse à présent au jugement des personnes défintéressées, à décider si les Anglois avoient quelque droit fur cette isle.

Ce fut pourtant sous le prétexte frivole de cette prétendue possession qu'ils firent un armement confidérable, & qu'ils vinrent attaquer le fieur d'Aigremont. Quoique ce Gouverneur, qui n'avoit pas lieu

DE de craind farpris, i raffembla foldats, empêcha descente grand no avec un l'autre al fes Offic Il fut a mis aya

> ils perd nier de avoit r ayant par ceu dehors enfemb vive, obliger fant let bleffes, des Fran

fait brè

dant que fieur d'A eut le pla confidéra dans le celleurs. chez lai l le avec e

C'est

ont faite

17511

lavire Anchi

ique, aret a

ion bond w

es, qui, a

ent point il

é de faire on

urs côtes n

alever cent

as se jeden cepté descri

s, å guing

ves. Le b

e, s'affende

ent & 🖆

arbade,

t à s'émi

étant les

x de Sin

ouzie, tre

OUVANT QUE

de la tonz

ils avoice

pour and

re tort and

Her Vi

O COURSIE

nt des perfer

i les lagos

prétente fini

, a past

greater (No

D'anti pa l

tte ile.

de craindre cette attaque inopinée, eut été pièces justifurpris, il ne se perdit pas pour cela. Il ficatives sur rassembla au plus vîte ses habitans & ses l'isle de Ste. foldats, se présenta au bord de la mer, & Lucie. empêcha pendant un temps considérable la IIIe. partie. descente des Anglois. Enfin forcé par le grand nombre, il se retira dans son fort avec une partie de son monde, laissant l'autre au dehors sous la conduite d'un de fes Officiers, pour harceler les ennemis. Il fut affiégé dans les formes: les ennemis ayant fait mettre du canon à terre. & fait brèche, donnèrent plusieurs assauts où ils perdirent beaucoup de monde; au dernier desquels, le sieur d'Aigremont qui les avoit repoussés avec une extrême vigueur, avant fait une sortie, & ayant été secondé par ceux de ses gens qui étoient demeurés dehors de la forteresse, ils tombèrent tous ensemble sur les Anglois d'une manière si vive, qu'ils les défirent à plate couture, & obligerent ceux qui échapperent, à se rembarquer comme ils purent, sans armes, laiffant leurs canons, leurs munitions, leurs blessés, & quelques prisonniers à la merci des François.

C'est l'unique tentative que les Anglois ont faite pour s'établir dans cette isle pendant que M. du Parquet a été vivant. Le fieur d'Aigremont la gouverna en paix, & eut le plaisir de voir sa colonie s'augmenter considérablement; mais il tomba à la fin dans le même inconvénient que ses prédécesseurs. Il permit aux Caraïbes d'entrer chez lui librement; il alloit même à la chasfee avec eux. Ils prirent ce temps pour l'afe (Bb 5)

Rièces des sasiner, un d'eux lui ayant donné un coup Commissai de couteau dans la poitrine. Ce malheur res Anglois arriva en 1660, deux ans après la mort de M. du Parquet.

No. V. Extraits du P. Labat.

M. de Vanderoque oncle & tuteur des enfans de M. du Parquet, nomma pour Gouverneur de Sainte-Alouzie le sieur de la Lande, qui y étant mort de maladie cinq ou fix mois après y étre arrivé, eut pour successeur le sieur Bonnard frère de Madame du Parquet. Celui-ci ne permit plus aux Sauvages de mettre le pied dans son isle, & évita ainsi les malheurs qui étoient arrivés à fes prédécesseurs. Il gouverna sa colonie jusque sur la fin du mois d'Avril 1664, que les Anglois firent un corps de quatorze à quinze cens hommes, auxquels fe joignirent fix cens Sauvages commandés par un nommé Ouvernard (ou Warner) Mulâtre, ou pour parler plus juste, métif d'un Gouverneur Anglois de Saint-Christophe, & d'une Indienne de la Dominique, dont j'ai parlé dans un autre endroit, qu'on appelle encore aujourd'hui Madame Ouvernard. Ces troupes ayant fait leur débarquement sans trouver de résistance, environnèrent le fort, & sommerent le sieur Bonnard de se rendre; ce qu'il fit auffi-tôt fort lâchements Les Anglois retinrent, contre la capitulation, le canon, les armes, le bagage & les ornemens de l'E'glise qu'ils devoient rendre, & renvoyèrent le sieur Bonnard & ses foldats à la Martinique, où on lui fit son procès.

Comme cette action s'est passée en pleine paix, le Gouverneur général des isles Angloifes
cette ent
fervir de
foient av
ne fondoi
que fur l
l'année p
tremife d
On vo
de droit
en fur c
1666, &

tilles due me

No. V

aucune l

Lettre

Mon

N'Av.
tre
nai l'hon
dernier,
j'ai cru co
ou que li
s'est perd

gent ger

toyale de

Angloises desavoua le Colonel qui avoit fait rièces justicette entreprise; lequel, bien loin de se ficatives sur servir de la prétendue possession où ils di-l'isse de Ste, soient avoir été de cette isse avant 1640, l'ucie. Ille, partie, que sur l'achat qu'il y prétendoit avoir, que sur l'achat qu'il avoit fait de cette isse l'année précédente, des Sauvages, par l'entremise d'Ouvernard.

On voit assez par cette conduite, le peu de droit que les Anglois ont, ou ont jamais eu sur cette isse. Ils en surent chassés en 1666, & depuis ce temps-là ils n'ont fait

aucune tentative pour y rentrer.

ISLE

nné un con

Ce malen

s la monda

tuteur de

nomma por

vé, eut ou

ermit plus a

ins for ite.

na la color

de quator

par une

Moz.

dont jains

appelle as

rquement l ironnèren

Bonnard & l ort lächenen

re la capital bagage di s

devoient 15

on lain in

elle en pe

No. VI. EXTRAIT de l'bistoire des Antilles du P. du Tertre, sur la prétendue expédition de Jacques Walker. Tome III, page 283.

Lettre de créance donnée à M. du Blanc, pour Milord Willoughby.

MONSIEUR,

N'AYANT point reçû de réponse de votre part, à une lettre que je me donnai l'honneur de vous écrire le 21 août dernier, dont je vous envoie le duplicata, j'ai cru ou que vous ne l'aviez pas reçûe, ou que la vôtre ne m'a pas été rendue & s'est perdue. Cela m'a obligé, avec M. l'Agent général de MM. de la Compagnie royale des Indes occidentales, de vous envoyer

Pièces des voyer M. da Blanc Capitaine & Major de Commissai- l'isse de la Guadeloupe, à plusieurs sins, res Anglois. La première, pour vous reitérer l'instance

que je vous ai faite par madite lettre du Extraits du 21 août, pour nous rendre justice des vio-P. du Tertre, lences que l'on nous a faites, & qui vous apparoissent, tant par ladite lettre, que par les déclarations & procès verbaux que vous fera voir ledit sieur du Blanc. Comme l'on continue plus que jamais les desordres, & que ce Capitaine JAMES WAL-KER, commandant une barque qui a mouillé à ma rade, y a pris les vivres & rafraichissemens qu'il a voulu, & demeure près de deux fois vingt-quatre beures en cette iste; à la sortie il a trouvé la barque du Ca. pitaine Laberlotte, qu'il a pillée nonobstant mon passeport, & la barque du sieur d'Orange, avec le pillage d'un canot.

Secondement, Monsieur, pour savoir de vous si les traités renouvelés à Saint-Christrophe depuis peu, en seront ratifiés & confirmés, & voir si nous devons être sur nos gardes contre une nation avec laquelle nous avons toûjours été amis, & de quelle manière nous avons à l'avenir à nous comporter avec vous. Cela dépendra de la bonne justice que vous nous ferez, & que je vous demande, de toutes ces incursions, selon laquelle nous publierons de. vant Dieu & les hommes, votre sincérité, ou le peu de cas qui aura été fait de nos justes plaintes. Vous me ferez la grace, s'il vous plait, Monsieur, de m'en donner une réponse très positive que j'enverrai à la Cour, comme tout ce que vous aurez con-

D 1 venu av vous don pouvoirs des chose ront ratif que je 1 croire, &

Mon

Ala. février 1

No. VI re des la préti ker.

COPIE du la deman des torts çois, de

E peu d langue,

venu avec ledit fieur du Blanc, auquel pièces juffie vous donnerez toute croyance, ayant des ficatives fur pouvoirs de traiter & convenir avec vous, l'Isle de Ste, des choses qui feront proposées, & qui se Lucie. ront ratifiées où il appartiendra. C'est ce IIIe.partie, que je vous supplie très-humblement de croire, & que je suis,

MONSIEUR,

L'Isti

plusieurs in érer l'inde

idite lette

ultice desti

s, à qui p

e lettre, o

Blanc Co

amais les il

e qui a mi

tres & m

denzun

beares a c

illée noch

lu ficulto

pour families à Saintille ront rans

levons kei n avechad

s, a de

iir à noise

épendra di ferez, ba

es on m

publierors in

otre finchia

té fait de n ez la grace, l en donneus

enversi 11

DIS 20162 CO

Votre très-humble & trèsaffectionné serviteur. Signé de Clodore Gouverneur de la Martinique.

A la Martinique, ce 16 février 1666.

No. VII. AUTRE Extrait de l'bistoire des Antilles du P. du Tertre, sur la prétendue expédition de Jacques Walker. Tome III. p. 291.

COPIE du réfultat de Milord Willoughy, sur la demande à lui saite, pour la réparation des torts & griess soufferts par les François, de la nation Angloise.

LE peu d'intelligence que j'ai dans votre langue, m'a donné occasion d'être un peu

Pièces des Commissaires Anglois.

No. VII.
Autre extrait du P.
du Tertre.

peu long-temps à faire translater fidèlement en Anglois, les papiers que vous m'avez délivrés, afin que par ce moyen vous puissiez recevoir de ma part, toute la fatisfaction que mon pouvoir & la justice vous en peuvent faire espérer.

Auxquels, pour répondre, je vous assure que j'ai un très-grand ressentiment contre ceux qui ont interrompu l'amitié & la bonne intelligence dont nous étions ici demeurés d'accord, & principalement contre WAL-KER; l'action duquel, comme dit très-bien M. de Clodoré, est fort deshonorable & pleine de fourberie; laquelle, bien loin d'approuver, je vous assure que je le ferai si bien examiner, que s'il ne peut pas se justisser, je lui ferai au plus tôt soussirir une punition égale

ferai au plus tôt fouffrir une punition égale à fon forsait.

Pour ce qui regarde le tort que l'on dit avoir été fait à Laberlotte & à d'Orange,

j'estime le rapport que vous m'en faites, très-digne de foi; mais nos loix ne condamnent personne, sans l'entendre au préalable. C'est pourquoi il faut donner commission à quelques honnêtes personnes de toutes les isles où l'on dit que ces chose ont été faites, de se trouver en un lieu choisi pour ce su. jet, afin d'en traiter avec autant des vôtres que vous jugerez à propos; & ensuite du résultat de leur conférence, faire telle réparation que la justice de votre caufe le requerra: car le plus grand de mes fouhaits, est qu'aucune occasion de rupture ne soit donnée de notre part, parce que j'espère qu'il n'en sera pas donné de la vôtre.

T'ai

Jai auffi une pleine traité que Saint-Chri Mais je vo' uniques in' qu'à préer ner le ré encore co j'en aurai fement, & à conferve tre aimabl

> Votre tre beau je le rec afin qu'ils lière.

Pour ce lequel vo neur de autre Go je ne le p quand me vôtres qu contre qu que nous leur moye pour lors M, de Ch tisfaction ferver l'au telligence Je réfer

faires, l'in

L'ISLE

r fidèlemen

is m'avezd

vous pulle

a fatisfation vous en va

je vous the

timent on

tié & la la

ns ici dens

t contre WA

ile & plein i

n d'approus

fi bien em

justifier, je i

e punition (ga

ort que l'on dit

oix ne condu

committee !

s de tours s

e ont été faits

oifi pour ce il

aptant des 10 opos; di enfoi-

ence, faire tel

de votre cal-

grand de mo casion de no-

re part, pance

as donné de la

l'ai aussi un grand desir de vous donner Pièces justilune pleine & entière satisfaction touchant le ficatives sur traité que vous me dites avoir été fait à l'ille de Ste. Saint-Christophe le 26 de janvier dernier. IIIe. partie. Mais je vous assure que ces papiers sont les uniques informations que j'en ai eues jusqu'à présent; c'est pourquoi je ne puis donner la réponse sur un sujet dont je n'ai encore connoissance: mais aussi-tôt que i'en aurai eu nouvelle, je ferai l'accomplissement, & même je porterai tous les autres à conferver, autant que faire se pourra, notre aimable correspondance.

Votre proposition ou avis mérite d'être beaucoup confidéré; c'est pourquoi je le recommanderai aux Commissaires, afin qu'ils y fassent une réflexion particu-

lière. Pour ce qui est du dernier article, par lequel vous me priez d'obliger le Gouverneur de la Jamaïque; cette terre étant un autre Gouvernement, & différent du mien, ie ne le puis pas faire. Je ne doute pas que quand mes Commissaires feront paroître aux vôtres que nous avons de justes complaintes contre quelques-uns de votre nation, le tort que nous aurons reçû de leur part, ou par leur moyen, je ne doute point, dis-je, que pour lors la justice de M. de Clodoré & de M, de Chambré ne paroisse, en faisant une satisfaction telle qu'il fera requis, pour conferver l'amitié, la concorde & la bonne intelligence entre nous.

Je réserverai à la discrétion des Commisfaires, l'injustice que vous dites avoir été faite par le Capitaine Cope, & je vous affure

res Anglois.

No. VII. Autre extrait du P. du Tertres

400 ME'MOIRES SUR L'ISLE Pièces des fure qu'aucune instruction de ma part ne Commissai- pourra justifier son action.

> - A la Barbade, le 23 février (flyle Anglois) 1666.

> > FIN du Tome premier, Seconde partie.



